



**Habilitation à Diriger des Recherches**

**Frédéric Barbe**

# **L'alphabétisation écologique**

**relation, diversité et commun  
au temps de l'utopie transitionnelle**

volume bibliographique

*Textes, cartes et atlas de textes et de cartes*

Jury

**Marie-Hélène Bacqué**

professeure d'urbanisme, Université de Paris Nanterre (garante)

**Denis Chartier**

professeur de géographie, Université de Paris (rapporteur)

**Pascal Clerc**

professeur de géographie, Cergy Paris Université

**Cyria Emelianoff**

professeure d'aménagement et d'urbanisme, Université du Maine (rapporteure)

**Isabelle Garat**

maîtresse de conférences HDR en géographie, aménagement et urbanisme,  
Université de Nantes

Soutenance publique le 12 septembre 2023 à Paris-Nanterre

mention Aménagement de l'espace, urbanisme



Université Paris Nanterre  
Habilitation à Diriger des Recherches

**Frédéric Barbe**

# **L'alphabétisation écologique**

## **relation, diversité et commun au temps de l'utopie transitionnelle**

volume bibliographique  
*Textes, cartes et atlas de textes et de cartes*

Jury

**Marie-Hélène Bacqué**

professeure d'urbanisme, Université de Paris Nanterre (garante)

**Denis Chartier**

professeur de géographie, Université de Paris (rapporteur)

**Pascal Clerc**

professeur de géographie, Cergy Paris Université

**Cyria Emelianoff**

professeure d'aménagement et d'urbanisme, Université du Maine (rapporteuse)

**Isabelle Garat**

maîtresse de conférences HDR en géographie, aménagement et urbanisme,  
Université de Nantes



Vu de l'extérieur, le monde universitaire fait l'effet d'un biotope spécialisé dans la production de "textes" le plus souvent bizarres et totalement éloignés du populaire. Ils vont des rapports de séminaire et devoirs semestriels aux thèses et mémoires d'habilitation, en passant par les mémoires de diplôme ou de maîtrise et aux devoirs de partiels, sans parler des expertises, des projets de recherches, des mémorandums, des projets de structure et de développement, etc. : autant de végétaux textuels qui s'épanouissent exclusivement dans le microclimat de l'*Academia* - comparables à ces plantes rampantes des hautes Alpes qui survivent à des altitudes où les arbres ne poussent plus - et qui, en règle générale, ne supportent pas une transplantation dans les plaines plates et dégagées de la vie éditoriale. [...]

Aucun universitaire ne le niera : il est temps de compléter la théorie du lecteur implicite par celle du non-lecteur implicite. On devrait avoir à peu près rendu compte de la situation en partant de l'idée qu'entre 98 % et 99 % de toutes les productions de textes issues de l'université sont rédigées dans l'attente, si justifiée ou injustifiée soit-elle, d'une non-lecture partielle ou totale de ces textes. Il serait illusoire de croire que cela pourrait rester sans effet sur l'éthique de l'auteur.

Peter Sloterdijk, « Plagiat universitaire : le pacte de non-lecture »,  
*Le Monde*, 28 janvier 2012.

Volume bibliographique

**Textes, cartes  
et atlas de textes et de cartes**

Pour une bibliographie raisonnée (5)

Rappel biographique (5)

Organigramme du réseau EnsaÉco (7)

Attestations qualification Professeur des Ensa 2020 (8)

Organisation du volume des publications (9)

Liste raisonnée des publications reprises en texte intégral (9)

(dont publications annexées au format de parution)

Liste exhaustive des publications et interventions (12)

Publications reproduites en texte intégral, dont versions originales annexées  
(19)

(dans l'ordre de la liste raisonnée)

## **Pour une bibliographie raisonnée**

Les volumes scientifique (original) et bibliographique (compilatoire) de cette habilitation sont *composés*. Dans le premier volume, en effet, la recherche, en contrepoint des entrées académiques, est interprétée et questionnée d'un point de vue biographique, jusque dans ses rapports intimes à l'enquête et à l'écriture, reprenant des pratiques à la fois anciennes (émancipation sociale, raciale et de genre, éducation populaire) et récentes (microhistoire, écoféminisme). L'activité de formation est y fortement détaillée et le volume inclue différentes pièces d'archive, notamment l'activité de mon séminaire et l'inventaire exhaustif de mes enseignements tant en université qu'en école d'architecture. Je ne reviendrai donc pas sur ces éléments.

Après la sécheresse d'un court curriculum vitae de rappel permettant néanmoins de la contextualiser, je propose dans ce volume l'accès raisonné à une production scientifique. Citer Peter Sloterdijk en exergue, ce n'est pas tant questionner la fraude plagiaire dans le système qu'interroger plutôt l'hubris de l'écriture scientifique. Je défends ici à la fois une certaine retenue dans la production d'articles scientifiques, en raison même des conditions réelles de la slow science et de la prudence théorique, et la nécessité d'équilibrer sa production entre différents registres, en conformité avec le placement de recherche défendu tout au long du premier volume.

## **Rappel biographique**

Frédéric Barbe est né en 1965. Géographe de formation, agrégé (1994), docteur en géographie et aménagement (2012, Eso, Rennes 2, direction Guy Baudelle, thèse en 3 ans), il a été au terme de deux autres expériences professionnelles (enseignant en collège-lycée : intervenant en lecture-écriture et éditeur), et pendant plus de dix ans, Mcf détaché et/ou associé, d'abord à l'Institut de Géographie et d'Aménagement de l'Université de Nantes (2009-2014) puis ensuite à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes (2015-2021). Chercheur contractuel à Eso puis à Aau, deux laboratoires multi-sites, il est aujourd'hui chercheur associé au sein du Crenau, Centre de Recherche Nantais Architectures Urbanités, équipe nantaise du laboratoire Ambiances Architectures Urbanités, unité mixte de recherche du Cnrs 1563. Outre des encadrements complémentaires en master d'urbanisme à l'IUG de Grenoble et aux Universités de Saint-Étienne et de Marne-la-Vallée et ses enquêtes personnelles, il a travaillé sur plusieurs projets de recherche collectifs (Puca Ville ordinaire et métropolisation, enquêtes Ladyss pour le Ministère de l'Écologie sur les services écosystémiques culturels). Frédéric Barbe est aussi depuis 2007 le coordonnateur et

l'inspirateur d'un lieu collectif de recherche et de production indépendant, « à la criée, laboratoire d'invention sociale, géographies, arts et écritures » dont la production de sciences sociales publiques sera aussi présentée dans ce volume. Dans ce régime de pluriactivité centrée sur les sciences sociales, il a également développé une deuxième écriture dans un rapport dialogique à la fois avec l'écriture académique et avec l'épreuve de la performance. Deux textes sont emblématiques de ce dialogue : *Les Fleurs du Mali de Charles Baudelaire* (2011), deuxième texte de son terrain doctoral malien, devenu concert-lecture et *Interstices* (2003/2008 ; en format original annexé), récit péréicien d'une Zad avant (l'enquête sur) la Zad. Je renvoie au volume original pour l'explicitation de cette seconde écriture. La précarité statutaire est enfin une clef de lecture. La contrainte est créative certes, mais elle est également maltraitante sur la personne du chercheur comme sur sa production scientifique.

Cette précarité statutaire (une série de dix contrats annuels prorogés chaque année au mois de juillet ou de septembre par des avenants) ne m'a pas amené à exercer officiellement des « responsabilités administratives ou pédagogiques » que de tels contrats excluent par construction. J'ai toutefois inspiré, accompagné, produit ou coproduit des dispositifs nombreux : montage et coordination pendant plusieurs années des cafés de géo de l'Université de Nantes avec l'association étudiante, invitant chercheur/ses locales et extérieures sur un grand nombre de thématiques ; accompagnement de la création de l'atelier d'auto-réparation vélo de l'Ensa Nantes ; représentant de l'Ensa Nantes dans le réseau national du Ministère de la Culture, EnsaÉco, réseau scientifique et pédagogiques dédié à l'enseignement de la transition écologique dans les écoles d'architecture et de paysage (voir page 8 l'organigramme du réseau) ; innovation, optimisation ou valorisation pédagogique (séminaire, intensif, intensif hors les murs, voyage d'étude etc) ; évaluation d'article pour des revues (revues Tracés, Espace Politique, Netcom) ; responsabilité d'unité d'enseignement à TD ; présence assidue dans les instances internes et activation de groupes de travail en recherche et enseignement ; session de séminaire (cyclabilité, séminaire doctoral) ou journée d'étude ou encore formation Cnrs (devenir des morts, géographies subjectives) ; développement du réseau d'intervenant·es extérieur·es (un rôle de fixe académique sur le grand pays nantais).

Frédéric Barbe est qualifié Mcf en section 23 (Géographie physique, humaine, économique et régionale) (2013) 2019 et section 24 (Aménagement de l'espace, urbanisme) (2013) 2019 du Cnu. Il est aussi qualifié Mcf des Ensa 2019 et Professeur des Ensa 2020 (voir page 7 l'attestation pour cette qualification).





**MINISTÈRE  
DE LA CULTURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Secrétariat  
Général

Service des ressources humaines

Sous-Direction des métiers et des carrières

Bureau de la filière scientifique et de  
l'enseignement

Affaire suivie par : Secrétariat du CNECEA

Courriel : secretariat.cnecea@culture.gouv.fr

182 rue Saint-Honoré  
75033 Paris Cedex 01

A Paris, le 5 mai 2020

Monsieur Frédéric BARBE  
frederic.barbe@crenau.archi.fr

**Objet :** Votre demande d'inscription sur la liste de qualification au titre de l'année 2020 en tant que Professeur des écoles nationales supérieures d'architecture.

Monsieur,

Vous avez déposé une demande de qualification au titre de Professeur des écoles nationales supérieures d'architecture sous la référence QUALIF2019-A-01531.

A l'issue de la procédure d'examen des dossiers par le CNECEA, j'ai le plaisir de vous informer que vous avez été inscrit(e) sur la liste de qualification de Professeur, publiée le 5 mai 2020, au titre de l'année 2020, dans la ou les catégories suivantes :

- Catégories 1 et 2

Je vous rappelle que cette inscription a une durée de validité de 4 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information.

La sous-directrice des métiers et des carrières

Claudine MESCLON

# CONTRIBUTEURS

## ESA Paris

Fabienne Buile  
Serge Joly  
Chris Younés

## ENSA Paris-Belleville

Philippe Villien

## EAVT Paris-Est

Jean-François Blassel  
Frédéric Bonnet  
Marc de Fouquet

## ENSA Paris-La Villette

Catherine Clarisse  
Nicole Concordet  
Dominique Rouillard

## ENSA Paris-Malaquais

Catherine Clarisse  
Nicole Concordet  
Dominique Rouillard

## ENSA Paris-Val de Seine

Marc Benard  
Dounia Fert  
Xavier Lagurgue  
Dimitri Toubanos

## ENSA Versailles

## ENSAP Lille

Sabrina Chenafi  
Jean-Marie Choquelle  
Iéva Colonneau  
Vincent Ducatez  
Antonella Mastrorilli  
Armelle Varcin  
Roberta Zarcone

## ENSA Strasbourg

Dominique Gauzlin-Müller

## ENSA Nancy

Jean-Claude Bignon  
Christophe Huon  
Sébastien Ramirez

## ENSA Normandie

## ENSA Bretagne

Loïc Daubas  
Rozenn Kervella  
Philippe Madec

## ENSA Nantes

Frédéric Barbe

## ENSA Lyon

Olivier Balay  
Stéphane Courtèx  
Gilles Deservedavy  
Estelle Morlé  
Emmanuel Ritz  
Paul Vincent

## ENSA Saint-Étienne

Pierre-Antoine Chabriac

## ENSA Grenoble

Anne Coste  
Patrice Daat  
Marie de Guillebon  
Pascal Rollet  
Laëtitia Fontaine

## ENSA Marseille

Mohamed Belmaaziz  
Isabelle Fasse-Calvet  
Jean-Marc Hueber

## ENSA Clermont-Ferrand

Remi Laporte

## ENSAP Bordeaux

Aline Barlet  
Régis Le Normand

## ENSA Toulouse

Isabelle Fortune  
Clémentine Laborde  
Juan Carlos Rojas Arias  
Nathalie Torny

## ENSA Montpellier

Romane Adam  
Hassan Ait Haddou  
Robert Celair  
Léanna Grassies  
Jean-Luc Lauriol  
Étienne Long  
Jean Planès  
Vincius Raducanu

## Autres

Romain Anger (AMACO)  
Antoine Aubinail (Bellastock)  
Maxime Bonnevie (ME&CC et GAMA)  
Bertrand Lemoine (Académie d'Architecture)  
Raphaël Ménard (Groupe AREP)  
Nicolas Michelin (Agence ANMA)



## **Organisation du volume des publications**

La sélection présentée en texte intégral est organisée chronologiquement afin de montrer la construction enchevêtrée et progressive d'un atlas de textes et de cartes de différents registres d'écriture qui s'adossent les uns aux autres. Cet atlas à construire à la manière de Franco Moretti matérialise l'existence plurielle, additive et reliée de collectifs de recherche et de production. Cette sélection raisonnée exposée ci-dessous est suivie de la liste exhaustive classée par type, incluant, par delà les publications, tous les formats de recherche (recension, communication, intervention, direction et coordination d'ouvrage, atelier, etc.). Les premières publications reprises en texte intégral (1994, 2001 et 2008) sont rappelées pour mémoire d'une pratique ancienne et continue de la recherche bien avant mon ré-engagement académique de 2009. Les recherches à caractère international ont donné lieu à une série d'articles et de communications portant sur les littératies malienne et sud-coréenne, mais aussi sur la transition écologique en Corée du Sud, ainsi qu'à plusieurs contributions écrites et orales en anglais.

### **Liste raisonnée des publications reprises en texte intégral (dont publications annexées au format original)**

#### **1/ État-nation, le modèle français**

1994 ; un article de didactique de la géographie, revue *Mappemonde*, 1994. Dans les années 1990, j'écris des articles de cartographie et de didactique dans des revues de géographie : *Géographes Associés*, *Mappemonde* ou la *Revue de l'Iregh*. Je participe aux universités d'été de l'Afdg, au Festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges et intervient dans un premier colloque à l'Iufm de Nantes.

#### **2/ Atlas chorématique de la Corée**

2001 ; un atlas coréen, original et ample, extrait de *Made in Korea, nouveaux récits de Corée du Sud*, éditions L'Atalante. Ce texte prend place dans la collection que je crée et dirige pendant plusieurs années chez cet éditeur (une douzaine d'ouvrages édités en tant que *director*).  
+ recension de Philippe Pelletier dans *Le Monde Diplomatique*.

#### **3/ Interstices**

2008 ; un récit de terrain (2003) dans un jardin potager de grande taille, aux limites spatiales et sociologiques ville/campagne, préfigurant la montée sur la Zad, éditions à la criée, annexé au format original.

#### **4/ Géographie de la littératie, close et distant reading au Mali**

2012 ; un article de géographie critique sur la littératie malienne dans son rapport postcolonial à la francophonie et au multilinguisme, revue *Carnets de géographe*.

#### **5/ La montée des îles Aran dans la bibliothèque mondiale, une glocalisation littéraire**

2014 ; un article qui fait cas de la littérature singulière de l'archipel et anticipe le cas de la littérature de la Zad, revue *Cybergeo : European Journal of Geography*.

**6/ Existe-t-il une cartographie subjective ?**

2014 ; mise au point sur le tournant cartographique et ses impensés, revue *303, arts, recherches, créations*, repris en accès libre dans le blog de recherche de Philippe Rekacewicz et Nephys Zwer, [visionscarto.net](http://visionscarto.net).

**7/ « Marseille, ville sauvage » : plaidoyer d'écologie urbaine dans une ville populaire**

2015 ; une recension longue de l'ouvrage éponyme de Baptiste Lanaspèze, par ailleurs fondateur de la maison d'édition Wild Project, revue *Métropolitiques*.

**8/ Une étude de cas à Montreuil. Les « services écosystémiques culturels » dans une ville de banlieue, éléments pour une valorisation plurielle de la nature en ville**

**9/ Les services écosystémiques culturels en Guyane française, entretiens croisés pour une approche multiculturelle**

2015 et 2016 ; deux rapports de recherche produits pour le Ladyss, Umr Cnrs 7533. Ces deux rapports sont repris dans *Vers une approche évaluative de la dimension culturelle des rapports à la nature. Note de cadrage conceptuel*, Nathalie Blanc, Thomas Lamarche, Étienne Grésillon, Frédéric Barbe, rapport final MEEM. 2016.

**10/ Le Guide indigène de détourisme de Nantes et Saint-Nazaire**

2016 (première édition épuisée 2009, seconde édition 2016 entièrement inédite) ; un détournement de guide touristique steady-seller, dont j'assure l'invention et la coordination éditoriale et qui se constitue comme outil pour l'alphabétisation écologique dans le territoire vécu ou bassin de vie biorégional, éditions à la criée.

**11/ Géographie relationnelle dans la ville ordinaire (vol.1)**

**12/ Les conditions de la recherche (vol.2)**

2016 ; Frédéric Barbe, Aziz Kali, Fanny Vuailat, rapport de recherche, PUCA / DGALN - Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer. 2016.

Ces deux rapports sont accompagnés de son livrable public :

**13/ Le Guide indigène de détourisme de la vallée du Gier (2016), [annexé en format original](#)**

**14/ Dans la friche urbaine, fleurissent les paroles de l'envers**

**15/ Vélo urbain et « populaire » font-ils bon ménage ?**

2015 et 2017 ; deux articles écrits pour la revue urbaine de référence de la métropole nantaise, *Place Publique*, articles écrits en post-production des recherches des étudiant·es de licence 3 de l'Université et de l'École d'architecture de Nantes.

**16/ La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique**

2016 ; article de référence sur l'expérience de la Zad de Notre-Dame-des-Landes, revue *Norois*, meilleure vente d'article au numéro de la revue sur Cairn pendant plusieurs années.

**17/ Environmental forms, from a theoretical perspective to concrete case studies in urban planning**

2018 ; avec Nathalie Blanc, revue *RUUKKU Studies in Artistic Research*, University of the Arts (Finlande), un article qui nomme avec d'autres mots une partie du processus d'alphabétisation

écologique : consensus/dissensus, conflit, métamorphose, « environmentalisation »

**18/ La Beaujoire, enquête sur un coup d'état urbain**

2018 ; livre d'intervention sur l'écologisation d'un conflit urbain explorant l'habiter d'une controverse accélérée mais aussi la potentialité d'une situation d'alphabétisation écologique loin de la niche socio-politique, éditions à la criée, annexé en format original avec la carte dérivée (2020).

**19/ Qu'est-ce qu'il y a au-delà du low-cost ?**

2018 : préface à la trace annuelle du studio de projet « Qu'est-ce qu'un espace public ? » de l'Ensa Nantes (aujourd'hui coordonné par Pauline Ouvrard et Bruno Plisson), en plein démarrage du mouvement des Gilets jaunes.

Cinq notices de l'*Atlas social de la métropole nantaise* porté par l'équipe d'Eso-Nantes, en ligne au fil de l'eau et édition papier à venir aux Presses Universitaires de Rennes. Je suis le correspondant de l'Ensa Nantes pour cet atlas à très forte visibilité.

**20/ Les déchets nantais : exportations et flux cachés du métabolisme urbain (2019)**

(avec Jean-Baptiste Bahers et Christophe Batardy)

**21/ YelloPark, un projet urbain comme s'il n'avait jamais existé (2020)**

**22/ Bidonvilles, précarité et antitsiganisme dans l'agglomération nantaise (2021).**

> **22a/ Vivre et habiter en bidonvilles 1/2**

> **22b/ Politiques publiques et habiter de résistance 2/2**

(avec Jade Maillard)

**23/ Nantes Métropole et la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, un couple ouvert à deux battants (2022)**

**24/ Haut lieu de l'habiter en conscience d'habiter, coalition hétérogène et fondatrice, monstre métropolitain, etc, peut-on apprendre de la Zad et de ses mondes ?**

2021 ; un chapitre interprétatif dans *L'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, quels enseignements ?*, ouvrage coordonné par Blanche Lormeteau et Agathe Van Lang aux Presses Universitaires de Rennes.

**25/ Écrire dans le territoire, en controverse, en invention sociale. Explorer une politique transitionnelle de la lecture-écriture**

2021 ; un chapitre manifeste dans *Entre les lignes, Anthropologie, littérature, arts et espace*, ouvrage coordonné par Manola Antonioli et Florian Bulou Fezard, dans la suite du projet de linéologie de Tim Ingold, édition Mimésis.

**26/ La ZAD de Notre-Dame-des-Landes, haut lieu, résidence d'écriture, commun(s)**

2022 ; un chapitre reliant la Zad aux études sur les communs, dans *D'alternatives et de communs*, ouvrage collectif coordonné par Marie-Hélène Bacqué, Fabienne Wateau, Mónica Truninger, Beatriz Santamarina et Monique Poulot.

**27/ Une série cartographique**

Ouverte et portée par l'intensité du processus cartographique mené à la Zad de Notre-Dame-des-Landes (pour ce qui concerne : notre carte de la Zad, 2016-2018, cinq éditions, 20 000 exemplaires diffusés, innombrables affichages, citations et reproductions), cette série est éditée par à la criée : carte de la Zad (2016-2018), carte de la Beaujoire (2020) ; carte de Pont-Rousseau, (2021), carte de l'Autre Voyage à Nantes (2022), cartes Grands Sentiers Métropolitains (2021-2022), carte de Nantes

Atlantique (2022) annexées au format original.

## Liste des publications et interventions

### *Articles dans des revues à comité de lecture*

« Environmental forms, from a theoretical perspective to concrete case studies in urban planning », 2018, *RUUKKU Studies in Artistic Research*, University of the Arts (Finland) ; Frédéric Barbe et Nathalie Blanc, 24 p.

« La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique », 2016, revue *Norois* 2016/1-2 (n° 238-239), 22 p.

« La montée des îles Aran dans la bibliothèque mondiale, une glocalisation littéraire », 2014, *Cybergeog : European Journal of Geography*, 29 p

« Géographie de la littératie, close et distant reading au Mali », 2012, *Carnets de géographes*, 21 p.

« État-nation, le modèle français », 1994, revue *Mappemonde*, 2 p.

### *Rapports de recherche*

*Géographie relationnelle dans la ville ordinaire (vol.1) / Les conditions de la recherche (vol.2, )*, 2016, Frédéric Barbe, Aziz Kali, Fanny Vuailat, rapport de recherche, Puca / Dgaln - Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer. 2016, 94 et 107 p.  
<http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/la-ville-ordinaire-et-la-metropolisation-2013-2017-a480.html>

*Les services écosystémiques culturels en Guyane française, entretiens croisés pour une approche multiculturelle*, 2016, rapport de recherche, Ladyss Umr Cnrs 7533, 42 p.

*Une étude de cas à Montreuil Les « services écosystémiques culturels » dans une ville de banlieue*  
*Éléments pour une valorisation plurielle de la nature en ville*, 2015, rapport de recherche, Ladyss Umr Cnrs 7533, 49 p.

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/hal-01876949>

Ces deux rapports réalisés pour le Ladyss sont repris dans

*Vers une approche évaluative de la dimension culturelle des rapports à la nature. Note de cadrage conceptuel*, Nathalie Blanc, Thomas Lamarche, Étienne Grésillon, Frédéric Barbe, rapport de recherche, rapport final MEEM. 2016, Ladyss.

### *Livre, chapitre ou partie d'ouvrage*

« Haut lieu de l'habiter en conscience d'habiter, coalition hétérogène et refondatrice, monstre métropolitain, etc, peut-on apprendre de la Zad et de ses mondes ? », mai 2021, dans *L'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, quels enseignements ?* Blanche Lormeteau et Agathe Van Lang (dir), Presses Universitaires de Rennes, 22 p.

« La ZAD de Notre-Dame-des-Landes, haut lieu, résidence d'écriture, commun(s) », mai 2022, dans *D'alternatives et de communs*, ouvrage collectif coordonné par Marie-Hélène Bacqué, Fabienne Wateau, Mónica Truninger, Beatriz Santamarina et Monique Poulot, Presses universitaires de Paris Nanterre, 8 p.

*À propos de la ZAD de Notre-Dame-du-Covid, hypothèses habitées*, juin 2020, à la criée, 32 p.

« La transition écologique pour les nuls », contribution au *Livre Vert* du réseau EnsaÉco, réseau scientifique et pédagogique pour l'enseignement de la transition écologique dans les écoles d'architecture et de paysage, novembre 2019, Ministère de la Culture, 2 p.

*La Beaujoire, enquête sur un coup d'état urbain*, mai 2018, éditions à la criée, 64 pages.

« La marge rurale, épice de la contestation et laboratoire de l'innovation sociale ? » dans *La France des marges* (Histoire-Géographie Capes-Agrégation), 2016, Étienne Grésillon, Frédéric Alexandre et Bertrand Sajaloli (dir), éditions Dunod, 4 p.

*Le voyage masse, écrire ses récits de voyage aujourd'hui*, 2016, éditions à la criée, 172 p.

*Interstices*, 2008, éditions à la criée, 47 p.

*Made in Korea, nouveaux récits de Corée du Sud*, 2001, L'Atalante, récit accompagné d'un atlas chorématique de Corée reproduit plus loin, 154 p.

#### **Articles à destination du monde professionnel et/ou public éclairé**

« Vélo urbain et « populaire » font-ils bon ménage ? », 2017, avec les étudiant·es de licence 3 de l'École d'architecture de Nantes, revue *Place publique* n° 64, 4 p.

« Dans la friche urbaine, fleurissent les paroles de l'envers », 2015, revue *Place publique* n° 50, 5 p.

« Explorations urbaines et péri-urbaines, le voyage dans la localité », novembre 2016, n° 143, revue *303, arts, recherches, créations*, 6 p.

« Existe-t-il une cartographie subjective ? », 2014, n° 133, revue *303, arts, recherches, création*, 2 p.

Contribution au projet *La manufacture des textes*, à propos d'une page de *L'utopie ou la mort de René Dumont* [1974] trouvée dans la rue – 29 juillet 2014, 2 p.

<http://lamanufacturedestextes.fr/objets/page-de-livre>

« Rencontre avec Kza Han : Les terres de Kza Han (entretien avec la poétesse Kza Han) »

« Ombre et lumière pour onze diables rouges » (récit de la coupe du monde 2002)

*Les Cahiers de Corée*, 2002-2003, n° 5, 33 p et 30 p.

#### **Interventions à des colloques, séminaires, journées d'étude ou conférences académiques**

##### Séminaire

Invité unique du séminaire doctoral MéthéoGéo, Laboratoire Pacte (Grenoble), domaine du Pradel (Ardèche), 21-22 septembre 2022

##### Journées d'étude

« Conduites et productions d'un conflit socio-écologique : avant et après l'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes », *Journées d'étude sur la démocratie environnementale*, Ladyss, Paris-Diderot, 12 décembre 2019.

##### Conférence académique

« Peut-on transitionner la lecture-écriture ? », Cité des Territoires, Université Grenoble-Alpes, 16 novembre 2019.

#### Colloque

« Haut-lieu de l'habiter en conscience d'habiter, coalition hétérogène et refondatrice, monstre métropolitain, etc. : peut-on apprendre de la ZAD et de ses mondes ? », colloque *L'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, quels enseignements ?*, Dcs-Eso-Crenau, Nantes, 29 et 30 novembre 2018 (voir aussi chapitre d'ouvrage).

#### Colloque (en anglais)

« The Uses of Local Literacy, Guide indigène de détournement de Nantes et Saint-Nazaire a « native guide » in the french metropolization process », colloque /« Urban narratives, (re)building cities through narratives », an international conference, University of Jean Monnet, Saint-Etienne, Sciences Po Lyon, Newcastle University and the University of Pittsburgh, 27th and 28th November 2018.

#### Colloque

« Une écologie populaire du vélo, regards croisés », Barbe Frédéric, Cornuel Marie, Boche Loïc, Favreau Jean, colloque « 1<sup>ères</sup> Rencontres Francophones Transport Mobilité » session « Le vélo dans tous ses états. S'appropriation des mobilités cyclistes », Vaulx-en-Velin, 6, 7 et 8 juin 2018.

#### Colloque

« La ZAD de Notre-Dame-des-Landes », *Transe-Ac - Transition sociale et environnementale : Alternatives et Communs*, Université de Nanterre, 22, 23 et 24 mars 2017 (voir aussi chapitre d'ouvrage).

#### Journées professionnelles

« L'expertise d'usage en vélo urbain ou documenter le vélo, c'est développer sa pratique », Journées professionnelles du congrès de la Fub, Ensa Nantes, atelier *Le vélo pour tous dans la ville de demain*, 28 avril 2017.

#### Colloque

« Nantes Métropole et la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, un couple ouvert à deux battants », colloque du Gis Démocratie et participation *Les expérimentations démocratiques aujourd'hui : convergences, fragmentations, portées politiques*, Msh Nord, Aubervilliers, 26 janvier 2017.

#### Journée d'études

Co-organisation de la journée d'études *Devenir des morts : pratiques en transition* avec Anne Bossé et Elisabeth Pasquier ; intervention liminaire *Mort, valeurs des morts et transition socio-écologique* ; contribution avec Hélène Marche (Université de Caen) *Ordinaire et extraordinaire, le cimetière à l'épreuve du changement (entretiens à Montreuil et Moscou)*. Crenau/Ensa Nantes, 6 décembre 2016.

Animation de la séance inaugurale en mouvement et paroles (2 h avec toutes les participant·es en activité), colloque *L'homme habite en touriste ; troisièmes rencontres de l'habiter*, abbaye de Saint-Ricquier, septembre 2016.

Animation de l'atelier « Représenter l'espace urbain et géographie(s) sensible(s) », journée IMUalpha, jeunes chercheurs du Labex Intelligences des Mondes Urbains, Lyon, 26 juin 2015.

#### Séminaire

« La littératie dans la construction nationale coréenne, la littératie coréenne dans la globalisation », séminaire pluridisciplinaire d'études coréennes du centre Corée de l'Ehess, vendredi 13 mars 2015.

#### Colloque



« In Situ & On Line. Dispositifs présentiels et numériques pour une expertise partagée dans la ville ordinaire », colloque du réseau Opde, Yverdon-les-bains, Suisse, avec Aziz Kali, Jean-Michel Roux et Fanny Vuailat, 23 et 24 octobre 2014.

#### Conférence

« La ZAD de Notre-Dame-des-Landes ou la contestation généralisée des formes de l'habiter » et forum « Géographies critiques », *Festival international de géographie*, Saint-Dié-des-Vosges, 4 octobre 2014.

#### Colloque

« Entre esquivage et contre-expertise, la géographie dissociée », colloque *Controverses et géographies*, colloque Géopoint, Avignon, 12 et 13 juin 2014.

#### Colloque

« La transition socio-écologique, une exploration croisée en France et Corée du Sud », colloque *Aspects et tendances de la culture coréenne contemporaine*, Université de Nantes, 6 juin 2014.

#### Colloque

« L'antitsiganisme dans une métropole attractive, entre réinvention paradoxale et déni des spatialités ordinaires », colloque *Espace en partage : approche interdisciplinaire de la dimension spatiale des rapports sociaux*, Eso, Rennes, 10 avril 2014.

#### Conférence

« Exister dans l'espace littéraire mondial : prix Nobel et stratégies éditoriales au Mali et en Corée du Sud », in *Littératures en mouvement : éditer, dévoiler, traduire l'espace littéraire mondial*, cycle de conférences 2014 de la Bulac (Bibliothèque universitaire des langues et civilisations), Paris, 4 février 2014.

#### Séminaire

« Tentative d'épuisement du et des prix Nobel de littérature » (mars 2011)

« Une forme souterraine et proactive de littérature : la spatialisation des bibliothèques privées » (novembre 2011), séminaire *Livre : Création, Culture et Société*, séminaire d'enseignement et de recherche dirigé par Sylvie Ducas, Université Paris-Ouest Nanterre La Défense.

#### Colloque

« Les échelles contemporaines de la production littéraire, de l'échelle nationale au glocal ?, colloque Géopoint (Groupe Dupont et UMR Espace) *Les échelles pour les géographes et les autres – cultures, finalités et pratiques scalaires*, Avignon, juin 2010.

#### Journée d'étude (en anglais)

« Aran, language, environment and skyline, John Millington Synge's and Robert Joseph Flaherty's performative landscapes », Journées d'études irlandaises (Société Française d'Études Irlandaises), *Ireland : landscapes*, Nantes, mars 2010.

#### **Direction ou coordination d'ouvrages et cartes**

##### Aux éditions à la criée

*Guide indigène de détourisme de Nantes et Saint-Nazaire*, éditions 2009 et 2016,

*Carrière Miséry, destruction de la ville sauvage*, 2018

*Carte de la Zad* (2016-2018), *Carte de la Beaujoire* (2020), *Carte de Pont-Rousseau* (2021), *Carte de l'Autre Voyage à Nantes* (2022), *Carte de Nantes-Atlantique* (2022), *Carte de désenvoûtement de Chantenay* (2022), *Carte Grands sentiers* (2021-2022)

Pour l'Association de la vallée du Gier  
*Guide indigène de détournement de la vallée du Gier*, 2016

Aux éditions L'Atalante  
création et direction de la collection « Comme un accordéon », 2001/2005.  
*Marchands et citoyens, la guerre de l'Internet*, Mona Chollet  
*La jungle, la nation et le marché, chronique indonésienne*, Frédéric Durand  
*Bagoundié blues, petites lumières sur la boucle du Niger*, Mohomodou Houssouba  
*Comment on enseigne l'histoire à nos enfants*, Dominique Comelli  
*Amérique centrale, les naufragés d'Esquipulas*, Maurice Lemoine  
*La paix dans le monde*, Willem  
*Des tyrannosaures dans le paradis, la ruée des transnationales sur la Patagonie chilienne*, Philippe Grenier  
*L'histoire trouée, négation et témoignage en histoire*, sous la direction de Catherine Coquio  
*Rien sans elles, de la parité en politique*, sous la direction de Nicole Roux  
*Les boîtes*, René Péron  
René Péron, Nicole Roux, Catherine Coquio, Philippe Grenier, Frédéric Durand sont enseignant·es-chercheur·es et la collection explore leur deuxième écriture.

### **Préfaces**

*Qu'est-ce qu'il y a au-delà du low-cost ?*, 2019, préface à la parution annuelle du studio de projet « Espaces publics » de l'Ensa Nantes, 2 p.

Introduction à l'œuvre, cartes inédites à l'appui, regard sur le travail et l'engagement de l'auteur) à *La paix dans le monde*, Willem, 2002, 18 p.

### **Recensions d'ouvrage**

« Marseille, ville sauvage » : plaidoyer d'écologie urbaine dans une ville populaire, recension de l'essai de Baptiste Lanaspèze, 2012, *Ville sauvage : Marseille. Essai d'écologie urbaine*, revue *Métropolitiques*, mai 2015.

<https://www.metropolitiques.eu/Marseille-ville-sauvage-plaidoyer.html>

« Fabrication et usage des écoquartiers, essai critique sur la généralisation de l'aménagement durable en France », recension de l'ouvrage de Vincent Renault (2014), revue *Lieux communs*. n° 17, janvier 2015.

« Howard S. Becker, figure pragmatique et exigeante du travail dans les sciences sociales », recension (avec Hélène Marche, sociologue) du livre de Marc Perrenoud (dir), 2013, *Les mondes pluriels d'Howard Becker, travail sociologique et sociologie du travail*, revue *EspaceTemps.net*, décembre 2014.

<https://www.espacetemps.net/articles/howard-s-becker/>

« Entre ménagement et gentrification : exemplarité ou singularité d'une ZAC nantaise ? », recensement de Jean-Yves Petiteau, 2012, *Nantes, récit d'une traversée. Madeleine-Champ-de-Mars*, revue *Métropolitiques*, janvier 2014.

<http://www.metropolitiques.eu/Entre-menagement-et-gentrification.html>

« La linguistique dans la mondialisation, de la perte de diversité aux politiques linguistiques », recension de Nicholas Evans, 2012, *Ces mots qui meurent. Les langues menacées et ce qu'elles ont à nous dire*, revue *EspaceTemps.net*, octobre 2013.

<http://www.espacetemps.net/articles/la-linguistique-dans-la-mondialisation-de-la-perte-de-diversite-aux-politiques-linguistiques/>

« Dead cities », recension de l'ouvrage de Mike Davis (2009), revue *Lieux communs*, n°13, septembre

2010.

***Ateliers, conférences non académiques, plateaux de débat ou interventions en animation (liste indicative)***

*Le paradoxe du vélo, une ressource écologique incroyable née de la modernité industrielle et qu'il nous faut pourtant réinventer*, intervention et table-ronde à l'Assemblée du vélo, Distillerie des Initiatives et Caue 44, Machecoul, 17 septembre 2022.

*Cartographies critiques, la beauté du geste*, nombreux ateliers de cartographie tout au long de l'année 2022 (Nantes, Saint-Jean-en-Royan, Grenoble, Dijon, Bonny-sur-Loire, Paimbœuf, Aubervilliers, Landivisiau, Besançon, Penestin).

Organisation, introduction et animation de la rencontre en ligne entre la Zad de Notre-Dame-des-Landes (150 personnes présentes) et le collectif local contre le projet de second aéroport sur l'île de Jejudo, Corée du Sud (une vingtaine de personnes présentes), français-coréen-anglais, Rencontres intergalactiques, Notre-Dame-des-Landes, 26 août 2020.

Nombreux entretiens radios nantais et parisiens à propos du projet YelloPark et du livre *La Beaujoire, enquête sur un coup d'état* urbain, 2018-2021.

Atelier d'écriture in situ (public d'aménageur/seuses et technicien·nes des collectivités), Batz-sur-Mer, Agence d'urbanisme de la région de Saint-Nazaire, vendredi 8 novembre 2019,

Conférence en anglais (retraduite en coréen) sur l'expérience de la Zad de Notre-Dame-des-Landes à Jejudo, mairie de Seongsan, pour des militant·es de la Coordination contre le projet de second aéroport à Jejudo, août 2019.

« Rencontres nationales de l'habitat participatif », Ensa Nantes, 2018, participation à deux tables-rondes « Table ronde plénière des grands témoins, L'habitat participatif accélérateur de citoyenneté pour une ville en transition, regards croisés de 3 experts autour des enjeux sociétaux auxquels répond l'habitat participatif. » et « Atelier Habiter la recherche ».

<https://www.acteursdelhabitat.com/Rencontres-Nationales-de-l-Habitat>

Journée d'étude

*La réinvention contemporaine de la baignade locale comme contre-effet de la modernité stato-industrielle : la baignade dans le système global des réinventions, la baignade dans la production de la localité et du récit urbain (lieux, imaginaires, usages, conflits et captures)*, journées d'étude sur la baignade urbaine, Les Ateliers du Vent, Rennes, novembre 2016.

Atelier d'écriture in situ, workshop « Une ville qui se raconte ? », Polytech Tours, 3 juin 2015.

Animation du week-end de formation à l'atelier d'écriture et audit associatif, « le projet d'écriture, la réécriture, l'articulation collective », Rive-de-Gier, 13 et 14 septembre 2014

École thématique Cnrs-Eso *Arts et sciences sociales en mouvement : narrations, iconographies et parcours pour revisiter l'in-situ*, co-animation de l'atelier « Narrations », Rezé, 1-5 septembre 2014.

Animation de la session de travail « Construire des projets d'écriture et d'édition » avec une dizaine d'auteurices maliennes, Rentrée Littéraire Malienne, Musée de Bamako, février 2011.



## **Publications reproduites en texte intégral, dont versions originales annexées** (dans l'ordre de la liste raisonnée)

**1/ État-nation, le modèle français (1994)**

**2/ Atlas chorématique de la Corée (2001)**

+ recension de Philippe Pelletier dans *Le Monde Diplomatique*.

**3/ Interstices (2008) ► ANNEXÉ EN VERSION ORIGINALE**

**4/ Géographie de la littérature, close et distant reading au Mali (2012)**

**5/ La montée des îles Aran dans la bibliothèque mondiale, une glocalisation littéraire (2014)**

**6/ Existe-t-il une cartographie subjective ? (2014)**

**7/ « Marseille, ville sauvage » : plaidoyer d'écologie urbaine dans une ville populaire (2015)**

**8/ Une étude de cas à Montreuil. Les « services écosystémiques culturels » dans une ville de banlieue, éléments pour une valorisation plurielle de la nature en ville (2015)**

**9/ Les services écosystémiques culturels en Guyane française, entretiens croisés pour une approche multiculturelle (2016)**

**10/ Le Guide indigène de détourisme de Nantes et Saint-Nazaire (2016) ► ANNEXÉ EN VERSION ORIGINALE**

**11/ Géographie relationnelle dans la ville ordinaire (vol.1) (2016)**

**12/ Les conditions de la recherche (vol.2) (2016)**

**13/ Le Guide indigène de détourisme de la vallée du Gier (2016) ► ANNEXÉ EN VERSION ORIGINALE**

**14/ Dans la friche urbaine, fleurissent les paroles de l'envers (2015)**

**15/ Vélo urbain et « populaire » font-ils bon ménage ? (2017)**

**16/ La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique (2016)**

**17/ Environmental forms, from a theoretical perspective to concrete case studies in urban planning (2018) (avec Nathalie Blanc)**

**18/ La Beaujoire, enquête sur un coup d'état urbain (2018) ► ANNEXÉ EN VERSION ORIGINALE**

**19/ Qu'est-ce qu'il y a au-delà du low-cost ? (2018)**

**20/ Les déchets nantais : exportations et flux cachés du métabolisme urbain (2019)**  
(avec Jean-Baptiste Bahers et Christophe Batardy)

**21/ YelloPark, un projet urbain comme s'il n'avait jamais existé (2020)**

**22/ Bidonvilles, précarité et antitsiganisme dans l'agglomération nantaise (2021).**

> **22a/ Vivre et habiter en bidonvilles 1/2**

> **22b/ Politiques publiques et habiter de résistance 2/2**

(avec Jade Maillard)

**23/ Nantes Métropole et la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, un couple ouvert à deux battants (2022)**

**24/ Haut lieu de l'habiter en conscience d'habiter, coalition hétérogène et refondatrice, monstre métropolitain, etc, peut-on apprendre de la Zad et de ses mondes ? (2021)**

- 25/ Écrire dans le territoire, en controverse, en invention sociale. Explorer une politique transitionnelle de la lecture-écriture (2021)**
- 26/ La ZAD de Notre-Dame-des-Landes, haut lieu, résidence d'écriture, commun(s) (2022)**
- 27/ Une série cartographique (2016-2022) ► ANNEXÉ EN VERSION ORIGINALE**

Frédéric BARBE\*

**RÉSUMÉ** *Les représentations de la France font aujourd'hui débat. Il importe de proposer à nos élèves des outils d'analyse pertinents, ici des représentations géohistoriques du modèle français d'État-Nation. L'expression graphique, à travers la modélisation et la chorématique, est particulièrement adaptée à la constitution d'un savoir scolaire en ce domaine.*

• CENTRALISATION • DIDACTIQUE • ÉTAT-NATION • FRANCE • MODÉLISATION

**ABSTRACT** *There is a debate going on today about the representations of France. It is essential that our pupils should have at their disposal adequate tools for analysis in the present case, geohistorical representations of the French Nation-State model. Modelling and chorématique are particularly relevant to pupils' acquisition of knowledge in this area.*

• CENTRALISATION • DIDACTICS • FRANCE • MODELLING • NATION-STATE

**RESUMEN** *Hoy día, las representaciones de Francia son muy debatidas. Conviene proponer a nuestros alumnos instrumentos de análisis pertinentes, aquí representaciones geohistóricas del modelo Francés de Estado-Nación. La expresión gráfica, a través de la modelización y coremática, se adapta perfectamente a la constitución de un saber escolar en dicho sector.*

• CENTRALIZACIÓN • DIDÁCTICA • ESTADO-NACIÓN • FRANCIA • MODELIZACIÓN

## Le modèle français

Les figures proposées ont été mises au point pour des élèves de collège et de lycée, en particulier en classe de cinquième pour l'éducation civique, en classes de quatrième, troisième, seconde et première en histoire et géographie. Leur construction change selon les compétences des élèves. *L'imposition collective* (le professeur construit devant les élèves) permet aux élèves peu familiarisés avec la démarche chorématique de comprendre objectifs et méthodologie. Ensuite, des situations de *maîtrise* (l'élève travaille, à partir des documents et des consignes données par le professeur, sur l'objet *France*, d'une manière identique à un exercice précédent) et de transfert (la méthodologie proposée à l'élève diffère sensiblement des exercices précédents) sont souhaitables et efficaces. Les élèves formés à la démarche sont capables d'approcher les figures proposées ici. L'ensemble du travail s'appuie sur un corpus documentaire assez courant (au minimum celui des manuels), qui peut facilement être élargi par des documents particuliers (l'évolution des taux de suicide régionaux), ou systématiques (les ouvrages de géohistoire sur la France). La production de ces figures en classe met les élèves en situation d'élaborer eux-mêmes une partie de leur savoir scolaire, sous une forme per-

mettant une bonne mémorisation, en utilisant la modélisation et l'outillage chorématique. Elle permet aussi de construire des problématiques plus pertinentes sur l'intégration européenne et la décentralisation.

## Archipels et fronts, la formation du territoire national français (fig. 1)

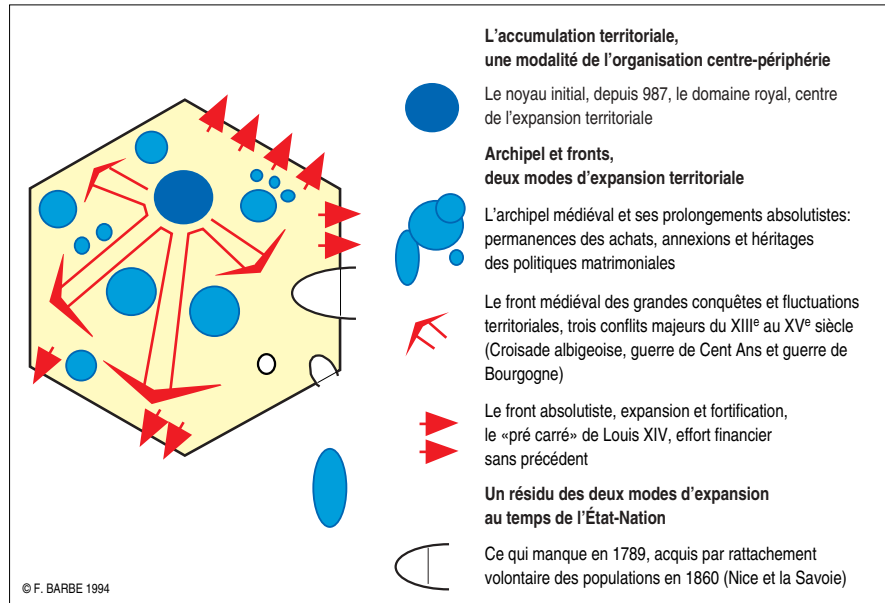
L'approche choisie privilégie dans l'information disponible la différenciation des modes d'expansion territoriale. Cette accumulation territoriale, modalité particulière du modèle centre-périphérie, est organisée depuis l'Ile-de-France, par une monarchie d'abord itinérante, puis fixée à Paris dès le milieu du XII<sup>e</sup> siècle, enfin à Versailles par Louis XIV. Historiquement, la monarchie tempérée se caractérise par une construction discontinue de son territoire dans le temps et l'espace. C'est un archipel fluctuant, faiblement centralisé, et parfois menacé dans son existence même: le dauphin déshérité en 1420, futur Charles VIII, doit se réfugier à Bourges, capitale temporaire d'un royaume réduit de moitié. L'absolutisme, au contraire, fige les limites extérieures et tente une première unification territoriale à l'intérieur de ce «pré carré». Toutefois le maintien des frontières intérieures, tant administratives que culturelles, oblige à conserver jusqu'à la Révolution l'image de l'*Archipel royal*: *mon royaume, mes peuples*.

\* Enseignant, Collège Anne de Bretagne, Saint-Herblain.

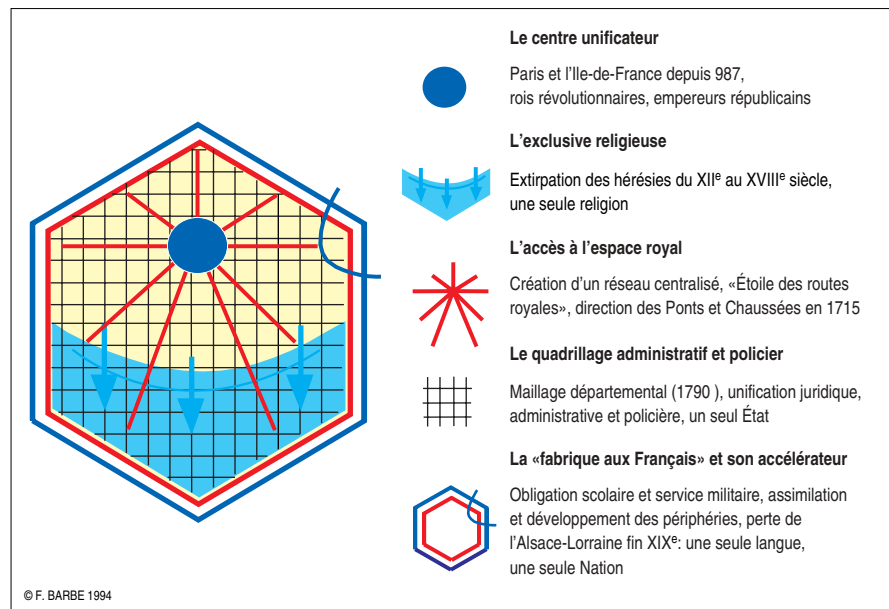
## Le processus d'unification culturelle, une «fabrication» nationale (fig. 2)

Le contrôle territorial est difficile, si les pratiques sociales et culturelles sont trop divergentes, comme c'est le cas dans l'Archipel royal. Certes, il existe une politique centralisatrice avant l'absolutisme: création des baillages et sénéchaussées, premières réunions des États Généraux, transformation de l'ost en armée permanente soldée par l'impôt, justice royale, utilisation du français dans les actes officiels. On concédera qu'elle est limitée dans ses moyens, comme dans sa philosophie même. Le respect des us et coutumes, des libertés locales, plus généralement de la tradition est la règle, qui fonde une autorité royale bien acceptée. Ainsi le mythe du bon roi est-il intimement lié au mythe du retour à l'âge d'or. De fait, l'absolutisme, tout au long du XVII<sup>e</sup> siècle, contraint par la violence une société civile morcelée, mais récalcitrante au changement. Le Grand Siècle est un siècle de violences.

La carte précédente centrée sur l'accumulation territoriale ne suffit donc pas à expliquer, par exemple, l'actuelle homogénéité linguistique, dont le caractère récent est facile à montrer aux élèves. Le processus de centralisation, d'intensif avec une accumulation disparate de territoires, devient intensif. L'aménagement du territoire complète la conquête du territoire. Si cette stratégie d'unification culturelle est présente dès le Moyen-Âge, les réalisations sont tardives. Il y a donc décalage entre la formation du territoire et la formation de la nation. Ce décalage ouvre sur un *modèle particulier d'État-Nation*, dans lequel l'État apparaît particulièrement prégnant, dans tous les domaines. La société civile, au contraire, s'y exprime difficilement, et encore aujourd'hui fréquemment sur le mode de la *communauté délinquante*. Le groupe menacé dans ses droits ou ses revenus agit par la violence, parce que les formes de représentation démocratiques sont peu pertinentes et que la violence s'est constituée en tradition aujourd'hui impunie.



### 1. Archipels et fronts, la formation du territoire national français



### 2. Le processus d'unification culturelle, une «fabrication» nationale

Au siècle dernier, le processus centralisateur s'appuie aussi sur le formidable développement socio-économique, qui a sa logique propre. La *fabrique aux Français* trouve enfin dans la politique allemande un puissant catalyseur. La perte de l'Alsace-Lorraine, tache violette sur les cartes de France des écoles primaires, laïques, gratuites et obligatoires, légitime le processus de fabrication nationale de la Troisième République. Centralisation, développement, et reconquête externe sont les trois termes de l'hécatombe de 1914-1918.



... le monde s'étire s'allonge et se retire comme  
un accordéon qu'une main sadique tourne...  
blaise cendrars

frédéric barbe

made in korea

Frédéric Barbe est  
géographe ; il travaille sur  
l'écriture du récit de  
voyage.

Il est l'auteur de fictions  
radiophoniques sur  
- France-Culture (*La  
Madone algérienne,  
Mundial Defunte,  
Aphrodite City*)  
*Made in Korea* est son  
premier livre.

*Made in Korea* est un livre *mélangé* - de tons,  
de genres et de formes. Il est à l'image de la  
Corée elle-même et rend compte d'une réalité  
mixte, étonnante, contradictoire.

Peinte avec humour et engagement, la  
Corée du Sud cesse d'être une caricature, celle  
de nos préjugés et de nos insuffisances occiden-  
tales. Attachante, elle nous invite au voyage.

Cette « tentative d'épuisement d'un indéci-  
dable coréen », récit de l'été au sud de la  
péninsule, est suivie d'un *petit atlas géohisto-  
rique de la Corée*. Incluant les deux Corées, il  
permet d'entrer dans l'histoire et les sociétés  
de ce pays double avec facilité. La carte vient  
ainsi en appui au récit de voyage, comme un  
de ses motifs naturels.

Qui a dit que la Corée n'avait rien à nous  
apprendre ?

frédéric barbe

frédéric barbe

made in korea

nouveaux récits de corée du sud



comme un accordéon ♪♫ l'atalante

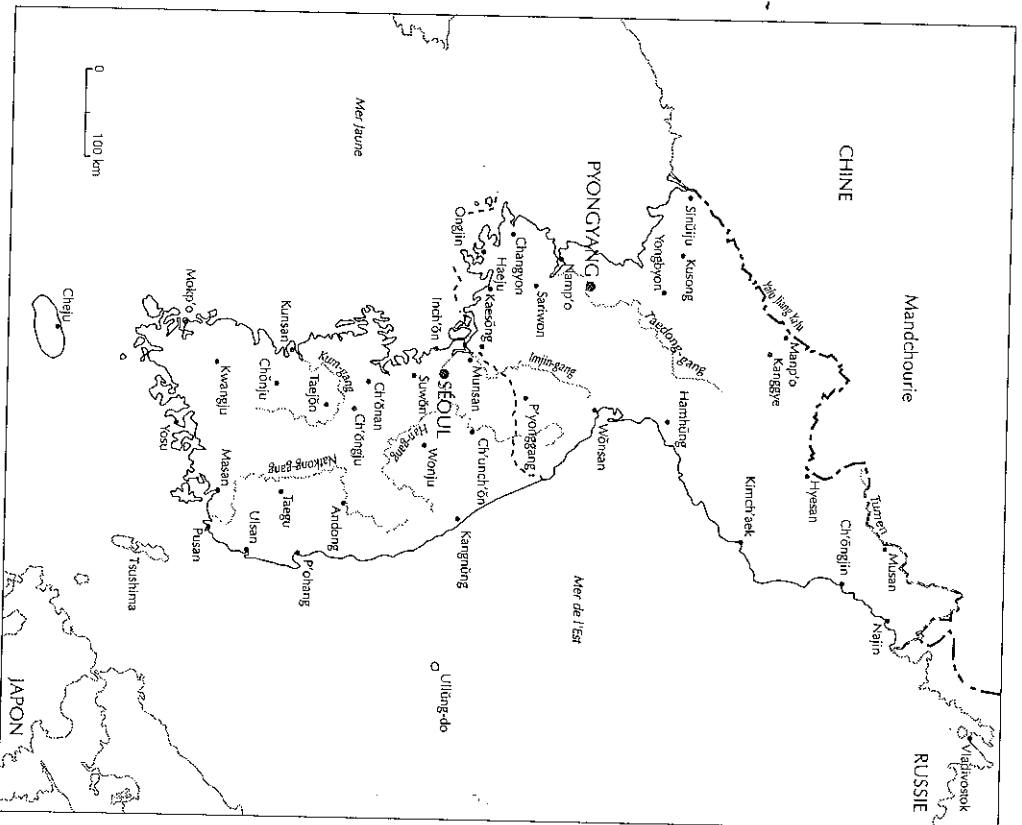


ISBN 2-84172-190-6

01-X

CAT. 2

PETIT ATLAS GÉOHISTORIQUE DE LA CORÉE  
à l'usage des voyageurs français et de leurs amis coréens



## Territoires...

Le monde entoure la Corée qui, dit-on, fut longtemps une nation introvertie, un pays connu même sous l'appellation curieuse de « royaume ermite ». Il faut pourtant abandonner radicalement l'idée d'un réduit coréen, culturel, topographique ou diachronique. Cette fable doit être maintenant réservée aux cartographes militaires, indispensables auxiliaires de la mort industrialisée, campés depuis cinquante ans sur les deux bords de la DMZ avec leurs pointes sèches et leurs cartes d'état-major, ainsi qu'aux agents des offices de tourisme aux lunettes passésistes et différentialistes.

*Grice me chocolate !*

*Vive le camarade Kim Il-sung !*

La onzième puissance mondiale (rétrogradée au quinzième rang par la crise financière de 1997) et le dernier hôpital psychiatrique stalinien de plein air (perfusé par l'aide alimentaire internationale) ne sauraient ignorer aujourd'hui la mondialisation, d'autant que celle-ci est loin d'être une idée neuve en Extrême-Orient. Dans cette énorme matière géohistorique, l'Asie du Nord-Est, un espace curieux émergé, une petite Corée bien mal entourée, tigre ou lapin, depuis lors coupée en deux par le milieu, que de grands pays envahissants incorporent à leurs rêves de puissance. Au contact de la Chine, du Japon et de la Russie, la Corée est à la peine parfois. Puis se noue ce rapport curieux à l'Amérique pourtant lointaine, entre fascination et dégoût, pour entrer dans le monde, enfin, jusqu'à la taille, au moins.

Il s'agit donc de cartographier la Corée afin de lui rendre ses dimensions multiples, de la déplier en quelque sorte. C'est le projet original de cet atlas portatif, qui s'appuie sur l'interprétation de sources multiples et de choix de représentation économiques et divers (cartes, chorèmes, graphiques, schémas). Ces choix

(géo)graphiques ne sont pas sans évoquer l'esthétique de la calligraphie, des soixante-quatre hexagrammes du *Yi-king* ou encore celle du jeu de go, toutes constructions où il n'est nul besoin de couleur pour avancer. Cela demande néanmoins, au-delà même d'une progression d'atlas fondée sur la mise-en relation dans le temps et dans l'espace, quelques explications préalables.

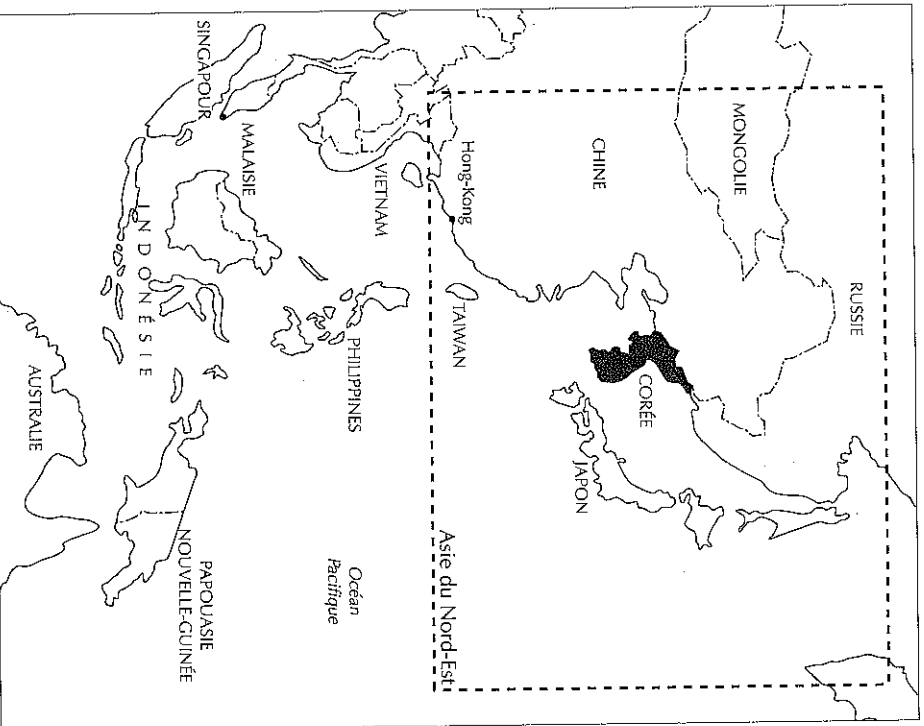
Plutôt que de faire savant ou de jouer à l'explorateur, on peut s'adjointre quelques principes simples : ne pas tenir les catégories de l'espace pour paroles d'évangile, au contraire les discuter, les mettre en équation, les faire parler. Les territoires, les frontières, les routes, les villes ne tombent pas du ciel, nous les engendrons, les définissons et leur donnons leur raison d'être, en même temps qu'ils nous (re)fabriquent à chaque nouvelle génération et en permanence. Il découle de cela qu'il existe de nombreux découpages possibles de l'espace, plus ou moins utiles, plus ou moins agréables, plus ou moins pertinents, ainsi en est-il de « l'Asie du Nord-Est<sup>1</sup> ».

C'est une expression finalement bien peu employée, au contraire de sa jumelle, « l'Asie du Sud-Est », que journalistes et spécialistes utilisent couramment<sup>2</sup>. Cette Asie du Nord-Est réduite à sa partie la plus méridionale est l'environnement immédiat de la Corée depuis trois mille ans, depuis que parler de « la Corée » commence à prendre du sens. La position coréenne, au centre de cet espace, explique beaucoup de sa géographie, isolat, colombe, mais aussi nœud et puissante interface aux extrémités de laquelle des systèmes de médiation fonctionnent avec l'extérieur. Ainsi, au nord de la péninsule, la Mandchourie plus ou moins « chinoise » ou, au sud, l'île « japonaise » de Tushima<sup>3</sup> se présentent fréquemment dans l'histoire comme des transitions territoriales. Elles permettent un contact moins brutal entre la Corée et ses voisins, entre civilisations proches mais concurrentes.

Mais d'autres découpages existent, nous le savons depuis Pécole et les médias, « l'Asie des moussons », qui sent si bon la géographie coloniale et la paille de riz, « la sphère de coprosperité asiatique », cette somme algébrique du Japon impérial et de ses possessions des millésimes 1938 à 1942, ou bien ce « Pacifique,

1. Voir notes p. 151.

nouveau centre du monde », proclamé par les héros hâtifs de la mondialisation néolibérale. D'autres feraient de la Chine le poids lourd de toute la région, sans oublier ces petits malins qui mettraient bien la Corée au centre de la planète ! On a compris, d'avantage que les limites sur la carte, la construction de celles-ci, diverses et contradictoires, leurs chevauchements, les relations qui s'y établissent appellent notre curiosité.

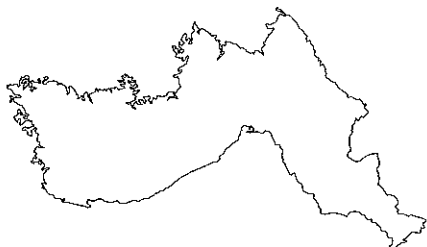


Cela étant, les frontières politiques extérieures du territoire coréen ont été fixées précocement. Malgré de grandes fluctuations antérieures, elles n'ont plus guère bougé depuis la fondation de Chosŏn en 1392, et, à l'exception notable de la délimitation récente des zones maritimes exclusives et des quelques îlots afférents, aucune des deux Corées n'est engagée actuellement dans un contentieux territorial sérieux. La forme du territoire national a pu ainsi être appropriée, intégrée dans l'imaginaire régional.

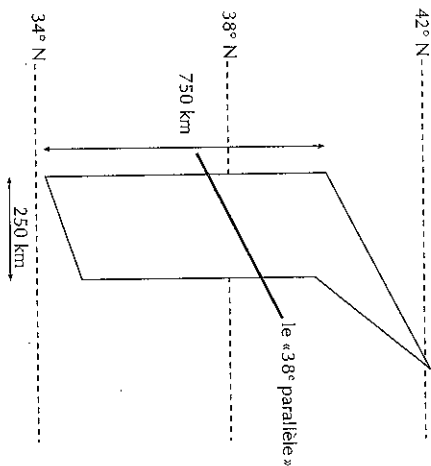
Ce territoire, vous le savez, dessinerait un lapin observant la mer de Chine (version japonaise) ou un tigre dressé vers la Sibérie (version coréenne), il faut un fond de carte vierge, un peu d'imagination et quelques crayons de couleur, mieux, des pinceaux et des encres, les enfants font cela très bien.

*Faites-le à votre idée !*

Carte de la Corée  
à colorier soi-même



Au-delà de ce tigre allégorique plus ou moins placide, issu autant du chamanisme sibérien que de l'horoscope sino-coréen, cherchons à « résumer » ce territoire aux contours tortueux, fragmentés et anguleux. À la manière de notre hexagone français, il est possible d'aller vers une épure cartographique prête à l'emploi<sup>4</sup>. Dans cette épure coréenne dûment identifiée, paramétrée, nous dessinerons de la géohistoire en mariant trajet historique et organisation de l'espace.



L'expression « 38° parallèle », employée couramment pour désigner la frontière entre les deux Corées, est une autre de ces épures : cette frontière n'est bien sûr aucunement une ligne droite et pas davantage une droite parallèle. Dans ces représentations ainsi élaborées, la légende et/ou le texte d'accompagnement s'entendent comme partie pleine et entière de la carte. Chaque fois que nécessaire, d'autres échelles, d'autres représentations sont sollicitées, sans oublier que le témoignage vivant de la guerre froide oblige le plus souvent à raisonner sur une demi-Corée.

Cartographe le Sud sans jamais perdre de vue le Nord et inversement, c'est rappeler toujours que cette coupure sanglante a affecté chaque société coréenne, quelle que soit son idéologie officielle, au-delà même de la déchirure initiale, par la représentation permanente et instrumentale de l'absence de l'autre. La partition n'exclut aucunement l'interaction. Enfin, parler de déchirure, de coupure, plutôt que de divorce ou de séparation signifie que la bonne échelle pour dire la guerre de Corée c'est aussi, tout simplement, le monde entier. Nombreux y sont les puissants qui souhaitent, du fond de leur raison d'État, le maintien du statu quo. La cause d'un désordre dans un lieu ne réside pas forcément ni uniquement dans ce lieu.

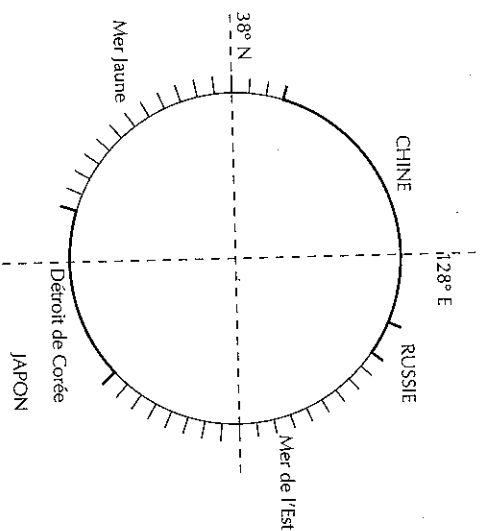


Ces deux Corées portent aujourd'hui des noms différents. Si, au nord, la République populaire démocratique de Corée a conservé l'appellation la plus durable, *Choson* (pays du matin clair), éponyme du premier royaume coréen que le mythe du roi Tan-gun fait naître en 2333 av. J.-C., au sud, la République de Corée s'appelle *Hanguk* (pays des Han, une des composantes historiques de la population coréenne). L'appellation traditionnelle, venue du long royaume médiéval de *Koryŏ*, ne s'est donc conservée que dans les transcriptions étrangères (Corée, Korea). Les médias sud-coréens ont résolu partiellement cette schizophrénie nationale en utilisant, à l'occasion, dans leurs présentations une carte de la Corée réunifiée, mais dont la moitié nord ressemble à la « *terra incognita* » des cartographes coloniaux des siècles passés, blanche ou parsemée d'indices hypothétiques.

Cependant, pour représenter la Corée, nous pourrions tout aussi bien choisir une autre épure<sup>5</sup> que ce pentagone non convexe et faire de celle-ci une matrice circulaire dotée de cinq segments inégaux : deux longues bordures maritimes, dissymétriques dans leur morphologie littorale, rigide à l'est, basse et insulaire à l'ouest et au sud, un détroit méridional plutôt large, à partager avec le rude voisin japonais, et, au nord, une longue frontière terrestre avec la Chine, très parcourue malgré les consignes strictes à ce sujet.

Un cinquième segment, à demi avorté, se laisse entrevoir. Réduite à quelques kilomètres le long du rivage de la mer de l'Est, la courte frontière russo-coréenne est néanmoins suffisante pour priver la Chine et ses provinces les plus orientales d'un accès maritime à cette partie du Pacifique. Mais l'Extrême-Orient russe,

appontement colonial acquis très tardivement, se trouve aujourd'hui, en ces temps de vaches maigres impériales, à la fois bien désert et bien loin de Moscou, au terminus de la ligne. Toutefois, dans les instances internationales, en l'occurrence au sein du PNUD<sup>6</sup>, il a été imaginé que ce petit segment russo-coréen ferait une bien belle interface entre toutes ces économies régionales un peu dépareillées. Ainsi est né, au début des années quatre-vingt-dix, le « projet Tumen », autour d'une ambition régionale de libre-échange en Asie du Nord-Est<sup>7</sup>, projet dont l'embouchure du fleuve Tumen serait le point central, incluant, au-delà des trois pays riverains, la Mongolie enclavée et la Corée du Sud, État quasi insulaire par le fait, ainsi que, dans une moindre mesure, en position d'attente, le partenaire japonais, le mal-aimé.



La matrice coréenne

Les deux Corées sont entrées ensemble à l'ONU en 1991 et le niveau d'hostilité réciproque s'est récemment réduit. Leurs populations cumulées s'élèvent au début du nouveau siècle à près de 70 millions de personnes, auxquelles s'ajoutent environ 5 millions

de Coréens de l'extérieur, que ceux-ci soient ou non de nationalité coréenne. La divergence entre les deux Corées semble être devenue aujourd'hui maximale, c'est un des objectifs de l'atlas que de tenter d'expliquer cela et aussi de montrer comment la culture coréenne – dont on découvre maintenant la richesse passée et présente – et les Coréens eux-mêmes ont pu surmonter un tel état de catastrophe, une catastrophe géopolitique dont ils ne sont que très partiellement responsables et dont il faut chercher les causes dans la géographie du monde.

L'atlas est structuré en quatre temps géohistoriques d'échelle et d'intensité variables, regroupant au total quinze cartes ou jeux de cartes.

*Trois mille ans d'indépendance* : Mythe, nature et temps anciens ; le royaume de Koryŏ, un moyen âge coréen, 918-1392 ; Chosŏn ou la Corée classique, 1392-1910.

*La colonisation japonaise* : La mise en dépendance, 1800-1910 ; la colonisation japonaise à l'échelle de l'Asie ; la colonisation japonaise à l'échelle de la Corée, 1910-1945.

*La guerre froide* : Cheju-do '48, le martyr ; vers la partition, la guerre de Corée, 1950-1953 ; la partition, des tensions permanentes ; la partition, une divergence, 1953-2002.

*La Corée 2002* : La Corée du miracle, état des lieux ; la Corée du Nord, *terra incognita* ; les Coréens projetés dans le monde ; les gestes géographiques de la réconciliation ; une géopolitique du football coréen.

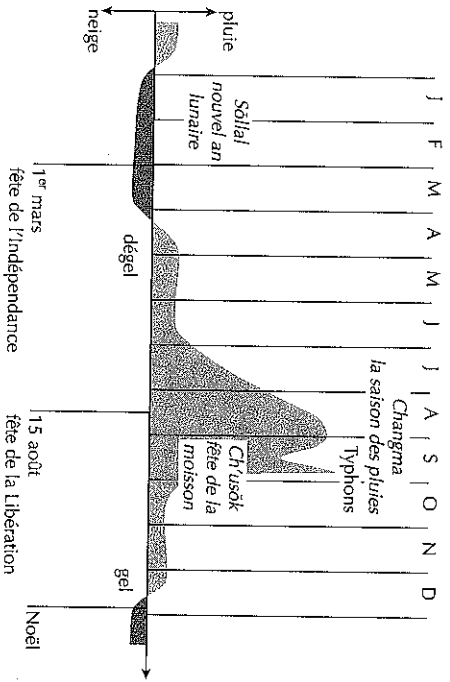
## Trois mille ans d'indépendance

Le premier royaume de Corée – *Kochosŏn* – serait né en 2333 avant notre ère. Tan-gun, né de l'union entre le fils du dieu du Ciel, Hwang-ung, et une ourse métamorphosée en femme, en serait le créateur et le premier monarque. Cette date mythique, serait le fantasme qu'elle soit, demeure dans des ordres de grandeur pour fantaisiste qu'elle soit, divin père eut choisi les tout à fait plausibles. Après que son divin père eut choisi les monts T'aebaek pour son « atterrissage », Hwang-ung serait descendu du Ciel avec 3 000 de ses sujets, dans l'espoir de tromper un certain ennui céleste et d'apporter le bonheur sur la terre<sup>8</sup>. Il y aurait enfanté Tan-gun. Ainsi, la Corée serait, selon cette légende toujours fêtée aujourd'hui – la fête de l'Ouverture du Ciel, le 3 octobre –, née d'une rencontre entre des habitants du Ciel et les premiers habitants de la péninsule, avec cette étrange médiation de la nature faite femme.

Durant la longue préhistoire coréenne, la péninsule a connu d'importants changements bio-climatiques, d'un climat plus chaud que l'actuel, avec une flore et une faune en rapport (rhinocéros, macaques, éléphants), à des périodes glaciaires pendant lesquelles les niveaux marins se sont fortement abaissés. Au néolithique, il y a environ 10 000 ans, les migrations successives depuis la Sibérie et la Mandchourie actuelles amènent de nouvelles populations dans la péninsule, populations dont le métissage produit une civilisation de plus en plus complexe (dolmens, poterie, riziculture, élevage, chauffage de type *ondol*<sup>9</sup>), sensible aux influences culturelles des premiers États chinois, comme elle demeure, à l'autre extrémité de la péninsule, proche du monde japonais. Pendant la période dite de l'âge du fer coréen, au début de notre ère, les annales chinoises mentionnent pour la première fois la Corée. Celle-ci s'étend alors sur un espace beaucoup plus vaste qu'aujourd'hui, jusqu'à l'actuelle ville chinoise de Harbin, soit 500 kilomètres plus au nord que la frontière actuelle. Son modèle culturel est, pour les millénaires à venir, la Chine. La

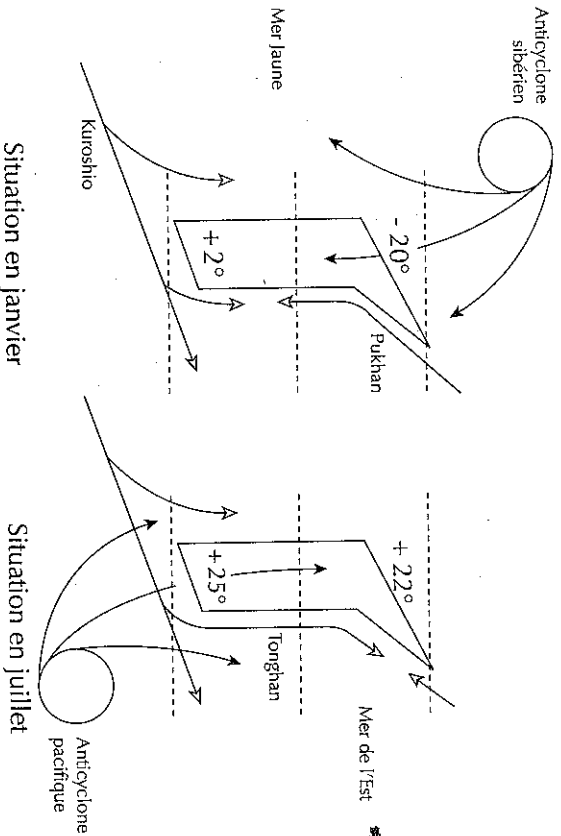
Corée, comme le Vietnam, se trouve dans ce qu'il est convenu d'appeler le premier cercle chinois, celui des États tributaires et culturellement sinisés.

Dans cet espace longiligne d'orientation nord-sud, ce ne sont pas seulement les mouvements migratoires qui adoptent majoritairement la logique méridienne<sup>10</sup>. La nature coréenne est elle-même méridienne. Une longue dorsale montagneuse court tout au long de la façade orientale et, tandis qu'une branche du Kuroshio, le grand courant tropical, remonte le littoral de la mer jaune, un courant marin froid en provenance de Sibérie refroidit les côtes de la mer de l'Est<sup>11</sup>. Chaque année, les masses d'air se déplacent sur ces mêmes caps méridiens. Aussi le climat coréen est-il à la fois homogène dans son rythme et décalé dans ses ambiances à mesure que l'on descend la péninsule. Du nord au sud, les minima hivernaux sont beaucoup plus élevés et la pluviométrie plus abondante. Mais, où que l'on se trouve, le déroulé saisonnier du temps qui passe est une des expériences majeures de la Corée.



Le flottement saisonnier du temps en Corée à travers la pluie

La mousson d'hiver, froide et sèche – elle n'apporte que 10 % du total des précipitations –, naît dans les hautes pressions sibériennes et s'atténue quelque peu lorsqu'elle descend en latitude : 170 jours de gel à la frontière chinoise et seulement 30 sur la côte sud. La mousson d'été, venue du Pacifique, chaude et humide, amène 60 % à 70 % des précipitations de la péninsule, très arrosée à l'exception du Nord-Est. Les eaux marines connaissent le même flottement – température, salinité et force des courants varient. La rencontre conflictuelle des deux courants *Pukhan* – froid – et *Tonghan* – chaud – fait de la mer de l'Est une mer saisonnière.



La Corée, champ de bataille pour masses d'air et masses d'eau

Témoignent de toute cette agitation météorologique et océanique, chacun à leur façon, l'*Pondol*, l'antique chauffage par le sol, ou la moderne climatisation, les tempêtes de « sable jaune » venues de Chine<sup>12</sup>, les destructions occasionnelles de quelques typhons méridionaux en bout de course ou la banquise saisonnière de l'extrême nord-est, fidèle au poste, le conflit estival singulier entre l'ombrelle et la cape de pluie.

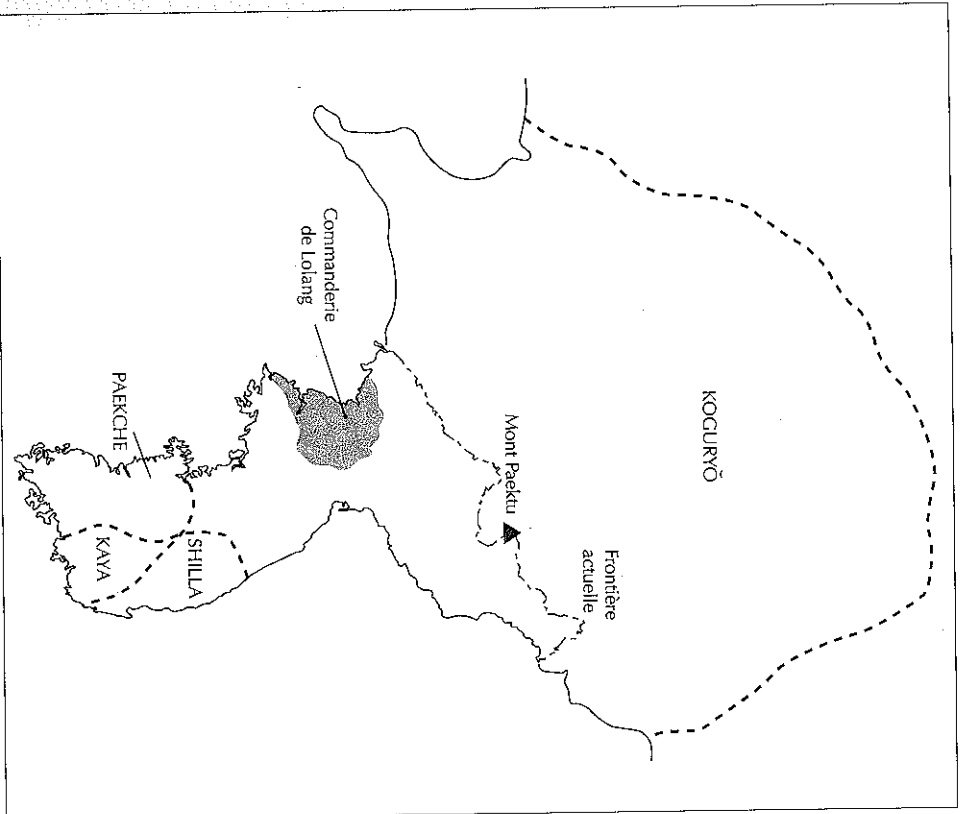


*Mythe, nature et temps anciens*

Dans la Corée multiple des premiers temps, les mythes fondateurs sont propres à chaque royaume. Appuyés le plus souvent sur le principe d'une intervention extérieure d'origine céleste, ils se réalisent toujours à travers la médiation de la nature. Ainsi en est-il des chefs de guerre envoyés dans des oeufs ou de la multiplication des montagnes sacrées, ou encore des prières adressées à toutes sortes d'éléments naturels. Cette surabondance de la nature dans la géopolitique de la Corée antique témoigne de la puissance du chamanisme, qu'il soit local ou importé par les groupes dirigeants venus du nord.

Tous ces royaumes sont confrontés précocement à l'influence du grand voisin, avec l'installation de commanderies militaires chinoises dans toute la partie septentrionale. L'une d'elles, celle de Lolang, centrée à peu près sur la ville de Pyongyang actuelle, sera une véritable colonie chinoise entre 108 av. J.-C. et 314 apr. J.-C., reproduisant à l'identique les structures urbaines et hiérarchiques chinoises, tout en développant des échanges typiquement locaux avec les indigènes : produits manufacturés chinois contre poisson, sel, fer et bois coréens. Le premier contact avec une ambassade japonaise se fera par son intermédiaire.

Les rivalités entre le grand royaume nordiste de Koguryō – d'où viennent ou par lequel transigent l'essentiel des groupes de migrants qui investissent régulièrement la péninsule – et les deux petits royaumes du sud – Paekche, Shilla – entraînent des guerres nombreuses à la fin du VII<sup>e</sup> siècle. La ligue de Kaya, que l'on croit associée à la commanderie japonaise de Mimana, a disparu vers 562<sup>13</sup>. En instrumentalisant les interventions militaires chinoises par des retournements d'alliances, le royaume de Shilla unifie la Corée en 671 de notre ère, mais sur un territoire rétréci, plus petit même qu'aujourd'hui. La Mandchourie est perdue, elle est devenue chinoise et les Coréens devront batailler pour se réinstaller jusqu'aux deux fleuves frontaliers actuels, le Yalu et le Tumen. La cité de Kyōngju, capitale de Shilla, alors peuplée de plusieurs centaines de milliers d'habitants, est aujourd'hui l'un des sites majeurs du patrimoine coréen antique et possède le plus vieil observatoire astronomique d'Asie.



Les quatre royaumes coréens au V<sup>e</sup> siècle apr. J.-C.

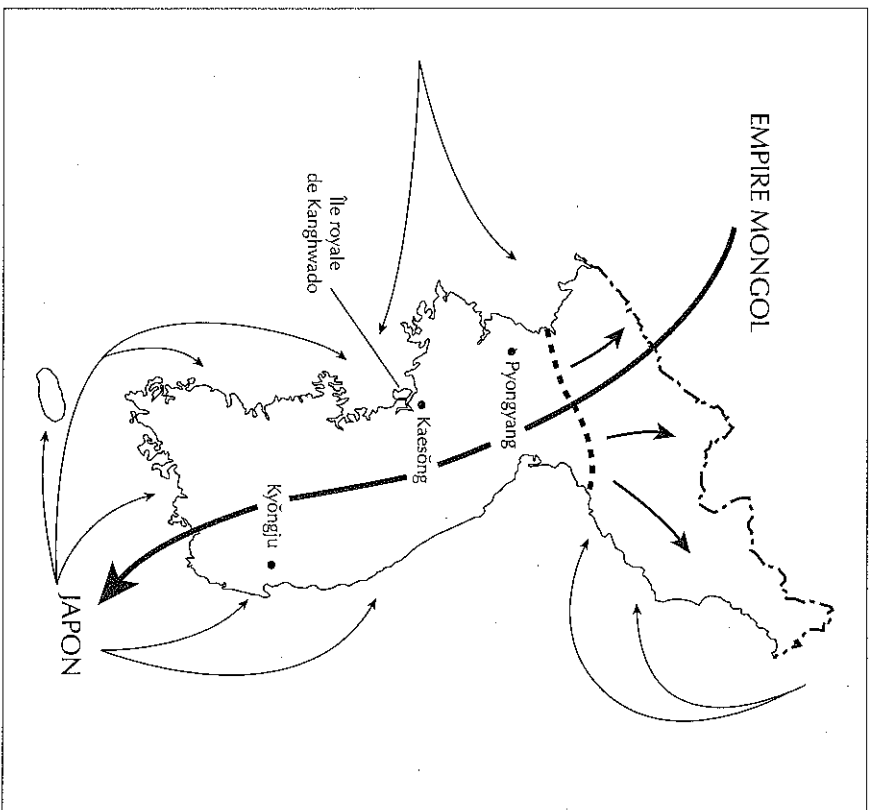
La Corée la plus septentrionale, perdue en 671, n'est aujourd'hui l'objet d'aucune revendication territoriale coréenne. Seule persiste une discussion sur le statut international de la montagne sacrée de Paektu – à cheval sur la frontière sino-coréenne – point culminant de la Corée à 2744 mètres, et qui est, avec le Changugong, l'un des lieux du mythe de Tan-gun.

Par grandes bouffées, l'influence chinoise se transcrit dans la ou les société(s) coréenne(s) : adoption précoce du bouddhisme et de l'écriture chinoise par les élites dès le quatrième siècle de notre ère, puis généralisation de ceux-ci, rationalisation administrative de Shilla après l'unification, fixation des structures de classes et établissement de relations diplomatiques permanentes et structurées avec la Chine, émergence d'une industrie coréenne avancée qui concurrence les produits chinois et que des marchands coréens échangent au loin. Les géographes arabes citent « *al Sila* » dès le IX<sup>e</sup> siècle. Enfin, c'est dans cette Corée partiellement sinisée que l'on développe, après l'unification, l'idéologie confucianiste officielle.

*Le royaume de Koryŏ, un moyen âge coréen, 918-1392*

*Koryŏ* n'est qu'une forme abrégée de l'ancienne dénomination *Koguryŏ* et traduit le souci de la royauté coréenne d'assurer sa filiation historique et, par là même, la continuité de la nation. Le royaume de Koryŏ remplace formellement Shilla et les autres petits royaumes postérieurs en 918. Les changements de capitale, Kyŏngju, P'yongyang, Kaesŏng<sup>14</sup> et Kanghwado, une petite île à l'embouchure du fleuve Han qui abritera la cour pendant les invasions mongoles, traduisent à la fois l'action volontariste de l'État royal et le désordre intérieur caractéristique de cette époque.

La première royauté de *Koryŏ* développe une culture syncrétique, mixte de chamanisme, de géomancie, de bouddhisme et de confucianisme autour d'un désir d'harmonie, bien peu visible dans les faits. Elle tente, sans beaucoup plus de succès, de construire un État fort : contrôle des chefs locaux par un système de cour avec otages et alliances matrimoniales, affranchissement des esclaves, gestion de greniers en vue de parer aux disettes, premières frappes de monnaie et création des grands examens nationaux de fonctionnaires. L'apparition d'une classe de lettrés confucéens provoque des tensions avec l'aristocratie militaire. Mais ces deux groupes se réconcilient fréquemment pour contrer l'agitation paysanne qui, entre retrait, banditisme et révolte sociale, est devenue quasi permanente aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles.



Le territoire de Koryŏ, 918-1392

Soumis à une piraterie côtière envahissante, le royaume doit également stabiliser sa frontière nord en réinvestissant tout l'espace jusqu'au Yalu et au Tumen. La Corée est instrumentalisée dans des stratégies territoriales – ici, celle des Mongols – qui la dépassent.

Après la reconquête les territoires au sud du Yalu, la société coréenne se trouve brutalement confrontée à la menace puis à la domination mongoles. Des la première invasion de 1231, la Corée

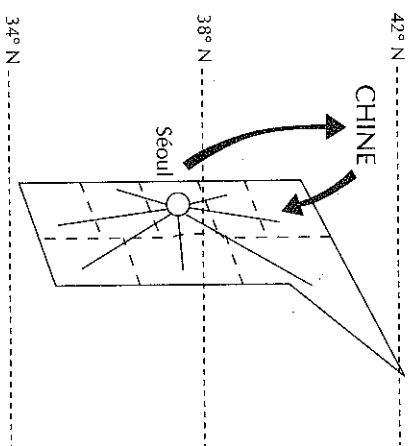
devient *de facto* un État vassal de l'empire mongol, tributaire et partiellement occupé. Les techniques militaires mongoles, l'affaiblissement de la royauté indigène et la résistance peu centralisée de la population coréenne font du XIII<sup>e</sup> siècle une période chaotique, mêlant essor culturel et technique, destructions et prélèvements énormes, notamment pour monter les opérations de conquête du Japon. En 1274 et 1281, de puissantes troupes d'invasion coréano-mongoles débarquent au Japon, avant d'être violemment rejetées à la mer grâce à la complicité de deux tempêtes « divines ». Le « bureau mongol pour la punition du Japon » doit fermer ses portes.

Pendant toute l'époque *Koryŏ*, la piraterie japonaise — mais aussi chinoise, djourchet et coréenne — rend les côtes et le cours inférieur des fleuves coréens peu sûrs. Le littoral est abandonné et la Corée « utile » se retire à l'intérieur de la péninsule. Lorsque l'empire mongol montre enfin des signes de faiblesse, à partir de 1368, le général coréen Yi Song-gye s'affranchit de toute tutelle directe et entreprend une réforme générale de l'État coréen qui va s'articuler autour du néoconfucianisme et de la mise au pas des grands féodaux particularistes.

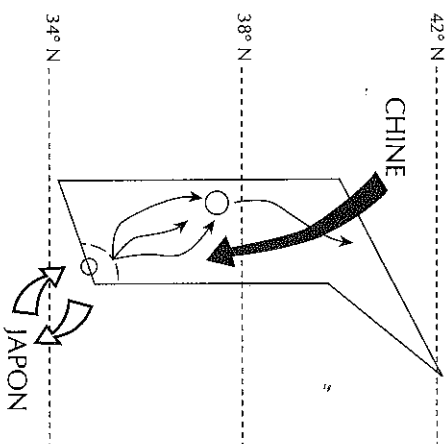
#### *Chosŏn ou la Corée classique, 1392-1910*

Le 5 août 1392, le général Yi Song-gye fonde une nouvelle dynastie, les Yi, et une nouvelle royauté, *Chosŏn*, qui ne disparaîtra, après un sursaut final modernisateur et désespéré, que sous la pression japonaise au début du siècle dernier. Chosŏn est un royaume établi sur un néoconfucianisme très rigide qui entraîne dans les premiers temps une mutation réelle de la société coréenne. L'esprit de réforme touche tous les aspects de la vie : création d'une nouvelle structure administrative provinciale, établissement d'un nouveau cadastre et destruction du précédent, réforme fiscale, création des cinq classes de la société et des plaques d'identité individuelles, centralisation de l'armée, nouvelles institutions pour encadrer le souverain (censorat, inspection générale, académies), répression contre le clergé bouddhiste dont on ferme la plupart des monastères et dont on confisque les biens, stabilisation des relations de vassalité avec la Chine et renforcement de la frontière

nord. La classe dirigeante est « reproduite » à Séoul, la nouvelle capitale, concentrée de richesse et de pouvoir. Dans chaque province, le pouvoir central s'exerce *via* les hauts fonctionnaires lettrés, non sans abus. *Le Chan de la fidèle Chunhyŏng* du cinéaste Im Kwon-taek<sup>15</sup> est une évocation de cette Corée d'ancien régime. On remarquera sur la carte la densification administrative de la côte occidentale, déjà plus développée et plus extravertie que la partie orientale.



Ce qui peut apparaître comme un âge d'or coréen, dans la continuité des progrès de *Koryŏ* en matière d'imprimerie, de littérature et d'art dont témoignait déjà, par exemple, le *Tripiakka Koréana* conservé à Haeinsa, se manifeste aussi dans le règne exceptionnel du roi Sejong (1418-1450), créateur de l'alphabet coréen<sup>16</sup> en 1446. Mais cette société d'ordres est aussi une société de classes, où la paysannerie est soumise à des prélèvements d'environ deux tiers de ses récoltes et où l'élite des *yangban*, viscéralement attachée à la culture classique chinoise, se perpétue autant dans sa mégalomanie lettrée que dans les violentes intrigues de cour et de clans.



Chosŏn, l'invasion japonaise de la Corée

Fin mai 1592, une armée japonaise forte de 150 000 hommes débarque à Pusan, prend Séoul un mois plus tard et atteint la frontière chinoise début 1593. La guerre de partisans, l'avance technologique de la marine coréenne dirigée par Yi Sun-shin, un grand homme de l'histoire coréenne, et l'intervention chinoise permettent de renvoyer les envahisseurs chez eux, non sans que ceux-ci ramènent au pays, après quelques ultimes dégâts, de grosses collections de livres, des lettres, des artisans potiers et autres imprimeurs.

Ces grandes invasions japonaises (1592, 1598) puis mandchoues (1627, 1637) déstabilisent profondément Chosŏn, ruiné économiquement et atteint dans son sentiment national. Les élites coréennes sont remises en cause pour leur incapacité à défendre correctement le pays, pour leur avidité et leur peu de souci du bien commun. De cette contestation diffuse viendra l'attrait pour d'autres formes de pensée, comme l'école du *Sihaek* – l'école du « savoir réel » (1650-1850) – qui interprète ce qu'elle connaît de la science et de la religion occidentales à travers la médiation chinoise, ou comme l'invention synchrétique d'une nouvelle religion égalitaire, *Tonghak*, créée en 1860. Son prophète, Ch'oe Cheu, un

lettré déclassé et marginal, proclame tout simplement : « *L'homme est Dieu* ! »

Cet équilibre fragile entre subversion, attrait pour la connaissance et l'étranger d'un côté, rigidité intellectuelle, fermeture géopolitique et structure sociale particulièrement inégalitaire de l'autre sera emporté par les pressions de la première mondialisation. Ce sera la fin du « royaume ermite » de Chosŏn, ce royaume invisible qui refoulait les voyageurs étrangers et ne voulait pas commercer avec le monde.

## La colonisation japonaise

Ce long épisode du dangereux sitcom nippon-coréen fait toujours couler beaucoup d'encre<sup>18</sup> et de salive des deux côtés du détroit de Tsushima. C'est en juillet 1965, bien après le procès tronqué de Tokyo, tenu de 1946 à 1948 – l'équivalent asiatique du procès de Nuremberg –, et le long silence qui s'en est suivi, que Japon et Corée du Sud ont signé un premier accord de paix et de coopération. Le président sud-coréen Park Chung-hee avait alors rencontré quelques difficultés pour expliquer cette *realpolitik* à sa propre population. Les étudiants s'étaient rebellés contre un accord totalement dépourvu de réparations financières, d'excuses et même de « regrets » : l'accord semblait avoir été établi pour solde de tout compte, en vue de la reprise des échanges économiques entre les deux pays. La colonisation japonaise en Asie demeure un enjeu historique toujours actuel pour les Japonais – le lobby ultranationaliste élabore des manuels scolaires « révisionnistes », au sens asiatique du terme<sup>19</sup> – mais aussi pour les anciens colonisés, aux premiers rangs desquels les Coréens.

En Corée du Sud, la mémoire de la domination coloniale fluctue constamment entre l'ignorance et la rhétorique antijaponaise superficielle. Les élites de l'après-guerre sont nées dans la Corée japonaise. La bourgeoisie coréenne a su y faire quelques affaires et le général Park Chung-hee lui-même, à l'instar de beaucoup de ses collègues, a fréquenté les académies militaires japonaises. Elles ont fait de la Corée sous protectorat américain ce que l'on sait, en y occupant les principaux postes de responsabilité. La question de la collaboration semble avoir été ainsi escamotée et les gouvernements coréens successifs se sont longtemps bien peu souciés de leurs travailleurs forcés « atomisés » à Hiroshima ou des « femmes de réconfort » rescapées des bordels militaires japonais. On attend toujours les excuses officielles du gouvernement japonais. Le « Tribunal des femmes contre l'esclavage sexuel durant la guerre », tenu en décembre 2000 à Tokyo<sup>20</sup>, a permis d'entendre

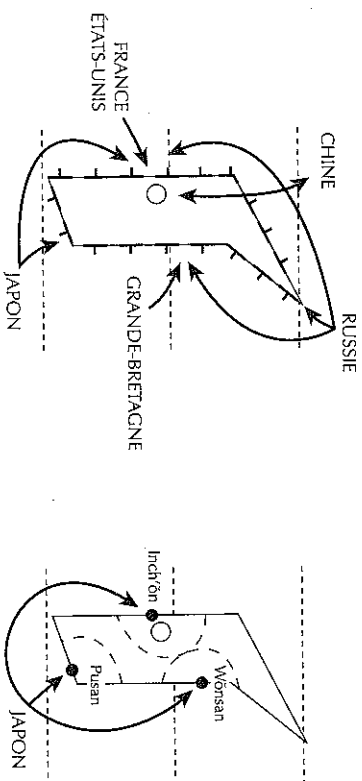
les témoignages d'anciens militaires japonais et de « femmes de réconfort » survivantes<sup>21</sup> pour tenter de faire mémoire d'un passé resurgi après cinquante ans d'oubli.

Dans ce contexte, juger de la période coloniale depuis les valeurs matérialistes et statistiques du développement économique est un exercice vain. Si l'empire nippon a bel et bien « développé » l'économie coréenne pendant une cinquantaine d'années, entre 1895 et 1945, il l'a fait à son profit exclusif, c'est-à-dire qu'il a créé les conditions d'une exploitation moderne et efficace de la société qu'il colonisait, à coups de trique et de millions. C'est dans la violence coloniale, ses traumatismes et ses inégalités incroyables, sa dépendance qu'il faut rechercher tout ou partie de la violence des sociétés coréennes d'après-guerre. Malgré les progrès relevés dans les statistiques, la colonisation s'appelle toujours « mal-développement » et, de ce point de vue, l'expérience coréenne n'est en rien originale, elle serait même un cas d'école.

#### *La mise en dépendance, 1800-1910*

La colonisation japonaise n'était pas inéluctable, car la Corée a intéressé bien d'autres impérialismes. Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, des navires de guerre des principales puissances occidentales se présentent devant les côtes coréennes et exigent, avec plus ou moins d'audace, l'ouverture de la péninsule aux intérêts de leurs pays respectifs. Déjà engagées en Afrique, les puissances coloniales se lancent avec entraînement dans le grand partage de l'Asie. Grande-Bretagne (1816) et France (1845) dans un premier temps, puis Japon (1860), Russie (1864), Prusse et États-Unis (1866) tentent d'imposer par la menace ou la force leurs intérêts militaires et économiques. Malgré la grande inquiétude que suscite la mise en coupe réglée de la Chine, leur ancien protecteur – lors de la seconde guerre de l'Opium, entre 1857 et 1860, le corps expéditionnaire franco-anglais prend Pékin et pille le Palais d'été –, les Coréens résistent à cette pression. En 1866, ils incendient le *General Sherman*, un navire américain qui s'est aventuré jusqu'à Pyongyang en remontant le Taedong, et repoussent un petit corps expéditionnaire français qui a envahi l'île royale de Kanghwa<sup>22</sup>. C'est le Japon qui force le premier les portes de la Corée, prenant,

à travers les clauses commerciales du traité de Kanghwa, signé en 1876, un avantage considérable sur ses rivaux. Le marché coréen devient japonais et une immigration japonaise significative débute.



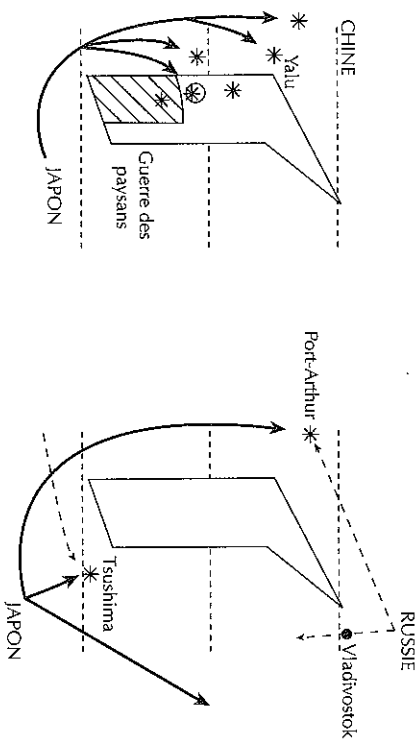
Le XIX<sup>e</sup> siècle coréen,  
les sollicitations extérieures

1876, traité nippo-coréen de Kanghwa,  
une première mise en dépendance

Le catholicisme est apparu en Corée, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, en l'absence de toute action missionnaire. Des lettrés coréens non conformistes de la mouvance du *Sinhak* se sont approprié cette religion découverte dans des livres ramenés de Chine et forment le premier noyau chrétien. Au cours des années 1790, la papauté est avertie qu'une nouvelle Église est née en Corée. Le gouvernement coréen prend peur et exécute à plusieurs reprises (1801, 1839, 1846 et 1866) des centaines de catholiques sans pouvoir enrayer le phénomène<sup>23</sup>. Un pasteur protestant de la Société des missions hollandaises fait un bref séjour dans la péninsule, en 1832, dans les bagages de la Compagnie des Indes orientales, elle-même à la recherche de nouveaux débouchés. Il existe un décalage d'environ un siècle dans le développement réel de ces deux composantes du christianisme en Corée. La nouvelle religion indigène et syncretique, *Tonghak*, subit de semblables persécutions et son fondateur, Ch'oe Cheu, est décapité en 1864.

Les conditions de la dépendance se mettent en place lorsque les deux nouvelles grandes puissances de l'Extrême-Orient, la Russie et le Japon, éliminent du jeu géopolitique régional l'empire

chinois obsolescent, réduit territorialement, soumis militairement et exploité économiquement. La victoire japonaise dans le conflit avec la Russie en 1905 puis le retrait de celle-ci après la révolution d'octobre 1917 laissent la Corée seule face aux exigences japonaises. La subversion sociale, comme la grande révolte paysanne, inspirée par le mouvement *Tonghak*, en 1894-1895, qui menace Séoul et un pouvoir royal affolé, constitue un excellent prétexte pour la première grande intervention moderne du Japon en Corée et l'exclusion de la puissance chinoise.



1894-1895, une ingénierce pour éliminer la Chine

1904-1905, un pari réussi : l'élimination de la Russie

Dans cette Corée en crise, où des dizaines de milliers de paysans en armes du Chōlla et des provinces voisines menacent la capitale en 1895, les partis et les réseaux d'influence prolifèrent. Dans la rue et à la cour, attentats et coups de force se multiplient. La Chine, qui a pourtant incité la Corée à jouer les impérialismes les uns contre les autres en multipliant les traités, cesse elle-même d'être un pays limitrophe. En plein chaos, la monarchie Chosŏn se proclame « empire » en 1897 et tente d'ultimes réformes avant de disparaître, emportée dans les valises du Résident japonais en Corée, Itō Hirobumi. Celui-ci sera assassiné en octobre 1909, en gare de Harbin, par un résistant coréen.

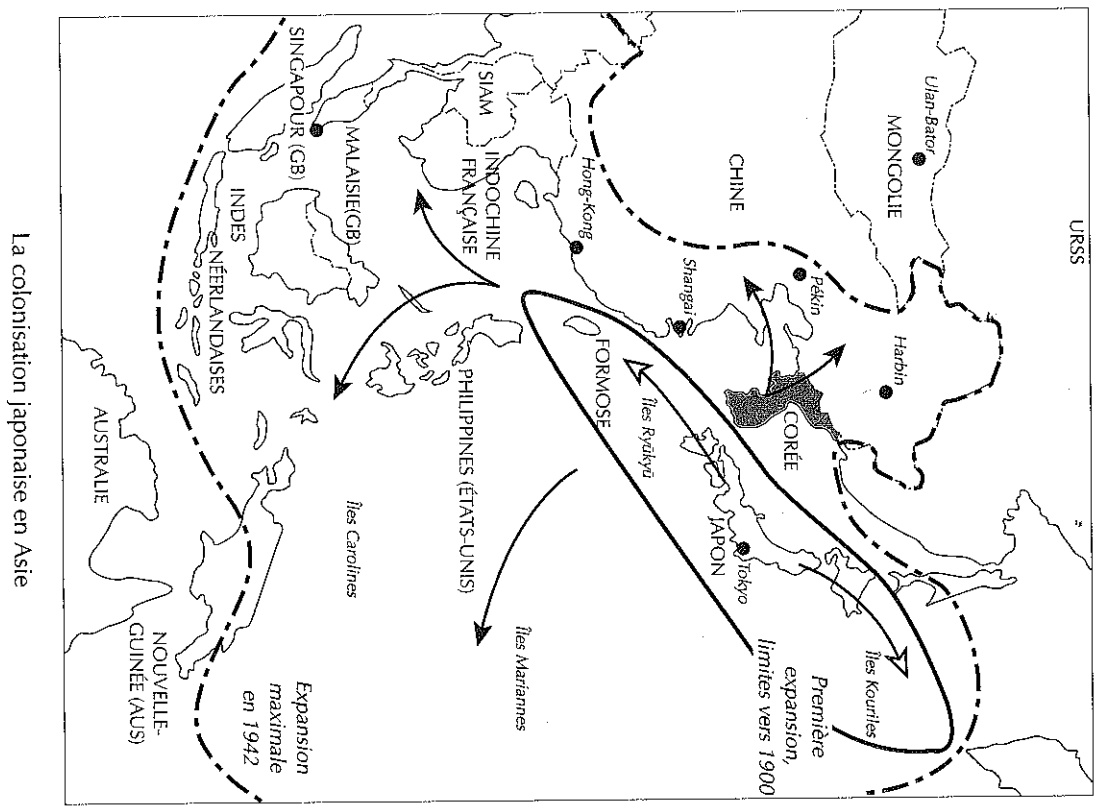
### La colonisation japonaise à l'échelle de l'Asie

Après une première ouverture au grand commerce au cours du xvii<sup>e</sup> siècle, le Japon est resté longtemps un pays presque fermé, à l'instar de la Corée. Et, comme elle, il subit au milieu du xix<sup>e</sup> siècle d'intenses pressions pour s'ouvrir à nouveau au commerce international. Des traités inégaux des années 1850 naît la réaction nationaliste et modernisatrice qui restaure la fonction impériale et entend construire une économie industrielle inspirée des technologies occidentales les plus récentes. En 1868 débute l'ère Meiji. Le Japon, qui, s'il était introverti, n'avait rien d'un pays sous-développé, entreprend le rattrapage technologique et formalise l'idée nationale japonaise<sup>24</sup>, véritable révolution garantie par le consensus des élites et la diffusion de leur éthique — le *bushido* ou éthique du samouraï — vers les classes populaires.

L'expansion territoriale japonaise vers Hokkaido, au nord, et les îles Ryūkyū, au sud, ou les tentatives en direction de la Corée sont anciennes, mais tout s'accélére à la fin du xix<sup>e</sup> siècle. L'échelle d'expansion change, distances, hommes, superficies, enjeux économiques et stratégiques. L'expansion se prolonge un peu au nord et au sud (Formose, îles Kouriles et Sakhaline), mais, surtout, elle bascule vers la Chine. Le virage colonial japonais va bouleverser toute l'Asie du Nord-Est : prise de possession de la Corée, de la Mandchourie puis d'une grande partie de la Chine « utile », enfin, à partir de 1941, sous le couvert d'une grande guerre de libération des peuples asiatiques, appropriation de toute l'Asie du Sud-Est.

Dans cette vaste entreprise coloniale, rebaptisée « sphère de coprosperité de la Grande Asie » à partir de 1938, la Corée n'est pas un front. Elle sera d'ailleurs peu touchée par les combats, sauf au nord, dans les derniers jours de la guerre, lors de l'attaque soviétique. La Corée constitue en réalité un moyen de production qui fournit matières premières, produits alimentaires et manufactures, travailleurs forcés par millions, esclaves sexuelles et soldats pour l'effort de guerre. Tout autant que les combats eux-mêmes, tout autant que les deux bombardements nucléaires, les torpillages des sous-marins américains, le bombardement et le minage des ports et des détroits par l'aviation américaine durant les

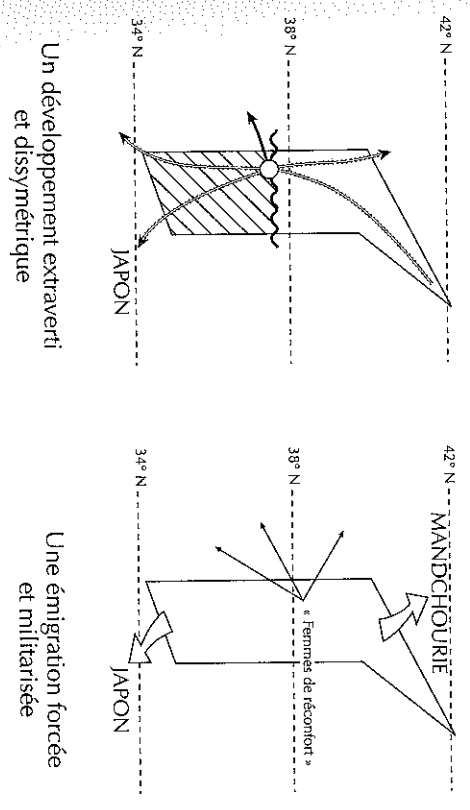
deux dernières années de guerre, parce qu'ils isolent le Japon de ses ressources coloniales, provoqueront sa reddition puis sa capitulation officielle le 2 septembre 1945<sup>25</sup>.



La colonisation japonaise en Asie

La colonisation japonaise à l'échelle de la Corée, 1910-1945

Cela a déjà été rappelé, le développement économique de la Corée coloniale, annexée le 22 août 1910, est indiscutable : cadastre et inventaire complet des richesses du pays, révolution agricole dans le Sud, qui permet de doubler la production de riz, mise en valeur des ressources énergétiques et minières, notamment au Nord, développement industriel, textile et chimique, réalisé souvent en association – *zaibatsu* japonais et entrepreneurs coreéens – et, bien sûr, réalisation de l'équipement administratif, routier et ferroviaire permettant d'exporter ces ressources vers d'autres colonies ou vers le Japon. La violence coloniale est tout autant avérée. Une répression policière sévère – 60 000 policiers dont 40 % sont des Coreéens – s'abat sur toutes les formes de résistance, le mouvement d'indépendance du 1<sup>er</sup> mars 1919, les mouvements paysans incessants organisés contre les expulsions et les prélèvements abusifs, le mouvement ouvrier naissant, la révolte étudiante de Kwangju en 1929. La violence coloniale, c'est aussi l'émigration forcée, par la grande pauvreté ou la coercition directe, vers les usines japonaises (1,5 million en Mandchourie, 2 millions au Japon), la répression de la culture coreéenne à partir de 1931, lorsque le Japon tente d'assimiler complètement la Corée. En 1945, on compte près de 800 000 colons japonais sur la péninsule.

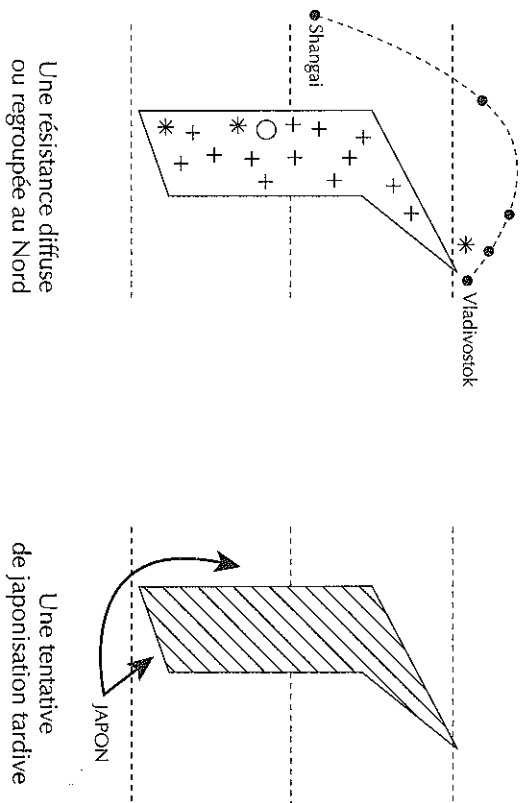


Un développement extraversti et dissymétrique

Une émigration forcée et militarisée



La politique japonaise en Corée ne se présente pas de manière linéaire. Une fois le pays stabilisé et les résistances intérieures ou extérieures circonscrites, les années vingt sont une période de relatif libéralisme et de promotion d'une culture coréenne moderniste. Le chinois décline et l'écriture coréenne, le *hangül*, est promue notamment grâce à de grands quotidiens. Au cours des années trente, la théorie japonaise du « Japon, Corée, un seul corps » entraîne un changement radical : interdiction du costume traditionnel, puis de la langue coréenne, obligation de participer au culte shinto, enrôlement de volontaires, puis conscription des jeunes Coréens dans l'armée impériale. Au Japon même, le grand séisme du *Kan'ei*, qui détruit les trois quarts de Tokyo en 1923, est accompagné de rumeurs anticoréennes<sup>26</sup>. Au cours de plusieurs pogroms, plus de 6 000 immigrants coréens sont massacrés. La mise en ghetto, les conditions esclavagistes faites aux travailleurs forcés coréens laissent douter de la sincérité d'une telle union unilatérale.



Une résistance diffuse  
ou regroupée au Nord

Une tentative  
de japonisation tardive

L'évolution des années trente puis la tournure mondiale que prennent les événements renforcent l'activité des groupes de résistance anti-japonais disséminés en Chine et dans l'Extrême-Orient soviétique. Ceux-ci collaborent pour partie avec l'Armée rouge, et avec les Américains. Lors de la reddition japonaise en Corée, le 15 août 1945, les conditions sociales de la colonisation sont si caricaturales que le spectre d'une révolution communiste haute déjà le haut commandement américain. La Corée post-coloniale, comme le Japon démilitarisé de l'immédiat après-guerre, vont connaître une agitation sociale intense, qu'une violente politique anticomuniste va réprimer de manière bien peu démocratique.

## La guerre froide

La partition de la Corée ne date pas de la guerre de Corée, elle date d'août 1945 et s'est peu à peu « durcie ». En 1943, lors de la conférence du Caire, les gouvernements américain, anglais et chinois publiaient le communiqué suivant, approuvé par la suite par l'Union soviétique<sup>27</sup> : « *Les trois puissances, conscientes du fait que le peuple coréen a été réduit en esclavage, sont déterminées à ce que la Corée redevenue libre et indépendante en temps voulu.* »

Les derniers mots du communiqué laissent déjà entendre que la population coréenne ne sera pas totalement libérée le jour de la reddition japonaise. Pour soulager l'armée américaine et limiter les pertes, le président Roosevelt demande à l'Union soviétique d'attaquer le Japon, bien que les deux pays soient liés par un pacte de non-agression. Après avoir rapatrié des troupes du front européen, une fois l'Allemagne vaincue, l'Union soviétique envahit la Mandchourie et la Corée le 9 août 1945 et occupe rapidement tout le nord de la péninsule. Un accord amiable est trouvé entre Américains – qui débarquent à Inch'on le 8 septembre – et Soviétiques. Le 38<sup>e</sup> parallèle délimite les deux zones d'occupation avant l'indépendance complète de la Corée.

Dans cette grande confusion qu'est la libération de l'empire japonais, les Coréens proclament la « République populaire de Corée » le 6 septembre 1945, avant de s'apercevoir, avec colère, qu'ils ne sont non seulement pas reconnus par les nouveaux occupants, mais plus encore qu'ils sont suspects. Au nord, les Soviétiques importent et imposent un encadrement communiste formé pendant la lutte antijaponaise, tandis qu'au sud l'administration américaine s'appuie sur les élites de la Corée coloniale pour réprimer l'agitation sociale et politique. La police coloniale coréenne y est même maintenue dans ses fonctions. Ainsi, les deux zones d'occupation divergent à mesure que la guerre froide prend forme ici et dans le monde. Le 10 mai 1948, la partition est consacrée. Deux ans plus tard, les deux dictateurs tenteront de réunifier la

péninsule, chacun à son profit. On voit alors que la guerre de Corée explique moins qu'elle ne doit être expliquée. L'avant-guerre de Corée est une période de répression dans chacune des zones d'occupation. De la répression sous le mandat militaire américain, il faut faire mémoire des événements de Cheju-do, resurgis récemment des oubliettes de l'histoire coréenne.

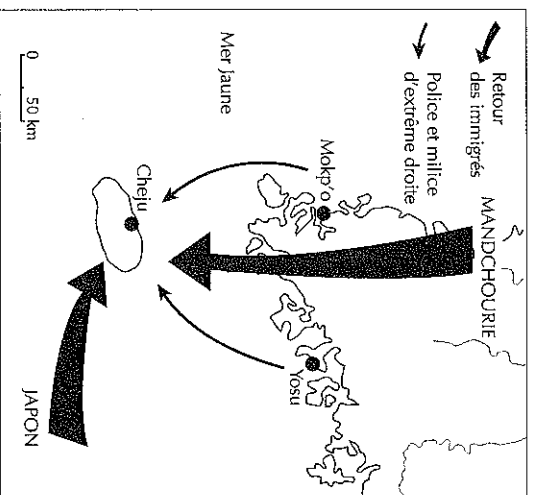
*Cheju-do '48, île martyre*

*Kim Wan Mae a 95 ans, mais elle n'a pas oublié cet épisode tragique de son passé – et de celui de la Corée du Sud. Dans le dialecte épais de Cheju, une île à 85 kilomètres au sud de la péninsule, Kim se souvient du jour où la police a pris d'assaut son village natal, Pukchon, pour éliminer les communistes. Cela s'est passé en 1949, explique-t-elle, environ un an après que les autorités sud-coréennes eurent lancé une campagne contre-insurrection contre les milieux de gauche de l'île. Appuyées par des gangs d'extrême droite, la police et l'armée sud-coréennes brûlèrent les maisons, rôtirent les gens soupçonnés d'opinions de gauche et les rassemblèrent dans un champ. Toute la journée, les enchâsseurs ont exécuté leurs prisonniers – tuant environ 480 hommes, femmes et enfants dans ce qui est aujourd'hui une petite parcelle où l'on cultive de l'aïl. Kim échappa à la mort en se réfugiant dans la cour de l'école avec les familles de policiers et de soldats – les seuls habitants du village épargnés. Les survivants dormirent dans un moulin avant de revenir le lendemain matin à la recherche de leurs proches. Kim perdit ses deux parents, son mari et un frère dans ce massacre.*

Ce récit paru en juin 2000 dans *Newsweek International*<sup>28</sup>, un titre anglophone peu suspect de gauchisme, débute un long article sur les « fantômes de Cheju<sup>29</sup> ». Depuis l'ouverture démocratique en Corée du Sud, en effet, réapparaissent au grand jour les preuves des crimes de masse commis sur l'île en 1948-1949 par le gouvernement pro-américain. L'ouverture des archives américaines sur la Corée confirme les témoignages des survivants coréens de ce drame, que les régimes militaires avaient réduits au silence par la terreur et l'isolement. En 1992 encore, le président

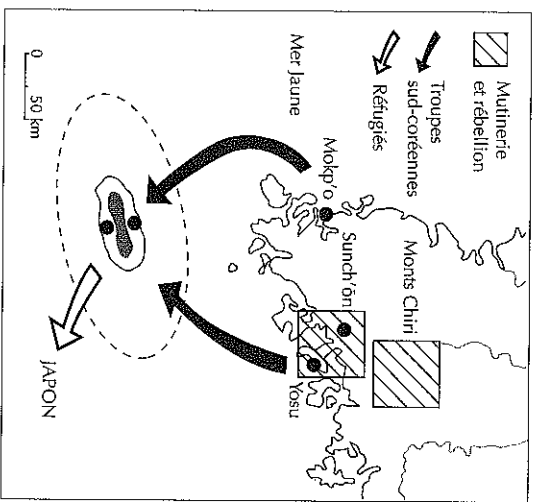
Roh Tae-woo faisait murer une grotte du Hallasan où l'on venait de découvrir un charnier datant de cette époque.

Après la reddition japonaise en 1945, un grand nombre de Coréens émigrés sont revenus vivre à Cheju-do, dont la population passe de 200 000 à 300 000 habitants. Les « comités populaires », de gauche et anti-japonais, administrent l'île dans un calme relatif, malgré les difficultés alimentaires et la rupture des liens commerciaux avec le Japon, que Cheju-do fournissait pendant la guerre. À partir de 1946-1947, le premier président-dictateur de la zone d'occupation américaine, Syngman Rhee, envoie soldats, policiers et miliciens anticommunistes pour reprendre le contrôle de l'île. Après la répression meurtrière des manifestations locales contre la partition de la Corée, Cheju-do entre en rébellion le 3 avril 1948, lorsque des groupes de rebelles d'une nouvelle « Armée populaire et démocratique » proche du *Korean Worker's Party* attaquent postes de police et administrations.



Cheju-do, deux ans d'auto-administration

Dès les premiers incidents, le commandement américain met en place une stratégie globale de contre-insurrection : blocus de l'île par la flotte du Pacifique, repérages aériens et transport de nouvelles troupes sud-coréennes par l'US Air Force, instruction et encadrement par les conseillers militaires de l'armée d'occupation. Les raiassages sur le terrain s'accompagnent de la destruction de 60 % des villages et du regroupement forcé de la population dans les grandes villes et les villages « protégés » de la côte. On dénombre, pendant la « villagisation » de Cheju-do, entre 15 000 et 60 000 morts selon les estimations, et de 40 000 à 60 000 départs vers le Japon, tandis qu'à Cheju se concentre presque un tiers de la population restante. D'intenses transferts de propriété sont réalisés au profit des vainqueurs et, même si les exécutions préventives – les catégories C et D de la population insulaire, les moins sûres – reprennent au début de la guerre de Corée et qu'on doit confisquer leurs postes de radio aux filiens, l'ambassade américaine peut annoncer fièrement à Washington, dès le mois d'avril 1949 : « *Le travail est terminé !* »



Cheju-do, « pacification » et résonance continentale

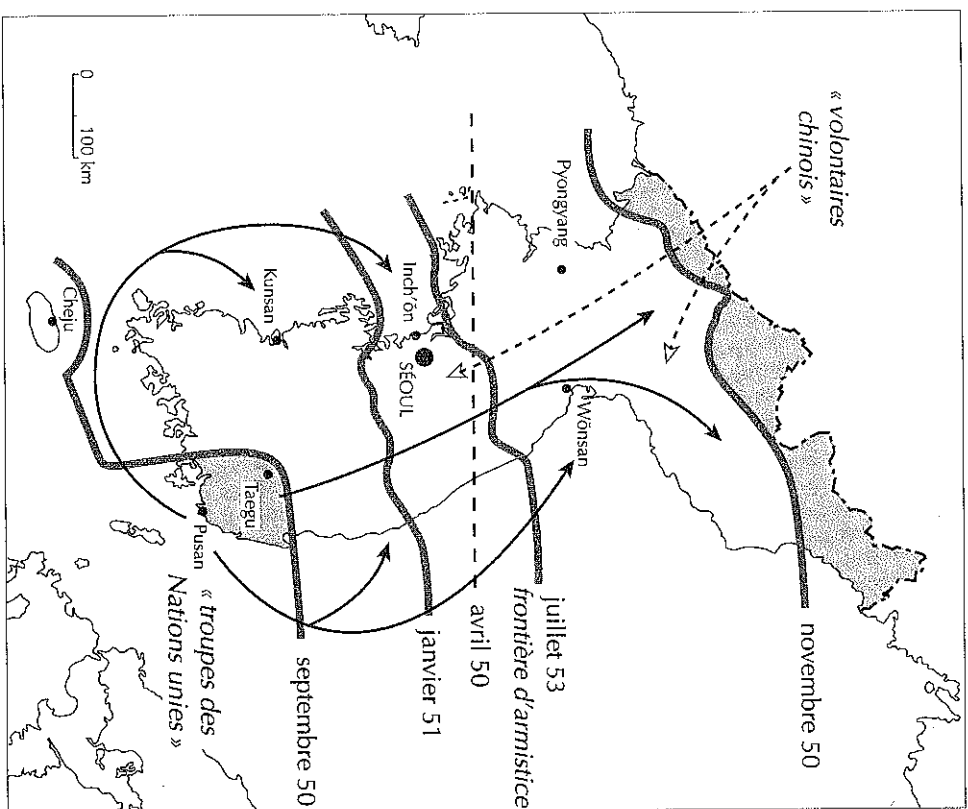
Cependant, au mois d'octobre 1948, les sixième et quatorzième régiments de la nouvelle armée sud-coréenne en partance pour Cheju-do se sont mutinés et ont fraternisé avec les groupes communistes locaux sur la presqu'île de Yosu et le noeud ferroviaire de Sunch'ôn. Lorsque l'ordre est rétabli, non sans difficulté, des milliers de mutins et de rebelles se réfugient dans les monts Chiri, à une cinquantaine de kilomètres plus au nord. Les monts Chiri sont encerclés et « pacifiés » entre décembre 1951 et mars 1952, au cours d'une opération baptisée *Ratkiller*. Les rebelles et les soldats nord-coréens bloqués derrière les lignes de l'ONU après le retrait de leur armée sont éliminés.

Aujourd'hui, Cheju-do est une île touristique et les monts Chiri un parc naturel. Le parlement sud-coréen a voté en 1996 la création d'une commission d'enquête nationale.

#### *Vers la partition, la guerre de Corée, 1950-1953*

Le déclenchement des hostilités provient d'abord de l'agressivité de chacun des deux dictateurs, Kim Il-sung au nord, Syngman Rhee au sud du 38<sup>e</sup> parallèle, et des rivalités politiques internes à la Corée, qu'ils espèrent instrumentaliser chacun à son profit. Le conflit est précédé d'incidents militaires répétés durant l'année 1949, peut-être des provocations orchestrées sur ordre du général américain MacArthur<sup>30</sup>. Néanmoins, c'est l'armée nord-coréenne, formée et équipée par l'Union soviétique, qui attaque le Sud, avec l'accord explicite de Staline, le 25 avril 1950, sans déclaration de guerre préalable, et qui atteint la ville de Taegu en moins de quatre mois de combats. C'est au cours de cette retraite précipitée, proche de la débâcle, que des massacres de réfugiés civils sont imputés aux troupes d'occupation américaines, comme à Nogun-ri<sup>31</sup>. Arc-boutés au petit réduit de Pusan, soldats américains et sud-coréens tiennent jusqu'à l'arrivée des contingents de l'ONU, principalement composés de renforts américains, tandis que le Japon, toujours occupé, est mobilisé à son tour. Son industrie doit fournir les troupes des Nations unies en Corée. La contre-attaque des nouvelles troupes onusiennes, accompagnée de deux débarquements à hauteur du 38<sup>e</sup> parallèle, repousse le front jusqu'à la frontière chinoise, atteinte à la fin du mois d'octobre 1950. Après l'intervention

massive de l'armée chinoise, toute la zone nord est reprise. Enfin, début 1951, le front se stabilise à proximité du 38<sup>e</sup> parallèle. La guerre éclair devient un ensemble de positions à tenir, une guerre sporadique. L'armistice est signé le 27 juillet 1953 à Panmunjom et la ligne de front devient la nouvelle frontière intercoreenne, délimitée sur quatre kilomètres, la DMZ, si proche du 38<sup>e</sup> parallèle.



Les fronts de la guerre de Corée, 1950-1953

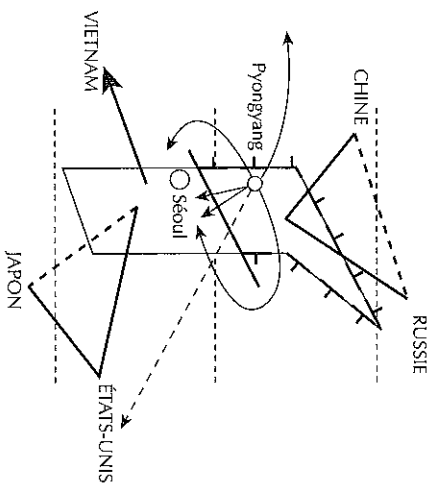
Une vingtaine de contingents étrangers ont combattu en Corée aux côtés des troupes américaines. Des combats glorieux qui ont permis d'exalter à l'Ouest – mais la propagande communiste n'est pas en reste – la victoire du monde libre et d'augmenter fortement les tirages des journaux de l'époque et la vente des récits de guerre destinés aux adolescents. Le caractère chevaleresque de l'équipée onusienne, *freedom is not free*, doit être relativisé. Les destructions massives de l'infrastructure du pays, les pertes humaines innombrables<sup>32</sup> font de cette guerre une guerre contre les civils. Leurs déplacements massifs – deux millions et demi de Coreens s'enfuirent au Sud – au milieu des combats les ont particulièrement exposés. La DMZ les séparera pour cinquante ans.

On se souviendra aussi qu'en ce temps-là on appelait parfois les Coreens les « *gook* », les Chinois les « *niak* » – cela en dit plus long que bien des discours – et que le bataillon français de l'ONU en Corée, pour ne parler que de lui, a combattu par la suite sur deux « théâtres d'opération » beaucoup moins glorieux. Le 23 octobre 1953, allégé de ses morts et enrichi de ses nombreuses citations militaires, le bataillon de Corée, baptisé « Crève-cœur », du nom d'un pion rocheux emporté de nuit au lance-flammes, embarque à Inchi'on pour l'Indochine. Transformé en régiment de Corée, le bataillon connaît là-bas quelques difficultés techniques face aux « viets », si peu hospitaliers. Le 17 juillet 1955, le régiment part pour l'Algérie. En novembre de la même année, il stationne dans le Constantinois où, en plus des missions de sécurité urbaine, il assure de grandes opérations dans le bled et sur la frontière tunisienne<sup>33</sup>, contre les « fellouzes » cette fois-ci. Le régiment de Corée sera dissous en 1962, au camp de Sissone, après son rapatriement en métropole. D'un certain point de vue, la guerre de Corée s'inscrit bien dans l'ensemble des guerres coloniales, comme le Fachoda<sup>34</sup> géant de deux superpuissances victorieuses.

#### *La partition, des tensions permanentes*

La fin des hostilités en 1953 ne signifie pas pour autant le retour à la paix. C'est véritablement la guerre froide qui commence pour les deux États coreens. Chacun d'eux s'intègre dans un « triangle d'alliances bilatérales<sup>35</sup> » aux formes bien différentes.

La Corée du Nord s'appuie sur la Chine et la Russie, deux puissants États communistes qui, après s'être fortement rapprochés, se délient au cours des années cinquante, puis se concurrencent sur la scène mondiale. Le président nord-coréen, Kim Il-sung, joue de cette rivalité pour obtenir le maximum de chacun des deux partenaires, selon les circonstances politiques du moment. Au passage, il bannit les caractères chinois encore couramment utilisés en complément du *hangul*. Toute la littérature nord-coréenne est à refaire ! C'est l'occasion d'écrire de nombreux livres à la gloire du dirigeant bien-aimé, dont le culte de la personnalité dépasse rapidement les formes chinoise ou soviétique, et de promouvoir la philosophie du « juché », cette idéologie de l'auto-suffisance matérielle et morale.



Les triangles coréens, une situation au bord de l'équilibre

Au Sud, les États-Unis protègent, soutiennent et contrôlent la Corée du Sud et le Japon, plutôt en frais l'un avec l'autre. L'effort de guerre (froide) permet de relancer l'économie des deux pays. De nombreux chaebols naissent des contrats de fourniture américains. La participation sud-coréenne à la guerre du Vietnam, entre octobre 1965 et mars 1973 – 300 000 hommes déployés dans trois provinces sudistes –, renforce le phénomène en permet-

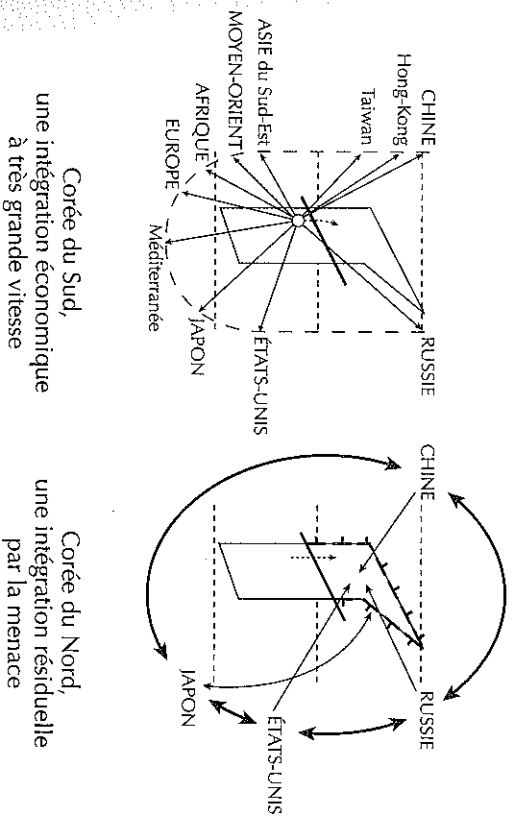
tant à des entrepreneurs sud-coréens de réaliser leurs premiers chantiers à l'étranger. Contre le Sud, le gouvernement nord-coréen de Kim Il-sung va organiser à intervalles réguliers des actions terroristes : creusement de tunnels d'invasion sous la DMZ, infiltration de commandos par la côte orientale dans les monts T'aebaek, attaque contre le palais présidentiel sud-coréen, enlèvements de transfuges, d'artistes connus, attentats contre des avions de la KAL, contre les officiels sud-coréens à Rangoon, où plusieurs ministres sont tués. Plus largement, il fait monter la pression – essais de missiles à longue portée tirés en direction du Japon, retrait du Traité de non-prolifération nucléaire – tout en dominant de temps à autre des signes de bonne volonté. Après un premier rapprochement en 1972, puis en 1986, les deux Corées sont admises ensemble à l'ONU en 1991.

#### *La partition, une divergence, 1953-2002*

Ces deux expériences politiques partagent peu en commun, sinon l'histoire coréenne d'avant 1953. Ni les appareils de radio et de télévision bridés du Nord, ni la surveillance policière et les lois extensives prohibant tout ce qui peut ressembler de près ou de loin à du communisme, au Sud, ne permettent aux Coréens des années 1960 et 1970 de s'informer, de contourner la propagande qu'on leur déverse continuellement des deux côtés de la frontière intercoréenne. Les transfuges qui passent d'un bord à l'autre sont peu nombreux. L'exercice est difficile et l'on sait qu'il met en danger les proches, la famille. Aujourd'hui, il n'y a plus de défections depuis le Sud, tandis qu'au Nord les fuites vers la Mandchourie chinoise peuplée dans sa partie frontalière de nombreux Coréens ou les tentatives de rejoindre le Sud par les ports chinois ou Hong-Kong semblent plus nombreuses. La multiplication des arrivées a entraîné la baisse progressive des aides, autrefois très importantes, accordées aux fugitifs du Nord par le gouvernement sud-coréen. L'accueil est maintenant moins cordial pour les frères du Nord. Quant aux Sino-Coréens, on discute volontiers à Séoul de leur « coréanité ». Certains d'entre eux l'ont appris à leurs dépens et ont pu y réfléchir dans l'avion qui les ramenait en Chine.

Précédés d'un attentat nord-coréen -- un Boeing de la KAL qui ramène des expatriés sud-coréens depuis le Golfe persique explose en vol le 29 novembre 1987 --, les Jeux olympiques tenus à Séoul en 1988 sont l'occasion pour la Corée du Sud d'encourager un autre système géopolitique en profitant de l'ouverture chinoise, des réformes menées par Mikhaïl Gorbatchev en URSS, sans risquer de perdre le bénéfice de l'alliance américaine ni son parapluie nucléaire. La reconnaissance internationale de la Corée du Sud, gagée sur sa prospérité matérielle et en dépit de son déficit démocratique, se concrétise enfin. Le jeu d'alliances est à rebatire. Si, à partir de la fin des années 1980, c'est bien le marché qui remplace la confrontation militaire, alors la Corée du Sud peut prendre langue avec tous les partenaires du jeu, qu'elle prétend même précéder dans certains domaines. L'*e-Korea*, cette Corée hyperconnectée, est ainsi propulsée à l'avant-scène de ce début de siècle<sup>36</sup>.

*A contrario*, la Corée du Nord ne peut suivre. Bâtie sur un modèle économique rigide et dotée d'un commerce international minimaliste dans ses volumes, ses destinations et ses produits, l'économie nord-coréenne se prête mal à la mondialisation des échanges. Elle a si peu à vendre et n'est pas solvable. Lorsque son principal partenaire, l'Union soviétique, s'effondre au cours des années 1990, les échanges extérieurs de la Corée du Nord tombent à un niveau catastrophique. Depuis lors, faute d'un repli total que le déficit alimentaire rend impossible, le gouvernement nord-coréen, par ses tirs de missiles à longue portée -- le dernier en date du 31 août 1998 -- et les refus répétés d'inspection de ses installations nucléaires, laisse planer le doute sur ses intentions belliqueuses et une possible menace nucléaire. Par cette curieuse intégration dans l'économie mondiale, la Corée du Nord obtient ainsi de ses partenaires des concessions significatives dans des domaines cruciaux : aide alimentaire massive, aide militaire, prêts bancaires, livraisons de pétrole, aide à la construction de deux centrales nucléaires dites non proliférantes.



Cette divergence entre les deux Corées ne va pas sans peser sur les discours de la réunification. À mesurer des réalités statistiques ou psychologiques aussi différentes de part et d'autre de la frontière, on sent bien, à Séoul, que ni l'Allemagne ni le Yémen n'offrent les modèles d'une réunification contrôlée applicables à la péninsule. À l'observer sur le long terme, cette divergence coréenne, dont on a établi l'extériorité initiale, s'est nourrie du déficit démocratique de la péninsule. C'est aussi un déficit de régulations -- financières et bancaires celles-là -- qui a entraîné la Corée du Sud dans la crise asiatique de 1997-1998.

## La Corée 2002

« En dépit des réformes, la nation coréenne est encore constituée de deux classes, les voleurs et les volés : la classe des fonctionnaires recrutés par les *yangban*, les vampires agréés du pays, et les hommes de basse condition, un résidu de presque quatre cinquièmes de la population, dont la seule raison d'être est de fournir du sang à sucer aux vampires. » Isabella Bird Bishop a écrit ce texte en 1897, dans le bateau qui la ramenait d'Inch'ôn à Londres, auprès de ses confrères masculins de la Royal Geographical Society<sup>37</sup>. S'en tenir à cette seule version de l'histoire serait manquer de jugement, mais l'oublier tout à fait, comme tant de voyageurs, tiendrait de l'imposture. Les deux Corées sont deux sociétés très inégalitaires.

En Corée du Sud, au début des années 1990, « les 8 millions de personnes situées en haut de l'échelle des revenus se partagent près de la moitié de la richesse nationale, n'en laissant que 15 % aux 16 millions les moins favorisés<sup>38</sup> ». Les « quartiers de la lune », les bidonvilles, n'ont pas totalement disparu<sup>39</sup> et les licenciements récents touchent moins le personnel des grandes entreprises que celui, beaucoup moins protégé, voire totalement précaire, des très nombreuses PME. Au Nord, les ressources sont captées et allouées au bénéfice de la *nomenklatura* et des membres de l'appareil militaire-policiier.

Pourtant le changement, le fameux « miracle coréen », a été tel qu'on serait tenté de l'écrire ainsi : « Bienvenue en Corée 2002<sup>TM</sup>. »

La République populaire démocratique de Corée, devenue le seul État organisé doué du don d'invisibilité, n'attire plus les visiteurs que des seules ONG occupées au triste complotage de l'aide alimentaire. C'est à la Corée du Sud capitaliste qu'échoient maintenant les tâches de représentation au monde de la nation coréenne, en solo. La Coupe du monde de football de 2002 s'inscrit dans la continuité des Jeux olympiques de 1988. Rendez-vous international d'un sport professionnel, elle a nécessité,



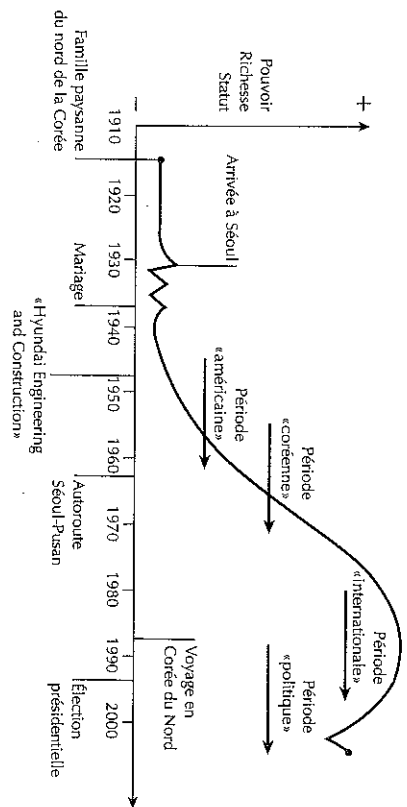
depuis 1996, la collaboration active des élites politiques et économiques sud-coréennes, aux liens si étroits. La colonisation de l'État par les grandes entreprises répondait, en Corée du Sud, à la colonisation de la société civile par l'État et faisait écho aux pratiques coloniales japonaises et américaines. La manière forte et la corruption ont accompagné le décollage à grande vitesse de l'économie sud-coréenne. Mais, après un siècle de violences sociales et politiques, la société civile aspire à d'autres relations, qui passent autant par l'accès à la consommation et aux innovations culturelles que par le respect du caractère démocratique de l'État sud-coréen.

### *La Corée du miracle, état des lieux*

On appelle ainsi la Corée du Sud des trente dernières années. Le phénomène a surpris certains observateurs qui pensaient, jusqu'au milieu des années 1970, que la Corée du Sud, archaïque et endettée, resterait une nation pauvre parmi les pauvres, loin même derrière la Corée du Nord et sa puissante infrastructure industrielle. Dieu est un facteur de production à manier avec précaution. L'aphorisme mexicain bien connu s'accorde avec bonheur à la Corée du Sud : « Si loin de Dieu et si près de l'Amérique (et du Japon) ! »

La petite histoire des chaebols mérite d'être contée, tant ceux-ci ont incarné la Corée dans l'imaginaire et les médias occidentaux. Ces grands conglomérats disparates ressemblent d'abord aux *zaibatsu* japonais, parce qu'ils sont partiellement issus de l'économie coloniale. À la libération, la bourgeoisie coréenne a pu racheter, souvent à très bas prix, les entreprises abandonnées par les colons. L'armée américaine et la reconstruction leur ont permis de développer leurs activités dans de nombreux secteurs. Au début des années 1960, le gouvernement nationaliste de Park Chung-hee organise l'alliance entre l'État planificateur et les entrepreneurs privés. Avec l'aide américaine et japonaise, dans le cadre de la planification étatique, les chaebols – protégés de la concurrence – investissent dans les industries lourdes et les industries de substitution des importations.

### *La vie exemplaire de Chung Ju-yung, chaebol-man*



« Ce qu'il faut, avant tout, c'est penser de manière positive.

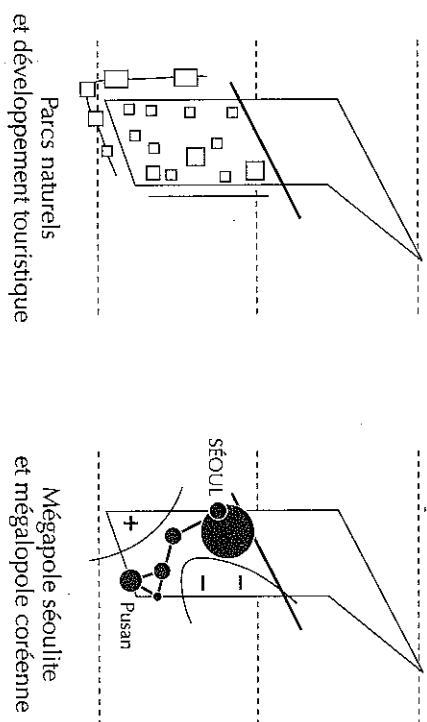
Tout est réalisable à condition d'y croire. »

Le conglomérat Hyundai a implosé entre 1998 et 2001

De cette alliance est née la puissance des chaebols, entreprises géantes, proches du pouvoir et monopolistiques. La planification de leurs investissements par le gouvernement central tient compte des ancrages régionaux et des convergences politiques<sup>40</sup>. Certaines provinces, comme celle du Cholla, se sentent oubliées. À mesure de leur montée en puissance, au cours des années 1970, les compagnies empruntent sur le marché international avec la garantie de l'État coréen. À la fin des années 1980, les chaebols, affranchis de la tutelle étatique, s'attaquent au marché mondial en investissant tous azimuts : en Asie du Sud-Est pour les facilités salariales, en Amérique du Nord et en Europe pour l'accès direct aux marchés de ces pays. En même temps, le marché intérieur coréen se développe à grande vitesse, à mesure que croissent les salaires nationaux.

L'endettement des chaebols et leur moindre rentabilité datent de cette époque. Le phénomène a pris des proportions anormales, faute de contrôle, de transparence, dès le milieu des années 1990. Les directions familiales et claniques ont reculé les échéances par des pratiques comptables obscures et des emprunts supplémen-

taires. Née de cette fuite en avant et de la toute-puissance des entrepreneurs, la crise financière importée d'Asie du Sud-Est, en 1997-1998, a assurément un caractère de déglèvement local<sup>41</sup>. En 2001, l'économie sud-coréenne demeure au bord de la récession<sup>42</sup>.



Cette croissance miraculeuse a bouleversé le paysage et le territoire. Lieu du pouvoir, proche des bases américaines, Séoul est devenu en quelques décennies une énorme mégapole de 14 millions d'habitants aux facilités portuaires, qui attire des migrants de toutes les provinces. Aujourd'hui 40 % des 45 millions de Sud-Coréens vivent dans la région-capitale. En face du Japon, Pusan est l'autre branchement sur l'économie mondiale. Le grand axe de circulation entre les deux villes compte deux autres agglomérations millionnaires, Taejôn et Taegu, la ville qui a « donné » trois présidents à la Corée du Sud. Il relie depuis l'antiquité le nord et le sud de la péninsule, le Japon et la Chine. Sa croissance continue l'appartenance aux grands axes urbains et industriels occidentaux ou japonais, les mégapoles.

La modernité de ces zones urbaines vient à la fois de leur jeunesse et de leur renouvellement rapide. Le bâtiment et l'immobilier sont une partie centrale de l'économie et de l'expérience coréennes. La pratique de ces villes, diverses certes, mais aussi très standardisées, est multiple. Les usagers et les échelles d'usage se superposent, du building à la cuisine roulante, en passant par la

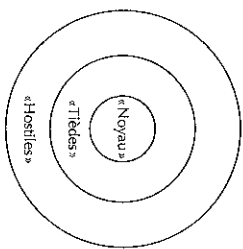
vie de quartier tranquille. Pouvoir circuler sans danger dans la ville est aussi un droit qui facilite cette urbanité mixte et temporelle. Il y a bien dans les villes coréennes, malgré l'hyperdensité, l'urbanisme défaillant et la pollution sévère, une poétique – une géopoétique urbaine. En concentrant l'urbanisation, les Coréens ont su en même temps conserver les espaces naturels de la montagne coréenne, lieux de culte ou de loisir, du moins d'une autre expérience que celle du travail, une géopoétique de la nature. Les parcs naturels et des littoraux encore très sauvages sont une ressource autant morale que touristique<sup>43</sup>.

#### *La Corée du Nord, terra incognita*

Depuis ses appels à l'aide internationale d'urgence de 1995, la presse occidentale a beaucoup écrit sur la Corée du Nord. En reliant un certain nombre de ces articles, on est frappé par leur imprécision et leur redondance, leur caractère circulaire. Comme dans *Tintin au pays des Soviets*, la dénonciation du régime prend, dans les récits collectés auprès des transfuges et des réfugiés, la forme de l'incroyable et du fantasmatique. L'animalité – on mange des racines, des écorces, on croise des enfants pieds nus par - 25° – le dispute à la barbarie – les parents mangent leur fille pour ne pas mourir de faim, dans des villes fantômes on respire « une odeur d'excréments et de pourrissement humain<sup>44</sup> ». Compter les morts est un exercice difficile, des centaines de milliers, deux à trois millions, disent certains, pour une population présumée d'environ 23 millions d'habitants.

La Corée du Nord est un Etat totalitaire dont le contrôle social et policier intense se mesure aussi à sa durée d'imposition, un demi-siècle, et à son caractère dynastique. Les camps proprement dits, le goulag nord-coréen, accueilleraient un nombre de prisonniers estimé entre 150 000 et 200 000<sup>45</sup>, soit presque 1 % de la population. C'est, après tout, assez proche du taux d'incarcération nord-américain, mais nettement supérieur aux taux européens. D'après les rares témoignages, ces camps, comme celui de Yodok<sup>46</sup>, accueillent non seulement des individus, mais des familles entières jugées dangereuses. Celles-ci, en plus des privations et du travail forcé, restent soumises au contrôle social et à

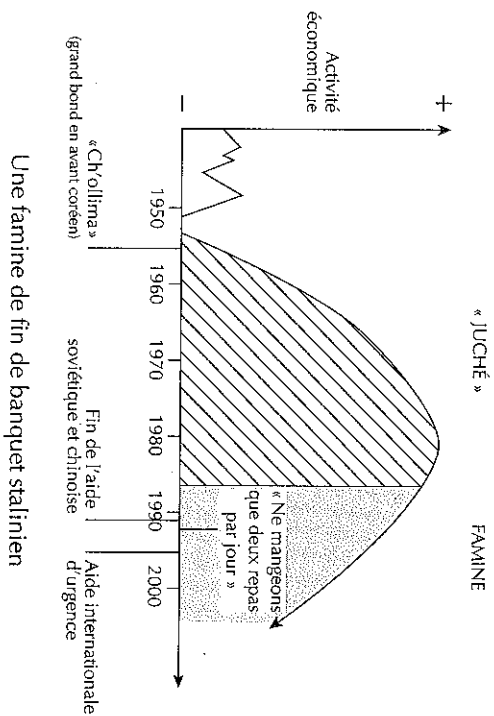
l'embrigadement idéologique de l'extérieur. De ce petit nombre de camps (7), il ne faut pas tirer de conclusions hâtives. La Corée du Nord tout entière doit être considérée comme un camp, un camp hiérarchisé où la généalogie politique de chaque individu lui assigne une place dans la société. A mesure qu'on s'éloigne du point central de la société – le Grand Leader – le degré de suspicion augmente et le niveau d'allocation de ressources diminue<sup>47</sup> : moindre accès à la nourriture, à la formation, à l'emploi, à la mobilité, aux honneurs. La société pseudo-communiste de la Corée du Nord est structurellement une société des inégalités.



La société nord-coréenne selon Kim Il-sung<sup>48</sup>

Toutefois, le contrôle absolu sur la population s'est relâché au cours des dernières années pour les catégories les moins favorisées. Ainsi explique-t-on la moindre surveillance à la frontière chinoise devenue une soupape de sécurité pour 10 000 à 100 000 réfugiés et 200 000 à 300 000 migrants de la faim qui retournent ensuite en Corée<sup>49</sup>, et la plus grande tolérance pour les marchés agricoles privés.

Le modèle économique du « juché » – l'autosuffisance comme principe de vie – développé depuis la fin de la guerre de Corée<sup>50</sup> montre ses limites dès le milieu des années soixante. Le ralentissement de l'activité naît des contraintes même du « juché » et de l'asservissement des individus, qui supprime toute régulation par la société civile. Les rares sources de richesse extérieure se tarissent définitivement au début des années 1990. Le commerce avec l'Union soviétique s'effondre, la Chine, de plus en plus capitaliste, exige d'être payée au prix du marché mondial, les envois de devises par la communauté coréenne du Japon diminuent fortement.

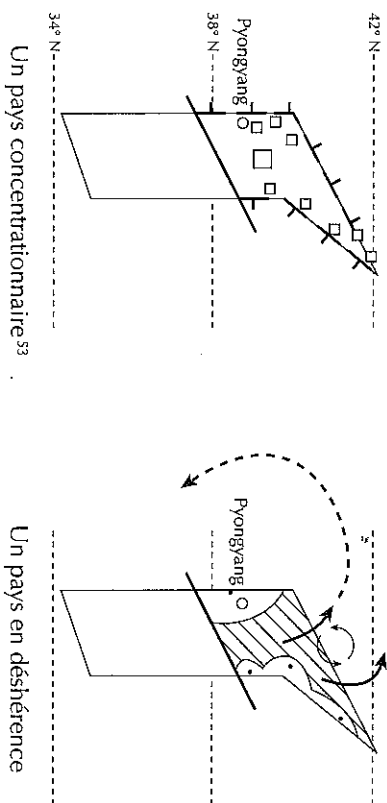


Une famine de fin de banquet stalinien

Pétrole et céréales viennent à manquer. Les productions industrielles et celles de l'agriculture, elle-même très industrialisée, déclinent. La couverture des besoins alimentaires n'est plus du tout assurée. C'est ce sentiment de désérence que rapportent les rares voyageurs à s'être rendus en Corée du Nord, un pays à l'arrêt, un pays sans vivres. De la folie des grands chefs du maréchal Kim Il-sung, il reste un complexe militaire-policier démesuré, la compilation de ses œuvres complètes – c'est le plus grand auteur que la Corée du Nord ait jamais produit –, son fils, Kim Jong-il, et son petit-fils, Kim Jong-nam, qui a tenté au printemps 2001, sous une fausse identité, de visiter le Disneyland de Tokyo<sup>51</sup>. Jong-nam est un passionné d'informatique.

Pyongyang, malgré son statut de vitrine-capitale, reste une petite ville qui n'atteint peut-être même pas le million d'habitants<sup>52</sup>. Cette faiblesse générale du tissu urbain contraste évidemment avec l'urbanisation sudiste. C'est pourtant cette région du centre-ouest, proche de la capitale, qui est la moins désertée de toutes. Les difficultés énergétiques et la désorganisation du réseau de circulation laissent à l'écart les régions les plus difficiles d'accès, celles qui ne sont d'aucune utilité dans le dispositif stratégique nord-coréen, et les catégories sociales périphériques. Comme le

souligne François Jean dans son long texte de 1999, c'est le ressort même de la société nord-coréenne qui est en cause, son inhumanité.

Un pays concentrationnaire<sup>53</sup>

Un pays en déshérence

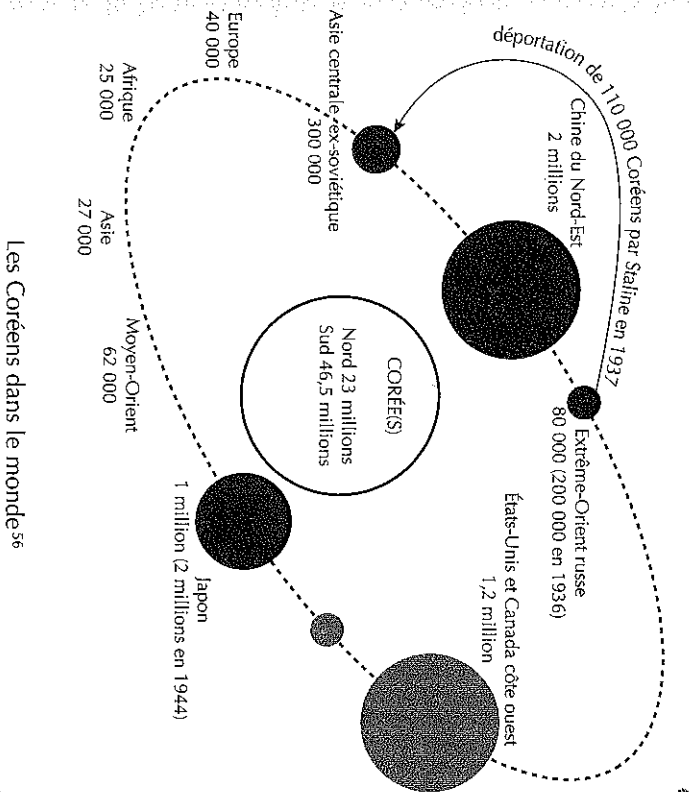
*Les marchés paysans, auparavant autorisés trois fois par mois, se tiennent à présent tous les jours dans les villes et au bord des routes. [...] Mais beaucoup ne s'en sortent pas, au fil de ces transactions, qui sont comme le reflet misérable de l'arbitrage calorifique pratiqué par le régime dans son commerce extérieur, et qui permettent tout juste de gagner un peu de farine de maïs pour la soupe. Certains meurent en silence, de faim, de maladie et d'épuisement. D'autres, souvent les survivants de familles décimées, se mettent, en dernier recours, à migrer. Dans cette société où quitter sa famille et son unité de travail, c'est perdre tout soutien et toute existence sociale, bien peu se mettent en mouvement. Dans ce pays où il n'y a ni travail ni distribution de rations en dehors des circuits officiels, nul ne sait où aller. Dans ce système où tous les déplacements sont strictement contrôlés, ces mouvements semblent pourtant tolérés. Peut-être parce que ces migrants, et souvent ces enfants abandonnés, sont devenus des fantômes. Et le régime détourne les yeux : ces déplacés, que l'aide internationale n'arrive pas à toucher, ont disparu du corps social; ils n'existent pas dans le système nord-coréen<sup>54</sup>.*

### Les Coréens projetés dans le monde

Énoncer ce qui ferait le(la) Coréen(ne) :

- la connaissance de sa langue et de son alphabet,
- la connivence culturelle avec d'autres Coréens,
- la résidence (le mariage, la naissance, la sépulture) en Corée,
- une généalogie coréenne sur 3 000 ans ou moins,
- le sentiment identitaire d'être coréen, l'autodéfinition,
- le passeport coréen (mais lequel ?) avec tous ses tampons.

Des gens astucieux (les mêmes que chez nous) utilisent la curieuse appellation de Coréen « ethnique » pour faire leurs calculs. D'autres, comme Jean Piel<sup>55</sup>, insistent sur la conservation du groupe résidant à l'étranger, sa préservation en tant que partie d'un ensemble coréen stable, un nationalisme autocentré à défaut d'être agressif, qu'il juge néanmoins abusif.

Les Coréens dans le monde<sup>56</sup>

Les « Coréens » d'Asie centrale, de Chine, de France ou d'Amérique sont loin d'être ces pièces détachées que l'on a déplaçées sur la mappemonde. Ce sont des groupes et des individus originaux, et c'est leur appartenance multiple qu'il faut proclamer<sup>57</sup>. La situation des adoptés d'origine coréenne révèle les pressions identitaires contradictoires dans la péninsule. Les enfants coréens adoptés ont représenté une part importante des adoptions internationales dans les années 1970 et 1980. Depuis peu, l'adoption internationale est interdite par le gouvernement sud-coréen, et celui-ci finance maintenant des voyages de découverte pour les adoptés, voyages « organisés » qui se révèlent parfois très chauvins et peu respectueux de l'identité des adoptés<sup>58</sup>. Dans un documentaire si personnel — *Séparées*<sup>59</sup> — Sophie Bredier explore la Corée à travers le double filtre de l'adoption et des séparations liées à la guerre. Une de ses interlocutrices finit par lui dire que la perte du lien familial ôte, au bout du compte, la qualité pleine et entière de Coréen(ne). Domine ainsi le souci de la filiation, de la généalogie, qui demeure un indispensable ressort social pour les Coréens, et qui va ainsi à l'encontre même du souci national. Difficile d'être coréen(ne) sans s'inclure dans une généalogie explicite et homogène, longtemps contrôlée par des mariages arrangés et conclus, quand cela est possible, au pays.

Aujourd'hui, la proportion de Coréens en dehors de la Corée demeure faible, mais les causes et les conditions géopolitiques de ces migrations permettent de parler d'une véritable diaspora coréenne<sup>60</sup>, construite en deux temps, sous la domination japonaise, entre 1895 et 1945, puis sous la domination américaine, à partir des années 1970 jusqu'à aujourd'hui. La dernière migration, celle des étudiants, artistes et expatriés économiques temporaires, témoigne de l'avancement économique de la Corée du Sud. Le pays s'est développé et a terminé sa transition démographique, sa part relative ne peut guère que baisser dans le concert des populations du monde. Dans ce concert, et pour répondre à la question du début — qu'est-ce qui fait le(la) Coréen(e) ? —, peut-être est-on en droit d'affirmer, comme tous ceux qui y ont goûté, comme le fait Ok Chung<sup>61</sup> avec beaucoup de conviction :

« Est coréen, tout simplement, celui qui mange les kimch'is ! »

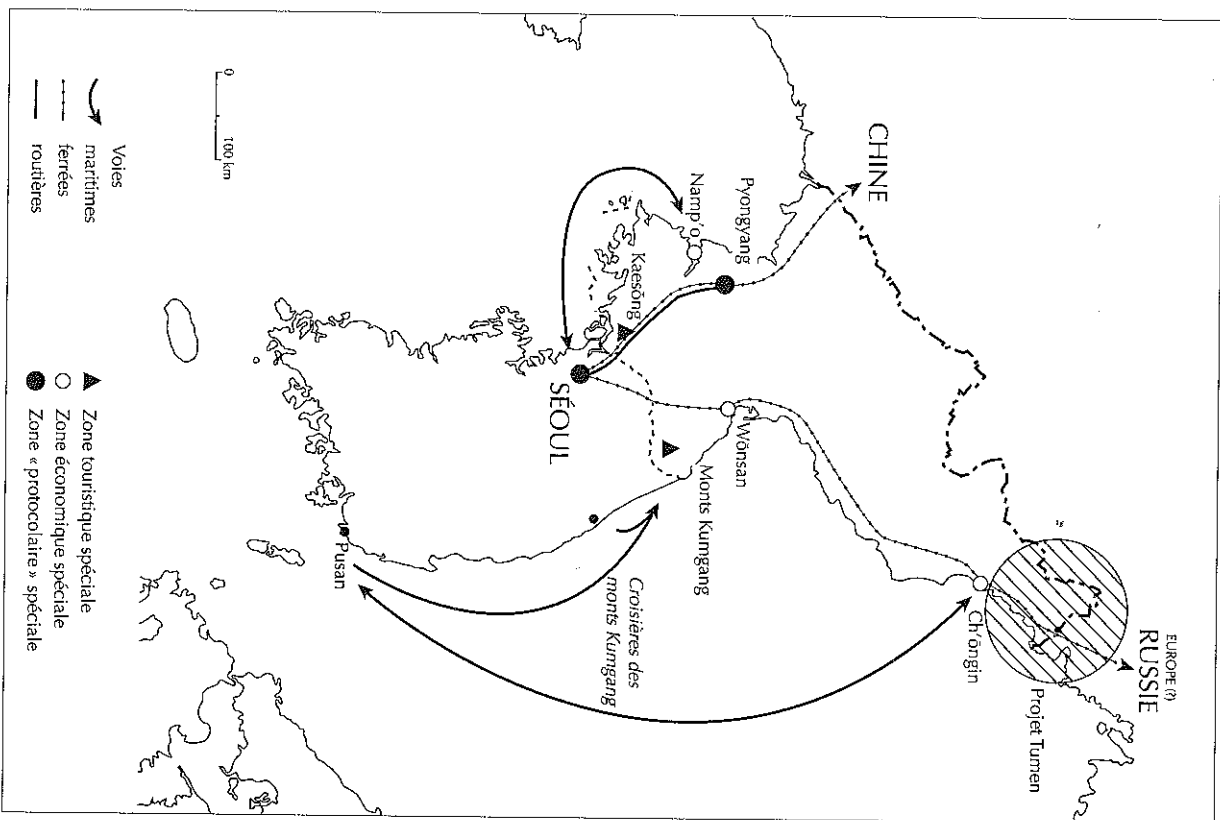
Cette manière populaire, sociale et culinaire de pratiquer la démographie et le droit de la nationalité, au fond des jarres, à la lumière des arrière-cuisines et des restaurants de toile, ne serait pas la plus erronée.

#### *Les gestes géographiques de la réconciliation*

Un tel processus a besoin de lieux pour s'exprimer et s'incarner. Le « village international » de Panmunjom, sur la DMZ, avec ses anecdotes grotesques<sup>62</sup>, a joué longtemps ce rôle minimaliste de lieu ultime avant la prochaine guerre. Aujourd'hui où un téléphone rouge fonctionne entre les deux capitales et où ces messagers se rendent visite et se congratulent devant les caméras, le processus de rapprochement intercoréen doit se lire, au moins partiellement, dans les territoires.

Le désir de réunification, pour puissant qu'il soit, demeure réaliste, pragmatique et variable selon les générations. Les grandes difficultés d'insertion des transfuges mettent en lumière les écarts culturels et psychologiques. Enfin, et cela a été évoqué, l'écart matériel exclut aujourd'hui, faute de moyens financiers, une intégration à « l'Allemagne ». Le Sud ne peut racheter le Nord. Les « observateurs » se tournent donc vers des solutions moyennes. Ils craignent par-dessus tout l'effondrement brutal du régime de Kim Jong-il, ses réfugiés pitoyables et son désordre prévisible.

Le politique, l'économique et l'humanitaire se mélangent dans cette affaire. L'hommage paradoxal du gouvernement de la Corée du Nord au fondateur du groupe Hyundai récemment décedé le prouve. Chung, né au Nord, est le premier des capitalistes du Sud à avoir fait de l'humanitaire bien pensé. Son village natal a été rebaptisé *Chung Ju-yung*. Car la Corée du Nord a tout perdu : la disparition du bloc soviétique a entraîné en dix ans une baisse des deux tiers de ses échanges extérieurs<sup>63</sup>. Heureuse opportunité pour les entrepreneurs ! C'est avec la Corée du Sud que, depuis 1998, se développent des échanges limités de produits industriels. Plus de 400 entreprises sud-coréennes y sont présentes pour des activités de sous-traitance, les produits transitant par bateau, directement ou par l'intermédiaire d'usines coréennes en Chine ou à Hong-Kong. La rentabilité de ces usines semble incertaine<sup>64</sup>.



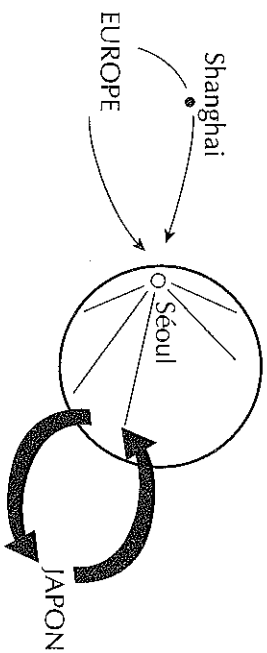
La politique du « rayon de soleil », de la main tendue au Nord par le président Kim Dae-jung, s'accompagne d'une stratégie volontariste d'investissement que le patronat sud-coréen aimerait bien voir fructifier pour, en quelque sorte, devenir le médiateur économique de la Corée du Nord, avec des avantages comparatifs en matière de docilité et de coût de la main-d'œuvre importants. Il faut pour cela des infrastructures en état de marche, des garanties juridiques qui protègent les investisseurs contre la mauvaise fortune et une relation totalement stabilisée entre les deux États. L'ouverture terrestre, la libre circulation des personnes et l'instauration d'une démocratie commune semblent des objectifs bien plus lointains. La réouverture d'une autoroute et de voies de chemin de fer joignant Séoul, non seulement à Pyongyang, mais à la Chine et à la Russie, devrait être terminée pour 2003. Un groupe de députés sud-coréens a même entrepris de se rendre en Corée du Nord en passant par Moscou et le Transsibérien ! Ce gros chantier, qui pourrait permettre de relier l'Union européenne et l'Asie du Nord-Est, a été confié, sans appel d'offres, à un consortium regroupant Samsung, Daewoo et Hyundai<sup>65</sup>.

Mais les échanges de courrier, les visites de familles séparées – des gens âgés pour la plupart –, les rencontres sportives ou associatives, forcément dissymétriques entre les deux parties, le développement du tourisme autour des monts Kungang et bientôt dans la ville royale de Kaesong restent tributaires d'un fonctionnement policier et protocolaire. Ce n'est pas dans les grands palais staliniens de Pyongyang, ni dans les établissements séoulites luxueux de la compagnie Lotte, ni sur les stades australiens que se retrouveront les Coréens. Il faut davantage de liberté. Passée l'euphorie médiatique des grands jours, les lieux réels des retrouvailles coréennes apparaissent bien peu nombreux et univoques. À ce titre, ils n'infirmement pas l'image d'une Corée du Nord *terra incognita* plus fantasmatique que concrète, bien au contraire.

#### Une géopolitique du football coréen

Le football est un jeu simple et un spectacle amusant. Apprécié des nationalistes et des socioprofessionnels pour ses capacités fusionnelles, il a aussi l'avantage d'être étranger au modèle culturel

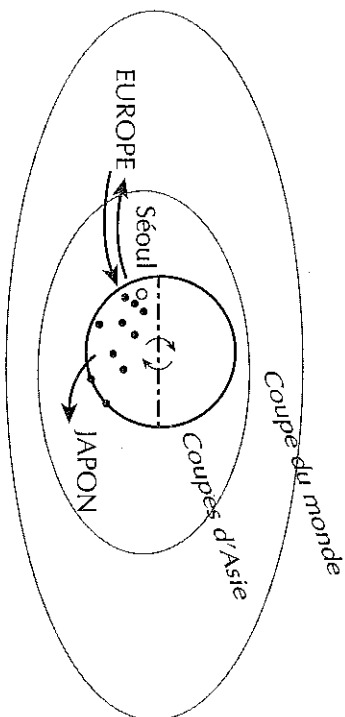
nord-américain. La Corée n'échappe pas à la règle, elle qui a longtemps dominé le football asiatique<sup>66</sup>. Le jeu entre en Corée avec des voyageurs et des marins, français ou anglais, au milieu des années 1880. Le football arrive donc par bateau, au moment où le pays s'ouvre au monde capitaliste et tombe en dépendance. C'est apparemment l'élite et notamment la cour royale coréenne qui s'emparent du jeu, marqueur dérisoire du changement en cours, en écho peut-être à cet ancien jeu de balle traditionnelle, le *chukkaek* auquel s'adonnaient les Coréens à l'époque des Trois Royaumes<sup>67</sup>. Le premier « *football rulebook* » aurait été ramené de Shanghai en 1912. Colonisée et exploitée depuis 1910 par le Japon, qui de son côté a importé le football en 1873 grâce à des techniciens anglais, la Corée est insérée, bon gré, mal gré, dans son espace sportif. Aux compétitions intracoréennes (premier championnat amateur avec 18 équipes engagées en 1921, grand match Séoul-Pyongyang de 1929 sponsorisé par le *Chosun Ilbo*) s'ajoutent les participations régulières aux compétitions japonaises, avec des victoires significatives d'équipes coréennes (Coupe des écoles secondaires japonaises en 1928, championnat japonais en 1935 et 1936).



1900-1930, le football, entre médiation et interaction

1954, l'ex-colonie japonaise devenue champ de bataille de la guerre froide a donné naissance à deux pays indépendants et rivaux. Après 48 heures d'avion pour rallier la Suisse où se déroule la Coupe du monde, les premiers résultats de la Corée du Sud sont pitoyables. 9 buts encaissés contre la Hongrie, 7 contre la

Turquie ! Les Coréens, maîtres du football en Asie, découvrent le haut niveau du football et vont peu à peu s'en rapprocher. Sur la péninsule, le football se fait aussi prétexte à des rencontres plus fraternelles, à défaut d'être amicales, entre les deux équipes nationales, sans que le sport se popularise vraiment.



La divergence du football coréen

Au cours des années 1970, le football coréen commence à diverger à mesure que l'économie sud-coréenne investit ce sport. Tandis qu'au Nord le football est totalement inclus dans le contrôle social et policier<sup>68</sup>, au Sud, les banques, puis les chaebols, avec le soutien du président Park Chung-hee, créent ou développent une dizaine de clubs à leur image, professionnels et publicitaires. Premier championnat professionnel en 1983, nombreuses coupes régionales, croissance du public (2,7 millions de spectateurs en 1999), échanges de joueurs et de techniciens avec l'étranger, le football sud-coréen cherche alors à intégrer la cour des grands de la FIFA, la fédération internationale du football professionnel, avec jusqu'à présent un succès modéré et affecté par la crise financière de 1997-1998. Le football japonais connaît avec un léger décalage les mêmes évolutions : création d'un championnat professionnel en 1993, import-export de joueurs professionnels et d'entraîneurs, tentative d'accès au plus haut niveau<sup>69</sup>. Ainsi s'explique aussi la coopération nippo-coréenne pour la Coupe du monde de 2002, dont on comprend la longue généalogie.

La présence de l'équipe de l'armée (*Sangmoo Army*) dans le championnat, les rencontres intercoréennes et la fusion des équipes coréennes dans les championnats de jeunes rappellent que le football demeure objet politique (l'équipe nationale) autant que commercial (le club professionnel). Mais le vice-président de la FIFA s'appelle justement Chung Mong-joon, c'est l'un des fils de Chung Ju-yung, le fondateur du conglomérat Hyundai. Après l'éclatement de celui-ci, Chung Mong-joon a pris la direction de *Hyundai Heavy Industries*. Il est aussi président de la *Korean Football Association*, il saura tenir ensemble les deux bouts du football médiatique. « *La Coupe du monde sera une bonne occasion pour résoudre nos problèmes et nos conflits. La Coupe du monde n'est pas seulement une excellente opportunité pour valoriser notre économie et notre image, mais également pour l'union de nos peuples. La France de la Coupe du monde est considérée comme un bon exemple de réunion d'un pays dans lequel différentes origines sont mêlées. J'espère qu'il en sera de même pour la Corée*<sup>70</sup>. »

Alors, en dépit ou plutôt à cause de tout ce matériau géopolitique et commercial, il devient urgent de rappeler, avec Christian Authier, que la meilleure place au football, c'est sur le terrain, balle au pied à mouiller le maillot... taoïste. « *Représentation apaisée du collectif, miroir du jeu et de l'enfance, espace du geste gratuit et de la beauté : le football est avant tout une culture populaire*<sup>71</sup>. »

Dans l'ensemble hétéroclite de toutes les lectures faites pour l'atlas, les *Cahiers de Corée* méritent une attention particulière. « *Ni revue académique ni magazine, [ils] se veulent un lieu de rencontre francophone où des récits, des essais, des entretiens et des poèmes entrent en relation afin de témoigner des réalités passées et présentes qui animent ce pays.* » Revue annuelle, conçue et éditée en Corée du Sud, on peut la contacter sur son site [www.cahiers.com.me.kr](http://www.cahiers.com.me.kr).

Les trois romans mis à contribution dans le récit, *La Mort à demi-mois* de Kim Young-ha, *La Longue Saison des pluies* d'Helen Kim et *Kimchi* d'Ook Chung constituent aussi de belles entrées en Corée.



## Made in Korea. Nouveaux récits de Corée du Sud

FRÉDÉRIC BARBE. L'ATALANTE, NANTES, 2001, 160 PAGES, 11,50 EUROS.



*Made in Korea* : sous ce titre à prendre au pied de la lettre se cachent à la fois un récit de voyage en Corée du Sud et une présentation géo-historique de la péninsule coréenne. Foin des clichés, l'auteur ne s'en laisse pas conter sur la Corée ! Géographe, Frédéric Barbe sait partager les rencontres, s'appuyer sur des témoignages sociologiques ou des références bibliographiques et dessiner d'habiles cartes schématiques (des « chorèmes », dans le jargon géographique). Il déniche aussi des thèmes peu explorés mais essentiels (notamment la référence à la période d'auto-administration de l'île de Cheju après la décolonisation japonaise, le massacre « anticommuniste » qui s'ensuivit pendant la guerre de Corée, le descriptif du syndicalisme sud-coréen ou bien l'évocation de la commune de Kwangju en 1980). Visiter les lieux et les stades qui accueilleront la prochaine Coupe du monde de football sert de fil conducteur, inégalement suivi mais astucieux car, outre les thématiques que la question du sport de masse permet d'aborder, discuter de football est un bon moyen d'entrer en contact avec un Coréen et de placer le lecteur sur un terrain a priori familier.



PHILIPPE PELLETIER



## Carnets de géographes

4 | 2012  
Géographies critiques

---

### Géographie de la littéracie

Close et distant reading au Mali

Frédéric Barbe

---



Éditeur  
UMR 245 - CESSMA

#### Édition électronique

URL : <http://cdg.revues.org/985>

DOI : 10.4000/cdg.985

ISSN : 2107-7266

#### Référence électronique

Frédéric Barbe, « Géographie de la littéracie », *Carnets de géographes* [En ligne], 4 | 2012, mis en ligne le 01 septembre 2012, consulté le 18 août 2017. URL : <http://cdg.revues.org/985> ; DOI : 10.4000/cdg.985

---



La revue *Carnets de géographes* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

**GEOGRAPHIE DE LA LITTERACIE**  
*Close et distant reading au Mali*

**FREDERIC BARBE**

Doctorant en géographie à l'Université de Nantes

UMR 6590 ESO

[frederic.barbe@univ-nantes.fr](mailto:frederic.barbe@univ-nantes.fr)

**Résumé**

Issu de l'anglais *literacy*, francisé au Québec en 2002, le terme de littéracie désigne ici, au sens large, les acteurs, les usages, les objets et les politiques de lecture-écriture, à travers le monde. « Pratiquer » en géographe (ou en militant) la littéracie, c'est accepter de s'éloigner du registre simple de la grande culture et de la croyance littéraire pour se saisir d'une matière fabuleuse, un monstre de la mondialisation, la « bibliothèque mondiale », aux ressources infinies à notre échelle de perception. C'est jouer des échelles, entre l'œuvre et la série, le proche et le lointain. C'est aussi étendre les mesures de la valeur, à l'informel, aux langues dominées (de l'international au domestique), aux formes de la marge, loin du « grand partage » primitif/civilisé qui traîne encore dans beaucoup d'imaginaires. Une enquête en littéracie malienne (2011) suggère à la fois la profonde normalité du système culturel malien et la force du système transcolonial qui a fait échouer l'utopie scolaire de l'Indépendance. Une géographie critique appliquée à la culture permet ici de repérer, contre un certain nombre de mythologies agissantes, des obstacles à la formation d'un marché national de la littéracie cohérent et de suggérer une action publique plus soucieuse de ménager le territoire et la société en favorisant un accès universel à la lecture-écriture au Mali.

**Abstract**

*Littéracie*, from the English word « literacy » (gallicized in Quebec back in 2002), designates in its widest sense the reading-and-writing actors, usages, objects and policies from all over the world. Practicing literacy as a geographer or even militating for it means accepting to distance oneself from the simple register of *grande culture* as a whole and from literary faith in order to take over a fabulous subject, a globalization monste, the « world library », and its endless resources (from our scale of perception). It means using various scales, alternating from single work to mass-production and edition, from the close to the distant. It also implies widening the value measures to an informal extent, to the widely-spread languages (from the international to the domestic aspect), to the margin form, far away from the huge primitive/civilized

division which still lies in many people's mind. A 2011 study on Malian literacy means to suggest that both the great normality of the Malian cultural system and the power of the Malian transcolonial system contributed to the failure of Independence scholar utopia. A critical geography, when applied to culture, and in spite of active mythologies, enables to spot the obstacles to the formation of a coherent literacy national market and to recommend that public action be taken in a more aware way in terms of territory and society, favoring at the same time a universal access to the whole reading-and-writing subject in Mali.

Le terme de littéracie, tel qu'entendu dans cet article par un géographe, désigne les acteurs, les usages, les objets et les politiques de lecture-écriture à travers le monde. Dans la culture anglo-saxonne, le terme vulgaire de *literacy* a acquis un sens politique et scientifique à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, permettant au cours du siècle suivant, le développement d'un vaste champ de recherche pluridisciplinaire, doté de nombreux terrains, au Nord comme au Sud et sur la relation même Nord-Sud, marqué de figures significatives (Jack Goody, Richard Hoggart, Edward Saïd, par exemple). Ce courant de recherche se déploie aujourd'hui dans les *New Literacy Studies*. Un ouvrage comme *Africa's hidden histories : everyday literacy and making the self*, dirigé par Karin Barber (2006) rend compte de la richesse de ce mouvement. Dans notre contexte national qui méconnaît largement le concept et l'a emprunté aux Québécois<sup>1</sup>, « pratiquer » en géographe (ou en militant) la littéracie, c'est d'abord s'obliger à déconstruire une croyance littéraire fortement indurée dans la grande culture française. Cette croyance littéraire tend à réduire le champ légitime de l'écriture et de la lecture à la « littérature » et plus encore à son « canon », soit une part infime du corpus écrit disponible. En cultivant le mythe de l'extra-territorialité de l'écrivain et l'irréductibilité de l'œuvre, en défendant, contre toute science sociale, une figure étroite du don, la croyance littéraire évacue l'écriture et la lecture du registre socio-spatial.

### **Une matière fabuleuse, un monde de l'art**

Le géographe conséquent ne peut se satisfaire de travailler sur les seules représentations géographiques dans les œuvres du canon littéraire, segment aujourd'hui bien documenté. Si la géographie critique a quelque chose à voir avec la littéracie, c'est d'abord dans une revendication d'accès à un énorme corpus écrit, qu'il

---

1 Selon l'Office québécois de la langue française, qui fait entrer le terme dans son dictionnaire en 2002, *la littératie (n.f.) est l'ensemble des connaissances en lecture et en écriture permettant à une personne d'être fonctionnelle en société. Il existe une variante graphique : littéracie.*

*Note : le seuil de connaissances nécessaires pour être fonctionnel change au fil du temps et est variable d'une société à l'autre. L'ensemble des connaissances acquises doit permettre à une personne de lire et de comprendre des textes de trois types : des textes suivis (articles de journaux), des textes schématiques (cartes routières) et des textes à contenu quantitatif (calcul de l'intérêt sur un emprunt). La mesure du niveau de littératie fournit un indicateur économique; plus le niveau de littératie d'une personne est élevé, meilleures sont ses chances d'occuper un emploi rémunérateur. En français, la finale -tie, prononcée « si », est plus fréquente que la finale -cie.*

J'ai choisi volontairement dans cet article de conserver la variante graphique que j'avais initialement utilisée en début de recherche, « littéracie », qui, dans ma propre subjectivité, m'apparaît plus vernaculaire et plastique.

faut bien nommer la « bibliothèque mondiale », mais aussi à une quantité incroyable d'acteurs, d'usages et de politiques de lecture-écriture. Dans cet objet extravagant, dans cette matière fabuleuse, il y a bien plus qu'un simple champ professionnel aux acteurs légitimes dotés de capitaux spécifiques et de positions. Nous y voyons, à la manière d'Howard Becker, un véritable « monde de l'art », que de nombreux « inventeurs » français ont exploré depuis leur propre lieu (Roger Chartier, Georges Perec, Pierre Bayard, Pascale Casanova, Bernard Lahire, Jacques Rancière, Daniel Fabre, Jean Hébrard, Gisèle Sapiro, Daniele Morante, Aïssatou Mbodj-Pouye, etc.) aux côtés des habitants ordinaires. Cette extension du corpus fonctionne comme une véritable entreprise scalaire. Franco Moretti, chercheur en littérature passé à la géographie, a montré combien était fructueux ce jeu scalaire permanent entre le *close reading* (l'échelle de l'œuvre, sinon du fragment) et le *distant reading* (l'échelle de séries d'objets à construire, à inventer).

### **Sortie de l'aporie transcoloniale, la littéracie malienne**

Engagé dans un travail doctoral sur plusieurs terrains d'échelle différente, nous exposons ici quelques éléments d'une recherche menée sur un espace national au Sud, la République du Mali. Au delà des clichés néo-hégéliens, nous croyons observer un mode d'émergence « sous contraintes et à toute vitesse », qui nous dit à la fois la normalité de la littéracie malienne et ses profondes difficultés à atteindre les normes et les objectifs d'une société pleinement alphabétisée. Dans ce contexte exigeant de la pauvreté matérielle et de la très forte extraversion, les politiques culturelles du jeune État malien sont indéniablement une géographie appliquée et autoréférente : le Mali fabrique du Mali, sous l'œil discret mais ferme des partenaires techniques et financiers. Les ratés de cette fabrication nationale, notamment un certain nombre d'apories dans la littéracie locale, obligent le chercheur qui s'est rapproché d'une position d'observation participante à assumer des positions scientifiques parfois iconoclastes. Ici, les politiques d'ajustement structurel, l'idéologie du tout marché, mais aussi l'utopie francophone, l'illusion d'un modèle français de l'édition et de la librairie universel, ou bien encore l'abus de position dominante des grands éditeurs français sur le marché malien posent à l'évidence des questions à la société et à la politique. Au Mali, en Afrique de l'Ouest, mais aussi en France ou dans les organisations internationales. La géographie de la littéracie permet ainsi de revisiter d'une manière heuristique quelques problématiques de la mondialisation contemporaine, telle l'entrée transcoloniale, saisissante au Mali. La littéracie se développe bien comme une relation spatialisée.

### **La littéracie, aux frontières de la géographie**

Nous parlons ici d'une frontière dans la géographie entre le légitime et le non-légitime. À la fois certaine et malaisée à voir sur le terrain, cette frontière épistémologique nous tient à l'écart de certains acteurs, de certains objets, de certaines approches, à différentes échelles et pour différentes raisons. Ce sont les frontières de l'archipel de la géographie, un territoire partagé entre pratiques légitimes et non-légitimes dans la corporation. Sur une telle frontière, le passage en littéracie offre une formidable opportunité de *trabendo* scientifique, où le gain s'appelle échelle, corpus et éthique. À l'évidence, la révolution numérique multiplie les enjeux dans les trois domaines. On

entendra, en bon trabendiste, que la littéracie est un projet vivant et plastique, qui se déploie de l'oralité classique au multimédia le plus contemporain.

### **Le jeu scalaire en littéracie**

Appliquer l'échelle au texte écrit. Le plan n'est pas neuf et les émergences nationales l'ont utilisé dans les constructions stato-nationales : promotion des langues vulgaires (nationales) face au latin à l'époque moderne ou, plus tard, face à d'autres langues nationales concurrentes (futures langues régionales) dans le développement de l'institution scolaire et d'un corpus aux dimensions du marché national. Au même moment, une nouvelle littéracie coloniale génère des phénomènes exacerbés de concurrence entre langues, corpus, usages et acteurs dans les sociétés assujetties et entretient le mythe d'un monde non-occidental pré-moderne frappé d'oralité (pas de langue écrite, pas de corpus, pas d'histoire) et de babélisme (une fragmentation extrême du champ linguistique proche de l'incommunicabilité). Ce « grand partage » entre civilisé et primitif dans les deux échelles spatiale et temporelle a été profondément remis en cause. Jack Goody (1977) a montré que la raison graphique (le texte et les images de pensée – croquis, dessins, cartes, etc.) n'oppose pas deux catégories de sociétés, mais est un processus continu qui signe l'ensemble des sociétés humaines et se développe en fonction de nombreuses interactions sociales et spatiales. Plus récemment, Daniele Morante (2009) déconstruit le babélisme, représentation erronée du réel, qui surestime la diversité linguistique au Sud et la sous-estime au Nord. En expliquant la diversité des langues dans le monde par un « système gravitationnel linguistique », le socio-linguiste montre que la distance (les distances métrique, économique, politique, culturelle, juridique) est le principal facteur d'évolution des langues.

Appliquer l'échelle au texte écrit, c'est aussi inventer de nouvelles manières d'investir. Franco Moretti, s'il ne s'échappe que marginalement de la littérature, l'entend large, systématique (tous les genres, au delà du canon) et ouverte à l'imaginaire du chercheur. Il écrit ainsi dans *Graphes, cartes et arbres, modèles abstraits pour une autre histoire de la littérature* (2005, 2008 pour l'édition française), [qu'ici] *la réalité du texte subit un processus de réduction et d'abstraction délibérée. « Lecture de loin » (distant reading), ainsi ai-je nommé ce type d'approche il y a quelques années – où la distance n'est pas un obstacle, mais une forme spécifique de connaissance : un nombre plus réduit d'éléments, d'où un sens plus aigu de leur interconnexion globale. Organisations, relations, structures. Formes. Modèles.* Il renouvelle une lecture darwinienne de la littérature : divergence, convergence, cycles, niches, diversité. Dans une recherche (parution en cours) sur la littéracie des îles Aran, haut-lieu de la renaissance culturelle irlandaise à partir des années 1880, archipel minuscule et démographiquement déclinant du Gaeltacht à l'entrée de la baie de Galway, nous avons pu montrer que non seulement les auteurs (John Synge, Robert Flaherty et John Messenger pour les plus significatifs) viennent sur l'archipel pour y occuper ou y créer des niches très spécifiques, mais qu'ils utilisent également les trois îles de l'archipel dans un sorte de spécialisation liant une posture à une île : Inishmore pour la forme touristique, Inishmaan pour la forme indigéniste et Inisheer pour la déconstruction des deux formes précédentes. Le développement de la littéracie indigène (usage du bilinguisme, convergence du genre, accès aux nouveaux médias, migrations, tourisme) lié à une intégration de plus en plus poussée (et donc une

réduction des distances) permet l'émergence d'auteurs et d'acteurs culturels insulaires de grande qualité comme Pat Mullen, *local hero* singulier ou Liam O'Flaherty et son génial *Tourist's Guide to Ireland* (1929). Le terrain irlandais se présente ainsi comme un exemple européen de mutation d'une littéracie colonisée, suggérant des transferts intéressants vers d'autres parties du monde.

### **La bibliothèque mondiale, un monstre**

Dans notre acception, l'expression désigne l'ensemble du corpus écrit mondial effectivement disponible. Tout à la fois objet physique à la forte matérialité et représentation intellectuelle complexe, la bibliothèque mondiale (ou n'importe qu'elle autre) nous semble un espace géographique de plein exercice. Cette bibliothèque « intensive » historiquement inscrite dans le long processus d'accroissement des productions écrites ne se différencie guère, au premier abord, de la bibliothèque « extensive » de tel ou telle d'entre nous - et qui ne nous survivra pas longtemps. Pour construire les interactions entre toutes ces (échelles de) bibliothèques, il faut les passer dans les nouvelles humanités proposées à nos étudiants. « Spatialiser sa bibliothèque » en utilisant les ressources de la discipline est une procédure réflexive particulièrement riche. La spatialisation de sa bibliothèque peut être facilement collectivisée pour devenir la bibliothèque partagée des étudiants de géographie et acquérir un véritable statut épistémologique et professionnel (découvrir les images de pensée, orienter les lectures, construire un projet pour sa bibliothèque personnelle, voire, pour les plus audacieux y travailler un projet d'écriture personnel). En faisant cette recherche (Barbe, 2011), nous constatons avec les étudiants que les bibliothèques relèvent d'une véritable morphogénèse culturelle (transport, dépôt, érosion), travaillant les catégories de la bibliomasse et de la biodiversité.

Dans cet ensemble, la bibliothèque mondiale est un monstre à part : catalogues, livres, littératures grises, inventaires, archives publiques ou privées, pièces comptables, procès-verbaux, fichiers électroniques, *data base*, puces, *deep* ou *hidden web*, carnets, cahiers, graffitis, tatouages, affiches, dessins, etc. empruntant toutes sortes de formes matérielles et de statuts. Travailler la question de la bibliothèque mondiale, c'est donc s'inscrire soi et inscrire la bibliothèque elle-même dans une profonde hétérogénéité, celle du grand nombre de ses individus, de ses propriétés et de ses innombrables combinaisons de formes et d'échelles. La croissance exponentielle du nombre de livres disponibles que Pierre Bayard a magistralement mise en scène dans *Comment parler des livres que l'on n'a pas lus* (2007) est l'un des devenir de cette bibliothèque mondiale. Face à l'explosion des lectures possibles, le lecteur doit construire de nouvelles stratégies. Dans le monde de l'art de la littéracie, la reconnaissance du lecteur émancipé, de la légitimité du bricolage, du marronnage cher à Kossi Efoui<sup>2</sup>, des écritures ordinaires, mais aussi de l'oubli, du désordre créateur, de la difficulté à constituer le canon deviennent des idées nécessaires. Dans le même temps, les métiers traditionnellement associés à l'écrit (enseignants, écrivains et éditeurs) entrent (et « sont entrés » par force) dans une logique néo-libérale qui intensifie les phénomènes de concurrence pour l'accès au lecteur ordinaire. Le « modèle de l'oligopole à franges » montre qu'au delà du cœur de marché contrôlé par quelques

---

2 [http://www.fabula.org/actualites/le-theatre-de-kossi-efoui-une-poetique-du-marronnage-au-douvoir\\_33723.php](http://www.fabula.org/actualites/le-theatre-de-kossi-efoui-une-poetique-du-marronnage-au-douvoir_33723.php)

groupes transnationaux, une part significative de l'invention lettrée vient des structures petites et moyennes, dont s'inspirent les premiers. La faillite, le rebut ou pilon y régulent les errances du marché. En dématérialisant partiellement la bibliothèque, la révolution numérique amplifie les enjeux, du côté de la propriété intellectuelle comme de la protection de la vie privée. Les écritures automatisées dérivent des réseaux sociaux archivant de manière fantastique la moindre donnée des utilisateurs et des projets « d'internet des objets » géolocalisant et analysant dans d'immenses bases de données des millions d'objets en temps réel. Pour autant, le livre papier et les écritures ordinaires (Fabre, 1993, Mbodj-Pouye, 2007) comme les cahiers, carnets et brouillons personnels semblent ancrés dans toutes les sociétés, même les plus pauvres. Devant ces mutations, le discours de la croyance littéraire se fait souvent agressif et réactionnaire dans une dénonciation paradoxale de l'enrichissement technologique et culturel. L'humanisme à la Frédéric Dard nous parle alors avec bonheur de cette extension inattendue de la géographie. *Il y a vingt-cinq ans, je suis allé, avec ma femme Françoise, en Afrique. Je me trouvais, pour une escale, à l'aéroport de Niamey. Dans le hall, il y avait un type qui vendait, sur une natte posée à même le sol, des morceaux de canne à sucre et des « San-Antonio » jaunies. C'est l'image qui, tout au long de ma carrière, m'a le plus frappé, le plus ému. J'ai compris ce jour-là que mes bouquins, ça n'était pas de la littérature, c'était une denrée. Une denrée comestible, bon marché, et universelle<sup>3</sup>.*

### L'épuisement du grand partage colonial

*Montrez-moi le Tolstoï zoulou !* Cette répartition d'un intellectuel nord-américain est rapportée par Edward Saïd dans *Culture et impérialisme* (1993, 2000 pour la traduction française). L'universitaire américano-palestinien y reconnaissait alors *les propos de ceux qui, aujourd'hui, parlent de l'Occident et de ce qu'il a fait et sur ce que le reste du monde a été, est et peut être<sup>4</sup>*. Nous pourrions dire également que l'injonction paradoxale de son contradicteur illustre habilement la croyance littéraire en la transposant dans l'espace mondial. Pour explorer le déplacement ou la mutation des instances internationales de légitimation littéraire, nous avons proposé une *Tentative d'épuisement du et des prix Nobel* (Barbe, 2011). L'étude des ressources spatiales mobilisées par les 105 écrivains nobélisés montre que la centralité occidentale, secondairement française, germanique, nordique et nord-américaine, du prix Nobel de littérature n'empêche pas la reconnaissance progressive de grands auteurs du Sud et de l'Est. Il apparaît même que beaucoup de titulaires du Nobel de littérature, quelle que soit leur origine, partagent sinon une appétence, du moins une même expérience de la mobilité (expatriation, exil, retour au pays, résidence, nomadisme, *brain drain*, *brain drain reverse*, *brain circulation*). Au fond, l'institution Nobel résout discrètement la question des inégalités dans le champ littéraire dans le monde par la valorisation de créateurs qui, à un certain moment de leur carrière, ne sont plus du Sud, du Nord ou de l'Est, mais vivent avant tout dans le segment le plus mondialisé du monde de l'art de la littérature. Les modèles de formation des marchés littéraires nationaux et de constitution de lieux de légitimation décrits par Pascale Casanova (1999) permettent de documenter ces passages, où art, culture, politique et moyens de subsistance se

3 Frédéric Dard, « Entretien avec Jérôme Garcin », *Le Nouvel Observateur*, numéro 1858, juin 2000.

4 Saïd E. (1993, 2000) *Culture et Impérialisme*, Paris, Éditions Fayard - *Le Monde diplomatique*, page 64.



mélangent. On voit de suite que l'hypothèse d'une normalité malienne se nourrit aussi de ces jeux d'échelles, comme d'un nécessaire travail de terrain. En effet, trop de textes sur la littéracie africaine affichent des données dramatiquement dérisoires et fausses. La réalité des publications au Mali (ou en RDC, étudiée par Cassiau-Haurie, 2007), si elle est difficile à saisir, montre à la fois une production locale supérieure aux données nationales ou internationales et une crise de la littéracie africaine à partir des années 1980 : ni les pratiques ordinaires liées à la scolarisation, ni la constitution de jeunes littératures nationales ne résistent vraiment à la crise de la dette et de la souveraineté, à la décomposition des nouveaux États-nations. Les politiques d'ajustement structurel et la marchandisation du fait social qui l'accompagnent ont eu et continuent d'avoir des effets sur la littéracie au Sud. Nous croyons voir là un ultime effet de la croyance littéraire, que d'imaginer que la littéracie ne puisse être atteinte par la destruction des services publics et de l'économie formelle d'un pays

On voit alors que le « grand partage » primitif /civilisé chassé par la porte scientifique (Goodis, les *New Literacy Studies*) peut revenir par la fenêtre politico-médiatique d'une vulgate à base de « négrologie » (Smith, 2004) ou d'enthousiasme néo-hégélien (Guaino, 2007). Ainsi *le Malien n'aimerait pas lire ou préférerait monnayer les notes de ses enfants plutôt que de l'éduquer*. Ces clichés, locaux ou non, naturalisent des faits sociaux contre l'éthique du réel : une personne qui n'a pas pu accéder à l'alphabétisation peut-elle ne pas aimer lire ? Dans un État nourricier, mais à la fois patrimonialisé, autoritaire et impuissant (à faire appliquer la loi commune comme à répondre au sous-emploi généralisé), l'investissement dans la fraude scolaire se légitime socialement et c'est rester honnête qui devient risqué. Ces processus de naturalisation sont inacceptables et doivent être neutralisés pour qu'un travail scientifique et politique puisse advenir. Les pays émergents, et l'Inde en premier lieu, ont dépassé certaines des contraintes qui enserrant la littéracie du Mali et de bien d'autres pays pauvres. Beaucoup de ces pays partagent une même allure géographique alliant polarisation des revenus et polarisation linguistique : l'élite parle une langue transcoloniale, les classes populaires des langues vernaculaires. Ainsi 45 % des livres édités en Inde le sont en anglais, alors que cette langue n'est maîtrisée que par 3 à 5 % de la population. Mais l'effet de taille permet à l'Inde d'être un gros producteur de livres en langues nationales et le troisième producteur mondial de livres anglophones avec un marché réel de 30 à 50 millions de lecteurs anglophones (Bief, 2005). En changeant de partenaire sans changer de langue transcoloniale (les États-Unis à la place de l'ancienne puissance coloniale), l'Inde ne s'affranchit pas pour autant d'une position dominée, aux énormes importations de livres occidentaux en langue anglaise (livres neufs et livres neufs soldés dont la filière indienne demande l'interdiction). Le développement des *Subaltern Studies* se nourrit notamment à cette culture indienne de l'émergence sous domination. Dans *Provincializing Europe* (2000, 2009 pour la traduction française), Dipesh Chakrabarty réfute la lecture des faits socio-historiques issue de la téléologie occidentale. Médiateur historique de la société mondiale, porteur unique de la temporalité du progrès et de la modernité, l'Occident selon Chakrabarty repousse et enferme les autres sociétés dans le double registre de l'anachronisme ou de la répétition/imitation. Ce qui est réfuté finalement, c'est une conception du temps historique organisée à partir d'un centre géographique monopolistique et invasif. Béatrice Collignon (2010), en exposant de manière critique le différentiel d'éthique du terrain entre les cultures universitaires française et

canadienne, ne dit pas autre chose. *Incorporation des connaissances traditionnelles* » (disons « vernaculaires » pour sortir le propos du seul cadre autochtone) ne doit pas signifier seulement « incorporation des informations » mais bien « incorporation des conceptualisations » autres que celles du savoir scientifique occidental, qui n'est jamais qu'une forme particulière de savoir. Dans cette perspective, le monde de l'art de la littéracie s'occupe bien de *produits de haute nécessité* (Manifeste de 2009).

### **Lire-écrire au Mali, une « normalité » avec guillemets**

La recherche menée au Mali en 2011 est doublée d'un compagnonnage de type recherche-action dans la filière du livre. Celui-ci a permis d'aborder les acteurs dans un état d'esprit de type professionnel-égalitaire. Les entretiens menés avec une cinquantaine d'acteurs de l'écrit, formels et informels, l'étude du corpus et des infrastructures, l'approfondissement des questions linguistiques, la découverte via les acteurs d'une situation scolaire sans rapport avec la littérature des PTF, l'envahissement intime par l'ambiance, les représentations, les contradictions, les rêves comme les murs opposés à l'action nous ont amené peu à peu à dresser un état des lieux mélangé et arrangé : nécessité de néologismes, de figures rhétoriques inédites pour dire l'exact de la perception, positionnement prudent et paradoxal, en tant que chercheur français, dans des débats maliens parfois très clivés. La figure de la « normalité » avec guillemets, désigne ici un processus d'émergence paradoxale. Les signes habituels de l'émergence d'une littérature nationale (Le Potvin, 2005) se confrontent dès les années 1970 et 1980 à l'aporie de l'utopie scolaire francophone et à la déflagration née de la crise des ressources et de la souveraineté. Nous allons parler ici de la « langue étrangement nationale » (le français) et de « l'ajustement structurel de la littéracie » (sa déstructuration sous l'effet de la marchandisation imposée).

### **L'émergence « sous contraintes et à toute vitesse »**

La République du Mali vient de fêter son cinquantenaire (2010). Le Soudan français est créé le 18 août 1890, à partir de la région de Kayes et du Haut Sénégal, point d'entrée de la colonisation française, contrôlant progressivement les autres entités politiques autochtones et installant la capitale administrative, à partir de 1904, dans un ancien centre économique, Bamako. Les limites territoriales sont fixées dans les années cinquante, dix ans seulement avant l'accession à l'indépendance. Ces futures frontières nationales ne recouvrent pas du tout les limites historiques des grands empires ouest-africains et dissimulent des processus de mobilité et d'islamisation toujours à l'œuvre aujourd'hui. Si le temps colonial est marqué par l'arbitraire répressif, la mise en rivalité des groupes ethniques, la sous-intégration (scolaire, sanitaire, logistique), mais aussi par l'exploitation des ressources agricoles (coton, arachide) et le fantasme récurrent du grenier rizicole soudanien (générant notamment le travail forcé et les déplacements de population de l'Office du Niger), on ne peut se contenter d'une description par la coercition et on doit dire avec Achille Mbembé (2010) sa forme massivement idéale. *C'est en partie à cause de sa redoutable capacité de prolifération et de métamorphose qu'il fit trembler le présent de ceux qu'il s'était asservis, s'infiltrant jusque dans leurs songes, remplissant leurs cauchemars les plus affreux, avant de leur arracher d'atroces lamentations.[...] Habitée à vaincre sans avoir raison, [la colonisation] exigea des*

*colonisés non seulement qu'ils changent leurs raisons de vivre, mais aussi qu'ils changent de raison – des êtres en écart perpétuel*<sup>5</sup>.

De ce point de vue, la République du Mali peut apparaître marquée par une prophétie performative initiale en langue française, sa propre proclamation en 1960 : *Le Mali existe, vive la République du Mali !* Une prophétie réitérée aux générations successives d'écoliers, de plus en plus nombreux à réitérer, et qui accouche d'elle-même progressivement : le Mali fabrique du Mali. C'est bien le sens du titre du livre de Moussa Mara « *L'État au Mali, Géniteur de la Nation [Facteur d'Intégration, Catalyseur d'expansion]* » (2010). Pour approcher cette matière qui choquera les nationalistes coutumiers de la naturalisation des faits sociaux et spatiaux, il faut rencontrer les acteurs eux-mêmes, « remarquables » et « ordinaires ». Inspirée par la geste coloniale (maintien de la langue coloniale, concurrence des deux groupes sociaux les plus proches du colon, enseignants et militaires), cette décolonisation est aussi imbibée (inhibée) de la rivalité des deux modèles, soviétique et occidental. Les outils culturels publics sont immédiatement au cœur du projet unitaire de l'État malien, dans la première période « autoritaire » comme dans la seconde, plus « décentralisatrice » : arts traditionnels (danse, musique, chasse, sculpture), écoles, musées, édition, médias. Il s'agit parfois de modernité classique, le plus souvent de ré-invention de la tradition et de co-construction des récits et des formes (que le « pays dogon » illustre de manière caricaturale ; Doquet, 2009). En effet, pour la plupart de ces ressources et productions, nous préférons utiliser le qualificatif de « transcolonial », signifiant par là qu'elles ne sont ni *a*, ni *pré*, ni *post*, mais qu'elles passent par le temps colonial, qu'elles s'y transforment et qu'elles développent la forme contemporaine après la décolonisation. À partir de la figure des « médiateurs coloniaux » (Coquery-Vidrovitch, 1992), nous voyons que la mise en scène de la nation dans la nouvelle modernité malienne n'est pas une rupture, mais plutôt une continuité transcoloniale. Le développement du français au Mali est exemplaire : née de la médiation culturelle coloniale, la langue officielle du Mali est quantitativement déployée par l'État malien indépendant, qui, d'une certaine manière, s'y est enfermé. Modibo Keïta, le premier président du Mali indépendant de 1960 est aussi le gendre du premier interprète officiel de la colonie du Soudan, Moussa Travelé, lui-même premier auteur malien moderne en 1913 (au sens du système industriel édition-imprimerie-librairie), dans une forme elle-même bilingue. L'échec de l'utopie scolaire francophone de Modibo Keïta a montré les limites de la fabrique nationale malienne appuyée sur la langue française, attaquée à la fois par les injonctions libérales de l'ajustement structurel et les errements de la dictature militaire. Le Mali transcolonial a émergé dans une normalité certaine, mais aussi « à toute vitesse et sous contraintes ». La ressource linguistique semble ici toujours particulièrement centrale, voire décisive.

### **La lutte des langues**

La littéracie malienne se développe dans trois bulles linguistiques enchevêtrées. La bulle francophone, dominante pour la littéracie (livre, presse, net), peut s'apparenter à une forme de rente linguistique, à la fois des catégories les plus aisées et/ou les mieux scolarisées, mais aussi spatialement de la région-capitale ou de segments touristiques

---

<sup>5</sup> Achille Mbembé, *Sortir de la grande nuit, essai sur l'Afrique décolonisée*, 2010, La Découverte, pages 15 et 16.

et migratoires. Bien que concentrant l'essentiel des ressources du champ considéré, la bulle francophone se caractérise par son impossibilité à croître de manière significative aujourd'hui en direction des classes populaires : pas assez de locuteurs, pas assez solvables. L'édition franco-centrée vivote. La bulle se fonde sur le statut du français, langue scolaire, administrative et politique, sur le renforcement extérieur par la francophonie et intérieur par le « Mali-France » – sur la force même du français du Mali, langue vernaculaire et africaine, riche, plastique capable de saisir le « paysage » local et international (dans l'acception la plus large d'une géographie vécue) par une langue précise, drôle, chaleureuse et nourricière pour le locuteur lettré de la langue française de France. La bulle « langues nationales » est de plus en plus centrée sur le bamakokan (la variante bamakoise du bamanankan), langue nationale véhiculaire émergente selon Morante (2009) et de nombreux acteurs locaux. De fait, le Mali perdrait régulièrement de la diversité linguistique, non au profit du français, mais à celui du bamakokan. L'idéologie de la diversité, la décentralisation, les fortes croissances des effectifs scolaires, le nationalisme linguistique favorisent les partisans de la relocalisation linguistique et de l'usage officiel des langues nationales. Au-delà de ces débats maliens très fortement clivés, la politique dite du *curriculum* (une scolarité complète en langues nationales avec le français en langue seconde croissante), qui remplace l'expérimentation de la *pédagogie convergente* (PC), représente une opportunité socialement acceptable de baisse des coûts et de hausse de l'efficacité scolaire, un contournement possible du mur jusqu'à présent infranchissable de l'alphabétisation universelle au Mali. La bulle arabophone, très minoritaire, semble dynamique après plusieurs mouvements de réforme, à la fin de la période coloniale, dans les années 1970 et à nouveau aujourd'hui : après une véritable révolution logistique et intellectuelle, les médersas reconnues par l'État semblent intégrées à la société malienne contemporaine. La stagflation de la littéracie naît pour une part du faible chevauchement de ces trois bulles, de leur faible synergie. La fragmentation du marché national, la très inégale allocation des ressources, la spéciation stricte des formes des deux principales bulles linguistiques (écrit en français, oral en langues nationales) empêchent le marché, non seulement de croître, mais d'abord de se constituer, alors même que la population croît, elle, très fortement. Cette stagflation empêche également l'unification de l'espace politique formel (registres des partis politiques, registres du droit) lieu habituel des débats culturels et éducatifs, créant ici une boucle de rétro-action négative singulière : le débat officiel sur les langues nationales se fait principalement en français, dans une catégorie numériquement réduite de la population concernée. Les dynamiques linguistiques depuis l'Indépendance semblent ainsi contrôler une partie importante des données de la littéracie malienne, de l'échec de l'utopie scolaire en « langue étrangement nationale » (le français) à la relocalisation et à la polarisation en « langue nationale émergente » (le bamakokan et autres langues). La capitale et les élites sont les deux ensembles sociaux-spatiaux qui possèdent le moins d'écoles à *curriculum* et résistent ainsi à l'action publique de relocalisation linguistique. Ce clivage linguistique détermine des positions et des opinions très tranchées.

### **Le transcolonialisme dans la littéracie ou le « Mali-France »**

Le chercheur français qui travaille dans un territoire, une société anciennement colonisés par la France ne peut faire l'économie d'une double précaution, ne pas

prendre l'ambiance francophone dans laquelle il va le plus souvent être baigné pour le seul pays réel, ne pas prendre son modèle culturel de référence pour un objet d'exportation indiscutable. Ces précautions peuvent s'appliquer aussi au modèle de la Françafrique (Verschave, 1998) pourtant fortement critique des pratiques mafieuses des élites politico-économiques françaises et africaines. Il n'est pas lieu de discuter cette analyse ici, mais de rappeler que l'épaisseur et la diversité des sociétés africaines ne peuvent s'en suffire, car c'est la société toute entière qui « joue » transcolonial. Cette interaction nous semble dessiner un « Mali-France » bien plus complexe que prévu, une réalité et une représentation opérant tant en France sur l'image du Mali francophone et de la présence malienne en France, qu'au Mali même sur l'image de la France, de la langue française, du groupe malien francophone et des positions qui s'y rattachent. La relation spatialisée entre les deux sociétés, malienne et française, se joue largement sur la langue. Ainsi, le « Forum national sur l'éducation » de 2008, forum participatif monté par les services du Premier ministre pour (tenter de) dénouer la crise du système éducatif malien a-t-il été une occasion d'une réitération du débat sur la politique linguistique du Mali. Dans cette opposition parfois étrange pour le tiers extérieur, entre « nationalistes vernaculaires » et « mondialistes francophones » (à moins qu'il ne s'agisse du contraire - que les uns et les autres pardonnent au chercheur ces approximations langagières qui traduisent mal la complexité des positions respectives), nous retenons que les expatriés maliens diplômés, de cette vaste diaspora dispersée à travers le monde, reliés au pays, mais également entre eux grâce à la révolution de l'internet, ont su montrer au Mali même la diversité des politiques linguistiques à travers le monde et dépasser la seule expérience transcoloniale franco-malienne. Ainsi, la sortie du « Mali-France » ne se réduit nullement à un enfermement nationaliste, isolationniste ou xénophobe, ni à une « malianisation », voire à une « mandinguisation » autoritaire de la société. Sortir du « Mali-France », c'est au contraire agrandir, aux nouvelles échelles de la mondialisation, la connaissance et la réflexion maliennes sur l'expérience historique des politiques linguistiques dans le monde. C'est par une évasion scalaire, en somme, que le Mali peut s'échapper de l'enfermement transcolonial : diversité interne, système linguistique transfrontalier régional, politique africaine des langues, expériences asiatique et américaine du multilinguisme, sans oublier la construction d'un modèle de littéracie nationale développée et intégrée, encadrée par l'action publique souveraine. Nous verrons plus loin que la constitution d'un marché de la littéracie plus « juste » (c'est-à-dire plus proche des potentialités de la société locale) peut être considéré comme un objectif de développement, mais aussi, et plus sûrement encore, comme un objectif raisonnable d'un nationalisme malien bien compris (en revisitant radicalement le legs et la mythologie de la Première République). Le prendre enfin comme un objectif esthétique, culturel et économique pour les acteurs de la filière et les autres habitants a encore plus de sens. Nous parlons là des *biens de haute nécessité* et d'une forme de *l'authenticité*.

### **Aménager la culture, petit essai d'éthique informelle**

Dans la perspective qui est la nôtre, celle d'une recherche-action, la géographie de la littéracie s'entend, au-delà des acteurs, comme une réflexion sur l'action, civile et publique, passée, présente et à venir. Il s'agit de penser l'aménagement du territoire étendu à la culture, ou mieux, de penser ensemble le « ménagement » du territoire et

de la culture. Dans le cas malien, il faut s'affranchir d'un certain nombre de mythologies agissantes et de positions solidement établies pour penser l'autonomie d'un secteur émergent. Proposer aux acteurs une réflexion sur des outils existants ou à construire prend ici la forme d'un atelier/compte-rendu d'enquête en février 2012 dans le programme de « la rentrée littéraire malienne », le festival endogène de littérature de Bamako. Nous exposons ci-dessous quelques éléments de ce retour d'enquête, sur la question de l'alphabétisation en langues nationales, sur la concurrence du livre français, enfin sur la diversité des outils qui rendent possible la formation d'un marché national de la lecture-écriture cohérent et l'accès à une littéracie universelle pour l'ensemble des citoyens maliens.

### **Une utopie scolaire pragmatique, relocaliser en langues nationales**

Dans le Mali diglossique contemporain, une faille centrale français/langues nationales sépare les nombreux citoyens non lettrés non scolarisés non francophones du petit groupe lettré scolarisé en français. Il existe une troisième catégorie difficile à quantifier, les adultes alphabétisés en langues nationales, au travers de dispositifs très hétérogènes de néo-alphabétisation, autoproduits ou à l'initiative de l'État, ainsi qu'un groupe significatif de francophones non lettrés. En détournant *Deschooling society* (Illich, 1973), nous disons que dans les processus observables aujourd'hui au Mali, il ne s'agit pas tant de « déscolariser la société » (qui ne l'est pas assez), que de « déscolariser la littéracie » (*deschooling literacy*) qui l'est trop, tout en « rescolariser l'école », c'est-à-dire en la recentrant sur des objectifs scolaires consistants et raisonnables - former de manière efficace l'ensemble d'une classe d'âge dans les langues fonctionnelles de la société. La dynamique éducative malienne est aujourd'hui de plus en plus hétérogène et polarisée : écoles publiques 49 %, privées 8,5 %, communautaires 27 % et médersas 15,5 % (2010). Cet éclatement est né du recul des scolarités pendant toute la décennie 1980, période de crise caractérisée par un appauvrissement intellectuel et matériel des écoles fondamentales pendant ce qu'il faut appeler « l'ajustement structurel de la littéracie ». La reprise de la scolarisation lors de la décennie suivante se fait aux nouvelles conditions et selon l'idéologie des bailleurs internationaux, lesquelles favorisent la fragmentation et la privatisation du système éducatif, dont l'État malien a aujourd'hui partiellement perdu le contrôle. Parfois totalement délégitimée aux yeux des habitants (baisse du niveau, hausse des coûts, baisse des opportunités de placement socio-professionnel, corruption, harcèlement sexuel) et toujours très inégalitaire (espace, classe, genre), l'école malienne apparaît à la fois empêtrée dans une crise majeure et travaillée par une dynamique de résilience de celle-ci. À une échelle régionale, ouest-africaine, la relocalisation linguistique de l'école est un objectif majeur. *Parmi les racines à retrouver pour refonder la gouvernance en Afrique, il est évident que les langues autochtones les plus parlées ou comprises ont un rôle fondamental et irremplaçable à jouer. En effet, dans les anciennes colonies françaises, l'enseignement est dispensé exclusivement en français soit dès la maternelle ou le cours préparatoire, soit à partir du CE2. Tel quel, il engendre de graves effets pervers : (...) 1. parce que [l'enfant] entre dans le cycle primaire avec « un retard de six années de compétence linguistique » (cf. Agbidinokoun, Dr en sciences du langage) très difficile à rattraper. Le jeune élève comprend donc moins vite, souvent mal ou même pas du tout. Aussi, les taux de redoublement et d'abandon sont-ils très élevés. Le pourcentage d'enfants scolarisés*

terminant le cycle primaire reste faible et le nombre de ceux qui accèdent à l'enseignement secondaire, dérisoire par rapport à l'ensemble de la population. 2 : Un temps et des efforts démesurés sont imposés aux enfants pour assimiler et maîtriser la langue française au détriment de l'acquisition des connaissances scientifiques et techniques dont ils auraient besoin pour se développer<sup>6</sup>. Les études maliennes sur le bénéfice scolaire des écoles expérimentales créées dans les années 1980 et 1990 attestent que les enfants éduqués en langue maternelle progressent plus vite et sont plus performants scolairement que ceux qui sont éduqués en « langue étrangement nationale » : il y a un coût cognitif à l'apprentissage du français, une langue étrangère, comme langue de travail scolaire, dans le cadre d'un apprentissage souvent réalisé de manière répétitive et par cœur dans des classes à effectif nombreux. Les termes du débat sont parfois violents, car, pour les nombreux et visibles partisans du français, ne pas scolariser en français, ce n'est bon ni pour la carrière scolaire et sociale de l'enfant, ni pour l'accès de la société malienne à la culture scientifique mondiale, mais, pour d'autres, ne pas scolariser en langues nationales et ne pas faire advenir celles-ci au monde, c'est se nier et nier la richesse humaine, locale et nationale, individuelle et collective et empêcher le Mali d'être au monde, souverain. À charge alors pour le système scolaire national de développer le français et l'anglais comme langues secondes.

**Document 1 : compétence linguistique dans l'une des langues nationales déclarée par les maîtres des écoles à pédagogie convergente, année 2004**

langues	enseignants	%
1- Bamanankan	18180	72,14
2- Songhay	2119	8,4
3- Dogoso (dogon)	1057	4,19
4- Fulfulde (peulh)	612	2,42
5- Syenara (sénoufo-a)	388	1,53
6- Mamara (sénoufo-b)	414	1,56
7- Bomu (bobo)	636	1,64
8- Soninké	412	1,63
9- Tamasheq	337	1,33
10- Bozo	91	0,36
11- Khassonké	435	1,72
Indéterminés	516	2,04

Source : rapport AUF, *la place du français dans l'enseignement au Mali*<sup>7</sup>, 2006, page 26

6 Louise-Marie Diop-Maes (Mme Cheikh Anta Diop), Docteur d'Etat en géographie humaine, *Stratégie pour l'utilisation dans l'enseignement et dans l'administration des principales langues parlées ou comprises par les habitants, instauration d'un système éducatif rationnel et fonctionnel* - <http://www.institut-gouvernance.org/publications/publication1/bamako-243.html>

7 [http://www.dlf.auf.org/IMG/pdf/Redaction\\_def-pdf1.pdf](http://www.dlf.auf.org/IMG/pdf/Redaction_def-pdf1.pdf)

Dans cette relocalisation linguistique, on observe la possibilité d'une langue nationale véhiculaire, qui réduit sensiblement la représentation babéliste du Mali sans contraindre à l'uniformisation linguistique autoritaire.

### **Le livre français au Mali, régler la concurrence déloyale**

Le caractère déloyal d'une pratique peut se mesurer. Objectiver la concurrence du livre français sur le marché malien, c'est la mesurer en comparant les deux filières : du côté français, un très ancien artisanat intellectuel devenu depuis plus d'un siècle une industrie de consommation intégrée, aujourd'hui transnationale et oligopolistique, fondée sur une idéologie universaliste incarnée notamment par la francophonie, du côté malien, un ancien artisanat arabophone qui a évolué vers une très petite industrie, récente, modeste, parcellisée dépourvue de filière complète et d'accès à la totalité de son marché, enfermée dans la langue française et les marchés publics. Il est difficile de soutenir que les acteurs maliens du livre sont en situation de se mesurer *loyalement* à leurs concurrents français. Quant à dire le caractère subjectif de la pratique, c'est décrire l'état de conscience des acteurs des deux filières. Croire comme le fait le Syndicat national de l'édition (syndicat patronal des grands éditeurs français) dans son rapport sur *La présence du livre français dans les pays francophones du sud, memorandum au SNE* (Cousin, 2006) que tout va bien et que les éditeurs français agissent comme de grands bienfaiteurs de l'Afrique relève d'une autre ère géopolitique. Dans la même logique, les dons de livres d'origine française (mais aussi belge, suisse ou québécoise) affectent fortement le marché malien. Cette concurrence déloyale ne concerne pas seulement la partie malienne. En effet, seuls les gros éditeurs français vendent au Mali, compte-tenu de la complexité de la commande et du transport des livres entre les deux pays, affectant la perception malienne de l'état de l'édition en France et les tenant à l'écart d'un grand nombre d'innovations et de pratiques alternatives au *mainstream* éditorial français. Dans le sens contraire, exception faite des éditions du Figuier, la filière malienne n'exporte que des manuscrits et des auteurs et importe des produits finis neufs ou de seconde main. Nous retrouvons dans cet échange culturel bien des aspects de l'échange inégal Nord/Sud tel qu'il a été décrit depuis les années 60. Que peut-on alors faire devant un tel schéma ? Interdire ou surtaxer le livre français entrant au Mali rappelle des précédents fâcheux et donnerait des signaux politiques particulièrement contraires au développement d'un environnement favorable à la littéracie. Le partenariat franco-malien questionne plutôt le « travailler ensemble » et l'obligation pour la partie française d'accepter l'idée que la filière malienne du livre a le droit de vivre et de se développer.



**Document 2 : régler la concurrence du livre français au Mali, quelques hypothèses de type gagnant-gagnant**

Filière française	Proposition	Filière malienne
<b>Oligopole</b>	<p><b>Un mécanisme d'aide publique franco-malien lié aux gros éditeurs :</b>                      L'État français (et les éditeurs volontairement) finance la baisse du prix de vente des livres français au Mali, tandis que l'État malien taxe à l'entrée au Mali les livres d'un montant équivalent à la baisse subventionnée (ou soutenue) du prix</p>	<p>Le produit de la taxe malienne (subventionnée par l'APD française et les gros éditeurs) abonde le <b>Centre National de la Littérature du Mali</b>, en charge de l'innovation et de la pérennisation de la filière malienne (à créer)</p> <p><i>risques : blocages politiques en France et bureaucratie/corruption au Mali</i></p>
<b>Franges créatives</b>	<p><b>Partenariats non-étatiques :</b>                      multiplications des co-éditions du type Alliance internationale des éditeurs, avec soutien de fondations, échanges de savoirs, de pratiques, de personnels (workshops internationaux, stages et projets partagés)</p> <p><b>en cours</b>                      (Donniya, Jamana, Le Figuier)</p>	<p>Ces <b>co-éditions</b> sont bénéficiaires par forte <b>réduction des coûts unitaires de production</b>                      Bénéficiaires intellectuellement par <b>échange et émulation autour des « bonnes pratiques » et trucs du métier</b></p> <p><i>risques : non réalisation par manque de consistance des acteurs et réduction des échanges culturels liée au sécuritaire</i></p>
<b>Rebut</b>	<p><b>Formation des acteurs privés et obligation de pérennisation liée au don ponctuel de livres d'occasion :</b></p> <p>diffusion des normes auprès des donateurs et récipiendaires (démarche qualité)                      cofinancement obligatoire d'un lieu de diffusion culturel économiquement viable (soutien privé/public)</p> <p><b>en cours</b>                      (spontanément ou par des structures type BSF)</p>	<p>Un <b>stock</b> doté d'une <b>valeur culturelle et économique</b> certaine permet de <b>valoriser un lieu, un poste de travail</b>, mais seule la <b>pérennisation</b> engage positivement le <b>développement de la filière</b> ;                      à lier, par exemple, aux bibliothèques publiques ou aux cybercentres, au multimédia (net, téléphone), à un établissement de formation, à une librairie rurale</p> <p><i>risque : non réalisation par manque de consistance des acteurs et réduction des échanges culturels liée au sécuritaire</i></p>

Dans les trois registres de proposition, nous observons que des actions significatives ont déjà été engagées dans les franges créatives et le rebut par les acteurs eux-mêmes et sans aide publique significative. Ces astucieuses coopérations d'acteurs à faibles ressources financières peuvent être amplifiées sans les limiter au registre de la librairie formelle ou de la francophonie officielle. C'est l'innovation mutuelle et non la diffusion d'un modèle français stéréotypé difficilement généralisable qui importe. Concernant le cœur de cet échange inégal, les baisses de prix déjà ponctuellement travaillées entre grands éditeurs et État français ne convainquent pas, car c'est bien de la protection du marché malien dont il s'agit et non simplement de l'accès à des livres moins chers. Une partie significative de l'élite française étant attachée à l'exception culturelle et à la protection de ses propres outils culturels, de nombreux acteurs français sont en mesure d'admettre que toute exportation de livres français au Mali puisse financer un outil d'aide publique malien au livre (en fait à la littéracie) comparable au CNL<sup>8</sup> français – sans limiter aucunement l'accès du public malien au livre français et notamment aux genres que l'édition malienne ne sera pas en mesure de produire avant un certain temps ou peut-être jamais, compte-tenu de l'effet de taille. En prenant en compte le chiffre difficilement vérifiable de 250 000 livres français entrant au Mali annuellement, on voit qu'une baisse de 4 € par livre (partagée à 50 % entre l'État français et les grands éditeurs concernés) permettrait à une taxe partenariale de dégager une somme théorique d'un million d'euros pour abonder un CNL malien<sup>9</sup>.

### Détours en littéracie, conditions pour une société civile cohérente

La Bibliothèque Nationale du Mali a été créée en 1984. Lancé officiellement en 1986, le dépôt légal ne connaît guère de résultats probants jusqu'à sa relance active au milieu des années 2000. Cela d'autant plus que jusqu'en 2006 les livres maliens sont soit dépourvus de numéros ISBN, soit immatriculés avec un ISBN français obtenu par les éditeurs maliens auprès de l'AFNIL, l'organisme de gestion de l'ISBN français. La France impose l'ISBN à sa filière par un décret de décembre 1981 pris pour l'application de la loi relative au prix unique du livre. Le Mali crée son agence ISBN en 2006 (l'immatriculation ISBN est réclamée par les bailleurs). On comprend la forte symbolique de cette temporalité décalée, qui voit « l'indépendance ISBN » malienne être différée de 25 ans et une partie significative du « livre malien » (*Donnya, Le Figuier, Jamana*) avoir été enregistrée comme « livre français » pendant cette période (1986-2006). Aujourd'hui, et depuis 2006, l'AFNIL n'accepte plus les éditeurs maliens et, peu à peu, le dépôt légal sous ISBN malien progresse. De plus, une part significative

8 Le Centre National des lettres français / <http://www.centrenationaldulivre.fr/>

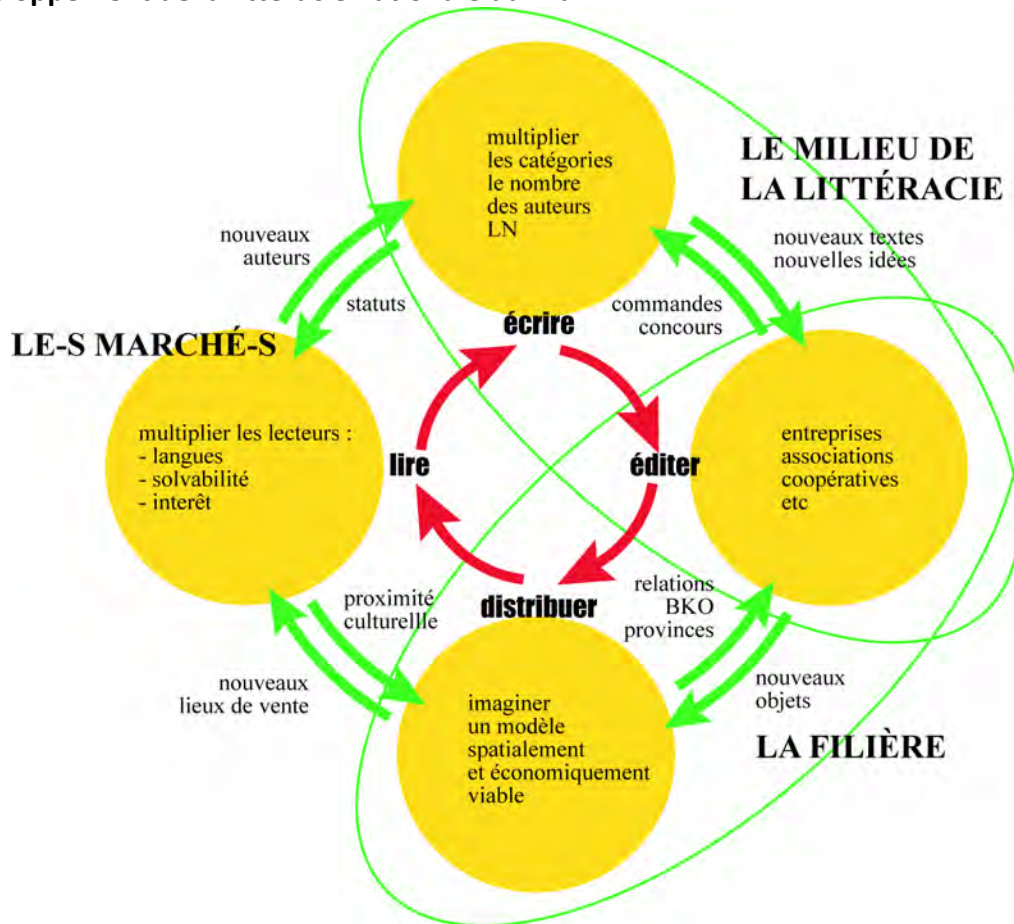
Autodéfinition sur le site du CNL : *Établissement public du Ministère de la Culture et de la Communication, le Centre national du livre a pour mission d'encourager la création et la diffusion d'ouvrages de qualité, à travers divers dispositifs de soutien aux acteurs de la chaîne du livre (auteurs, éditeurs, libraires, bibliothèques, organisateurs de manifestations littéraires). Il est également un lieu de rencontres, d'échanges et d'actions interprofessionnelles. Cette caractéristique lui confère une place particulière et originale dans l'organisation administrative : éditeurs, auteurs et traducteurs, bibliothécaires et libraires sont étroitement associés aux actions mises en œuvre par le CNL.*

9 Cette ressource ainsi envisagée sous la forme d'une fiscalité solidaire peut paraître improbable, son montant très exagéré, voire baroque. L'idée est pourtant bien d'affirmer qu'un CNL malien est non seulement possible, mais souhaitable pour l'émergence d'une filière nationale du livre à la hauteur de son marché potentiel, qu'il contribuera à réaliser, la société malienne alphabétisée.

de l'édition malienne (brochures, livrets hors édition formelle) notamment en langues nationales échappe à tout enregistrement. Selon son inventaire actuel, la BNM contient 16472 ouvrages analogiques (13000 livres, 3400 thèses/mémoires et 72 titres de périodiques) contre 7500 à l'inventaire de 2003. C'est à peu près le nombre d'ouvrages d'une bibliothèque publique d'une petite ville française (10000 habitants). Nous observons également que le nombre de détenteurs maliens d'un ISBN ne dépasse pas 50 et celui des ISSN 63 (2010). Ici, revient le double effet de taille du Mali, une population modeste et parmi les plus jeunes du monde (14,5 millions d'habitants dont la moitié a moins de 15 ans), un lectorat lettré et francophone solvable très réduit (un taux global d'alphabétisation des adultes estimé à 26 % sur la période 2005-2008, une réduction de cet effectif théorique en fonction de la langue et du faible pouvoir d'achat) qui contraignent un petit secteur professionnel incomplet et une production réduite, essentiellement en langue française.

L'action publique sensible à la question des *biens de haute nécessité* peut s'appuyer sur les acteurs locaux, sur la Constitution malienne de 1992 (articles 17, 18, 25 et 70 notamment), en particulier parce que celle-ci offre un cadre évolutif : *le français est certes la langue d'expression officielle mais la loi fixe les modalités de promotion et d'officialisation des langues nationales* (article 25). Elle peut aussi s'adosser à un mouvement transnational en faveur de la bibliodiversité et de la souveraineté culturelle.

**Document 3 : figuration systémique d'une action publique et civile cohérente de développement de la littéracie nationale du Mali**



Source : inédit, Frédéric Barbe, infographie, Andrée Dubois, IGARUN, Université de Nantes.

Pour conclure, tenter ici un peu de géographie appliquée, « d'aménagement » ou plutôt de « ménagement » culturel, c'est bien de tenter de comprendre le débat interne à la société malienne, sans misérabilisme, ni contresens, en reconnaissant, parfois contre l'avis des acteurs dominants de la filière, de la valeur à tous les acteurs formels et informels, aux différentes bulles linguistiques, à toutes les formes culturelles, pour inventer sans peur de la trouvaille, du recyclage<sup>10</sup>, du bricolage, du *marronnage* - l'art de dégager de la liberté dans les espaces contraints - un nouveau modèle économique d'une littéracie de pays pauvre. La pauvreté économique ne peut signifier l'empêchement de la lecture-écriture et seules des idéologies inégalitaires peuvent soutenir aujourd'hui que les pauvres n'ont pas (besoin) de littéracie. Quel que soit le niveau de ressources d'un pays, l'action publique souveraine et celle des acteurs

10 La *littérature de cordel* brésilienne, moment historique de la littéracie populaire brésilienne émergente (19<sup>ème</sup>/20<sup>ème</sup>), aujourd'hui forme mutante en cours de patrimonialisation qui s'est déplacée pu *sertão* nordestin vers les villes littorales, peut représenter l'archétype de ces formes populaires combinant l'émergence du couple auteur/lecteur et de circuits de production/distribution simples, auto-financés et auto-gérés, pour servir une population en cours d'alphabétisation : une littérature de colportage qui rejoint sur certains points la littérature alternative la plus contemporaine des vieux pays alphabétisés, les franges de l'oligopole..

civils ont été et sont toujours toutes deux nécessaires pour créer et entretenir une filière nationale, nourricière de la société, vers tous les publics, intégrée à différentes échelles dans la littéracie mondiale. « L'ajustement structurel de la littéracie », moment historique du consensus de Washington, a montré que la géographie de la culture ne peut se réduire à un « pur » marché, à fortiori dans un pays marqué par la figure transcoloniale.

### **Bibliographie**

Barbe F. (2011) « Une formes souterraine et pro-active de littéracie, la spatialisation des bibliothèques privées », séminaire *Livre : création, culture et société*, Université Paris Ouest Nanterre La Défense.

Barbe F. (2011) « Tentative d'épuisement du et des Prix Nobel de littérature », séminaire *Livre : création, culture et société*, Université Paris Ouest Nanterre La Défense.

Barbe F. (à paraître en revue) « La montée des îles Aran dans la bibliothèque mondiale, une glocalisation littéraire ».

Barber K. (2006) (ed) *Africa's hidden histories : everyday literacy and making the self*, Bloomington, Indiana University Press, 451 p.

Bayard P. (2007) *Comment parler des livres que l'on n'a pas lus ?*, Paris, Éditions de Minuit, 162 p.

Bayard P. (2009) *Le Plagiat par anticipation*, Paris, Éditions de Minuit, 154 p.

Becker H. (1982, 1988) *Les Mondes de l'art*, Paris, Flammarion, 379 p

Casanova P (1999, 2008) *La République mondiale des Lettres*, Paris, Éditions du Seuil, 504 p.

« *Paris, Capitale littéraire* » (2002) in Charle C. et Roche D. (2002) *Capitales culturelles, capitales symboliques. Paris et les expériences européennes (XVIII<sup>ème</sup> - XIX<sup>ème</sup> siècle)*, Paris, Publications de la Sorbonne.

Chartier R. (1993, 2003) dir. *Pratiques de la lecture*, Paris, Éditions Payot, 323 p.

Chartier R. (1997, 2001) dir avec Cavallo G. *Histoire de la lecture dans le monde occidental*, Paris, Éditions du Seuil, 587 p.

Chartier R. (1997) *Le Livre en révolutions, entretiens avec Jean Lebrun*, Paris, Éditions Textuel, 159 p.

Coquery-Vidrovitch C. (1992) *L'Afrique occidentale au temps des Français, colonisateurs et colonisés, c. 1860-1960*, Paris, Éditions La Découverte, 460 p.

Cousin B. (2006) *La présence du livre français dans les pays francophones du sud, memorandum au Syndicat nationale de l'édition*, Paris, SNE, en ligne sur le site du SNE, 33 p.

Dard F. (2000) « Entretien avec Jérôme Garcin » *Le Nouvel Observateur*, numéro 2000/1858.

Doquet A (2009) « Le terrain des notes. Enquête, notes de terrain et raisonnement de l'anthropologue », *Langage et Société*, 2009/127.

Fabre D. (1993) *Écritures ordinaires*, Paris, Éditions P.O.L, 374 p.

Goody J. (1977, trad 1979) *La Raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, Éditions de Minuit, 275 p.

Goody J. (1993, trad 1994) *Entre l'oralité et l'écriture*, Paris, PUF, 323 p.

- Guaino H. (2007) Discours de Dakar, prononcé par Sarkozy N. à l'Université Cheikh-Anta-Diop de Dakar.
- Hébrard J., Chartier A-M. (2000) *Discours sur la lecture (1880 – 2000)*, Éditions Arthème Fayard - BPI, centre Georges Pompidou, 762 p.
- Hébrard J., Chartier A-M., Clesse C. (1998) *Lire-Écrire : entrer dans le monde de l'écrit*, Éditions Hatier, 191 p.
- Hoggart R. (1957, 1970) *La culture du pauvre*, Paris, Éditions de Minuit, 420 p.
- Illich I. (1971, 1997) *Une société sans école*, Paris, Éditions du Seuil, 219 p.
- Lahire B. (1999, 2005) *L'invention de l'illettrisme. Rhétorique publique, éthique et stigmates*, Paris, Éditions La Découverte, 370 p.
- Lahire B. (2006) *La Condition littéraire: la double vie des écrivains*, Paris, Éditions La Découverte, 619 p.
- Le Potvin S. (2005) *Lettres maliennes, figures et configurations de l'activité littéraire au Mali*, Paris, Éditions L'Harmattan, 337 p.
- Manifeste pour les produits de haute nécessité* (2009), Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, multidiffusion, Éditions Galaade, Institut du Tout-Monde et en ligne, 12 p.
- Mbembé A. (2010) *Sortir de la grande nuit, essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, Éditions La Découverte, 246 p.
- Mbodj-Pouye A. (2007) *Des cahiers au village, socialisations à l'écrit et pratiques d'écriture dans la région cotonnière du sud du Mali*, thèse de doctorat de Sociologie et Anthropologie de l'Université Lumière-Lyon 2, en ligne, 715 p.
- Mbodj-Pouye A. (2010) (dir. avec Fraenkel B.), numéro spécial « Un courant de recherche sur l'écrit : les Literacy Studies », *Langage et Société*, 2010/133.
- Morante D. (2009) *Le champ gravitationnel linguistique, avec un essai d'application étatique – Mali*, Paris, Éditions L'Harmattan, 546 p.
- Mara M. (2010) *L'État au Mali, Géniteur de la Nation [Facteur d'Intégration, Catalyseur d'expansion]*, Bamako, auto-édition, 376 p.
- Perec G. (1974, 2000) *Espèces d'espaces*, Paris, Éditions Galilée, 185 p.
- Rancière J. (2007) *Politique de la littérature*, Paris, Éditions Galilée, 231 p.
- Rancière J. (1987, 2004, 2009) *Le Maître ignorant : cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, Éditions Fayard, 233 p.
- Saïd E. (1993, trad 2000) *Culture et Impérialisme*, Paris, Éditions Fayard - Le Monde diplomatique, 558 p.
- Sapiro G. (2009) *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation.*, Paris, Éditions du CNRS, 427 p.
- Sapiro G. (2009) *Les contradictions de la globalisation éditoriale.*, Paris, Éditions Nouveau Monde, coll. « Culture/Médias », 401 p.
- Sepúlveda L. (1989, trad 1992) *Le Vieux qui lisait des romans d'amour*, Paris, Éditions Métailié, 136 p.
- Smith S. (2003) *Négrologie : pourquoi l'Afrique meurt ?*, Paris, Éditions Calmann-Lévy, 248 p.
- Travelé M. (1913) *Petit Dictionnaire Français-Bambara et Bambara-Français*, Paris, Éditions Paul Geuthner, 281 p.

# Cybergeog: European Journal of Geography

Politique, Culture, Représentations

2014

694

---

## La montée des îles Aran dans la bibliothèque mondiale, une glocalisation littéraire

*The global rise of the Aran islands in the World Library*

FRÉDÉRIC BARBE

<https://doi.org/10.4000/cybergeog.26542>

---

### Résumés

Français English

À l'entrée de la baie de Galway, les îles Aran dessinent aujourd'hui un des points hauts de l'espace touristique irlandais. L'archipel se présente simultanément comme une des entrées de la matière irlandaise au sein de la bibliothèque mondiale et ce n'est pas sans rapport. Depuis la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, et plus encore après la publication du récit fondateur de John Millington Synge en 1907, les îles d'Aran semblent fonctionner comme une résidence d'écriture permanente, cela en l'absence de toute politique publique dédiée. Cette traîne d'œuvres scientifiques et artistiques a mondialisé Aran au point d'en transformer radicalement les conditions d'existence et la position même dans l'espace mondial. Accommodée progressivement en coproduction des visiteurs et des indigènes, cette montée glocale de la minuscule Aran dans la bibliothèque mondiale n'est pas sans évoquer d'autres hauts lieux paradoxaux de la bibliothèque mondiale comme le pays dogon ou la forêt lacandone.

At the gate of Galway Bay, the Aran Islands today stand out as one of the highest places in the Irish sightseeing space. At the same time, the archipelago has become one of the most famous parts of the Irish work within the world library. For more than a century, particularly after the publication of John Millington Synge's founder book in 1907, Aran has evolved as a continuous creative writing workshop, without any state cultural policy. This production of scientific and artistic works has transformed Aran and radically changed its living conditions and its position in the global space. This process having turned into a co-production by both foreigners and natives, the global rise of the humble Aran in the world library reminds us of other paradoxical places within the global library, such as the Lacandon forest or the pays dogon.

---

### Entrées d'index

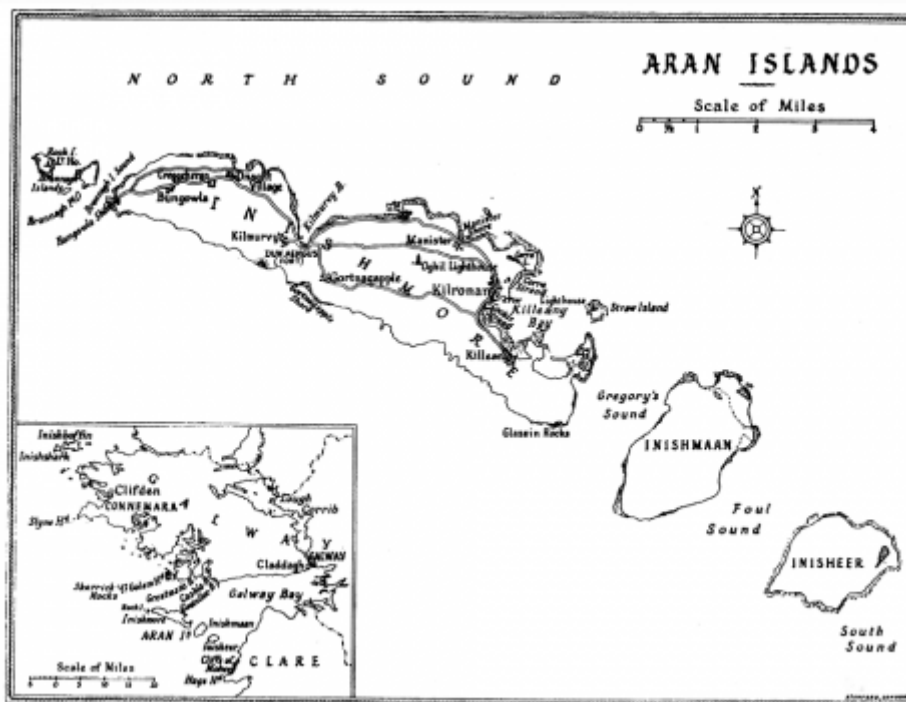
**Mots-clés :** glocalisation, Aran, bibliothèque mondiale, décolonisation, littérature

**Keywords :** globalization/glocalisation, Aran, world library, decolonization/decolonisation, literacy

## Texte intégral

- 1 Il existe une disproportion extraordinaire aux îles Aran entre leur charge statistique ordinaire (surface, population, économie) et leur empreinte bibliographique et bibliométrique dans la bibliothèque mondiale. Réputé excellent conservatoire de la langue gaélique à la fin du 19e siècle, l'archipel des îles Aran (figure 1) est un fragment du Gaeltacht, cet autre archipel de la langue vernaculaire irlandaise, dont la cartographie historique montre le rétrécissement spatial progressif<sup>1</sup> (à peine masqué par la patrimonialisation scolaire<sup>2</sup>). Lors du maximum de population du recensement de 1851, l'administration coloniale britannique dénombre 3520 habitants permanents sur l'archipel. En 2006, l'État irlandais n'en compte plus que 1225, touristes, saisonniers et animaux non compris. Marge périphérique au quantitatif dérisoire, Aran doit son entrée dans la bibliothèque mondiale aux voyageurs, artistes et intellectuels fascinés par cette expérience insulaire. Quelques dizaines de contributeurs extérieurs ont ainsi alimenté la célébrité d'Aran. John Millington Synge et Robert Joseph Flaherty en sont les plus connus. À trente ans de distance, ils ont produit les œuvres qui ont ancré Aran dans la bibliothèque mondiale et fait émerger l'archipel à différentes échelles. En 1907, John M. Synge publie *The Aran Islands*<sup>3</sup>, un récit singulier, illustré d'une douzaine de dessins de Jack B. Yeats, le frère du poète. En 1934, Robert J. Flaherty sort son *Man of Aran*<sup>4</sup>, une des œuvres qui fondent le cinéma documentaire. Chaleureusement accueilli à Dublin le 6 mai de la même année par l'élite politique et culturelle<sup>5</sup> du nouvel État irlandais (Rockett, 1987), présenté à Londres avec ses acteurs irlandais et au monde, *L'Homme d'Aran* est primé à Venise et y reçoit la coupe Mussolini du meilleur film étranger.

Figure 1 : Les îles Aran et l'Ouest irlandais dans les années 1930 - Carte de l'archipel



Pat Mullen, *Man of Aran*, 1935 (1970), E. P. Dutton and Company éditeurs, New York - Droits réservés

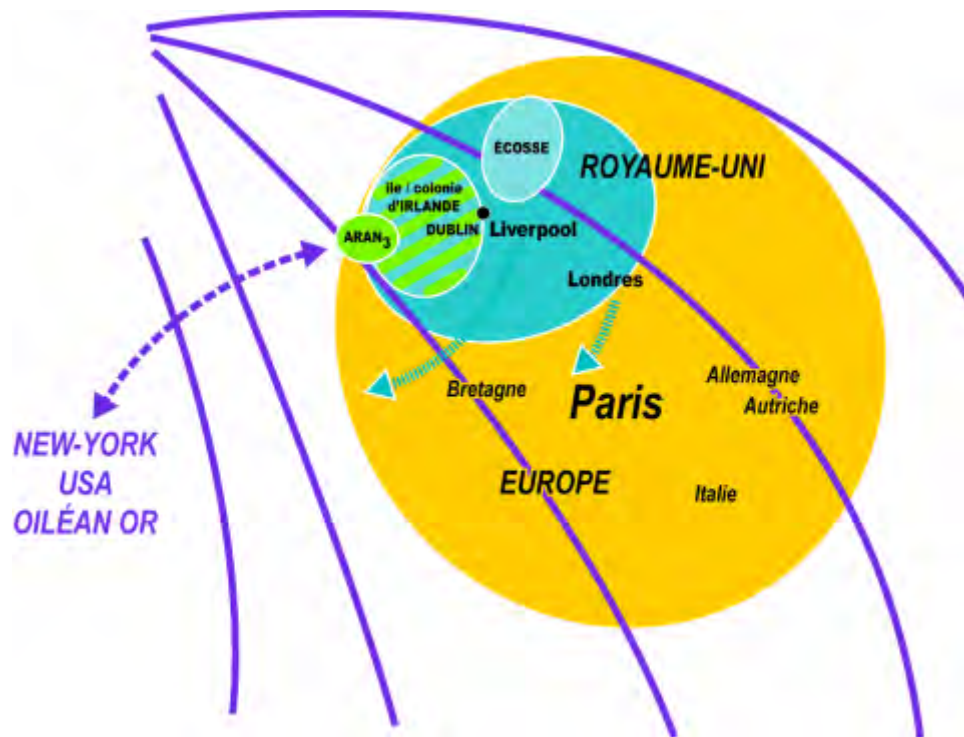
- 2 C'est cette émergence paradoxale par l'écriture que nous voulons comprendre, notamment à travers l'interaction entre visiteurs et locaux dans un jeu d'échelles d'autant plus complexe que l'Irlande vit sa décolonisation, une saignée migratoire et un



redéploiement de son système spatial. Pourquoi ce lieu et comment est-il inventé, produit et reproduit ? Cette enquête en Aran s'inscrit dans un projet plus vaste d'exploration de la « bibliothèque mondiale » et de la « littératie » (Barbe, 2012). Nous utilisons le concept de « bibliothèque mondiale » pour décrire et explorer un système matériel et idéal, le corpus écrit du système-monde, dans son acception la plus large (multimédia, multi-support). Nous utilisons le concept de « littératie » pour définir et explorer l'ensemble des pratiques habitantes et des politiques publiques de lecture-écriture, un autre système d'activités fortement spatialisées. Nous proposons de combiner ces deux entrées avec les catégories classiques de la géographie : spatialisation, distance, lieu, espace et réseau, échelle. Il s'agit de questionner des phénomènes comme le monopole stato-national dans la lecture-écriture, l'émergence d'une échelle mondiale et locale des écritures, la dématérialisation relative de nombreuses pratiques de la bibliothèque et ses effets socio-spatiaux, la consistance et le dépassement de la fracture nord-sud de la littératie, les politiques linguistiques, etc. C'est enfin explorer l'hypothèse que la bibliothèque mondiale et la littératie, loin d'être ces univers séparés proposés par la croyance littéraire, participent au contraire aux dynamiques les plus contemporaines de la mondialisation et méritent toute l'attention des géographes et des aménageurs. Il s'agit de dépasser la géographie littéraire et celle des représentations, pour les relier aux autres entrées de la discipline. Dans notre hypothèse, les îles Aran s'inscrivent dans une même catégorie de hauts lieux portés par un processus d'inscription dans la bibliothèque mondiale. Les caractéristiques du lieu, à la fois « cueillies » et « produites », y permettent, malgré la modestie initiale, un jeu d'échelles particulièrement riche. La célébrité, l'invention du haut lieu, la notoriété mondiale, se construisent en multipliant les frictions scalaires. Le local est y fort, mais la montée scalaire l'est tout autant.

- 3 Évoquer la célébrité d'Aran, c'est d'abord tenter de saisir une montée en centralité – une sorte de centralité mineure, paradoxale et coproduite par les artistes et les îliens. Aran, chez Synge, n'est pas la figure de l'île témoin proposée par Flaherty, mais d'abord celle de l'île médiatrice insérée dans des réseaux (figure 2). Plus encore, c'est l'ensemble archipélagique situé au Nord-Ouest de l'Europe, dans son entier, qui fait écho à la surinsularité japonaise (Pelletier, 1998). Ainsi, Aran, archipel de trois îles principales décroissantes de taille d'ouest en est, s'inscrit dans la couronne insulaire de la grande île d'Irlande, le *mainland* des îliens d'Aran, elle-même intégrée aux forceps dans la couronne insulaire et péninsulaire du royaume d'Angleterre. Cette sujétion coloniale pyramidale, les habitants d'Aran, comme les Irlandais en général, peuvent s'y soustraire. La relation directe au continent européen, *l'île européenne*, court-circuite le dispositif colonial britannique. Plus encore, l'émigration vers les États-unis – *America* dite encore *Oileán Úr* en gaélique pour *île nouvelle* (Jacquin, 1998, p. 202) – anéantit le projet colonial dans son fondement géopolitique par une anachorèse radicale et une mise en réseau de l'ouest irlandais avec la nouvelle puissance émergente du monde. De ce point de vue, l'allégeance théocratique du nouvel État irlandais, si burlesquement renseignée en 1929 par Liam O'Flaherty, un natif d'Aran, dans son *Tourist's Guide to Ireland*, apparaît à l'époque du tournage de *Man of Aran* comme une tentative douloureuse d'annuler ces dimensions surinsulaires et de purger la société irlandaise de son pluralisme.

**Figure 2 : Aran, intersection d'ensembles, surinsularité et centralité paradoxale - Spatialités à Aran**



F. Barbe, 2012

- 4 Sygne, Irlandais dublinois, s'est nourri de culture européenne. Flaherty, citoyen américain né dans le Michigan d'un père irlandais, finit sa vie dans le Montana, après avoir filmé dans le monde entier. C'est à l'intersection de trois surinsularités que se trouvent les îles d'Aran au vingtième siècle. Incarné et mis en mots par Sygne, le regard irlando-européen est transmuté en images et en sons par Flaherty, l'Américain, le créateur à succès du genre documentaire avec *Nanook of the North* (1922). Sans que ces mots soient porteurs de catégories morales, Sygne nous semble être l'annonceur et Flaherty le bateleur de l'émergence d'Aran.

## Syngne, l'indigénisme universaliste vs Flaherty, l'industrie du spectacle

- 5 *Les îles Aran* de Syngne décrivent un monde plein. Pour Flaherty, le resserrement du scénario sur un étrange ménage nucléaire à deux enfants habitant dans un écart dont nous ne verrons rien, nous éloigne du bruissement humain, du bavardage, de l'attroupement, des solidarités, du bazar et de la déglingue que ne cesse de rapporter Syngne. Pour autant, à sa manière emphatique et naturaliste, le monde de Flaherty signe quand même un paysage « plein » au sens de « maîtrisé » et politiquement correct. Dominant les séquences qui amorcent et annoncent l'invention du paysage touristique ouest-irlandais, la répétition des scènes de petit groupe, des quasi-portraits est efficace : les humains saturent l'image de *Man of Aran*, réalisant le titre au milieu d'une insularité théâtralisée. Pourtant, le déclin démographique, déjà perceptible au début du siècle, est devenu, en 1934, sévère. Entre le recensement de 1901 et le tournage de *Man of Aran*, c'est entre un quart et un tiers de la population d'Inishmore qui s'est volatilisé. Cela ne peut pas ne pas se voir dans le paysage. La question de l'exode et de la déprise constitue le paysage. Flaherty le sait et c'est en toute connaissance de cause qu'il reconstitue la scène de la pêche au requin pèlerin, une activité dangereuse disparue depuis une cinquantaine d'années dans la baie de Galway – Aran ne s'éclaire déjà plus avec son huile, mais au pétrole. Malgré ces décalages, les deux artistes parlent bien d'une commune humanité et explorent la part singulière d'Aran au sein de l'universel. Proches des photographies de Syngne, les dessins de Yeats<sup>6</sup> (1907) seront « reproduits » sur la pellicule de Flaherty (1934).

6 Cette humanité organisée par l'image échappe largement à la description des rapports de classe, des rapports coloniaux et même des rapports de genre. Synge semble trahi par son illustrateur. L'ambiance patriarcale qui sourd de l'iconographie s'écarte du texte nourri des altérités de John Millington Synge. Il y a dans l'approche du genre chez Synge, un raccourci saisissant, qui relie les femmes indigènes aux femmes les plus émancipées des villes. S'approchant à pas léger, observant la gêne de ses jeunes informateurs îliens, comme la proximité quotidienne des femmes qui l'abordent volontiers, Synge écrit discrètement autour de la question du corps, de la sexualité, de l'érotique indigène. Le texte, ainsi, se retire, c'est une autre forme d'anachorèse timide du puritanisme patriarcal qui étouffe les sociétés européennes du dix-neuvième siècle et bientôt le nouvel État irlandais. L'entrée des îles d'Aran dans la bibliothèque mondiale est ainsi plus universelle encore, en ce que le texte du jeune Dublinois, le « toujours pas marié » que les îliens harcèlent à ce propos, y installe, de manière presque inimaginable, et en dépit de ses propres limites, une approche fluide et ouverte du genre.

**Document 1 :** L'interaction et le genre, une apologie des femmes indigènes.

I had some photographs to show them that I took here last year, and while I was sitting on a little stool near the door of the kitchen, showing them to the family, a beautiful young woman I had spoken to a few times last year slipped in, and after a wonderfully simple and cordial speech of welcome, she sat down on the floor beside me to look on also. The complete absence of shyness or self-consciousness in most of these people gives them a peculiar charm, and when this young and beautiful woman leaned across my knees to look nearer at some photograph that pleased her, I felt more than ever the strange simplicity of the island life.

Last year when I came here everything was new, and the people were a little strange with me, but now I am familiar with them and their way of life, so that their qualities strike me more forcibly than before. When my photographs of this island had been examined with immense delight, and every person in them had been identified - even those who only showed a hand or a leg - I brought out some I had taken in County Wicklow. Most of them were fragments, showing fairs in Rathdrum or Aughrim, men cutting turf on the hills, or other scenes of inland life, yet they gave the greatest delight to these people who are wearied of the sea.  
[...]

In the evenings I sometimes meet with a girl who is not yet half through her teens, yet seems in some ways more consciously developed than any one else that I have met here. She has passed part of her life on the mainland, and the disillusion she found in Galway has coloured her imagination. [...] At one moment she is a simple peasant, at another she seems to be looking out at the world with a sense of prehistoric disillusion and to sum up in the expression of her grey-blue eyes the whole external despondency of the clouds and sea. Our conversation is usually disjointed. One evening we talked of a town on the mainland. « Ah, it's a queer place », she said: « I wouldn't choose to live in it. It's a queer place, and indeed I don't know the place that isn't. » Another evening we talked of the people who live on the island or come to visit it. « Father is gone », she said; « he was a kind man but a queer man. Priests is queer people, and I don't know who isn't. » Then after a long pause she told me with seriousness, as if speaking of a thing that surprised herself, and should surprise me, that she was very fond of the boys. In our talk, which is sometimes full of the innocent realism of childhood, she is always pathetically eager to say the right thing and be engaging.  
[...]

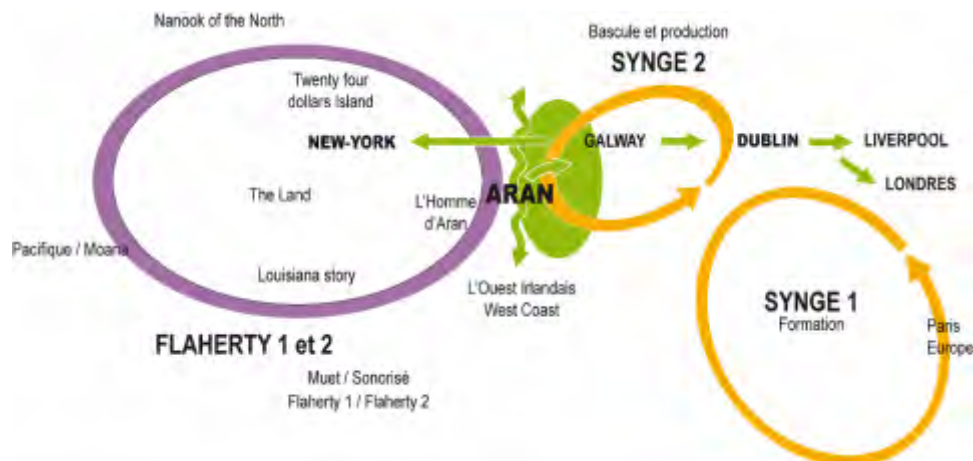
Below the sympathy we feel there is still a chasm between us. « Musha », she muttered as I was leaving her this evening, « I think it's to hell you'll be going by and by. »

John Millington Synge, 1907, *The Aran Islands*, p. 110-111 et p. 122-123, édition américaine, 1911, Boston, J.W. Luce and Company.

7 John Millington Synge vient des classes supérieures irlandaises, protestantes et cultivées, qui dominent depuis Dublin l'Irlande catholique. Son grand-oncle, le

révérend Alexandre H. Synge, a mené à Aran une infructueuse mission d'évangélisation protestante en 1851 et 1852, dont la tonalité puritaine, coloniale et capitaliste fait de son auteur un vrai déçu de l'île (Botheroyd, 1982, Fabre 2002/2003). Un vieil homme s'en souvient et Synge le rapporte de manière très elliptique. Un autre informateur âgé a rencontré, adolescent, le propre père de Synge à Dublin, et il possède toujours le livre en irlandais que celui-ci lui a offert. Aran et *Aran faite œuvre* sont deux des espaces de la libération de Synge, libération de sa propre assignation socio-spatiale dans une société d'ordres cléricale, coloniale et capitaliste, libération de sa généalogie familiale. Au terme de cinq mois et demi d'immersion et de nombreux échanges épistolaires, Synge éprouve la richesse de la culture indigène dans une approche non-dualiste du territoire. Il énonce la richesse des sociétés pauvres à côté de la croyance en la civilisation du progrès et son revers, l'arriération de l'Autre, sa mise en spectacle. Synge apparaît comme un précurseur, ethnologue sans patente dégagé de tout orientalisme niais<sup>7</sup> et, s'il n'est pas indifférent au *Pêcheur d'Islande* de Pierre Loti (1886), son récit est totalement dépourvu de romanesque folklorique et larmoyant. *The Aran Islands* est publié en 1907, simultanément à Dublin et à Londres. Cela fait cinq ans que Synge résiste aux conseils de réécriture de ses amis, aux refus répétés des éditeurs dublinois qui ne comprennent pas ce texte avant-gardiste. Il persiste dans ce qui apparaît comme une forme de « plagiat par anticipation » (Bayard, 2009). Nous trouvons Ivan Illich et *La convivialité* dans *The Aran Islands* de Synge : il y a le genre vernaculaire et la production d'un indigénisme universaliste. « *Il est probable qu'une grande partie de l'intelligence et du charme des îliens est due à l'absence de toute division du travail, et, en conséquence, à l'ampleur du développement de chaque individu, dont les connaissances et le savoir-faire variés nécessitent une activité d'esprit considérable*<sup>8</sup> ». Phrase qui est immédiatement suivie de l'évocation sèche, avant même les gestes du travail îlien, du bilinguisme. « *Tout homme parle deux langues* ». La richesse, ici, n'a même plus besoin d'être énoncée tant elle est évidente. Dès la brève introduction en début d'ouvrage, Synge a posé les conditions d'un récit qui veut garantir l'égalité des acteurs : « *compte-rendu direct, sans rien inventer, ni rien changer d'essentiel, mais déguisement de l'identité des îliens, non parce que le texte va en dire du mal, mais pour qu'ils ne pussent jamais sentir que j'avais fait un usage trop direct de leur bonté et de leur amitié, dont je suis plus reconnaissant que je ne saurais le dire*<sup>9</sup> ». *The Aran Islands* constitue un apport de premier ordre sur les conditions de possibilité du genre « récit de voyage » dans une relation interculturelle de type égalitaire et appartient au fonds de la bibliothèque mondiale pour les questions d'épistémologie du développement. Le contraste est saisissant avec les textes fondateurs de l'ethnologie adeptes de la « non-relation » étudiés par Nadia Mohia (2008), il l'est tout autant avec la posture de Flaherty. Un abîme idéologique et géographique sépare les deux artistes (figure 3).

**Figure 3 : Synge et Flaherty, deux itinéraires, deux formes et deux usages du monde - Mobilités, spatialités**

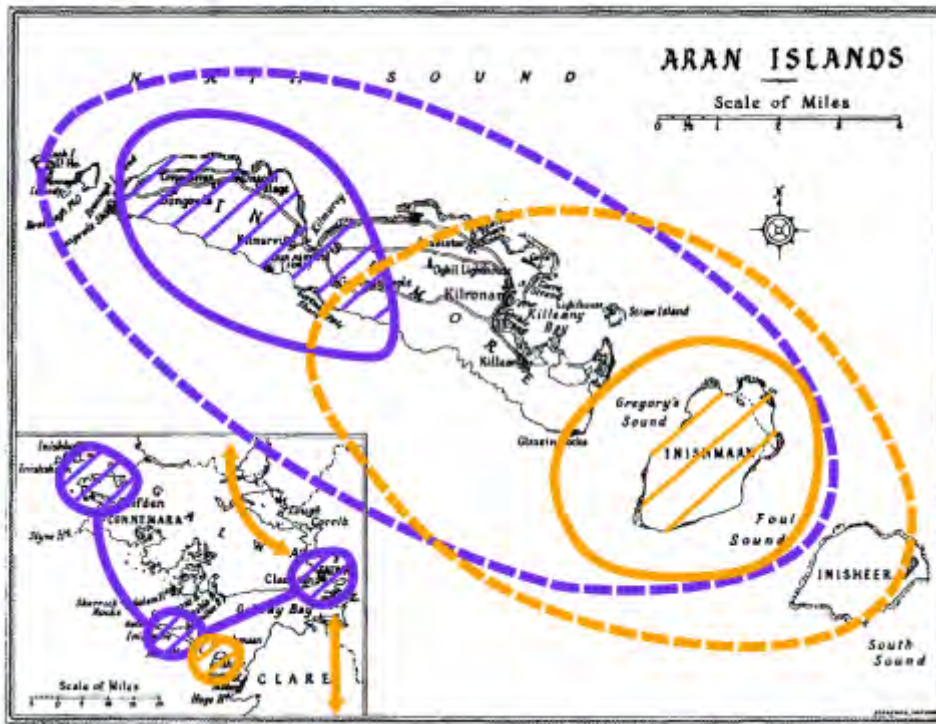


8 Les conditions du tournage de *Man of Aran* par Robert Joseph Flaherty révèlent l'entrée d'Aran dans l'ère du spectacle et du tourisme. Arrivé sur Inishmore avec femme et enfants pour un bref séjour touristique en novembre 1931, Flaherty le prolonge d'abord de quelques jours, puis revient en janvier 1932 pour deux années. Occupant avec sa femme et ses filles un cottage de six pièces loué à une Anglaise non résidente, Flaherty embauche Pat Mullen, un îlien revenu en 1921 de la migration en Amérique, l'un des premiers insulaires à construire, grâce à sa carriole, grâce sa connaissance des lieux et des étrangers, une activité spécialisée dans l'accueil des touristes à Aran. Il devient le bras droit de Flaherty, celui qui organise le casting et les repérages, gère les tournages répétitifs et parfois dangereux, recrute et débauche les îliens, s'assure de la location des anciens entrepôts de la coopérative de pêche sur la jetée de Kilmurvy construite quarante ans plus tôt par le *Congested Districts Board* au centre d'Inishmore. Ici seront installés le laboratoire et la chambre noire des deux techniciens britanniques. Pat Mullen supervise enfin la construction des « studios Flaherty », deux cottages, le premier « reconstitué » et dédié au tournage des scènes d'intérieur (quelques secondes de film, au *final cut*, devant la cheminée, la femme à la fenêtre, les animaux domestiques), le second servant de salle de projection pour visionner les rushes au fur et à mesure du tournage. Pat Mullen est encore là, au soir du Noël 1932, pour livrer les cadeaux dans le cottage des Flaherty : sur place, un grand sapin avec ses guirlandes électriques, des friandises accrochées aux branches, des invités partout et le frère de Robert Flaherty déguisé en Père Noël. C'est un dispositif spectaculaire, élaboré, coûteux, fondé sur une approche moderne de la production cinématographique, un pôle insulaire sinon de salariat, du moins d'une économie de l'abondance. À dire vrai, un dispositif quasi extra-territorial pour Aran, extravagant. Le contraste est saisissant entre la centralité et l'usage « unitaire » de la maison îlienne indigène chez Synge, et sa distorsion chez Flaherty : quasi-invisibilité de la maison-studio reconstituée dans le *final cut*, hyper-visibilité de la maison familiale du réalisateur et du réalisateur lui-même, de sa famille, de son équipe, de ses désirs dans la société insulaire d'Aran. Le tournage s'inscrit pour les îliens eux-mêmes comme la date majeure de l'histoire de la société locale au vingtième siècle (Stoney, 1978). Il y a un avant et un après-*Man of Aran*. Avec 40 000 livres engagées et 37 heures de rushes, Gaumont fait de ce documentaire initialement muet le plus gros budget de tournage en Irlande jusqu'à la fin des années cinquante, films de fiction parlant inclus (Rockett, 1987). Il faut y voir aussi un investissement gagé sur une double notoriété, celle brillamment établie de Robert Flaherty, créateur du genre, et celle déjà émergée d'Aran. Flaherty à Aran, c'est l'Amérique projetée violemment hors de chez elle, dans ce fragment pauvre, mais déjà attachant de sa couronne sur-insulaire. *Man of Aran*, c'est New-York à Kilmurvy et cela ne va pas sans provoquer suspicion et dérangement. Dès lors, Pat Mullen, le modeste et pragmatique *local manager* ou encore le prêtre, la puissance financière, la stupeur technologique sont des ingrédients indispensables au bon déroulement du tournage. Dès lors, également, la notion du « pourquoi » et du « comment » documentaires n'est plus seule en jeu. De l'humanité simplifiée pour être magnifiée, des acteurs îliens jouant « presque » leur propre rôle, de l'éloge de la droiture, du courage, de la ténacité, de l'exposition de la force de la nature, de ses échelles propres et de l'expérience humaine qui s'y confronte, il faut comprendre plutôt l'accélération de l'interaction entre l'inscription d'*Aran faite œuvre* dans la bibliothèque et le redéploiement de l'économie locale. Nous observons ici le lien déjà sédimenté entre une présence articulée d'Aran dans la culture mondiale et l'émergence d'un point haut du bassin touristique irlandais. L'étrange Pat Mullen, en se constituant lui-même comme observatoire vivant du changement, en est la figure indigène et mondialisée.

## L'esquive de la dimension nationale irlandaise et l'invention d'un paysage

- 9 Progressivement, la réception enthousiaste des premières de *Man of Aran* a fait place à une critique plus sereine et les faiblesses sont repérées. Aujourd'hui, les conditions d'innovation technique et économique, l'audace filmique, plus que le contenu documentaire, inscrivent *Man of Aran* dans l'histoire du cinéma comme un classique. Flaherty à Aran ou chez les Inuits d'Inukjuak de la baie d'Hudson, est un performer ingénieux, colérique et persévérant. *Man of Aran* devient un classique du cinéma mondial (un média d'échelle mondiale) – et non irlandais (un territoire d'échelle nationale). Rien ne renvoie finalement au cadre du nouvel État libre d'Irlande. Lorsque Synge semble évoquer Illich, Flaherty nous signale plutôt l'œuvre à venir de Yann Arthus-Bertrand<sup>10</sup>. L'usage qu'ils font, chacun, du territoire, semble opposé (figure 4), mais tous deux se tiennent éloignés de l'échelle nationale.

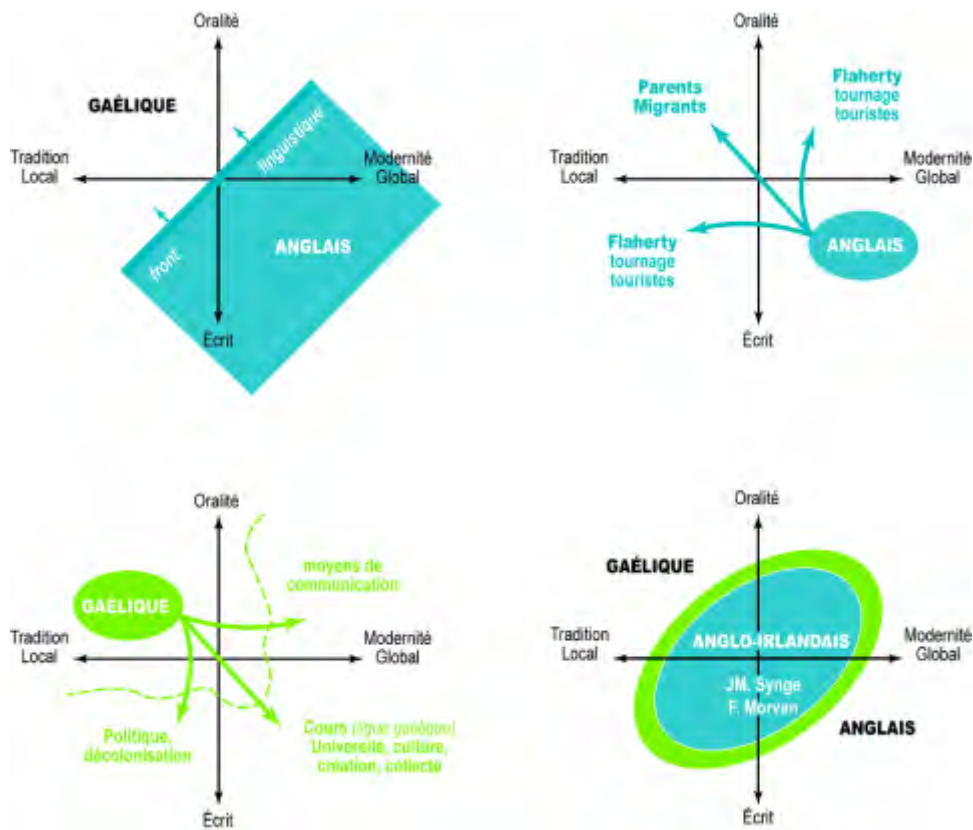
**Figure 4 : Synge et Flaherty, deux occupations opposées de l'espace d'Aran - Contrastes dans les usages du territoire**



Pat Mullen, *Man of Aran*, 1935 (1970), E. P. Dutton and Company éditeurs, New York, droits réservés ; données complémentaires F. Barbe, 2012

- 10 De ce point de vue, il est significatif que le court-métrage en langue gaélique *Oidhche Sheanchais - The Story Teller's night*, réalisé par Flaherty en 1935 soit ignoré de la plupart des filmographies du documentariste. Commandé par le département de l'éducation de l'État irlandais<sup>11</sup> pour accompagner *Man of Aran* dans les salles, *Oidhche Sheanchais* est un récit de pêche conté par Tomas Ó. Diorain, un *seanchai* reconnu, joué dans un cottage ilien devant les principaux acteurs de *Man of Aran*. Le court est en réalité tourné dans les studios londoniens de la Gaumont, pendant la fabrication de la bande-son du long-métrage. À sa sortie, l'accueil n'est pas bon, *Oidhche Sheanchais*<sup>12</sup> est pourtant le premier film parlant en langue gaélique de l'histoire du cinéma. L'éloignement culturel et linguistique de Flaherty qui aurait, selon divers témoignages, appris six mots d'irlandais en deux ans, le script indigent écrit dans les bureaux d'un ministère et l'absence d'intégration économique dans la diffusion ne pouvaient générer autre chose qu'un échec voué à l'effacement discret dans la grande bibliothèque-médiathèque mondiale. Pourtant, le paysage sonore des îles d'Aran, s'il faut en croire les oreilles de Synge, est tout entier verbe. Mais à celui qui vient prélever sa dîme philologique (Aran, comme conservatoire du gaélique « pur »), Synge oppose un terroir de la langue plurielle, du langage recomposé et repris comme un filet. La langue, ici, est un fait social total, une matière irlandaise, anglaise, anglo-irlandaise et autres variantes (figure 5).

Figure 5 : La langue multiple chez Synge, paysage partagé et bien commun- Comment parler de la langue



F. Barbe, 2012

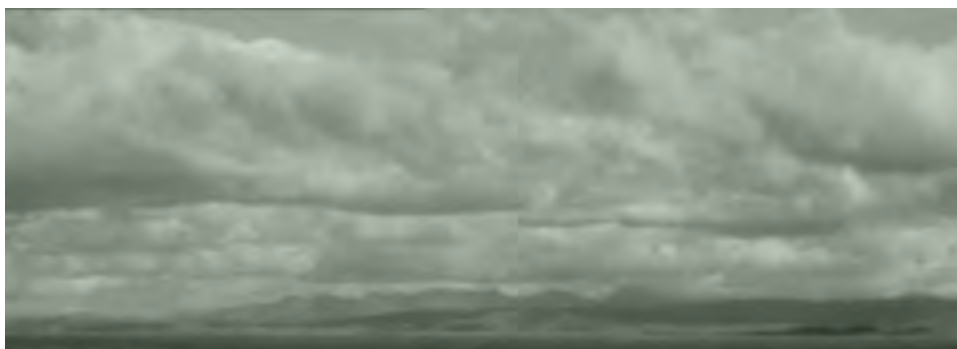
- 11 Le paysage sonore des îles d'Aran, s'il faut en croire les oreilles de Synge, est tout entier verbe et parole. Dans cette découverte de l'épaisseur interculturelle, l'informateur indigène se tient à disposition et l'auteur nous en donne copie. À ceux des îliens qui disent n'avoir point besoin des cours d'irlandais de la Ligue gaélique, un vieil informateur répond casse-cou : « *Il n'y a pas une âme à Aran qui sache compter jusqu'à 999 sans employer un mot d'anglais, excepté moi*<sup>13</sup>. » Dans l'Aran du temps de Synge, la question du patrimoine semble se concentrer dans la parole et le récit s'achève dans une débauche de collectage, de transcription et de traduction. Au grotesque apparent de cette littérature orale, Synge se soumet et l'informateur lui réclame de plein droit l'énorme privilège de son passage dans la culture écrite, dont le récit administre immédiatement la preuve. Dans son texte bâti sur quatre séjours successifs, où toute chronologie est effondrée, Synge adopte sans nous le dire une posture à la Cervantès. Le Dublinois errant, sans femme, ni Dieu<sup>14</sup>, seulement chargé des histoires et des contes des îliens, devient peu à peu ce chevalier étrange de l'intertextualité anglo-irlandaise, chevauchant son violon au milieu du verbe indigène. Non, monsieur, ce n'est pas un jargon, c'est de l'irlandais « *et, comme vous le savez, monsieur, il n'y a pas de langue qui vaille l'irlandais pour apaiser et pour calmer*<sup>15</sup> » Les dichotomies irlandais parlé/irlandais écrit, anglais parlé/anglais écrit créent toutes sortes de variantes dans les aptitudes des îliens. L'arrivée du livre en langue irlandaise fait spectacle. « *J'ai vu des Français et des Danois et des Allemands, me dit un homme, et ils ont force livres irlandais avec eux, même qu'ils les lisent mieux que nous. Croyez-moi, il y a peu de gens riches au monde, à cette heure, qui n'étudient pas le gaélique*<sup>16</sup> »

- 12 Dans ce bouillonnement renversant de la langue, John Millington Synge apparaît au fil des pages comme le possible cousin irlandais d'un Jean Jaurès critiquant dans *L'éducation populaire et les patois* l'occitanisme des salons et rêvant de réconcilier l'occitan de la France méridionale avec la grande culture française, en ouvrant aux enfants du peuple, au sein même du dispositif scolaire républicain, les portes de la latinité méditerranéenne et de l'universel. Ce dont Jaurès a rêvé en 1911 dans les colonnes de *la Dépêche de Toulouse* (Jaurès, 1911), n'est-ce pas l'écho lointain de Synge au travail, dans son petit théâtre dublinois relié au *western world* d'Aran ? Françoise

Morvan, nouvelle traductrice du théâtre de Synge (2005), retrouve dans ce projet littéraire anglo-irlandais, les catégories complexes du franco-breton et l'énormité d'une affirmation à la fois avant-gardiste et indigène que les premiers traducteurs n'avaient pu ou pas voulu rendre. Loin d'être *le baladin du monde occidental*, John Millington Synge est, selon la nouvelle traduction de Françoise Morvan, le « mensonge » de la côte ouest, celui qui traduit François Villon en anglo-irlandais<sup>17</sup>. Produit de l'idéal démocratique en littérature, le travail théâtral de Synge procède de l'expérience indigène d'Aran, mais s'inscrit dans le monde occidental en son entier. Les émeutes qui accompagnent *The Playboy of the western world* évoquent la bataille parisienne de *l'Assommoir* de 1876, quand Émile Zola est attaqué autant sur sa moralité que sur sa langue. Au nombre des auteurs remarquables de *l'âge du roman parlant* décrits par Jérôme Meizoz (2001), tels Henry Poulaille, Charles-Ferdinand Ramuz ou Jean Giono, il faudrait ajouter John W. Synge, tant les éléments de trajectoire, de conflits de loyauté, de processus de création jusqu'aux lieux de légitimation sont analogiques. À l'écoute du projet de l'enchanteur Synge, griot d'un *Gaeltacht* mourant mais *opensource*, Robert Flaherty, trente ans plus tard, malgré le franchissement décisif d'une passe technologique, le cinéma parlant, apparaît tout au plus comme un bruiteur, un bateleur taiseux, qui laisse la parole se flétrir dans un pot d'utilités et de répétitions, qui sert à mettre en valeur le vent, la mer et l'orchestre moulinant des mélodies îliennes adaptées. La parole, si prégnante lors du tournage, du bilinguisme au mégaphone de Flaherty, cet objet magique qui passe bientôt dans les mains de Mullen, échoue à entrer dans le film. Ce mixte immature signe une bande-son d'avant la parole scénarisée. C'est en cette centralité des habitants comme paysage de la parole que se tient l'actualité de Synge.

- 13 Les notices que Flaherty projette au début de chacun des chapitres de *Man of Aran* ne sont pas autre chose qu'une série de tableaux informatifs sur la rareté de la ressource et le danger d'y accéder. Synge, de son côté, comprend que ce qui se dit des ressources locales s'énonce en gaélique et photographie les habitants avant tout dans leurs micro-territoires quotidiens. Tirant nos deux artistes l'un vers l'autre, nous pourrions alors dire que le proto-paysage d'Aran se présente comme un ensemble d'hommes aidés par leurs femmes exploitant de manière non dualiste les ressources d'un terroir contraint et sous domination extérieure. Les photographies de Synge peuvent être interprétées de cette manière, ce sont des portraits de proches dans des gestes territorialisés – Synge d'ailleurs « n'exploite » pas son acte photographique autrement qu'avec les gens ordinaires qu'il côtoie (Fabre, 2001, p. 26). Cependant, la société îlienne présente à l'évidence des atouts propres à valoriser le regard paysager : l'arrivée et le départ des navires, le port, le proche, le dense, mais aussi des vues lointaines et isolées depuis le haut des falaises lorsqu'on attend le retour des *curraghs* ou des lieux de la séparation, tel le *Glen of Tears* à Inishmore, où les femmes vont pleurer en regardant les voiliers transatlantiques partir de Galway vers l'Amérique, emportant leurs proches pour toujours. On observe bien sûr le passage des marins des autres îles de l'archipel et chaque île regarde les deux autres. La mer est un accès singulier au paysage et l'approche commune à tous les acteurs, îliens comme artistes, est celle du théâtre paysager de la baie de Galway. Synge le propose déjà dans son récit et Flaherty l'enrichit en annonçant l'iconographie touristique contemporaine (figure 6).

**Figure 6 : La construction du paysage chez Flaherty, trois regards**

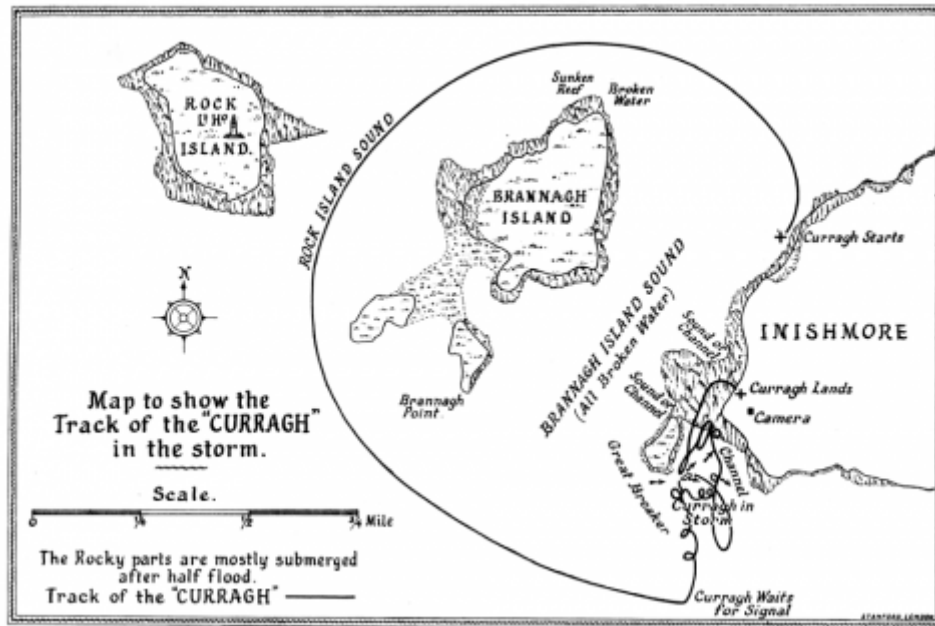






Extraits de Robert J. Flaherty, *Man of Aran*, 1934 - Droits réservés

- 14 Pendant le long tournage, l'obsession de Flaherty se concentre également sur la mise en scène de la pêche au requin pèlerin et celle d'un *curragh* à trois rameurs accostant en pleine tempête une crique rocheuse (figure 7).

Figure 7 : Mullen/Flaherty, le tournage *border-line* de la scène de tempête

Extrait de Pat Mullen, *Man of Aran*, 1935- Droits réservés

15 Flaherty esquisse une patrimonialisation post-moderne : l'animal rare et spectaculaire, le *curragh* comme préfiguration du sport extrême dans le milieu naturel (plongée ou *windsurfing*<sup>18</sup>). Ainsi, nous passons d'un ancien schéma *salvus/ager* dominant chez Synge, qui contourne la question de la nature, à un dispositif paysager pluriel, anticipant l'actuel écomusée *Aran Heritage Center*, et dans lequel les nouvelles représentations touristiques de la nature participent peu à peu à l'industrialisation de l'activité dédiée. La touristification de l'archipel maintenant ancienne s'observe sur le terrain comme sur le web. Les catégories de la curiosité ethnologique sont dépassées et c'est dans une certaine forme d'*entertainment* autocentré que se raconte le voyage à Aran, notamment lorsqu'il s'inscrit dans le *day-tour*<sup>19</sup> à Inishmore. C'est en dépassant cette forme industrialisée de la journée codifiée sur l'île principale que le touriste peut jouer à *Aran faite œuvre* - un rapport à la diversité, sinon *Synge-style*, du moins un peu *Thoreau-style* pour découvrir la diversité archipélagique.

16 Flaherty, l'habile commis-voyageur de la nouvelle culture audiovisuelle mondiale, construit, en dépit de l'expérience et de l'historicité, une légende moderne immobilisant le temps et l'espace. Cette approche mythologique de la société îlienne est performative, parce qu'elle interagit avec les courants politiques conservateur et totalitaire et parce qu'elle introduit un nouveau théâtre du paysage avec l'image animée et sonorisée, élément de preuve et futur spectacle touristique du vrai. Pourtant, Aran désignée de l'extérieur comme un conservatoire, est en réalité en plein mouvement, en pleine crise de l'Ouest irlandais. Même la bureaucratie coloniale est en mouvement. Installé à Inishmaan, Synge ne décrit pas les politiques de développement et de modernisation de la pêche que mène au même moment le *Congested Districts Board* à Aran (Breathnach, 2005, p. 73-108) sans doute parce que l'action du CDB se concentre à Kilronan et Kilmurvy sur la grande île<sup>20</sup>. Synge ne les ignore pourtant pas, c'est plus sûrement une mise à distance de l'agitation développementaliste tardive de l'administration britannique, un refus de collaborer – à moins qu'il ne s'agisse encore d'un silence posé sur la démonstration messianique par la pêche moderne tentée par le révérend Synge en 1852 (Botheroyd, 1982). L'hyper-activité îlienne constitue le récit de Synge et nous nommons dépopulation et déprise l'effacement progressif de cette société îlienne nombreuse à faible division du travail insérée dans un espace multiscalair. Nous nommons modernisation la réduction du nombre des savoir-faire locaux, l'arrivée du temps industriel et de l'intermodalité vapeur-train à Galway : une ligne quasi-directe Dublin-Aran (l'intérêt orientaliste, romantique et nationaliste pour l'archipel est en rapport avec les conditions concrètes de son accessibilité) et simultanément l'apparition

de nouvelles activités liées au tourisme. Nous nommons mondialisation la multiplication des échelles de production et de compréhension des activités humaines sur les îles, notamment le rapport à l'Europe et à l'Amérique, par le biais de l'intérêt culturel pour la première, de la marchandise salvatrice et du réseau migratoire ultramarin pour la seconde. Aux mouvements incessants de la société îlienne décrits par Synge, il faut opposer non pas *Man of Aran*, mais l'œuvre entière de Flaherty. Celle-ci se constitue à la fois comme un inventaire mondialisé des genres de vie dans une caricature de l'école vidalienne de géographie, mais aussi comme un dispositif mondialisé de production et de diffusion d'images de masse. Si Synge capte le mouvement indigène<sup>21</sup> dans son propre mouvement géo-historique, Flaherty est celui qui veut capter l'immobile d'une société insulaire, ailleurs, depuis le mouvement, le sien, celui de l'Amérique.

## Pat Mullen, le « local hero » entre Synge et Flaherty - le « queer » à Aran

17 *Man of Aran* a heureusement un double de papier. Pat Mullen, l'îlien « homme-orchestre » de Flaherty, écrit son *Man of Aran* en utilisant le tournage comme mise en scène et dramaturgie de la société d'Aran et de sa périphérie. Publié en 1935 par une maison new-yorkaise reconnue et réédité en 1970 par les presses du MIT, le récit se présente comme une autobiographie thématique par l'expérience cinématographique. On peut le rapprocher, pour la richesse de ses apports et de ses choix d'écriture, des littératures prolétariennes (Ambroise, 2011) de l'entre-deux-guerres définies par Henry Poulaille<sup>22</sup>, mais également, et de manière plus singulière, de Synge lui-même. Si les récits de Synge et de Mullen ne sont pas tout à fait superposables, ils restituent les altérités de façon ouverte et construisent un dispositif qui renseigne le bilinguisme et ses porosités, validant l'ensemble par du collectage : ils sont étrangement proches. Des anecdotes aux controverses, ils laissent au lecteur le soin de faire son opinion. Le récit collecté par Pat Mullen semble encore plus extravagant que ceux rapportés par Synge. Au terme d'une quasi-parodie d'histoire pieuse, trois pêcheurs d'Aran dans leur *curragh* aperçoivent au sud-ouest de l'archipel une de ces îles mystérieuses de l'au-delà médiéval, peut-être le pays de l'éternelle jeunesse des Anciens d'Aran, en fait un gigantesque iceberg sur lequel tente de se rafraîchir Judas à l'occasion d'une de ses permissions centennales. Dans cette aventure à la Monthly Python, le traître Judas donne aux trois pêcheurs des nouvelles d'un homme d'Aran envoyé en enfer pour ivrognerie (l'objet du conte semble finalement de jouer à nommer ce personnage îlien) et l'on comprend *in fine* pourquoi la conversation est si facile avec ce personnage de traître attachant et qu'on plaint. Judas parle le gaélique à la manière des gens d'Aran. Le potentiel cinématographique de cette histoire, qu'il faut lire en entier, semble extraordinaire. C'est par l'imaginaire que Pat Mullen s'affranchit totalement de son employeur. Ces délirantes fictions îliennes, qu'elles soient de tradition ou réinventées, dépassent d'un million d'année-lumière le documentaire vidalien de Flaherty. Alors que Synge décrit longuement le *keen* des pleureuses à l'occasion d'un enterrement présenté comme vrai, Mullen produit le *keen* en simulant sa propre mort devant *old Brigid*, une des mamies qu'il transporte habituellement dans sa carriole, et l'effet est saisissant. Le lecteur ne peut, à cet instant de sa lecture, faire l'impasse sur la capacité de l'auteur à devenir à tout moment un *mensonge* de la côte ouest. À l'attention peut-être de John M. Synge écrivant une de ses préfaces<sup>23</sup> et plus encore de Liam O'Flaherty, îlien expatrié, militant radical et écrivain, tirant à vue dans son incroyable *Tourist's Guide to Ireland* et qui, tous deux, se plaignent du sordide déficit d'humour de l'Irlande officielle, Pat Mullen nous propose quelques tranches d'ahurissement qui ne sont pas sans rappeler *Un anthropologue en déroute*<sup>24</sup> de Nigel Barley (2001). Enfin, alors que Synge pose en prélude les conditions d'un récit de type égalitaire, Mullen clôt son livre sur des remerciements adressés à ceux de ses amis qui l'ont inspiré, mais aussi encouragé et

aidé à finir l'écriture de son manuscrit. On voit alors que l'intellectuel dublinois et le migrant surinsulaire se rejoignent dans une perception convergente de la littérature irlandaise ou peut-être mondialisée : respect de la pluralité linguistique, mais sans fantasme de *revival*, jeu permanent entre l'oralité et l'écrit, entre le livre rare mais profondément respecté et la poésie de la parole, l'entremêlement créatif de l'imaginaire et du factuel, le lien affirmé entre l'écriture et la lecture. Né à Inishmore en 1885, dans une fratrie de six enfants, Pat Mullen part en Amérique à l'âge de 19 ans, et revient en 1921 sur l'île, à la demande du père qui vient de perdre ses deux derniers fils restés au pays. Jeune immigrant irlandais inséré marginalement sur le mode du *rambling* avant de devenir mari et père de famille, l'immigré revient sans argent, ni montre, ni costume, sans sa femme et ses filles, avec son seul fils. Sans anachronisme, l'usage que fait Mullen du mot *queer* pour se décrire et décrire sa troisième vie à Aran nous renseigne ici sur l'étrange d'une figure universelle, celle du migrant, parti, revenu différent, encore en mouvement et déjà inséré dans un réseau de relations potentiellement d'échelle mondiale, ses *grands amis* qu'il évoque souvent. Pat Mullen, par son inscription migratoire, touristique et littéraire, est un « déclassé par le haut<sup>25</sup> ». « *Après ceux de Richard Hoggart, les travaux de Vincent de Gaulejac (1987) ont permis d'identifier plusieurs effets du déclassé par le haut : conduit à utiliser un autre langage, à intégrer d'autres habitus, l'enfant voit se distendre ses relations avec ses aînés. La distance sociale qui s'établit provoque des malentendus et alimente une impression de culpabilité reposant sur un sentiment de trahison. Impliquant "l'intériorisation conflictuelle de références qui viennent d'univers sociaux différents", le passage d'une classe ouvrière à une catégorie intellectuelle condamne aussi le Moi à une forme aiguë de dédoublement : partagé entre un habitus populaire, marqué par les valeurs "viriles" de l'action et de l'effort physique, et un habitus intellectuel, caractérisé par des valeurs plus "féminines" (la lecture et la réflexion), l'autodidacte devient souvent un observateur de lui-même.* » Nous verrons que Pat Mullen fait lui-même ce constat. Ce migrant-là, aujourd'hui cible de nombreuses législations restrictives visant à l'assigner à une résidence donnée, se présente, de retour au pays, comme un individu étrange aux yeux de ses compatriotes. Les extraits du récit montrent cette sensibilité particulière, différente de celle de Synge ou de Flaherty, mais aussi de celle de ses co-insulaires.

### Document 2 : extraits de *Man of Aran*

*Avec son ancien instituteur qui frappait ses élèves, dans le bateau du retour – p. 46*

Next morning we go aboard the Dun Aengus, and halfway across the Bay to Aran who should I see coming towards me, after having a short chat with my father, but the schoolmaster who hit me in the days long gone. He came to me with hand outstretched, a smile on his face, and he said: « You're welcome back, Pat. »

« Just a minute before I shake your hand, » I said, « I want to tell you something. »

He looked surprised, but he waited.

« I want to tell you », I said, « that there was a time I'd like to have seen you in hell. Do you remember that day long ago? » and I reminded him. He backed away, and looked a bit startled. I looked him up and down for a second or two, then I added: « But I forgive you, because you really knew better. I will shake hands with you now, because it is all over. »

We shook hands, and always after we were friends. He had changed for the better and was at this time as fine a man as one would want to meet.

*Avec sa mère, sur la violence paternelle, la normalité – page 53*

One day I said something which made her call me aside and she said:

« Pat, I want you to make me a promise »

« Yes, » said I, « anything you want me to promise, that I will do. »

« Well, » said she, « you must promise me that you will never raise a hand to your father. »

I hesitated for half a minute, because I had many times thought that I should interfere and prevent his cruelty to her, but it was for her sake, I finally promised.

« Now, » she added, « I'm happy. »

I think men should be very respectful towards all women, because I'm sure there was no woman ever born that didn't have a lot of good in her.

On Good Friday I had a long talk with my mother, and in the course of our conversation she said: « I won't be there for very long now to look after you and your little boy, but whatever happens you must keep the horse. Our father will try to take him away from you. If you let him have his own way with the horse you are done, and you will have to go back again to America. Keep the horse. » she said, making her words more impressive by laying her hands on my shoulder, « keep him and you will always have a chance to earn a shilling. And, » she added, « try to get your wife over here as quick as you can. »

I told her I would, but my wife never came because some neighbour wrote out a gossip letter to America and my wife heard how we were all quarrelling at home.

*À propos de paysages : départ et retour en Irlande – p. 132, p. 44*

This keening is old as our race and it is usually done when mourning the dead, but in the old days of sailing ships, when Aran young men and women were going to America, keening was much indulged in, because most of those who went away never came back.

They sailed in hookers to Galway, there to take the ship to America, but long before the ship hove in sight the women of the Island used to gather on the cliffs at the Glassin Rocks near the mouth of Gregory's sound [entre Inishmore et Inismaan]. They sat in the shelter of a little hill – it is about the only green spot on those barren cliffs and has always since those days been called the Glen of Tears – and when the ship appeared beating up the bay they speculated tearfully as to whether she would sail out through Gregory's sound or not. If she did, they waved their shawls and their keening swelled out on the wind until the ship grew small in the distance. [...]

Down past the North of Ireland our steamer sailed. The hills of Antrim was the first land we sighted. I have read many times of the thrill experienced by Irishmen, when returning home after a long absence, on getting their first glimpse of Erin. I experienced no such thrill. It was more a filling of curiosity I think that I looked at them. I had read a lot of Irish history, of course, but the glamour which Ireland's story used to bind me in my youth had passed, and my thoughts were shapping along the lines laid down by Jim Connolly and, in this way of thinking, facts counted and no sentiment.

*Avec Robert Flaherty et quelques « pêcheurs-acteurs », à la recherche du requin invisible à Clifden – p. 125, 126 et 127*

Mr. Flaherty and John Taylor went to an hotel. King and I rambled around to see the town and picked news from the hookermen, but they had sighted no Levawn Mor and they didn't think we would either. [...] Tommy, Patch Ruadh and Patcheen stayed together. We all met at a corner of the street and had a chat. Tommy said that he would get a haircut. He is a swell-looking young man and when in town he wants to look well and have a good time. I objected to his having his hair cut because Mr. Flaherty wanted us to look about the same always so that on the screen there would be no change in our appearance; But it was no use. Tommy had an idea, I think, that all the beautiful girls in Clifden would think him a savage if he didn't have his hair cut, and with this on my mind away I went. [...] Just as we were getting ready to go Tommy came in and said that Mr. Flaherty had sent word that if we weren't on the beach at ten o'clock and ready to go on board he would sail away without us.

« And Pat, » says Tommy, « he's raging mad because I got my hair cut and because you and Coley are drinking. »

« Tell him we will be down right away », said I, and then we had a parting glass with Mr. King.  
[...]

« Oh, Pat, do hurry. The chief is raging. »

« I'm sorry he isn't happy like we are », said I, « energy used in raging is badly wasted. »

Pat Mullen, New York, E. P. Dutton and Company, 1935, MIT Press, 1970.

- 18 S'il semble partager beaucoup avec sa mère et participe d'une sociabilité abondante, souvent burlesque, Pat Mullen se montre fréquemment comme un homme seul, presque à l'abandon – *queer* tout simplement. Peut-être parce qu'il peut partager les points de vue de tous ses interlocuteurs, ce qui est très compliqué. Nous voyons ici que sa position procède d'une richesse scalaire atypique et peut-être excessive, difficile à assumer au quotidien avec les gens scalairement « normaux ». Ces contradictions se résolvent en partie dans une littérature particulière, une « littérature prolétarienne » profondément ancrée dans le local et pourtant anti-romantique, anti-régionaliste et anti-nationaliste par nombre de ses aspects. Au fond, il apparaît bien étrange qu'en 2014, au milieu de l'inflation éditoriale contemporaine, ni *Man of Aran* de Pat Mullen, ni ses ouvrages suivants, ne soient toujours traduits en français et soient si peu cités, alors que les trois récits des îles Blasket l'ont été si précocement. Est-ce parce que Pat Mullen échappe aux catégories dans lesquelles ont été enfermés les auteurs des Blasket et qu'il s'échappe de cette sorte d'assignation à résidence identitaire, qu'il est un indigène *altéré* – alors même qu'il incarne, dans le lourd puritanisme du nouvel État libre, le redéploiement de la société îlienne et une certaine modernité irlandaise ? « *Il faut tout d'abord rappeler que, si le champ littéraire autorise une certaine dispersion des profils sociaux (la "différence" pouvant être utilisée dans la lutte symbolique qui oppose les hommes de lettres entre eux), les auteurs d'origine populaire y demeurent fondamentalement marginaux. Statistiquement peu nombreux, mal représentés au sein des institutions littéraires, ils subissent le plus souvent, à l'instar des poètes ouvriers parrainés par les écrivains romantiques, une "exclusion par l'hommage" qui les voue finalement à l'évocation codée de leurs propres racines [...]. En réalité, la position prolétarienne reste fondamentalement ambivalente. Comme l'a montré Jean-Michel Péru, payante à court terme (elle confère provisoirement à celui qui s'en réclame une aura révolutionnaire), elle se révèle coûteuse à plus long terme (l'auteur prolétarien a peu de chances de devenir un écrivain "tout court")* » (Ambroise, 2011, p. 43). Le mythe, toujours renaissant, de la pureté doit être interrogé ici, rappelant le mauvais sort éditorial fait à Muiris Ó Súilleabháin. Auteur indigène des Blasket, Maurice O'Sullivan subit le même enfermant marquage identitaire : l'auteur de *Twenty Years A-Growing* échoue à trouver un éditeur pour son deuxième manuscrit trop détaché du label original, *Fiche Bliain faoi Bhláth* ou *Twenty Years a-Flowering*. Muiris Ó Súilleabháin meurt noyé à 46 ans et le manuscrit est perdu avant d'être publié. Ces auteurs-acteurs locaux accèdent difficilement à la dimension nationale et internationale, ou sous une forme patrimonialisée, c'est-à-dire morts et privés de leur capacité actoriale.

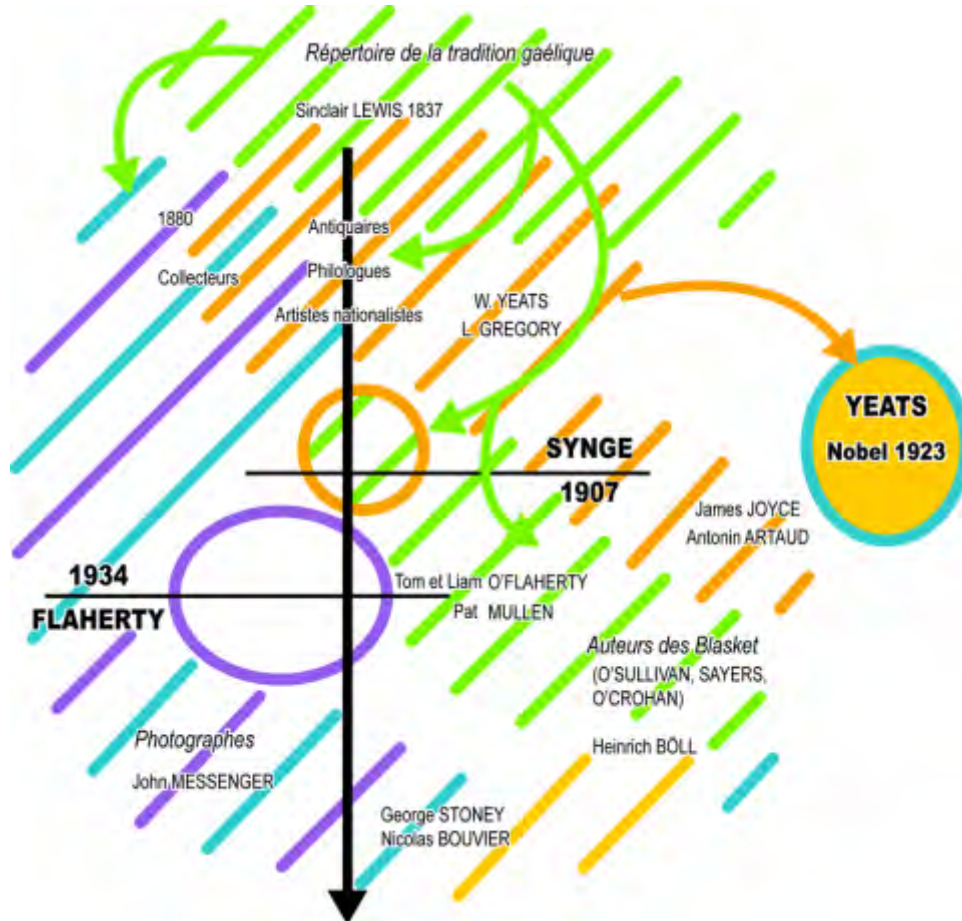
## Un siècle de résidence d'écriture non formelle à Aran

- 19 De tout l'espace insulaire irlandais (hors *mainland*), Aran est le seul territoire à entrer durablement dans la bibliothèque mondiale, en tant que haut-lieu. « *Un haut lieu est un lieu, localisé (dans le réel ou le mythe) et nommé. Il est haut, c'est-à-dire*

élevé dans l'échelle des valeurs. Cette "hauteur" procède de sa distinction sociale et physique : le haut lieu est à la fois reconnu par une communauté et souvent matérialisé par une superstructure ou une forme naturelle qui permet de le repérer facilement dans le paysage. [...] D'emblée, l'essentiel de ce qui structure l'acception contemporaine est fixé : un lieu, une appropriation et une pratique collective, des formes de sacralisation. À la différence du lieu qui peut renvoyer à la sphère intime, le haut lieu implique un investissement collectif qui revêt un caractère plus ou moins sacré.<sup>26</sup> » Notre hypothèse est qu'il faut nommer ce processus « du devenir un haut lieu » une spécialisation (réussie) en littératie, et pas simplement en littérature. C'est pourquoi nous avons recours à la métaphore (au transfert) de la « résidence d'écriture » de l'écrivain isolé au territoire tout entier, « la résidence ». Il faut alors interroger les conditions qui permettent qu'un tel processus s'engage et réussisse. Pourquoi Aran et pas Achill Island (county Mayo) choisie plus tard par Heinrich Böll<sup>27</sup> ? Ou Arranmore, l'île homonyme (county Donegal), Clare Island (county Mayo), graine de pirates, féodaux et voyageurs de la trempe de Gráinne Ní Mháille / Grace O'Malley (environ 1530 – 1603) ? Ou encore Skellig Michael<sup>28</sup>, vieux rocher monastique de l'Irlande chrétienne, site insulaire exceptionnel du Kerry inscrit au patrimoine mondial en 1996, devenu aujourd'hui l'objet d'une controverse<sup>29</sup> archéologique, identitaire et touristique, dont l'Unesco semble l'arbitre indécis ? Ou tout simplement the *Blasket Islands* (county Kerry), *next parish America* (Stagles, 1998), autre conservatoire de la langue gaélique, archipel aujourd'hui abandonné des hommes non touristes ? Évacuée par les autorités irlandaises le 17 novembre 1953 pour cause d'inaptitude supposée à la vie moderne, la société insulaire tardive des Blasket a produit une série de récits autobiographiques rédigés par des îliens en langue irlandaise, avec la complicité d'intellectuels extérieurs. En 1928, Tomás Ó Criomhthain / Thomas O'Crohan publie *An tOileánach* ou *The Islandman*. En 1933, c'est au tour de Muiris Ó Súilleabháin / Maurice O'Sullivan avec son *Fiche Blian ag Fás* ou *Twenty Years A-Growing*. Enfin, en 1936, Peig Sayers, une des conteuses majeures collectées de l'Irlande indépendante, publie *Peig* qui deviendra, pour son malheur peut-être, une lecture obligée du curriculum des jeunes Irlandais. Rapportée au nombre d'habitants de l'archipel – environ 150 sur la période concernée – cette série de trois textes constitue une incroyable performance littéraire et éditoriale qui inscrit directement les Blasket dans la bibliothèque mondiale. Cependant, les Blasket ne bénéficient pas du même ancrage qu'Aran. La fragilité même de cette position insulaire extrême, historiquement tardive et totalement close, explique, autant que le manque de médiateurs extérieurs de notoriété, une inscription de deuxième niveau. « *Société décadée – n'habite plus à l'adresse indiquée* » devrait-on lire à propos des Blasket. Les récits publiés forment le testament collectif dont les accompagnateurs non-îliens sont les exécuteurs testamentaires à la manière des ethnologues amazoniens. Toute autre est la position d'Aran. L'archipel se présente dès le milieu du dix-neuvième siècle comme une périphérie en réalité très accessible par des moyens de transport rapides, sûrs et réguliers. L'immédiate proximité d'une ville portuaire aujourd'hui largement touristifiée et devenue la porte d'entrée du bassin touristique régional, une desserte bien améliorée quoique légèrement modifiée par la révolution automobile (on ne prend plus le vapeur à Galway, mais le ferry quotidien ou plus à Rossaveal et le charter à Shannon) continuent d'assurer aujourd'hui la base logistique de l'Aran concret, vers lequel les touristes peuvent converger.

20 Cette accessibilité adossée au statut de conservatoire linguistique, à une qualité identitaire, patrimoniale et paysagère en cours de valorisation, aux opportunités que cette intérêt offre aux îliens, y compris dans leur propre rapport à une expatriation de masse, expliquent, à partir de la fin du dix-neuvième siècle, l'arrivée régulière, bientôt cumulative et systémique de voyageurs partageant une passion pour *Aran*, œuvre en cours et venant même l'y chercher, puis la répandant dans le vaste monde depuis Aran. Plus que tout autre dispositif insulaire irlandais, les îles d'Aran possèdent alors les atouts pour entrer dans la spirale de l'écriture d'un territoire au sein de la bibliothèque mondiale (figure 8), alimenter la géodiversité et notamment la bibliodiversité du monde.

Figure 8 : La bibliographie systémique d'Aran ou l'entrée dans la bibliothèque mondiale



Le croisement des littératures est spectaculaire : le répertoire gaélique est pillé, ré-inventé, dépassé tant par les visiteurs nationaux et internationaux que par les îliens

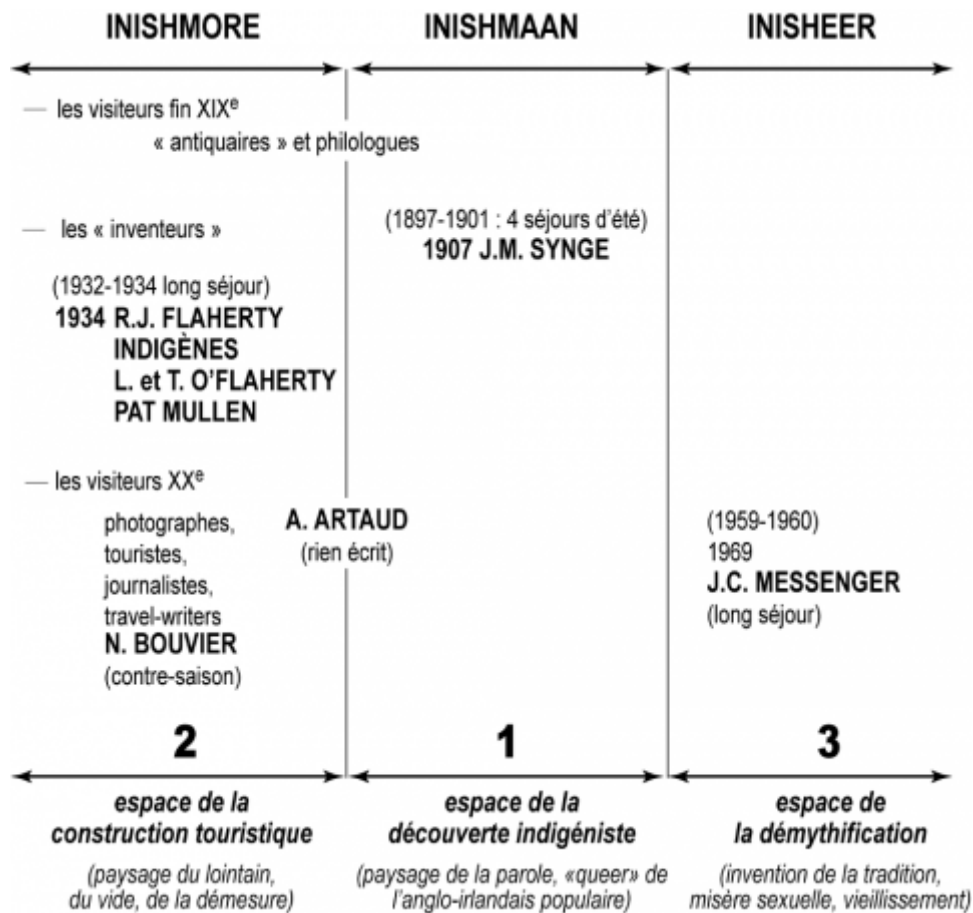
F. Barbe, 2012

- 21 En s'écrivant dans la bibliothèque mondiale, l'archipel est construit simultanément comme un dispositif attrayant dans cette forme particulière de centralité mineure évoquée en début d'article. Les îles Aran ressemblent sur un siècle et demi à une résidence d'écriture fonctionnant en l'absence de toute politique publique dédiée, une résidence d'écriture non formelle. C'est étonnant et spectaculaire. L'observation de cette spirale éditoriale montre un puissant effet de système. Reliée au large patrimoine oral vernaculaire et aux écrits gaéliques d'autant plus cités qu'ils sont rares et objets incontournables du spectre politique et identitaire, la production de textes et d'images massivement assurée par des non-îliens est largement auto-référente. Elle parle abondamment, d'une part, des conditions de la littératie en mouvement sur les îles, d'autre part, les auteurs se lisent, se citent les uns les autres et construisent une intertextualité puissante, abondée ultérieurement par les guides touristiques – le *Guide vert* cite Liam O'Flaherty, J.M. Synge, M.B. Yeats, Robert Flaherty, Tim Robinson et Nicolas Bouvier, le *Routard* seulement Synge, O'Flaherty et Flaherty<sup>30</sup>. Cette intertextualité devient même pesante lorsqu'elle sent le procédé. Cela oblige les auteurs les plus créatifs à se décaler. Au milieu des années cinquante, Heinrich Böll, qui a certainement lu Synge et vu Flaherty (distribué en Allemagne par l'UFA sous Hitler), part à Achill Island d'où il écrira son *Irishes Tagebuch* en 1957, l'un des best-sellers du récit de voyage allemand. Au tournant de la décennie, l'ethnologue étatsunien John C. Messenger choisit Inisheer, l'île du sud, la plus petite et la plus proche du continent, mais aussi la plus distincte du *mainland* et la moins intégrée au nouveau système ethno-touristique – celle qu'on a le moins explorée et dont on a le moins parlé tout simplement. Pire, il refuse dans le titre de son ouvrage de révéler sa véritable identité<sup>31</sup> et procède à une renomination scientifique sous l'appellation *Inis Beag, isle of Ireland* provoquant un effet de généralisation étonnant. En 1985, dans le cadre d'une commande pour le magazine *Géo* (Bouvier, 2005), Nicolas Bouvier écrit Aran à contre-



saison et bouscule ainsi la convention touristique en train de se sédimenter, au grand dam de ses hôtes. Nous pouvons observer ainsi un véritable *darwinisme littéraire* sur Aran, où la diversité du fait littéraire se construit dans un usage différencié du territoire (figure 9). Depuis 1972, la venue à Aran d'un artiste nomadisant d'origine londonienne, Tim Robinson, devenu aujourd'hui le poète-cartographe reconnu de l'archipel et du Connemara amplifie et intègre, pourrait-on dire, la variété des formes en développant un véritable projet encyclopédique à l'échelle du Connemara.

Figure 9 : Darwinisme littéraire à Aran ou l'usage différencié du territoire dans le processus d'écriture



F. Barbe, 2012

22 On voit alors que la figure d'Aran se singularise nettement dans la couronne insulaire irlandaise, mais qu'elle exemplifie et porte au plus haut une sorte d'ambiance littéraire généralisée de la partie la moins développée de la République d'Irlande. Le lien existe bel et bien entre patrimoine, paysage, nationalisme, romantisme national, écriture et développement économique dans un marché touristique où la distinction est l'un des plus puissants moteurs des déplacements. Toutefois, après le démarrage de l'artisanat d'exportation du pull aranais, produit identitaire inventé au siècle dernier<sup>32</sup>, après la multiplication des activités touristiques, après les nombreux investissements publics de désenclavement, l'actuel projet de l'Autorité du Gaeltacht<sup>33</sup> de transformer ses îles en zones franches témoigne, au delà de l'idéologie néo-libérale qui a submergé l'Irlande depuis les années 1980, de la persistance du déclin démographique. Dans son projet d'exempter de fiscalité directe les individus résidant au moins six mois sur une île du Gaeltacht, ainsi que de nombreuses mesures de même type destinées aux entreprises<sup>34</sup>, Pádraig Ó hAoláin imagine sauver ces îles menacées par la dépopulation (une population minuscule, dont Aran forme presque la moitié de l'effectif). L'archipel continue de perdre régulièrement des habitants : 1303 résidents permanents en 1996, 1280 en 2002, 1225 en 2006. Envisageant la question de l'agonie et de la renaissance des îles, couplée ici à celle de la langue gaélique<sup>35</sup>, la lecture croisée des données accumulées depuis plus d'un siècle semble indiquer le dépassement nécessaire du modèle socio-économique actuel. Dans l'extrême ouest irlandais, l'action publique

classique trouve ses limites face aux logiques de polarisation et de compétition des territoires. Dans ce contexte, la reproduction non naturalisante d'un patrimoine culturel aussi ancré que celui d'Aran, d'*Aran faite œuvre*, est une ressource de premier ordre. Elle ne saurait se réduire à la patrimonialisation des maisons d'artistes, ni à un canon littéraire mortifère, mais s'inscrire dans une politique culturelle globale des acteurs que l'Autorité du Gaeltacht comme les nombreux îliens investis dans le secteur culturel semblent appeler de leurs vœux. En 1978, le documentariste George C. Stoney enquêtant sur « l'effet Flaherty » à Aran liste un certain nombre de ces îliens qui écrivent ou occupent des fonctions liés à l'écriture, dans et hors l'archipel : comédiens à l'*Abbey Theatre* de Dublin, dans la sphère culturelle gaélique ou encore l'éditorialiste de l'*Irish Times*, Breandán Ó hEithir. Stoney constate par ailleurs que la censure littéraire de la paroisse a cessé d'agir dans l'archipel. On peut lire les fictions îliennes de Liam O'Flaherty sans risquer d'être exclu des sacrements de l'Église,

## Les îles d'Aran, une entrée « glocale » dans la bibliothèque mondiale

23 Sygne ne *rentre* pas en Irlande après ses années d'errance européenne, il *part* aux îles d'Aran (Morvan, 2005). Trente ans plus tard, en filmant Aran et non l'Irlande, Flaherty redouble le geste, élargi en clip paysager mondial. Ainsi naît l'archipel d'Aran redéployé aux yeux du monde. À côté des nombreux artistes venus à Aran, la figure complexe de Pat Mullen, partiellement obliérée, représente la force et la plasticité des acteurs locaux – du développement local à la littératie, de l'habitus familial au réseau étendu au delà des mers. Le triptyque Sygne/Flaherty/Mullen est alors porteur d'exemplarité, en ce qu'il interroge d'autres parties du monde et un universel moderne, le développement et sa critique. Que les îles Aran intègrent la bibliothèque mondiale dans le contexte d'une crise coloniale, d'une migration de masse et d'une fabrication nationale conservatrice n'est pas pour rien dans cette exemplarité. Nous pourrions alors rechercher dans d'autres lieux, pauvres ou décentrés, ceux qui ont connu ou connaissent une montée similaire dans la bibliothèque mondiale, en dépit d'une extrême modicité démographique ou économique. Les cas du pays dogon dans l'Est malien, de la forêt lacandone dans l'État du Chiapas à la frontière mexico-guatémaltèque ou de la Jamaïque des *sound -systems* nous intéresseraient alors fortement – mais aussi Tahiti ou les Marquises à travers la figure de Bougainville ou de Gauguin ou encore le *sertão* du Nordeste brésilien dans l'interaction singulière littérature-musique-cinéma du Brésil de l'après-guerre – *cinema novo* qui amènera le *sertão* à Cannes, avec *O Cangaceiro* de Lima Barreto, primé en 1953, puis en 1964 avec *Le Dieu noir et le Diable blond* de Glauber Rocha. Roger Casement (1864-1916), autre personnage *queer* de l'histoire irlandaise<sup>36</sup>, auteur d'une tricontinentale singulière, pourrait nous y mener tout aussi bien, car il est de ces médiateurs singuliers dont nous parlons ici qui cousent et couturent les échelles. Contemporain de Sygne et issu comme lui de l'élite protestante irlandaise, Roger Casement devient diplomate au service de l'Empire britannique et mène des enquêtes au Congo, puis en Amazonie dénonçant les pratiques inhumaines des entreprises belges ou anglaises<sup>37</sup>. Anobli par George V en 1911, puis retiré du corps diplomatique à l'été 1913, Sir Roger Casement bascule dans l'activisme nationaliste. Acteur depuis 1914 d'un projet d'alliance irlandais-allemande, il est arrêté le 20 avril 1916 à son retour clandestin en Irlande sur ce qui deviendra la chanson nationaliste *Lonely Banna Strand*, county Kerry. Pendu à Londres en août 1916, malgré une campagne internationale en sa faveur, Roger Casement fait alors l'objet d'un violent dénigrement homophobe de la part des autorités britanniques. On voit avec Casement, Sygne, O'Flaherty ou Mullen, la variété du *queer* irlandais de cette première moitié de vingtième siècle.

24 Tous ces décalages permettent de créer de l'inédit. Il n'en va pas autrement dans le pays dogon ou dans la forêt lacandone. La « découverte » du pays dogon en 1931, au

cours de la mission Dakar-Djibouti aboutit à une longue traîne d'œuvres ethnologiques, ouverte par Marcel Griaule puis Jean Rouch, suivies d'œuvres dérivées de tout acabit. Cette production constitue une véritable mythification de la cosmogonie dogon érigée en preuve de l'existence d'une culture noire consistante contre l'idée dominante à l'époque de la primitivité culturelle africaine. Inscrit en 1993 au patrimoine mondial, le pays dogon est devenu un temps la première région touristique de l'Afrique de l'Ouest<sup>38</sup>. La construction intellectualiste de Griaule a ainsi longtemps masqué la réalité d'une géographie paysanne et l'inscription territoriale historiquement variable des Dogons, tantôt repliés sur les abris de la falaise fuyant les raids esclavagistes de leurs voisins africains, tantôt s'étalant dans la plaine à la faveur des optimums politiques et climatiques (Doquet, 2005). Aujourd'hui, l'inhospitalité apparente du milieu réduit à la falaise par la scénographie touristique cède la place à une perception plus juste de la richesse des terroirs locaux, des pratiques traditionnelles parfois très originales mais aussi très contemporaines de ses acteurs dans le cadre de la décentralisation malienne. Une approche médiale du pays dogon (qui réconcilie les habitants et leur environnement) oblige à intégrer tous ces éléments à la fois contradictoires et convergents. Loin de la falaise, Bandiagara, en accueillant la Mission culturelle du classement Unesco, puis un grand festival culturel et artistique annuel, se positionne en capitale touristique régionale et d'un réseau touristique moins congestionné, captant et diffusant le capital culturel accumulé initialement à Sangha. On voit ici que l'entrée spectaculaire du pays dogon dans la bibliothèque mondiale, à l'image du processus réalisé à Aran, a des effets saisissants dans le territoire en question. Mais ces effets jouent aussi à l'échelle du Mali tout entier. Population animiste à la réputation un peu inquiétante, installée dans une zone refuge, les Dogons ne bénéficiaient pas d'une grande considération au sein de la société malienne. Le processus décrit plus haut permet la réduction des préjugés et la valorisation de cette culture auprès des autres Maliens, y compris lorsque ceux-ci sont touristes dans leur propre pays. Autonomisé par la décentralisation malienne, le nouveau « pays dogon » traverse un mouvement d'émancipation du cadre posé par les auteurs occidentaux historiques : entrée en écriture de jeunes auteurs (Issa Guindi et Hassan Kansaye, *Nous les Dogons*, éditions Le Figuier, 2000, Bamako) et développement d'un écotourisme moins étroit. Jusqu'à la crise actuelle, la nouvelle élite locale liée au mythe et au tourisme actualise ainsi l'inscription du haut lieu par la littérature.

- 25 La forêt lacandone constitue une variante plus contemporaine. Brian Gollnick, universitaire nord-américain<sup>39</sup>, en a donné une interprétation remarquable dans son *Reinventing the Lacandon, subaltern representations in the rain forest of Chiapas* (2008, University of Arizona Press). Cœur historique de la civilisation maya retourné à la vie sauvage à partir du huitième siècle, la *selva lacandona* demeure pendant tout le temps de la Conquête une frontière intérieure du Nouveau monde espagnol, puis de l'indépendance du Mexique aux années 1960, elle devient une frontière méridionale : refuge d'Indiens isolés refusant la sujétion, « carrière » de bois tropical (le temps d'un boom), réservoir archéologique pré-colombien et proto-touristique pour Occidentaux. À partir de 1924, un révolutionnaire allemand exilé au Mexique écrit (sous le pseudonyme de Bruno Traven<sup>40</sup>) des romans à succès qui font entrer le Chiapas dans plusieurs bibliothèques nationales (Allemagne, États-Unis, Mexique, France) des années 1930 aux années 1950. L'œuvre connaît un succès étonnant, construit sur un mythe révolutionnaire forestier pourtant vide à l'époque de toute réalité historique et factuelle. Tout en affirmant le contraire à ses éditeurs allemands, Traven se place clairement dans le registre de l'invention politico-littéraire. À partir des années 1960, la forêt réelle est mangée sous tous les fronts : afflux des indigènes appauvris depuis les hautes terres chiapanèques, front de colonisation officiel du gouvernement mexicain, renouveau de l'économie forestière, puis démarrage de l'exploitation pétrolière, arrivée massive des réfugiés de la guerre civile guatémaltèque (Lobato, 1997). La forêt lacandone connaît une révolution humaine et paysagère qui amène dans les années 1980 des intellectuels mexicains et occidentaux à internationaliser la question de sa conservation (c'est la plus grande forêt pluviale d'Amérique centrale) dans une

perspective de bien commun de l'humanité. Dans le même temps, les contradictions de la société mexicaine se sont accentuées, un certain nombre de militants radicaux issus des villes s'établissent au Chiapas et préparent avec des militants indigènes ce qui deviendra, dix ans plus tard, l'insurrection zapatiste. C'est dans le contexte de l'accord de libre-échange<sup>41</sup> avec les États-Unis, que la notoriété certaine, mais encore modeste de la forêt lacandone connaît au début de l'année 1994, une extravagante extension. Au terme d'une brève « campagne militaire de publicité » menée par l'*Ejército Zapatista de Liberación Nacional* dans la capitale et plusieurs centres urbains du Chiapas, l'activité de production médiatique s'emballe. En usant des technologies de l'information et du réseau de la contre-culture altermondialiste, l'EZLN et son porte-parole<sup>42</sup> ré-occupent bruyamment une partie de la bibliothèque mondiale. Le porte-parole, Rafael Sebastián Guillén Vicente, est le fils d'un riche entrepreneur de meubles d'origine espagnole installé à Tampico. Nourri de théologie de la libération dans un collège jésuite, polygraphe, diplômé de lettres et de philosophie de l'Université nationale autonome du Mexique, cet ancien militant étudiant et jeune enseignant découvre le Chiapas dès le début des années 1980. Après l'appel du premier janvier 1994, il est bientôt intronisé écrivain parmi les écrivains et Cervantès forestier à la pipe. Avec l'image numériquement démultipliée de l'icône au passe-montagne, l'inscription prend la forme de volumineux corpus de textes<sup>43</sup>, épistolaires souvent, grotesques parfois, politiques toujours et de nombreuses autres productions de tout acabit. On ne saurait trop dire le rôle de l'internet (réticularité et capacité proliférante) et d'une iconographie post-moderne (qui met les rieurs de son côté) dans l'amplification de cette inscription du territoire lacandon au cœur de la bibliothèque mondiale. L'émergence d'un « zapatourisme » (Klein, 2007) d'échelle mondiale alimenté par des personnalités et des militants de la gauche radicale semble assurer à l'organisation une part significative de ses revenus, en même temps qu'il protège « touristiquement » la contre-société zapatiste de l'action militaire de l'État mexicain, lui-même lié au tourisme mondial et ainsi entravé dans sa répression : toute répression finit dans la bibliothèque mondiale.

- 26 Brian Gollnick, en revenant sur l'œuvre mexicaine de Bruno Traven, observe les effets performatifs de son cycle de six romans, *le Cycle de la jungle*, qui prend place dans les camps de bûcherons indigènes de la forêt lacandone au temps du *Porfiriato* (1876-1911). En Allemagne, il a déjà publié un roman, des nouvelles et auto-produit un périodique anarchisant *Der Ziegelbrenner* (Le briquetier). Acteur de la République des conseils de Bavière (printemps 1919), il fuit la répression politique et arrive à Tampico d'abord, puis à Mexico, après plusieurs années d'errance en Europe. Le Mexique connaît alors (1924) une période de pacification (relative, mais sans rapport avec la violence du début de siècle) d'abord sous la présidence du général Álvaro Obregón, puis sous celle de Lázaro Cárdenas : développement du justicialisme mexicain et de ce qui deviendra le *Partido Revolucionario Institucional* (1929, 1938). Gollnick montre qu'à Tampico, sous l'effet (très local) de la promotion des ouvriers du pétrole par le gouvernement, les premiers écrits mexicains de Traven brossent un tableau idyllique et erroné de la situation du pays, à l'image des généreux soldats du *Trésor de la Sierra Madre* (1927, cinéma 1947). Cette orientation va radicalement changer dans le *Cycle de la jungle*. Les textes de Traven jusqu'à l'avènement d'Hitler, sont publiés en Allemagne dans un club du livre au lectorat populaire lié à la social-démocratie. Et c'est dans cette interaction à distance que se joue une part de l'évolution de l'œuvre. Traven dénonce la montée du fascisme européen en mettant en scène des insurrections indiennes dépourvues de base historique et d'expérience personnelle. De plus, le *Cycle de la jungle* est marqué par un dualisme homme/nature de type occidental assez caricatural ainsi que par un certain goût pour la morbidité : Traven écrit dans une perspective romantique et anticapitaliste (et pas du tout indigène) pour ses lecteurs européens. En épousant l'idéal-type du révolté intemporel et de tous les pays, il se rapproche curieusement de Robert Flaherty à Aran (mais contre le capital cette fois-ci). Ses textes sont édités aux USA par l'éditeur Alfred Knopf dans le courant des années 1930, traduits en espagnol au Mexique même, à la *Compañía General de Ediciones* à partir

de 1941 et depuis l'édition anglaise, en France dans les années 1950. Au Mexique, en l'absence de littérature consacrée au Chiapas et aux Indiens méridionaux, l'œuvre romanesque de Traven connaît un succès certain (nombreuses ré-éditions de tous les titres, entrée dans le canon littéraire mexicain), jusqu'à devenir une source d'informations paradoxale sur la condition indigène au Sud en dépit de tout bon sens. Gollnick voit ici une convergence entre l'idéologie anticapitaliste de Traven et l'idéologie de « désindigénisation » de l'État mexicain : l'Indien prolétarisé et révolté contre le capital n'en est plus tout à fait un. Comme l'écrit Cristina Pacheco, une journaliste mexicaine, dans *La Jornada* du 19 avril 1994, « *Les romans de Traven comme "Un pont dans la jungle", "La révolte des pendus" et, plus encore, "Le Général qui venait de la jungle", peuvent être lus comme des explications valables de tout ce qui est arrivé au Chiapas depuis les premières heures de 1994*<sup>44</sup>. » Sans souscrire à cette lecture, nous voyons que la construction du haut lieu lacandon commence bien avant 1994. L'inscription moderne commence sous le mode d'une fiction venue d'Allemagne qui, dès la mort de Traven en 1969 ne convainc plus le monde des lettres mexicain. Aujourd'hui, les autres lectures contemporaines, mais sans affiliation néo-zapatiste (lecture écologique, lecture non militante de la société) peinent à exister sous le déluge zapatiste d'images, de textes et de sons. C'est la stratégie et la matière néo-zapatistes qui restructurent le rayon lacandon de la bibliothèque mondiale.

## Les hauts lieux, des « glocalisations » littératiques ?

27 Dans les trois cas qui nous occupent ici, îles d'Aran, pays dogon et forêt lacandone, le territoire est fait texte par la société, il a été relié aux œuvres, il les nourrit et se présente en lui-même comme une œuvre ou un ensemble d'œuvres. Cette relation entre le territoire, la société et la littérature est de nature performative. Elle change profondément la réalité, l'expérience géographique des acteurs. Partout, la dimension nationale est présente. C'est le train de Synge emportant Aran vers Dublin, c'est la naissance du Mali moderne, multiculturel et décentralisé depuis Bamako, capitale d'une nation plurielle en crise profonde. C'est encore la mémoire zapatiste, historiquement nationale, qui accompagne les marches lacandones, c'est-à-dire néo-zapatistes, sur Mexico et à travers tout le pays. Dans ce dernier cas, le plus contemporain, nous voyons comment la contre-société néo-zapatiste, inscrite dans le local et supportée par un réseau mondial idéaliste, a réussi à survivre depuis 18 ans face à un État mexicain corrompu et violent, tout développant une stratégie nationale de convergence des « sans-voix » du Mexique au cours de la décennie 2000 : « *L'Autre Campagne (La Otra Campaña) est une initiative indépendante en faveur de la participation populaire impulsée par le mouvement néo-zapatiste mexicain. Du point de vue de l'EZLN, l'Autre Campagne se présente comme une alternative pour la reconstruction de la nation mexicaine, depuis la perspective des opprimés et des exploités, et à partir d'une pratique de la politique qui rompt avec la culture du caudillismo et la délégations des pouvoirs et savoirs à des politiciens professionnels. Elle cherche à écouter le peuple mexicain, qu'il soit organisé ou non, c'est-à-dire tous ceux qui depuis "en bas et à gauche" (abajo y a la izquierda) veulent changer l'état actuel de la société à partir de certains principes tels que l'altermondialisme, l'équité, la démocratie, et d'autres qui seront définis par le mouvement lui-même au fur et à mesure de son avancement*<sup>45</sup>. » La rhétorique anti-hiérarchique (« sous-commandant », « délégué zéro », « nous ne sommes pas l'unique organisation, nous ne sommes pas la meilleure organisation, à peine sommes-nous la plus petite organisation<sup>46</sup> ») entretient quelque rapport avec le chaînage scalaire des processus hiérarchiques. Il n'y a pas de montée scalaire, mais une combinaison scalaire<sup>47</sup> et même une bouffonnerie scalaire, lorsque les « Conférences mondiales » organisées par l'EZLN au Chiapas sont rebaptisées « Conférences intergalactiques ». Le cas lacandon montre

que l'usage consistant d'une action localement enracinée et identitaire adossée à une habile et efficace mondialisation de l'action locale sert aussi à régler les modalités nationales de l'être ensemble mexicain. Toutefois, nous n'en tirons pas la conclusion que l'échelle nationale domine les autres échelles et c'est bien une interaction directe et réciproque entre les échelles que nous observons. L'usage du Chiapas comme nouvelle ressource intellectuelle à bas coût pour altermondialistes pressés inquiète même Brian Gollnick, tant cette lecture hâtive de la situation locale tend à se rapprocher du procédé de Traven. Tout cela est moins spectaculaire à Aran ou au pays dogon, car nulles organisations comparables au mouvement néo-zapatiste n'y ont existé, mais nous pourrions dire aussi que Synge comme les indigènes d'Aran ont accédé à l'échelle irlandaise, comme les Dogons à une pleine citoyenneté malienne, en bonne partie grâce à cette interaction directe local/mondial que nous appelons « glocalisation ». Dans les dimensions singulières du local mondialisé, les individus, locaux ou extérieurs aux profils atypiques participent à la production de l'inédit. Ils interagissent avec les habitants ordinaires, trop souvent représentés comme des dominés, de manière inattendue. En ce sens, le *queer* au travail dans les situations évoquées ici, l'incertain, l'improbable, l'inédit *actuellement en train de se faire* est facteur de révolution géographique et de diversité culturelle. Ce processus actualise les représentations géographiques du monde en ouvrant la porte aux écritures-monde, c'est-à-dire produites localement pour le monde (et la nation), en dehors du cadre strict de légitimation des états-nations, y compris lorsque, dans le cas des petits États, le national et le local tendent à se confondre.

Merci à Andrée Dubois pour l'infographie des figures originales.

---

## Bibliographie

Ambroise J-C., 2011, "Écrivain prolétarien, une identité paradoxale", revue *Société contemporaine*, No.4, p. 41-55, <http://www.cairn.info/revue-societes-contemporaines-2001-4-page-41.htm>.

DOI : 10.3917/soco.044.0041

Barbe F., 2012, *Géographie de la bibliothèque mondiale, les échelles de la littérature*, doctorat de géographie et d'aménagement, Université Rennes 2, <http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/81/28/37/PDF/these-f-barbe-geographie-bibliotheque-mondiale-150dpi.pdf>

Bayard P., 2009, *Le plagiat par anticipation*, Paris, Éditions de Minuit.

Böll H., 1969, *Journal irlandais* (RFA, 1957), Paris, Le Livre de poche.

Bouvier N., 2004, *Journal d'Aran et autres lieux* in *Œuvres*, Paris, Gallimard (1990) 2004 – première parution sous le titre « *Îlots perdus tout au bout de la brume* » magazine *Géo*, No.76, 1985.

Botheroyd P.F., 1982, "The reverend Alexander Hamilton Synge in the Aran islands : a collection of letters", *Cahiers du Centre d'études irlandaises*, Rennes, No.7.

Breathnach C., 2005, *The Congested Districts Board of Ireland, 1891-1923, poverty and development in the west of Ireland.*, Dublin, Four Courts Presse, 240 p.

Doquet A., 2005, "Une nature dogon ? L'occultation de l'environnement naturel dans la patrimonialisation du pays dogon", in Cormier-Salem M.-C., Juhé-Beaulaton D. Boutrais J. et Roussel B. (dir.), *Patrimoines naturels au Sud, territoires, identités et stratégies locales*, Montpellier, IRD éditions.

Doquet A., 2009, "Le terrain des notes. Enquête, notes de terrain et raisonnement de l'anthropologue", *Langage et société*, No.127, p. 52-70.

DOI : 10.3917/lis.127.0052

Duclos M., 2007, "Tim Robinson, introduction et traduction", *Temporel, revue littéraire & artistique*, No.3, <http://temporel.fr/IMG/pdf/tim.pdf>

Fabre D., 2002, "Le berceau de la langue. John Millington Synge aux îles d'Aran", revue *L'Homme*, Paris, Éditions de l'EHESS, No.163, p. 19-50.

Flaherty R. J., compilation 2006, DVD *Nanouk l'esquimau, l'Homme d'Aran, Louisiana Story, The Land*, Paris, éditions Montparnasse.

Gollnick B., 2008, *Reinventing the Lacandon, subaltern representations in the Rain forest of Chiapas*, Tucson, The University of Arizona Press.

Illich I., 1983, *Le genre vernaculaire*, Paris, éditions du Seuil.

Illich I., 1973, *La convivialité*, Paris, éditions du Seuil.

Jacquin D., 1998, « L'exil dans les autobiographies gaéliques des îles Blasket », *Actes du colloque de la Société française d'études irlandaises*, Nice 20-21 mars 1998, revue *Cycnos*, volume 15, No. 2.

<http://revel.unice.fr/cycnos/index.html?id=1554>

Jaurès J., 1911, "L'Éducation Populaire et les patois", *La Dépêche de Toulouse* du 15 août 1911, repris et développé dans la *Revue de l'Enseignement Primaire* du 15 octobre 1911,

[http://gardaremlaterra.free.fr/article.php3?id\\_article=29](http://gardaremlaterra.free.fr/article.php3?id_article=29)

Klein N., "Alerte rouge zapatiste", 27 décembre 2007, traduit du journal *The Nation*, en ligne sur le Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2375>.

Lobato R., 1997, *Les indiens du Chiapas et la forêt lacandone*, Paris, l'Harmattan.

Loti P., (1886) 1998 *Pêcheur d'Islande*, Nantes, Siloé.

Meizoz J., 2001, *L'âge du roman parlant (1919-1939)*, Genève, Droz.

Messenger J.-C., 1969, *Inish Beag, isle of Ireland*, Austin, Holt, Rinehart and Winston (USA).

Mikowski S., 2012, "Les îles d'Aran ou l'insularité chez John M. Synge et Liam O'Flaherty", *Savoirs en Prismes, Rencontres du CIRLEP* No1,

<http://www.univ-reims.fr/site/autre/savoirs-en-prisme/savoirs-en-prisme-accueil,14216.html>.

Mohia N., 2008, *L'expérience de terrain, pour une approche relationnelle dans les sciences sociales*, Paris, La Découverte.

DOI : 10.3917/dec.mohia.2008.01

Morvan F., voir Synge.

Mullen P., 1970, *Man of Aran* (Boston, E. P. Dutton and Company, 1935), Cambridge, MIT Press.

O'Flaherty L., 1929, *A Tourist's Guide to Ireland*, Louth, The Mandrake Press,

<http://www.archive.org/stream/touristsguidetoiooflauoft#page/2/mode/2up>

O'Sullivan Maurice / Ó Súilleabháin Muiris, 1997, *Vingt ans de jeunesse* (traduction Raymond Queneau), Dinan, Terre de Brume (1934).

Pelletier P., 1998, *La Japonésie : géopolitique et géographie historique de la surinsularité au Japon*, Paris, CNRS éditions.

Poulaille H., 2003, *La littérature et le peuple, nouvel âge littéraire 2*, Bassac, Plein Chant (publications 1924/1975).

Poulaille H., 1986, *Nouvel âge littéraire*, Bassac, Plein Chant (1930).

Robinson T., 2008, *Connemara : The Last Pool of Darkness*, Dublin, Penguin Ireland.

Robinson T., 1995, *Stones of Aran : Labyrinth*, (The Lilliput Press, 1995), New York, Penguin Books.

Robinson T., 1990, *Stones of Aran : Pilgrimage*, (The Lilliput Press, 1986), New York, Penguin Books,.

Rockett K., Gibbons L., Hill J., 1987, *Cinema and Ireland*, London, éditions Glomm Helm.

DOI : 10.4324/9781315855738

Sayers P., 1999 (1936), *Peig, autobiographie d'une grande conteuse d'Irlande*, Ar Releg-Kerhuon (Le Relecq-Kerhuon), An Here.

Stagles J. et R., 1998, *The Blasket islands, next parish America*, Dublin, The O'Brien press, 1998.

Stoney G. C., 1978, "Must a filmmaker always leave his mark?", Conférence internationale des anthropologues et documentaristes, Canberra, 1978, [www.der.org/resources/study-guides/must\\_a\\_filmmaker.pdf](http://www.der.org/resources/study-guides/must_a_filmmaker.pdf)

Synge J. M., 2005, *Théâtre complet* de John Millington Synge, traduit de l'anglo-irlandais, présenté et annoté par Françoise Morvan, Besançon, Les Solitaires Intempestifs.

Synge J. M., 2002, *Les îles Aran*, Paris, Petite Bibliothèque Payot (1907).

Synge J.M., 1907, *The Aran Islands*, édition américaine, 1911, Boston, J.W. Luce and Company, <http://babel.hathitrust.org/cgi/pt?id=loc.ark:/13960/toqr5gq8v;view=1up;seq=1>

---

## Notes

1 Voir en ligne les cartes en 1926, 1956 et 2007 : <http://en.wikipedia.org/wiki/Gaeltacht>

2 Dont témoignent des Irlandais ordinaires, en évoquant au chercheur leur curriculum scolaire.

3 Texte nu intégral anglais de l'édition originale de 1907 en ligne sur

[http://en.wikisource.org/wiki/The\\_Aran\\_Islands](http://en.wikisource.org/wiki/The_Aran_Islands); les images en place peuvent être vues sur

<http://www.questia.com/library/book/the-aran-islands-by-john-millington-synge-jack-b-yeats.jsp>.

4 Accessible en ligne - [http://www.youtube.com/watch?v=ZX5C5Sv\\_fOQ](http://www.youtube.com/watch?v=ZX5C5Sv_fOQ)

5 Le président de Valera, William B. Yeats, Eoin MacNeill, de nombreux élus et hauts-fonctionnaires assistent à la première et la critique dublinoise ne tarit pas d'éloges, in Rockett, 1987, p. 71.

6 Voir des photographies de Synge et les dessins de Yeats : <http://enkidoublog.com/tag/jack-b-yeats/>

7 Une lecture à charge, faisant de Synge un orientaliste idéal-typique (Mikowski, 2012), ne paraît pas donner acte de la diversité, ni de la singularité de l'œuvre, ni de la posture de l'auteur, engagé dans une démarche relationnelle forte à l'opposé de bien des ethnologues du vingtième siècle (Mohia, 2008) et néanmoins assez conscient de ses propres limites et impasses. C'est aussi redoubler le stigmate de l'arriération insulaire en faisant de l'espace urbain et du rationalisme, par effet de contraste implicite, le lieu de l'abondance, de la liberté et du bien-être. Enfin, auteur contesté par le mouvement nationaliste conservateur et auteur mort prématurément (1909), Synge ne peut être déceimment tenu pour coresponsable de la régression conservatrice de l'État libre d'Irlande.

8 *Les îles Aran*, éditions Payot 2002, p. 129.

9 *Ibid.*, p. 13-14.

10 Le site de Yann Arthus-Bertrand, <http://www.yannarthusbertrand.org/>

11 Et même financé à hauteur de 200 livres. C'est la seule trace de financement public du cinéma dans les années trente en République d'Irlande.

12 La fiche du film est accessible sur le site de la *Trinity College Internet Society*, <http://www.netsoc.tcd.ie/>, voir également Rockett, 1987, p. 71 et suivantes. On observera que la trace numérique de ce premier court métrage en langue gaélique « d'Aran » est conservée dans l'université fréquentée par Synge un siècle plus tôt, université devenue elle-même un haut lieu touristique, avec la figure du *Livre de Kells*, manuscrit enluminé du huitième siècle, chef-d'œuvre de la culture irlandaise chrétienne pré-coloniale, présent à Trinity College Dublin et dans les conversations des îliens d'Aran rapportées par Synge.

13 *Les îles Aran*, éditions Payot 2002, p. 152-153.

14 Mais souvent accompagné d'un îlien, adolescent ou âgé, compagnon linguistique et d'errance dans les îles.

15 *Ibid.*, p. 151.

16 *Ibid.*, p. 33.

17 <http://www.archive.org/stream/poemstranslationoosyngrich#page/n7/mode/2up>

18 À Pâques 2009, lors de vacances en famille à Inisheer, un enseignant dublinois d'une cinquantaine d'années décède au cours d'une partie de surf au sud-ouest de la petite île – *Irish Times*, 13 avril 2009.

19 *The Irish Independant* du 25 novembre 2009 en donne un exemple - *Some 25 transition year students travelled to Galway with teachers Ms Nic Enrí and Ms Logan recently. The group visited Connemara where they were brought on a guided tour of the studios of Raidió na Gaeltachta. They then took a ferry to Inis Mór (the largest of the Aran Islands) where they were taken on a bus tour and then a walk up to the prehistoric fort of Dún Aengus. The following day, the students were brought on a tour of Galway city's historical sights. The group enjoyed a leisurely walk from the Claddagh to the promenade in Salthill. Galway Bay sparkled in the bright October sunshine. In the evenings the group went bowling and to the cinema. Everyone enjoyed the three-day trip immensely.* <http://www.argus.ie/news/a-taste-of-the-gaeltacht-1954652.html>

20 Le CDB publie en 1893 son *Report on the Aran Island* et Synge a pu également observer l'action du CDB lors de ses voyages sur le mainland [comtés Mayo, Connemara].

21 Un mouvement qui fait écho à sa pratique et à son idéologie : « *Man is naturally a nomad... and all wanderers have finer intellectual and physical perceptions than men who are commended to local habitations. The cycle, automobile and conducted tours are half-conscious efforts to replace the charm of the stagecoach and of pilgrimage like Chaucer's. But the vagrant, I think, along with perhaps the sailor, has preserved the dignity of motion with its whole sensation of strange colours in the clouds and of strange passages with voices that wisper in the dark and still strangers inns and lodgings, affections and lonely songs that rest for a whole life time with the perfume of spring evenings or the first autumnal smoulder of the leaves ...* » Carnets de J. M. Synge, 1898, cité par Robin Skelton, *J.M. Synge*, 1972, p. 42-43.



22 Henry Poulaille cite John Synge et Liam O'Flaherty [et également B. Traven] dans *La littérature et le peuple, nouvel âge littéraire 2*, 2003, Plein chant, p. 422-423.

23 *De tout ce qui nourrit l'imagination, l'humour est le plus indispensable, et il est dangereux de lui imposer des limites ou de l'anéantir. (...) Et quand un pays perd le sens de l'humour, comme il advient en certaines villes d'Irlande, l'esprit cède à la morbidité (...)*. Synge, 2005, Préface aux Noces du rétameur, *Théâtre complet* traduit par Morvan, p. 171-172, Les Solitaires Intempestifs.

24 Qu'il faudrait transposer alors, sous la forme d'un duo en déroute – le cinéaste et son régisseur. Cela aurait pu s'appeler « Tournage en folie dans le *western world* ».

25 C'est, par exemple, la situation de certains Maliens francophones.

26 Pascal Clerc, Hypergé, notice « haut lieu » - <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article144>

27 *Die Boote fahren nicht mehr aus*, (*The Islandman*, Ó Criomhthain, 1928) est traduit de l'anglais vers l'allemand par Annemarie et Heinrich Böll en 1960, avec deux textes de Synge, *The Playboy of the Western World* en 1960 et *Riders to the Sea* en 1969.

28 Voir la notice sur le site de l'Unesco - [http://whc.unesco.org/pg.cfm?cid=31&id\\_site=757](http://whc.unesco.org/pg.cfm?cid=31&id_site=757)

29 Voir le détail de l'argumentation - [http://www.pierreseche.com/mythe\\_skellig.html](http://www.pierreseche.com/mythe_skellig.html)

30 L'édition 2003 du *Guide vert* cite Liam O'Flaherty, J.M. Synge, W.B. Yeats, Robert Flaherty, Tim Robinson et Nicolas Bouvier - le *Routard 2010 seulement* Synge, O'Flaherty et Flaherty.

31 *Inis Beag is a fictitious name for one of the many inhabited islands of the irish Gaeltacht*, explique l'auteur dans son introduction.

32 Le pull d'Aran « moderne » naît de la rencontre entre les savoir-faire des femmes insulaires et d'autres acteurs, peut-être des migrantes écossaises venues dans les années 1910-1920, lors du boom de la pêche, travailler à la préparation et l'empaquetage du poisson, et qui amèneraient d'autres techniques, plus certainement d'une volonté d'auto-organisation et d'indépendance économique des femmes îliennes, commune au monde rural irlandais du mouvement *Arts and Crafts*, ainsi qu'à des acteurs masculins du monde politico-économique comme Pádraig Augustine Ó Siocháin, organisateur technique et commercial du marché du pull d'Aran dans les années 1950 et 1960, parallèlement à son investissement dans la modernisation de la flotte de pêche. On ne peut évidemment séparer le pull d'Aran de la spirale littéraire du même nom, c'est proprement impossible.

33 Le site de l'Autorité du Gaeltacht - <http://www.udaras.ie/?lang=2>

34 *The Irish Independant*, 6 juillet 2008.

35 De ce point de vue, le choix des familles d'avoir développé la pratique de l'anglais malgré le travail institutionnel et militant de la langue irlandaise, s'insère dans un ensemble de pratiques des acteurs plus complémentaires qu'antagonistes. Peig Sayers le décrit très bien pour la fin du dix-neuvième siècle dans son autobiographie, Liam O'Flaherty le brocarde quarante ans plus tard. « Cette histoire de langue irlandaise précisera-t-il, oblige pour le moment les autorités à gaspiller beaucoup de temps et d'énergie, mais elle va être progressivement mise sur la touche, et, pour finir, elle s'éteindra d'elle-même lorsque le dernier autochtone parlant encore le gaélique aura émigré en Amérique. » *A Tourist's Guide to Ireland*, p. 64 de l'édition française.

36 Dont Mario Vargas Llosa vient d'écrire une biographie, *Le rêve du Celte*, 2010 (traduction française 2011, Gallimard).

37 *Casement Report* de 1904 sur l'État libre du Congo, rapport de 1911 sur l'esclavage du caoutchouc du Pérou.

38 Avant que la récente crise sahélienne et la double pression sécuritaire (des groupes armés et des gouvernements européens) ne mettent un terme à cette économie touristique aujourd'hui à l'agonie.

39 Sa biographie sur sa page de l'Université de l'Iowa est atypique pour un lecteur français : <http://clas.uiowa.edu/dwllc/spanish-portuguese/people/brian-gollnick>

40 Voir sa bibliographie alternative - [http://www.popsoculture.com/pop/bio\\_project/b\\_traven.html](http://www.popsoculture.com/pop/bio_project/b_traven.html). Reconnu à la fois comme écrivain allemand et mexicain, il demandera à ce que ses cendres soient dispersées au dessus du Chiapas.

41 ALENA, *Tratado de Libre Comercio de América del Norte*.

42 « Celui que Ramonet (2001) surnomme « cyberguérillero » possède une écriture facile et imagée. Il sait en outre mettre habilement en scène le langage et les formules qui attirent l'attention des médias et de la population. C'est lui qui rédige la majorité des communiqués du mouvement. Ses chroniques sont attendues par le public et retransmises par la radio, la presse écrite et Internet. Marcos a publié divers volumes, surtout des chroniques, des entretiens et des contes. Il conserve par ailleurs des liens privilégiés avec des écrivains et personnalités sympathiques à sa cause (par exemple José Saramago et Manuel Vásquez Montalbán). » Pierre-Mathieu Le Bel et Stéphane Guimont Marceau, *La spatialité du texte. Étude sur la réception des « Morts qui dérangent »*, *EspacesTemps.net*, Textuel, avril 2012, <http://espacestemps.net/document9425.html>.

43 Publiés aux éditions Dagorno, *Les insurgés zapatistes racontent un an de révolte au Chiapas*, 1994, tome 1, *Vers l'Internationale Zapatiste*, 1996, tome 2 – ou encore *la sixième déclaration de la forêt lacandone du 22 juillet 2005*


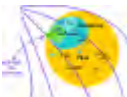





44 Cité par Gollnick, 2008, p. 96 (traduit par nos soins).

45 D'après Wikipédia, notice « L'Autre campagne », qui dispose d'articles très documentés sur le néo-zapatisme.

46 Discours de Marcos à la Realidad, fief zapatiste au Chiapas, sans date. <http://erwan.corre.free.fr/ZapatistasChiapas.mov>

47 Qui permet aussi à un non-indigène d'être le porte-parole médiatique d'une organisation indigène et d'assumer cette contradiction.

## Table des illustrations

	<b>Titre</b>	Figure 1 : Les îles Aran et l'Ouest irlandais dans les années 1930 - Carte de l'archipel
	<b>Crédits</b>	Pat Mullen, <i>Man of Aran</i> , 1935 (1970), E. P. Dutton and Company éditeurs, New York - Droits réservés
	<b>URL</b>	<a href="http://journals.openedition.org/cybergegeo/docannexe/image/26542/img-1.png">http://journals.openedition.org/cybergegeo/docannexe/image/26542/img-1.png</a>
	<b>Fichier</b>	image/png, 118k
	<b>Titre</b>	Figure 2 : Aran, intersection d'ensembles, surinsularité et centralité paradoxale - Spatialités à Aran
	<b>Crédits</b>	F. Barbe, 2012
	<b>URL</b>	<a href="http://journals.openedition.org/cybergegeo/docannexe/image/26542/img-2.png">http://journals.openedition.org/cybergegeo/docannexe/image/26542/img-2.png</a>
	<b>Fichier</b>	image/png, 163k
	<b>Titre</b>	Figure 3 : Synge et Flaherty, deux itinéraires, deux formes et deux usages du monde - Mobilités, spatialités
	<b>Crédits</b>	F. Barbe, 2012
	<b>URL</b>	<a href="http://journals.openedition.org/cybergegeo/docannexe/image/26542/img-3.png">http://journals.openedition.org/cybergegeo/docannexe/image/26542/img-3.png</a>
	<b>Fichier</b>	image/png, 136k
	<b>Titre</b>	Figure 4 : Synge et Flaherty, deux occupations opposées de l'espace d'Aran - Contrastes dans les usages du territoire
	<b>Crédits</b>	Pat Mullen, <i>Man of Aran</i> , 1935 (1970), E. P. Dutton and Company éditeurs, New York, droits réservés ; données complémentaires F. Barbe, 2012
	<b>URL</b>	<a href="http://journals.openedition.org/cybergegeo/docannexe/image/26542/img-4.png">http://journals.openedition.org/cybergegeo/docannexe/image/26542/img-4.png</a>
	<b>Fichier</b>	image/png, 322k
	<b>Titre</b>	Figure 5 : La langue multiple chez Synge, paysage partagé et bien commun- Comment parler de la langue
	<b>Crédits</b>	F. Barbe, 2012
	<b>URL</b>	<a href="http://journals.openedition.org/cybergegeo/docannexe/image/26542/img-5.png">http://journals.openedition.org/cybergegeo/docannexe/image/26542/img-5.png</a>
	<b>Fichier</b>	image/png, 139k
	<b>Titre</b>	Figure 6 : La construction du paysage chez Flaherty, trois regards
	<b>Crédits</b>	Extraits de Robert J. Flaherty, <i>Man of Aran</i> , 1934 - Droits réservés
	<b>URL</b>	<a href="http://journals.openedition.org/cybergegeo/docannexe/image/26542/img-6.jpg">http://journals.openedition.org/cybergegeo/docannexe/image/26542/img-6.jpg</a>
	<b>Fichier</b>	image/jpeg, 480k
	<b>Titre</b>	Figure 7 : Mullen/Flaherty, le tournage <i>border-line</i> de la scène de tempête
	<b>Crédits</b>	Extrait de Pat Mullen, <i>Man of Aran</i> , 1935- Droits réservés
	<b>URL</b>	<a href="http://journals.openedition.org/cybergegeo/docannexe/image/26542/img-7.png">http://journals.openedition.org/cybergegeo/docannexe/image/26542/img-7.png</a>
	<b>Fichier</b>	image/png, 133k
	<b>Titre</b>	Figure 8 : La bibliographie systémique d'Aran ou l'entrée dans la

**Légende**

bibliothèque mondiale  
Le croisement des littératures est spectaculaire : le répertoire gaélique est pillé, ré-inventé, dépassé tant par les visiteurs nationaux et internationaux que par les îliens

**Crédits**

F. Barbe, 2012

**URL**

<http://journals.openedition.org/cybergegeo/docannexe/image/26542/img-8.png>

**Fichier**

image/png, 239k

**Titre**

Figure 9 : Darwinisme littéraire à Aran ou l'usage différencié du territoire dans le processus d'écriture

**Crédits**

F. Barbe, 2012

**URL**

<http://journals.openedition.org/cybergegeo/docannexe/image/26542/img-9.png>

**Fichier**

image/png, 187k

***Pour citer cet article****Référence électronique*

Frédéric Barbe, « La montée des îles Aran dans la bibliothèque mondiale, une glocalisation littéraire », *Cybergegeo: European Journal of Geography* [En ligne], Politique, Culture, Représentations, document 694, mis en ligne le 08 novembre 2014, consulté le 11 octobre 2022.  
URL : <http://journals.openedition.org/cybergegeo/26542> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cybergegeo.26542>

***Cet article est cité par***

- Barbe, Frédéric. (2012) Géographie de la littéracie. *Carnets de géographes*. DOI: 10.4000/cdg.985
- Barbe, Frédéric. (2016) La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique. *Norôis*. DOI: 10.4000/norôis.5898

***Auteur*****Frédéric Barbe**

Géographe,  
Université de Nantes  
UMR ESO Espaces et sociétés, France  
[frederic.barbe@univ-nantes.fr](mailto:frederic.barbe@univ-nantes.fr)

***Droits d'auteur***

La revue *Cybergegeo* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

# Existe-t-il une cartographie subjective ?

---

Frédéric Barbe

Parler aujourd'hui de cartographie « subjective », c'est laisser penser que la cartographie dominante est d'abord « objective ». Le plus souvent, les usagers, qu'ils soient professionnels ou « ordinaires », considèrent la carte comme un outil scientifique : une carte, c'est l'objectivité, c'est vrai, c'est une description fonctionnelle de la réalité. Cette rationalité cartographique a cependant montré ses limites : diversité des projections, des échelles, des techniques et des registres d'information, mais aussi biais statistiques, politiques et idéologiques. Si la cartographie, lorsqu'elle montre ses choix et ses procédés, peut prétendre à une démarche d'objectivation, jamais elle n'est réellement « objective ». Outil de connaissance, de pouvoir et de contrôle, elle s'inscrit dans la subjectivité de ses auteurs, y compris dans le champ scientifique. C'est pourquoi parler de « cartographie subjective » n'est pas si facile.

## La prolifération des objets cartographiques

Paradoxalement, la cartographie subjective c'est peut-être d'abord la prolifération cartographique : il y a de plus en plus de cartes, de plus en plus diversifiées, comme le site Strange Maps<sup>1</sup> en rend compte, mais aussi des expositions, des atlas, des sites, un usage communicationnel de plus en plus dense. La data-visualisation, cette sorte de cartographie « automatique » qui serait, faussement, l'objectivité issue de l'Internet, vient encore la bousculer. Chacun de nous peut à son tour se cartographier : la géolocalisation, c'est aussi de la cartographie subjective. Nous avons aujourd'hui un grand bazar cartographique à notre disposition, du plus sérieux au plus farfelu, du plus émancipateur au plus totalitaire, du plus sensible au plus mathématique. Les limites entre la cartographie experte et les autres cartographies sont souvent poreuses. En renouvelant des objets bien connus comme la carte du Tendre ou les utopies, Charles Perron, qui est pourtant le créateur de la cartographie thématique, montre ici dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle l'existence d'objets cartographiques fort curieux.

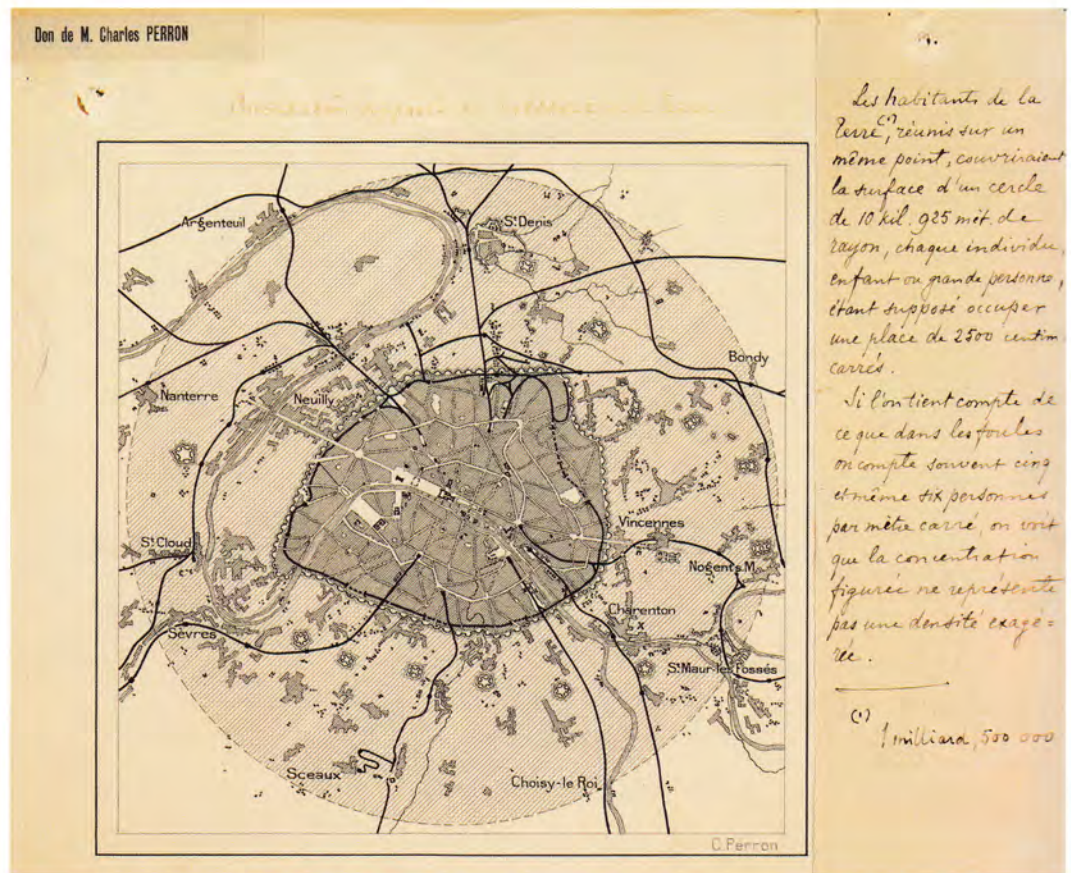
## Une place offerte à la cartographie des subjectivités

La cartographie subjective, c'est aussi clairement l'extension des centres d'intérêt des cartographes, souvent dans une critique du monde de l'ingénieur et de l'aménageur. Témoignant d'approches sensibles, (géo)poétiques, alternatives, vernaculaires, fictionnelles, in situ, ces nouveaux objets cartographiques évoquent la psychogéographie, mais aussi l'observation participante, ou encore le dépassement du dualisme homme/nature si puissamment ancré dans la culture occidentale et toutes formes de créativité mobilisable au-delà de la carte en deux dimensions. Les cartographies subjectives ouvertes par Catherine Jourdan<sup>2</sup> auprès d'habitants adultes et enfants sont d'abord des processus : cette artiste et psychologue valorise les traces, l'empreinte

---

1. Le site de Frank Jacobs collecte depuis 2006 des cartes « intrigantes » : réelles, fictionnelles et utopiques.  
<http://bigthink.com/users/frankjacobs>

2. Catherine Jourdan anime le projet « Géographies subjectives » qui propose de cartographier son propre territoire.  
<http://geographiesubjective.org>



Concentration supposée des habitants de la Terre superposée à la carte de Paris, Charles Perron. Brouillon d'une carte pour illustrer un article d'Élisée Reclus, 1890. Bibliothèque de Genève, département des Cartes et Plans.

laissée dans les temps de construction. En ce sens, elle renouvelle les « lignes d'erre » de Fernand Deligny, mais participe aussi à l'entrée d'une cartographie ouverte et décomplexée dans les nouvelles humanités et les cultures ordinaires contemporaines. Illustrant les expériences de cartographie sonore ou éphémère, l'artiste Jepoy construisant avec des habitants ou des usagers – d'un quartier, d'un lycée, d'un hôpital – une carte comestible en trois dimensions<sup>3</sup> questionne la relation dans le territoire à travers l'alimentation et l'art du goût. Le Latourex<sup>4</sup> (Laboratoire de Tourisme expérimental) offre un usage subjectif de la carte comme la visite du carré A1 de toutes les villes de France. Le grand retour de l'esquisse aux dépens d'une finition de plus en plus numérique peut dire enfin, au-delà de son esthétique postmoderne, que l'objectivité est en réalité un processus d'objectivation.

### Éloge de la pluralité cartographique

L'essor des productions, mais aussi de l'expression « cartographie subjective », montre que les registres de l'ingénieur ne sont pas les seuls

pertinents pour décrire les sociétés. Une technique, un geste, une représentation, une forme, un art : la carte n'est pas la réalité du territoire, elle est une tentative pour l'objectiver ou la subjectiver sous la forme d'un objet en réduction. La modernité en a fait un outil normalisé de son objectivité affirmée, mais il serait plus juste de revendiquer aujourd'hui la subjectivité de toutes les cartes et de leur appliquer les grandes précautions des sciences sociales. Qui représente, qui parle ? À quoi avons-nous affaire ? Mais aussi : quel vent de notre folie humaine faisons-nous souffler sur la carte ? Ainsi que le droit des gens ordinaires d'user et d'abuser de toutes sortes de cartes<sup>5</sup>.

Frédéric Barbe est docteur en géographie, formateur et chercheur associé à plusieurs groupes de recherche. Auteur et éditeur, il travaille sur la littérature et les questions d'écologie, de précarité et de développement urbain dans leurs rapports aux acteurs et politiques publics. [www.univ-nantes.fr/barbe-f](http://www.univ-nantes.fr/barbe-f)

3. « Manger son quartier » est un vrai projet cartographique éphémère. <http://urbacomestible.canalblog.com>

4. Autour de l'idée de contrainte créatrice : <http://latourex.org>

5. Par exemple, en alimentant ce site participatif français de cartographie sensible ou subjective : <http://polau.org/sacs/>



## « Marseille, ville sauvage » : plaidoyer d'écologie urbaine dans une ville populaire

Frédéric Barbe

**Recensé :** Lanaspeze, B. et Mathieu, G. (photographies), *Ville sauvage : Marseille. Essai d'écologie urbaine*, Paris, Actes Sud, 2012.

*Souvent mis en avant pour ses problèmes d'insécurité, Marseille est surtout une ville « sauvage » du point de vue de la place qu'y occupe depuis longtemps la nature. Dans son ouvrage, Baptiste Lanaspeze invite plus largement, à partir du cas de la cité phocéenne, à développer la réflexion en termes d'écologie urbaine, c'est-à-dire à penser les relations entre hommes et nature dans l'espace urbain.*

Le projet de l'ouvrage *Ville sauvage : Marseille. Essai d'écologie urbaine* est simple et astucieux : penser et expliquer les conditions générales d'une « écologie urbaine » à partir d'une étude de cas située et à fort capital symbolique, le territoire marseillais. Celui-ci, avec ses acteurs, ses différentes échelles de temps et d'espace, est envisagé comme un haut lieu à la fois de l'urbain, mais aussi d'une pensée non dualiste du territoire ancrée dans la vie sociale. Dans le fond comme dans la forme, Baptiste Lanaspeze offre un ouvrage stimulant que nous dirions volontiers d'éducation populaire, référencé, exigeant, mais aussi situé et fondé sur le compagnonnage et l'expérience des lieux par la marche. La partie la plus académique du livre est encadrée d'un cahier photographique et d'une série de témoignages d'acteurs co-écrits avec l'auteur. Ce triptyque se complète habilement et permet une lecture facile. Ce projet d'écrire l'écologie urbaine dans une langue simple et accessible, au-delà du cercle restreint des professionnels du projet urbain, participe aussi du dépassement des nouveaux moralismes écologiques comme du dualisme homme-nature. Il invite le lecteur à la réappropriation de la nature au sein même de la civilisation urbaine. Baptiste Lanaspeze est auteur, marcheur, philosophe et éditeur<sup>1</sup>. Il a également travaillé à Radio Grenouille – une radio associative marseillaise – puis il a créé avec un collectif d'artistes-marcheurs le sentier de randonnée urbaine GR Marseille 2013 lors de l'événement « Marseille Provence 2013 – Capitale européenne de la culture ». Le projet du livre s'inscrit donc typiquement dans une approche « globale », où la pensée systémique s'adosse aux terrains réels de l'auteur, ici le terrain d'un investissement habitant et culturel sur la durée.

### Éloge de la naturalité urbaine

Par certains de ses aspects, la ville de Marseille se présente apparemment peu soignée, et éloignée, des bonnes pratiques socio-environnementales. La gestion des déchets ménagers et industriels et ses clientélismes ou encore ses circulations automobiles illustrent régulièrement cet aspect. Pour de nombreux acteurs, cette ville est sûrement le contraire d'une « capitale verte ». À l'image de son introduction intitulée « Marseille, capitale européenne de la nature », l'auteur

<sup>1</sup> Il a fondé les Éditions Wildproject : [www.wildproject.org//index](http://www.wildproject.org//index).

procède pourtant à une série de mises au point pour situer la ville dans sa dimension de nature, en l'occurrence de nature urbaine. Contre les « habits empesés d'une capitale européenne de la culture, ce portait de Marseille est aussi une invitation à replacer la culture dans la nature », car « même en ville, on est toujours dans la nature » (p. 70). C'est donc de « faire de Marseille le terrain d'une pensée écologiste émergente, qui, par-delà la distinction obsolète entre sciences naturelles et sciences humaines, interroge la naturalité d'*Homo sapiens* comme espèce urbaine » (p. 71). Ici, l'éloge de la naturalité urbaine ne peut être dissociée d'un éloge du populaire et d'une ville à l'oralité vivace, un anti-modèle métropolitain. Cette ville qui semble échouer régulièrement à la modernisation, qui est à peine sortie d'un long déficit démographique et qui a si peu de monuments, est en réalité son propre monument : « le grand monument de Marseille, c'est sa population » (p. 84).

Le récit du tournant hygiéniste marseillais que constitue l'aménagement du canal de la Durance en 1849, puis de l'extension urbaine et industrielle de la ville sans plan établi, avant une profonde déprise, permet de comprendre pourquoi le tissu urbain marseillais contemporain est fragmenté, enchevêtré, hétéroclite. Le « Tiers paysage » y occupe une place éminente, dont le cahier photographique rend compte d'une très belle manière. Comme le paysagiste Gilles Clément l'explique, celui-ci, « fragment indéfini du Jardin planétaire, désigne la somme des espaces où l'homme abandonne l'évolution du paysage à la seule nature ». Cet ensemble de délaissés et de territoires en réserve « apparaît comme le réservoir génétique de la planète, l'espace du futur ». En même temps, le courant excursionniste (celui des premières associations de randonneurs) et conservationniste (celui qui veut protéger les espaces de nature dite « sauvage ») a marqué l'histoire de Marseille, ville littorale, ville du dehors, ville aux nombreux commensaux<sup>2</sup> non humains. La création du GR 2013 renvoie en réalité à une antériorité forte : en 1913, « Marseille est, avec Berlin, la capitale de l'excursionnisme » (p. 128) et en 1910 a eu lieu la première manifestation en France pour la préservation d'un site naturel – ici, la calanque de Port-Miou. Ce « proto-écologisme » marseillais traduit la force de la transformation urbaine, nourrit le dualisme homme-nature et le mythe virginal de la nature porté par le courant conservationniste, mais aussi un ensemble d'autres pratiques de la nature. Et c'est de cette épaisseur marseillaise dont l'auteur s'empare pour incarner et synthétiser une pensée émergente.

## **L'écologie urbaine : une émergence, une didactique**

*Ville sauvage : Marseille. Essai d'écologie urbaine* semble s'inscrire d'abord dans ce que certains, à la suite des sociologues Ulrich Beck et Anthony Giddens, appellent la modernité réflexive, c'est-à-dire l'entrée dans une nouvelle période historique marquée par la prise de conscience des enjeux écologiques et la fin de l'innocence du progrès. Mais l'analyse de l'auteur corrobore en réalité le travail des nouveaux historiens de l'environnement tant il converge avec les perspectives dégagées dans *L'Événement Anthropocène* (Bonneuil et Fressoz 2013), ou d'*Une autre histoire des « Trente Glorieuses »* (Pessis et al. 2013). Il participe donc, selon nous, de la remise en cause du schéma proposé par ces chercheurs d'une « modernité » (couvrant quatre siècles de révolution industrielle, scientifique et capitaliste) suivie d'une « modernité réflexive » (depuis 1992 et la Conférence de Rio), car la critique socio-environnementale est présente tout au long de la modernité. Baptiste Lanassepeze la décrit bien en se référant notamment et très diversement au monde associatif, à Thoreau et aux promoteurs de la nature en ville de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle comme Howard ou Olmsted, ou aux non-humains très présents dans son texte, avec le chapitre intitulé « Ratopolis », la ville du rat urbain, mais aussi la référence à Léon Ménabréa, juriste et historien, auteur en 1846 de *De l'origine, la forme, et l'esprit des jugements rendus au Moyen-Âge contre les animaux*<sup>3</sup>.

En s'adossant à d'autres chercheurs, tels Philippe Clergeau et Nathalie Blanc, Lanassepeze apporte une explication claire et accessible de l'écologie urbaine, à rebours d'un certain nombre de textes

<sup>2</sup> Un commensal est une espèce animale qui se nourrit des déchets produits par une autre.

<sup>3</sup> Voir ici : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6540102p>.

où le souci de faire commun est entravé par l'obscurité de la langue. Le concept est développé tout au long de l'ouvrage et intégré, au travers des entretiens de fin d'ouvrage, dans les formes de la vie sociale marseillaise et de questions universelles : le rapport au corps, l'enfance, la solitude, la mort. L'espace urbain est donc aussi naturel, la demande sociale de nature y est forte et dépasse l'offre publique du parc et du square ; le cadre de la ville durable offre alors peut-être des opportunités pour développer une nouvelle écologie urbaine<sup>4</sup>. Cet apparent oxymore (comparable à l'anthropologie de la nature de Philippe Descola) réconcilie des mondes séparés, celui des humains et celui des non-humains, au sein d'une forme sociale, la ville, inscrite dans la naturalité du monde. C'est l'ensemble de la communauté qui est ainsi invité à refaire du sens commun avec l'écologie urbaine, et chaque lecteur invité à tester ce concept sur ses propres territoires et ses propres pratiques. En ce sens, *Ville sauvage : Marseille* est aussi un grand livre de géographie.

### **Bibliographie**

- Bonneuil, C. et Fressoz, J.-B. 2013. *L'Événement Anthropocène, la Terre, l'histoire et nous*, Paris : Éditions du Seuil.
- Pessis, C., Topçu, S. et Bonneuil, C. 2013. *Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris : Éditions La Découverte.

### **En savoir plus**

- Blanc, N. 2000. *Les Animaux et la Ville*, Paris : Éditions Odile Jacob.
- Clément, G. 2003. *Manifeste du Tiers paysage*, Paris : Éditions Sujet/Objet.
- Clergeau, P. 2007. *Une écologie du paysage urbain*, Rennes : Éditions Apogée.
- Descola, P. 2011. *L'Écologie des autres, l'anthropologie et la question de la nature*, Paris : Éditions Quæ.

**Frédéric Barbe** est docteur en géographie, agrégé, chercheur-associé au CRENAU, le laboratoire de recherche de l'école d'architecture de Nantes, composante de l'UMR 1563, Ambiances, Architectures, Urbanités, chargé de cours à l'université de Nantes et membre d'Urba-Rom, l'observatoire européen des politiques publiques en direction des groupes dits Roms/Tziganes. Sa thèse, soutenue à l'université Rennes-2 en novembre 2012, porte sur la géographie de la bibliothèque mondiale et les échelles de la littératie dans la mondialisation contemporaine. La littératie désigne ici les usages et les politiques publiques de lecture-écriture. Il travaille également sur les questions d'écologie et de transition socio-écologique, de précarité et de développement urbain dans leurs rapports aux acteurs et aux politiques publiques.

### **Pour citer cet article :**

Frédéric Barbe, « "Marseille, ville sauvage" : plaidoyer d'écologie urbaine dans une ville populaire », *Métropolitiques*, 20 mai 2015. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Marseille-ville-sauvage-plaidoyer.html>.

---

<sup>4</sup> Tout à fait différente, donc, des travaux de l'École de Chicago, qui détourne la dynamique naturelle vers le social tout en excluant les non-humains.



# Rapport au Ladyss, juin 2015

## Une étude de cas à Montreuil

### Les « services écosystémiques culturels » dans une ville de banlieue Éléments pour une valorisation plurielle de la nature en ville

diffusion limitée aux commanditaires

Frédéric Barbe, géographe  
association à la criée, géographies, arts et écritures  
chercheur associé au CRENAU, UMR Ambiances Architectures Urbanités  
[frederic.barbe@crenau.archi.fr](mailto:frederic.barbe@crenau.archi.fr) | 06 73 36 95 34

L'enquête a été accompagnée par Ambre Leclerc Aguilon,  
stagiaire en première année de master Géographie et Sciences des Territoires à Paris Diderot - Paris 7  
[ambre.leclerc.aguilon@gmail.com](mailto:ambre.leclerc.aguilon@gmail.com) | 06 59 04 83 24

Le texte n'engage que le chercheur.

#### Sommaire

##### **Introduction**

Localisation et objectif de la recherche	> 2
Méthodologie et hypothèses	> 2
Espaces, lieux et territoires	> 4
Cohérence de la mission	> 5

##### **Partie 1**

###### **Montreuil-sur-Anthropocène, ville multiple**

Une ville gâtée	> 6
Une ville résiliente	> 8
Une ville attachante et potentielle	> 12

##### **Partie 2**

###### **Les non-humains avec les Montreuillois-es, figures de la rencontre**

Le « sauvage »	> 17
Le « domestique »	> 19
Le « libre »	> 22
Le « conflictuel » en représentation et en usage, le « négocié »	> 24

##### **Partie 3**

###### **Une psycho-géographie partagée avec les non-humains**

L'indigénisation et le pas de côté	> 28
Le bon coin et le mauvais endroit	> 30
Les étals et l'alimentation	> 32

##### **Partie 4**

###### **La nature dans les quartiers populaires, une richesse insoupçonnée**

« Eux » et « nous », la nature, la leur, la nôtre	> 35
« Réparer le mal sur le lieu même de sa venue »	> 38
Créer des métiers, créer de l'emploi	> 41
Changements d'échelle	> 45

##### **Conclusion**

###### **Nature en ville ou culture urbaine ?**

Une bibliographie sauvage et le rôle de la recherche	> 46
Synthèse des résultats	> 47
Suite de la recherche	> 48

## Introduction

### Localisation et objectif de la recherche

Montreuil est aujourd'hui la deuxième plus grande ville de la Seine-Saint-Denis, plus de cent mille habitants sur près de neuf cents hectares. Commune de banlieue, commune de première couronne au fort passé horticole et industriel, Montreuil s'est densifiée et profondément transformée depuis la désindustrialisation des années 70. Les façons de nommer Montreuil témoignent de cette construction plurielle d'un tissu social et urbain ample et complexe dans l'Est parisien au bord d'infrastructures autoroutières et au bout d'une ligne de métro parisienne, la ligne 9. Montreuil-sous-Bois, Montreuil-aux-Pêches, une banlieue rouge, le 21<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, la deuxième ville du Mali, mais aussi Bas-Montreuil et Haut-Montreuil, Montreuil tout simplement ou encore, à d'autres échelles, une ribambelle de noms de quartier, les Morillons, Croix-de-Chavaux, Lanoue-Clos Français, Bel-Air, Murs à pêches, La Boissière, de noms de rues, rue de Paris, rue de la Montagne Pierreuse, rue Saint-Antoine, etc, bref, une ville de banlieue singulière certainement par certains de ses caractères socio-économiques, populaire et embourgeoisée, multiculturelle, jeune, précaire parfois mais aussi fortement liée aux professions du secteur artistique et culturel. **Nous serions tenté de la rebaptiser à notre tour et dès cette introduction, selon notre perspective de recherche-action sur les services écosystémiques culturels : « Montreuil-sur-Anthropocène ».** Car, ici, la vie sociale, celle des humains comme celle des non-humains, s'inscrit dans un territoire, un écosystème urbain à fortes contraintes, des contraintes héritées ou neuves, communes à beaucoup des banlieues indurées et infiniment artificialisées. En ce sens, le choix de Montreuil, qui pouvait me paraître initialement trop singulier, m'est apparu plus juste.

L'objet de cette enquête commandée par le Ladyss - Nathalie Blanc et Étienne Grésillon pour le terrain et la commande - était de travailler à une approche enrichie des services écosystémiques culturels, c'est-à-dire décentrée de la seule approche comptable, dans l'épaisseur géohistorique d'une banlieue parisienne diverse et en mutation. **Les questions initiales adressées au terrain et aux acteurs (habitants, élus et professionnels, mais aussi non-humains) se sont alors écrites ainsi : comment la nature fait-elle culture à Montreuil ? Comment la nature rend-elle Montreuil habitable ?** Par l'observation de différents segments du territoire et de ses représentations (à différentes échelles), par une trentaine d'entretiens longs (et des croisements plus éphémères), par la confrontation d'acteurs volontaires en fin d'enquête, par l'entrée familière dans les lieux (parcours, hébergement, indigénisation), nous avons essayé de recevoir la société montreuilloise et son territoire, par delà l'opposition nature et culture issue de la modernité occidentale, d'y comprendre des pratiques, des états de faits, des désirs, souvent contradictoires. Cette enquête aura peut-être réussi si elle contribue à enrichir une méthode, des méthodes ou plutôt des « façons », pour mettre en débat, en récit et en action la nature en ville, que l'on soit une personne, un groupe ou une collectivité, ou une entité non-humaine, végétale ou animale.

### Méthodologie et hypothèses

Nous avons essayé de pratiquer une géographie respectueuse de l'égalité de dignité des acteurs (humains et non-humains). Selon le point de vue adopté, il ne peut y avoir en effet en matière de nature en ville de « petits » acteurs, d'acteurs « insignifiants » ou « sans importance » (humains et non-humains) dans une géographie respectueuse de la vérité des interactions et des contradictions rencontrées, mais aussi des formes de

pensée et d'action déjà organisées, qu'elles soient très visibles ou, plus souvent, discrètes. Parler ici de méthodologie, c'est déjà savoir reconnaître celles des autres et ne pas les déformer, c'est remonter et croiser des réseaux de personnes, comme on élaborerait une bibliographie du face à face, jamais si facilement malgré la qualité de l'accueil montreuillois. Le chercheur a souvent été sollicité, parfois vivement, sur la réalité de son objet, de ses pratiques et, plus encore, de celles de ses collègues et de la recherche en général, comme sur ses engagements vis-à-vis des enquêtés (échange ressources, réciprocité, fiabilité, restitution). Un atelier de master 1 Géographie Environnement de Paris 7 s'est déroulé à Montreuil à l'automne 2014 quelques mois avant notre propre enquête. J'ai assisté à sa restitution à Paris le 12 janvier 2015 et, Ambre Leclerc Aguilon, l'étudiante stagiaire est issue de cet atelier. Elle a elle-même produit un mémoire de recherche en parallèle de sa contribution. Mon enquête s'est déroulée en mars, avril et mai 2015, soit 23 jours et 20 nuits à Montreuil en 6 sessions. Porosité des frontières communales et des réseaux d'acteurs, effets de frontières plus que de bordures, les rencontres de l'enquête ont amené une extension de la démarche à un quartier limitrophe de Bagnolet, le quartier populaire des Malassis. Compte-tenu de la brièveté de cette enquête, chacun-e est invité-e à en accueillir les résultats avec prudence et humilité, comme ceux-ci ont été écrits. J'attire particulièrement l'attention sur l'impossibilité pratique qui était la nôtre de vérifier toutes les informations données par nos interlocuteurs, à la nécessité de travailler certes sur des observations et des parcours, mais d'abord sur des paroles, parfois enregistrées, parfois non, et constituant quoiqu'il en soit un matériau toujours déclaratif et certainement performatif du même coup. Nous remercions les personnes rencontrées pendant l'enquête, celles d'un moment, comme celles qui ont animé la réunion collective de clôture, à qui, toutes, une restitution a été promise, dans un contexte de recherche relationnelle.

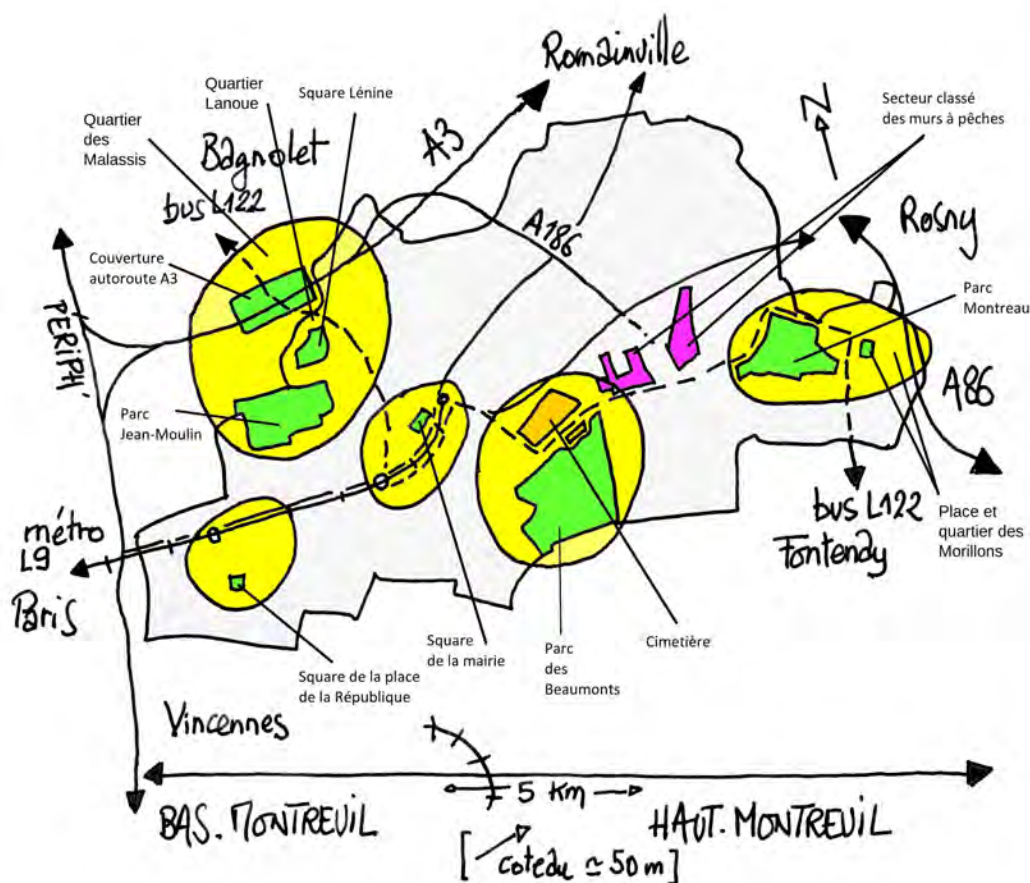
Dans la phase exploratoire de l'enquête, nous avons formulé quelques hypothèses remaniées au fil du travail. **La première faisait de Montreuil un « laboratoire » du passage précoce de l'écologie dans la vie politique municipale et les services.** Beaucoup d'acteurs ont exprimé de fortes réticences sur l'idée et le terme même de laboratoire ; à leur suite, nous parlerons plutôt d'expérimentations, parfois chaotiques. La question de la conflictualité et celle de la vérité du terrain sont venues nourrir positivement ce débat. **La seconde hypothèse posait Montreuil comme lieu d'observation possible d'une « écologie populaire » ou « des quartiers populaires ».** On trouve ici en effet beaucoup d'espaces verts dans l'habitat social, avec d'importants changements de population, une forte diversité culturelle conditionnant certainement les rapports à la nature, mais aussi des représentations tendues (eux/nous, bobos, Paris, paroi de verre, etc) et de possibles fronts de gentrification susceptibles de mobiliser une partie de ces espaces. **La troisième hypothèse posait en géographe les questions de l'attachement au lieu et du sens des échelles.** Comment ces formes de géographie habitante ordinaire croisent ce qu'on appelle la nature en ville ? Comment le proche, le familier, le vernaculaire, le face-à-face se combinent-ils avec celle-ci ? Il nous a semblé que les hypothèses deux et trois s'hybridaient fortement. C'est dans les quartiers populaires que la nature en ville et la proxémie semblent le plus liées. **La dernière hypothèse, en partie fondée sur la réputation de Montreuil, haut-lieu de la banlieue, tablait sur le foisonnement des actes et des formes « nature en ville » :** activismes associatif, municipal, institutionnel, mais aussi vitalité du non-humain. Dans ce cadre d'un inventaire raisonné, nous avons demandé à Ambre Leclerc de faire un retour réflexif sur son atelier de M1 : comment la présence de la recherche académique - étudiants, doctorants, stagiaires, mais aussi chercheurs - qui ont aujourd'hui souvent la nature en ville dans leur préoccupations, peut-elle outiller une action localisée sur les

SEC.

## Espaces, lieux et territoires

Grande commune de banlieue, Montreuil nous a demandé un accommodement progressif et des choix de lieux construits à travers les rencontres, les parcours et une stratégie de localisation en fonction de nos hypothèses modifiées. C'est à cette carte de la mission que nous avons finalement abouti. Nous avons aussi intégré le logement dans cette construction territoriale éphémère.

### Document 1



Une carte de Montreuil : grands axes de mobilité, principaux acteurs rencontrés et lieux principalement observés ; FB, juin 2015.

Les cercles jaunes délimitent les zones privilégiées de l'enquête, choisies dans la phase exploratoire, soit d'ouest en est, entretiens et observations et hébergement éventuel dans :

>> **le quartier de la place de la République et son square dans le Bas-Montreuil** : voir partie 1, entretiens techniciens et élus (3), habitants et usagers (3), passages avec observations ; hébergement proche, colocation, rue de Paris, près de la station Robespierre (2 sessions).

>> **les quartiers populaires Lanoue et Malassis, de part et d'autre de la couverture (2007) de l'autoroute A3 et de la limite communale avec Bagnole** : voir partie 4 principalement, entretiens habitants (5), militant associatif (1), professionnels (2) ; hébergement proche, rue Lénine à Bagnole, couple classe moyenne (2 sessions).

>> **le quartier de la mairie, avec son square entourant la bibliothèque centrale, lieu de vie très ouvert, ses deux grandes rues piétonnes** : voir notamment parties 2 et 3, professionnels et élus (5), usagers (2), nombreux passages avec observations.

>> **le quartier du cimetière et du parc des Beaumonts, sur le coteau, à la frontière entre Bas- et Haut-Montreuil, avec le début des Murs-à-pêches** : voir notamment parties 2 et 3, professionnels et

chercheurs (3), militants associatifs (4), habitant (1) ; hébergement à proximité, rue Rochebrune, famille avec enfants, deux sessions, nombreux passages avec observations. Lieu associatif pour l'entretien collectif final.

>> **le quartier des Morillons et le parc Montreau** : voir partie 2, 3 et 4, entretiens habitants (4) dont militants associatifs (3), professionnels (5), lieu d'une rencontre-spectacle avec une quinzaine d'enfants d'âge primaire (avec la bibliothèque)

L'hébergement demandé et offert sur place (Fontenay, Montreuil et Bagnolet, dans quatre lieux différents ; couple sans enfants, colocation jeunes adultes, célibataire et famille avec enfant) via le réseau personnel et un réseau social d'hébergement a permis de construire une relation complice au terrain, enrichie par les rythmes des débuts et fins de journée, par des cheminements et croisements impromptus, par de l'inédit, de la familiarité, de la parole informelle, par des inductions indigènes. Merci à eux pour leur complicité.

### **Cohérence de la mission**

Au regard du budget alloué et de la durée de la mission, beaucoup de temps a été passé sur le terrain à parcourir, observer et rencontrer des acteurs. C'était pour nous bien sûr indispensable afin d'atteindre une masse et une dynamique critique dans nos relations et nos données et aussi parce que cela nous enrichissait humainement. Un travail qui appelait à la qualité relationnelle. Les lectures ont été moins bien servies et, outre les articles et les apports des séminaires Ladyss, c'est d'abord la bibliographie trouvée sur place qui suscité notre intérêt (voir partie 4). De nombreux matériaux ont été produits (entretiens enregistrés, simplement pris en note ou écrits à posteriori selon les circonstances) qui n'ont pas été exploités de manière approfondie (*close reading*) pour ce rapport. L'écriture de celui-ci a donc été conduite dans une approche globale (*distant reading*). Il faut le considérer comme un rapport de potentiel, qui décrit des pistes et des orientations répondant à la commande.

## Partie 1

# Montreuil-sur-Anthropocène, ville multiple

## Une ville gâtée

Montreuil est « une ville gâtée avec trois grands parcs », nous dit un habitant de Montreuil avec une certaine fierté lors de la réunion de clôture de la recherche. Je me souviens avoir interagi presque immédiatement tant cette phrase m'a paru illustrer la double nature de la ville, dans le réel comme dans sa représentation. Trois grands parcs, certainement. Le plus excentré, le parc Montreuil, dans le Haut-Montreuil, quasiment en limite communale, au plus loin de Paris, est un grand parc à l'histoire complexe : ancien domaine aristocratique doté d'un château au dix-septième siècle, rasé pendant la guerre de 1870, il est acheté par un industriel montreuillois en 1874, qui reconstruit le bâtiment, puis par la mairie communiste en 1945 qui en fait un pôle de ses activités d'éducation populaire et constitue le parc dans sa forme actuelle. Les deux autres, le Parc Jean-Moulin et le parc des Beaumonts sont situés plus près de Paris, sur le coteau du plateau de Romainville. Ce sont d'anciennes carrières de gypse de la période agro-industrielle de Montreuil. Fermées pendant l'entre-deux-guerres, elles sont temporairement réemployées (champignonnières, terrain de moto-cross et stock-car) et aussi inconstructibles par risque d'effondrement. Les anciennes « buttes à Morel » sont rachetées par le département de Seine-Saint-Denis en 2000 pour constituer le parc Jean-Moulin-Les-Guilands (avec sa partie située sur la commune limitrophe de Bagnolet). La ville de Montreuil achète les terrains des Beaumonts dans les années soixante et le parc bénéficie d'un classement Natura 2000 au titre de la directive oiseaux en 2006 en parallèle d'un important processus de restauration et d'ingénierie écologiques. Mais les notices « officielles » de ces deux parcs font l'objet de compléments de certains de nos interlocuteurs. Le berger urbain de la cité des Malassis nous dit qu'il y avait sur les buttes à Morel un chevrier avec une centaine de bêtes. Il y voit un ancrage vernaculaire et une épaisseur donnée à son propre projet. Plusieurs interlocuteurs fortement investis dans la gestion du parc des Beaumonts portent un discours critique sur l'inscription Natura 2000, qui aurait dû se faire au titre des milieux et pas de la directive oiseaux, mais aussi sur les difficultés de gestion du site et, notamment, le manque paradoxale de présence humaine. La notice<sup>1</sup> décrivant les 14 sites Natura 2000 de la Seine-Saint-Denis sur le site du Ministère de l'Écologie nous apprend que le parc Jean-Moulin-Les-Guilands en fait aussi partie. Pourtant, cela n'est jamais ressorti des entretiens. Ce que dit la notice nous renvoie à la notion d'expérience scientifique (« site expérimental »).

Le département de Seine-Saint-Denis fait partie des trois départements de la " petite couronne parisienne " directement contigus à Paris. C'est sans doute le plus fortement urbanisé des trois à l'heure actuelle. Il existe pourtant au sein de ce département des îlots qui accueillent une avifaune d'une richesse exceptionnelle en milieu urbain et péri-urbain. Leur réunion en un seul site protégé, d'échelle départementale, est un vrai défi. Cette démarche correspond à la vocation des sites Natura 2000 d'être des sites expérimentaux.

[...]

Une grande part des espaces naturels du département de Seine-Saint-Denis ont été créés de toutes pièces, à l'emplacement d'espaces cultivés (terres maraîchères) ou de friches industrielles. Tel est le cas par exemple du parc de la Courneuve, le plus vaste du département avec 350 ha.

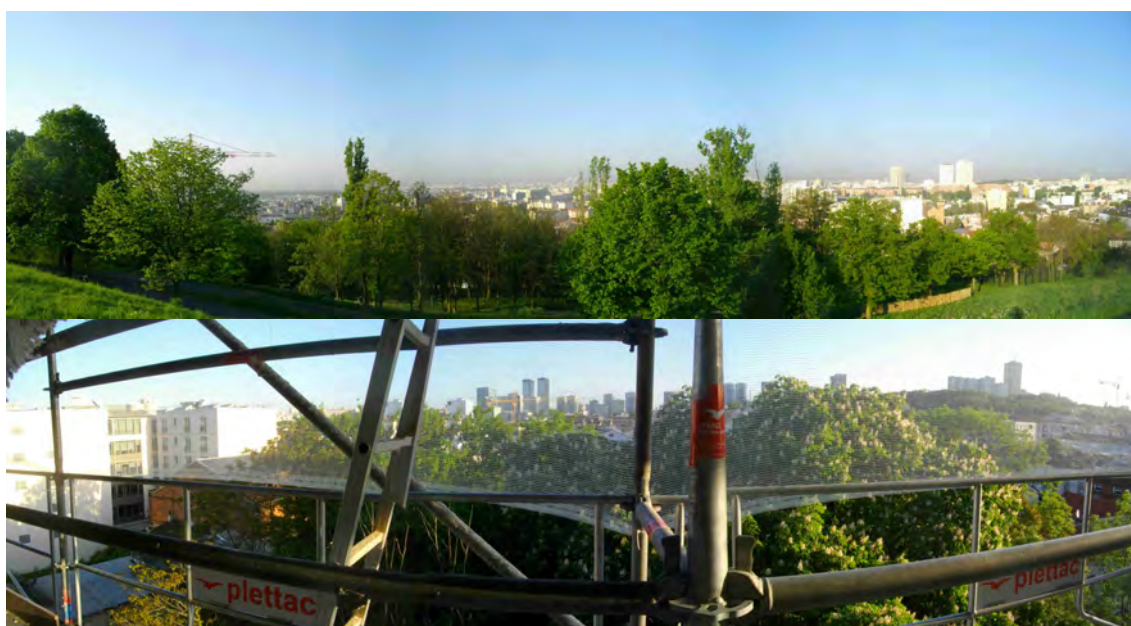
---

<sup>1</sup> <http://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/FR1112013>

Nous pensons que la narration actuelle de ces parcs en tant que processus dans ce qu'il est convenu aujourd'hui de nommer l'anthropocène est très incomplète. Si cela peut sembler déconnecté en première instance de la question des usages et mésusages des lieux, dans notre optique d'enrichissement des SEC et du retissage de la dichotomie nature/culture, il n'en est rien. Il y a certainement à gagner en partageant davantage le mode de production contemporaine de la nature en ville par les politiques publiques, qui certes met en avant la geste efficace de l'ingénieur en écologie et de l'élu, mais montre aussi que les trois grands parcs de la ville de Montreuil sont d'anciennes friches industrielles pour les deux plus centraux et un ancien parc bourgeois en position communale périphérique pour le troisième et qu'ils n'existent qu'en tant que produits paradoxaux d'un processus qui aurait dû les détruire totalement.

Les trois parcs situés à une cinquantaine de mètres en surplomb offrent également des points de vue remarquables sur l'agglomération parisienne. La vue depuis le rebord du coteau du parc Jean-Moulin est particulièrement saisissante, ce dont la photographie rend imparfaitement compte par la sur-représentation des premiers plans. Néanmoins, ceux-ci, comme dans la vue du début du coteau depuis le dernier étage d'un immeuble de la rue de Paris (Bas-Montreuil) donnent néanmoins par contraste l'idée des volumes dans le paysage et, ici, de l'importance des arbres proches (dans un parc, première photographie, dans une cour d'immeuble, seconde photographie) pour la construction et l'habitabilité de tels paysages urbains.

document 2



a) photographie panoramique depuis la pelouse sommitale du parc Jean-Moulin à Montreuil, vue sur l'agglomération parisienne ; FB, avril 2015.

b) photographie panoramique depuis le dernier étage du 196, rue de Paris, à Montreuil ; à droite, la butte du parc Jean-Moulin, à gauche les immeubles du Bas-Montreuil et du Bas-Bagnolet ; FB, mai 2015.

Une partie des terres agricoles résiduelles, notamment dans le secteur des Murs-à-pêches du Haut-Montreuil, est fortement polluée aux métaux lourds (cadmium, cuivre, mercure, plomb et zinc) contenus dans des gadoues parisiennes utilisées autrefois pour enrichir les terres. Mais des terrains urbains le sont bien sûr également, tel ceux du projet d'habitat partagé dont me parle une habitante qui m'héberge rue Rochebrune. Les

derniers ateliers (tannerie, délavage de jeans) ont laissé leurs traces dans les sols de la parcelle voisine à construire. La bibliographie montreuilloise ne cache pas ces éléments. La plupart des interlocuteurs le savent, certains apportent des éléments assez précis, mais néanmoins c'est en première instance un élément peu mis en avant et assez vaguement. Il existe manifestement des niveaux d'information très variables et des conflits d'interprétation entre acteurs. De fait, aucun interlocuteur, public ou non, n'est en mesure de me donner rapidement et de manière fiable des éléments à la fois de mesure et les préconisations d'espèces adaptées ou non à la pollution de ces sols, alors même que la partie environnement du site internet de la mairie de Montreuil, très bien documentée, donne une synthèse des relevés effectués de 2008 à 2010, mais qu'il faut chercher assez loin dans l'arborescence<sup>2</sup>. La note rejoue d'ailleurs le paradoxe de l'anthropocène en montrant que les jardins installés sur les remblais récents d'une nouvelle voie sont ceux qui présentent les meilleurs résultats sanitaires. Dans les jardins de l'association « Le sens de l'humus », des expériences sont menées pour contourner la pollution : choix d'espèces bien sûr, mais aussi cultures en mulch, en bac, cultures en hauteur. Nous savons que la question de la pollution des sols est un élément de négociation et de forçage utilisable dans tout projet urbain<sup>3</sup>, nous savons aussi que transformer des espaces historiques de jardins en parc urbain est courant. Nous verrons plus loin la complexité et les interrogations que suscite une action publique dans des espaces aussi hétérogènes et gâtés que ceux des Murs-à-pêches montreuillois. Dans le même ordre d'idées, nous avons peu rencontré d'acteurs parlant des inondations et des tassements de terrain, alors qu'une quinzaine d'arrêtés de reconnaissance de catastrophe (dite) naturelle sont signalées entre 1983 et 2006<sup>4</sup>. L'invisibilisation ou disparition quasi totales des ruisseaux de la commune (rû de Montreuil nommé aussi rû de la Pissote, têt détourné vers le Château de Vincennes ; rû des Ruffins, affluent du rû de Rosny) ont fait de Montreuil une commune quasi sèche<sup>5</sup>. C'est dans des dispositifs localisés que nous voyons trace de cette histoire : les systèmes de noues à Montreuil mis en avant par les techniciens de la mairie pour réduire les écoulements, un jardin collectif sauvage de voisins sur le terrain d'un pavillon évacué et rasé par la mairie à Bagnolet sur la montée de la rue Lénine. La culture du risque ne semble pas plus avancée ici qu'ailleurs.

Le tissu urbain de Montreuil est un produit long de l'action humaine sur le territoire communal, un siècle et demi d'industrialisation l'ont fortement réorganisé et contraint. Cette géohistoire est souvent paradoxale et produit de l'inédit. Peut-être est-ce aussi cela qu'il faut expliciter et mettre en récit dans le tissu social.

### **Une ville résiliente**

Montreuil, ville pleine, ville dense, ville pleine de creux, pleine de dents creuses, ville à demi-pleine, à demi-vide, à lotir, déjà lotie. L'impression du marcheur dans le Bas- comme dans le Haut-Montreuil est souvent celle de la surprise, du détour, du processus à l'œuvre, d'un paysage d'aménageur à l'affût, aux aguets, convoité, de la fragilité des choses : le paysage est en train de se transformer ou prêt à se transformer.

---

2 [http://www.montreuil.fr/fileadmin/user\\_upload/Files/Environnement/etat\\_lieux\\_env/obsenv/ficheS3.pdf](http://www.montreuil.fr/fileadmin/user_upload/Files/Environnement/etat_lieux_env/obsenv/ficheS3.pdf)

« La liste des espèces présentant une large marge de sécurité vis à vis du risque de dépassement de seuil réglementaire se limite donc aux légumes fruits, aux fruits, aux petits pois. » (phrase de résumé de la note)

3 Voir par exemple le cas des jardins ouvrier de la Plaine-Saint-Martin à Rennes

<http://prairiestmartin.canalblog.com/>

Regdis- construction des regards disciplinaires de chercheurs sur un espace en partage, mise en place de l'observatoire territorial CNRS des prairies Saint-Martin (Rennes)

4 [http://www.montreuil.fr/fileadmin/user\\_upload/Files/Environnement/etat\\_lieux\\_env/obsenv/fiche58.pdf](http://www.montreuil.fr/fileadmin/user_upload/Files/Environnement/etat_lieux_env/obsenv/fiche58.pdf)

voir aussi le PPRN sur le site de la préfecture de Seine-Saint-Denis

5 <http://svt.ac-creteil.fr/?Excursion-Le-gypse-a-la-peche-a-Montreuil>



L'importance des destructions de bâtiments dans le Bas-Montreuil donne lieu à une multiplication de jardins partagés aux régimes variés (du très collectif au quasi-privatif), mais aussi de friches rasées encloses et abandonnées à la nature libre, formant un tiers-paysage manifeste. Dans le Haut-Montreuil, il s'agit plutôt d'anciennes parcelles agricoles partiellement transformées, ré-investies et c'est davantage la figure du stockage et du déchet, mais aussi celle de l'habitat populaire auto-construit, parfois dégradé, souvent mis en défens et de l'habitat en caravanes dans des niveaux de vie très variables.

document 3



a) grande parcelle de gravas et de déchets divers, clôturée, sur axe secondaire non bitumé prenant sur rue de la Boissière, Haut-Montreuil, végétation libre formant tiers-paysage, pas d'entretien visible, accès par trou béant dans la palissade ; FB, mai 2015.

b) grande parcelle nettoyée, entretenue et grillagée dans une rue très sensible aux dégradations (accès informel ouvert dans le grillage), la rue de la Montagne pierreuse, fermée récemment pour ces raisons à la circulation automobile par la mairie, Haut-Montreuil ; à l'autre extrémité de la rue, un bidonville d'habitants précaires originaires d'Europe orientale ; FB mai 2015.

Le paysage du Bas-Montreuil n'est pas moins détonnant par la quantité de friches d'attente que le marcheur rencontre dans ses divagations. De nombreuses parcelles construites ont été ou seront rasées pour cause d'insalubrité, de péril, d'empêchement du squat en attente d'un projet de construction, squats dont Montreuil est ou a été un haut-lieu. Les panneaux de grillage plastifié vert rigide sont systématiques et constituent, avec d'autres signes, comme les bambous considérés par certains interlocuteurs comme la plante de la gentrification, des marqueurs du changement urbain. Un certain nombre de ces dents creuses sont traitées en jardin partagé à l'initiative de la mairie ou d'habitants. Cependant, de nombreuses parcelles demeurent en friche, laissées à la végétation non contrôlée. Le jardin partagé temporaire semble pouvoir être considéré comme un outil de gestion participatif, mais aussi comme une demande sociale de nature de proximité et de sociabilité de plein air dans un espace qui n'est ni vraiment public (grillages, clef, le plus souvent fermé), ni vraiment privé (on peut y accéder, la mairie contrôle plus ou moins la gestion), mais qui est « dehors ». On peut penser que l'un ou l'autre des acteurs (mairie et habitants) active l'autre dans une coproduction où chacun trouve son compte temporairement. Il nous semble que cette dynamique

interagit avec les autres petites formes de verdissement présentes dans le Bas-Montreuil principalement : pots de plantes sur les trottoirs et terrasses des cafés et restaurants, bacs à fleurs et légumes (de type « Incroyables comestibles<sup>6</sup> »), création de composteurs collectifs par des associations, ouverture de plates-bandes sur les trottoirs par défonçage du bitume sur 20 cm de large le long des murs des jardins (avec l'accord de la mairie), utilisation performative et pédagogique des ganivelles en bois pour régénérer un grand nombre de petits espaces de nature, parfois créés à l'occasion d'un réaménagement de voirie (PEPA pour « petits espaces publics autrement »), fermetures de voies avec piétonnisation verte. Si le mouvement que nous venons de décrire relève d'un certain type de résilience, nous pouvons penser qu'il fait système et si ce système possède une sociologie, nous pensons qu'elle n'est pas exclusive (gentrification), mais correspond davantage aux formes de la mixité sociale bas-montreuilloise, issue de la première transformation sociologique du quartier.

document 4



a) et b) jardin partagé sur dent creuse, rue Étienne Marcel, Bas-Montreuil ; tous les signes habituels sont présents : grillage rigide vert et porte à clef, mulch fourni par le service espaces verts, bacs de culture en bois neuf, tags, cabane arty en fond de parcelle, affichettes diverses, bonne visibilité depuis la rue ; FB,

---

<sup>6</sup> Aujourd'hui, 9 bacs sont gérés par des habitants sur les 15 installés depuis 2013, l'aide de la mairie est limitée à la fourniture de broyat.

avril 2015.



c) exemple de ganivelles temporaires en bois avec affiche explicative du service environnement, place de la mairie ; FB, avril 2015.

d) terrasse de café en cours de montage, bacs à fleurs déjà installés malgré risques de dégradation importants, Bas-Montreuil ; FB, mars 2015.

e) bac à légumes en bois de palettes sur pelouse dégradée dans l'espace public d'un secteur d'habitat social du quartier de la mairie. Affichette agrafée : Jardin partagé, L'espoir futur, CUCS 2014, avec mention des partenaires institutionnels ; FB, mars 2015.

Les signes de résilience par la nature en ville sont nombreux à Montreuil, ils sont pour la plupart pluri-acteurs, pluri-niveaux. Si nous avons pu ressentir un manque de confiance sociale, il ne semble pas de nature à empêcher ces actions dont la mairie est un acteur fort en lien avec un tissu associatif varié (aussi segmenté, voire concurrentiel) et des personnes ou foyers plus sensibles, plus investis ou plus audacieux.

### **Une ville attachante et potentielle**

La question des moyens est souvent revenue dans les discussions avec des agents de la ville, des agents des espaces verts et des bibliothèques relevant des moyens inférieurs à la moyenne de villes de la taille de Montreuil. La question de la « pauvreté » (des services) et de la « précarité » (des interventions) a été posée, mais souvent accompagnée d'une fierté à faire mieux avec moins. Les agents ont également un avis sur la pauvreté générale, les dégradations, ce qui « marche » et ne « marche pas ». Malgré le petit nombre de nos entretiens avec les élus (4), il nous a semblé que la parole des techniciens (7, ville et communauté d'agglomération Est-Ensemble confondus) était beaucoup plus proche du réel observé, plus pragmatique, mais également touchée par le même manque de confiance sociale (dénigrement fréquent d'autres acteurs). Nous avons commencé nos entretiens par un échange avec le directeur de la bibliothèque de Montreuil dont le dynamisme et la connaissance du milieu associatif montreuillois m'ont surpris en comparaison d'autres fonctionnements de ce service observés ailleurs. Un dynamisme qui a été rejoué lors de notre venue dans une bibliothèque de quartier, celle des Morillons, quartier d'habitat social excentré au sud-est de la commune, au bout de la ligne de bus 122. Cette qualité de l'accueil, sans excès mais juste, cette connaissance fine du tissu social ont certainement contribué à l'attachement que le chercheur a pu éprouver au cours de l'enquête. Nous donnerons ici deux exemples de cette logique d'attachement, au square de la place de la République dans le Bas-Montreuil et pour l'opération culturelle « Garden Party » organisée par la bibliothèque de Montreuil au printemps 2015.

Le square de la place de la République se trouve dans une partie dense du Bas-Montreuil, zone mixte socialement et fonctionnellement (anciens ateliers, bureaux, restaurants et bars, petits immeubles et maisons basses, grand foyer malien, nouvelles constructions) n'est pas un « beau » square. Entouré de voitures (dont un spot de mécanique sauvage et un véhicule immobile servant de logement à un artiste de rue précaire), pelouse dégradée et jugée ingérable, sols tassés, arbres (ifs) escaladés et marqués, grilles rompues ici et là rendant le parc accessible 24/24, « on n'en fera jamais rien » pour certains interlocuteurs, dont l'ancien maire. C'est pourtant un square qui « marche ». C'est du moins ce que nous observons nous-mêmes (et pour nous-mêmes) plusieurs fois, de l'intérieur comme de l'extérieur du square, même s'il présente des caractères d'informalité et de « beauté » limitée. C'est d'abord un parc très humanisé issu d'un réaménagement concerté qui a notamment généré l'amphithéâtre central, la pergola et un composteur : il accueille lors d'un de nos déjeuners sous le soleil sans doute plusieurs centaines de passages sur le temps d'une pause déjeuner. Adossé à un petit marché de bouche, il est également entouré de cafés et de restaurants. Proche d'un foyer malien surpeuplé (taux d'occupation de 4 pour 1), il accueille aussi des gens à dormir lors de nuits très chaudes en été. Quelques échanges avec des personnes en train de déjeuner nous laissent penser qu'il est très apprécié, qu'il est aussi un lieu de rendez-vous. Avec sa forme tournée vers lui-même (rue, puis parking voiture en bataille, puis trottoir, puis grilles, puis grands arbres, puis ifs et enfin amphithéâtre et pergola avec vide central dallé), il est assez protégé et secret, il est accueillant et hospitalier, suffisamment grand pour que des espaces spécialisés permettent à différentes catégories

d'habitants (âge, origine, condition sociale) de cohabiter sans se gêner, tout en offrant un spectacle de théâtre humain mélangé au centre. Les agents de la ville rencontrés acceptent facilement de reconnaître qu'il ne contrôlent pas les espaces verts fermés comme dans d'autres communes plus policées. Les entrées nocturnes sont fréquentes, parfois avec dégradations, mais aucun agent n'est entré devant nous dans une logique de renforcement sécuritaire, à la fois par pragmatisme (« nous n'avons pas les moyens de faire ») et par idéologie (« qui suis-je pour interdire à des Maliens d'un foyer surpeuplé d'aller dormir dans le square en pleine canicule ? »). Cette appréciation pragmatique d'un partage de gestion et d'acceptation d'usages informels m'apparaît typique de la banlieue populaire, mélange d'ordinaire, de fatalisme, d'informalité et de solidarité. Nous en reparlerons dans la partie 4.

document 5



a) et b) deux vues panoramiques de la partie centrale du square de la place de la République, Bas-Montreuil, un midi du mois d'avril, une image de la ville « heureuse » dans un espace approximatif au regard de critères du « beau » square ; Les ifs visibles à gauche et droite en b) sont polis par les montées, avec nombreuses écritures et traces de peinture sur les branches ; FB, avril 2015.

Coïncidence de calendrier, quand nous rencontrons la bibliothèque de Montreuil début mars, son directeur nous annonce que la bibliothèque est en train d'organiser du 7 avril au 20 mai une série d'événements intitulée « Garden Party », articulante exposition, conférences, concerts, ateliers et projections. La discussion autour du montage du projet montre à la fois la réactivité (un tel projet est monté en quelques mois), la capillarité du tissu associatif et son interaction avec les services de la ville, les formes de proximité, mais aussi localement la puissance des thématiques de la nature en ville. S'il y a de l'auto-célébration, au sens d'un récit montreuillois fragmenté mais valorisant, il y a aussi du débat. Sans avoir pu suivre de près la programmation, nous constatons qu'une chercheuse rencontrée dans le terrain montreuillois, mais aussi investie sur les questions d'agriculture urbaine dans une grande ville étatsunienne en crise urbaine, Detroit, Elsa Bernot, est invitée dans une table ronde intitulée « Mythes et réalités des jardins collectifs urbains ».

Les jardins potagers urbains sont des lieux de réappropriation de l'espace par les habitants qui demandent une collaboration entre des acteurs aux visions divergentes. Parfois précaires, souvent

conflictuels, ils incarnent pourtant des valeurs de transmission et de partage et s'imaginent comme des lieux de rencontres qui favorisent le lien social. Qu'en est-il réellement ? [notice de la table ronde]

À l'autre bout du dispositif, nous rencontrons peu de temps après la responsable de la bibliothèque des Morillons, quartier populaire excentré. Elle est en train de préparer l'installation de « beaux » bacs à légumes et fleurs sur la place du quartier, face à la bibliothèque, sur une pelouse dégradée gérée par l'Office HLM. La responsable se moque un peu de l'Office en nous montrant une convention pour les bacs avec obligation de remise en état de la pelouse (déjà dégradée avant installation). La bibliothèque a déjà fait des opérations « nature en ville » au delà de la « simple » lecture, par exemple, en proposant aux enfants (qui viennent souvent seuls à la bibliothèque) des parcours ou de faire pousser des graines dans la vitrine, créant une forte émulation et un fort attachement de l'enfant à sa plante. Quelques semaines plus tard, le jardinier municipal chargé des objets et démarches pédagogiques propose un atelier sur les jardins de balcon dans cette même bibliothèque, mais seule ma collègue se présente. Pourtant, installé au même moment sur la terrasse voisine, je vois passer une retraitée souriante qui justement monte dans son appartement des fleurs à planter qu'elle vient d'acheter. Les jeunes du bar associatif la saluent et me la présentent comme une grande jardinière : « c'est elle qu'il faut interviewer. » Des balcons fleuris sont visibles ici et là, au-dessus de cette bibliothèque de quartier pleine de livres sur la nature que des enfants viennent emprunter seuls, conseillés et accompagnés par des bibliothécaires, une bibliothèque qui « marche ».

document 6



a) couverture du dépliant de la bibliothèque, 6 pages en quadrichromie, diversité des propositions et des références, signes apparents de la qualité contemporaine (cycle, langue anglaise, jeu de mots, esquisse) ; Bibliothèque de Montreuil, avril 2015.

b) documents de préparation de l'installation de bacs à fleurs et légumes sur la place des Morillons, entretien avec la responsable de la bibliothèque du quartier ; FB, mars 2015.

L'ensemble de la proposition « Garden Party » montre ici la force des évolutions des bibliothèques-médiathèques et leur position centrale dans des dispositifs municipaux innovants et interactifs. Si le lien bibliothèque/nature en ville a pu déconcerter ma collègue étudiante stagiaire, il est apparu ici clairement, vif, trans-services. La

collectivité n'a pas que son service communication pour faire récit partagé ou le service espaces verts pour faire nature en ville.

La ville de Montreuil a également porté un temps un grand projet urbain d'utopie écologique, celui de construire « le plus grand éco-quartier d'Europe ». Ce projet porté par Dominique Voynet, maire verte de Montreuil de 2008 à 2014, ancienne ministre de l'Écologie, a pourtant fortement clivé le tissu associatif et provoqué des retournements et réajustements importants dans le microcosme politique local. L'ambition spatiale forte et la dimension technologique déclinée dans tous les domaines de l'urbain (document 7), nous ne les avons guère retrouvées dans nos entretiens de 2015 si ce n'est dans la plus grande modestie du futur éco-quartier de la Boissière<sup>7</sup>, dans un auto-satisfecit « normal » de la rénovation urbaine « avec nature » du quartier Bel-Air, dans les sarcasmes qui accompagnent la fin du chantier de la piscine « écologique », dans les doutes d'habitants du Morillon sur la fermeture de la bretelle de l'A86. Nous verrons en partie 3 comment les conditions réelles du terrain, et pas seulement le combat politique, rendent l'utopie difficile. Le plus probable est que l'urbanisation projetée se fasse effectivement, mais par morceaux et sans un grand label d'excellence écologique.

#### document 7



A word from the mayor

Montreuil is a town you probably do not know yet. Situated just outside Paris, it has extensive real estate opportunities available at more attractive prices than those of the capital. Over the last two years, Montreuil has embarked on an entirely new phase of development. As the first French town of more than 100,000 inhabitants to be run by ecologists, its ambition is to demonstrate that sustainable development and the struggle against climate change are perfectly compatible with urban development. [...]

Yes, we can create here the largest eco-neighbourhood in Europe, at the forefront of environmental, social and democratic excellence, by rebuilding the town inside the town, by making it evolve without brutalising it, respecting its history and character. Yes, for all categories of the population, even the most modest, we can create

<sup>7</sup> <http://www.est-ensemble.fr/zac-boissiere-acacia>

thousands of new, high-quality dwellings, in areas served by the Paris metro network. Yes, we can create a new pole of economic development in harmony with the scale of Paris' metropolis, only 30 minutes from France's main airport, even in a place sometimes stigmatised as a "difficult" suburb. [...]

Are you ready to share these challenges with us?

a) extrait d'une des cartes du document 6 pages quadrichromie, bilingue français/anglais, intitulé « Construisons la ville autrement », sur le projet d'écoquartier de Montreuil, élaboré par équipe Muriel Pagès, architecte-urbaniste, accompagnée du bureau d'études environnementales TRIBU, 2010 ; localisation et extension du projet, avec indication de l'arrivée du tramway (en bleu) et d'une extension d'une ligne de métro (en tireté marron).

[http://www.murielpages.com/documents/Construisons\\_la\\_ville\\_autrement.pdf](http://www.murielpages.com/documents/Construisons_la_ville_autrement.pdf)

b) éditorial en anglais de Dominique Voynet, maire de Montreuil, dans le même document (l'ensemble du document est bilingue et semble principalement adressé aux professionnels).

Cette rencontre brève avec la ville de Montreuil, son territoire et ses habitants, marquée par des sentiments apparemment aussi opposés que ceux de la dégradation et de l'attachement, pourrait laisser penser à une certaine confusion et illisibilité des structures, au fantasme, à l'utopie comme à la dystopie, et pourquoi pas à un manque d'objectivité et de discernement du chercheur. Il n'en est rien et les parties 2, 3 et 4 discuteront des sensibilités et des dynamiques localisées qui nous ont paru remarquables, d'un catalogue de formes concourant à l'habitabilité que nous pourrions développer ultérieurement. À mon sens, l'enquête suggère qu'il faut apprendre à mieux dire la vérité du territoire sans entrer ni dans l'empêchement à agir, ni dans l'imprécation victimaire. Il faut assumer sa géohistoire et son immédiateté complexe.



## **Partie 2**

### **Les non-humains avec les Montreuillois-es, figures de la rencontre**

Nous avons écouté beaucoup d'histoires à Montreuil. Quand notre thématique de « la nature en ville » a été prise au sérieux bien sûr, mais même quand elle a été apparemment rejetée, les « histoires de nature » (une nature bien socialisée, avouons-le) ont fini par apparaître, sauf rares exceptions (peut-être deux entretiens seulement sans vraies « histoires de nature »). Ces histoires de nature, ces récits localisés et incarnés ont été la plupart du temps à l'image des autres histoires qui nous étaient contées, à l'image de celui ou celle qui les racontaient. En ce sens, et nous allons essayer de le montrer, la rencontre avec les non-humains n'est pas sans écho avec la rencontre humaine. Toutes ces histoires pourraient finir par former un inventaire de figures de la rencontre humains/non-humains et montrer également comment non-humains et humains se rencontrent entre eux par l'intermédiaire de l'autre partenaire, dans des lieux, des configurations, des formes. Il nous semble aussi que tout un vocabulaire doit être trituré, (ré)inventé, valorisé pour bien parler de ce qui nous occupe.

#### **Le « sauvage »**

La figure du sauvage n'est jamais loin, dérange et attire en même temps. « L'herbe folle est un problème » dit le maire lors d'une visite publique de quartier. Le tiers-paysage et le saltus n'ont pas bonne presse au plus haut niveau et dans certaines conditions et interprétations, c'est souvent déjà le sauvage. Mais le sauvage va parfois se cacher dans les usages sociaux : trois techniciens différents de la ville nous racontent que les jardiniers ne peuvent intervenir dans les espaces verts de certains quartiers populaires que le matin, à cause des activités de trafic et des surveillances qui les accompagnent (d'autres villes de banlieue nous sont aussi citées), un certain stress est perceptible, la « nature en ville » instrumentalisée par le trafic devient un espace « sauvage » inattendu, un espace de danger. C'est aussi le cas aux Murs à Pêches, où la présence ancienne de familles tziganes françaises, et plus récemment de familles roms d'Europe orientale semble construire un quartier socio-ethnique, où la figure de la sauvagerie (mais pas la bonne) associée à la délinquance et à l'appropriation de l'espace public est proposée par certains acteurs. Toutefois, l'expression la plus directe de la (vraie) nature « sauvage » nous est donnée par un militant associatif proche du mouvement squatteur (historiquement bien représenté à Montreuil). Après avoir évoqué de manière très poétique un renard blanc croisé à quatre heures du matin boulevard Barbusse, de retour d'un squat, il m'invite à aller découvrir « le dernier espace sauvage de l'Est parisien, le parc secret de Romainville ». Cette invitation à un voyage sauvage est accrocheuse et argumentée, dans un récit politique de la nature en banlieue. Je fais suite à cette invitation lors d'une session suivante. Je m'y rends un vendredi matin tôt, en prenant le bus 118 à Bagnolet. Je descends devant la mairie de Romainville et essaye de m'orienter avec les indications qui m'ont été données. Le parc du château de Romainville (ruiné et partiellement incendié) est enclos : côté centre-ville, il est difficile d'y entrer discrètement, je fais donc « comme tout le monde », je longe le parc et ses grilles jusqu'à trouver une entrée facile, à l'opposé du château. Le parc est grillagé et interdit au public (grands panneaux de danger d'effondrement), mais on peut y entrer facilement et alors s'immerger dans un monde assez incroyable, car le parc semble bien peu fréquenté, seules des sentes modestes, quelques traces de déchets et de feux récents en bordure signalent l'emprise contemporaine. Celle-ci par moments disparaît complètement. Je suis seul en nature, en isolat. Bien sûr, il s'agit d'anthropocène et pas de wilderness : le parc est un ancien domaine aristocratique transformé en carrière de

gypse, puis abandonné et finalement grillagé. C'est un ré-ensauvagement dans un petit territoire bouleversé (vallons, buttes, fortes pentes, nombreux tuyaux d'aération sortant du sol). Je le parcours en différents sens pendant une heure ou deux, les nombreux reliefs et faciès différents donnent un paysage végétal diversifié. Pas de forêt primaire donc, mais une espace « semi-naturel », un parc bouleversé ré-ensauvagé, récemment et temporairement « libéré », plutôt que « sauvage ».

document 8



- a) et b) côté centre-ville, jardin à la française et cimetière, avec lisière boursouflante le long du mur  
c) et d) cœur de parc, végétation dense et diverse, exubérance printanière, sentiment d'isolat  
e) et f) côté opposé, parc à l'anglaise, jardins familiaux en série, travaux de défrichement récents ; FB, avril 2015 pour toutes les photographies.

La sensibilité à ce type d'espace hors-contrôle fait partie des mythologies libertaires, qui recréent ainsi une sorte de « wilderness » d'attente, dans une friche qui atteint une taille critique (en temps et en espace) et une biodiversité suffisante, tout en gardant un accès limité ou un relatif anonymat (pas d'action publique active, pas de traitement paysager et communicationnel) lui assurant une forme de distinction. Les paysages autour du parc tranchent : jardin à la française et cimetière minéral coté centre-ville, parc à l'anglaise et jardins familiaux modernes en série du côté opposé. C'est aussi la croyance en l'existence nécessaire d'espaces sans affectation, une forme simple de l'anti-utilitarisme. L'animal sauvage est également cité par certains interlocuteurs. Le renard, grande figure de la littérature française, est décrit comme une victime de sa mauvaise réputation sanitaire et des mesures d'élimination dont il fait toujours l'objet. Il est montré comme un résistant à une forme de société dénaturée. On l'a vu ici et là, on le recueille blessé, on le soigne et on le relâche au lieu de l'éliminer. On s'inquiète qu'une famille de renards s'étant installée pour procréer dans l'enceinte d'une école primaire soit considérée comme une atteinte à l'ordre pédagogique déstabilisant l'école (« on n'arrive plus à faire travailler les enfants ») plutôt que comme une richesse et une rencontre susceptibles de construire de nouvelles relations des élèves à leur environnement. Un jeune homme issu du voyage assis à côté de nous dans le bus 122, entendant notre conversation sur les animaux dans la ville, nous fait spontanément et avec grâce une enthousiaste déclaration identitaire décrivant la relation entre voyageurs et hérisson, « leur » animal. Il parle cuisine, recettes. Il vient d'une commune voisine et descend aux Murs-à-pêches. Nous voyons ici que la mythologie et les formes de sacré liées au « sauvage » (ou au « demi-sauvage », « demi-naturel ») sont en usage chez différentes catégories d'acteurs. Il n'est pas sûr que les scientifiques naturalistes partagent ces valeurs tout à fait de la même façon : la déforestation brutale d'une partie du parc des Beaumonts afin de recréer des prairies adaptées à certains types d'oiseaux nichant au sol a choqué de nombreux usagers du parc. Il s'agit ici d'une autre forme de wilderness « artificielle », reconstruite, entourée de clôtures, éco-pâturée par les bêtes d'un agriculteur d'un département voisin, et induite au fond par le choix de classement Natura 2000 au titre de la directive oiseaux. Le rat, dans le rôle du méchant sauvage, est non seulement présent, mais montré du doigt par de nombreux interlocuteurs, notamment dans le quartier de Lanoue, autour des nouveaux containers à poubelles enterrés, mais nous en croisons en paroles souvent ailleurs dans la ville et aussi un matin en pleine ville (où il suscite une forte curiosité du voisinage). Le rat sauvage est stigmatisé pour lui-même, mais d'abord comme signe vivant d'un désordre ou d'un délaissement municipal ; des programmes de dératisation sont en cours, annoncés dans différents quartiers. En somme, à chaque catégorie d'acteurs, sa « wilderness » plus ou moins sympathique et artificielle, mais toujours anthropocène certainement. À chacun son sauvage.

### **Le « domestique »**

Une catégorie assez absente de l'actualité des jardins est l'évolution contemporaine des jardins privés. Même s'ils sont plus rares dans les zones urbaines denses, nous avons des échos ici de jardins potagers nourriciers « à l'ancienne », dans des familles populaires, c'est-à-dire sur la base d'une forte valeur économique (un ou des mois de salaire), et souvent d'une famille étendue avec un style culinaire. Nous voyons aussi des

jardins d'agrément, beaux jardins d'immeubles dans le Bas-Montreuil (une magnifique forêt de grands marronniers, rue de Paris, un ensemble de très jolis jardinets très végétalisés et coalescents en allant vers Fontenay), mais aussi jardins hors-sol de cour ou de terrasse en maison particulière (beaucoup de plantes en pots, quelques rares plantes au sol). La présence d'animaux domestiques, de compagnie voire d'élevage, est réelle. Du côté de militants associatifs et professionnels de la protection des animaux, la question de l'excès de contrôle est pointé : bien éduquer ses chiens, c'est leur donner la possibilité de les sortir sans laisse. On dénonce le sécuritaire étendu à l'animal domestique, la bureaucratisation du vivant non-humain. Chez les habitants des Morillons, jeunes adultes du Mori'bar, enfants et personnels de la bibliothèque, on nous raconte plusieurs fois l'histoire d'une chèvre mascotte, propriété d'un dealer, et qui a animé la place des Morillons pendant plusieurs années, avant l'incarcération de son propriétaire. Comme les parcs, l'ensemble des jardins partagés rentre également dans cette catégorie du domestique. La ville de Montreuil a les multipliés et a créé un poste de jardinier affecté aux tâches pédagogiques d'assistance à ceux qui veulent éduquer les enfants au potager (écoles, centres de loisir) et d'accompagnement des nouveaux jardins partagés (dont l'ensemble des acteurs commence à percevoir les difficultés de conduite et les tensions entre les fonctions de production et de socialisation : certains jardins partagés ne « marchent » pas). À notre sens, il s'agit d'un nouveau métier : issu des espaces verts, ce jardinier travaille essentiellement avec d'autres acteurs, c'est un médiateur. Nous le croisons plusieurs fois dans l'espace public montreuillois. Ambre Leclerc fait deux entretiens avec lui. Il crée en partie sa fonction. Nous l'observons dans le square de la mairie où il intervient en compagnie d'animateurs jeunesse, d'enfants et de parents pour planter des bacs fraîchement installés sur les pelouses.

document 9



a) dans la partie la moins fréquentée du parc de la mairie, à deux pas du terminus du métro et du nouveau centre-ville très minéral, installation de bacs potagers en bois neuf, un mercredi après-midi ; FB, avril 2015.

b) et c) travail collectif et médiation sur les choix d'espèces, sur les gestes de plantation, ambiance détendue, inter-générationnelle, patiente ; les enfants font effectivement, des parents interviennent, le

jardinier est à son aise ; les bacs sont identiques dans les autres lieux d'intervention ; FB, avril 2015.

Les parcs et les squares présentent des contrastes de paysage et d'échelle, de gestion et d'usage. Si les trois grands parcs de la commune présentent des faciès divers, du plus dessiné au plus fluide, aucun n'est en roue libre bien sûr et certains usagers sont d'ailleurs prompts à interpréter très négativement tout signe d'un allègement des interventions des jardiniers. On y rencontre la « nature » mais comme au parc Montreau on s'y rencontre, les habitants de la cité voisine s'y retrouvent (jeux d'enfants, jeux de boules, sports, balades, pique-niques, goûters), des groupes de visiteurs souvent plus éloignés (nous en rencontrons plusieurs fois dans le bus 122) font de même (enfants, retraités, familles avec enfants). L'historicité du parc Montreau ou le mode de production récent mais parfois complexe à Jean-Moulin et aux Beaumont montrent bien le caractère domestique de ces espaces. Nous entendons parler et lisons dans les compte-rendus du comité d'usagers des Beaumonts (en ligne), les difficultés rencontrées, comme, par exemple, la gestion de la grande mare artificielle pour les oiseaux installée dans un sol poreux et instable aux Beaumonts. L'éco-pâturage par des animaux loués à un agriculteur hors département est utilisé ici et là depuis plusieurs années (vaches et moutons), tandis qu'à Bagnolet, un berger urbain a installé chèvres et moutons dans des prairies fermées et des parcours des espaces verts de la cité des Malassis. Le chant du coq y est entendu et ne semble pas avoir produit de réactions d'hostilité, il est même interprété par l'un de nos interlocuteurs comme la marque de l'ordre de naturel des choses : il annonce la venue du jour, il est l'horloge. Il est donc possible dans ces espaces de trouver une nature domestiquée, attendue, agréable, parfois éloignée des ambiances urbaines habituelles. Dans les squares, souvent plus centraux, nous l'avons déjà vu, la situation est autre : fortes densités aux beaux jours, entretien difficile, mais serré par les jardiniers, art classique du jardin, le square joue davantage comme un théâtre urbain où les humains se montrent, se regardent, s'observent, se détendent (dorment, jouent, mangent). La fonction de lieu de rencontre prend le pas sur la fonction d'accès à la nature et intègre maintenant des jardins partagés eux-mêmes souvent très « domestiqués ». La géométrisation du paysage n'en est que plus forte.

document 10





a) partie principale du square de la mairie devant la bibliothèque centrale de Montreuil ; usages sous contrôle, mais denses, ganivelles au printemps pour régénération de la pelouse ; accordéoniste de rue à l'entrée, exposition de grandes photographies de lieux et notices d'habitants du quartier des Morillons saisis par une artiste en résidence (avec auto-référence sur la relation à la nature), forte visibilité des jardiniers, grande mixité sociale (la bibliothèque est très hospitalière à toutes sortes d'usagers), nombreux bancs, pelouses autorisées, jeux d'enfants, siestes, bains de soleil, pique-niques, goûters, promenoirs, observatoires humains ; FB, mai 2015.

b) secteur de jonction (vue vers Bagnolet) entre les deux parties du parc départemental Jean-Moulin (Montreuil)-Les Guilands (Bagnolet) au sommet des buttes à Morel entre plusieurs ensembles d'immeubles ; paysage très artificialisé, voirie enterrée, remblai, longues esplanades gazonnées, cheminements bétonnés avec belles balustrades, jardins partagés très bien rangés, grands jeux d'enfants monumentaux en arrière-plan, derrière le dernier rideau d'arbre, l'autoroute A3 et ses talus végétalisés : côté sud, traces de campements précaires anciens et actuels, coteau nord, grande opération de nettoyage en cours avec mise à nu des sols et préservation des seuls arbres. Le parc est classé Natura 2000 selon le site du département, même si personne n'en parle ; FB, mars 2015.

c) sommet du parc Jean-Moulin (vue vers le Bas-Montreuil) par temps frais en fin de journée ; quelques enfants jouent avec un ballon, des plots et un animateur, deux personnes lisent, une autre est avec une poussette (le lieu est plein et activement occupé par temps ensoleillé), très faible biodiversité, gazon difficile à tenir en état, marque du renouvellement urbain en cours au pied des buttes ; FB, mars 2015.

### **Le « libre »**

Il s'agit de décrire l'espace relationnel intermédiaire entre le « sauvage » (ou en tout cas ce « sauvage » réinventé ou mystifié que nous avons croisé) et le « domestique » (parcs, squares et jardins, animaux de compagnie ou d'élevage). Nous y mettons des animaux communs, dans leur variante commensale et plutôt acceptée, chats et pigeons, mais aussi « l'herbe folle » dans son extension maximale, c'est-à-dire le tiers-paysage entendu comme l'ensemble des espaces d'une nature libre de ses mouvements à l'intérieur des contraintes anthropocéniques. L'animal « libre » est une catégorie « bâtarde » si l'on peut dire et serait l'animal accepté, souvent apprivoisé (ou apprivoisable), mais non tout à fait domestiqué ou étant retourné à l'état « sauvage », c'est-à-dire ici « libre », mais peut-être « aliéné » à l'homme (commensal, vacciné, tatoué, stérilisé, bague, nourri, logé, arrêté, relâché, parfois violemment éradiqué, etc). Un militant associatif raconte lors de la réunion collective de fin d'enquête le recueil et l'apprivoisement d'une corneille blessée, la découverte de son intelligence et d'une certaine manière sa proximité à l'homme. Bien connue par les documentaires animaliers et de sciences sociales traitant du darwinisme, cette relecture de l'animal dans ses proximités avec notre espèce et sa sociabilité est racontée ainsi plusieurs fois par des interlocuteurs socialement différents. Un groupe de jeunes graffeurs interviewés par Ambre Leclerc décrit les friches comme des lieux de liberté, plutôt masculins, où la question de la nature ne semble pas très pertinente, mais davantage relever de l'exploration, des transgressions diverses quoique modestes, du bon coin, de la fumette, du barbecue, des pratiques artistiques, du parcours. Mais les temps changent, même

pour cela, une association pour faire le lien avec la mairie semble nécessaire et acceptée. Même les transgressions sont bureaucratisées. Peut-être faut-il, dès cette deuxième partie, relier les services écosystémiques culturels aux usages, apparemment distincts, des humains dans l'espace public et constituer une première typologie d'espaces publics et de formes, en tous cas relier « nature en ville » et « espace public » ou parler peut-être tout simplement du « dehors » libre (l'adjectif n'étant pas forcément nécessaire). Comme il y a une « nature libre », il y aurait des « espaces publics libres », les friches en seraient l'expression principale comme les terrains de jeux enfantins à leur échelle propre (celle de l'arbre qu'on escalade, de la cabane construite « sans titre, ni droit », hors PLU).

« Où tu vas ? »

« Je vais dehors. »

Tout cela participerait, là aussi, d'espaces faiblement affectés ou temporairement non affectés ou de situations éphémères. Les formes particulières de gestes de nature comme la guérilla potagère ou les bombes végétales (non rencontrées dans l'enquête) en révèlent l'aspect potentiellement violent, bien que catharsisés. Nous y mettrions aussi les bons coins, les recoins non anxiogènes, les coins détournés (comme les jeux d'enfants utilisés nuitamment par des adultes ou certains toits-terrasses, la pêche, le camping et les feux sauvages dans les parcs). La gestion différenciée des espaces de nature serait peut-être aussi une tentative institutionnelle de comprendre et d'intégrer cette typologie d'espaces. Mais cela demande une médiation car la gestion différenciée peut être perçue certes comme un hommage raisonné à la force de la nature mais aussi comme la défaillance localisée et donc injuste des services publics (la gestion différenciée serait destinée aux quartiers populaires, par exemple). D'autre part, certains éléments du sauvage social (quad, bouteilles, déchets divers) peuvent être attirés, voire créés par la gestion différenciée (qui dissocie, dissimule et protège) et gêner sa propre organisation (les fauches tardives sont gênées par la présence des déchets). Deux associations professionnalisées, l'une dédiée aux chats libres, l'autre aux pigeons, sont installées à Montreuil (siège de nombreuses associations à rayonnement régional ou national). Le discours est extrêmement structuré, fondé sur des expériences dans d'autres villes de l'IdF ; il sera présenté plus loin. Il intègre notamment la question du populaire, ces deux espèces étant, selon ces associations, mal considérées parce que trop populaires et représentant pour les acteurs les plus formels une nature de qualité inférieure, une écologie urbaine de seconde zone.

#### Document 11





a) et b), un arbre « libre » (hêtre ou charme, 10/15 ans d'âge), rue Barbès, Bas-Montreuil, force de végétal dans un espace privé en état, mais sans activité apparente et qui échappe au paysage standard de la friche dégradée pleine d'espèces dites invasives très présent dans la Bas-Montreuil ; FB, avril 2015.

c) et d) pigeons « libres » mangeant des restes de madeleines en pied d'immeuble, quartier Lanoue et traces de déjections sur un balcon évacué par le locataire et abandonné à l'adversaire sur fond de plaintes fortes envers le pigeon et la dégradation du cadre de vie en général ; quelques balcons d'appartements voisins sont entièrement grillagés ; FB, avril 2015.

Nous dirons volontiers qu'il y a du marronnage, ou du moins la figure du marronnage, dans ces dynamiques de la nature « libre » en ville. Selon les cas, petit et grand marronnage. Nous croyons aussi qu'à côté du tiers-paysage, la figure du saltus romain serait plausible, quoiqu'à adapter.

### **Le « conflictuel » en représentation et en usage, le « négocié »**

S'il y a des animaux libres en ville, s'il y a des herbes folles, des espèces dites invasives, une biodiversité autonome, tout cela vient en conflit avec les normes de gestion de la modernité, notamment, toutes les formes d'hygiénisme, de propreté, d'ordre, mais également de minéralisation et d'imperméabilisation de l'urbanisme contemporain. Et de fait, ces produits de la modernité sont toujours visibles : par exemple, contrairement aux tendances observées ailleurs dans la politique de la ville de Montreuil, la rénovation du centre-ville a donné lieu à une nouvelle place Aimé-Césaire particulièrement minéralisée et pauvre en nature, entouré de commerces franchisés, eux-mêmes plus riches en plantes artificielles (comme dans la pizzeria) qu'en nature vivante, la rue-mail commercial Lumières voisine étant traitée de la même façon.

#### document 12





La place Aimé-Césaire (pourtant « poète » et « militant » selon le texte en dessous des deux portraits géants – qu'en penserait-il ?) ; nouveau quartier de la mairie ; vue depuis le restaurant MacDonald : un coup urbain décalé dans une politique globale de renaturation urbaine ? Un examen de l'ensemble des nouvelles constructions serait à faire. FB, avril 2015.

L'opposition physique à une coupe d'arbres (relatée par une personne originaire de Montreuil) fait partie des très petits conflits environnementaux observables, que la parole répétée de jeunes adultes des Morillons expliquant que chaque rénovation urbaine a réduit le végétal au profit de la surveillance visuelle de la place des Morillons illustre d'une autre manière. De même, la pratique du nourrissage d'animaux libres contre la riveraineté et un certain ordre moral hygiéniste et écologique. Mais la grosse « affaire » du mandat de Dominique Voynet semble avoir été l'interdiction des produits phytosanitaires dans l'espace public, cimetière inclus. C'est de cela dont nous avons beaucoup entendu parler à la fois comme un problème de méthode, de représentation et de comportement. C'est, dans la plupart des entretiens, l'idée que la décision a été brutale et non préparée, qu'elle a donc provoqué rapidement l'apparition « d'herbes folles », ce qui a laissé advenir une rumeur d'abandon, notamment dans le cas du cimetière, et plus particulièrement auprès de personnes âgées. Il n'est pas possible dans le temps de cette enquête de tracer tout le contexte (qui était alors particulièrement polémique entre la nouvelle et l'ancien maire). C'est au cimetière que nous avons trouvé, en entretien-visite, une parole apaisée de technicien, montrant qu'au bout de ce processus envenimé de quelques années, une solution à la fois technique, paysagère et relationnelle avait été trouvée : ré-engazonnement de nombreux chemins, géo-textile sous gravillons sur certains axes de travail, nouvelles plantations d'arbres. La prise de conscience que le cimetière forme lui-même écosystème est nette chez le technicien responsable (devenu responsable en promotion interne dans le cimetière), qui parle lui aussi des animaux sauvages aperçus dans le cimetière, mais aussi de la mortalité des arbres au long de sa carrière à cause des produits, de la possibilité de créer un compost, voire des espaces inédits, des nouveaux comportements de visiteurs à mi-chemin du récréatif et du méditatif. Ailleurs, dans différents secteurs de la ville, l'ouverture d'un certain nombre de bords de trottoirs déjà évoquée vient des habitants. Nous observons dans le Bas-Montreuil les effets de diffusion d'un acte autogéré de ce type : lorsque nous prenons des photographies avec la propriétaire des lieux, nous croisons une voisine qui s'enthousiasme et annonce qu'elle va le faire elle aussi, tandis qu'il est question d'une grand-mère de la rue qui voudrait bien, mais ne peut le faire seule (casser le bitume). L'aide des deux personnes semble acquise dans le cours de cette conversation enthousiaste de quelques minutes sur le trottoir, tandis que le récit du travail de défonçage mentionne aussi des réactions dubitatives ou ironiques. Quelques semaines plus tard, sous le couvert du conseil de quartier, ces bordures sont inaugurées.

#### document 13



Un nouveau « macadam vert » sera inauguré ce vendredi à 18 h 30, au 10, rue Malot, à Montreuil. Le conseil de quartier Solidarité-Carnot organise l'événement en vue de réinsérer la nature, mais aussi un peu de poésie, au sein de la ville. L'inauguration se ponctuera d'une exposition des différentes étapes de la construction du macadam vert et de la pose d'une plaque inaugurale en céramique créée par Fabienne Gilles, potière à la place Carnot. Un pot de l'amitié sera ensuite partagé avec les habitants curieux de voir leurs nouveaux trottoirs. Cette démarche citoyenne donne une place à la nature dans la vie urbaine quotidienne au moyen de plants divers et variés au bord du trottoir.

<http://www.leparisien.fr/montreuil-93100/de-la-verdure-sur-les-trottoirs-de-montreuil-28-05-2015-4810931.php>

a) photographie du « macadam vert » de la rue Malot, Bas-Montreuil, nom donné par la mairie au défonçage du bitume des trottoirs sur des bandes de 20 cm le long des murs ; une action visible, produite par l'habitant lui-même, avec peu des risques, encadrée de loin par la mairie et créant beaucoup de discussions entre voisins, une micro-action paysagère et relationnelle, susceptible d'influer sur les ruissellements ; FB, mai 2015.

b) mise en valeur en presse régionale : article en ligne du Parisien du 28 mai 2015, faisant récit de l'inauguration par le conseil de quartier et valorisant une écologie consensuelle et de proximité dans la forme participative ; page consultée le 18 juin 2015.

Le périmètre des Murs-à-pêches est apparu à une jeune chercheuse, Margaux Vigne, dans un travail très stimulant, comme particulièrement complexe, comme un territoire de conflits multiples, une perception très éloignée de la littérature grand public dédiée aux Murs-à-pêches et des représentations distantes (*Cultiver l'espace public, les Murs-à-pêches, un territoire d'expérimentation*, EHESS, septembre 2014). La difficulté à agir dans cet espace classé est certaine : il est pollué, fragmenté, occupé par des familles tziganes éloignées de la culture politique formelle, coupé par la bretelle autoroutière, ses sols sont pollués et accueillent beaucoup de déchets, ses murs à pêches s'effondrent et le coût de leur réfection et entretien semble exorbitant, les éléments d'urbanisme réglementaire sont attaqués en justice. Les associations, à qui la mairie a délégué une partie de son action, ne sont pas d'accord sur la stratégie : « aménager » ou pas ce quartier, en faire une ressource pour d'autres quartiers riverains, agricoliser, patrimonialiser, « agriculturelliser » lotir, protéger, mais pour qui. De toute manière, la fermeture de la bretelle autoroutière (mise en scène depuis plusieurs années par la fermeture une journée par an lors d'un grande fête intitulée « la Voie est Libre » gérée par l'association Montreuil Environnement sans énergie extérieure) et l'arrivée du tramway avec son vaste site de maintenance vont entraîner une mutation rapide de la zone, dont vraisemblablement des évictions d'habitants jugés parfois peu légitimes, malgré leur historicité dans la vie montreuilloise. De nombreuses équipes de jeunes professionnels ont été mobilisées par ce site, par les associations ou par la mairie, elles sont prises elles-mêmes dans cette petite géopolitique des Murs-à-pêches et l'instrumentalisation politique de leur art. Certains, comme le Laboratoire du Dehors, ont amené du vocabulaire qui semble être utile.

Dans le sens d'une négociation par la nature, au delà des formes d'insertion institutionnelles, croisées, par exemple, avec des jeunes stagiaires en difficulté scolaire du Sens de l'humus ou même de la gestion déléguée des dents creuses par les jardins partagés devenue très fréquente dans le Bas-Montreuil, la nature en ville nous semble être et être utilisée autant comme une forme sociale que comme une valeur ou un objet en soi. Elle forme une matière politique pour la société, matière certes vive et vivante, douée d'une certaine autonomie. Il y a donc beaucoup d'expérimentations, de formes expérimentales, dans ce que nous avons vu à Montreuil, certaines sont descendantes, voire clivantes,

d'autres diffuses et plutôt ascendantes ou horizontales. Des contractualisations ont lieu entre la collectivité et les associations proches de cet axe. Elles sont parfois rompues, la cohérence idéologique n'est pas toujours lisible dans ces relations de pouvoir, l'idée même que cela confirme la consistance d'une transition socio-écologique, ici, dans cette ville, n'est pas réellement probante à nos yeux. Nous avons dit, par exemple, que les pratiques de l'équipe Voynet avaient pris à contre-pied une partie de son électorat. Tout ce qui vient d'être dit doit aussi être entendu dans une forme de singularité montreuilloise. La faiblesse de l'opposition politique de droite et d'extrême-droite empêche le schéma d'opposition habituel de la vie municipale. Nous serions ici, depuis la fin du communisme municipal autonome, face à un ensemble de minorités politiques, agissant en coalition complexe, et, qui partagent tous, plus ou moins, et dans les discours, une pensée qui intègre la nature en ville comme un axe politique fort. Au delà du très grand et spatialement inégal foisonnement de pratiques, de sensibilités et d'initiatives « vertes » observées et souvent discutées avec leurs acteurs, celles-ci paraissent parfois contradictoires, pas toujours bien négociées, et toutes semblent potentiellement conflictuelles. Vies politique et associative montreuilloises résonnent de ces tensions et pourtant « ça marche » quand même. Ce qu'on appelle « la nature en ville » (mais qui est sans doute autre chose) nous semble être devenue une dimension ordinaire de la vie des habitants, et, dans le temps de notre étude, la variabilité nous y a paru forte. C'est aussi, rarement, le chercheur qui par ses questions l'a constituée, seul, face à l'enquêté. C'est donc à travers des récits de lieux identifiés et d'usages précis que nous avons tenté de montrer comment les processus de « nature en ville » incarnés dans des configurations et des formes à la fois « environnementales » et « sociales », concourent à l'habitabilité du territoire. Le récit collectif est à écrire, et, pour le construire, il faut sélectionner des récits à l'intérieur de l'ensemble des récits évoqués et les travailler dans l'approfondissement.

### Partie 3

#### Une psycho-géographie partagée avec les non-humains

Nous parlons ici de processus psycho-géographiques des habitants et de la manière dont ces derniers y intègrent les non-humains comme décor et comme partenaires. La proxémie nous semble évidente, comme l'affectivité et les interactions. Les relations à l'échelle proche paraissent dominantes au sein du groupe de personnes rencontrées, même si de nombreux autres lieux à d'autres échelles sont fréquemment mobilisés dans les récits et les histoires de vie. Les formes d'attachement et la manière élaborée dont le jeu social complexe peut valoriser l'inscription géographique des acteurs complètent un triptyque particulièrement riche.

#### L'indigénisation et le pas de côté

Le processus d'indigénisation est ici à prendre dans un sens de stigmatisme retourné. « L'indigène » – qu'on a appelé un temps, avant la grande matrice coloniale, le « naturel » - veut dire en réalité « sous-homme » dans la langue des siècles précédents. L'indigène est aussi celui ou celle qui est du lieu, par naissance ou choix, adoption et auto-adoption. Dans tous les deux cas, le terme est géographique et politique. Le mélange des deux sens est fructueux et incontestablement adapté à la banlieue. Indigénisation donc, mais des mots comme immersion ou (art de la) disparition (dans les lieux), acculturation, adoption, ancrage, autochtonie, fierté, appropriation pourraient sans doute convenir. C'est ce processus qui fabrique du ou de la Montreuillois-e. L'apparition en 2014 d'une bière appelée « la Montreuilloise » nous signale que ce processus si visible dans l'Ouest français (une valorisation locale alternative, bio, mais entrepreneuriale et inscrite dans la ré-invention d'une tradition, la brasserie artisanale, disparue dans l'après-guerre), nous la trouvons aussi en première couronne, pas si loin (à vol d'oiseau) des écharpes Paris-Saint-Germain accrochées derrière le comptoir du Mori'bar. Dans son site, la brasserie (la deuxième de Montreuil) s'adosse de manière élogieuse à la dynamique « agricole » des Murs-à-pêches, dont nous connaissons par ailleurs la fragilité. Montreuil a son chanteur éponyme, contrebassiste rockabilly, Johnny Montreuil. La vidéo des Francofolies 2012<sup>8</sup> est intéressante à regarder : comment Montreuil-image d'Épinal est vendu aux festivaliers et aux internautes : friche industrielle, roulotte, cité, bus 122 ... et pas mal de nature en ville sous le soleil. Norah Benarrosh-Orsoni en évaluant la politique publique vis-à-vis des groupes de habitants roms étrangers à Montreuil (*Bricoler l'hospitalité publique : réflexions autour du relogement des Roms roumains à Montreuil* ; 86/1, 2011, Géocarrefour) revient sur les catégories de l'identité à Montreuil. L'identité ouvrière et communiste historique a été remplacée sous les mandats de Jean-Pierre Brard par une nouvelle identité montreuilloise : « la municipalité, en entretenant la mémoire des migrations successives, a peu à peu recomposé une identité locale fondée sur le mythe d'une ville monde et d'une terre d'accueil. Cette tradition d'accueil des étrangers est devenue, par glissement dans les discours des élus, le propre de l'identité de la ville, pour finalement en arriver à fonder une unité locale non plus sur une identité politique de classe mais sur une identité symbolique d'autochtone. » Cette logique s'est compliquée à mesure de l'embourgeoisement du Bas-Montreuil, en opposant les anciens Montreuillois populaires et les nouveaux habitants bobos. Cela, nous l'avons rencontré sans cesse. Parfois, les nouveaux habitants de la première gentrification, présentés comme plus autonomes et plus investis socialement et politiquement, sont fortement distingués des arrivants plus récents dans le cadre d'opérations immobilières classiques plus hétéronomes. Le mythe

---

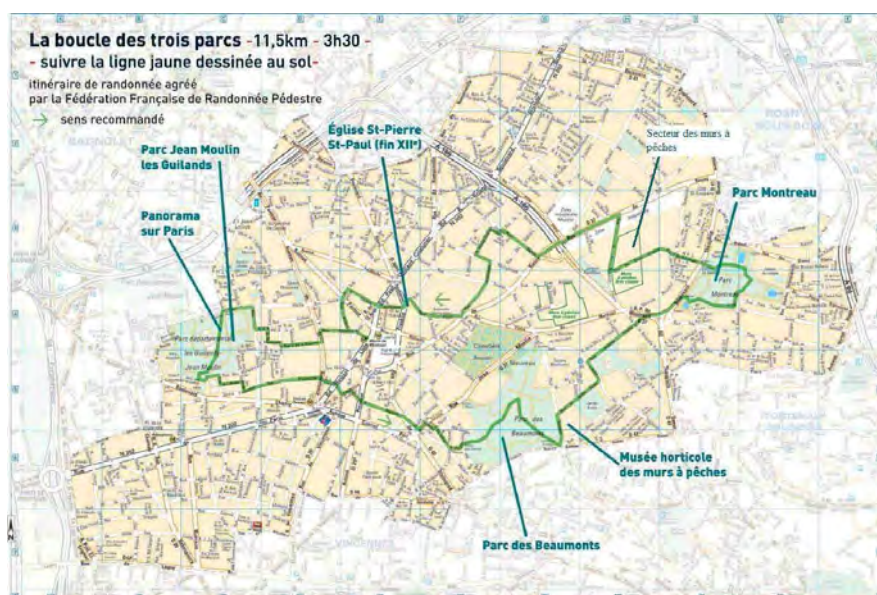
8 [https://www.youtube.com/watch?v=Rn90\\_lduOfE](https://www.youtube.com/watch?v=Rn90_lduOfE)

de Montreuil, seconde ville du Mali ne nous semble pas étranger à ce phénomène, comme la politique active mais clivante de création de MOUS pour les immigrés roms récemment arrivés.

Devant tous ces processus, nous serions enclin à penser que « s'approprier » la nature (ou la « servir », la « défendre » et même la « cochonner » parce que c'est chez nous) est un acte d'indigénisation ordinaire qui prend place de manière forte dans la vie montreuilloise. L'une des responsables d'une association environnementale déclare en interview, à l'occasion d'une des fermetures annuelles festives de l'A83, que « chaque ethnie de Montreuil pourra avoir son jardin » au sein du grand jardin montreuillois. Le jardin des femmes maliennes dans le Bas-Montreuil a été souvent cité aux étudiants. Tandis qu'une autre association utilise le jardin potager (une « ferme ») dans les Murs-à-pêches pour valoriser l'installation d'un terrain d'immigrés roms (Écodrome). Mais occuper des jardins par délégation de la mairie et en avoir les clefs, c'est peut-être la même chose, comme squatter des parcelles et les travailler qui sont des actes fortement consommateurs de temps et d'énergie, comme y balancer et entasser des déchets, forme d'appropriation de la nature certes singulière, comme défoncer un bout de trottoir devant chez soi ou nourrir des colonies de pigeons. Dans un des quartiers populaires visités, un agent propreté de la ville (hors service et ressemblant à ce moment à un « jeune de cité ») me dit qu'ils sont intervenus le matin même dans une rue particulièrement propre et bien tenue sur le coteau et qu'il s'était senti mal à l'aise, qu'il s'était senti tout d'un coup à Paris, que c'était trop propre, cela n'allait pas, ce n'était pas ici, ce n'était plus Montreuil. Plusieurs fois, des interlocuteurs socialement plus favorisés nous disent d'aller observer, entre doute et fierté, à la limite communale Vincennes/Montreuil, l'état des rues. Cet entretien relatif, ce moins propre, mais aussi ce plus de végétation folle, libre, ce serait une marque possible de l'identité montreuilloise. Il serait possible de la revendiquer ? Tout en reprochant à la mairie de ne pas « assurer » ?

Le pas de côté serait une variante de l'immersion. Il n'existe pas de méthode normalisée pour le pas de côté. Parlons ici d'usage institutionnel pour l'un, plus associatif pour l'autre. Un sentier de promenade et de randonnée (PR) intitulé « la boucle des trois parcs » (nous retrouvons les atouts de la ville gâtée) a été créée en 1999. Balisé en jaune, long de 11,5 km pour 3 heures et demi de marche, il emprunte les cheminements d'un Montreuil de l'envers, loin des axes principaux.

#### document 14



Carte du territoire communal avec indication de la « boucle des trois parcs » ; on constate que la boucle retisse une centralité secondaire ou potentielle en se plaçant plus ou moins au centre géométrique du territoire communal ; y a-t-il là la préfiguration d'un « coeur vert » de Montreuil ré-aménagé – DR, source en ligne perdue.

La mairie<sup>9</sup> y assure des balades accompagnées aux beaux jours pour une découverte « naturaliste, urbaine, architecturale et patrimoniale ». Cela répond en partie à la critique souvent faite de la méconnaissance de beaucoup de Montreuillois des autres parties de la commune autres que celle qu'ils habitent. Cette idée que Montreuil est « beau » et peut être valorisé de manière alternative répond en partie à cette remarque, mais indique aussi qu'il est possible de visiter et faire visiter Montreuil, sans honte ni désarroi. Nous retrouvons là les perspectives d'associations comme les Greeters présents à Montreuil. Ils montrent à leurs visiteurs, par exemple, des secteurs du Bas-Montreuil, comme les anciens bidonvilles durcis situés sur les fortes pentes du bas des buttes à Morel. Le pas de côté pourrait désigner aussi le mouvement squatteur et autonome présent à Montreuil. Malgré une répression forte en 2008-2010 (des blessures au flashball en gardent la trace dans plusieurs batailles judiciaires) et le départ d'un certain nombre de militants, il existe au moins deux jardins squattés, rue Barbusse et rue de la Montagne pierreuse, des activités visibles (librairie, débat, festival). Un récit est aussi donné de la lutte contre les rafles de sans-papiers, notamment à la sortie du métro Croix-de-Chavaux entre 2007 et 2010, d'une manifestation spectaculaire en 2008 devant le commissariat de Montreuil, aboutissant à l'arrêt des rafles sur Montreuil.

### **Le bon coin et le mauvais endroit**

Commençons par le mauvais endroit. Les entretiens nous mènent au quartier Lanoue, dont la vie quotidienne a été en partie chroniquée, souvent par l'absurde, par un auteur montreuillois, Alain Gluckstein (*Quasi Lanoue*, 2008 ; *Lanoue, les parcs*, 2009, Folies d'encre). Ce quartier limitrophe de Bagnolet possède de nombreux espaces verts, même si cette impression est en partie bloquée par la verticalité d'un certain nombre d'immeubles élevés fermant l'horizon. Le parc Jean-Moulin-Les-Guilands n'est pas loin. J'ai traversé à plusieurs reprises dans les deux sens le quartier en marchant de Bagnolet au Bas-Montreuil et ai pu observer que ces espaces, récemment repris en gestion par la mairie (en remplacement de l'Office HLM), font l'objet d'un entretien que je trouve standard, certes un peu classique. La visite approfondie avec un habitant donne un tout autre sentiment : un sentiment d'abandon et de délaissement, où même le balcon ne peut plus être utilisé, sali par les pigeons, un peu de la même manière que les poubelles et les ascenseurs le sont par les humains. Où les plantations commencées semblent abandonnées, où les arbres sont pleins de déchets (quelques uns, plutôt discrets, pour moi), où les enfants sont livrés à eux-mêmes dehors jusqu'à minuit, une lecture pessimiste du paysage et de la société. L'entretien avec une professionnelle est encore plus difficile, tant elle refuse d'utiliser nos catégories de nature en ville et ne parle que la tension avec les jeunes, les insultes, les réclamations menaçantes, les incivilités, la privatisation des lieux par le trafic. Ces deux personnes, un habitant et une professionnelle, cherchent à quitter le quartier et à se relocaliser, pour l'un, dans un quartier d'habitat social plus petit et moins périphérique, pour l'autre loin, dans le Sud, près de ses enfants. La visite de la galerie commerciale sombre et peu amène du quartier contraste aussi fortement avec la place aérée et passante des Morillons à l'autre bout de la ligne 122. Ces échanges mettent à mal en tous cas la notion d'objectivité extérieure à l'expérience. Le récit sur les violences entre jeunes à Lanoue sera en effet en partie contredit, non sur la factualité de celles-ci (voitures dégradées et incendiées, bagarres),

---

<sup>9</sup> [http://www.montreuil.fr/fileadmin/user\\_upload/Files/Environnement/espaces\\_verts/boucletroisparcs.pdf](http://www.montreuil.fr/fileadmin/user_upload/Files/Environnement/espaces_verts/boucletroisparcs.pdf)

mais sur la possibilité d'une résilience « in situ », sur les lieux mêmes des violences, « dehors », par des habitants de Bagnolet, depuis la cité des Malassis. Il existe donc des mauvais endroits, de mauvais coins, même si cela est à l'évidence subjectif. Le passage au premier de l'an étant par exemple, décrit à contrario, avec beaucoup d'enthousiasme par l'habitant pessimiste : les locataires depuis leurs balcons dans le théâtre des immeubles en face à face, tapant sur des casseroles dans une unité éphémère. Il parle aussi d'une grande fête des voisins à laquelle il ne participe pas.

Parler du bon coin n'est pas beaucoup plus facile, jamais loin de l'illusion, du lyrisme bon marché. Mais une enfant de 10 ans qui participe à notre petit spectacle-entretien à la bibliothèque des Morillons nous parle du sien avec bonheur, de sa tranquillité, de son refuge, de sa liberté : on croirait entendre un thérapeute parler. Aux Morillons, alors que nous tentions d'obtenir des entretiens avec des habitants, nous sommes présentés à des jeunes adultes du Mori'bar, bar associatif situé en pied d'immeuble dans un coin de la place des Morillons. Le bar qui ne vend pas d'alcool occupe un ancien rez-de-chaussée commercial avec vitrine. À l'intérieur, un grand écran, un billard, des jeux, quelques livres récents de politique ou de sciences humaines (essais), les écharpes du PSG ; sur la vitrine, des affiches appelant à voter, l'annonce d'un débat sur Toussaint Louverture co-organisé avec la bibliothèque installée vingt mètres plus loin. Dehors, la terrasse, tables et chaises de café métalliques, rectangle de gazon synthétique vert posé sur le dallage, un peu plus loin, après le bitume, un parterre de pelouse dégradée avec le barbecue du café, un arbre qui semble avoir souffert (peut-être du barbecue, mais on nous affirme que non) et qui permet (ou permettait, tous nous ont dit l'avoir fait plus jeune) de monter facilement sur le toit de la boulangerie, une plante en pot contre le mur plutôt mal en point. On salue régulièrement les gens qui passent quelque que soit l'âge : une très forte inter-connaissance est visible, intergénérationnelle et interculturelle. La terrasse est vraiment un très beau lieu d'observation et d'interaction que Perce n'aurait pas renié. À quelques mètres, des guetteurs, nettement plus jeunes, travaillent. De temps en temps, une voiture de police passe au ralenti dans la rue voisine, à laquelle sont adressées des grimaces. C'est à cette terrasse que nous obtenons nos non-entretiens à force de se les voir refuser, nous parlons de nature en ville, mais aussi d'espace public et de dehors, d'espace social, de bio, de religion, « d'eux » et « nous ».

document 15





a) une partie de l'équipe du Mori'bar, un groupe de jeunes adultes dynamiques issus du quartier ; en veste et t-shirt blanc, le président de l'association, d'origine malienne, notre premier hôte. À gauche, le gazon synthétique, les chaises et les tables devant la vitrine, sur la chaise, un carton avec des fanes de légumes qui dépassent, des ados avec leurs paninis, une fillette au milieu de tous ces garçons ; DR source perdue, probablement un compte facebook, consulté début juin 2015.

b) L'inauguration du Mori'bar avec la précédente équipe associative, octobre 2013 ; on reconnaît Dominique Voynet, la maire en chemisier rose et écharpe violette ; Les disputes autour ce lieu trop peu valorisé pour un certain nombre de jeunes, peu ouvert, sa fermeture, puis sa « capture » ultérieure par un nouveau groupe d'habitants nous sont contées plusieurs fois ; l'équipe actuelle affiche avec fierté une grande amplitude horaire (9/18h) et un état d'esprit totalement ouvert ; nous pourrions alors ajouter qu'un bon coin (peut-être même ici un haut-lieu) se conquiert ; nous pouvons observer à gauche la façade de l'immeuble face au café, avec son arbre et son gazon, en arrière-plan, la place des Morillons, ses quelques arbres, ses bacs à fleurs en briques.

<https://plus.google.com/111697394756811568663/posts>, consulté le 18 juin 2015.

Il nous semble que le bon coin annule ici la séparation nature/culture, il ré-assemble des catégories séparées, voire opposées. La catégorie « dehors » semble ici plus juste. Nous sommes dans l'espace public avec des éléments de nature vraie (arbres, gazon) et même simulée (gazon synthétique, fresque sur le mur) mais dont nous voyons par notre propre expérience que celui-ci est contrôlé par tout un tas de facteurs (lourdeur de l'Office HLM, pauvreté, temps libre, trafic, surveillance croisée, bonnes mœurs, inter-connaissance), que des bouts d'espace privé sont à portée de la main : statut exact de l'arbre à escalader pour aller sur le toit de la boulangerie (un arbre de l'Office HLM), du gazon synthétique (propriété de l'association subventionnée), statut du souvenir d'enfance (espace privé, espace public), balcons au-dessus, trafic à proximité. Ce bon coin est situé dans une place qui nous a semblé « fonctionner », grâce notamment à l'action des habitants faisant interface avec la mairie. « Sur ce coup là, on les a bien fait chier », dit un membre du conseil de quartier en évoquant des succès, par exemple, le retour en quelques mois d'un supermarché LeaderPrice après le départ brusque et sournois du Lidl, replié sur son plus grand magasin rue de Rosny. Ce bon coin est situé à côté d'autres bons coins. En quoi la terrasse du Mori'bar, la bibliothèque Daniel-Renoult, l'association des femmes du Morillon, trois bons coins qui font face au Parc Montreau bénéficient-ils de la proximité de cet autre bon coin qu'est le parc pour les habitants de ce côté de la ville, aux Morillons ?

### **Les étals et l'alimentation**

Parler des étals de fruits et de légumes, ce n'est pas rien. Cette idée, cet intérêt sont venus dans les derniers temps de l'enquête. Ce qui n'enlève rien de la consistance



éventuelle de l'objet, mais indiquerait plutôt la difficulté de l'enquêteur à voir l'évidence et la catégorie qui crève les yeux, mais se trouve hors des catégories légitimes. Bref, c'est d'abord faire une centration et une transition d'ordre alimentaire. L'alimentation, activité universelle, est un marqueur et un levier universels. Dedans, il y a du vivant non-humain, particulièrement bien représenté par les fruits et légumes (qu'on peut souvent (re)planter, alors qu'on ne peut planter de la viande, du fromage ou des gâteaux secs). Nous avons vu aux Morillons des enfants de primaire ignorer ce qu'était le bio, ignorer qu'il leur en était apparemment servi à la cantine (selon nos contacts et les sources en ligne), même si certains adultes du quartier pensent le contraire. Nous savons que le berger de Bagnolet vend son lait de chèvre à des femmes de la cité qui le transforment chez elles. Nous avons vu également que la partie fruits et légumes du marché de Croix-de-Chavaux était tenue par des commerçants issus de l'immigration, comme la plupart des petits commerces de la rue de Paris ou même du Haut-Montreuil.

document 16



a) supérette à l'angle rue de la Boissière et rue de Rosny, Haut-Montreuil, à quelques dizaines de mètres du grand et « luxueux » Lidl de la rue de Rosny ; FB, mai 2015.

b) supérette rue de Paris, près de la station Robespierre, Bas-Montreuil ; FB, mai 2015.



c) marché du vendredi à Croix-de-Chavaux sous les halles de la Place du Marché ; vue depuis l'intérieur du marché ; ici, les photos sont négociées et refusées plusieurs fois, à contrario des supérettes, nous y voyons la trace de l'informalité du travail sur le marché ; FB, mai 2015.

d) supérette de l'autre côté du marché, rue de Paris ; FB, mai 2015

Parler des étals de fruits et de légumes, c'est à la fois redonner sa place à une forme certaine, quoique peu observée, de « nature en ville », une nature morte peut-être, prête à la dévoration ou au pourrissement (ou à une nouvelle vie). C'est aussi parler d'une nature portée par le petit commerce (le « small business », voire le « very small business » de type biffin qui a sa déclinaison légumière et est beaucoup moins apprécié par les autorités pour son informalité). Pour prendre au sérieux nos interlocuteurs du small business, nous leur appliquons la grille de la commande. Ces commerçants concourent-ils à l'habilité de Montreuil en offrant une telle présence aux fruits et légumes dans l'espace public ? Est-ce là de la nature faite culture par leur activité professionnelle ? Aux questions posées (à la sauvette) sur les étals, les commerçants parlent d'une tradition, d'une évidence qui n'a pas à être justifiée. C'est leur boulot : « on a toujours fait comme ça ». L'hygiénisme menace-t-il ces formes de mise en scène de l'aliment de nature ? Nous ne le savons pas, mais pouvons l'imaginer. Ce sujet mériterait d'être revu en détail. Cet intérêt pour l'alimentation a sans doute été activé par notre rencontre avec une restauratrice sud-coréenne installée en France depuis une vingtaine d'année qui tient un restaurant associatif dans une petite cité, en bas d'immeuble HLM, sur le coteau, près du cimetière Elle nous signale que l'Office ou la mairie lui refuse le droit d'ouvrir une terrasse, c'est-à-dire dans les catégories de ce rapport, le droit au

« bon coin » dans l'espace public. Très éloignée de l'habitus sud-coréen normatif, cette femme d'une quarantaine d'années tient un discours cohérent qui associe la tradition culinaire coréenne, la pensée orientale sur l'aliment-médecine, le bio (elle se fournit notamment dans un petit magasin bio du Bas-Montreuil), la lenteur (c'est le restaurant sud-coréen le plus lent du monde et il est à Montreuil) et l'interculturalité (ses cuisiniers sont issus de diverses cultures). Elle dit aussi développer une action que nous nommerions « socio-culinaire » si nous osions l'adjectif, puisque le restaurant accueille gratuitement toutes les fins d'après-midi des enfants d'âge scolaire du voisinage (la restauratrice a ses deux enfants scolarisés dans le quartier, ce qui est aussi un engagement fort au regard de la puissance normalisatrice de l'ambition scolaire en Corée du Sud). Elle affirme que, face à la consommation, et notamment la consommation d'aliments bas de gamme bon marché, trop sucrés, trop salés, trop gras, mais aussi consommation précoce de drogue, le repas et les aliments sains sont une forme éducative qu'elle veut mettre en œuvre, c'est aussi un lien interculturel (beaucoup d'enfants sont d'origine africaine ou maghrébine, ce qui est aussi éloigné de l'habitus coréen) et un lien avec un certain nombre de mamans du quartier, notamment des mères isolées. Ce récit associatif de la rue Varlin est certainement une rareté. Il a ses limites, mais il est une mise en acte d'une *common decency* par la cuisine dans un territoire interculturel. C'est dans ce restaurant montreuillois<sup>10</sup> que nous avons tenu la réunion collective de fin d'enquête.

Dans cette troisième partie consacrée à une approche psycho-géographique de notre objet d'étude, nous avons voulu discuter de l'attachement au lieu, et notamment le lieu proche, qui fait partie des dimensions que la modernité, l'urbanisation et la mondialisation ont fragilisées. Dans un monde où les injonctions à la mobilité sont fortes, où le lieu ne peut plus se comprendre à sa seule échelle, où les formes de séparation prolifèrent, domicile-travail, familles et enfances recomposées, l'attachement au lieu est en tension : indifférence d'habitants apparemment dépourvus d'attache territoriale, mais aussi fort (désir de) réinvestissement d'habitants (re)localisés : indigénisation, pas de côté, bon coin (et son envers le mauvais endroit), commerce de proximité. **Cette psycho-géographie de « la nature en ville », cette nature qu'on « jardine » dans le petit lieu de vie, mais aussi celle dont on « jouit » des étals de marché à l'arbre enfantin en passant par le parc de jour ou nuitamment détourné, nous a paru être d'abord celle du « dehors » proche qui renoue nature en ville et espace public, déterminant une forme forte de l'attachement à Montreuil, condition de son habitabilité.**

---

10 La mise en scène de Montreuil dans le Figaro est exemplaire des paradoxes de la gentrification : Madame Lee est dedans.

<http://www.lefigaro.fr/sortir-paris/2015/06/17/30004-20150617ARTFIG00024-isabelle-fruchart-ses-adresses-a-montreuil.php>

## Partie 4

### La nature dans les quartiers populaire, une richesse insoupçonnée

Même si les « quartiers » et les conseils de quartier peuvent résonner de mécanique sauvage, de déchets ménagers et d'encombrants, d'urine et de rats, de vitesse excessive et de deal, de nombreux quartiers d'habitat social possèdent des espaces verts importants, le plus souvent gérés de manière classique. C'est le cas à Montreuil dans les grandes cités du Haut-Montreuil, beaucoup moins dans les plus petites cités de l'autre partie de la ville. Ces espaces verts sont gérés soit par la ville, soit par les offices HLM, des jardins d'habitants peuvent maintenant y contribuer et apparaissent en tous cas comme un outil nouveau de la panoplie de l'aménageur. En France, outre les nouveautés citées, un certain nombre d'opérations de renouvellement urbain se traduisent par la normalisation sécuritaire des espaces verts, la privatisation d'une partie de ceux-ci et la création de jardins d'agrément à usage réservé aux résidents des immeubles de la mixité sociale. Ces constats se doublent d'un manque de visibilité sur les relations des habitants populaires à la nature en ville dans ces espaces. C'est ce questionnement qui nous a emmené dans deux quartiers d'habitat social, aux deux bouts de la ligne 122. Il y aurait là peut-être un « trésor caché » de la nature en ville.

#### « Eux » et « nous », la nature, la leur, la nôtre

La représentation de l'écologie où que l'on se trouve est certainement très complexe et nos brefs retours sont d'abord des intuitions survenues dans l'échange et le produit de rencontres assez disparates. Les non-entretiens obtenus aux Morillons ont permis des échanges assez nombreux, incluant un parcours au parc Montreau. Il nous a semblé que l'on refusait un peu nos catégories, quelquefois avec humour. C'était déjà le cas lors de l'atelier étudiant de 2014. Avec Ambre Leclerc qui travaille en parallèle sur ce qu'a produit l'atelier étudiant, nous ré-écoutons ainsi un entretien avec des jardiniers et des visiteurs dans le parc des Beaumonts. Un papa au look rasta, venu passer un moment au parc avec sa fille, répond aux questions des étudiantes d'une manière qui semble cohérente avec les entretiens ultérieurs. Il leur définit ainsi le terme « d'écosystème » comme quelque chose qui permet aux gens diplômés de l'université de gagner leur vie. Dans les deux quartiers, l'urgence, du moins la priorisation d'autres problèmes nous sont renvoyées avec vigueur : la question sociale, la relégation, la pauvreté, le trafic, les mauvaises habitudes. « Le bio, c'est pas pour nous ». La connaissance des prix des objets de consommation courante (telle des cannettes de soda) au centime d'euro près lance une discussion lors du parcours au parc Montreau avec un groupe de femmes venues pour le goûter. « LeaderPrice est plus cher que Lidl, non ? ». Le même agent de la ville qui parlait d'une rue trop propre et trop parisienne à Montreuil, développe longuement une position d'amour-haine à Paris qui me sidère (moi qui n'aime pourtant pas beaucoup Paris) : il lui est finalement impossible d'être bien à Paris. Il n'est plus chez lui. Un autre interlocuteur, lorsque je le rejoins pour un parcours aux Morillons, prétend ne pas savoir où se trouve « la nature en ville » dans le quartier et m'emmène dans la maison de quartier en me disant que les gens, là, (qu'il connaît bien) sauront nous dire où aller, où elle se trouve. Finalement, après ce détour et une brève divagation dans une rue calme proche du parc, nous allons dans le parc Montreau lui-même. La visite du quartier n'est pas vraiment possible compte-tenu des surveillances qui s'y déroulent. Ce sont donc différentes version du « eux » et « nous » qui sont visibles dans ces échanges relatifs à la nature en ville. Je reprends là l'utilisation qu'en fait Denis Merklen dans *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques* (2013, presses de l'Enssib) où il croit pouvoir montrer que la bibliothèque peut être brûlée dans certaines circonstances

comme d'autres services publics lorsqu'elle se trouve de l'autre côté de la limite entre « eux » et « nous ». Validant Merklen au détour de la conversation, un de mes interlocuteurs semble d'ailleurs penser que la bibliothèque des Morillons n'est pas un service municipal, mais juste la bibliothèque associative du quartier (il y a pourtant une étoile dans une des vitrines). Il nous apparaît ici qu'une partie ce qu'on appelle « la nature en ville », l'écologie, de ses repères, de ses modes, geste et personnalités relèvent du « eux », dans un registre qui plus celui du lointain, de la distance sociale que de l'agressif, mais tout de même. La carte des résultats aux élections municipales de 2008 montre ces distances idéologiques<sup>11</sup> au prisme de l'isoloir. Devons-nous mettre cela en lien avec les critiques d'autres militants associatifs, populaires eux aussi par leur histoire personnelle et leurs choix de vie, qui affirment que ce qu'on pourrait appeler « l'écologie populaire » est ignorée tant par les institutions que par la pensée écologiste dominante, volontiers qualifiée d'hygiéniste et d'élitiste. Dans les deux quartiers de l'enquête, nous trouvons toutes sortes de comportements : si l'on voit quelques vélos chez les jeunes, on voit beaucoup de marche à pied et de bus, on voit aussi beaucoup de deux-roues motorisées et de voitures. Quelques anecdotes collectives ont montré lors de nos rencontres l'importance sociale du véhicule, y compris du véhicule hors-norme (ici, une MacLaren) : on se trouve alors au plus loin de l'écologie attendue, oscillant entre besoin concret et urgent de véhicule pour aller travailler ou peur de devoir rallonger des trajets (si l'A86 ferme, par exemple) et usage métaphorique du véhicule comme délire collectif et jactance de la bonne vie masculine. Lors d'une des sessions, la pollution automobile est niée comme facteur de pollution de l'air en région parisienne, notre interlocuteur montre du doigt les entreprises. La recherche elle-même est suspecte, à priori de l'autre côté de la ligne et l'un des derniers non-entretiens est cinglant et sans suite : « quel est l'intérêt de l'association à travailler avec vous, qu'est-ce que nous gagnons en échange ? ».

Mais ce n'est qu'une partie de l'écologie qui est ainsi située chez « eux », de l'autre côté de la frontière, car il y a manifestement une autre écologie, ici, chez « nous ». Cette écologie populaire, ce serait d'abord celle des « dehors », bien visibles pour les jeunes des deux sexes et ensuite plutôt les hommes, par de longs temps dans l'espace public aux beaux jours. Cet inscription concrète dans le paysage se construit également dans la durée, la plupart de nos interlocuteurs sont nés aux Morillons ou arrivés très jeunes. Ils se réclament du quartier et d'une bonne connaissance du territoire. Un de nos interlocuteurs présents lors du dernier entretien collectif semble sincèrement étonné que nous ayons pu voir un micro-aménagement pourtant un peu ancien (un abri pour chats) qu'il ne connaissait pas. La nature dans le quartier a connu des évolutions : on nous dit qu'elle a été réduite lors de deux rénovations successives en même temps que certains éléments de décor urbain disparaissaient. On nous parle de lieux, d'arbres, de bons coins. On parle plus vaguement de l'entretien jugé défaillant des espaces verts par l'Office HLM. Le jour de notre parcours, certaines pelouses sont hautes et mon guide ne peut me dire quand et qui va les tondre. Il note cela comme un délaissement et réagit peu à l'évocation des gestions différenciées. Il porte également une attention soutenue aux équipements de jeu et de sport installés dans le quartier et dans le parc, souvent avec nostalgie (« ceux d'avant étaient terribles »). En moins de deux heures de parcours, nous discutons de manière approfondie (salutations, sujets établis, conclusions, phases de pur plaisir verbal éventuelles) à quatre reprises, sur la place (avec un demi-frère), dans la maison de quartier (avec des salariés), sur le terrain de boules (avec des boulistes du quartier, à propos du conseil de quartier et du descellement des pavés sur la place qui font chuter les personnes âgées) et enfin dans le bas du parc avec un groupe de femmes de différents âges, auquel s'ajoute un appel téléphonique à un ami travaillant à

---

11 <http://www.slate.fr/france/85023/premier-tour-montreuil-cartes-municipales>

la mairie pour savoir s'il y a du bio à la cantine. Le grand parc Montreau semble bel et bien investi par ses voisins d'en bas et être le support d'activités et d'échanges entre les personnes. L'usage informel du parc est cité avec bonheur : camping, pêche, usages nocturnes, son état est observé quelquefois avec minutie, son rôle lors des grandes fêtes connu et loué. Le rapport corporel à la vie nous paraît fort. C'est le cas dans l'entretien-spectacle que nous montons pour des enfants à la bibliothèque, il y a une énergie formidable, certes difficile à organiser dans notre éphémère passage, mais l'approche positive des enfants à la nature (les non-humains vivants) et aux propositions les plus actives ne fait pas question. La marche dans des quartiers très marchables en fait des espaces à forte proximité, à forte intensité (du moins pour un certain nombre de catégories d'habitants). Le départ du supermarché est ainsi vécu comme une catastrophe socio-spatiale (et oblige la mairie à mettre en place une navette temporaire pour les personnes âgées). Beaucoup d'animaux sont cités, chats, chiens, chèvres, poules, pigeons, rats. De nombreux nourriciers de pigeons et de chats viennent des milieux populaires, nous dit l'association Chats des rues. L'influence d'un récit très valorisant dans le Coran explique aussi l'intérêt pour le nourrissage des pigeons, notamment de la part de retraités maghrébins. Avant d'être un peu organisés par l'action associative, beaucoup de ces nourrissages étaient réalisés dans des conditions très précaires et quasi-clandestines. Si l'on nous parle de pieds de cannabis bien sûr, cultivés « à la maison » avec la petite sacralité qui accompagne ces activités, plusieurs interlocuteurs proposent un discours réconciliant nature et culture dans des termes plutôt religieux et proches de l'Islam populaire, d'une pensée de l'harmonie et de la modération où chaque être a sa place et où le lien avec le pays d'origine est bien mobilisé. Des critiques vives sont d'ailleurs adressés aux cours coraniques présentés comme déconnectés et inadaptés. Nous rencontrons aussi le hoax<sup>12</sup> déjà ancien qui affirme que le Commandant Cousteau ayant redécouvert scientifiquement une affirmation du Coran (les eaux douce et salée ne se mélangent pas) s'est converti à l'Islam. Bref, nous nous immergeons quelques instants dans une (ou des) « nature(s) » de quartier populaire, complexe, multi-culturelle, contradictoire, pauvre et faiblement organisée, mais très bien pratiquée et fort autonome, appuyée sur un patrimoine « naturel » important de statut public. Un trésor caché.

### **« Réparer le mal sur le lieu même de sa venue »**

Deux grands quartiers d'habitat social ont été construits de part et d'autre de l'autoroute A3 sur les communes de Bagnole (cité des Malassis) et de Montreuil (quartier Lanoue-Clos-Français). Des incidents y opposent des jeunes des deux quartiers, sans doute depuis longtemps (« une bagarre d'éternité » pour les élus de quartier) qui se traduisent par des violences physiques et des destructions de véhicules notamment. Cela est visible dès 2003, pour notre principal interlocuteur qui arrive alors dans le quartier, mais, c'est en 2009 que ces faits prennent un tour particulièrement inquiétant avec violences aggravées, préparation de représailles et achat d'armes. Jusqu'en février 2007, les deux quartiers sont reliés par plusieurs ponts et une passerelle. L'autoroute est alors recouverte sur 670 mètres entre les deux quartiers, d'abord pour réduire les très importantes nuisances sonores dont se plaignent les habitants, ensuite pour y construire de l'espace public (jeux, nature). « Mais c'était même pire au début, ils avaient plus de place pour se battre ». Nous faisons l'entretien dehors, en plein air, sur la couverture, une grande place ronde qui part vers Montreuil ; nous saluons beaucoup de gens de Bagnole et de Montreuil, à pied, enfants, jeunes, familles, d'autres jeunes passent en deux-roues. On se moque de nous, parce que j'ai un stylo et mon cahier à

---

<sup>12</sup> [http://wikiislam.net/wiki/Jacques\\_Cousteau\\_-\\_Conversion\\_a\\_l\\_Islam](http://wikiislam.net/wiki/Jacques_Cousteau_-_Conversion_a_l_Islam)

spiraux sur les genoux (on lui demande en rigolant : « tu écris tes mémoires » ?). Nous faisons l'entretien sur la couverture, parce qu'une partie des violences et provocations s'y déroulaient et parce que l'association des parents de Bagnolet-Montreuil créée depuis les Malassis pour ré-arranger les jeunes y a organisé ses ambitieux repas de réconciliation inter-quartiers : « parce qu'il faut réparer le mal sur le lieu même de sa venue ». Des habitants créent donc une association qui va organiser une reprise en main des jeunes par la communauté, via notamment un grand repas inter-quartier où les jeunes des deux quartiers sont amenés à manger et discuter ensemble par les parents présents. D'une certaine manière, l'association reprend en main aussi les élus de quartier et les professionnels jugés pour certains démissionnaires. Le processus est renouvelé plusieurs années de suite, il a lieu à nouveau le 18 septembre prochain.

Quand on l'interroge plus avant, le président d'origine comorienne de l'association tient un discours très cohérent. Il évoque une forme de religiosité (sacralité?) ordinaire à de nombreuses reprises, en parallèle d'une affirmation qu'il est en France pour l'éducation de ses enfants. Que la parentalité est un fait social total, qui l'a bouleversé et poussé à s'engager dans ces actions associatives. « Je suis qu'un parent de Bagnolet qui se milite pour ses enfants. » L'action étant bien relayée par les médias locaux, il est aussi appelé à venir parler dans d'autres quartiers (aux Morillons bien sûr, mais aussi à Romainville et ailleurs). Il présente la co-parentalité comme une valeur de premier plan, il dit que c'est la liberté de circuler dans tous les quartiers qu'il défend, pour toutes les catégories d'âge. Il évoque alors le retour des vieux et des enfants non accompagnés dans l'espace public pacifié - dans lequel la dimension de nature est présente, quoique discrète. Nous parlons enfin des animaux dans le quartier, de leur juste place, comme il y a une place pour les humains, dans « une vie tranquille » (pendant ce temps-là, un chien de banlieue vient fouiner dans mon sac et emporte une bouteille d'eau vide dans sa gueule). Il défend la marche à pied, renonce à un changement de travail pour rester dans le quartier et pouvoir travailler près de chez lui. Il parle avec beaucoup d'intérêt du travail du berger urbain, notamment à travers des anecdotes familiales.

document 17



a) couverture de l'autoroute A3 sur la limite communale Bagnolet/Montreuil, un matin en semaine, vers 8 heures 30 ; vue perpendiculaire à l'axe de l'autoroute en direction de Montreuil, quartier Lanoue-Clos-Français ; FB, avril 2015.



b) idem ; les jeux pour les enfants, vue dans l'axe de l'autoroute, direction banlieue ; même source pour toutes les photographies.

c) idem, espace plutôt végétalisé, vue dans l'axe de l'autoroute, direction Paris.

d) idem, vue oblique à l'axe de l'autoroute en direction de Bagnole, quartier des Malassis, à vol d'oiseau, à 300 mètres, la bergerie urbaine de Bagnole en cœur de cité.

Le président de l'Apic nous fait également beaucoup penser à la *common decency* de George Orwell qui désigne les habitudes socialement construites de donner, recevoir et rendre, « des comportements altruistes (qui) restent massivement répandus dans les quartiers populaires, beaucoup plus que dans les quartiers résidentiels<sup>13</sup>. » Hébergé près de la rue Lénine, je le rencontre à nouveau lors d'autres sessions en fin de journée, il se promène sur la dalle avec ses plus jeunes enfants et discute avec les gens qui passent. La couverture de l'autoroute, mélange de nature en ville artificielle et d'espace public pacifié, « fonctionne ». Résilience technique de la nuisance autoroutière, elle « fonctionne » avec l'aide de ses riverains les plus investis dans l'action collective qui proposent une philosophie de la modération.

<sup>13</sup> [http://agora.qc.ca/documents/la\\_decence\\_ordinaire\\_common\\_decency](http://agora.qc.ca/documents/la_decence_ordinaire_common_decency)



## Créer des métiers, créer de l'emploi

Nous avons vu avec le jardinier de la ville de Montreuil affecté à la pédagogie des jardins un premier exemple de nouveau métier « nature en ville ». D'autres types d'emplois plus précaires ont été croisés dans les associations autour des jardins partagés et des interventions paysagères (contrats aidés, contrat d'insertion, stages, conventions de prestation avec association ou auto-entrepreneur). Nous souhaitons ici attirer l'attention sur la création d'activités liées à la nature en ville par des personnes ou des collectifs inscrits dans la durée, fortement motivés et autonomes, et qui revendiquent une professionnalisation pour des activités nouvelles (quoi qu'inscrites dans une histoire urbaine) liées à la « nature en ville ». C'est une manière de les présenter dans un registre socio-économique plus sérieux et s'éloigner du registre du farfêlu, une manière de présenter leur activité inscrite dans l'économie habituelle. Une invitation à les prendre au sérieux, ce qui ne semble pas être le cas d'un certain nombre de partenaires institutionnels. Nous présentons la bergerie urbaine des Malassis de Bagnolet et les deux associations Chats des Rues et Association Espaces de Rencontres entre les Hommes et les Oiseaux basées à Montreuil. Ces trois entités ont une action locale, immédiate et dans chaque commune, mais interviennent également ailleurs selon les collaborations et conventions qu'elles développent avec des partenaires privés ou publics. Il nous intéresse ici de comprendre les interactions qu'elles provoquent avec les habitants (humains et non-humains) et les décideurs. Participant à la réunion collective de fin d'enquête, les personnes à l'initiative de ces démarches s'y rencontrent, occasion de montrer aussi que les réseaux « nature en ville » semblent fonctionner de manière incomplète ou débutante. L'idée défendue est qu'il y a là une action habitante et de l'emploi, parce qu'il y a des gestes, des lieux, des relations et des métiers. Il nous a semblé que ces associations travaillaient majoritairement dans des espaces populaires et proposaient un discours cohérent sur l'écologie populaire à travers la place qu'elles donnent aux habitants, tout en affirmant des valeurs qui ne sont pas toujours dominantes dans ces territoires. Elles offrent une médiation astucieuse et engagée pour créer du changement et de la convergence.

La bergerie urbaine de Bagnolet est d'abord un spectacle urbain dans le sens de l'effet de surprise qu'elle propose à celui qui en découvre les espaces et les relations. Installée en cœur de cité, la bergerie « physique », construite sans permis, dans un moment de défaillance de l'autorité municipale (fin politico-judiciaire de la précédente mandature) est adossée à une école maternelle, qui prête des pelouses et le point d'eau. Plus loin, des prairies de l'Office HLM ont été encloses avec son accord et un certain nombre de parcours les relie à la bergerie. L'espace fantôme d'une grande barre démolie est ainsi bien utilisé lors de ma deuxième visite. La parcelle de la bergerie est ouverte en journée, de très nombreuses personnes y passent, notamment après l'école. Je crois voir plusieurs types d'interactions, avec les gens de la cité qui observent le travail du berger et les bêtes dans les enclos et sur les parcours, avec un groupe plus réduit, mais sans doute plus investi qui sont les riverains immédiats (qui voient la bergerie de leurs fenêtres). Enfin, des habitués, gens (adultes et enfants) qui nouent une relation d'intérêt tenace indépendamment de leur adresse. Un barbecue ouvert, en soirée, est l'occasion de mieux comprendre ces sociabilités ordinaires d'un lieu extra-ordinaire mais devenu banal localement, de comprendre aussi comment les professionnels de la bergerie (certains commencent l'activité depuis leur sortie d'écoles du paysage) organisent leur propre vie avec un « objet » aussi curieux pour l'aménagement urbain à la française.



a) prairie arborée enclose (poteaux bois, grillages à moutons, les arbres ont été retailés par le berger) à 300 mètres de la bergerie entre deux immeubles, quartier des Malassis ; FB, avril 2015 pour toute la série.

b) et c) parcours pour rentrer les bêtes en fin de journée, passage par l'emplacement d'une barre détruite, beaucoup d'interactions au départ des bêtes (enfants seuls, enfants avec parents, femmes majoritaires), un peu sur le parcours.

d) arrivée dans l'école maternelle, remorque bétailière qui sert à emmener des bêtes sur d'autres sites.

e) et f), deux vues de la bergerie, côté animaux (chèvres, moutons et poules) et côté humains avec un jardin mixte et les bâtiments en dur qui joignent les deux univers (bêtes et humains). Beaucoup de passage dans le jardin, salutations, observations, jeux, on peut acheter (sans garantie de disponibilité) des œufs et du lait de chèvre frais.

La bergerie de Bagnolet (dans tous ses espaces) m'a paru comme un espace de très grande sociabilité, respecté par le voisinage (aucune atteinte aux bêtes n'est signalée) qui, selon le berger, le voit au travail tous les jours et construit ce respect par le travail.

Le berger se réfère beaucoup également au fait qu'un certain nombre d'habitants du quartier viennent de lieux où la présence animale dans la rue ou dans la famille est bien plus forte que dans une banlieue française : il y a donc une proximité mentale et technique qui fait que, par exemple, plutôt de faire du fromage, il est plus intéressant de vendre le lait de chèvre à des femmes qui veulent le transformer chez elles. Cela n'est pas sans faire retour sur notre double définition de l'indigène. L'association s'appelle « Sors de terre, intéresser les hommes à leur environnement pour s'intéresser aux hommes »<sup>14</sup>. Au moment de sa création, il existait déjà des projets de ce type comme « Téma la vache »<sup>15</sup> (à Saint-Germain-en-Laye) dont le nom est une référence à une scène-culte de *La Haine* (1995) où, l'un des trois protagonistes, Vinz, est le seul à voir une vache apparaître dans la cité. Tout a commencé par un jardin, s'est fait peu à peu, depuis 7 ans. « L'association n'est pas paysanne, l'animal, là, c'est pas de l'animal paysan, c'est de l'animal urbain, c'est de la culture urbaine. C'est pas de la nature en ville, c'est de la culture urbaine. » Il se réfère aussi au chevrier des buttes à Morel, à son estafette « joli coeur » qui vendait le lait dans les rues, parle d'une femme serbe qui a des chèvres naines à côté du parc, récuse le côté spectaculaire de l'innovation. « On inscrit notre histoire dans une continuité, parce qu'on est dans des lieux d'histoire, et les banlieues, les cités, même si elle est en rénovation urbaine et qu'on casse des cités entières, sont des lieux d'histoire, des lieux de culture et que cette histoire, elle est accessible en discutant avec les gens, moi c'est les gens qui m'ont raconté les histoires de ces chèvres. Pour les vieux ici, c'est plus une résurgence qu'une nouveauté. » Plusieurs personnes cherchent à s'employer sur la bergerie, venant d'écoles du paysage. L'occasion de voir aussi ici un effet inattendu de la formation et de la recherche.

Le travail associatif mené principalement autour des « chats errants » devenus des « chats libres », par l'effet de la loi (article L211-27 du Code rural, 1999) et de changements de représentation et de pratique, ainsi que des pigeons est plus diffus. Il fait moins spectacle. Il n'en est pas moins central par la place qu'occupent pigeons et chats dans la ville. Une partie de cette expérience associative vient d'un investissement professionnel long dans les refuges d'animaux adossé à une forte pratique (un plaisir mesuré lors d'un long parcours) du terrain, des gens et des animaux. L'inscription indigène apparaît forte, à la fois dans son ancrage spatial, le Bas-Montreuil, une enfance montreuilloise, un quartier, et social, dans les engagements associatifs, les perspectives politiques et une appétence pour l'égalité des acteurs. Les deux associations rayonnent sur une partie de la banlieue parisienne (un bassin de 500 000 habitants environ) en proposant aux collectivités un ensemble de services, pour des populations animales « bien acceptées » et « bien organisées » afin que les liens affectifs soient possibles en lieu et place des démarches hygiénistes violentes (éradication, « déchatisation »). Sont ainsi proposées pour les chats des actions de régulation des populations (stérilisations) et de répartition spatiale suivie (tatouage, animaux relâchés sur le lieu de capture, réseau de nourriciers, abri à chats, veille sanitaire, pédagogie). Pour les pigeons, il s'agit d'abord de mieux connaître et faire connaître les populations et leurs conditions de vie, pour dans un deuxième temps chercher des solutions adaptées à chaque territoire avec les acteurs locaux (aménagement de pigeonniers et de nichoirs, stérilisation, répulsifs, organisation du nourrissage). Dans les plaquettes, sont utilisées les termes « d'écologie de réconciliation » et « d'écologie urbaine ». Nous faisons un parcours à Montreuil autour des abris à chats : d'abord un abri « invisible » et sans doute « illégal », un autre négocié difficilement avec la mairie. Les relations conventionnelles avec la mairie de Montreuil ont été victimes de l'arrivée à la mairie de l'équipe Voynet, qui a repris selon l'association des pratiques classiques d'éradication. De l'extérieur,

14 <http://sorsdeterre.blogspot.fr/>

15 <http://strabic.fr/Tema-La-Vache>

nous croyons voir avec ces deux associations, comme avec la bergerie de Bagnolet, les tensions entre la qualité de certaines initiatives locales et leur très difficile reconnaissance in situ par les acteurs institutionnels de la commune de référence, un élément pour nous du dossier « manque de confiance sociale ». La question *Chats et pigeons sont-ils trop populaires pour la biodiversité ?* éclaire bien les positions des deux associations, biodiversité « élitiste » vs biodiversité « populaire » et le nécessaire brouillage de la dichotomie hygiéniste du nuisible et de l'utile. L'association fait remarquer qu'elle travaille de fait bien plus souvent avec le service hygiène qu'avec le service environnement des communes. L'expérience montre aussi que ces animaux sont plutôt accompagnés par des gens de milieux populaires, et plus particulièrement par des gens âgés issus des milieux populaires et de l'immigration. Cet exemple nous paraît particulièrement explicite d'un service écosystémique culturel invisibilisé par les conditions socio-spatiales de sa reproduction. Le lien avec l'animal renvoie à la durée (temps) et au voyage (espace et distance), nous retrouvons les catégories de l'ethnopsychiatrie.

document 20



a) et b) un abri à chat installé depuis une dizaine d'années dans le quartier des Morillons, discrétion, voisinage, nature en ville ; lieu de vie, lieu de naissance ; sur notre parcours, nous voyons un autre lieu de

nourrissage plus « sauvage », une simple bâche sous une haie ; FB avril 2015.

c) et d) le local d'hébergement et de soin des chats capturés, sur la notice du chat en d) le nom d'une personne référente ; Bas-Montreuil ; FB, avril 2015.

e) un nourrissage « sauvage » au croisement du boulevard Wilson et de la rue du Capitaine Dreyfus ; un homme en gabardine, plutôt âgé, vient juste de déposer du vieux pain écrasé, avant de partir ; FB, avril 2015.

Nous clôturons cette dernière partie par l'évocation brève d'une écologie politique partagée par les acteurs majoritaires de la vie politique montreuilloise, historiquement inscrite dans la mouvance communiste et appuyée sur le vote des quartiers populaires. « Grand homme » local (héritier politique, maire de 1984 à 2008, député de 1988 à 2012, redevenu simple conseiller municipal d'opposition après avoir raté sa transmission de pouvoir, peut-être à Clémentine Autain), dissident communiste des années 90, nous rencontrons Jean-Pierre Brard pour tenter de comprendre les expérimentations menées avant l'arrivée de Dominique Voynet en 2008, construite elle-même, en partie comme la rupture avec le système Brard. L'entretien est riche, car il brasse la durée et les comparaisons internationales de l'ancien maire, parfois « précoces » (Tchernobyl, les pluies acides dans les pays de l'Est), l'ouverture précoce aux Verts (1995), mais aussi le contentieux idéologique et une forme (très) paradoxale de contestation de la mandature Voynet (qualifiée, entre autres, de « staliniste verte ») et de son support sociologique et idéologique, parfois lointain (René Dumont est qualifié de « collabo »). Parfois confuse par excès de contentieux anti-Voynet, l'opposition de Jean-Pierre Brard se réclame d'une forme d'autochtonie et d'autogestion, se relie au populaire malgré la désaffection qui a entraîné son échec électoral et pose un certain nombre de questions urbaines qui questionne les contradictions de la densification et de la gentrification.

### **Changements d'échelle**

Ce paragraphe qui devrait être essentiellement cartographique, mais que nous n'avons plus le temps de vous construire dans notre calendrier pour vous laisser le temps de la lecture aurait pu montrer comment nos interlocuteurs ont relié le lieu de notre entretien (un domicile, un lieu associatif ou professionnel, un bar, la rue, un parc, etc.) avec d'autres lieux à différentes échelles, en France et ailleurs. Cela est d'autant plus intéressant pour le chercheur que lors de mes sessions, à l'exception d'une sortie dans le 20<sup>ème</sup>, je n'ai jamais quitté Montreuil, hors fausses escapades mitoyennes de Fontenay, Bagnolet, Les Lilas et Romainville. Je suis resté en banlieue, centré sur Montreuil, ce qui m'a paru une échelle de vie très raisonnable, la marche à pied, le vélo, les bus 122 et 118, un fourgon.

## Conclusion

### Nature en ville ou culture urbaine ?

#### Une bibliographie sauvage et le rôle de la recherche

Ce détour ne devrait peut-être pas avoir sa place ici, en conclusion. Mais au fond, c'est une autre manière de faire récit. C'est l'occasion de justifier la place et la relation accordée au terrain dans le temps et le budget qui nous a été impartis. Nous souhaitons citer, parmi tous ceux que nous avons croisés, cinq livres trouvés sur le terrain (hors productions de recherche universitaire, articles et mémoires, dont nous avons déjà parlés)

Nous avons donc glané ou trouvé :

> rue de Paris, dans un magasin d'informatique d'occasion, sur une table de vieux livres très défraîchis à un euro, en face d'une très grande friche hermétique qui énerve tout le monde, *La trahison de l'opulence*, de Jean-Pierre Dupuy et Jean Robert, PUF, 1976. Le chapitre 1 « Le monde peut-il être sauvé par la valeur ? » éclaire du passé les journées de séminaire du Ladys auxquelles j'ai participé.

> rue Eugène Varlin, dans des sacs mis à la rue, à côté d'un conteneur à verres, nous trouvons, en bon état, *La nature hors la loi, l'écologie à l'épreuve du droit* de François Ost (2003) à côté d'un stock de BD western et de livres jeunesse que nous déposons à l'Atelier de Madame Lee. Nous aurions pu y tirer le mot de la fin : « Surtout ne pas conclure. Résister à la tentation du dernier mot, ce trait tiré en bas des pages accumulées. Rejeter ce désir de clôture qui rassure en croyant tout rassembler. »

> rue de Paris, dans la colocation de jeunes urbanistes, paysagistes et architectes, nous trouvons *Le petit Paris* du bureau d'études deux degrés, 2013, parodie astucieuse, quoique souvent étirée et décevante du Grand Paris ; quelques jours plus tôt, nous avons vu le nom de Mireille Ferri, nantaise dans les années 1990, sur une vieille affiche d'une des deux listes citoyennes de Bagnole des dernières municipales ; elle est devenue entre temps directrice de l'Atelier international du Grand Paris.

> à Bagnole, près de la rue Lénine, chez le couple mélangé qui nous héberge, nous trouvons *Reconquérir les rues, exemples à travers le monde et pistes d'action* de Nicolas Soulier, 2012, une suite d'analyses d'échecs d'aménagement et une approche par une nouvelle et dynamique vision de la riveraineté. Certaines de ses idées peuvent être retrouvées à Montreuil - soit par le bas, soit par le haut, soit à la rencontre des deux.

> à la bibliothèque de Montreuil, près de la mairie, dans le fonds local, un livre de la collection Autrement, *Les Roms de Montreuil, 1945-1975* de Béatrice Jaulin, qui est une lecture du vingtième siècle montreuillois par le regard de la chercheuse et de ses témoins décentrés et ordinairement hors du champ historique formel. C'est aussi la seule fois que je trouve la mention d'un classement des Murs-à-Pêches sous Pétain.

L'idée que les ateliers d'étudiants puissent nourrir la société locale et ne pas fonctionner comme de simples exercices scolaires demeure une hypothèse forte et complexe qui interroge tous les acteurs, l'Université en premier lieu. L'organisation par deux jeunes chercheuses, Elsa Bernot et Margaux Vigne, d'une journée de séminaire, à laquelle a participé Ambre Leclerc, regroupant des chercheur-se-s ayant choisi Montreuil comme terrain de recherche m'a paru dans ce contexte à la fois extrêmement rare et extrêmement stimulante.

## Synthèse des principaux résultats

Cette synthèse reprend la structure du rapport.

*Une multi-identité habitante par delà nature et culture : médiation, convergence et populaire*

### Partie 1

La réalité et la puissance de l'anthropocène montreuillois ont été pour le chercheur bien plus forte qu'imaginées. Cet état de fait a des conséquences manifestes sur la diversité et la valeur des formes de nature, mais aussi sur la stratégie et la faisabilité de l'action publique et des autres acteurs. Ainsi, je crois que méconnaître ou cacher qu'un territoire est abîmé - en même temps qu'il peut être attachant, résilient et potentiel – sont des postures inappropriées en ce qui concerne les SEC. **À mon sens, l'enquête suggère qu'il faut apprendre à mieux dire la vérité du territoire sans entrer ni dans l'empêchement à agir, ni dans l'imprécation victimaire. Il faut assumer sa géohistoire et son immédiateté complexe.** Les pratiques réellement observées de médiation et de communication paraissent ici d'inégale valeur, au profit manifeste des atouts des premières.

### Partie 2

Au delà du très grand et spatialement inégal foisonnement d'initiatives « vertes » observées et souvent discutées avec leurs acteurs, celles-ci paraissent parfois contradictoires, pas toujours négociées, toutes semblent potentiellement conflictuelles. Vies politique et associative montreuilloises résonnent de ces tensions, et pourtant « ça marche ». La nature en ville nous semble être devenue une dimension ordinaire, quoique peu documentée de la vie des habitants, et, dans le temps de notre étude, la variabilité nous y a paru forte. C'est aussi parfois le chercheur qui par ses questions l'a constituée, seul, face à l'enquêté. **C'est donc à travers des récits de lieux identifiés et d'usages précis que nous montrons comment les processus de « nature en ville » concourent à l'habitabilité du territoire. Le récit collectif est à écrire.**

### Partie 3

L'attachement au lieu fait partie des dimensions que la modernité, l'urbanisation et la mondialisation ont fragilisées. Dans un monde où les injonctions à la mobilité sont fortes, où le lieu ne se comprend plus à sa seule échelle, où les formes de séparation prolifèrent, l'attachement au lieu est en tension : indifférence d'habitants apparemment dépourvus d'attache territoriale, mais aussi fort (désir de) réinvestissement d'habitants (re)localisés : indigénisation, pas de côté, bon coin (et son envers le mauvais endroit), commerce de proximité. **Cette psycho-géographie de « la nature en ville », cette nature qu'on « jardine » dans le petit lieu de vie, mais aussi celle dont on « jouit » des étals de marché à l'arbre enfantin en passant par le parc nuitamment détourné, nous a paru être d'abord celle du « dehors » proche qui réconcilie nature en ville et espace public, déterminant une forme forte de l'attachement à Montreuil, condition de son habitabilité.**

### Partie 4

Si cela n'est pas évident dans les représentations dominantes, nous sommes nombreux à savoir intimement que « la nature en ville » dans les quartiers populaires constitue une richesse insoupçonnée. Peu documentée, celle-ci constitue une sensibilité en tension : « la nature en ville » est y pratiquée, racontée, louée, elle est en même temps positionnée sur les frontières fortes et ségrégatives de la ville intégrée : la nature, l'écologie, le bio, c'est plutôt « eux » que « nous » nous dit-on aux Morillons. **Les interférences entre question sociale, question identitaire, rapports à la nature issus de cultures variées, références aux faits religieux, à des lieux lointains, pratiques quotidiennes (sociabilité, déplacement, alimentation) et « nature en ville » nous semblent constituer une ressource paradoxale de milieux populaires.**

### Perspectives

Comment la « nature » fait « culture » à Montreuil, comment la nature rend-elle Montreuil habitable ? Plutôt que de méthodes, nous préférierions parler de façons de vivre en « nature » en « ville ». Certainement, nous dirions en géographe que l'amplitude des lieux à prendre en compte doit être maximale : pas d'acteurs insignifiants, pas de lieux insignifiants, pas de tabous géographiques. **Le récit doit être non seulement créé, mais sur une base géographique amplifiée. Il doit développer le faire ensemble, la dynamique du commun à toutes les échelles.**

Dans un temps de fragilisation du local et des ressources du local, la nature interroge aussi les échelles de temps : les rythmes, les agendas nous inclinent vers les formes de médiation que nous avons observées, plutôt top-down, lentes et durables. L'habitabilité ne peut être produite simplement par la communication et l'événement. **Les inscriptions dans la durée sont difficiles à construire, à valider, à reproduire, mais elles semblent efficaces. Il faut de la médiation et de l'emploi.**

Dans une approche critique de la valeur des services écosystémiques culturels, les outils narratifs peuvent instrumenter la vie collective. Cela peut passer par une écriture de cette enquête pour un public plus large, intégrant des imaginaires de la nature variés. Les risques de malentendus, de normalisation autoritaires des imaginaires, de rejeu de conflictualités stériles sont nombreux, or il s'agit plutôt que des conflictualités (re)naissent des dispositifs et des usages variés, vivables, plastiques, que des politiques publiques sécurisent et organisent. **La question de la confiance sociale, une condition de l'habitabilité, devrait animer cette narration. Nous l'avons pas toujours rencontrée pendant l'enquête. Le rôle des étudiants, chercheurs, stagiaires ne serait-il pas de contribuer à l'émergence d'une plus grande confiance sociale par leurs capacités à faire lien et faire retour in situ.**

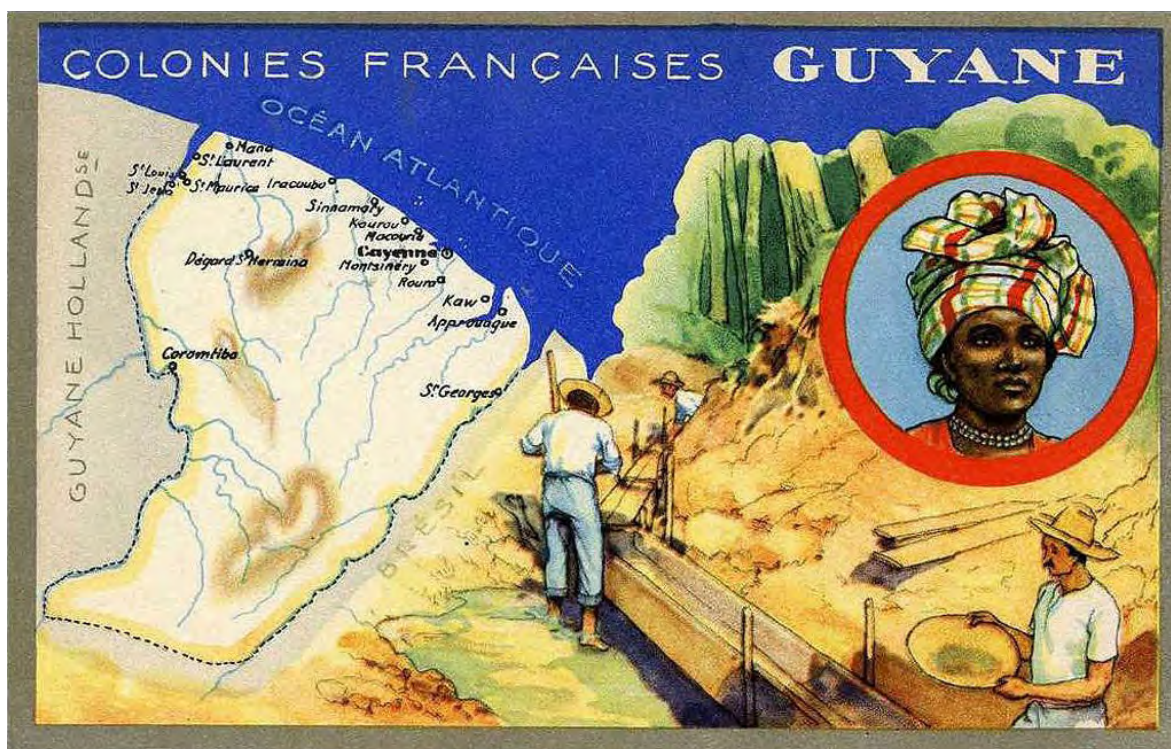
### Suite

- > Une autre écriture plus ramassée et plus adressée peut naître de la discussion avec les commanditaires autour de cette enquête exploratoire et de sa délicate restitution – globale, rapide, anonymée et construite dans un but de maturation.
- > Elle implique selon nous une mise en récit plurielle fondée sur un enrichissement des objets et du vocabulaire dans la perspective de la commande.
- > Elle pourrait se baser sur une plus grande part d'extraits d'entretien et portraits d'acteurs et de lieux, mais avec un nombre bien plus réduit de situations, ce qui n'était pas l'axe du présent document.



# Les services écosystémiques culturels en Guyane française, entretiens croisés pour une approche multiculturelle

[frederic.barbe@free.fr](mailto:frederic.barbe@free.fr)  
rapport au Ladyss, septembre 2016



Ed. Delaporte, Paris – Édition spéciale des produits du Lion Noir, entre-deux-guerres. Une carte presque vide ; la femme créole du littoral et les hommes créoles (ou déjà des hommes migrants) du front pionnier d'orpaillage post-abolition ; la forêt absente de la carte, invisibilisée, juste évoquée en arrière-plan et attaquée au premier plan du dessin ; l'axe fluvial et culturel du Maroni idem, invisibilisé, comme les pirogues Boni (des Marrons du Maroni) qui transportent les orpailleurs créoles ; le bagne, énorme structure territoriale, invisibilisée, comme les Amérindiens ; un ciel-océan sans nuages ; une île dans le grisé sud-américain.

## Première partie | Mise en place

Objectifs, Construction des deux hypothèses, Définition (rappel et précaution d'emploi), Méthodologie, Portraits

## Deuxième partie | Esquisses et observations

Cartographies, Relations et contradictions dans la géodiversité guyanaise, Utopie de la modération, Politiques publiques, marché et ressort habitant, Formes et habitabilité loin de la métropole [synthèse]

## Troisième partie | Entretiens

Entretiens transcrits et autres entretiens, Bibliographie guyanaise

## Première partie | Mise en place

### Objectifs

Il s'agit d'interroger la question des « services écosystémiques culturels » (SEC) depuis l'Outremer français et européen, une zone géographique lointaine et fragmentée, parfois décrite comme « ultra-périphérique », bien que fortement insérée aujourd'hui dans son environnement régional. Le territoire finalement choisi, la Guyane, Lagwiyann en créole, s'il se trouve effectivement dans les limites physiques de la République Française, se présente d'abord comme une anomalie géographique rapportée au territoire métropolitain : une bulle forestière tropicale de très grande superficie et très faiblement peuplée hors d'une mince bande littorale, et principalement reliée à la métropole. Ce choix de la Guyane continentale plutôt que des espaces insulaires de plus petite taille invite également à considérer un effet de taille, d'échelle, dans la perception des phénomènes qui nous intéressent. Les plus grandes îles créoles françaises sont de l'ordre de 1 à 2 000 km<sup>2</sup>, un département français métropolitain de 6 à 7000 km<sup>2</sup>, la Guyane a une superficie de plus de 86 504 km<sup>2</sup>. Cela permet également de prendre mieux conscience des distances (physiques et mentales) parfois gigantesques entre les idéologies et les pratiques conservacionnistes comme développementalistes, mais aussi de la très grande diversité des usages et des dispositifs à l'intérieur de cette opposition (elle-même à discuter) et d'un territoire d'une telle superficie. Cette commande vient de métropole, c'est un fait. En entrant dans le territoire, il s'agit plus précisément d'articuler « formes et habitabilité » dans un espace marqué par le dispositif du Parc Amazonien de Guyane (40 % du territoire Guyanais, 5% des habitants, soit le plus grand parc national de France et de l'Union européenne), mais qui possède également d'autres dynamiques de protection, de valorisation, d'interaction et d'imaginaire entre humains et non-humains. Il ne faut pas oublier le littoral (la Guyane la plus peuplée, urbaine) et les deux grands axes transfrontaliers du Maroni et de l'Oyapok en croissance (frontières fluviales en couture), ni l'historicité longue de pratiques comme l'usage collectif de la terre (agroforesterie amérindienne et marronne), l'orpaillage, la forte mobilité, la mémoire de l'esclavage, constitutives de la culture guyanaise.

### Construction des deux hypothèses

Parce que nous connaissons déjà ce territoire (2010), parce que nous en suivons l'actualité et la recherche, notre hypothèse personnelle initiale est que le pluralisme socio-ethnique et linguistique, l'historicité relationnelle des sociétés locales, l'ampleur des mobilités (internes et externes), le tuilage de la société formelle et d'une autre, informelle et même clandestine (au sens de l'État), massive et conflictuelle (Brésiliens, Surinamiens, Haïtiens, Guyaniens, Dominicains, Vénézuéliens, Péruviens, etc ; 10 à 20 % de la population serait sans-papier), l'appartenance de fait de ce territoire à la créolité au sens des écrivains antillais (Patrick Chamoiseau, Édouard Glissant), font écho à la grande biodiversité végétale et animale. Nous parlons alors d'une géodiversité comme somme de toutes les diversités du territoire. Pour autant, la Guyane, espace colonial historiquement « catastrophique » (un devenir raté acté par la structuration territoriale du baigne guyanais au 19<sup>ème</sup> siècle), « pays » dépourvu d'attraits touristiques immédiatement mobilisables par le tourisme de masse ou même de distinction, est porteuse d'une forme de mauvaise réputation externe (entre ennui, improductivité et violence), qui ne correspond ni aux expériences des enquêtés, ni à l'activisme des politiques publiques qui ont accompagné la décentralisation et la forte

croissance démographique en Guyane depuis 40 ans (48 000 habitants en 1970, 260 000 aujourd'hui).

**Notre première hypothèse est donc que les services écosystémiques culturels ne peuvent être discutés ici (identifiés, interprétés, valorisés) que dans le cadre de la plus grande géodiversité guyanaise possible, c'est-à-dire la somme de toutes ses diversités, humaines et non-humaines, géodiversité inscrite elle-même dans le cadre singulier de l'Outremer français, d'un devenir post-colonial sans décolonisation, soumis à une insertion régionale puissante, principalement migratoire et culturelle.**

Notre seconde hypothèse vient des chercheurs qui, à la manière de Philippe Subra (*Géopolitique de l'aménagement du territoire*, 2007) font entrer la question de la grande biodiversité guyanaise dans la géopolitique contemporaine de ce territoire. Il s'agit d'une hypothèse forte, directement en rapport avec l'ampleur des enjeux, des revendications locales (qu'elles soient « autochtones » ou « littorales ») et des politiques publiques, tant dans l'optique conservacionniste que développementaliste. Ces deux optiques, apparemment opposées pourraient être aussi subtilement articulées. C'est du moins une part du travail de Frédéric Piantoni que nous reprenons à notre compte pour le confronter aux discours de nos enquêtés. Tandis que Françoise et Pierre Grenand nous obligent à faire retour sur les conditions d'invention et de création du Parc de Guyane.

« Ainsi, la protection de l'environnement en Guyane s'inscrit, aujourd'hui, au-delà de la mise en œuvre d'aires protégées, dont le « parc du Sud », n'est finalement qu'une illustration. Le paradigme environnemental opère un retournement idéologique qui vise à faire de la Guyane un espace approprié, non plus dans le cadre strictement national, mais à l'échelle supranationale européenne. Dans ce cadre, il justifie l'appropriation de l'espace par les besoins impérieux (impérialistes ?) de protection d'un patrimoine écologique, au centre des préoccupations politiques de l'Union européenne.

La rupture est totale. On passe d'une fonction de valorisation de l'espace par l'exploitation des ressources grâce à l'apport de peuplement, à celle d'une valorisation dans laquelle le facteur démographique est soustrait. L'obligation de développement n'est, de fait, plus souhaitée ou alors sous la forme d'un « éco-développement » ou d'un « développement durable dont on perçoit les effets induits en terme de protectionnisme économique et de développement local. La Guyane devient un pôle de services et d'expérimentation européen en milieu équatorial continental, en légitimant, par ailleurs, l'exploitation mondialisée du territoire en des sites circonscrits et identifiables (Centre Spatial Guyanais, périmètres d'exploitation industrielles aurifère). De fait, la notion de conservation est donc directement articulée avec celle de l'exploitation, et du contrôle de la ressource. Partant, elle implique aussi le contrôle des mobilités humaines.

Dans le cas du bassin hydrographique frontalier Maroni, l'idéologie environnementale légitime une politique migratoire restrictive et un contrôle accru des mobilités internes. « Les normes actuelles de la conservation internationale résultent du concept de "réserve" qui consiste à sauvegarder des zones présentant un intérêt écologique particulier en limitant les interférences humaines. Or, les populations locales n'acceptent pas aisément d'être privées d'utiliser des zones disposant souvent d'un potentiel économique non négligeable, rejetant ainsi une vision occidentale fortement dichotomisée entre l'exploitation et la conservation ». »

Frédéric Piantoni, « Les recompositions territoriales dans le Maroni : relation mobilité-environnement », *Migrations et environnement*, vol. 18 - n°2 | 2002

« La proposition de créer une vaste aire de protection dans le sud du département remonte aux années 1970, lorsque les naturalistes relièrent entre eux trois faisceaux de faits : l'incalculable richesse du biotope ; son relativement bon état de conservation ; son indiscutable fragilité. L'idée d'un vaste parc national fut officialisée en 1992 lors du Sommet de Rio de Janeiro par le Président de la République, qui profita de la présence des présidents du conseil régional et du conseil général pour signer avec eux un accord de principe. Deux missions pour la création du parc ont déjà échoué. La première (1993-95) exposa un projet porteur de trois maux incurables : il se référait trop au modèle métropolitain ; il ne considérait que la seule protection de la nature ; il n'avait pas cherché à rallier les populations locales. Ce projet ne reçut pas l'aval du président de région et fut heureusement rejeté

La seconde mission (1997-1999) tenta d'éviter les mêmes écueils. Or, le paysage politique guyanais avait évolué : la population créole avait pris conscience que le sud existe ; des élus indépendantistes virent dans le projet une confiscation du territoire ; l'activité aurifère, légale ou illégale, avait pris des

allures d'alternative au naufrage économique du département ; la création d'un vaste espace protégé n'était plus classée dans les priorités de la région. Si bien que, malgré l'adhésion des populations locales, le dossier fut mis en sommeil. La troisième mission (depuis 2003) s'appuie à nouveau sur une déclaration présidentielle, faite cette fois au Sommet de Johannesburg, annonçant la relance du processus guyanais après l'annonce par le Brésil de la création imminente d'un vaste parc transfrontalier. Mais les assemblées territoriales continuent d'exprimer les mêmes craintes : en particulier la confiscation de fait d'une trop grande portion du territoire par l'État ; le gel du développement des communes du sud ; et surtout, un trop fort contrôle de l'activité aurifère. [...] En tout état de cause, les populations autochtones résidentes, tirées à hue et à dia, se montrent divisées ; les enjeux de conservation et de développement s'opposent toujours aussi fortement ; le parc, s'il est créé, risque de servir de bouc émissaire au non-développement régional. On ne saurait augurer, aujourd'hui, du sens dans lequel l'État tranchera la question.

Françoise Grenand, Serge Bahuchet, Pierre Grenand, « Environnement et sociétés en Guyane française : des ambiguïtés d'application des lois républicaines », *Revue internationale des sciences sociales* 1/2006 (n° 187), p. 53-62

**Notre seconde hypothèse est donc qu'il est nécessaire d'enquêter la politique conservacionniste guyanaise, en explorant ce qu'elle identifie, ce qu'elle conserve, ses échelles d'action, ses compétences et ses moyens, son éthique relationnelle, ses ruses et ses opportunités, car l'existence d'acteurs institutionnels conservacionnistes forts est de nature à modifier l'appréciation des services écosystémiques culturels au profit de ceux qu'elle a pris en charge. Cette « hypothèse de précaution » n'est pas une critique en soi des acteurs concernés, mais une nécessité dans le cadre d'une recherche exploratoire sur un système, les SE, et un registre de ce système, les SEC, en construction.**

### **Définition (rappel et précaution d'emploi)**

« Les services écosystémiques culturels ou bénéfiques non matériels que les êtres humains tirent des écosystèmes comprennent la *diversité culturelle* (la diversité des écosystèmes influence la diversité des cultures), les *valeurs spirituelles et religieuses*, les *systèmes de savoirs* (les écosystèmes influencent les types de savoirs développés par différentes cultures), les *valeurs éducatives*, l'*inspiration* (art, folklore, symboles nationaux, architecture, publicité, design...), les *valeurs esthétiques*, les *relations sociales* (les écosystèmes influencent les types de relations sociales établies dans les différentes sociétés), le *sens du lieu*, les *valeurs du patrimoine culturel* (les paysages culturels et les espèces qui importent culturellement), les *loisirs* et l'*écotourisme* (notre communication collective au colloque de Tours, 24 mai 2016) ». Le cadre guyanais, par sa proximité au mythe d'une nature sauvage à préserver de toute contamination humaine, nature éventuellement dangereuse (mythe de « l'enfer vert » guyanais) impose de réfuter le déterminisme écosystémique qui transparait parfois dans le texte du *Millennium Ecosystem Assessment* de 2005. De fait, « la société s'étaye sur la nature, est *conditionnée* par elle ; mais elle n'est pas *déterminée* par elle. [...] Et] toutes les sociétés humaines et tous les individus n'attribuent pas les mêmes valeurs aux mêmes choses. Chaque société institue un rapport particulier à la nature. Toutes ne la transforment pas de la même façon, toutes ne lui donnent pas les mêmes significations, toutes ne s'imaginent pas en être séparées. Et chaque individu est socialisé d'une certaine manière, dans une société et un milieu particuliers. Si l'on emploie l'expression services écosystémiques culturels, il faut ainsi admettre que ces services ou *valeurs* varient selon les sociétés et les individus, et dans le temps, autrement dit qu'elles sont contextuelles. Mais comment alors les prendre en compte, dans la décision politique, et lesquelles ? (notre communication collective au colloque de Tours, 24 mai 2016) » Nous nous tenons donc à l'écart d'une approche des SEC réduite à la valeur financière. « Le raccourci de la valeur au prix efface les théories de la valeur au profit des théories sur la détermination des prix. » (Stéphanie Carrière et Joachim Claudet, *Prospectives écologie*

## **Méthodologie**

Cette série d'entretiens menés en 2016 avec des acteurs guyanais fait suite et complète le terrain montreuillois de 2015. Il s'agit d'abord d'une série d'entretiens exploratoires menés à distance avec des chercheurs publics installés en Guyane (Damien Davy, Marianne Palisse, Frédéric Bondil) et des responsables publics travaillant au Parc amazonien de Guyane (Bertrand Goguillon, Raphaëlle Rinaldo, Claire Couly) et à la DEAL (Arnaud Anselin). Ces échanges initiaux ont permis d'établir l'esquisse d'une sorte de « système public de la biodiversité », décrit notamment dans le parc et la région de l'Oyapok et sur le littoral. Ces recherches ou dispositifs publics souvent à sensibilité conservacionniste sont venus enrichir la bibliographie plutôt socio-écologique et politique déjà connue sur le Maroni et les Guyanes (Jean Moomou, Frédéric Piantoni, Emmanuel Lézy, Françoise et Pierre Grenand). Nous avons ensuite réalisé trois entretiens longs enregistrés, avec Damien Davy, habitant d'origine métropolitaine résidant en Guyane depuis le début des années 2000, actuellement directeur de l'Observatoire Homme/Milieus de l'Oyapock (Cnrs), Jammes Panapuy, habitant amérindien Teko originaire de Camopi, travaillant pour le Parc (et sa préfiguration) depuis la fin des années 1990, aujourd'hui chef de la Délégation territoriale de l'Oyapock du Parc Amazonien de Guyane, et enfin, Marianne Palisse, habitante d'origine métropolitaine, anthropologue résidant en Guyane depuis 2021, enseignante-chercheuse à l'Université de Guyane. Ces trois entretiens ont été retranscrits dans la troisième partie du présent texte. Adossés à la bibliographie guyanaise, ils constituent, avec les entretiens exploratoires, la matière première des observations de ce rapport. Nous ajoutons qu'ici la communauté des chercheurs et agents publics est numériquement petite, certes frappée de rotation importante, mais qu'elle possède de fait pour les personnels stabilisés en Guyane une très grande interconnaissance, un accès et une proximité aux autres acteurs du territoire bien plus importants qu'en métropole. Autrement, la position de chercheur et d'agent public (autour de la thématique des SE et des SEC) semble plutôt gratifiante et se rapprocher d'une recherche relationnelle.

## **Portraits**

Au final, avec les difficultés liées aux communications électroniques en forêt et les difficultés classiques d'une recherche distante sur le littoral, nous avons donc réalisé, après les entretiens exploratoires, trois entretiens longs. Ils sont transcrits dans leur presque totalité, en respectant la fluidité de l'oralité. Merci à ces trois acteurs d'avoir accepté le jeu pas si courant d'un échange libre, divagant et détaillé à la fois, éloigné tant des formes administratives qu'académiques, sur une entrée elle-même débutante et exploratoire, les services écosystémiques culturels. Cet « échantillon » centré sur les sciences et les institutions publiques n'est nullement représentatif, si ce n'est du courant contemporain qui travaille la question de la relation homme/nature, dans un contexte d'interculturalité mondialisée.

### **> Jammes Panapuy**

Il est né en Guyane à Camopi, sur l'Oyapok, au sein de la communauté Teko et continue d'y vivre (à Camopi vit aussi une communauté Wayampi). Il a été recruté en 1997 comme « relais du Parc » à mi-temps jusqu'à l'ouverture du Parc en 2007, avec pour mission « d'expliquer » (la venue du) le Parc aux Amérindiens ». Il est maintenant chef de la

Délégation territoriale de l'Oyapock du Parc Amazonien de Guyane et apparaît dans les activités visibles du Parc. Il a beaucoup travaillé avec les linguistes et les ethnologues. L'entretien a lieu en février 2016. L'échange permet d'aborder la diversité culturelle au cœur même du projet conservacionniste. « Quand on voit la Guyane, Camopi, c'est un endroit, c'est en pleine forêt [...] C'est le travail que je mène sur le territoire avec le siège du Parc qui est sur le littoral ». « Mais expliquer protection de la nature à un Amérindien, c'est pas facile, pour lui, il se sent non seulement protégé, mais la forêt est tellement immense qu'il ne voit pas cette protection. ».

**> Marianne Palisse**

Elle est arrivée en 2010 en Guyane comme enseignante-chercheuse à l'Université de Guyane, vit et travaille sur le littoral. Anthropologue, elle a soutenu en 2006 une thèse sur la patrimonialisation et la construction du territoire dans le Parc naturel régional des Bauges (Savoie), y mettant en lumière le conflit d'usage et de valeur de la Réserve nationale en cœur de Parc, un emblème pour le Parc, mais aussi « l'emblème pour les habitants de leur défaite et de leur perte d'emprise sur le territoire ». Après cette expérience de « l'anthropologie du proche », elle souhaite expérimenter une « anthropologie du lointain ». De 2006 à 2010, elle travaille en Haïti comme VSI à l'Université de Port-au-Prince (Faculté des sciences de l'éducation), apprend le créole haïtien et expérimente les situations et les pédagogies interculturelles. Elle est recrutée en 2010 par l'Université de Guyane, grâce à son expérience haïtienne et sa proximité avec les anthropologies de la nature. L'entretien enregistré, faisant suite à un premier entretien, est réalisé en février 2016.

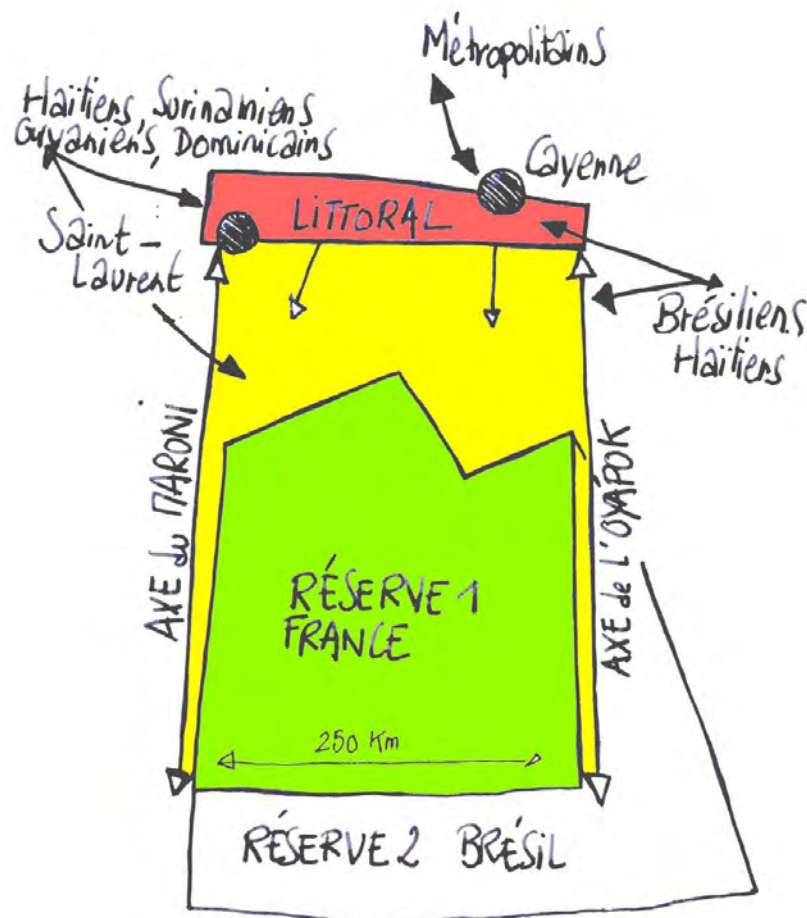
**> Damien Davy**

Il connaît la Guyane depuis 2001. Étudiant à l'Université d'Orléans, il se rend alors en Guyane à l'invitation des anthropologues Pierre et Françoise Grenand pour réaliser son mémoire de DEA au sein d'un projet de recherche sur les produits forestiers non ligneux. Il s'intéresse à la vannerie chez les Amérindiens Palikur du littoral, un travail qui sera généralisé à tous les groupes amérindiens de la Guyane française pendant sa thèse, dans une approche pluridisciplinaire et comparative mêlant anthropologie, ethno-botanique, ethno-sciences, linguistique et approche socio-économique, dans toutes les communautés guyanaises, incluant Marrons et Créoles. Depuis 2008, il travaille à l'Observatoire Homme/Milieus de l'Oyapock (Cnrs) et le dirige depuis 2014. Deux entretiens longs ont eu lieu en novembre 2015 et février 2016, ce dernier étant enregistré.

## Deuxième partie | Esquisses et observations

Ces esquisse et observations sont accompagnées de quelques propositions cartographiques et des entretiens transcrits. La lecture des entretiens transcrits de la troisième partie s'entend nécessaire et complémentaire à la lecture de ces esquisses et observations, elles-mêmes produits du croisement de l'ensemble des entretiens et de la bibliographie.

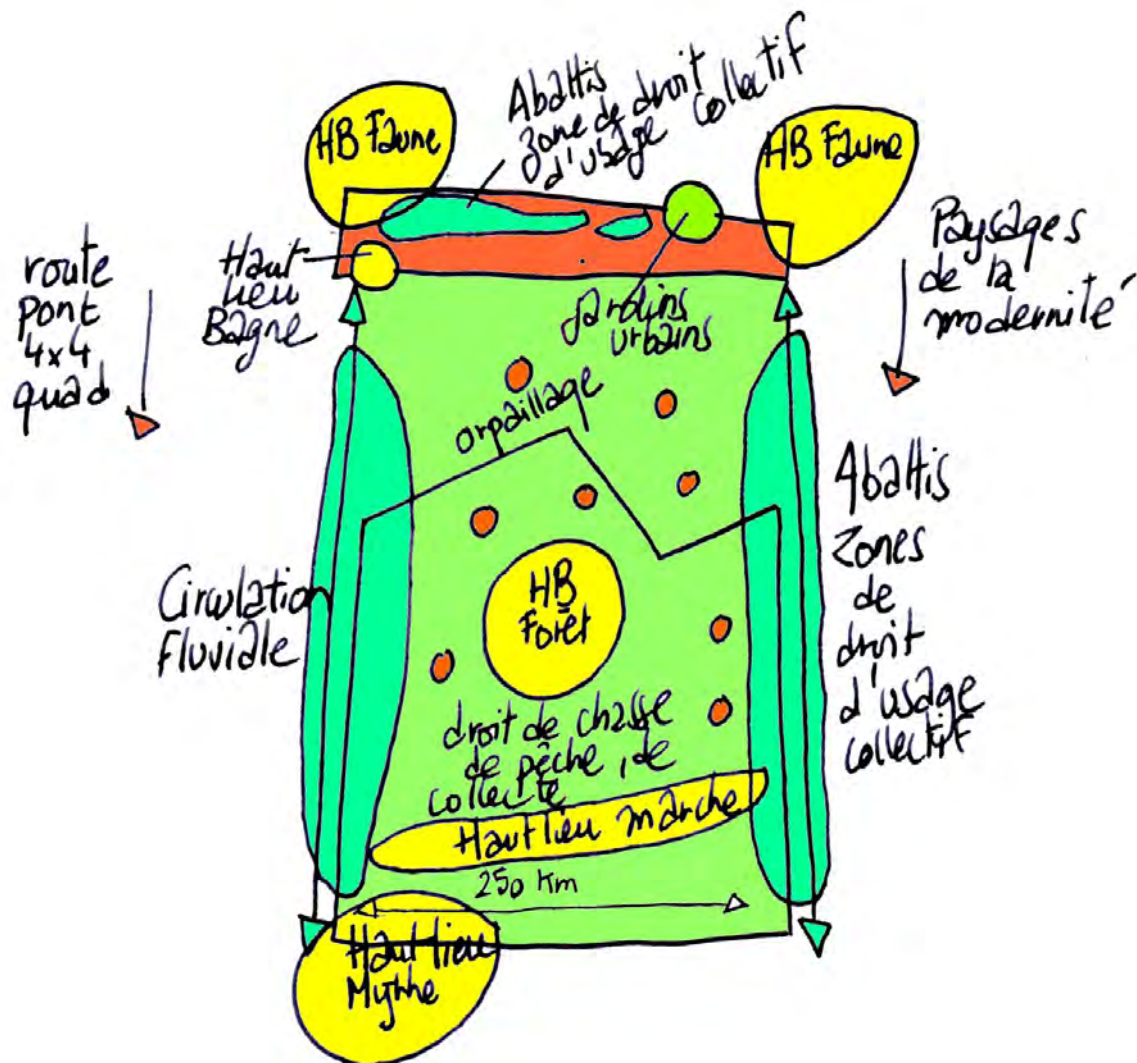
### Cartographies



#### **Carte 1 ou le sens de lecture comme introduction aux services écosystémiques culturels**

L'organisation du territoire guyanais en gradient d'intensité anthropique impacte la question des services écosystémiques culturels. Faut-il lire la carte de l'espace mis en réserve jusqu'au littoral en voie de densification ou faut-il partir de la modernité industrielle jusqu'à la modernité devenue fraîchement conservationniste ? De même, comment structurer les flux migratoires, Brésiliens, Métropolitains, Antillais et riverains des Guyanes, sur quel axe : économique, culturel, sur quels types de savoirs, de styles culturels ? Les entretiens menés portent certes sur l'ensemble guyanais, mais font un focus sur l'Oyapok (Camopi, Saint-Georges) et sur le littoral (Cayenne et Iracoubo), la bibliographie documente bien la vallée du Maroni. Les entretiens révèlent la forme circulatoire des itinéraires de vie, passage de frontières, montée au littoral,

montées/descentes du fleuve, passages et retours en métropole. L'intégration régionale est aussi visible dans l'adossement des deux parcs naturels nationaux, français et brésilien. Bien sûr, à d'autres échelles, la « conservation » culturelle ou naturelle est visible sous d'autres formes, zones de droit d'usages collectifs, abattis, réserves de taille réduite, parc naturel régional, etc.



### Carte 2 ou un premier répertoire de formes guyanaises

Dans cette carte, nous faisons apparaître des lieux ou des territoires « faisant forme socio-écologique » : la navigation fluviale, spécialité marronne et amérindienne, qui a permis aux Marrons de s'insérer au 19<sup>ème</sup> dans l'économie littorale en transportant les orpailleurs créoles, haïtiens et antillais ; les zones d'abattis, et les zones de droit d'usage collectifs massivement ramenées le long des fleuves, et en quantité bien plus réduite sur le littoral ; les hauts lieux touristiques (montagnes mythiques, chemin des Émerillons, baigne de Saint-Laurent-du-Maroni) et ceux dédiés à la haute biodiversité et à sa mise en scène (HB) ; droit de pêche, de chasse et de collecte pour les communautés autochtones ; très nombreux spots d'orpillage, majoritairement clandestins et brésiliens ; jardins urbains de Cayenne et hauts lieux des plantations et de l'urbanisme colonial, départ pour les îles du Salut et baigne (Saint-Laurent, Kourou) ; des formes plus discrètes, toponymie amérindienne ou marronne, consignées par les anthropologues ; enfin, un gradient de mise en exploitation et modernité du territoire (extension du réseau routier, nouveaux véhicules, agriculture productiviste, aménagements, constructions, péri-urbains) ; les plages sont rares et d'autant plus appréciées.



## Relations et contradictions dans la géodiversité guyanaise

En ayant enquêté modiquement ce qui est apparu lors des entretiens comme un système public de la biodiversité en Guyane française, nous y avons rencontré la biodiversité vue (et anthropisée) par les humains et la diversité « tout court » des humains se regardant regarder (et plus) la biodiversité. Au même moment, les différences culturelles majeures, comme le maintien de lieux « naturels » sacrés (les bois sacrés des Marrons par exemple) ou le perspectivisme amérindien (voir page 38, bas de page), lequel n'a rien à envier aux dispositifs imaginés par Bruno Latour et dont la Guyane illustre le rôle de porte-parole des non-humains pris par certains scientifiques, incline aussi à revoir toutes les scènes en changeant de point de vue.

Alors que de tous temps et dans tous les peuples, on a toujours eu affaire simultanément aux humains et aux non-humains et que la politique a toujours été aussi une définition du cosmos. Le maire du moindre village, c'est toujours d'eau, de terre, d'air, de bâtiments, d'animaux, de virus, de transports, de « calamités naturelles » qu'il doit s'occuper, en même temps que des misères, des passions et des calamités de ses administrés. Pendant une brève période, celle que j'appelle la « parenthèse moderniste », on a pu croire en effet que la théorie politique, la représentation, l'élection, la prise de parole, etc. tout cela était réservé aux seuls humains entre eux. Mais en même temps, dès qu'on regarde le contenu de ce dont parlent les humains assemblés, cela a toujours été le monde dans toute sa diversité, sa complexité, son hétérogénéité. Autrement dit, la politique a toujours été une cosmopolitique, une certaine façon de concevoir les liens entre les humains et les non-humains. Il se trouve seulement que les sciences politiques ont largement ignoré ce point et se sont concentrées sur les « représentations » que les humains se faisaient des questions « de nature ».

Bruno Latour, 2013, *Remettre les non-humains au cœur de la politique* – entretien, revue *EcoRev'* n°34.

La biodiversité guyanaise est forte, quantitativement et géographiquement, elle ne limite pas à la forêt pluviale, ni au Parc, ni même au cœur du Parc. Elle évolue, notamment parce que la population guyanaise est en forte augmentation et qu'il y a une dynamique d'aménagement et de densification. Massivement propriété de l'État français et objet de nombreux dispositifs de protection, cette biodiversité n'est pas virginale, elle est anthropisée, historicisée, appropriée, socialisée, dans la construction de paysages fortement identitaires et l'exploitation continue de ressources locales, réduite maintenant dans la figure de l'aménagement moderne de l'espace. Cette biodiversité fait l'objet d'enjeux, de conflits et de négociations. Cette façon de nommer les choses, comme « biodiversité » ou même « protection de la nature », est parfois intraduisible et le concept se perd dans le déplacement socio-linguistique. La perception de la biodiversité n'est pas objective, mais variée, variable et discutée entre des acteurs aux représentations très diverses. De l'ensemble des entretiens menés dans cette sphère de la recherche et de l'action publique, il apparaît ainsi une extension du domaine de la biodiversité, au-delà d'un conservatisme de l'exceptionnel et d'un inventaire de la nature qui se s'affirmerait uniquement objectif. Alors même que la sensibilité développementaliste est présentée comme majoritaire en Guyane (contre une protection des milieux jugée à privilèges locaux ou métropolitains), l'État et un certain nombre de communautés autochtones ou de groupes d'habitants sont reliés par cette dimension de la biodiversité. En ce sens, il y a bien sinon un laboratoire guyanais de formes juridiques et géographiques concourant à (conserver) une habitabilité de territoires peu denses, au moins un grand arrangement, parfois fondé sur des malentendus et qui peut-être se diffuse sur tout le territoire guyanais.

La diversité de la société guyanaise est forte, quantitativement, géographiquement, elle apparaît mobile et évolutive. De la même manière qu'une partie de la biodiversité nous reste peu connue malgré les progrès constants réalisés dans les inventaires et les perspectives d'exploitation génétique, une partie de la société guyanaise, informelle et migrante, est peu connue, peu inventoriée, clandestine, illégale. De cette analogie peut-être sans intérêt, il vient

néanmoins que la compréhension des phénomènes sociaux est multiculturelle, et que vivre en Guyane, pour beaucoup d'habitants, est d'abord une expérience plurilingue et qu'on y est souvent de plusieurs mondes à la fois. Des exemples de fragilité culturelle et/ou identitaire ont été souvent évoqués (diminution de l'empreinte culturelle créole par diminution relative de sa population, devenir des enfants amérindiens après la scolarisation sur le littoral, devenir différencié des fille et des garçons des sociétés marronnes au travers des parcours scolaires, rotation des agents métropolitains n'ayant pas le temps de s'acculturer, fragilité de certains personnels enseignants en milieu non francophone, trop peu nombreux, mal formés, « extraction » de la Guyane des adolescents des groupes qui le peuvent vers les universités françaises ou américaines, etc.)

Nous pouvons lister ainsi quelques paradoxes de la société guyanaise, issus des entretiens et de la bibliographie, livrés ici, sans ordre d'importance :

> une certaine tolérance à l'orpaillage clandestin (certes sans rapport avec la valorisation symbolique de grands projets miniers), illustrant aussi une forme de ruissellement des revenus issus de l'activité illégale, malgré les dégâts sanitaires et sociaux.

> un intérêt multi-culturel pour les savanes saisies aujourd'hui par l'aménagement agricole et péri-urbain et dont les conditions de protection sont à inventer ; le fait même d'engager une réflexion sur cet espace historique de l'émancipation créole du 19<sup>ème</sup> fait émerger et condenser des représentations, un paysage et un milieu en ré-invention, loin de la grande forêt, tout prêt de la ville.

> une tolérance, voire un masque social pour l'agriculture urbaine, notamment celle des immigrés haïtiens, par ailleurs stigmatisés comme squatters habiles à la déforestation et qui, pourtant, concourent au rétablissement de circuits courts d'approvisionnement alimentaire contre la dépendance aux produits métropolitains, dans une perspective certainement plus durable.

> une grande reconnaissance des identités comme étant le signe d'une appartenance à une société guyanaise plurielle, la reconnaissance de chefs coutumiers, de droits d'usage historiques, la tolérance, malgré des styles culturels différenciés, mais en même temps une absence quasi-totale de dimension plurilingue dans le système éducatif en forte croissance, porteuse d'échec scolaire et d'inefficacité de l'investissement public.

> une acceptation du Parc relative, à la fois importante et en même temps encombrée de soupçons et de craintes de dépossession, relation en cours d'évolution notamment par l'ancrage progressif du Parc en tant qu'acteur utile et partenaire possible, comme par la confrontation constructive avec le modèle brésilien de la conservation et du développement.

> Le modèle d'agriculture familiale aux techniques élaborées d'associations spatiales et temporelles de cultures, dans l'abattis itinérant, (mais aussi dans le jardin créole) est plus proche des formes alternatives d'agriculture métropolitaine (du jardin partagé à la permaculture) que de l'agriculture productiviste visible en Guyane, par exemple dans le terroir hmong ou les grands élevages des exploitants d'origine métropolitaine. Il est toujours hors circuit d'appui technique et de soutien à l'installation.

> L'invention du système des zones de droit d'usage collectif apparaît comme une reconnaissance identitaire partielle et aussi une ruse de l'État pour préserver un espace dont il s'affirme propriétaire dans une proportion sans aucun rapport avec le territoire métropolitain. Maîtrisant le foncier, il peut « conserver ». L'innovation juridique dans ce cadre peut-elle prospérer et même se diffuser ?

Nous entendons ici la géodiversité comme la somme de toutes les diversités, en première

instance la somme de toutes les biodiversités du territoire et de toutes les diversités socio-ethniques du même territoire. La géodiversité guyanaise nous semble affectée de contradictions puissantes, c'est une des marques du changement en cours.

### Utopie de la modération

À l'opposé de ces contradictions et tensions, les entretiens signalent ce qui pourrait être nommé comme **une « éthique de la modération »**. Il s'agit d'abord des formes prudentes que prennent les pratiques culturelles et culturelles de l'abattis (un vraie forme culturelle des sociétés de l'arrière-pays, résiduelle sur le littoral), de l'abattis historique (non stabilisé, itinérant avec jachère), avec ses techniques astucieuses. Il en va de même de pratiques de pêche, de chasse et de collecte portant sur de vastes espaces et des prélèvements modestes et diffus, du refus de la vente, de l'excès de prise. Une partie de la culture de l'émancipation créole est de même tendance, refus du nouveau travail salarié singeant le servile, exode vers les savanes, auto-subsistance. Le mot créole *savann* illustre ainsi, par sa richesse sémantique et son lien à la « contre-plantation », entre dérision et dévalorisation, la proximité entre le sauvage et la contre-culture émancipée créole. Il y aurait un goût du petit, de la petite entreprise, de l'artisanat, qu'il faut mettre en relation avec la captation du foncier par l'État (qui contrôle donc l'installation en agriculture de marché), l'héritage socio-culturel de l'esclavage qui a pollué l'éthique du travail, la forte croissance démographique qui favorise la lutte des places. Le rapport au temps des sociétés de l'intérieur fait incliner à un refus du temps mécanisé de la modernité, à une faible productivité, à une autre hiérarchisation et usage des temps de la vie. L'échec scolaire caractérise-t-il toujours un échec ou parfois un renoncement, certes non sans effets sociaux, à la forme scolaire, à l'exil sur le littoral, et caractériser ainsi un certain droit à l'immobilité (à une mobilité autonome). L'acceptation de « la vie informelle » (sans papiers, sans droits sociaux, au risque de la reconduite à la frontière) de près d'un cinquième des habitants permet de durer en Guyane et bientôt peut-être d'en être.

Beaucoup d'auteurs, repris ici et là dans les entretiens, signalent l'ampleur singulière en Guyane **des grands aménagements déceptifs ou catastrophiques**, généralement conduits par l'État central ou une institution alliée : les expéditions coloniales ratées, notamment la grande expédition de Kourou de 1764 et ses 12 000 décès en un an, une économie de plantations coloniales esclavagistes de second rang, l'installation progressive d'une tradition carcérale assez répulsive (des déportations à la création d'une entité spatiale énorme dédiée et nommée comme « bagne »), l'installation de la Congrégation religieuse d'Anne-Marie Javouhey à Mana, jusqu'à l'échec du Plan vert des années 80, ou le projet d'un grand pont transfrontalier sur l'Oyapok, construit en 2011 et toujours en attente de mise en service en 2016. La politique massive de reconduites à la frontière (autour de 10 000 personnes par an), elle-même peut être vue comme un mythe fluvial au regard des porosités de la frontière (c'est donc sur la route de Cayenne et dans les zones urbanisées que sont les vrais postes de contrôle policier permanents). Emmanuel Lézy ajouterait que les grands mythes des Guyanes (Manoa, la cité du Roi doré, les Tumuc Humac comme grande chaîne de montagne) se sont révélés eux même déceptifs. In fine, les personnages d'explorateurs solitaires comme Jules Crevaux ou Raymond Maufrais accouchent, par ignorance méprisante et contre toute logique du compagnonnage avec l'habitant dans un milieu inconnu, du mythe de « l'enfer vert » à la française.

Il n'y aurait pas, selon les entretiens, d'intolérance majeures. Si les comportements ou emportements racistes sont bien visibles et documentés par les médias locaux (les Guyaniens incarnant dans ce dispositif post-colonial, la « mauvaise minorité », récente, violente et délinquante), ils s'articuleraient également à une logique du bon sens et de l'intérêt partagé que la dédoublement formel/informel de l'économie guyanaise renforce au quotidien. Il y aurait au fond, par l'ampleur de la diversité humaine du territoire, **un habitus de la tolérance socio-**

**ethnique**, De même, les orientations sexuelles ne sembleraient pas, au fond, ressortir d'une affaire publique, mais ne concerner que les intéressés. Le mariage mixte n'est pas un problème en soi, il ne devient problème, chez les Teko, par exemple, que si les enfants quittent tous le territoire familial, voire la Guyane elle-même (pour la métropole) dans une Guyane où les temps de déplacement sont longs et coûteux.

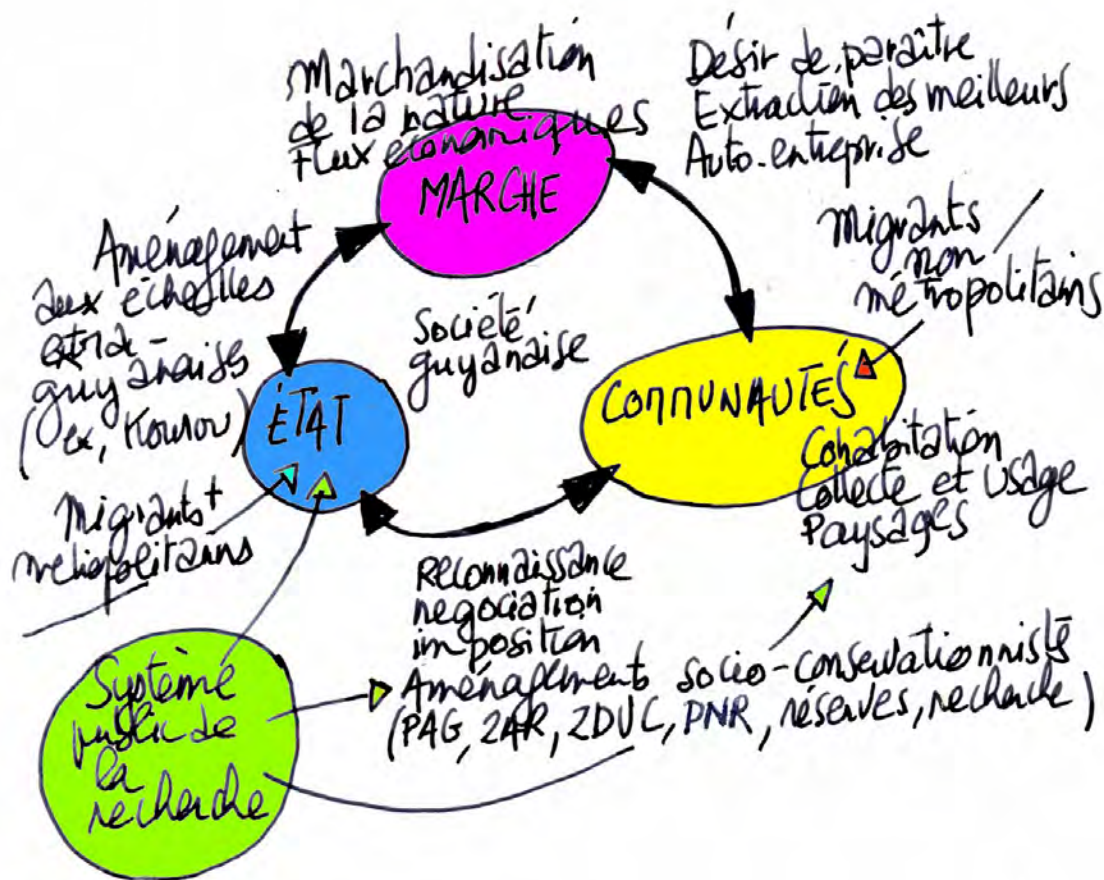
Vivre en Guyane serait donc une expérience possible d'une forme de « common decency », avec des aspects sociaux et des aspects environnementaux. Ce serait aussi vivre une multi-identité par définition, pour être Guyanais, il faudrait d'abord être membre d'une des communautés guyanaises et donc tolérer, par définition, les autres communautés. C'est cela qui assurerait l'appartenance commune. Sans croire absolument à **cette utopie guyanaise de la modération et de la tolérance**, trop belle pour être vraie, et notamment à mesure de l'augmentation du taux de chômage et des flux migratoires, peut-être croyons-nous la voir néanmoins comme une adaptation possible à certaines des difficultés qui ne manqueront pas de survenir (poursuite de l'ouverture géo-capitaliste, de la densification et des changements climatiques). Nous la voyons aussi comme la possibilité de vivre malgré la mauvaise réputation, d'accepter des formes de laisser-aller finalement économes. L'importance des formes de vie circulantes comme celles de la famille ancrée ou de la pluri-activité (agriculture + autre chose) renforceraient notre conviction. De même, le fait que des femmes puissantes de différentes communautés puissent représenter une force remarquable dans la société (mais aussi dans les abattis, dans les exploitations agricoles) indique aussi que des hommes laissent la place, à leur manière.

### **Politiques publiques, marché et ressort habitant**

L'État est un acteur paradoxal en Guyane, fort par son foncier, par l'historique de ses interventions aménageuses de grande taille et d'échelle extra-guyanaise, dont la dernière, le Centre spatial de Kourou n'est pas la moindre dans une symbolique futuriste, par sa gestion de l'immigration et maintenant par l'importance des prestations dont il organise le transfert au profit des Guyanais et des dispositifs conservationnistes qu'il a suscité sur le territoire. En même temps, malgré la montée en puissance de la Collectivité territoriale de Guyane, beaucoup de ses interventions sont fragiles et critiquées, sa capacité à contrôler réellement les évolutions du territoire apparaît inégale. La Guyane serait donc d'abord l'articulation quotidienne d'une Guyane de l'endroit et d'une Guyane de l'envers, visibles dans tout un ensemble de gradients, voire de ruptures. Si l'État ne contrôle pas la situation comme on pourrait s'y attendre avec les outils et moyens dont il dispose, c'est que les évolutions produites par les communautés et le désir de marché (de consommation, de réussite économique, d'ascension sociale, de dépassement de l'échelle guyanaise) sont elles-mêmes très puissantes. Cet état de faits signale aussi la fin de la Guyane réputée insulaire et son insertion, migratoire, commerciale et politique dans sa sous-région américaine. Le répertoire de formes socio-écologiques disponibles serait donc dédoublé plusieurs fois, des formes anciennes parfois, réinventées en permanence par les communautés, des formes véhiculées par les possibilités et la logique du marché (la gestion des déchets par exemple), des formes manifestement étatiques. Nous verrions là une triangulation qui explique la structuration de la politique guyanaise et la diversité, la cohabitation et parfois l'apparente contradiction des formes socio-environnementales.

Cette image (page suivante) attire l'attention sur la place qu'a pris peu à peu la recherche, le système public de la recherche (dont les activités du Labex Ceba sont une vitrine possible) dans la société et l'espace guyanais, en remplacement de certains acteurs étatiques précédents et rappelle les formes nombreuses et puissantes dans lesquelles ils sont partie prenantes. L'État en Guyane a développé une action, certes négociée, à caractère conservationniste, dont les enjeux sont manifestement extra-guyanais. Cette action génère des formes neuves, le modèle du Parc

habité, mais aussi la reconnaissance de formes préexistantes et en réinvention, produites dans les communautés (ville, savane et forêt), le modèle d'une économie locale non productiviste dotée de propriétés environnementales dans des espaces peu denses, la réflexion sur une nouvelle économie (écotourisme, partage de la ressource génétique).



### Triangulation guyanaise et système public de la recherche, une image-hypothèse

Un des enjeux apparaît donc d'articuler formes conservationnistes et formes communautaires, dans un moment de croissance démographique et économique qui change en permanence les données disponibles. L'évolution autonome de la vie et des institutions politiques guyanaises prend en charge ces questions. Mais, à sa manière, l'institutionnalisation (la départementalisation dans ses différentes phases) d'une société vivant traditionnellement (Marrons, Amérindiens, Créoles) à côté de l'État (parfois, avec le sentiment maintenu que telle ou telle communauté est une alliée de la France, et non un lot spatialisé de nationaux ou même de citoyens) a produit des durcissements et des fixations (communes mono-ethniques, accès ethnique aux droits d'usages, exils intérieurs, conflits linguistiques intimes) contraires à la fluidité d'une société mobile, où les mariages mixtes sont nombreux, certaines langues parentes, certains usages culturels partagés (abattis, esthétique du temps).

### Formes et habitabilité loin de la métropole [synthèse]

De ces entretiens croisés dans le système public de la recherche en Guyane, nous retenons la coexistence de formes variées : celles issues de l'histoire coloniale absolutiste sont profondément remaniées par le nouveau projet conservationniste de l'État français

contemporain, aux prises avec ses responsabilités environnementales à des échelles internationales qui dépassent totalement l'échelle guyanaise.

#### *À propos des zones de droit d'usage collectif*

Ces formes ici sont articulées et négociées en prenant en compte des usages et des formes issues de trois des quatre communautés historiques de la Guyane (Amérindiens, Marrons et Créoles, sans les Métropolitains) pour créer des nouvelles formes juridiquement hybrides comme les zones de droit d'usage collectif (27 ZDUC ou assimilées<sup>1</sup>, quasi exclusivement amérindiennes, créées à partir de 1987/1992<sup>2</sup>), incluant habitat, abattis, chasse, pêche, collecte et protection de la biodiversité, dans une gestion communautaire de type ethnique (même, si pour respecter le régime constitutionnel française, les textes parlent de « modes de vie ») qui exclue les communautés ayant accédé au régime moderne de propriété (Métropolitains, puis Créoles, dans la seconde phase de la départementalisation), mais aussi les communautés issues de l'immigration légale (Hmongs) ou moins légale (Brésiliens, Haïtiens, Guyaniens, Dominicains, etc.). Nous voyons là une contradiction majeure. Même s'il recrée une forme de propriété pour les communautés dépourvues juridiquement de foncier (Amérindiens et Marrons), ce régime hybride d'usufruit collectif communautaire basé sur un fait discriminatoire (une autochtonie réduite à deux communautés) au sein d'espace eux-mêmes dérogoires au droit commun de l'espace (les deux parcs) dans une région elle-même sous l'emprise foncière post-coloniale de l'État central (propriétaire de plus de 90 % du foncier) nous paraît illustrer un enjeu des services culturels écosystémiques. Si nous recherchons une plus grande habitabilité, le dispositif des zones de droit d'usage en tant que forme mérite d'explorer une extension basée sur l'abandon de l'ethnicité pure (sans remettre l'autochtonie en cause, mais au contraire en étendant son champ) au profit de la gestion communautaire durable des espaces, y compris dans des espaces denses, comme le littoral guyanais. L'idée que la conservation et la gestion raisonnée des espaces se réduisent à la mise en réserve exclusive et défensive traditionnelle est remise en cause par la possibilité d'une conservation et d'une gestion raisonnée par des groupes (des communautés) d'habitants. Le rapport Cnrs-Ird de 2014, après avoir rappelé l'émergence de la revendication amérindienne guyanaise dans les années 70 et 80, et mis en évidence la fragilité juridique de ces dispositifs (adossée notamment au refus par l'État français de reconnaître pleinement l'autochtonie), explore ainsi les pistes d'une réforme des ZDUC, dans une approche collective et durable, socialement et territorialement dynamique, lieu de ressources, mais aussi de transmission de savoirs et d'identité, de devenir.

#### *À propos du pluralisme linguistique*

Le développement massif de la scolarisation depuis les années 90 est mis en écho avec un grand nombre d'échecs scolaires individuels, mais aussi avec une inadaptation collective du système éducatif guyanais (franco-guyanais, voire français, pour être tout à fait juste). Dans un contexte de forte fécondité (qui a vu, par exemple, les communautés amérindiennes quitter les seuils d'effectifs proches de l'extinction, mais aussi l'arrivée de nombreux élèves allophones de familles migrantes), la question linguistique semble en pleine contradiction. Alors que la Guyane est décrite comme une société de la tolérance et de la créolité, par valorisation des identités communautaires constitutive de l'identité guyanaise, les langues diverses de la Guyane sont mal reconnues et leurs jeunes locuteurs non francophones maltraités dans leurs parcours scolaires. Le cas de intervenants en langues maternelles dans les écoles amérindiennes est éclairant de ce point de vue. Enseignants locaux précaires et temporaires pour les élèves, ils ne sont là que pour suppléer l'absence de formation interculturelle des jeunes enseignants métropolitains (et de plus en plus créoles guyanais) envoyés en forêt et ne représentent en

---

1 dans le détail, 15 ZDUC, 9 concessions et 3 cessions collectives.

2 présentation rapide ici <https://confins.revues.org/9688>

accès à l'atlas complet ici [http://www.guyane.cnrs.fr/IMG/pdf/2014\\_rapport\\_ZDUC\\_final.pdf](http://www.guyane.cnrs.fr/IMG/pdf/2014_rapport_ZDUC_final.pdf)

aucun cas un projet d'introduction des langues maternelles comme langue d'apprentissage avec introduction du français en langue seconde, puis équilibrage des deux langues dans la suite du cursus, comme cela se fait dans un grand nombre de pays plurilingues. Si cela se comprend aisément dans le contexte monolingue particulièrement clivant de la grande culture française, le lien entre misère linguistique (comme colonialité discrète) et divorce culturel et communicationnel est évident. Les langues sont l'outil de l'échange, nos discussions sur la difficulté de la traduction des concepts écologiques, la finesse variable des différentes catégories linguistiques des lexiques culturels et écologiques selon les langues ont montré l'ampleur de la question. L'idée que l'on puisse développer des formes de qualité dans un contexte de misère linguistique nous paraît des plus paradoxales.

#### *À propos du sale et du déchet, lien avec la régulation du marché et du progrès*

Si comme cela nous a été dit, des pratiques de gestion raisonnée historiques coexistent au quotidien avec des gestes ingénus de la dégradation (vidange et dépôts de déchets sauvages), il convient de mettre en relation l'arrivée massive de la consommation en Guyane, ses effets immédiatement visibles dans le paysage (pollutions diffuses) avec la lenteur des prises en charge publiques alternatives et de la lente transformation des habitants constatée dans les pays découvrant la néo-consommation. Nous pouvons aussi évoquer la difficulté de faire patrimoine (celui du baigneur, par exemple) et le caractère récent d'une reprise en main de type socio-écologique d'espaces publics dans les grandes villes. Nous souhaitons également évoquer ici la pollution des eaux de surface par le mercure, qui serait, en contexte d'exploitation aurifère, ce qu'est le chlordécone en contexte de plantations bananières (Antilles françaises). La pollution au mercure la plus médiatisée, celle générée par les orpailleurs clandestins (Brésiliens, mais aussi d'une chaîne incluant des acteurs marrons et créoles), notamment dans le Haut-Maroni et le long de l'Oyapok moyen, entraîne par bioaccumulation dans les espèces de poissons consommées, des niveaux d'imprégnation au plomb très supérieurs aux normes et des pathologies sévères de la mère et de l'enfant, notamment chez les Wayana, grands consommateurs de poissons. La vérité impose de dire que les exploitations légales sont également polluantes (interdiction théorique du mercure en 2006, mais utilisation de procédés cyanurés). Le barrage hydro-électrique de Petit-Saut (créé en 1994, notamment pour alimenter le site de Kourou), dont la mise en eau a été particulièrement mal conduite (sans déforestation préalable, malgré son aménagement très récent), crée lui aussi des formes de dégradation variées de la ressource, incluant une forte génération de mercure affectant la rivière Sinnamary et ses habitants, amplifiée même dans son estuaire. L'or, légal ou illégal, principale ressource extractive de la Guyane, mais aussi des aménagements comme celui de Petit-Saut, provoquent toujours une pollution majeure des milieux contaminant un nombre important d'habitants. Les effets de la politique de conservation semblent limités dans tous ces cas, malgré les atteintes fortes à l'habitabilité.

#### *À propos de l'agriculture urbaine*

Les jardins urbains des migrants haïtiens dans l'agglomération de Cayenne présentent apparemment des caractéristiques transitionnelles recherchées par les villes soucieuses de développement durable : circuits courts, auto-suffisance alimentaire par le marché local, création d'emplois, beauté formelle de jardins biodivers, insertion paysagère et discrétion, intégration d'immigrants récents issus de la Francophonie. Néanmoins, nous avons vu la complexité des situations de ces jardins et de leurs jardiniers. L'activité est tendue entre illégalité et informalité, à la fois tolérée et insérée discrètement dans l'économie légale, décriée et utile, rarement expulsée, à l'exception citée des zones à risques de glissement de terrain et de celles affectées par la spéculation à proximité des zones commerciales en extension. Le lien entre ces jardins, la tradition du jardin créole et de l'abattis forestier ou de savane, la tradition du jardin de guérisseur associé aux tradithérapies semblent évidents au

travers de pratiques communes et d'un caractère vivrier et d'un paysage, sinon d'une esthétique et d'une culture spécifiques. Les récits de la modernisation agricole des savanes (plan Vert des années 1980) confrontée aux usages créoles (parfois repris d'anciennes pratiques amérindiennes précolombiennes comme la culture sur buttes) montrent le fossé culturel d'alors entre modernité technique et réalité vernaculaire. La complémentarité décrite dans ces terroirs entre des terrains de qualité et de productivité diverses et inégales (pour un même paysan) semble identique chez les jardiniers « squatters urbains » haïtiens, qui ont souvent des terrains dans plusieurs secteurs urbains. Même les agriculteurs métropolitains semblent valider la culture (au sens du métier) de l'expérience, des acquis de l'expérience directe, comme pour la durcification et la légalisation des bidonvilles. « Au début, c'était pas au point. Les dix premières années, on a piétiné un peu. Après ça a été. Maintenant c'est rodé. » Citons aussi tout les réseaux de vente urbains informels de produits de cueillette, essentiellement des fruits de palmiers (wassay, patawa, comou) tenus par des Brésiliens qui collectent, transportent, transforment et vendent (réseau local court, saisonnier). Toutes ces pistes semblent prometteuses pour une valorisation de l'expérience jardinière guyanaise, en « ville » comme à la « campagne ».

#### *À propos de circulation, de dérobade, de lenteur et de détour*

La difficile constitution d'une société guyanaise plurielle au sein de l'ensemble français (départementalisation de 1946 et ses effets progressifs) n'a nullement fait disparaître une culture fortement circulatoire, au contraire, par bien des côtés, elle l'a exacerbée : pour la socialisation littorale des enfants, pour les flux migratoires en partie motivés par l'Eudorado guyanais, pour l'exercice de sa souveraineté politique dans un pouvoir concentré dans la préfecture de Cayenne, pour l'émigration en métropole (25 000 Guyanais actuellement, même en l'absence historiquement en Guyane d'un outil comme le Bumidom), par la rotation importante des agents publics métropolitains. Cette circulation contemporaine fait écho à une histoire de la fuite et du déguerpissement : petit et grand marronnages dans la (modeste) colonie guyanaise (figures célèbres de Marrons guyanais, Gabriel, 1712 ou Linval, 1822 ; marronnages célèbres et répressions importantes notamment lors du rétablissement de l'esclavage après la première abolition, rapportés notamment dans le colloque de 2013, *Marronnages et productions sociales, culturelles, dans les Guyanes et le bassin caribéen du 17<sup>ème</sup> au 20<sup>ème</sup> siècles, bilans et perspectives de recherche*), grand marronnage surinamien réfugié fin 18<sup>ème</sup> dans le Haut-Maroni (futurs Aluku/Boni). L'émancipation après la seconde abolition est un déguerpissement, dans les savanes, puis dans le premier front pionnier d'orpaillage. La figure du carbet nous intéresse, une dénomination à large spectre, abri vernaculaire, pluvial et solaire, sans mur, avec hamac, en matériaux locaux mais aussi construction très élaborée, voire désigné, à registre touristique ou récréatif. La persistance de la culture du carbet et son caractère guyanais commun (appartenant à toutes les communautés) signalent une sensibilité au plein air, à l'adaptation, à la possibilité de vivre dans la « nature », à pratiquer un « ensauvagement sporadique ». Le carbet, en un sens, a un rapport avec la conception du temps (comme temps circulatoire, affectant sa productivité et sa fiabilité) comme avec le sentiment de la nature en Guyane (le sentiment d'un position d'abri, d'une observation participante plutôt que d'une observation distante).

#### **> À propos de nos deux hypothèses initiales**

Sur la première (*les services écosystémiques culturels ne peuvent être discutés ici que dans le cadre de la plus grande géodiversité guyanaise possible, c'est-à-dire la somme de toutes ses diversités, humaines et non-humaines*), nous avons essayé de montrer des exemples de circulation, d'usage partagé et d'apprentissage croisé de croyances, de savoirs, de gestes et de postures liés à la « nature » qui nous semblent caractéristiques de la société



guyanaise. La reconnaissance par le système public de la recherche semble partiellement acquise, la reconnaissance technique et politique institutionnelle l'est beaucoup moins. La possibilité que des formes culturelles guyanaises puissent nourrir (la relation avec) la métropole peut paraître une utopie post-coloniale. Néanmoins, ce serait, dans le cadre français, l'opportunité d'utiliser le concept de services écosystémiques culturels dans un cadre dynamique et non de simple inventaire.

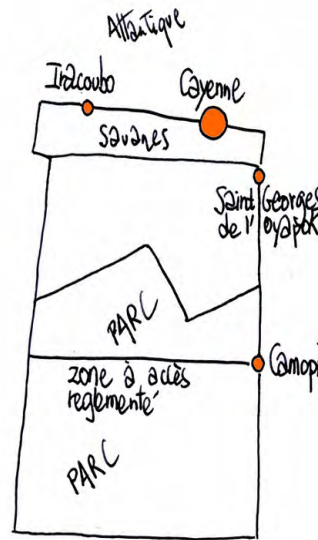
Sur la seconde (*il est nécessaire d'enquêter la politique conservacionniste guyanaise, en explorant ce qu'elle identifie, ce qu'elle conserve, son éthique relationnelle, car l'existence d'acteurs institutionnels conservacionnistes forts est de nature à modifier l'appréciation des services écosystémiques culturels*), nous avons essayé de montrer la qualité des acteurs conservacionnistes (très majoritairement métropolitains, mais de plus en plus guyanais) et de ceux qui ont à vivre avec eux, mais aussi les contradictions de la politique publique, les craintes de perte de contrôle (politique linguistique, contrôle de l'espace, droits d'usages, conception paradoxale de l'appartenance communautaire, plus faible reconnaissance des biodiversités et des usages modestes, contradictions avec le régime constitutionnel français) dans un ensemble de territoires certes réputés administrés et protégés, mais parfois fortement affectés par les activités extractives (orpaillage, hydro-électricité, agriculture intensive).

L'ensemble de ce travail, des sources (bibliographie, entretiens exploratoire, entretiens enregistrés) au texte final, propose une image plutôt empathique de la Guyane, qui s'éloigne peut-être d'autres constats plus anxieux. En ce sens, ce texte est aussi utopique et invite d'abord à vérifier cette posture par ses propres moyens, invite à l'expérience guyanaise.

## Troisième partie | Entretiens

### Entretiens transcrits et non transcrits

Les trois entretiens enregistrés ont été retranscrits ici, de manière presque exhaustive. Le découpage et les intertitres sont les miens, le respect, parfois variable, de l'oralité, m'appartient également et ne saurait être imputé aux collègues entretenus. Ils doivent être lus comme une conversation orientée et empathique. Les entretiens exploratoires non transcrits font également partie de notre corpus.



### Carte 3 ou les lieux d'entrée des entretiens enregistrés, les zones couvertes par les entretiens exploratoires.

Tandis que les entretiens enregistrés se concentraient sur quatre points d'entrée (Iracoubo, Cayenne, Saint-Georges et Camopi), les entretiens exploratoires ont mis notamment en valeur le très important dispositif du Parc Amazonien de Guyane : Charte dite équilibrée entre habitants et protection, Comité de vie locale, Conseil d'Administration, Conseil scientifique, projets multidisciplinaires et participatifs, mise à jour régulière de données scientifiques pour réviser les arrêtés ministériels, SIG pour le suivi de l'occupation des sols et des dynamiques agricoles, début de collaboration avec la partie brésilienne (rencontres inter-parcs, rencontre avec les associations amérindiennes), séminaires inter-parcs de France, facilitation de nombreux projets (Canopée des sciences, applis randonnée, cartes, accessibilité PMR du site de Saül), médiation avec les autres services de l'État (patrimonialisation des maisons traditionnelles, tourisme durable, soutien aux filières d'art, événementiels, salons et réseau de commerce équitable sur le littoral), démarche pilote sur les dispositifs APA de lutte contre la bio-piraterie, d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages (voir encadré ci-dessous).

La charte des territoires du Parc amazonien de Guyane (PAG) définit les orientations relatives aux conditions d'accès et d'utilisation de ces ressources, notamment en ce qui concerne les modalités du partage des bénéfices pouvant en résulter. La charte respecte ainsi les principes internationaux de la Convention sur la diversité biologique du 5 juin 1992 (CDB), signée et ratifiée par la France, et du protocole de Nagoya du 29 octobre 2010, signé par la France et qui sera bientôt mis en œuvre.

Ces conventions ont fait l'objet d'une transcription dans le droit français spécifiquement pour le territoire du PAG. La loi prévoit donc déjà, pour le PAG, le principe d'un dispositif d'accès et partage des avantages (APA). Ce dispositif devrait être étendu à tout le territoire guyanais dans le cadre de la Loi sur la Biodiversité prévue en 2014. La Région Guyane a d'ores et déjà mis en place un comité régional de coordination APA en novembre 2012.

<http://www.parc-amazonien-guyane.fr/le-parc-amazonien-de-guyane/la-charte-des-territoires/le-pag-un-acteur-contre-la-biopiraterie/>

La recherche, au delà de l'évocation générale d'un réseau d'inter-connaissance forte et fortement engagé dans un territoire attachant, a souvent été mise en scène par nos interlocuteurs à travers des exemples de programmes ou de rencontres du Labex Ceba (Centre d'études de la biodiversité amazonienne ; génétique, écologie, SHS, programmes inter-disciplinaires et internationaux) et à travers des thèses, par exemple, celle de Sandra Nicolle qui compare la région brésilienne de l'Amapa et la Guyane, du point de vue des espaces protégés et des stratégies de protection des deux côtés de la frontière. L'attention a également été attirée sur le littoral guyanais et ses fortes dynamiques côtières liées aux effets distants de l'Amazone, les biodiversités plus discrètes (espaces péri-urbains, savanes, Parc naturel régional de Guyane de type fluvio-littoral). Enfin, au delà de la diversité culturelle et ethnique, élément majeur dans tous les échanges, et d'un style social guyanais de la tolérance malgré tout, fréquemment proposé, l'organisation du champ politique guyanais a été décrite dans sa complexité et sa singularité : désir important de développement, logiques extractivistes, méfiances entre acteurs, résistances (souvent par l'informalité et la présence persistante), force de l'État, faiblesses des contre-pouvoirs, etc. Il en résulte une construction politique assez paradoxale, dans l'articulation développement/modernité et protection, fortement biaisée par les caractéristiques de la situation post-coloniale, donnant finalement aux milieux scientifiques à structuration nationale une place pionnière et performative dans l'espace guyanais.

Malgré sa situation géographique, la Guyane française a, par contre, toujours été très peu connectée au reste des pays d'Amérique Latine. Elle n'a ainsi été que très peu concernée par les mouvements indigénistes et socio-environnementaux brésiliens, et par leurs déploiements sur la scène internationale. Dans cette ancienne colonie française d'Amérique, aujourd'hui département français représentant en superficie plus de 13 % du territoire national, les acteurs politiques locaux sont fortement opposés aux logiques de conservation, considérées comme des formes de néocolonialisme visant à empêcher le développement local du territoire. Les préoccupations environnementales ont donc le plus souvent émergé dans les milieux scientifiques et ont été portées localement par des réseaux d'acteurs visant à peser sur les décisions publiques nationales. Les conférences internationales d'environnement des années 1990 ont joué comme catalyseurs pour permettre le portage par l'État et par les collectivités locales de projets de conservation, mais de façon beaucoup moins proactive que cela n'a été le cas au Brésil. Si en Guyane, des coalitions locales ont permis l'émergence d'espaces protégés, parfois innovants, néanmoins, la volonté d'éviter les conflits locaux, et la base législative et historique française limitent les prises de position fortes en faveur des enjeux portés par ces coalitions. La stricte protection des écosystèmes concerne de faibles portions du territoire, pour des espaces protégés toujours controversés. Les capacités de gestion autonome des populations traditionnelles et locales ne sont finalement que faiblement reconnues, et peu soutenues. La gestion forestière se nourrit du modèle métropolitain et désigne l'Onf comme principal gestionnaire (en « bon père de famille ») des forêts publiques. Les dispositifs mis en place sur la majeure partie du territoire guyanais, et particulièrement le PAG, sont le résultat de compromis entre les enjeux des différentes coalitions impliquées. Finalement les dispositifs mis en place en Guyane, relèvent moins de véritables changements de paradigmes, contrairement à ce qu'on observe au Brésil. Il s'agit plutôt de rechercher un compromis entre le modèle français (métropolitain) et les spécificités amazoniennes (écologiques, sociologiques, migratoires...), pour répondre aux exigences internationales de préservation de la forêt tropicale, sans froisser pour autant la volonté politique locale de développement économique.

Sandra Nicolle, 2014, *Les espaces naturels protégés en forêt amazonienne. des doctrines de gestion aux dispositifs : quelle efficacité pour la protection de l'environnement ? : étude comparative France (Guyane) / Brésil (Amapa)*, Thèse de doctorat, Université Antilles-Guyane, p 606-607.

De fait, il semble ainsi que l'articulation socio-environnementale se construit étrangement, sous la forme d'un compromis guyanais de basse intensité (le terme de « transition » n'est jamais repris dans les entretiens) qu'il faut décrire, comme y invitent les trois entretiens longs, avec prudence, détails, pessimisme, mais aussi utopie, car les changements socio-environnementaux semblent rapides.

### > Jammes Panapuy

Il est né en Guyane à Camopi, sur l'Oyapok, au sein de la communauté Teko et continue d'y vivre (à Camopi vit aussi une communauté Wayampi). Il a été recruté en 1997 comme « relais du Parc » à mi-temps jusqu'à l'ouverture du Parc en 2007, avec pour mission « d'expliquer » (la venue du) le Parc aux Amérindiens ». Il est maintenant Délégué territorial de l'Oyapok du Parc Amazonien de Guyane et apparaît dans les activités visibles du Parc. Il a beaucoup travaillé avec les linguistes et les ethnologues. L'échange permet d'aborder la diversité culturelle au cœur même du projet conservationniste. « Quand on voit la Guyane, Camopi, c'est un endroit, c'est en pleine forêt [...] C'est le travail que je mène sur le territoire avec le siège du Parc qui est sur la côte ». « Mais expliquer *protection de la nature* à un Amérindien, c'est pas facile, pour lui, il se sent non seulement protégé, mais la forêt est tellement immense qu'il ne voit pas cette protection. ». L'entretien est réalisé en février 2016.

#### *Une trajectoire personnelle, professionnelle et communautaire*

Je suis directement issu de la communauté Teko, une parmi les six tribus en Guyane, j'ai vécu toujours à Camopi, je suis natif de là-bas, c'est vraiment une vision qui n'est pas celle d'une conception du monde moderne, du coup, moi, je suis confronté chaque jour à amener cette conception du monde occidental par rapport à la vision du monde teko de chez nous. C'est ce qui m'a permis, avec le Parc Amazonien, de faire ce travail d'explication avec les habitants, d'expliquer, c'est quoi la protection, c'est quoi le Parc, pour moi, c'est un travail intéressant parce qu'on apporte une conception du monde occidental envers un monde amérindien qui ne voit pas du même œil. Ce travail avec le Parc m'apprend beaucoup de choses au niveau professionnel, il y a eu beaucoup d'évolutions de la mise en place jusqu'à la création et aujourd'hui, les infrastructures, tout ce qui est internet et tout ça, tous les apports sur l'intérieur. Quand on voit la Guyane, Camopi, c'est en pleine forêt. Voilà, c'est l'environnement où je vis, le travail que je mène sur le territoire et avec le Parc qui est sur la côte. J'ai été recruté en tant que relais du Parc en 1997, de 1997 à 2007, on était relais au Parc à mi-temps. Le travail, c'était expliquer le Parc aux Amérindiens et c'est pas facile, parce que les Teko, et aussi les Wayampi ont une vision de la forêt où ils se sentent non seulement protégés dans la forêt, tout ce qu'ils se procurent vient de la forêt, donc pour expliquer « protection de la nature » à un Amérindien, c'est pas facile. Lui, il se sent non seulement protégé, mais la forêt lui semble tellement immense, qu'il ne voit pas cette protection. Comment dire, il participe déjà à la protection dans ce qu'il fait avec la forêt.

#### *Gérer la ressource*

Dans la culture teko et wayampi, il y a des parties plus appropriées, une zone de chasse, très large, pareil pour la collecte de l'artisanat, la vannerie, ils vont assez loin pour trouver le produit. Au niveau de Camopi, il y a différents zonages, la zone de droit d'usage, ça pas vraiment été compris par les habitants, pour eux, l'espace aux environs de Camopi, c'est leur espace de chasse et de vie, il y a un zonage de 5 km du bord du fleuve vers l'intérieur, mais eux, ils voient plus grand, ils voient l'ensemble de la forêt, ils ne voient pas un espace limité. C'est aux chefs coutumiers de veiller à cette gestion, mais comme ils n'ont pas connaissance, enfin ils ont connaissance très récemment, donc ils essaient de participer aux réunions, de défendre leur point de vue, mais jusque là rien d'organisé autour, chaque habitant est un peu libre d'eux-mêmes, y a pas vraiment un chef qui dit, y faut pas d'abattis ici, y faut pas prélever là, y a rien, chacun est en autonomie sans vraiment qu'il y ait quelqu'un qui dise on veut pas ça, pas ça, chaque habitant est un peu libre. Mais jusque là, cette autonomie, c'est pas un problème, cela vient plutôt, il y a des commerçants brésiliens qui se sont installés près de Camopi et qui sont un peu la base arrière de l'orpaillage, qui détruit un peu

l'environnement des Teko, les espaces de chasse, c'est un vrai problème. Au niveau des rivières, c'est pollué, la chasse est perturbée, parce qu'il y a des chasseurs brésiliens qui touchent vraiment le cœur (de la forêt) là où il y a la production des animaux. C'est à ces endroits là que sont les orpailleurs, en permanence. Pour les commerçants, il y a une quinzaine de commerçants qui font pas attention aux poubelles, ce qui se passe dans le fleuve, ils jettent tout dans le fleuve et il y a des chasseurs brésiliens qui n'arrêtent pas de chasser. Au niveau des communautés teko et wayampi, il n'y a pas vraiment de problèmes, ils savent, ils vivent encore pleinement de la chasse et de la pêche.

#### *Le monde scolaire vu par les Amérindiens*

J'ai fait ma scolarité à Saint-Georges-de-l'Oyapok chez les bonnes sœurs et j'ai continué sur le littoral au niveau lycée secondaire, internat, famille d'accueil, j'ai fait trois ans de lycée, je suis reparti sur l'intérieur, parce que c'était difficile, c'était 9 mois à l'extérieur sans contact avec les parents, on était là, on va dire, un peu perdus. En ce moment, il y a encore les bonnes sœurs à Saint-Georges-de-l'Oyapok, les familles d'accueil, un collège, le lycée, il y a de plus en plus qui viennent sur la côte, à l'internat et aussi chez les familles d'accueil. Les familles (d'accueil) n'ont pas de lien spéciaux avec le monde amérindien, c'était très dépaycé, c'est un autre côté, c'est plus le mode de vie créole ou occidental, donc c'est plus comme à Camopi. À Camopi, c'est les us et coutumes des Teko et des Wayampi, une fois sur le littoral, ils adoptent l'autre côté. Souvent c'est un problème, certains enfants ne comprennent pas et préfèrent abandonner l'école que d'en discuter. C'est difficile, ce passage d'un monde à l'autre, ils voient plutôt comme on leur fait du mal, parce que c'est quelque chose qu'ils n'ont pas appris, c'est vraiment un changement de vie, il faut s'adapter à l'autre sans que l'enfant apprenne au départ. C'est un peu brut, c'est direct, faut s'adapter.

#### *Les langues natives à l'école, une difficulté*

Il y a des intervenants en langues maternelles, « Ilm », c'est des jeunes qui ont un niveau bac, normalement ce qu'ils souhaitent, c'est Bac+2, mais déjà niveau Bac. C'est des jeunes qui travaillent avec les enseignants pour traduire, français, teko, wayampi, au niveau primaire. Bon, nous, au niveau du Parc, il y a des paramètres où on arrive pas à maîtriser quand ça parle beaucoup d'une autre conception, d'une autre vision des choses. Il y a des paramètres qu'on arrive pas à traduire à la population, aux habitants. On n'arrive pas à aborder, mais qu'on peut définir. Je sais pas si les autres institutions (font mieux), que les communautés puissent comprendre la conception du monde occidental veut apporter.

#### *Biodiversité, médiation, traduction*

Alors, en français, en un mot, tu vois déjà déjà les oiseaux, la Terre, la mer, alors que dans la langue locale, il y a pas un mot (unique) pour tout ça, donc il n'y pas un mot pour dire l'ensemble. On peut se référer à « forêt » pour dire biodiversité, mais est-ce que « forêt », c'est suffisant, ça comprend les animaux, après il faudra préciser les rivières, les poissons. Et ça, c'est pour les jeunes qui travaillent avec les institutions, les écoles, les enseignants, qui ont cette médiation, moi, comment dire, on fait l'effort, on va dire, on est professeurs de nous-mêmes, on apporte notre propre conception, comment dire, notre propre définition des choses, de nous-mêmes aux habitants. C'est pareil pour les jeunes intervenants qui vont des enseignantes à l'enfant, sa conception, c'est sa manière de traduire à l'enfant, après qui va vérifier ? Est-ce que l'enseignant est en capacité de vérifier ? Voilà. Y a rien qui peut prouver tout ça, si c'est bien traduit, si le message est passé.

#### *Perceptions des altérités*

Au niveau local, les Amérindiens vont vivre avec leurs histoires, leurs légendes, de la

forêt, leurs craintes et, par rapport, par exemple, à un Métropolitain qui ne va pas percevoir la forêt de la même manière, il va plutôt prendre la forêt comme un paradis, entre parenthèses, je vois le fleuve et moi, je me mets dans le fleuve, je me baigne comme si de rien n'était, alors que l'Amérindien va dire, c'est un endroit sacré où on peut avoir malheur et laisser sa vie. Tu vois, il y a cette manière de voir les choses où l'Amérindien va prendre peur et le Métropolitain se met dans cette position, parce que lui ne voit pas la légende, les histoires, les craintes qu'il y a derrière. Il ne vit pas de la même manière. Le Métropolitain, sur place, il va dire, je suis dans le paradis et il va prendre le plaisir à se baigner, peut-être sans faire attention au danger, c'est un peu ça un peu partout, peut-être. Après, ici, tout va tellement vite, il y a des perceptions où les gens ont bien compris, mais on doit travailler en priorité sur certains projets, certaines périodes, des délais, des limites, il faut que ça avance et tout ça et le monde amérindien n'a pas cette perception des choses, du coup, ça va très vite, des délais, le monde amérindien, il voit le temps autrement, je sais pas si je suis assez clair. Mais après comme j'ai dit, c'est plutôt au niveau des perceptions.

#### *Les enfants, la fécondité, l'exode, filles et garçons*

C'est vrai, il y a de plus en plus d'enfants, il y a aussi des jeunes qui vont sur le littoral, qui ont des enfants, plus les filles que les garçons. Beaucoup plus de métis aussi. Il y a ceux qui veulent bien rester dans les villages, mais y a d'autres qui partent et qui restent sur le littoral parce qu'il y a pas de travail dans le village et ils préfèrent quitter, venir sur la côte et travailler sur la côte. D'après les parents, c'est une douleur, c'est un peu perdre ma fille, perdre mon enfant, qui me quitte, c'est une douleur. Certains parents n'ont pas envie d'envoyer leurs enfants sur la côte, veulent les garder chez eux, surtout les filles, pour les garçons y a pas de problème, mais les parents n'ont pas envie de perdre leurs filles.

#### *Le tourisme*

Il y a du tourisme administratif, des gens qui vont faire les démarches administratives sur Camopi, du tourisme purement touristique, il n'y en a pas. Peut-être d'ici cinq ans, cela va se développer, c'est une demande de la commune, il y a de plus en plus de jeunes qui sont en demande pour travailler dans le tourisme. Après, comme on a la richesse sur place, partout, la richesse culturelle, au niveau environnemental, forêt, faune, flore, il faut que les jeunes se forment pour être bons guides et pour accueillir dans de bonnes conditions et amener les touristes pour faire découvrir leur environnement, la nature, la forêt, montrer la culture, tous les savoir-faire, il y a un lien fort avec la nature, donc c'est ce côté-là qu'il faudra développer, aider les jeunes à être un exemple. La commune a des projets de formation, après le Parc est là pour appuyer, pour aider, financièrement, au niveau logistique.

#### *L'orpillage clandestin, les garimpeiros*

On le voit tous les jours, on les rencontre pas vraiment, mais on les voit tous les jours, ils sont là, de temps en temps on est presque en contact, c'est des voisins, presque des voisins même, presque des voisins amérindiens, des Brésiliens, qui sont connus, qui sont là, qui sont aussi très menaçants parfois, une fois qu'on essaye de marcher sur leur bord. Il y a des Indiens qui les aident, ils sont passeurs, ils transportent du gazoil, leurs marchandises et tout ça. C'est un rapport de force parce qu'il y a pas assez de contrôle localement, d'effectifs de gendarmerie sur place, donc ça laisse un peu libre accès aux garimp, je pense que s'il y avait beaucoup plus de contrôle, là, au moins, cela pourrait ralentir, mais, au niveau local, Camopi, y a pas vraiment de contrôle, parfois de temps en temps, mais ça laisse libre les garimp de passer tranquillement la nuit. Dans l'esprit des garimp, ils ont envie de faire une ville à l'intérieur et soumettre à l'État, on est devenu guyanais, donnez-nous tous les moyens, les papiers pour être français. Ça veut dire que dans leur logique, ils sont pas prêts

de partir, ils vont faire le nécessaire pour rester le plus longtemps possible et concernant le Parc et le travail des militaires, on fait tout aussi pour les empêcher, pas pour les empêcher mais, comment dire ça en français, montrer notre présence. Parce que tous les mois, leur montrer qu'on est là, qu'il y a quand même du contrôle, il y a des saisies, il y a tout ça. Mais ils ne sont pas prêts de partir. Bon parfois il y a des vols de moteurs et de pirogues, parfois, c'est des habitants, parfois, c'est des garimp. En insécurité, aussi, parce qu'à n'importe quel moment, ça peut exploser, il y a eu des tirs de fusil. En insécurité, se rendre dans nos abattis, il y a des vols dans nos abattis. On a peur de se faire attaquer aussi par les garimp quand on est seul, de se faire voler la pirogue quand on est en expédition de chasse, et tout ça, en forêt. On est en permanence en insécurité, donc y a des habitants qui ne vont pas très loin à la chasse, à la pêche, ils font attention. Y a vraiment l'insécurité qui règne.

#### *Extraction, développement, protection*

C'est une zone gelée (pas de projets d'exploitation) ici à Camopi. Oui, il y a certains Amérindiens qui se plaignent du Parc, la crainte du Parc c'est qu'ils n'aient plus le droit de chasse, il y a certains gibiers qu'ils aiment bien comme le kwata (singe atèle) ou le ara, donc ils vont reprocher au Parc d'interdire la chasse, donc ils aiment pas trop la présence de Parc par rapport à ça, la crainte de perdre leur terre aussi. L'impression qu'ils ont, c'est qu'ils ont perdu leur terre, où est-ce qu'on arrivera avec le Parc ? Il y a beaucoup de craintes comme, peut-être qu'ils vont envoyer les militaires pour nous dégager de notre territoire, il y a aussi, même si le Parc emploie une quinzaine d'Amérindiens à Camopi, ça les empêche pas d'avoir cette crainte du Parc. Ils (mes collègues amérindiens) travaillent dans différents domaines piroguiers, mécaniciens, agents forestiers, des charges de mission qui sont plus des Métropolitains, moi je m'occupe de la délégation. Oui, je comprends le wayampi, c'est une langue apparentée.

#### *Les zones de droit d'usage collectif*

Comme il y a une dérogation (au delà des zones de droit d'usage collectif) pour les communautés d'habitants, il faut que ce message soit passé. Mais ils acceptent mal, pour eux c'est pas vrai, même s'il y a une dérogation qui autorise les Amérindiens de chasser et de pêcher (de manière permanente) dans le cœur du parc, est-ce que c'est vrai, est-ce que c'est une garantie, ils ont beaucoup plus confiance dans les zones de droit d'usage collectif, même si le Parc leur donne le droit dans le cœur du Parc aussi. Les gens ont peur, c'est le titre de « Parc national » qui leur fait peur, est-ce que le Parc national leur garantit vraiment ça ? Est-ce que c'est une manière de les amadouer ? Il y a un manque de confiance. C'est une méfiance par rapport à ce qui se passe dans le monde, par exemple, il y a quand même des leaders wayampi et teko qui font de la politique sur Camopi, ils ont des exemples ailleurs, comme par exemple en Thaïlande, des Parcs nationaux qui dégagent les habitants pour créer un Parc national, ils en parlent autour d'eux, ils montrent les images, ils montrent que le mauvais côté du Parc, donc des habitants prennent cela comme vérité même si nous on est là en permanence pour dire, le Parc, ça va garantir, mais ils y croient pas.

#### *La vie politique à Camopi*

J'ai dit leaders, par ce que c'était des jeunes qui ont commencé très tôt la politique, il y a l'ancien maire, un autre, plus leader wayampi, il parle très bien le français, il a des contacts, il a voyagé, il a des exemples, il vient, il parle avec les habitants, donc, pour les autres habitants, il le voit comme un leader, c'est quelqu'un qui peut apporter quelque chose, quand il parle, les gens l'écoutent. Ils ont un poids au niveau local, émettre un avis. Quand ils disent quelque chose sur le Parc, les gens vont l'écouter, même si c'est pas vrai. Ils participent au Parc, de l'assemblée, La Ctg, la Collectivité territoriale de Guyane, avec les

communautés des communes de l'Est, avec les chefs coutumiers, ils participent partout. Les gens ont vraiment une crainte des scientifiques, ils sont intéressés quand il y a une découverte et qu'ils sont dans la boucle, que ça fonctionne avec eux, qu'ils sont pas oubliés, qu'il y a un vrai retour, que cela fonctionne dans la confiance, mais il y a des cas, comme ce qui s'est passé avec l'Ird (l'accusation de bio-piraterie par dépôt de brevet exclusif), ils ont pas confiance, il y a la peur de se faire voler la connaissance et rien en retour. Il y a beaucoup de personnes âgées qui raisonnent dans ce sens là.

#### *Dynamisme et fragilité des langues*

La langue teko et la langue wayampi, elles sont encore bien vivantes, parce qu'au sein de la famille, chacun parle dans sa langue avec les enfants, après, ce que j'ai remarqué, c'est qu'il y a des jeunes couples wayampi, qui ont un ou deux enfants, qui parlent en français pour leurs enfants. Ils sont toujours pas loin de la famille, c'est pas un danger, l'enfant pourra jouer avec les autres enfants, l'enfant sera toujours dans le bain, il va toujours apprendre. Les parents qui parlent le français dans leur maison, c'est bien aussi peut-être pour l'école, mais si c'est pas à Camopi et que ça se passe à Cayenne, là, ça peut être, l'enfant va complètement oublier le wayampi ou le teko et apprendre le français, mais si ça se passe sur Camopi, l'enfant a encore de la chance à apprendre le teko ou le wayampi, même si les parents se mettent à parler français avec leurs enfants. Le teko c'est parlé au moins par 500 ou 600 personnes, parce qu'il y a le côté Oyapok et le côté Maroni aussi, il y a une partie aussi sur la côte qui parle encore le teko. C'est des teko très proches, même s'il y a quelques changements d'accent, parce que les Teko de l'Oyapok sont beaucoup plus proches des Wayampi, qui sont deux langues apparentées, parfois y a des petits mots en wayampi qui reviennent dans le teko, et avec le teko du Maroni, il y a aussi un petit mélange avec le wayana. Mais c'est pas grand chose, tout le monde se comprend parfaitement. Moi, j'ai de la famille, côté Maroni et aussi sur la côte, on se connaît tous, nous les aînés, les enfants moins parce qu'ils se rencontrent pas souvent, et peut-être que parents, nous aussi, on ne joue pas un rôle de rencontre, que les enfants ne se connaissent pas si bien. Avant, les gens se connaissaient mieux, aussi parce qu'il y avait moins de Teko. Maintenant, les cousins, les cousines se connaissent moins, quand ils se retrouvent sur le littoral, ils ne savent pas si c'est wayampi, wayana, c'est en parlant la langue teko qu'ils se rapprochent, mais s'ils parlent pas la langue, il vont les confondre avec d'autres Amérindiens.

#### *Les Noirs marrons, proches ou distants*

Je peux pas trop dire, mais je suis très peu sur le Maroni, mais je trouve que s'ils restent sur le mode de vie, chasse et pêche traditionnelles, ça fait des bonnes choses, mais s'il y a une évolution au niveau agriculture, cela devient un peu plus comme une agriculture métropolitaine, pas sur brûlis, mais qu'ils vont adapter parce que la commune s'agrandit, il y a aussi beaucoup plus de ventes de poisson et de gibier, tout ça, c'est un changement, c'est pas une bonne chose, cela peut arriver à la raréfaction des gibiers, après c'est à eux d'organiser leurs plans de gestion. À Camopi, il n'y a pas de plan de gestion, les gens vont où ils veulent, par contre, ils ont leurs coins de chasse et de pêche, ils ont l'espace. Au niveau du Parc, on réfléchit, les habitants commencent à sentir l'impact très fort des chasses et des pêches, on sent qu'il y a une raréfaction, il y a des questions qui se posent, le problème se fait sentir, à un moment, il faut penser à faire un plan de gestion, s'unir, parler avec les chefs coutumiers, avec les habitants pour faire quelque chose de bien, pour faire que le ressource ne diminue pas.

#### *Vocabulaire, mixité*

C'est vrai que je mélange souvent tribu, communauté, sinon je dis le peuple teko, moi je



dirais je suis un Teko, que je suis d'origine teko. Mais je ne vois pas de problème, je fais pas cette différence là, du coup j'emploie les termes un peu comme ça, mais certains vont dire communauté c'est plus fermé aux autres, tribus, c'est comme ça, quoi. Il y a beaucoup de mariages mixtes, avec les Wayampi et les Teko, Wayana et Teko, Teko et Métropolitains, Teko et Créoles, même Teko et Brésiliens. C'est une communauté très ouverte, même s'il y a une crainte des parents, s'ils ont beaucoup d'enfants, une peut se marier avec un Métropolitain, les autres avec un Teko, c'est la perte des enfants qu'ils voient. Le terme a été employé par le Parc amazonien, le terme « communautés d'habitants » alors que les Teko et Wayampi sont assez mixtes avec les autres nations, le Parc considère par rapport à l'ethnie. Par exemple, si j'ai un cousin créole sur le littoral, mon vrai cousin, il n'a pas le droit. Tout ça s'est un peu soumis de manière un peu discrète, sinon les habitants vont encore râler. Le Parc est toujours en train de chercher des solutions auprès des habitants, et eux les habitants, ils font pas attention, ils vivent dans la forêt, sans comprendre le danger, alors que le Parc est sans cesse à faire des projets pour protéger, pour essayer de sauver cette forêt.

### *La frontière*

Y a pas de Teko au Brésil. Des Wayampi oui. Mais pour les deux, les deux côtés du fleuve, la frontière, ils voient pas, c'est un territoire de chasse et de pêche depuis toujours ; mais quand il y a eu la création du parc Tumucumaque au Brésil (Parque Nacional Montanhas do Tumucumaque), sur l'autre rive, les militaires brésiliens sont arrivés, ont détruit un abattis, ils ont empêché les Amérindiens de faire un abattis côté Brésil, ils l'ont très mal vécu, ils ont été blessés, ils n'étaient pas préparés à ça. Pour le Bas-Oyapok, il y a tellement de projets, d'ici dix, vingt ans, on verra une vraie différence (sur 100 km) en aval et en amont de la limite de la zone à accès réglementé, les habitants ont pas l'impression de vivre ça, mais comme ça va venir vite, ils auront peur, mais ça va être trop tard, ça arrive ; oui, c'est un peu pessimiste, parce qu'on a pas la main sur cette partie là, même si les Amérindiens utilisent encore l'espace jusqu'à vers Saint-Georges, si les gens de Saint-Georges ont compris qu'ils peuvent développer jusqu'à la limite, cela va faire un gros changement. Cette limite, c'est une garantie, mais il faudrait la protéger encore plus.

### **> Marianne Palisse**

Elle est arrivée en 2010 en Guyane, elle est enseignante-chercheuse à l'Université de Guyane, vit et travaille sur le littoral. Anthropologue, elle a soutenu en 2006 une thèse sur la patrimonialisation et la construction du territoire dans le Parc naturel régional des Bauges (Savoie), y mettant en lumière le conflit d'usage et de valeur de la Réserve nationale en cœur de Parc, un emblème pour le Parc, mais aussi « l'emblème pour les habitants de leur défaite et de leur perte d'emprise sur le territoire ». Après cette expérience de « l'anthropologie du proche », elle souhaite expérimenter une « anthropologie du lointain ». De 2006 à 2010, elle travaille en Haïti comme VSI à l'Université de Port-au-Prince (faculté des sciences de l'éducation), apprend le créole haïtien et expérimente les situations et les pédagogies interculturelles. Elle est recrutée en 2010 par l'Université de Guyane, grâce à son expérience haïtienne et sa proximité avec les anthropologies de la nature. L'entretien enregistré, faisant suite à un premier entretien, est réalisé en février 2016.

### *La découverte de la Guyane*

Haïti m'a beaucoup appris, mais la Guyane m'a autant appris. J'y ai beaucoup évolué, c'est la première fois que j'étais dans une société où il y a autant de diversité culturelle, Haïti, il y a du bilinguisme, ou du moins de la diglossie, tout le monde parle créole et un peu de français, et ici, je me suis retrouvé dans cette énorme diversité qui était différente et plutôt agréable pour un étranger. En Haïti, tout le monde voit que tu es un Blanc et un étranger, des fois, c'est fatigant, on aimerait bien disparaître un peu, pas se faire remarquer, mais c'est pas possible, tandis qu'en Guyane, comme tout le monde a une tête différente, tant que tu as pas ouvert la bouche, on peut pas trop savoir d'où tu viens et qui tu es et c'est pas du tout désagréable quand tu arrives, de vivre comme ça, et c'est vrai, qu'il y a, oui, une certaine tolérance dans cette société qui fait que pas mal de gens s'y sentent pas mal.

### *Une acculturation scientifique*

Du point de vue de l'anthropologie, ça m'a fait beaucoup évoluer, déjà, je dois dire que, bon, j'ai beau être une anthropologue, je connaissais pas grand chose aux problématiques de la Guyane, par exemple, les questions d'autochtonie, pour moi, c'est pas quelque chose qui concernait directement la France, j'avais des copines, des doctorantes, qui travaillaient sur ces questions d'autochtonie, mais au Canada, au Brésil, ... c'est en Guyane que j'ai compris que la France était complètement concernée par ces questions là. Et puis, comme beaucoup de gens, j'ai quand même été formé par ce modèle français, la République ne reconnaît que des individus et pas des communautés et quand tu commences à te mettre en communauté, c'est du communautarisme, la revendication identitaire, c'est pas très bien. J'ai été formé à Lyon 2, dans une école d'anthropologie, à l'époque, c'était François Laplantine, qui est plus connu au Canada et au Brésil, en gros, il défendait l'idée du métissage et de la créolisation, et donc, pour lui, l'identité, c'est un concept dont on pouvait se passer en anthropologie. Je suis toujours d'accord avec lui, c'est un concept dont on peut se passer, mais cela dit, j'ai découvert une autre façon de gérer la diversité culturelle, dans laquelle l'histoire des droits culturels, les droits de vivre selon sa propre culture, jusqu'à ce que je vive en Guyane, c'était un peu une abstraction et maintenant, je vois en réalité ce que cela produit, à quel point cela peut être important, que ce droit à la différence peut avoir d'important pour les gens. Ce terrain guyanais, pour moi, a été une très grosse évolution.

### *La science systématique en Guyane ?*

Je les appelle les environnementalistes (quand je mentionne les « naturalistes »). Quand j'ai commencé mon travail sur les savanes, j'ai commencé à être confrontée à des discours environnementalistes un peu militants, c'est à dire qu'ils étaient dans leur vision d'une nature à protéger, et forcément, l'anthropologie te donne de la distance par rapport à ça, avec les travaux de Descola, tous les travaux de Latour, bon, maintenant, tu as une distance quand les gens arrivent et te disent, il y a une biodiversité exceptionnelle et il faut la protéger. Je suis un peu loin aussi. À l'université, j'ai moins de temps pour la recherche, clairement, je suis engagée dans des trucs pédagogiques et administratifs, je suis moins dans les organismes de recherche. Mais, c'est vrai, que c'est pas tout le monde dans les organismes de recherche, à la limite, je dirais que le pire c'est pas les chercheurs des organismes de recherche qui ne sont pas très interventionnistes sur le terrain, le problème, ça va être plutôt les institutions de protection de l'environnement type Deal, les Ong à leur niveau, et là dedans, il y a toutes les catégories, si tu veux, il y a des gens ouverts aux discours relativistes, vous avez votre manière de voir le territoire, mais il y a d'autres manières de voir le territoire. Et d'autres, avec qui c'est plus compliqué. Je me souviens quand j'ai commencé mon travail sur les savanes, il y avait un agent de Deal qui me disait, mais quand même il y a la vérité scientifique et il y a le reste. Alors, bon, pour une anthropologue, c'est un peu raide. Alors, ce milieu des organismes de recherche, des institutions de protection de l'environnement, ils ont une influence, mais y a pas qu'eux qui ont une influence. Y a beaucoup de choses qui se font, de la négociation, y a des rapports de force, ce sera pas non plus exact de dire que c'est eux qui, quelque part, prennent les décisions en dernier ressort et ont une influence plus grande que les autres.

### *Une recherche relationnelle, une interaction*

Pour moi, les sciences sociales en Guyane, elle peuvent être que dans l'interaction, c'est ce que j'ai essayé de montrer dans mon article sur les savanes le terrain était pas pareil avant que j'arrive et après que j'en parle, rien que ma présence et on peut pas faire autrement, et puis, il y a quand même des jeux de culture dominante et dominée, et en tant que chercheur, tu légitimes certaines cultures et que tu le veuille ou non, et moi, clairement j'ai un côté

malicieux, donc tu contribues à renforcer certaines positions et à en influencer d'autres. Les restitutions intermédiaires, c'est le Gepog (Groupe d'étude et de protection des oiseaux de Guyane), une des assos environnementalistes, qui a été commanditaire de l'étude, et là je dois dire qu'ils ont été super, c'est eux qui les ont voulu, j'aurais voulu le faire, mais ils m'ont soutenu logistiquement, ils ont organisé les rencontres pour moi, ça a été, il ne faut pas mettre tout le monde dans le même sac, là j'ai trouvé des gens qui sont beaucoup plus ouverts à la diversité culturelle et aux sciences sociales que dans d'autres organisations. Les organismes d'Etat, ils aiment pas trop la complexité. Et puis, les chercheurs en sciences dures, je les fréquente pas mal dans le cadre du Labex Ceba (Centre d'étude de la biodiversité amazonienne), mais ils connaissent pas tellement les travaux en sciences sociales, du coup, il y a des degrés dans cette acceptation, ou pas, d'une certaine complexité de la situation et du fait que la nature, c'est peut-être pas quelque chose qui est si connaissable que cela par la science.

#### *Les étudiant-e-s guyanais-e-s*

J'ai deux sortes d'étudiants, des étudiants des masters en interculturalité et des étudiants des licences où j'interviens (lettres, histoire et Lea) et, en gros, mon boulot, c'est de donner une approche de base de la diversité culturelle au travers de l'anthropologie, de toute façon quelque que soit le métier qu'ils feront en Guyane, ils ont besoin d'avoir un minimum de clefs de lecture sur ces choses là. Déjà, nos étudiants, ils sont à la fois, pour partie, à l'image de la diversité culturelle, ils sont divers, parlent plein de langues et en même temps ils ne sont pas à l'image de cette société, il y a un énorme problème d'échec scolaire en Guyane, déjà seulement 35 % de la population arrive au bac, c'est pas 65 % comme en métropole, c'est pas tout le monde qui arrive au bac, et puis, les meilleurs élèves de la bourgeoisie locale, en gros, les Métropolitains et les Créoles, les meilleurs, ils ne vont pas se retrouver à l'Université de Guyane, on fait en sorte de les extraire et de les envoyer en prépa ou à la fac en métropole. Donc, nous, on se trouve à la fois avec des étudiants relativement brillants, c'est des gens qui sont capables et puis d'un autre côté, c'est pas la bourgeoisie qu'on a. Les Chinois et les Hmongs jouent aussi à fond la diaspora et extraient aussi leurs enfants vers les meilleures universités des États-Unis et de la France, en tous cas pas chez nous. Nous, on a énormément d'enfants de migrants, un tiers de Brésiliens, un tiers d'Haïtiens et un tiers de Créoles et de Bushinengue, on a très peu d'Amérindiens, on a un peu d'Amérindiens de la côte, des Kalina, j'en ai dans toutes les promos, par contre, c'est la première année que j'ai un Wayampi de Camopi, qui est apparenté au maire. Y en a un en licence d'histoire. Beaucoup plus de filles que de garçons, y a une meilleure réussite globale des filles en Guyane. On a aussi des gros groupes qui viennent de l'Ouest, du Maroni et qui parlent des langues nengué et là, c'est pratiquement que des filles et je me demande souvent ce que font les garçons, c'est clair les filles, je vois bien qu'elles ont des stratégies d'émancipation via les études, les garçons, je ne sais pas.

#### *Un master pro métiers de la culture et patrimoine en Guyane, des reconversions*

Les professionnels de la culture et du patrimoine interviennent pour les former et pour qu'ils travaillent ensuite, il y a énormément de besoins, il y a une Maison des mémoires et des cultures qui ouvre, il y a une dynamique patrimoniale qui ressemble à celle qui a eu lieu en métropole il y a vingt, en Guyane, c'est maintenant, ils cherchent à embaucher et évidemment y a personne de formé localement, donc les professionnels du patrimoine sont très contents qu'on fasse ça. Et donc, là, dans ce master, j'ai assez peu d'étudiants qui sortent des licences, j'ai surtout des gens en reprise d'études, des enseignants, des soignants, de la protection judiciaire de l'enfance, des travailleurs sociaux, toutes sortes de gens, des agents des institutions culturelles, des collectivités locales, qui veulent se reconvertir et c'est un

public très intéressant, avec une grande diversité, beaucoup de Créoles et de Métros, mais aussi des Bushinengués et des Amérindiens, qui arrivent au compte-goutte, un à deux par an, aussi en reprise d'études, cette année, j'ai une dame hmong, c'est hyper-intéressant. Elle est prof de français, mais le samedi, je la vois au marché, elle vend avec sa famille.

#### *Une glottopolitique guyanaise, le refus scolaire du plurilinguisme*

Y a pas longtemps, il y a eu la « journée des langues maternelles », une journée de l'Unesco, donc ils ont fait une espèce de mini-séminaire à la Région, maintenant on dit la Collectivité territoriale et le Recteur était évidemment invité et le Rectorat, il tient un discours, on fait des choses, etc. Mais, si tu veux, ils font des choses, mais c'est toujours extrêmement limité, c'est-à-dire y a dix ans ils ont fait les intervenants en langue maternelle, c'est super précaire et puis, le seul but, c'est de permettre en gros de faire une petite aide jusqu'à ce que les élèves se débrouillent en français avec leur instit. Or, il y a quand même une diversité linguistique que tout le monde dit qu'il faut la protéger, et il y a même pas un tout petit début d'introduction de ces langues, c'est la France quoi ! Alors à la fois en Guyane, il y a une sensibilité assez forte à la diversité culturelle et une certaine bonne volonté des acteurs, mais, à la fin, on est toujours dans ce cadre national, et effectivement, ça fait peur. Je vois très bien les responsables au Rectorat, ils se disent, si on commence à faire, comment on va faire, toutes les langues qu'on va devoir enseigner, dans quelle école on va faire quoi ? Ça pose énormément de problèmes, mais le résultat c'est qu'on affronte pas le problème du coup et qu'on se contente de bricolages à la marge.

#### *Le tourisme paradoxal, le tourisme impossible, une éthique de la modération*

Pour moi, les gens qui viennent ici, ils viennent ici parce qu'ils ont quelqu'un ici. T'as un parent en Guyane, qui fait ses deux ans au Cnes ou je sais pas quoi, ben tu y vas mais y a pas grand monde qui vient parce qu'ils veulent découvrir la Guyane. Les structures sont assez limitées ; comme beaucoup de Métropolitains, je suis assez consommatrice, des fois, c'est un peu compliqué, c'est fermé, ils ont pas de place, c'est pas, ils sont pas prêts pour le tourisme de masse ! Il y a un petit côté bricolage et c'est pas immense, il y a un certain nombre de lieux et une fois que tu as fait le tour, bon voilà, mais cela dit, c'est dommage, il pourrait y avoir quelque d'intéressant à faire autour de la nature amazonienne, mais, pour moi, ils ne sont pas tout à fait prêts. C'est difficile, la Guyane, tu sais, c'est l'endroit où s'enlise tous les projets grandioses et je ne sais pas dans quelle mesure l'idée qu'on veut faire un super développement touristique, c'est pas aussi un projet grandiose voué à l'échec, parce qu'aussi le charme de la Guyane, c'est justement ces petites structures un peu roots que des gens apprécient, le côté un peu bricolage. Quelles que soient les sorties que tu fais en Guyane, le plus chouette, c'est la petite structure carbet, tu es presque accueilli en famille, c'est ça qui est sympa et qui est agréable, et en même temps, la Guyane se prête pas beaucoup à autre chose, c'est une nature impressionnante, mais c'est pas spectaculaire, moi, je suis des Alpes, c'est des paysages, des cols, tu vois des falaises, des trucs extra, ici, quand tu es dans la forêt, le paysage est beaucoup plus clôturé, tu es entouré d'arbres, tu apprends à regarder, c'est pas forcément beau la première fois, ton regard s'habitue et tu finis par voir, par exemple, toute la complexité de l'architecture des arbres, les plantes, tu vois une beauté que tu voyais pas forcément au début, c'est pas un truc hyper spectaculaire où tu vas faire venir des cars de tourisme.

#### *Maintenir artificiellement une biodiversité ? Le cas des savanes*

Je pense que tout le monde s'accorde pour dire qu'il y a une grande diversité dans les savanes, maintenant, je crois que cela me rappelle beaucoup les controverses sur les pelouses d'altitude dans les Alpes, il y a une grande biodiversité, mais elle vient d'où, cette

grande biodiversité ? Elle est le produit d'une histoire complexe avec des hommes dedans et si tu retires les hommes, effectivement, la forêt se met dessus, c'est une biodiversité intéressante, mais tu vas perdre ta biodiversité précédente des savanes. C'est pas forcément choquant, on va pas forcément garder artificiellement une biodiversité juste pour la garder, mais après il y a peut-être d'autres gens qui veulent conserver ces paysages pour d'autres raisons. Là-dessus, le débat, il est pas tellement sur la richesse ou pas la richesse. C'est un lieu, il renvoie à un mode de vie, et ce mode de vie renvoie à une forme de liberté, pour les Créoles, comme pour les Amérindiens. La petite habitation créole [issue des migrations post-émancipation], elle a disparu dans les années 90, mais ce qui m'a frappé, c'est qu'il y a pas mal de « jeunes », de 30-40 ans, ils font leur travail salarié le matin et l'après-midi, ils ont leur petites habitations dans la savane, ils ont deux trois vaches et un abattis. L'héritage n'est pas si inexistant, même si les gens, chez les Créoles, sont rentrés dans le système salarié.

#### *Des Zones de Droits d'usage collectifs pour les Créoles ?*

Ce serait pas stupide, quelque part. À une époque, en Guyane, tout le monde était itinérant, y avait pas que les Amérindiens, les abattis sur les savanes étaient itinérants, les gens avaient pas de papiers, pas de droits sur les terres, ils s'installaient et c'est tout. Quelque part, ces Zones de droit d'usage, ce serait pas stupide, ça les calmerait même s'ils en avaient eux-mêmes, au lieu de dire : « ah les Amérindiens ont des privilèges, nous on n'en a pas ». Mais les Créoles sont rentrés dans la propriété, dans les années 70, on leur a proposé de régulariser le statut de leurs terres, ils l'ont fait, mais ensuite, dans les années 2000, j'ai constaté que dans la foulée des agriculteurs métropolitains qui ont lancé de nouvelles formes d'élevage bovin, y a plein de jeunes agriculteurs créoles qu'ont demandé des concession terriennes, donc ils rentrent dans le système de la propriété terrienne et ils clôturent comme les autres. Donc, non, chez les Créoles, y a toujours cette tension entre vouloir être absolument dans la « modernité » qui est une forme d'assimilation et puis d'un autre côté, le fait d'accepter aussi sa différence.

#### *Les Droits d'usage collectif, conservatoire ou laboratoire juridique ?*

Je les vois plus comme des expérimentations, de toute façon, cette question de la terre en Guyane, là aussi, on est pris entre, c'est une question cruciale, moi, je voudrais travailler sur le foncier dans les années qui viennent. Effectivement, à une époque, toutes les populations guyanaises, Amérindiens, Bushinengués, Créoles, à une époque, avaient des pratiques itinérantes. En gros, la terre était à l'État français et tout le monde se déplaçait dessus, faisait ses abattis, sa chasse, sa pêche et puis là, on arrive dans ce régime de la propriété privée française et qui se heurte à ce régime appropriation collective et, effectivement, pour moi, ces zones de droit d'usage, je les vois plutôt comme un pas timide qu'a fait l'État français, on va pas ; tu vois leur raisonnement, si on commence à redistribuer la terre (L'État possède encore en 2016 plus de 90 % du territoire guyanais), où est-ce que ça va nous mener, attention faut surtout pas donner la terre, ils ont trouvé ce système, ils donnent des droits d'usage, mais ils donnent pas la terre. C'est plutôt en extension, des négociations viennent de s'ouvrir, au village de Bellevue, à côté d'Iracoubo, justement là où j'ai fait mon terrain sur les savanes. Il y a un gros village amérindien, un des plus gros du littoral, et je ne sais pas pourquoi ils ont pas obtenu de zones de droits d'usage dans les années 90, dans la même vague que les autres. Je ne sais pas s'ils ont pas obtenu ou s'ils ont demandé et pas obtenu, je sais pas ce qui s'est passé, mais du coup quand je suis allé les voir, ils disaient, pour nous, les savanes, c'est la liberté, pour nous les savanes, elles disparaissent parce que on plus la liberté de passer, il y a de plus en plus de clôtures qui s'installent de tous les cotés, concrètement pour eux, c'était la fin de la maîtrise sur leur espace. Ça bouge, il y a deux demandes de

zones de droits d'usage déposés par deux associations un peu concurrentes de Bellevue et l'État semble décidé à leur donner, vu qu'il y a d'autres projets d'aménagement sur les savanes, bon finalement, il vaut peut-être mieux donner des zones de droits d'usage aux Amérindiens, finalement, c'est mieux pour la protection de l'environnement ! Et là aussi, tu vois la grosse évolution qu'il y a eu depuis que j'ai commencé mon terrain, où ils étaient là sur le thème, bon, en gros, on les conserve ces savanes avec un modèle de conservation à l'ancienne, une réserve, un truc, un truc où on interdit aux gens d'aller. Et là, L'État est en train de se servir de ces zones de droits d'usage comme d'un dispositif de protection. C'est clairement intéressant. Ils ont missionné une association en leur demandant d'animer un peu la concertation avec les habitants pour qu'il n'y ait plus deux projets, mais un seul. Les gens demandent aujourd'hui une augmentation de ces zones, la population est plus grande, on n'a pas assez de place.

#### *La participation de l'anthropologie à la production de récits socio-environnementaux ?*

Je ne sais pas si c'est complètement nouveau, mais c'est vrai qu'à partir du moment où toi-même tu critiques les postures scientistes de certains, que tu admettes qu'il peut y avoir d'autres savoirs, ça oblige à une posture un petit plus modeste que celle du chercheur omniscient qui est au dessus du truc. À l'Université de Guyane, qui est toujours en création, à l'Espé, il y a beaucoup d'expérimentations qui se font, des enquêtes, dans les quartiers. C'est vrai aussi en recherche, on vient de créer un labo avec des profils très hétérogènes, on verra ! C'est le côté passionnant en Guyane, c'est un territoire jeune, en construction, tout est à faire, c'est ça qui me plaît. Comme y a rien de prévu, tout est à inventer, après des fois, c'est fatiguant. Mais oui, en sciences, comme en d'autres choses, on est beaucoup dans l'expérimental. Il y a aussi la question des savants locaux, en ce moment, on est sur le partage des avantages, ce qui va aux communautés locales ou pas, l'histoire de la biopiraterie à l'Ird, ça a fait des gorges chaudes, ça a été un sujet chaud. Il y a aussi la question de la place des sachants dans les communautés. Est-ce que nous, universitaires, on peut leur donner une reconnaissance sur certaines choses.

#### *Les migrants haïtiens en ville, les jardins urbains des migrants*

C'est mon sujet d'étude en ce moment, j'essaie d'écrire un article. Alors, la ville, c'est quelque chose d'extrêmement dynamique et on aurait besoin, il faudrait des chercheurs pour chercher plus que ce qu'on fait. Effectivement, moi, je l'aborde par le côté jardins urbains, comment ces migrants haïtiens, ils vivent souvent dans des quartiers auto-construits, alors là aussi, il y a une énorme diversité, le grand spécialiste de ça, c'est Frédéric Piantoni, il y a des dynamiques urbaines qui sont assez extraordinaires, tu as à la fois des quartiers auto-construits « chics », où les gens construisent de belles villas qu'ils espèrent régulariser un jour ou l'autre, par la suite, il y a de l'auto-construit vraiment « bidonville », où les gens sont là en attente de mieux, avant de partir pour autre chose, il y a des stratégies variées selon que la personne a envie de repartir ou de s'implanter en Guyane. Y aurait des tas d'études à faire sur ces questions urbaines, il y a une mixité souvent assez impressionnante, ces quartiers auto-construits côtoient souvent les belles villas, le tissu urbain est extrêmement mêlé. Effectivement, pour les gens qui arrivent, la plupart des migrants, ils sont dans les grandes villes même si après ils repartent en campagne. Chez les Haïtiens qui font de l'agriculture, il y en a qui préfèrent se mettre à Montsinéry, Sinnamary, Roura, où ils ont des opportunités de terrains mais tout ça, c'est calculé par des individus qui se disent ben oui finalement je serai mieux là. Mais quand ils arrivent, les réseaux de solidarité c'est dans les quartiers aux abords des villes. Tu n'arrives pas par hasard, tu viens où tu connais des gens.

#### *Une dynamique de « la nature en ville » en Guyane ? Une agriculture urbaine*

J'essaye de travailler ça à travers cette histoire de jardins haïtiens. Actuellement, j'essaye de faire deux articles, l'un est plus général qui parle d'abord de l'agriculture des migrants haïtiens, l'autre qui parle plus de ces jardins dans la ville de Cayenne. Dans ce deuxième article, j'essaye de m'intéresser au Mont Mahury qui est une petite montagne (161 m) qui est à Rémire-Montjoly et qui est un des espaces verts aux portes de la ville. C'est un espace vert qui a été préservé parce qu'il y avait le captage d'eau de la ville de Cayenne, et du coup, tous les terrains au centre du massif appartiennent au Conseil général, maintenant à la Collectivité territoriale, il se trouve que cette colline, historiquement, les premiers colons qui sont arrivés, ils se sont implantés là, c'est le lieu de la première agriculture de la Guyane, des Juifs expulsés du Brésil, du Pernambouc et les habitations (exploitations coloniales) étaient sur cette colline et après toutes les grosses habitations étaient là, entre autres, la grosse habitation des Jésuites. Du coup, aujourd'hui, c'est plein de vestiges archéologiques, donc, idée très métropolitaine, il faut préserver tout ça, donc c'est préservé, les citadins vont s'y promener et courir, c'est la rando la plus populaire de Cayenne le dimanche, le Rorota, et en plus, il faut s'occuper des vestiges, peut-être un musée pour les Jésuites. Et puis, en même temps, tout autour de cette colline et même un peu sur le sommet, il y a des Haïtiens qui installent des jardins, donc évidemment controverses environnementales, que tu trouves facilement sur des sites internet avec des gens qui se fritent « ah ces étrangers qui respectent rien, qui viennent tout péter chez nous ». Les choses sont un peu plus compliquées que ce que le discours populaire donne à entendre, ce serait que des squatters, mais en fait, en très grande majorité, ces Haïtiens ne sont pas des squatters, tous ceux qui sont sur le tour, ils sont sur des terres privées et ont l'accord du propriétaire en général, ils payent quelque chose. Y a que ceux qui sont vraiment sur la zone centrale, donc Conseil général et Conservatoire du littoral, qui a acquis des terrains, là vraiment ces personnes sont squatters et du coup, c'est pas la majorité. Et puis, ces terres, elles sont connues depuis longtemps comme étant les meilleures terres pour l'agriculture, et les agriculteurs haïtiens eux-mêmes le disent, ces terres là, elles sont bien meilleures que les autres, souvent ils ont deux trois petites parcelles, dans différents endroits, il y a celle-là et ils en ont une autre à Roura ou à Montsinéry, ils disent la terre ici, c'est sans comparaison. Donc c'est les meilleures terres pour l'agriculture et c'est là que les exploitations coloniales s'étaient installées et paradoxalement, ben il faudrait plus y faire d'agriculture, or c'est à deux pas de la ville, ils font des jardins diversifiés magnifiques, dans lesquels ils utilisent pratiquement pas d'engrais et ils vendent des fruits et des légumes sur les marchés de Cayenne, du coup c'est du circuit hyper-court, du coup ces valeurs là c'est les mêmes valeurs que les même environnementalistes guyanais défendent le dimanche quand ils achètent leurs légumes au marché, le circuit court c'est bien, c'est pas des trucs qui sont venus sur des bateaux ou produits à grande échelle avec des engrais et des pesticides. Voilà, il y a toute cette discussion et les agriculteurs haïtiens, quand tu discutes avec eux, ils sont accusés par le reste de la population de déboiser la Guyane comme ils déboisé Haïti. Mais ils disent la Guyane, c'est pas pareil, il y a de la forêt partout, c'est pas parce qu'on va nous donner quelques terres près de la ville qu'on va tout déboiser. Ils posent une question qu'est pas idiote, ici, la population elle augmente, donc il y a quand même un moment où il faut se poser la question de la production alimentaire, on va la faire où, cette production alimentaire ? Donc, il y a cette concurrence des usages, entre ces espaces naturels, en fait entièrement de la forêt secondaire, quand tu regardes les gravures du 18<sup>ème</sup> siècle quand il y avait les Jésuites, la colline elle était entièrement défrichée, c'est que de la canne, tu vois un arbre au sommet. Il faut ré-historiciser la « nature ». Les savanes ou cette colline, il y a une histoire.

#### *Acceptabilité et ruse des jardiniers sans titre*

Il y a rarement d'expulsions, ils sont malins, ils se font plus expulser pour des problèmes

d'habitat. Là où la municipalité ou les propriétaires interviennent, c'est quand il commence à avoir des risques de glissement de terrain, il y a eu une catastrophe en 2000, la catastrophe du Mont Cabassou, il y a eu des morts (10 morts par ensevelissement) dans une usine en bas d'une colline et les gens ont très peur que cela se reproduise. Donc quand il y a des squats sur des collines et que cela commence à craindre, il y a des expulsions. L'autre chose, c'est quand c'est propriétaire privé qui veut vendre ou valoriser son terrain, il y en a eu à côté de la zone commerciale de Cayenne, probablement ils doivent vendre à une enseigne de supermarché et ils ont fait expulser plein de migrants. Mais des expulsions, j'en ai pas vu tant que ça, de temps en temps des gens passent et les engueulent, mais de là à vraiment venir les mettre dehors. Oui, il y a eu des petites opérations, mais globalement, non, ils sont subtils, ils savent très bien qu'il y a des limites à ne pas dépasser. Ils savent que si ils sont à certains endroits, il faut qu'ils préservent une jolie frange d'arbres et qu'on les voit pas du sentier. Souvent tu passe une frange d'arbres et tu te retrouves dans un jardin, mais ils ont fait bien attention, si tu sais pas, tu vois pas. Si cela se voyait du sentier, ils auraient des problèmes et ils le savent très bien. Sur les jardins, il y a peu d'expulsions. En fait, les propriétaires privés, quasiment à tous les coups ils sont d'accord, c'est souvent des sous-locations, c'est des mecs qui louent et qui sous-louent aux migrants et ils veulent pas que ça se sache. C'est comme les vieilles maison coloniales du centre de Cayenne, les gens, ils râlent parce que c'est squatté, mais qui touche l'argent ? Les propriétaires préfèrent comme cela ils peuvent expulser comme ils veulent quand ils veulent reprendre le bien.

#### *Le centre de Cayenne, la rue, la place, des reconquêtes ? La « nature en ville »*

On part de très loin, quand je suis arrivé il y a 3 ans, les trottoirs, c'était pas tout à fait comme Port-au-Prince, mais quand même, quand tu marches, faut pas lever les yeux, faut regarder où tu mets les pieds, déjà ça s'est arrangé, les trottoirs sont un peu mieux. De là à rentrer dans des trucs, par contre, ces derniers temps, la municipalité fait quand même des petits efforts, c'est pas extraordinaire, la place des Palmistes, pendant longtemps il y avait pas de nouveaux palmiers qui avaient été plantés, maintenant il y en a. Et puis, il y a une reconquête côté mer, place des Amandiers et ailleurs, des tables de pique-nique, des endroits agréables face à la mer, c'est plutôt sympathique, ils ont fait récemment une petite place végétalisée à un carrefour, très jolie, ils ont fait appel à un bureau d'études, tu vois ce petit truc, ça a du coûter un peu cher, c'est à l'entrée de Cayenne en venant de Montabo.

#### *Une expression électorale de l'écologie*

Pas beaucoup, le mouvement Guyane écologie les verts, qui a des hauts et des bas, ici, dans les élections, ça ressemble pas du tout au paysage politique métropolitain, les gens votent beaucoup parce qu'ils connaissent des gens, ce qui compte, c'est la personnalité des leaders, pas leur idéologie, quand tu regardes l'inscription des partis politiques, il n'y a pratiquement pas de droite, récemment pour la Collectivité territoriale, il n'y pas de FN, deux listes de droite ont de tous petits scores et tout le reste, c'est des listes divers gauche, les écolos n'ont rien fait, par contre, ils ont fait une percée aux élections européennes, il y a avait deux Guyanais dans des listes nationales, ils se sont déplacés parce qu'ils y avait le Guyanais sur la liste, mais cette percée Eelv aux européennes, cela ne veut rien dire du tout, d'habitude, ils ne représentent rien. Ils ont un leader intéressant, José Gaillou, c'est un métis créole-amérindien.

#### *L'enjeu de la prise de parole, la place des femmes*

La femme dans les sociétés créoles, elle a souvent un rôle très important, il y a même des chercheurs qui parlent de famille matrifocale, tout ça, c'est la femme potomitan de la famille, ici, en Guyane, ils ont un peu un concept autour de ça, il y a la femme matador, ils



ont des mots créoles pour désigner ça, il y a pas mal de femmes qui sont grande gueule, leaders dans les associations, des femmes très dynamiques, qui fédèrent des gens autour d'elles, elles ont un rôle important. Même au niveau des Amérindiens, il y a maintenant pas mal de leaders femmes, j'ai une ancienne étudiante qui a été embauché à la Région et qui est en gros la présidente de la fédération lokono (une nation amérindienne vivant sur plusieurs villages de la côte) et l'Onag (Organisation des nations autochtones de Guyane), c'est une femme aussi.

### *Un apport à la métropole*

Apprendre quelque chose à la métropole qui provienne de l'expérience guyanaise, oui, mais je suis une utopiste, on me le dit souvent. En tous cas, j'ai l'impression, ces dernières années, qu'en métropole, les gens savent plus vivre ensemble, quand je reviens en métropole, je suis effrayée par les tensions, en gros, entre sentiments anti-musulmans et radicalisme musulman, les couples mixtes, ils en bavent, être dans une situation pareille... Pour moi, en Guyane, il ne faut pas idéaliser, il y a de la xénophobie, y compris par des universitaires sur le thème y a trop d'Africains à la fac, faut pas idéaliser, mais le fait est que les gens ont une certaine manière de vivre ensemble et de se respecter. Ce type de discours existe, mais il est quand même cantonné à un certain espace, il y a toujours un respect de l'autre, même si on râle un peu sur l'autre, on lui laisse sa place. Même sur des enjeux sociétaux sur lesquels les Créoles sont hyper conservateurs, comme au moment du mariage pour tous, si tu interrogés des Créoles, ils vont te dire qu'ils sont contre le mariage pour tous parce qu'ils sont catholiques, et c'est pas bien, mais personne n'a fait une manif ici, et ils vont se comporter comme ça concrètement avec les personnes homosexuelles, à la fois, ils râlent un peu, mais ils vont pas emmerder les gens. Je trouve qu'il y a une manière de traiter la diversité qui fonctionne bien et il y a tout ce côté où on s'appuie au contraire sur la diversité, chacun en revendiquant sa différence rentre dans le jeu collectif, ça, c'est incompréhensible pour un Français de base formaté à l'individu seul devant la Loi. Ici, c'est par la fierté d'être Amérindien, d'être Saramaka, d'être Créole, que tu rentres dans un jeu avec les autres, que tu crées des liens. Je suis très utopiste, mais je vois ça de manière optimiste et je trouve qu'ils ont des choses à apprendre à la France.

### **> Damien Davy**

Il connaît la Guyane depuis 2001. Étudiant à l'Université d'Orléans, il se rend alors en Guyane à l'invitation des anthropologues Pierre et Françoise Grenand pour réaliser son mémoire de DEA au sein d'un projet de recherche sur les produits forestiers non ligneux. Il s'intéresse à la vannerie chez les Amérindiens Palikur du littoral, un travail qui sera généralisé à tous les groupes amérindiens de la Guyane française pendant sa thèse, dans une approche pluridisciplinaire et comparative mêlant anthropologie, ethno-botanique, ethnosciences, linguistique et approche socio-économique, dans toutes les communautés guyanaises, incluant Marrons et Créoles. Depuis 2008, il travaille à l'Observatoire Homme/Milieux de l'Oyapock (Cnrs) et le dirige depuis 2014. Deux entretiens longs ont eu lieu en novembre 2015 et février 2016, ce dernier étant enregistré et retranscrit dans la deuxième partie de ce rapport.

### *Une approche contemporaine, pluridisciplinaire et relationnelle*

Je suis rentré dans les relations homme-nature par ce savoir particulier de transformation de ces plantes en objets culturels. Au départ, je partais surtout sur une approche ethno-botanique, mais du coup, je me suis rendu compte que c'étaient des objets qui étaient tellement importants dans la culture que voilà, on parlait du manioc, on parlait des mythes, de tas de choses en fait. Ce travail m'a permis d'être à la fois dans l'aspect des représentations sociales, des emprunts techniques, mais aussi dans la réalité d'aujourd'hui et de qu'est-ce qui se passe là maintenant. Je ne suis pas comme certains collègues, les aspects spéculatifs, théoriques, c'est intéressant, mais je me suis toujours soucié, comme Pierre et Françoise (Grenand), des problématiques contemporaines. C'est aussi pour cela que j'ai travaillé ensuite sur les droits d'usage. C'est bien de travailler sur les maîtres des animaux et les représentations de la cosmogonie des Tekos et des Wayanpis, mais les groupes ont aussi

d'autres priorités.

### *La transformation du chercheur dans son terrain*

Des fois, on a une tendance liée à l'idéalisation des communautés autochtones, de la nature, on part tous un peu, moi surtout, avec un cursus environnement-écologie, on part avec des présupposés sur la sagesse, ça permet ensuite de prendre du recul, certes ce sont de très gros connaisseurs de la nature qui ont des savoirs extraordinaires, mais ce ne sont pas des écologistes. Comme les travaux sur l'Amérique du Nord l'ont bien montré, les Amérindiens ont été acteurs, le fait de travailler ici, d'habiter ici, de sympathiser avec un certain nombre de gens de ces communautés, de suivre les mouvements indigénistes, les politiques locales, ça permet de mettre en perspective tout ça recontextualiser en permanence. Si y a ces prises de position, c'est qu'il y a un contexte local et historique. Prendre du temps avec les gens, pour moi, pour mon travail d'ethnologue, d'ethno-scientifique, habiter sur le territoire, c'est vachement important, on est en prise, et puis, quand on est ici, comme on est pas très nombreux, on est vite impliqué dans des commissions, moi, par exemple, je fais partie de la Commission d'attribution foncière des terres collectives, dans la Comité mixte transfrontalier, dans le Conseil du fleuve Oyapock. Ici, un anthropologue est plus dans l'action qu'en métropole. Le chercheur-habitant en Guyane, oui, ça existe.

### *Un scandale comme révélateur des tensions*

L'association France Libertés, avec un juriste, Thomas Burelli, a dénoncé la bio-piraterie de l'Ird, de certains chercheurs de l'Ird qui ont déposé un brevet sur une molécule anti-paludique et là-dessus, évidemment, se greffent tous les aspects politiques, de militants, alors qu'en l'espèce, c'est pas un cas caricatural de biopiraterie dans la mesure où ce sont des chercheurs publics dans le cadre de l'Ird qui déposent un brevet pour une molécule pour la protéger, enfin bref. On est aussi en première ligne pour se prendre des coups, à l'inverse de certains collègues qui sont en métropole, qui viennent, repartent et reviennent jamais ou qui envoient des étudiants qui se comportent mal parce qu'ils ont pas été bien briefés, ben, c'est sur nous que ça retombe. Nous, c'est la restitution en flux tendu. Il y a une proximité science et société.

### *Usure de la donnée, bégaiements de la recherche*

On est pas nombreux, on est vite identifiable, on est pas nombreux, il y a une grande proximité entre tous les acteurs d'une science systématique, chercheurs, agents de l'État et des collectivités, Ong. Tout le monde se croise sur l'île de Cayenne. [...] Mais les habitants sont eux-mêmes très sollicités, les Palikur, ils sont mille, donc on retombe très vite sur les mêmes. Du coup, toutes les enquêtes retombent sur les gens, ici, les terrains qu'ils soient institutionnels ou amérindiens sont sur-pâturés, les communautés en ont marre. Plein de choses sont faites, on réinvente l'eau chaude, mais il y a une faible mémoire des études et puis ça fatigue les gens localement. Et c'est connexe, il y a la rotation des fonctionnaires métropolitains qui viennent deux ou trois ans, les cadres, c'est inhérent à leur fonction, c'est comme ça, un sous-préfet, ça dure deux et demi, mais il y a vraiment un gros turn-over des fonctionnaires, donc problème de mémoire, de transmission. Quand on va voir un fonctionnaire qui vient d'arriver, ben, ils vont pas être au point vu les spécificités du territoire, le multilinguisme, tout ça.

### *Les fonctionnaires en Guyane*

Ici, on n'est pas sur un héritage colonial dur, même si certains ici considèrent, ils sont minoritaires, la situation comme coloniale. Par exemple, les sous-préfets qui sont chargés des communes de l'intérieur, que je connais depuis plusieurs années, c'est des gens vraiment

intéressants, on voit un certain nombre de grands cadres de l'État qui font leur boulot, qui ont à la fois une vision républicaine, mais qui sont bons, qui sont cultivés, qui ont un gros niveau. Ce sont des gens qui font tous les efforts possibles pour comprendre tout ça et qui trouvent une vraie richesse. Oui, après, il y a aussi des fonctionnaires obtus qui disent c'est quoi ces histoires de terres collectives, d'usufruit collectif, nous on est dans le droit privé, qu'est-ce que c'est ce machin. Mais ça évolue pas mal. Et puis il y a aussi de plus en plus de jeunes qui ont voyagé plus qu'hier, des cadres forestiers, certes, ils ont des formats, l'agriculture, c'est l'agriculture individuelle sur une parcelle avec de la mécanisation et des intrants, mais y en a de plus en plus qui ont fait des stages sur l'agriculture alternative. Ça été beaucoup plus raide à une époque.

### *La Guyane aux Guyanais*

Localement, ici la multiculturalité, elle est chantée, elle est assumée certes par un certain nombre de partis, mais d'autres, qui sont plutôt de gauche ici, ont des positions très anti-immigrés, même s'ils sont eux-mêmes métis et issus d'une histoire qui n'a pas été simple. C'est le fruit d'une richesse multiculturelle qui a été chantée par plein d'intellectuels, le créolisme. Chez les Amérindiens, il y a aussi des xénophobes qui voient d'un mauvais œil les Brésiliens et les Noirs du Surinam sur leurs terres. Plus les tensions, car il y a quand même de la violence dans ce territoire, et on renvoie beaucoup les Brésiliens vers les garimpeiros pour les hommes, vers les prostituées pour les femmes. On a des archétypes durs. À la fois, on est dans un pays multiculturel, plurilingues, d'une richesse extraordinaire, ça se passe quand même plutôt bien, il y a beaucoup de mixité dans les couples, c'est quand même chouette de vivre ici, mais il y a de tensions, on montre du doigt Brésiliens, Guyaniens (du Guyana), Haïtiens. On a des syndicats de gauche et d'extrême-gauche qui sont pour la préférence nationale, qui disent « la Guyane aux Guyanais. Le président de région lui a toujours chanté la multiculturalité.

### *Monolinguisme vs plurilinguisme*

Mais la multiculturalité et le plurilinguisme, c'est aussi des langues maternelles très éloignées du français, quand c'est des Créoles, ça va encore, mais quand c'est des langues amérindiennes, y a des gros problèmes de scolarité, de niveaux scolaires très hétérogènes, et du coup, beaucoup de jeunes sont déscolarisés, et beaucoup de jeunes d'origine étrangère et des Amérindiens, beaucoup de jeunes sans diplôme et de chômage avec une croissance démographique très forte. [...] Et puis, nous sommes en France, la langue, c'est le Français, et point. Là-dessus, c'est raide. Les seuls petits dispositifs qui ont été mis en place après des années et des années de lutte des collègues linguistes ou des profs investis, c'est qu'il y a ce qu'on appelle ici des Ilm, des intervenants en langue maternelle. Ils sont présents surtout dans les zones assez mono-ethniques sur les fleuves, c'est des jeunes avec des contrats minables et pas de réelle formation, des jeunes des communautés qui se débouillaient en français et qui savaient écrire dans leur langue, et donc, ils aident les institutrices de maternelle à traduire dans leur langue et à alphabétiser en donnant des exemples dans leur langue. C'est border-line, c'est un gros problème. [...] Aujourd'hui, chez les peuples marrons et amérindiens, l'école française participe de leur acculturation et de la perte des savoirs liés à la nature. Certes, c'est très important la culture française, mais on n'en fait pas assez sur la culture locale des communautés, c'est ce que font les Brésiliens où on alphabétise dans les villages dans les langues amérindiennes. Ils ont des manuels scolaires et des instituteurs indigènes, ils peuvent passer des diplômes indigènes, au Brésil, ce n'est pas un terme péjoratif. Ici, c'est péjoratif, en Guyane, c'est la vision coloniale du mot comme en Afrique. On utilise Amérindiens ou autochtones. On ne parle pas de premières nations, d'indigènes. Et là c'est une revendication forte des communautés, c'est l'alphabétisation dans la langue

maternelle, et c'est un blocage majeur. Même dans le rapport sur le suicide des jeunes, cette demande a été repoussée en fin de liste. On peut pas toucher. Repenser les programmes, les approches, former des enseignants en français langue étrangère, non, on ne fait pas. On a un déficit d'enseignants et les jeunes enseignants n'ayant jamais enseignés sont envoyés dans les communautés où il y a pas d'électricité, où les gosses ne parlent pas français. C'est une catastrophe.

#### *Relations des humains et des non-humains*

On n'est pas à la Réunion, ou les Antilles, dans les zones d'endémisme des îles. Ici, on a une très forte biodiversité locale renforcée par l'histoire coloniale qui a importé de très nombreuses espèces tropicales, tant alimentaires qu'ornementales. On a des savoirs partagés sur ces pharmacopées métissées entre communautés. Beaucoup de plantes typiques de la culture créole viennent des quatre coins du monde, certes beaucoup de plantes sont d'ici, mais d'autres viennent d'Afrique, d'Asie. Ce sont des plantes utiles qui ont été amenées et qui font partie du paysage et je suis sûr que si on faisait un sondage dans la rue, je suis sûr que peu de gens savent que les mangues, c'est pas d'ici, le citron vert. J'ai même eu un militant amérindien, un jour, qui en colloque sort, de toute façon, moi ma grand-mère quand je suis malade, elle me dit de me faire un remède traditionnel, du miel avec du citron vert, là j'ai eu envie de lui dire, tu sais que ton citron vert, il vient des contreforts de l'Himalaya. L'Onf a essayé de faire des plantations de pins des Caraïbes, mais ça n'a pas marché, les usines d'allumettes n'ont jamais ouvert. On a aussi essayé de mettre de l'acacia pour replanter les zones orpaillées, mais là certains travaillent pour ne mettre que des espèces locales. Et depuis que la frontière a été mise en scène sur l'Oyapock, avec le pont, construit, mais toujours pas ouvert, on a vu fleurir des panneaux de la direction des services vétérinaires ou des services végétaux, qui mettaient que c'était interdit de ramener des mangues ou du manioc du Brésil, des interdictions hygiéniques aberrantes, Au Brésil, il y a encore des apprentis sorciers qui s'apprentent à lâcher dans la nature des millions de moustiques Ogm stériles pour créer des portées stériles. Nous, on utilise juste des insecticides qui sont interdits en Europe.

#### *Fécondité et rapport à la naissance*

Ici, la transition démographique n'est pas faite, on reste sur des taux très élevés, même chez les Créoles, notamment dans les milieux populaires. Alors, l'unique explication qui domine, c'est capter les allocations familiales, des étrangers qui font des mômes à tour de bras et qui pillent la Caf, alors il y a des travaux qui veulent explorer d'autres dimensions, des facteurs sociaux et culturels. Chez les Amérindiens, faire des enfants, c'est juste éviter de disparaître. Les Teko, dans les années cinquante, ils n'étaient plus que quelques dizaines. « Faire des enfants, c'est notre politique linguistique », c'est ce que me dit un ami Teko. Les Wayampi, c'est pareil, ils ont été 270. Certes c'est une entrée d'argent pour eux, mais là c'est indéniable. Les Brésiliens, c'est très hétérogène. [...] Et on veut scolariser tout, ici, on veut mettre les enfants tôt. Dans les discours, c'est assez impressionnant et il y a une vraie demande de scolarisation. Et pourtant, l'école est aussi un ennemi de la transmission des savoirs locaux.

#### *Nature primaire et secondaire*

On reste encore ici sur ça, on a sorti un film récemment, *La vie pure*, sur Raymond Maufrais, un ancien résistant mort après la guerre dans une expédition absurde en Guyane, sans guides amérindiens, sur le chemin des Émerillons, dans une nature hostile si tu ne la connais pas. Pendant vingt ans, son père a parcouru la Guyane pour le chercher pensant qu'il avait été enlevé par une tribu, et pendant vingt ans, il y a eu des reportages, Paris-Match, Le Figaro, ça a grandement contribué à forger cette histoire d'enfer vert. Pour moi, cet

héroïsme, c'est juste de la bêtise, et puis, le père, c'est pas sa faute, mais il a amené la tuberculose et est responsable de plusieurs dizaines de morts chez les Amérindiens qui étaient déjà bien mal en point à l'époque. Et donc, y a ce film qui continue à surfer sur ce truc de la forêt sauvage, de la forêt hostile, magnifique mais hostile. En soi, elle est pas hostile, il faut s'y connaître, moi j'ai été dans les mêmes coins où Maufrais est mort, moi, quand j'y vais, c'est pas du tout l'enfer, avec les amis amérindiens avec qui je travaille, c'est juste génial, y a bouffer partout. Maufrais est mort parce qu'il avait plus rien à bouffer, mais y a bouffer partout ! Donc oui, il y a encore cette histoire de forêt vierge, primaire, mais il y a dans le cadre du programme Ceba, un collègue qui monte une recherche sur l'anthropisation de la forêt sur le temps long, l'influence de l'homme, des Amérindiens, sur la biodiversité. Et de plus en plus de collègues écologues en sont conscients, mais il y a encore beaucoup d'études en écologies et sciences de la nature, qui viennent ici pour travailler dans des milieux vierges ...

#### *L'illusion ethnologique du petit nombre*

Aujourd'hui, tous les peuples amérindiens sont sur le littoral et sur le bord des fleuves, avant c'était plus hétérogène, il y en avait aussi beaucoup sur les interfluves, cela a varié. Les zones d'interfluve ont pu être des zones de retrait pendant la colonisation ou lors de guerres indiennes, mais aussi des zones habituelles. Notre regard est un peu biaisé par une vision statique de petites unités autonomes, plus ou moins égalitaires. On en revient en anthropologie, c'était beaucoup plus divers, les témoignages qu'on a depuis plusieurs siècles, montrent que c'étaient des sociétés plus grandes qui ont été atomisées par la percée coloniale, le choc microbien, il y a eu beaucoup de restructurations. [...] Les groupes qui existent aujourd'hui en Guyane sont largement des groupes recomposés, qui ont beaucoup bougé. Les Palikur, c'était des sociétés claniques, ils étaient assez nombreux, il y avait beaucoup plus de hiérarchie que chez les Wayampi, par exemple. Y a aussi eu des périodes de guerre, avec des chefs de guerre. Et c'est vrai que les collègues archéologues, quand tu te balades en forêt, tu trouves partout des traces, des tessons de poterie, des polissoirs, c'est que la Guyane a été occupée partout.

#### *La création linguistique amérindienne*

Oui, c'est des langues vivantes, qui ont des emprunts, depuis plusieurs siècles pour certains, ça, Françoise Grenand l'expliquerait très bien, il y a des langues qui vont beaucoup plus construire des mots dans leur langue pour expliquer et d'autres beaucoup plus sujettes à l'emprunt, à indigéniser des mots, notamment ceux de la modernité.

#### *Des hauts lieux en Guyane, le Parc, les zones de droit d'usage*

C'est clair que si on parle du Parc, il y a des tas de visions dans un pays qui est encore vécu par certains comme colonisé. C'est encore un outil qui vient des Blancs, qui vient de la France, qui vient de l'Europe, de l'Occident, qui veut mettre sous cloche. Ça c'est un discours qu'on a, pas forcément de la part des populations qui vivent dans le Parc, même s'il y en a de plus en plus, car il y a des jeux politiques et des gens viennent véhiculer cela. Le Parc, avec la loi de création du Parc, renforce les droits des peuples autochtones et permet beaucoup de choses, mais beaucoup de gens sur le littoral le voit comme une mise sous cloche pour préserver plantes et animaux, mais pas les hommes. Les zones de droit d'usage participent d'une reconnaissance importante d'un usage, d'une identité et d'une histoire particulières, même si la France est telle qu'on ne peut pas mettre dans le décret les autochtones ou les populations amérindiennes, mais les communautés tirant traditionnellement leurs ressources de la forêt. Les zones de droit d'usage collectif tels que décrites dans mon rapport, je n'en parle pas trop, mais il y a une réalité c'est qu'un certain nombre de zones de droit d'usage sont peu ou prou les zones de parcours de vie des Amérindiens, c'est au sud, chez les Teko et

Wayampi, à Camopi et Trois Sauts, elles recouvrent les villages et une grande partie des zones de parcours. Chez les Wayanas, la zone de droit d'usage est assez grande, mais pour eux il manque des terrains. Sur le littoral, c'est plus particulier, puisque les groupes ont beaucoup plus bougé, et la plupart des villages sont maintenant quasiment des zones péri-urbaines, c'est des quartiers parfois, mais on tient au chef de village, d'ailleurs parfois l'administration française comprend pas et dit « pourquoi vous parlez de village, c'est un quartier ? ». N'empêche pour les gens qui y vivent, c'est un village. Et eux, du coup, ils ont des droits d'usage qui correspondent pas forcément à leur territoire, c'est plutôt des zones réattribuées en fonction d'opportunités, car le littoral a été approprié par d'autres. D'ailleurs, certains Amérindiens disent, pourquoi vous voulez nous attribuer des zones de droit d'usage, vous voulez nous restreindre alors que toute la Guyane est à nous, et ici, contrairement à l'Amérique du Nord, il n'y a aucun traité avec les Amérindiens. Nous, on a rien, et pendant la phase de création des zones de droit d'usage, il y a eu un débat sur les périmètres, 3 % des terres guyanaises, mais certaines zones ne sont pas « historiques ». à l'inverse, certaines zones sont très documentées, il y a des ancêtres, des récits de lieux. Mais aujourd'hui, ces zones sont devenues des zones plus fonctionnelles qu'ancestrales. Et juridiquement, c'est pas très solide, et dans le front péri-urbain, les communes amérindiennes redéposent aujourd'hui des dossiers beaucoup plus identitaires que strictement utilitaires, aussi orientés contre la spéculation. C'est peut-être pas suffisant, mais c'est ça ou rien, donc, les gens veulent les garder, mais ça plaît pas aux collectivités locales qui essaient de s'y opposer, qui parlent de communautarisme, de favoritisme.

#### *Des hauts lieux historiques*

Les zones de droit d'usage pour les Amérindiens, c'est quand même une ressource, pour la pratique et la transmission de savoirs. Mais il y a aussi des hauts lieux qui sont autres, d'anciens villages. À la différence des populations marronnes, il n'y a pas de zones sacrées avec des dieux, il n'y a pas de zones d'ancestralité, ça ne remonte pas très loin, par contre il y a des zones où il y a eu des épisodes mythiques qui sont toujours contés et identifiés sur le territoire, il y a aussi des zones d'épisodes historiques, identifiés, là où tel chef a gagné, ou même d'histoires familiales, le grand-père qui a fait son village, l'arrière-grand-mère. C'est vrai qu'il y a aussi des lieux un peu magiques, dans des formes végétales, ou liés au paysage, un saut, un inselberg, tel lieu. Quand on a fait la cartographie de l'ethno-toponymie du côté de Camopi, chez les Wayampi et les Teko, c'est 500 toponymes, à chaque fois, il y a des histoires. Y a la grande histoire des Wayampi et y a la petite histoire de la grand-mère qu'était tombé à l'eau quand elle était petite et c'est pour ça que ... Il y a quand même des lieux chamaniques aussi.

#### *Un petit tourisme de la biodiversité*

Sur le Maroni, y a plein de gens qui vont au Tumuc-Humac. C'est un vrai lieu complètement construit dans l'imaginaire, on est dans un lieu qui a été sensé abriter le lac Parimé, l'Eldorado, dans les cartographies anciennes. Il a fallu attendre les années cinquante pour qu'on dise qu'il y a pas de chaîne de montagne, c'est juste quelques inselbergs. Il y a eu pas mal de publications sur la construction du mythe. Comme c'est une zone sous arrêté préfectoral, on peut pas y accéder comme ça et c'est des Wayana, des jeunes qu'ont monté des boîtes avec numéro de siret et cetera, et qui emmènent des groupes, c'est complètement informel, du tourisme informel, pour des groupes d'une dizaine de personnes avec trois accompagnateurs amérindiens. Là, t'es avec des Indiens sur leur territoire, quelques sommets sont accessibles en quelques heures après avoir posé la pirogue, c'est quelques dizaines de groupes par an. Il y aussi le chemin des Émerillons, les Teko, c'est un chemin qui va du bassin du Maroni à l'Oyapok, tu arrives en bateau, jusqu'à un dégrad (débarcadère) sur le

rivière Tampok, un affluent du Maroni puis 4 jours de marche jusqu'à l'autre dégrad, là, un autre groupe d'Amérindiens t'attend avec une pirogue et te redescends jusqu'à Camopi. Avant, les Indiens passaient à pied, cachaient des pirogues et redescendaient. Donc, en gros, y a deux grosse expéditions qui sont faisables par tout un chacun, pour peu que tu t'organises et tu contactes les bonnes personnes, mais tout ça c'est informel, puisque le tourisme officiel est interdit, donc c'est pas des tour-operators, c'est uniquement des Amérindiens qui montent ça. Comme le tourisme est officiellement interdit, c'est des Amérindiens qui font ces petites choses. Aujourd'hui, seul le bourg de Camopi est sorti de la zone à accès réglementé. Maintenant, il y a un petit opérateur du littoral qui organise des montées à Camopi pour voir les Amérindiens. On est dans les quelques centaines de touristes. Tumuc-Humac, c'est moins d'une centaine. Il faudrait des dérogations, et il n'y a pas d'équipement touristique, c'est une niche de tourisme d'aventure, il n'y a pas de place pour des milliers de personnes. Il y a une volonté du comité guyanais du tourisme de mettre des tour-operators en lien avec des Amérindiens, mais les gens de Trois-Sauts, par exemple, ils veulent pas voir débarquer de touristes. Ailleurs, certains sont prêts. Il y avait même un projet de village factice avec des Indiens qui viennent le jour faire de la poterie, préparer du manioc, et toi, tu es dans ton carbet à côté, tu vois les Indiens faire des pratiques traditionnelles. Tu es comme dans un village, ça existe au Venezuela. [...] Le tourisme, c'est sur le littoral. Il y a un village Palikur qui fait du tourisme communautaire, soutenu par la mairie, qui propose une sorte de tourisme à la ferme, des petits carbets, c'est familial, officiel. En fait, ça existe déjà, il y a déjà des familles qui sont dans les guides, dormir dans un carbet, manger amérindien, faire des balades en rivière. Ils ont des licences.

### *L'Oyapok*

Le Bas-Oyapok, il y a un peu de tourisme. Mais des gens qui veulent développer quelque chose il y en a, mais le problème c'est qu'au Brésil, eux, ils te font un camp rapido, pas cher, et, puis, le tourisme nature, il y a un autre problème, c'est les garimpeiros, tu fais un campement, tu laisses ça sans protection, tout est dépouillé. Il y a la sécurité quand même, tant qu'il y aura de l'orpillage, avec des milliers de personnes qui passent, de la violence et compagnie, c'est chaud quand même et puis on peut pas être compétitif avec les lodges de Guyana ou du Costa-Rica. Au Guyana, tu as des éco-lodges dans des coins extra-ordinaires à 150 € la nuit, déjà, c'est cher, un peu de luxe, en Guyane, un truc de luxe, c'est 500 € la nuit. Du coup, sur l'Oyapok, y a un peu de tourisme et beaucoup d'informel. En Guyane, le tourisme, c'est les îles du Salut, en forêt, c'est certains camps, du côté du marais de Kaw ou pour la forêt primaire, ils vont à Saül, même s'il y a plein d'orpilleurs tout autour, t'arrives en avion, t'es dans un petit village, y a pas de bagnoles, y a pas de routes. Y a beaucoup de Nord-Américains qui viennent uniquement là, mais on est sur des petits volumes.

### *Le sacré, une pensée socio-écologique ? Des usages et du vivre-ensemble*

Ils ne sont pas très à cheval sur les règlements, sur le sacré. Il n'y a pas comme dans certains coins, tu vas mourir, c'est la fin du monde, c'est clair qu'il y a des lieux où il y a des esprits forts, des lieux un peu dangereux, après c'est plutôt des interdits liés à des périodes de la vie, à certaines personnes. À la fois, les populations amérindiennes continuent à avoir une relation assez holistique et particulière avec la nature, ils continuent à avoir une forte connaissance du milieu, une relation à la nature différente de la notre, occidentale, de notre rupture nature/culture. Cette pensée animiste et perspectiviste développée par Viveiros de Castro (chaque type d'être s'installe dans la « culture » et rejette les autres dans la « nature »), elle est présente chez les Palikur, pour eux, quand l'anaconda se baigne, y a un mythe où les petits Palikur vont se baigner au lac, l'anaconda il voit des petits perroquets, il les mange parce que c'est du gibier, mais c'est pas des perroquets, c'est des Amérindiens,

donc là on est dans le perspectiviste total, et quand il revient chez lui, au fond de l'eau, l'anaconda enlève sa peau, fume le cigare et boit du cachiri, il fait de la flûte, il a une couronne de plumes sur la tête comme nous. Et ça s'est encore présent, le fait qu'il y a des maîtres des animaux, qu'il faut faire attention, ne pas les froisser, le fait que l'on pratique encore la couvade, quand on a un jeune enfant qui marche pas encore, le jeune papa a un certain nombre d'interdits, Et faut pas t'aviser d'aller chasser le hocco (gallinacée forestière) pendant la couvade, car si tu le rates, le maître du hocco va attaquer ton fils ou ta fille, parce que son âme est pas encore attachée. Y a des entités de la forêt, chez les Wayampi, par exemple, c'est le monstre jaguar aïmara, les jeunes, ils me disent, Damien, l'autre jour, je l'ai entendu, ça fait un gros boum, tu l'as pas entendu l'autre fois ? Pour nous, c'est un monstre surnaturel, un monstre mythique, mais pour eux, ça existe. Donc, oui, les gosses peuvent avoir des ipad et écouter du dance-hall, tu vois, des baskets, des nikes ou je sais pas quoi et en même temps dire, oui, là, j'ai quand même fait des rêves. Les gens sont à la fois dans ce que nos collègues appelaient « la pensée magique », mais ils ont un email. Ils continuent à chasser, à pêcher, ont des connaissances éthologiques extra-ordinaires, je travaille en ce moment sur les savoirs liés à la chasse chez les Teko. Y a des lieux qui sont eux aussi patrimoniaux, c'est des zones de chasse, de collecte, importantes dans leur vie de tous les jours ; les zones de droits d'usage, c'est identitaire, mais dans le sud et certaines zones du littoral, c'est économiquement indispensable, ça évite à certains de tomber dans la paupérisation, puisque on a des forts taux de chromage, mais ils sont dans l'auto-production et comme on le faisait remarquer une fois dans une réunion, vous devriez remettre des médailles aux Wayampi de Trois-Sauts, c'est les plus écolos des citoyens français ; ils sont sur des circuits courts, ils font de l'auto-consommation, ils sont bio ! Même s'il y a de l'essence et qu'ils achètent aussi des conneries ... et on est encore sur une vision de la nature, qui évolue sûrement, les jeunes Amérindiens peuvent avoir des discours métissés, syncrétiques, sur la nature, on peut assister à des discours de certains, à la fois, ils parlent de la tradition et en même temps, ils parlent de Jah, de Rastafari, tu vois. Il y a aussi un certain nombre d'Églises évangélistes qui veulent s'occuper d'extirper le démon de la tête de ces populations, de les civiliser et de sauver leurs âmes. Donc, il y a des contrechamps, des contre-pouvoirs forts pour leur faire abandonner certaines pratiques, malheureusement, c'est un fort vecteur de pertes culturelles. Et puis, c'est vrai que sur l'Oyapok, il y a ce qu'on appelle des Oyapokoïses, les gens se définissent certes comme Wayampi, Amérindiens, Français, Créoles, Guyanais, mais plein se définissent comme Oyapokoïses une manière de vivre ensemble, métissée, de savoir partager, qui est commun aux Créoles, aux Brésiliens, aux Indiens, de cette vie sur le fleuve, de cette pêche, de cette chasse, même si de moins en moins les Créoles chassent ou pêchent et que c'est chez eux, qu'on a une urbanisation et un changement social très très fort. On a des échanges, une solidarité sur le fleuve, y compris entre garimpeiros et Amérindiens, il y a un vivre ensemble qui existe. On a des respects mutuels et puis on en a pas mal de métissage, donc y a des zones, des toponymes, qui ont plusieurs noms dans plusieurs langues, qui sont partagés.

#### *La sensibilité écologique des Oyapokoïses, un cosmopolitisme de l'écologie*

Oui, il y a un certain nombre de gens qui sont allés à l'école ou qui côtoient des environmentalistes ou des écologues, des militants, donc il y a une forme d'appropriation des discours aussi. Aujourd'hui, dans tous les discours environnementaux autochtones, il y a beaucoup de choses puisées dans la vision occidentale et un sacré mélange en mettant la Terre-mère, Pacha-mama qui est péruvien, des mixtes... Y a aussi un ethos wayampi, par exemple, Françoise Grenand a fait un article là-dessus, qui dit « il ne faut pas trop en faire », c'est-à-dire quand on chasse, faut pas trop en faire non plus, quand t'as chassé suffisamment, tu arrêtes. Ça sert à rien de tuer de tuer un énorme tapir qui fait plusieurs centaines de kilos à



une journée de marche de ton village si tu as déjà tout ce qui faut, tu vas pas pouvoir le ramener, tu vas gaspiller. Et puis tu vas partager, être égoïste dans ces sociétés là, c'est très insultant, on doit partager. Les histoires de don, contre-don, la redistribution, la circulation, c'est très important. Ça continue d'être important, les visions communautaires, même s'il y a aussi de la monétarisation, de l'égoïsme. Et c'est vrai que les Amérindiens de manière globale ont des discours plutôt « faut pas trop chasser » et il s'avère que dans les zones de droit d'usage, c'est assez respectueux. Et on a beaucoup de discours négatifs sur les gens qui vendent le gibier, mais là encore, c'est hétérogène, dans l'enquête que j'ai fait sur les zones de droit d'usage chez les Wayana du Maroni, c'est bien de vendre, c'est chez nous, c'est bien qu'on fasse de l'argent, on n'a pas de travail, y compris des chefs et des anciens. Les Wayampi et les Teko, ils disent que c'est pas bien du tout et ça se fait pas.

#### *L'hétérogénéité amérindienne, l'adaptation à la consommation*

Trop souvent, on est là « les Amérindiens ! » (comme s'ils étaient tous pareils) et puis, en même temps, ils peuvent avoir de beaux discours et vraiment faire gaffe de ne pas être des bouchers, des viandards comme on dit pour la chasse, de faire gaffe à un certain nombre de choses, mais cela ne les empêchera pas de faire leur vidange dans le fleuve ou de jeter une poubelle dans le fleuve. Parce que c'est dégueulasse aujourd'hui, parce qu'ils ont pas encore l'éducation à l'environnement, pour tout ce qui est produits exogènes, il y a encore du boulot, les piles, les batteries, tout ça, il y a du boulot. Là, comme tout le monde, c'est pas des écolos dans l'âme, de toute façon, c'est anachronique et caricatural de dire ça. Oui, il y a des pratiques de la nature, oui, il y a des modes de gestion non formalisés qui permettent de laisser des zones en défens, parce qu'il y a des zones où il ne faut pas pêcher ni chasser parce qu'il y a des maîtres des animaux, et du coup, ça peut être des zones de reproduction, oui il y a des savoirs éthologiques fins qui font qu'on a des chasses sélectives et qu'on fait pas n'importe quoi. Oui, ils sont prêts à entendre qu'ils préfèrent chasser la femelle kwata quand elle est grasse et pleine, le kwata, c'est le singe atèle qui est protégé entièrement, alors oui, ils sont prêts à faire des efforts et en même temps c'est super bon quand même. Ils savent que tuer les femelles c'est pas quand elles ont des petits, des efforts, oui, mais.

#### *Les recrutements du Parc*

Certains ont été recrutés lors de la mission pour la création du Parc à la création, il y a eu beaucoup plus d'emplois, alors certains disent qu'il y a beaucoup de hiérarchisation maintenant chez les Amérindiens, que les emplois au Parc ont fait que certains ont beaucoup d'argent, alors c'est pas entièrement faux, mais ce qu'ils ne perçoivent pas, c'est que ces agents sont issus de familles qui étaient déjà des leaders dans ces communautés là, et souvent à l'insu du Parc. Faut pas se leurrer, c'est pas des sociétés égalitaires, il y a quand même des statuts, des familles de chefs et d'autres mal considérées, même si c'était pas trop visible du point de vue matériel, quoique. Et c'est vrai que le Parc a joué un vrai rôle intéressant en formant beaucoup de gens, de ces familles, d'en faire des professionnels très intéressants qui réfléchissent et jouent un rôle très important dans leur propre société. Pour moi, c'est une vraie réussite du Parc amazonien. Il y a une délégation territoriale sur l'Oyapok, le Maroni, à Saül, en tout, il y a 100 personnes employées, une vingtaine pour l'Oyapok et ce qui est fort intéressant, c'est que les Amérindiens et les Noirs marrons sont souvent dans des emplois d'agents. Là, sur l'Oyapok, c'est la première fois qu'on a un Amérindien à un poste de responsabilité, c'est quand même important.

## Bibliographie guyanaise

**Ayangma Stanislas**, *L'aménagement territorial et ses effets sur le patrimoine des communautés autochtones de la Guyane française*, 2015, Ibis rouge, 478 p.

**Barone-Visigalli Egle** et Roosevelt Anna (dir), 2010, *Amaz'Hommes, sciences de l'homme et sciences de la nature en Amazonie* (actes du colloque international « Sciences de l'homme, sciences de la nature : vers une éco-anthropologie ? Réflexions sur l'Amazonie », Cayenne, avril 2009), Ibis rouge, 414 p.

**Chérubini Bernard**, 2000, « Habitat créole et résistance culturelle », in *Cabanés, cabanons et campements, Formes sociales et rapports à la nature en habitat temporaire*, Brun Bernard et al., Société d'écologie humaine, p 291-307.

**CRPV de Guyane** (Centre de ressources politiques de la ville de Guyane), 2016, *État des lieux du droit des étrangers en Guyane, quels accès aux droits pour les personnes de nationalité étrangère ?*, 118 p.

**Davy Damien et Filoche Geoffroy**, 2014, *Zones de Droits d'Usage Collectifs, Concessions et Cessions en Guyane française, bilan et perspectives 25 ans après*, Cnrs et Ird, 166 p.

[http://www.guyane.cnrs.fr/IMG/pdf/2014\\_rapport\\_ZDUC\\_final.pdf](http://www.guyane.cnrs.fr/IMG/pdf/2014_rapport_ZDUC_final.pdf)

**Deal Guyane**, 2016, *Les mouvements de terrain en Guyane et retour d'expérience*.

<http://www.guyane.pref.gouv.fr/Politiques-publiques/Protection-de-la-population/Enseignements-et-evenements-reels/Les-mouvements-de-terrain-en-Guyane-et-retour-d-experience>

**Grenand Françoise, Bahuchet Serge, Grenand Pierre**, 2006, « Environnement et sociétés en Guyane française : des ambiguïtés d'application des lois républicaines », *Revue internationale des sciences sociales*, 1/2006 (n° 187), p. 53-62

**Lézy Emmanuel**, 2000, *Guyane, Guyanes, une géographie « sauvage » de l'Orénoque à l'Amazone*, Belin, 352 p.

Avec **Chouquer Gérard**, 2006, « Autour du livre de Philippe Descola, Par-delà nature et culture », revue « *Études rurales* », Éditions de l'EHESS, 2006/2 n° 178 | pages 229 à 252

**Nicolle Sandra**, 2014, *Les espaces naturels protégés en forêt amazonienne. des doctrines de gestion aux dispositifs : quelle efficacité pour la protection de l'environnement ? : étude comparative France (Guyane) / Brésil (Amapa)*, Thèse de doctorat, Université Antilles-Guyane, 679 p.

**Palisse Marianne**, 2013. *Libres de savanes. Pratiques et Imaginaires autour des savanes de Guyane*. Rapport au Groupe d'Étude et de Protection des Oiseaux en Guyane (GEPOG), [http://www.gepog.org/sites/default/files/fichiers/act\\_sci/life/MPalisse\\_Rapport\\_Savanes.pdf](http://www.gepog.org/sites/default/files/fichiers/act_sci/life/MPalisse_Rapport_Savanes.pdf)

**Police Gérard**, 2010, *Éudorado - Le discours brésilien sur la Guyane française*, Ibis Rouge, 520 p.

**Piantoni Frédéric**, 2011, *Migrants en Guyane*, Actes Sud ; Musée des cultures guyanaises, 176 p.

2009, *L'enjeu migratoire en Guyane française*, Ibis rouge, 448 p.

**Moomou Jean**, 2004, *Le monde des Marrons du Maroni en Guyane (1772-1860)*, Ibis Rouge, 220 p.

**Viveiros de Castro Eduardo**, 1999, « La notion de cosmologie dans le contexte amérindien, questions théoriques et questions de recherche », *Annuaire. Tome 107*, 1998-1999, Ehes, section des sciences sociales.

[http://www.persee.fr/doc/ephe\\_0000-0002\\_1998\\_num\\_111\\_107\\_12861](http://www.persee.fr/doc/ephe_0000-0002_1998_num_111_107_12861)

PUCA- RAPPORT FINAL

*Frederic Barbe*  
*Aziz Kali*  
*Fanny Vuailat*

*Avec la participation de Jean-Michel Roux*

GÉOGRAPHIE RELATIONNELLE  
DANS LA VILLE ORDINAIRE

**VOLUME 1**

LES CONDITIONS  
DE LA RECHERCHE

**VOLUME 2**

Commanditaire de la recherche

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, ET DE  
L'ÉNERGIE

DGALN, PLAN URBANISME CONSTRUCTION ARCHITECTURE

Marché signé le : 13 décembre 2013,

Numéro du marché : 13 PUCA 13 / 1505029150

**VOLUME 1, P. 1-94**

**GÉOGRAPHIE RELATIONNELLE  
DANS LA VILLE ORDINAIRE**

expertise partagée en vallée du gier

**VOLUME 2, P. 95-202**

**LES CONDITIONS DE LA RECHERCHE**

chronologie, réseau d'acteurs,  
journal de bord, carnet photographique



# **VOLUME 1**

## GÉOGRAPHIE RELATIONNELLE DANS LA VILLE ORDINAIRE

EXPERTISE PARTAGÉE EN VALLÉE DU GIER

JANVIER 2016

# I ntroduction

## CHERCHER, COPRODUIRE - CHERCHER À COPRODUIRE

Notre recherche, celle dont il est fait récit maintenant, est le produit d'une réponse gagnante à un concours de recherche intitulé « Ville ordinaire et métropolisation ». Notre participation à cet appel d'offres scientifique ouvert par le Puca (Plan Urbanisme Construction Architecture) à la fin de l'année 2013 a été construite aux conditions actuelles de la recherche, c'est-à-dire très loin d'agendas idéaux et de la croyance naïve en une scientificité qui marierait, comme dans un manuel du vrai pour étudiants magnifiques, objectivité et neutralité dans une recherche incontestable. Bien d'autres mots (maux) pourraient montrer comment la recherche est affectée des mêmes tendances que la vie sociale : préjugés, vanités, obsessions, carrières, urgences, précarités, saturations, malentendus, éclatements, concurrences, obsolescences, etc. Pratiquer notre métier de chercheur a donc été pour nous, ici, en vallée du Gier, riche des confrontations entre théorie et pratique, apparence et réalité, fantasme et action, mais aussi des croisements entre des mondes socio-spatiaux, des expériences individuelles et des modes de penser, d'agir et d'être au monde - un grand enrichissement intellectuel et humain et il faut en remercier les habitant-e-s.

Le premier volume du rapport intitulé « Expertises partagées en vallée du Gier, pour une géographie relationnelle dans la ville ordinaire » répond aux questions posées dans notre projet scientifique de 2013 devenu recherche concrète, remaniée, incrémentale, vivante, rétive, jouissive pendant deux années pleines, de janvier 2014 à décembre 2015. Nous

pensons qu'il donne aussi à voir un « après » de la recherche, c'est-à-dire la possibilité que la recherche ait interagi, laissé une trace dans le territoire et la société locale, comme le territoire et la société locale ont laissé leur trace dans la recherche. Ce premier volume se compose de quatre grandes parties.

Dans « Façons et contrefaçons », nous expliquons notre méthodologie aux frontières de l'invisible de la recherche : ce que font vraiment les chercheurs et comment ils « bougent », ce que nous ne savons presque jamais des « façons » comme disent les paysans ou les artisans, comme disent les « gens », mais aussi des « contrefaçons » comme disent les escrocs, les douaniers et les juges. Peut-être amenons-nous ici des matériaux sur ce que sont ou peuvent être la géographie et l'urbanisme en pratique, lorsqu'ils sont davantage partagés avec des habitants.

Dans « Situations provoquées », nous détaillons les outils de coproduction de la recherche. Deux d'entre-eux étaient au cœur de notre réponse, le numérique et l'écriture, mais d'autres sont apparus. Nous apportons ici une expérience de création de situations « artificielles », mais en même temps indépendantes des collectivités et largement coproduites avec des habitants. En nourrissant la mémoire des gens et des lieux, ces situations provoquées s'inscrivent également matériellement dans la durée, par l'existence assurée pour quatre ans d'un « labo numérique » en ligne, par la production et la diffusion en 2016 d'un « guide indigène de détourisme de la vallée du Gier », livre papier. Interaction n'est pas ici un vain mot.

Dans « Langues ordinaires », nous esquissons la géographie d'un environnement non dualiste, où la langue, la société et le territoire sont indissociablement liés. En montrant comment les langues institutionnelles s'arrangent et se conduisent en société, en exposant l'ampleur considérable de l'oralité, du populaire au populisme, arc-en-ciel langagier au difficile et parfois impossible passage à l'écrit, en tentant de montrer ce que serait une possible bibliographie de la vallée du Gier (et non relative à la vallée du Gier), en posant qu'il existe une grammaire urbaine du territoire et que celui-ci fait langue, nous voulons attirer l'attention sur le fait que la participation, c'est d'abord de la langue, et le plus souvent, ordinaire.

Enfin, dans « Formes locales de la ville ordinaire », nous venons sur l'envers et l'à-côté du rouleau compresseur communicationnel métropolitain et de ses « propagandes nécessaires ». Dénigrement et auto-dénigrement des habitants et du territoire, du stigmaté urbain parfois racialisé au théâtre de la jactance, mais aussi attachement, droit à l'immobilité (dissimulant mal une mobilité réticulaire forte) et sentiment



que la vallée, c'est d'abord un réseau humain. La question des autonomies (dans tous les sens de ce mot) prend en charge les questions de valeurs, de ressources, de qualités et de développement humain, au sein d'un ensemble d'échelles, limites et contradictions en évolution constante. C'est aussi l'occasion d'une figuration des représentations autochtones du territoire.

À la suite de ce retour scientifique et méthodologique, le volume 2 de notre rapport intitulé « Les conditions de la recherche » établit le contexte de travail d'un point de vue technique (équipe, résidences, chronologies et cartographies), mais aussi sensible (chroniques et cahier photographique). Il donne enfin les fiches techniques des deux outils appelés à durer dans le territoire, labo numérique et guide indigène, et les conditions possibles de leur propre autonomie dans la société locale. Ce rapport s'entend avec ces deux outils, partie intégrante du projet, de la conduite et des résultats de la recherche. ■

## Chap. 1

# FAÇONS ET CONTREFAÇONS

**E**t pourtant derrière cette absence d'attraits presque flagrante, c'est comme si s'insinuait une sorte de noblesse, de dignité : peut-être cette fierté propre aux terres ingrates, un liséré très fin, à peine dicible, passant clandestinement entre l'abandon et la résistance. Il faudrait descendre à chaque station et vérifier, de Givors-Canal à Saint-Chamond, longer chaque usine défaite ou maintenue, aller voir chaque rue du côté des pavillons récents comme des logements créés pendant la révolution industrielle - ainsi ces casernes où habitaient les ouvriers des verreries, et qui, avec leurs galeries superposées, ont quelque chose de méridional, de piémontais. Mais, voilà,

c'est comme partout, ou presque, on ne peut faire que passer, qu'effleurer, si immense que puisse être (et elle l'est) la levée des souvenirs probables, choses de rien mises bout à bout pour former un monde et le soutenir à la face de ceux qui s'y tiennent et qui sont là, homme qui bêche dans son jardin, enfant rentrant de l'école, vieille femme descendant du train, adolescents bruyants qui y montent ...[Jean-Christophe Bailly, 2011, **Le dépaysement, voyages en France, Le Seuil**].

---

---

## Introduction

Sans revenir ici trop longuement sur la manière dont les appels d'offres scientifiques de type Puca circulent, échauffent, structurent et conditionnent l'économie générale de la recherche et les activités des chercheurs, nous voulons d'abord montrer comment la commande extérieure agit les chercheurs et produit des formes effectives de recherche. Ces appels d'offres sont des opportunités compétitives, nous le pensons, plus souvent vécues dans l'urgence de s'en saisir et de gagner (de l'argent, des postes, des récompenses) que dans la réflexivité d'un groupe de chercheurs amateurs de slow science, la science qui n'est pas pressée, qui n'est pas dans l'urgence de sa survie ou de sa reconnaissance. Cela s'est aussi vérifié dans notre cas (et dans le cas de projets montés au même moment et dont nous avons alors connaissance). Disons-le clairement : cela sent l'aubaine et l'instrumentalisation et toute la recherche contemporaine en est imbibée, certainement. Mais cela provoque aussi une situation-limite intéressante : nous montons le projet en partie à distance, dans une temporalité courte, évoquons de multiples terrains sans avoir le temps de les partager vraiment, nous nous envoyons à la figure idées échafaudées, hypothèses géniales, lectures incroyables, intuitions folles, ressentis intimes, nous faisons des calculs et tirons des plans sur la comète. Nous dirions bien alors que nous bruissions et nous rapprochons du ou des points d'ébullition scientifique. C'est la face du

savoir en train de s'imaginer au travers d'une relation fantasmée, dans un terrain, avec la société. C'est aussi notre premier projet de recherche de cette envergure, financé par une institution reconnue pour la qualité de ses propositions et l'ouverture d'esprit de ses démarches. Du fol bruissement va peu à peu naître un projet resserré à un territoire que nous pensons petit et maîtrisable (après avoir éliminé pour démesure un territoire sous influence aéroportuaire au sud de Nantes, ou une banlieue grenobloise) et à une co-construction participative utilisant deux outils principaux, le numérique et l'écriture.

Bien sûr, le terrain nous dit vite autre chose. Cet ensemble de lieux, de gens et d'interactions sociales et environnementales nous fait vite comprendre que la vallée du Gier, c'est grand et même immense. Un instant de doute : nous engageons finalement une recherche assez courte (un an et demi effectif avant l'écriture du premier brouillon du rapport final) dans un territoire sociologiquement et politiquement éclaté, assez, voire très vaste, sinueux et hétérogène, plein de frontières, de creux et d'impasses offertes aux « gars du Cnrs », sobriquet dont l'un de nos informateurs nous affuble rapidement. Un chercheur de l'équipe est originaire de la vallée, du terrain de recherche, qui est donc le terrain de jeu de sa propre enfance et de son passage à l'âge adulte. Ce terrain, il l'a quitté et vit ailleurs. Cette situation est fréquente, en tous cas dès que l'ambition implique une démarche de type relationnelle et anthropologique, une mise en jeu réelle du chercheur. Elle est, par exemple, longuement développée dans la partie méthodologique de *La galère, jeunes en survie* (Dubet, 1987), travail de recherche dans des quartiers populaires d'habitat social, utilisant à la fois une sociologie de l'expérience et les principes adaptés de l'intervention sociologique, ou encore dans *La France des petits moyens* (Cartier et al., 2008), fondé sur une recherche de proximité à l'échelle d'un quartier pavillonnaire. Autour du populaire, cette entrée par la présence d'un chercheur natif, sinon indigène, dans l'équipe, précède souvent le choix du terrain et oriente ensuite fortement la recherche. En un sens, elle la rend possible. Elle traduit aussi l'éloignement progressif et devenu habituel de la recherche et du populaire. Cette entrée et cet ancrage par le chercheur natif a ses richesses et ses limites. La posture de l'étranger radical, ou mis en écho par quelque signe familial quoique étranger (une autre ville, un autre club de football, une activité professionnelle complémentaire), produit d'autres effets, eux aussi balancés. Et toutes les autres postures et positions intermédiaires de la proximité, d'en être ou pas, des autres chercheurs.

Cette tension dans l'immersion - de celui qui sait, d'une sociabilité, d'un réseau familial et amical, d'une époque, d'un point de vue, à celui

qui est idiot et ne sait rien, découvre tout, elle s'est résolue dans notre cas d'abord par une localisation préférentielle du projet de recherche. La rencontre avec le directeur de l'Imprimerie Théâtre de Rive-de-Gier, un natif de la commune habitant Saint-Etienne, qui dirige ce petit lieu culturel en délégation de service public depuis plusieurs années, nous permet de poser nos valises. C'est une forme tranquille d'indigénisation, un observatoire de la vallée et une plate-forme concrète que nous allons (et qui va nous) solliciter à plusieurs reprises pour le travail avec les étudiants, les événements participatifs, l'entrée dans des réseaux associatifs (plutôt ceux du territoire et de l'éducation populaire) et le microcosme politique et institutionnel (les élus locaux, les instances métropolitaines). Mais c'est aussi en combinant les échelles que nous arrivons à mieux nous entendre dans le concert de la recherche, et c'est au fond, la manière dont les habitants de la vallée usent eux aussi des échelles, qui a constitué notre matière principale. S'installer dans un lieu, y disparaître un peu (au sens d'une relocalisation indigène), entrer dans et combiner des réseaux, des échelles (les nôtres dans nos interactions de chercheur, celles des habitants indépendamment de nous). Tout cela naît d'une disponibilité incrémentale, d'une empathie qui a pour nom scientifique l'attention flottante. Celle-ci, les contre-entretiens réflexifs nous en ont donné une lecture extérieure, est porteuse de contradictions : si elle est conviviale, certainement, et efficace dans bien des domaines, si elle ouvre des portes et suscite la curiosité, elle demeure peu lisible pour certains acteurs habitués ou s'attendant à une démarche professionnelle segmentée, précise, à une tâche bien définie. L'attention flottante peut n'être pas rassurante. ■

## 1.1 Indigénisation

La thèse de « l'indigénisation de la modernité » est avancée au début des années 1990 dans plusieurs articles et sera fréquemment reprise depuis. Elle vise en premier lieu à réfuter l'idée largement partagée, y compris parmi les anthropologues, selon laquelle le processus de modernisation conduirait à la disparition des spécificités culturelles des sociétés non occidentales, voire à la disparition de ces sociétés elles-mêmes. À preuve, dit-il, la marchandise occidentale obéit à un type de réception et d'assimilation qui ne débouche pas, contrairement à une opinion commune, sur l'« acculturation », la « déculturation » ou l'effondrement des cultures traditionnelles. Tout au contraire, la domestication de la marchandise contribue à leur maintien et à leur reproduction, et davantage même à ce que Sahlins désigne d'un jeu de mots: le develop-man, à savoir le développement des relations sociales traditionnelles, pour le bien de la société tout entière, par opposition au development, axé sur la pénétration de l'économie capitaliste et la généralisation des relations qui y prévalent, marquées notamment par l'individualisation des rapports sociaux.

***Alain Babadzan, « L'indigénisation de la modernité. La permanence culturelle selon Marshall Sahlins », L'Homme 2/2009 (n° 190)***

---

---

L'indigénisation, ce serait, selon notre hypothèse, se laisser envahir par la société locale, vivre pleinement des situations, des apprivoisements et des attachements. Ce ne serait pas une abdication, mais un mélange d'acceptation et d'adaptation, plus ou moins conscientes, plus ou moins volontaires. Plus directement, plus simplement, s'indigéniser, c'est accepter de perdre du temps pour gagner autre chose, de faire mouvement. La présence d'un chercheur né dans les lieux de la recherche et justifiant en partie le choix du terrain est à la fois une aide précieuse - c'est un bon connaisseur de l'état de la relation dans le territoire, malgré sa disparition du quotidien - et une limite - car il a quitté les lieux, tout le monde le sait, et n'est plus tout à fait indigène, il a eu ses raisons pour quitter. Cette idée d'indigénisation vient du constat attendu que notre recherche, et plus généralement « les recherches » et même la grande majorité des prestations intellectuelles dans les territoires ordinaires, sont réalisées par des personnes (chercheurs, experts, consultants, chargés de mission, etc.) qui méconnaissent en pratique et au quotidien le terrain qu'ils sont amenés à étudier, auditer, évaluer, planifier. De fait, un certain nombre de « jeunes » praticiens se sont réunis dans des collectifs réputés critiques où le rapport au terrain est central. Ils ancrent ou souhaitent ancrer leurs actions dans des lieux et faire avec les gens dans ces lieux. Ce mode de travail et d'exposition n'est pas sans interroger le potentiel de fragilité nécessaire à la recherche hors laboratoire. S'exposer en s'indigénisant dans un processus de recherche, c'est accepter de reconnaître ses limites et les limites sinon de la colonialité (souvent cachée et méconnue), du moins de l'hétéronomie, mais aussi vivre l'interculturalité au sens fort. À notre sens, toute avancée dans les modes de travail collaboratifs, dans la coproduction de la connaissance et du projet, demande une part plus ou moins variable d'indigénisation. Cela pour altérer quelque peu l'épistémologie des disciplines fondée sur l'incompétence des habitants et ainsi de produire de l'inédit. Cette posture demande une temporalité particulière qui semble, de prime abord, bloquée par l'économie de la recherche et de la commande, les budgets et les agendas des intervenants, et cela dès les réponses aux appels d'offre. Le chercheur (et certains n'ont pas manqué de nous le rappeler, du fait même que nous nous exposions), c'est celui qui passe, qui prend

et qui disparaît : il fait de la recherche anti-relationnelle. Dans notre cas, l'indigénisation s'est aussi matérialisée par l'impossibilité de tenir les délais théoriques du projet, la nécessité de se réajuster constamment aux habitants, aux temps locaux et aux temps de l'interaction, bref de ralentir.

Dans un travail d'équipe, l'indigénisation n'est ni acquise, ni certaine, puisqu'il est lui-même fondé sur une certaine division du travail, où le terrain est une variable d'ajustement. Tout le monde ne veut pas ou n'a pas droit également au terrain. Parfois, le terrain est même confié au stagiaire, voire carrément supprimé. De fait, la cohérence de l'équipe se construit également sur cette sensibilité à l'indigénisation, quia pris ici la forme d'une adaptation progressive et parfois frictionnelle aux situations rencontrées. Le temps du projet s'étire ainsi, aussi, pour des raisons internes, mélangeant résistances classiques et méconnaissances des intérêts des uns et des autres. Nous nous rendons compte, par notre adaptation même, combien les chercheurs, malgré l'objectivation et l'habitus savant, sont porteurs de préjugés et d'idéologies. Nos imaginaires du territoire, nos croyances variables en ce qu'est l'humain, les plans inconscients de chacun dans le déroulement des interventions sont toujours des moments de confrontation dans l'équipe, souvent fructueux : nous avançons ainsi et pensons qu'une certaine forme de justesse précautionneuse et située advient peu à peu : nous pensons que nous nous sommes améliorés. Il s'agit notamment de comprendre et de situer les positions des uns et des autres plutôt que d'essayer d'affirmer la nôtre, à priori. Ceci permet de se concentrer sur la coproduction, la coopération, le collectif, sans vraiment avoir besoin de les afficher comme un étendard absolu du projet, ni avoir peur des incertitudes qu'ils contiennent. Bien sûr, nous disons aussi que notre indigénisation a comporté bien des limites et qu'elle a exclu de manière forte l'élite locale comme la majorité populaire. En choisissant l'échelle de la vallée et d'un bassin de vie d'une centaine de milliers d'habitants, nous avons peut-être choisi sans le savoir de rencontrer un certain type d'indigènes, scalairement compatible avec notre propre projet. Nous aurions ainsi privilégié des acteurs inscrits dans le local (la vallée) plutôt que l'ultra-local (le quartier) ou le global (le bled, la métropole, le monde). Nous nous demandons si nous n'avons pas rencontré des gens de même appétence que nous, c'est-à-dire ceux et celles qui, pour des raisons biographiques, générationnelles, socioprofessionnelles, politiques ou culturelles, prennent leur place, une place, rémunérée ou militante, dans l'échelle territoriale que nous avons privilégiée. Celle d'une forme de ville ordinaire, la vallée du Gier. En réalité, tous les acteurs rencontrés sont bien pluri-scalaires. Ce qu'Édouard Glissant appelle la diversalité,



l'universel comme diversité et non comme unicité, nous le verrions ainsi à des échelles plus locales. La vallée du Gier (la société locale appelée vallée du Gier), dont certains habitants doutent ou réfutent l'existence, serait d'abord unitaire dans sa diversité. L'indigénisation serait ainsi à inscrire dans la diversalité à l'échelle du territoire concerné, appelant à rejouer les efforts pour qu'advienne une certaine forme de justesse précautionneuse et située, seule à même de respecter cette diversalité. Mais pour être tout à fait juste, il nous faut redire que la question de l'interculturalité, notamment à travers les figures supposées clivantes du genre et de l'ethnicité, nous a partiellement échappé. Malgré des intuitions, des flashes relationnels, des situations inédites, des rencontres, les points aveugles de la culture française, quand elle se croit une, nous les avons davantage transportés qu'explorés. Nous avons vu combien il y a de l'invisible dans la société locale comme il y existe des « invisibles » en chair et en os - et que leur parlement semble insaisissable aux conditions habituelles de la recherche académique comme à celles de la sphère politique représentative. Notre indigénisation a donc été relative, partielle, socio-spatialement contrainte, inachevée. Elle nous a également transformés, au regard d'événements survenus dans le temps de la recherche et ré-envisagés au travers de l'expérience de la vallée, et que cet ensemble de faits et de sentiments « nous oblige ». ■

## 1.2 Valeurs de l'attention flottante

**L**e passage de l'économie à l'écologie de l'attention consiste avant tout à passer d'un paradigme individualiste à un paradigme relationnel. Il n'y a pas d'attention en dehors d'un environnement relationnel. Il existe un présupposé presque universel, des neurobiologistes aux sociologues du travail et aux théoriciens de la littérature, tout le monde se demande : qui est attentif à quoi ? On part d'un sujet (un enfant, un spectateur) qui prête son attention à un objet (un livre, un écran). C'est de facto ignorer des effets de fond, d'environnement, de tramages relationnels : avant que je ne prête attention à cet objet, il existe des champs de forces qui m'ont conditionné à le faire. De l'économie à l'écologie, on passe d'un présupposé individualiste à un présupposé collectif. ***Yves Citton, 2014, entretien Les Inrocks, 25 septembre 2014.***

---

Un énoncé simple, une définition claire, un protocole identifié, un comptage incontestable, une carte de visite institutionnelle, cela vaut codage de l'information. Oui / Non. Cela vaut statistique, rassure et laisse penser que la vie en société est simple et qu'il est possible de la maîtriser en autant de segments que nécessaire. Le vrai / Le faux, situé, pointé. Coordonnées géographiques et limites données pour vraies des

unités statistiques. Cette description certes un peu caricaturale de postures autant habitantes que professionnelles les relie à la formation scolaire, elle-même porteuse des disciplines, de la discipline, d'une division intellectuelle du travail et de l'incompétence des apprenants ou des habitants. En arrivant auprès de nos interlocuteurs avec un projet participatif ouvert, des outils rarement mobilisés et potentiellement impressionnants, le numérique et l'écriture, et une parole multiple, nous provoquons parfois l'incompréhension de nos interlocuteurs. Nous redoublons aussi peut-être le sentiment de confusion d'une société qui se perçoit en crise. Nous n'arrivons pas toujours à être compris à la première rencontre et donnons ainsi l'impression de ne pas savoir ce que nous cherchons. Et donc d'être flous, sinon imprécis (Moles, 1990). Si la critique faite à la recherche dite participative peut être celle d'un pédagogisme malvenu et étendu à une sphère qui n'est pas la sienne, nous avons néanmoins un argument et un échantillon comparatif : les dispositifs participatifs institutionnels obligatoires et volontaires se sont multipliés depuis les années 90. Ceux-ci connaissent de grandes difficultés de fonctionnement (Biau et al., 2013) dus largement à l'induration et la reproduction du modèle décrit au début de ce paragraphe. La division intellectuelle et formelle du travail dans un contexte d'inégalité des souverainetés présuppose et justifie l'incompétence des habitants et le caractère de fait insincère de nombreux dispositifs participatifs. Lorsqu'ils se présentent ainsi instrumentalisés, nous faisons l'hypothèse que ces dispositifs participatifs ignorent l'attention flottante (réceptive et productive). Voire que les plus astucieux la manipulent.

L'attention flottante constitue une ressource élémentaire des dispositifs participatifs. Lorsqu'elle est acceptée ou proclamée, elle est souvent pratiquée comme un temps exploratoire. En ce qui nous concerne, il nous semble qu'elle est restée nôtre d'un bout à l'autre de notre projet. Elle a été une ressource majeure de notre travail et de la participation de nos étudiants à celui-ci. Nous l'entendons dans des termes systémiques et relationnels. L'attention flottante est un mode d'attention intermédiaire entre connexion et déconnexion, une distance active ou empathique qui permet que d'autres stimuli et d'autres temps de réponse que ceux attendus soient possibles (Citton, 2014). L'attention flottante est une forme de souveraineté élémentaire face à la dictature du stimulus-réponse segmenté. Il est important de la dégager de la seule psychanalyse et de la retrouver dans des situations elles-mêmes multiples, dont la recherche et la formation à la recherche. L'attention flottante permet d'envisager les situations rencontrées sur un mode exploratoire, sérieux et poétique, en réduisant le préjugé, le classement réflexe, le stéréotype, en favorisant la créativité. Présent dans les sciences sociales, mais aussi les sciences

dures, ce mode met à distance le sens commun, l'évidence, les formes bureaucratiques, automatisées, mais aussi les formes hystériques qui semblent consubstantielles à la compétition économique capitaliste (Matin, 2013). Nous observons aussi que l'attention flottante est pratiquée spontanément par bien d'autres gens que les chercheurs. Les parcours et les ateliers des midi-minuit ont été des observatoires privilégiés de cette attention flottante socialisée, dans le cadre d'une véritable écologie de l'attention.

Pour des raisons qui tenaient au financement du Puca et à nos propres objectifs, comme à la faiblesse de certaines réactions d'élus ou de techniciens, nous avons peu travaillé avec le réseau politique de la vallée, et essentiellement au travers des ateliers étudiants. Que l'État finance une recherche d'intérêt général, même d'accès difficile, dans la vallée du Gier, indépendamment des collectivités territoriales, nous avons cru voir chez plusieurs de nos interlocuteurs de l'intérêt reconnaissant et comme une marque tangible que l'État existait bien toujours, en sa main gauche (Bourdieu, 1998). Que nous n'ayons pas de dépendance avec un financeur local à agenda politique, que nous ne soyons pas, en tant que chercheurs, capturés ni par le régime statistique, ni par la parole institutionnelle locale, étaient pour nous des éléments de sécurité éthique de la recherche. Alors, dans ce contexte plutôt privilégié, qu'ont produit notre attention flottante et notre incrémentalisme ? D'abord, elle nous a permis de nous laisser aller à, et finalement, de prendre au sérieux la question des langues, et notamment des langues ordinaires. Si les literacy studies et la sociolinguistique demeurent en France dramatiquement confidentielles, à fortiori pour des territoires comme la vallée du Gier, populaire et désindustrialisé, l'intérêt à approcher les langues véritablement parlées, lues et écrites dans la vallée semble considérable. La langue est la matière même de la relation sociale et politique. Mais notre démarche nous a obligés à d'autres mises en jeu. À certains moments, en effet, le chercheur ne peut demeurer un simple observateur, un témoin neutre. Il est invité à l'action. Comment peut-il alors se décider sérieusement s'il n'est pas lui-même en situation d'attention flottante ? Cet état d'esprit a dès lors imprégné largement et positivement les situations collectives que nous avons rencontrées, puis créées : ateliers d'écriture, événements locaux, midi-minuit, foot-analyse. Nous donnons deux brefs exemples de ces ambiances ainsi créées, avant que cela ne soit repris en détail plus loin. Dans le midi-minuit de Givors, nous tenons une séance d'écriture dans un café associatif maghrébin du centre-ville, fréquenté principalement par des retraités. Le niveau d'interaction entre notre petit groupe et les habitués du café occupés à leurs jeux et parlant un français dialectal, semble faible. Mais l'un des

participants nous fait remarquer que cela n'est pas le plus important, le plus important est que nous sommes sans doute le premier groupe non maghrébin à être entré dans ce café. Pour donner à voir un autre registre de cette richesse, le même jour, dans la même ville, en soirée, se tient au théâtre un autre atelier d'écriture, basé sur l'existence remarquable d'une spécialité d'accouchement physiologique à la maternité de Givors : l'un des participants écrit le récit d'une mise bas dans la ferme de ses parents comme souvenir d'accouchement. Enfin, l'attention flottante est une machine à lutter contre le dénigrement, et notamment une machine à relire les formes de la ville ordinaire sans les préjugés locaux ou extérieurs sur les qualités urbaines, particulièrement forts dans la vallée.

■

## 1.3 A propos des modes relationnels

« Il n'est donc pas facile de redonner une pleine légitimité à ces « à-côtés ». Il est pourtant nécessaire de s'atteler à cette tâche de pensée si l'on veut élaborer une nouvelle vision du progrès. Il faut rendre manifeste le fait que les biens marchands n'ont pas une valeur ontologique supérieure aux biens communs ou biens collectifs. Ceci en dépit du fait que, spontanément, le désir humain se porte davantage sur les biens marchands que sur les biens communs, raison pour laquelle ceux-ci, dans l'ensemble, restent sous-évalués. De plus, la qualité de la vie sociale ou sa dégradation se laissent difficilement appréhender par des chiffres, ce qui constitue un handicap dans des sociétés où ce qui compte, c'est ce qui se compte. ». **François Flahaut, 2014, La vie sociale comme fin en soi, contribution théorique au convivialisme, Revue du Mauss.**

---

Alors que des recherches anthropologiques (Broadbent, 2011) notent que notre attention fait l'objet d'un « business » en pleine croissance, nos hypothèses nous conduisent à aborder dans cette partie la question peu explorée dans le champ de l'aménagement du territoire, de l'espace relationnel. Nous souhaitons montrer comment la relation - véritable moteur de nos choix attentionnels - est aussi un facteur déterminant

de l'organisation de l'espace. C'est ce que nous allons tenter de décrire ici à travers plusieurs situations. Nous évoquerons le dialogue singulier avec un opérateur culturel, celui plus global avec des institutions et celui inachevé avec les centres sociaux de la vallée. Ce regard contextualisé nous permettra de revenir sur ce que nous appelons la construction de l'espace relationnel, sur l'importance des postures individuelles, du lieu d'où chacun parle et d'où chacun vient.

L'imbrication relationnelle, de l'individu aux groupes sociaux, est constitutive des transformations sociales des lieux. C'est un ressort puissant à l'heure où la smart city et autres concepts de villes intelligentes inventent des solutions essentialistes qui s'appuient sur l'idée de progrès technique. Un des grands principes de ces nouveaux modèles urbains réputés intelligents consiste à rationaliser nos comportements (facteur d'incidences multiples) en analysant nos pratiques et nos usages, notamment spatiaux. Ces deux idées clefs de la ville sensible, au cœur des analyses de Michel de Certeau ou de Henri Lefebvre, font ici l'objet d'un détournement technique. L'ingénierie désynchronise ces deux idées au cœur des modes relationnels - attention et relation - alors que l'urbanisme sensible pense que ces deux principes sont fondamentalement liés dans le cadre d'une ville conviviale. L'espace relationnel relève ainsi pour nous, chercheurs, d'une transformation méthodologique de notre travail, mais la notion est aussi importante pour l'habitant de la vallée, stratégique, parce que dans l'espace ordinaire, la relation à l'autre est ce sur quoi l'individu s'appuie pour se construire en tant que sujet agissant. Pour Itziar Gonzales Viros, l'espace institutionnel est l'espace du pouvoir et l'espace ordinaire celui de la puissance du peuple. Ainsi la notion de relation est modifiée en fonction du contexte, institutionnel ou ordinaire. Cette dichotomie a joué à plein durant cette recherche-action et, d'un lieu à l'autre, d'une rencontre à l'autre, la réception de notre démarche a suscité des réactions très variées. Réceptivité, repli sur soi, simple ignorance ou ignorance feinte, jeu d'acteurs plus ou moins dissimulé et parfois élaboré, si ce n'est manipulé. Ce grand théâtre des gens et des lieux est le fondement de la construction d'un espace relationnel, la possibilité même de la vie démocratique d'un territoire. Si nous avons provoqué des mises en relation, notre initiative s'est située sur les marges de l'espace relationnel, parce qu'elle a été temporaire et décalée des enjeux politiques de la vallée. La cartographie en est complexe à dresser, car mal visible et mouvante (cf. volume 2). La relation comme circulation des acteurs existe avant et après les individus dont l'action essentielle est d'infléchir par recomposition les ensembles relationnels existants. Mais ce que nous pourrions nommer comme la fabrique de l'espace relationnel se perçoit d'abord dans la présence des

uns et des autres, les uns à côté des autres. Parfois nous n’y parvenons pas. Durant cette recherche nous avons essayé de nous décentrer de la vie sociale institutionnelle pour rattraper les gens et les acteurs de la vie ordinaire.

A l’Imprimerie Théâtre de Rive-de-Gier, l’étroite collaboration que nous tissons avec son directeur nous conduit à apparaître dans l’agenda culturel de l’année 2014-2015 sous la forme d’une résidence scientifique. Cette histoire ressemble bien à de la perruque, ce troc informel des milieux ouvriers, plutôt qu’une institutionnalisation de notre recherche. Avec les habitants, les groupes d’ateliers d’écriture, certains techniciens des collectivités de la vallée, c’est de cette façon que nous avons construit l’espace relationnel. Nous l’envisageons beaucoup plus prudemment avec le politique, la technostructure des collectivités locales et, plus largement, avec ce qui relève d’un agenda institutionnel ou électoral. La mise à l’agenda politique de notre recherche se met à raisonner de plus en plus fortement au fur et à mesure que nous interagissons avec les collectivités. L’agenda politique profondément ancré dans l’espace relationnel ordinaire nous interroge sur l’existence de notre recherche si elle n’est pas conduite dans l’espace politique institué. Nous hésitons et discutons de cette question. Dissocier l’espace relationnel institutionnel hétéronome de l’espace ordinaire autonome a été un élément fondamental de notre réponse. L’autonomie devient alors une figure centrale de notre démarche - nous y consacrons un point dans ce volume. Trop institutionnalisé, l’enjeu relationnel se disloque.

Nous avons cru trouver dans les centres sociaux de la vallée une entrée alternative dans l’espace relationnel ordinaire. Nous avons été mis en échec. Les centres sociaux rencontrés (parmi les plus importants de la vallée) ont fait le choix de se tenir à l’écart du partenariat que nous leur avons proposé. Nous avons été ignorés ou “jetés”. Ce positionnement nous est apparu à la fois surprenant et décevant. Le centre social comme lieu collectif et quotidien est important pour de nombreuses familles et il occupe une place particulière dans les quartiers de la vallée. Les raisons de leur refus sont extrêmement diverses et pourraient être questionnées davantage. Les centres sociaux semblent occuper, peut-être à contre cœur, un espace où les partis politiques ont disparu. Fonctionnant la plupart du temps à l’échelle du quartier (ou de la petite ville), ils nous sont apparus davantage comme un miroir du quartier que comme un instrument d’ouverture performant. Dans les différentes structures visitées, le centre social organisé autour d’un directeur, figure contrariée d’un pouvoir politique absent, évoque un certain confinement du quartier où les situations relationnelles provoquent et véhiculent l’impression du “nous” et du “eux”, où les différences s’exacerbent et surgissent



à la vue de l'étranger. Dans ce contexte, le chercheur fait clairement partie du "eux" et n'est pas le bienvenue dans le centre social, qu'il instrumentaliserait pour des profits extérieurs. Comment dépasser alors l'échelle du quartier ? Cela interroge à la fois le fonctionnement et le rôle des centres sociaux dans les communes, petites et moyennes, de la vallée du Gier. ■

## 1.4 Ce que nous apprennent les contre-entretiens

Une des réponses possibles est que ce sont les malentendus qui parfois deviennent l'espace même où les cultures, en se découvrant différentes, se révèlent et se confrontent. Le malentendu est alors la ligne de partage, la frontière qui acquiert une forme. Cela devient une zone neutre, un terrain vague où l'identité, ou mieux les identités différentes et confrontées peuvent se positionner tout en restant séparées, précisément grâce au malentendu. *Franco La Cecla, 2002, Le malentendu, Balland.*

Au moment d'écrire la réponse à l'appel à projet, nous imaginions constituer des groupes utilisateurs des dispositifs méthodologiques que nous allions expérimenter. L'idée était de former un ou plusieurs groupes d'une dizaine de personnes qui seraient le corps de la recherche participative. Ces groupes utilisateurs allaient expérimenter et tester les outils devenant, projet faisant, des focus groups, à la manière de l'intervention sociologique. Le ou les groupes constitués devaient, pour tenir bon, garder une cohésion et une dynamique collective pendant le temps long du projet pour ensuite pouvoir faire un retour, évaluer en quelque sorte la recherche effectuée. C'était notre garantie de l'aller-retour entre habitants et chercheurs, entre savoirs experts et savoirs ordinaires, de plein air. Mais concevoir ainsi l'organisation du projet, c'était sans penser que le terrain, la vallée du Gier, se dévoilerait à nous, s'imposerait à la recherche et en quelque sorte exigerait de la confiance, des formes de réciprocité, don contre don, ressource contre ressource. Très vite, notre implication dans la vallée, nos propositions

de productions collectives, nos expérimentations de récits populaires gagnaient en richesse par le renversement de notre idée initiale. Nous ne constituerons pas de groupes constants et invariables, ni de groupes d'évaluateurs de notre action. Nous allions plutôt intégrer des réseaux d'acteurs intéressés, des individus, des personnalités, des associations, un établissement scolaire, quelques institutions, des porteurs de projets qui trouveront, parfois juste une fois, parfois sur le temps long, intérêt à mobiliser ou non nos propositions. Dès les premiers mois, nous avons abandonné la constitution des groupes utilisateurs et des focus groups pour privilégier les liens, les rencontres, l'écoute, la participation à des événements locaux et provoquer nous-mêmes des situations : la mise en ligne du labo numérique, l'annonce de la mise en production d'un guide indigène de détourisme, les ateliers participatifs midi-minuit, la foot-analyse (cf. partie 2). Ce qui est apparu comme un abandon précoce d'une organisation méthodologique, avec peu de conséquences, était en fait le renversement des objectifs de la recherche. Nous ne cherchions plus à valider, qualifier ou mesurer l'opérationnalité de dispositifs potentiellement participatifs, mais nous construisions pas à pas les conditions d'une recherche-action réellement participative. Nous devions nous dessaisir de nos propositions et observer la prise en main, ou non, par d'autres. Regarder les fruits de notre passage, les petits retentissements, parfois les séquelles, les suites données. Que devenaient nos idées, nos propositions quand elles se mélangeaient aux projets, aux envies et aux opportunités des autres ?

Chaque relation nouée était différente, suscitait des suites de projets hétéroclites. Pourtant, nous étions la même équipe et nos propositions énoncées variaient peu. Sans en douter, nous n'étions pas toujours très habiles à nous présenter clairement, à rendre audibles des réflexions méthodologiques expérimentales. Malgré tout, que signifiaient ces réactions, ces suites données si disparates ? C'était un grand malentendu créatif, fécond, inventif et parfois aride. Après dix-sept mois d'indigénisation, de valeur donnée à l'attention flottante, d'une pratique de terrain relationnel et d'émergence de productions collectives, l'heure était de tirer bilan. Nous n'avions pas perdu l'esprit qui nous animait en imaginant la constitution de focus groups. Nous avons besoin d'un retour sur l'enquête et les enquêteurs par les enquêtés. C'était le gage de l'égalité des acteurs à l'œuvre. Pour comprendre ce que nous observions depuis les premiers mois de la recherche, nous avons besoin de rééquilibrer les points de vue pour donner sens à ce qui s'était passé, à ce qui était encore en train de se passer. Si le financement de la recherche arrivait à sa fin, nous entendions malgré tout le bruissement des suites potentielles de notre passage, avec ou sans nous. Nous avons besoin

d'entendre de la bouche de ceux que nous avons rencontrés et impliqués ce qu'ils avaient entendu et mal entendu. Les membres de l'équipe les moins investis dans les relations de terrain dans le temps du projet sont allés réaliser des contre-entretiens auprès de cinq personnes. Contre, non pas dans le sens de l'opposition ou de l'hostilité, mais dans l'idée de recueillir le sens inverse, le face à la recherche, le contact étroit entre l'équipe scientifique et le terrain, les gens qui d'une manière ou d'une autre ont été les acteurs du projet.

Cinq personnes invitées à s'entretenir encore une fois avec nous. Pour chacune d'entre elles, nous les avons vues souvent au cours des derniers mois. Cette fois-ci, nous leur demandions autre chose : à la fois brosser leur portrait comme figure rencontrée de la vallée et entendre ce qu'elles avaient vu et entendu de la recherche se faisant devant eux. L'un et l'autre allant de pair. Leurs parcours, leurs liens au territoire, leurs engagements associatifs, politiques ou professionnels ont eu un impact sur leur saisissement ou non de nos propositions. Nous aurions pu, évidemment, nous contre-entretenir avec beaucoup plus de personnes, tant les rencontres et les implications ont été nombreuses. A l'image du projet dans son ensemble, on note l'absence du monde ouvrier et populaire. Les cinq personnes représentent toutes le milieu culturel ou éducatif. Les contre-entretiens nous apprennent que le malentendu est général et qu'il permet l'expression, voire l'existence collective, sans la constitution d'un commun. Tous nous ont dit leur incompréhension du projet, leur incapacité à se figurer les objectifs, perçus comme brumeux et incertains. En revanche, des grappes de mots, des expressions dites lors de l'évocation de nos propositions leur ont fait écho. Chacun a entendu ce qu'il pouvait, ce qu'il voulait. Dans le flot de ce qui a fait résonance, deux intérêts ont été unanimes : la proposition d'expérimenter, d'inventer quelque chose et la proposition participative (comme un slogan, une envie de faire ensemble). Du point de vue de l'équipe de recherche, c'était gagné. Dans le malentendu, l'essentiel était entendu. Les réactions vont alors être différentes. Certains vont se mettre à l'écart du projet, plus ou moins rapidement. Deux raisons principales seront évoquées : d'abord, la peur de l'inconnu, l'inquiétude de ne pas maîtriser les événements, crainte d'autant plus marquée quand la personne s'implique dans sa posture professionnelle ; ensuite, l'agacement parce que les réseaux qui s'impliquent peuvent être en conflit avec d'autres et parce que le projet semble flottant, la personne évoque un projet non tenu, trop ouvert et sans leadership ferme. D'autres au contraire vont saisir l'opportunité. C'est exactement ce terme qui reviendra à chaque fois, dans chaque discours. Notre présence, les propositions du projet vont être une opportunité. Et chacun, à sa manière, s'en saisira : pour valoriser son

équipement culturel, donner du poids à ses négociations partenariales, mobiliser politiquement, légitimer des projets ; pour se greffer à un projet expérimental ouvert pour enseigner la géographie au lycée autrement, mobiliser les lycéens, rythmer l'année scolaire par des sorties et des actions inédites ; pour se saisir du labo numérique pour donner sens à l'archivage associatif de l'histoire et du patrimoine industriel local en expérimentant de nouvelles formes de mise en récit vidéographique, en imaginant et projetant sa mise en réseau. ■

## Chap. 2

# SITUATIONS PROVOQUÉES

### Introduction

Au-delà des divagations de l'attention flottante et de l'indigénisation, nous avons rythmé notre présence dans la vallée du Gier en provoquant des situations artificielles mais largement coproduites avec les habitants. Elles sont nées et ont été inventées dans le terrain relationnel, à la croisée des gens et des lieux.

La mise en ligne du labo numérique et la publication du guide indigène de la vallée étaient les promesses de départ, les prétextes, ce pour quoi nous étions là. Ce qui restera après nous. C'est ce que nous appelions les « outils » de la recherche. Une dame dira une fois, au tout début du projet : « mais qu'est-ce que vous appelez outils ? Vous parlez d'un site Internet et d'un livre, moi j'entends une scie ou un marteau ». Oui, nous cherchions bien à bâtir quelque chose, à s'outiller pour le faire. On présentait inlassablement, à qui voulait l'entendre, ces deux projets de coproduction. Qui voulait participer ? Qui voulait écrire ? Qui voulait déposer des photos ou des vidéos sur la plate-forme ? Nous avions le sentiment de vendre notre affaire comme de la soupe. Et nous nous questionnions beaucoup sur ces objets à documenter et à coproduire. Pouvait-on combiner, enchevêtrer les deux ambitions ? En était-ce qu'une seule ou deux ? Discussions, différends, accords, débats, embourbements, jusqu'au décentrement salutaire de notre réflexion. Une fois encore, nous cherchions en fait à mettre en œuvre et à observer les conditions d'une recherche-action participante. Les paroles ordinaires, celles mises en

scènes, les fruits des rencontres, les mémoires dites et reconstruites, la vallée racontée et dessinée, étaient et devaient être l'essence du projet. Alors, nous avons ouvert théâtre, scènes protéiformes pour les rencontres. Nous avons volontairement créé des situations, des événements publics, collectifs, des espaces-temps en somme pour l'émergence des paroles multiples. Le labo numérique et le guide indigène ont eu en conséquence un autre statut. Ils devenaient eux-mêmes des objets inédits et étonnants, susceptibles d'expérimenter l'émergence des mots et des histoires, bien avant de devenir plus tard des formes pérennes, des rendus au territoire. Nous les présentons ici tour à tour, en discutant à la fois du statut des méthodologies analogiques et de l'utopie en marche de la maîtrise technicienne. Nous rendons compte dans ce chapitre d'évènements ponctuels provoqués. Ils ont cadencés les mois passés dans la vallée du Gier : deux temps longs d'ateliers participatifs, les midi-minuit, d'abord au Théâtre et à la médiathèque de Givors le 30 janvier 2015, puis à l'Imprimerie Théâtre de Rive-de-Gier le 6 février 2015 ; une foot-analyse le dimanche 24 mai 2015 à Saint-Chamond, une manière d'infiltrer les trentenaires sportifs de la vallée en tendant le dictaphone au bord du terrain, à l'entrée et à la sortie des vestiaires. ■

## 2.1 Le labo numérique

Malgré des impasses et quelques infirmités d'hypothèses, l'expérience technique d'inventaire cartographique a permis d'ouvrir des pistes d'usage des techniques numériques. Avec le labo numérique (cf. volume 2), nous avons essayé de confronter la technique comme un moyen de redécouvrir et de repenser le réel, à l'espace géographique. Dans cette recherche, nous avons essayé de positionner l'objet technique comme un lieu d'inventaire à la fois ressource, lien mais aussi déclencheur de dynamique locale. Durant les mois d'expérimentation, d'évidentes questions se sont imposées : si le but (de la recherche) est la rencontre, pourquoi vouloir l'impulser par un intermédiaire technique? Pourquoi ne pas simplement se rencontrer ? C'est en quelque sorte le refus que l'on nous a parfois opposé. Ces retours sont frappés au coin du bon sens. « Le bon sens est une expression indispensable de la raison. Si l'on récuse le bon sens, c'est la porte ouverte au non-sens », prévenait Jacques Ellul. Alors comment aller plus loin ? Si la raison est l'amie du bon sens, elle ne peut être un totalitarisme et là intervient le contexte de déploiement de la technique. Notre expérience montre comment, d'un contexte à l'autre, nos dispositifs vont être reçus différemment. Une ambition relationnelle n'a pas pour but de promouvoir un service, mais de discuter du potentiel et de l'intérêt de ce service. Nos choix méthodologiques disent que l'individu est autonome et au centre du projet, qu'il ne peut faire l'objet d'une injonction - même bienveillante - à participer. Nous observons alors concrètement comment la technique doit rester, et c'est crucial, un moyen et non un but. Nous avons réalisé deux expériences. La première (Recitoire et MyTracks de Google) a montré les limites d'un usage du numérique lorsqu'on veut lui faire remplacer le sensible. La seconde (le Labo numérique) s'est révélée, à notre sens, plus opératoire : elle s'inscrit en effet dans une plus grande combinatoire d'échelles de temps et d'espace.

En mettant en test Recitoire (Grenoble, 2013) et MyTracks (vallée du Gier en 2014) avec des groupes d'étudiants, nous avons d'abord cherché à comprendre le statut des méthodes sensibles et empiriques déployées dans des applications numériques, dont le principe est de mobiliser à la fois le langage et les sens dans une expérience immersive de description des ambiances spatiales. La marche est, dans de nombreux cas, au cœur de ces dispositifs (parcours ou itinéraires commentés, etc.). C'est en ce sens, et à contre-feu de l'idée dominante d'une révolution numérique, que nous avons imaginé le déploiement de techniques sensibles et empiriques dans le cadre d'une infrastructure numérique afin de vérifier la plus-



value du numérique dans les pratiques de terrain. En ce qui concerne l'expérience du terrain (marche, expériences sensibles) les étudiants ramènent systématiquement Recitoire - facilement assimilable ici à « l'idéal technicien » - à un rôle classique de carnet de notes un peu étroit. L'outil est décrit comme un récepteur externe qui permet de retranscrire des données formelles des usages et des pratiques. Pour les deux groupes, l'évocation du numérique comme expérience sensorielle de terrain est largement reprise et présentée comme une impasse numérique dans la mesure où ressentir soi-même, c'est-à-dire éprouver le terrain dans son corps ou son esprit, relève d'une véritable difficulté ontologique quand cette expérience est réalisée avec le soutien d'un outil numérique. Plusieurs étudiants parlent de la nécessaire conscience du parcours avant l'utilisation d'un support numérique externe. Ils évoquent aussi leur inquiétude quant au respect de la vie privée dans un présent où les usages numériques pourraient être encore plus largement généralisés. Ils expriment également l'idée que le numérique « accapare l'attention », « fait perdre de notre imagination ». Retranscrire n'est pas ressentir et, même s'il était possible « de retranscrire le ressenti » comme l'évoque une étudiante, cela resterait un constat et non une appropriation. L'expérience du labo numérique montre l'importance du rapport sensible à la fois au terrain mais aussi à l'autre, retour incessant à l'espace relationnel du projet. Par le terrain, se sont déclenchées de nouvelles situations pour le labo numérique, notamment à travers la rencontre d'une monteuse en audiovisuelle qui travaille actuellement sur les archives filmiques d'une association de préservation du patrimoine industriel de la vallée du Gier (CERPI). Assez rapidement, elle s'est saisie du labo numérique. Elle y a trouvé un moyen de poursuivre un travail qu'elle réalise sur le traitement et la valorisation des archives filmiques du monde ouvrier dans la vallée. Elle a un rapport utilitariste à l'outil expérimenté, un intérêt professionnel. On comprend alors pourquoi d'autres vont rester indifférents, faute de désir. Pendant plusieurs mois, elle va élaborer, de façon massive et sous l'angle d'un intérêt thématique particulier, à constituer le patrimoine industriel et la mémoire ouvrière. A l'usage, elle nous rapporte même que l'utilisation de l'outil a modifié son rapport à l'espace. Elle s'est mise à chercher de nouveaux lieux, à s'engager, curieuse, dans un travail d'inventaire géographique. Ainsi, l'expérience technique a pris une tournure différente après cette rencontre. Le labo numérique a pris la dimension géographique que nous lui imaginions. L'outil nous a échappé, comme nous le souhaitions, il a permis d'imaginer des projets communs et locaux pour faire parler le territoire, avant de le transformer, pour prendre le temps de l'inventaire, du bilan réel, du recul. À la question « que faire des archives ? », une réponse émerge et d'autres questions apparaissent. Comment utiliser cette mémoire ? Se

souvenir permet-il de soigner le territoire? Les objectifs sont atteints : un ressaisissement local du labo numérique, en posant des questions aux lieux et aux gens, en interrogeant la mémoire locale et peut-être alors poser des jalons pour l'avenir. On perçoit l'importance ici du temps long et celle de la présence là où les techniques numériques abolissent les distances et infléchissent le temps. On découvre alors concrètement que l'outil n'est pas une fin en soi mais une partie du processus d'accès au réel. C'est une manière de s'éloigner du réel pour mieux y revenir, comme un exil : « y accéder suppose qu'on s'éloigne de la vie ordinaire, de la vie commune » (Badiou, 2015). A cet endroit de la recherche, la technique, instrument d'éloignement du réel, semble pouvoir être ce processus d'accès au réel de l'action publique territoriale.

Ces expériences nous montrent que l'écriture algorithmique n'est pas un simple protocole informatique destiné à automatiser une tâche, c'est aussi l'implication complexe d'un individu dans un environnement technique très puissant. Cette immersion de l'individu dans la technique sous-tend des processus de développements informatiques et numériques lourds et coûteux. Ils obéissent à des logiques financières et logistiques de forte dépendance aux matériels, aux infrastructures, à l'expertise informatique. Sur le long terme, les ressources en recherche et développement nécessaires à l'adaptation et l'évolution constante de l'outil deviennent un enjeu permanent. Ceci n'est possible que pour des organisations hyper-spécialisées, ayant des ressources humaines nombreuses et spécifiques, ou de grandes communautés. Les petites organisations sont démunies face à de telles différences de moyens, elles ne sont pas autonomes. Enfin, l'environnement technique mobilise fortement l'attention humaine et installe les individus dans un milieu social technicien. Ces systèmes déployés compliquent le développement connexe d'espaces relationnels en face à face. Nous pensions que l'algorithme se ferait discret, nous nous apercevons que non. Mais rendre ce temps de l'espace relationnel à l'individu, c'est reconsidérer d'abord la chaîne de valeur dans les relations, c'est aussi replacer la question dans un milieu propice qui ne peut être que politique. ■

## 2.2 Le guide indigène de détourisme

La littérature est un élément central dans la constitution, et le maintien, de la sociodécée des groupes. Si l'élaboration de cette mise en forme symbolique du pouvoir est plus visible pour les groupes revendicatifs, elle fonctionne de manière similaire pour les dominants qui se défendent contre les contestations de leur pouvoir. La forme artistique littéraire est non seulement dotée d'une légitimité sociale et d'exemples nombreux et largement diffusés de l'efficacité de son pouvoir prophétique, mais elle partage avec la langue, son support, cette capacité de délimiter, voire d'imposer une existence sociale. Accéder au marché symbolique des biens littéraires en imposant une spécificité esthétique propre à un groupe dominé, et donc le représentant, c'est dépasser - même par la subversion de l'usage académique, qui, nous y reviendrons, s'impose souvent en dernier ressort -, le statut de ceux qui ne se parlent pas mais sont parlés. Parvenir, au moyen de l'expression littéraire, à une réappropriation de ce qui fait la singularité ontologique d'un groupe, c'est, en contestant le rapport de force symbolique de cette parole qui ne se parle pas au regard des normes dominantes, donner une

forme légitime à ce qui était considéré jusqu'alors comme un stigmaté. La langue, et sa forme sublimée, la littérature, sont des instruments essentiels de la domination politique et symbolique. **Hervé Serry, La littérature pour faire et défaire les groupes, Sociétés contemporaines, 2001/44, Presses de Sciences Po, pages 6 et 7.**

---

Dans le contexte français, les politiques publiques d'aménagement du territoire restent en apparence marquées par l'empreinte de l'ingénieur et du bâtisseur, par un aménagement des infrastructures, par une physique, un imaginaire et un coût associés principalement à la construction. L'exemple de l'actuelle autoroute gratuite A47 le long du Gier et de la construction projetée et fortement contestée d'une autoroute jumelle payante à travers les monts du Lyonnais, l'A45 concédée au printemps 2015 au groupe Vinci, en est l'illustration accomplie. Toutefois, les politiques d'aménagement culturel, très anciennes dans la fabrique nationale, sont complètement rénovées à partir des années 1880 pour l'unification politique et linguistique, à partir des années 1960 pour les nouvelles formes d'activisme culturel public, à partir des années 1990 pour la décentralisation active de nombreuses compétences culturelles et la touristification comme fusion des politiques urbaines et culturelles. Le livre, la lecture, l'écriture et l'édition n'échappent pas à ce mouvement général, quoique fortement différencié dans les territoires. L'exploration française des literacy studies par la géographie ou la sociologie fortement territorialisée (Merklen, 2013) témoigne de ces nouveaux intérêts de recherche. C'est dans ce contexte qu'a été mobilisé dans le projet de recherche, un outil d'écriture testé à Nantes en 2009 par l'association « à la criée », Le Guide indigène de détourisme de [votre territoire]. Le guide papier de l'édition nantaise et nazairienne a souvent été présenté lors de nos rencontres avec les habitants, il a été prêté, a circulé, le lien vers le pdf en ligne a constamment été donné. D'emblée, il était question de fabriquer ensemble un Guide indigène de détourisme de la vallée du Gier. C'est à cette proposition singulière, expérimentale et inconnue que nous avons convié nos interlocuteurs, au sein d'une population d'environ 100 000 habitants, c'est-à-dire l'équivalent d'une ville moyenne, fragmentée en une cinquantaine de communes de taille très hétérogène. Dans les premiers mois, nous avons eu à gérer l'écart de réception entre

un livre papier, facile à montrer, à faire circuler, mais aussi littéraire et, malgré son projet, éloigné du populaire, et le labo numérique, alors en construction, moins facile à visualiser, plus dans l'air du temps, mais aussi sensible à la fracture numérique des usages et des débits réels de bande passante.

Nous sommes donc entré en vallée du Gier par ses bibliothèques et ses ateliers d'écriture, mais aussi d'une manière que nous n'avions pas en tête, à travers ses discrets écrivains publics des communautés inégalement alphabétisées. Pour avoir procédé de manière identique dans d'autres terrains de recherche, et après en avoir fait l'hypothèse, nous faisons le constat qu'il s'agit là d'observatoires certes, mais aussi de lieux interactifs et performatifs. Territoire hors ou aux marges des métropoles, « ville ordinaire » à la mixité certaine, mais frappée d'une très forte dynamique de ségrégation résidentielle socio-ethnique et d'opportunités liées à l'étalement urbain des deux métropoles, la vallée du Gier n'apparaît pas immédiatement comme un lieu d'excellence pour le livre, la lecture, l'écriture et l'édition. Cette première impression doit être corrigée au regard de nos rencontres effectives et du pari, selon nous, réussi, d'utiliser l'écriture comme une ressource paradoxale d'une vallée populaire et péri-métropolitaine - avec ses engagements limités, ses plafonnements et son manque de reconnaissance institutionnelle. Nous avons rencontré deux ateliers d'écriture, l'un à Givors, l'autre à Rive-de-Gier. L'atelier de Givors a lieu deux fois par mois dans la médiathèque et est animé par son directeur. Début 2014, nous y passons plusieurs fois présenter la recherche et le guide. Nous y écoutons des textes lus pour nous. Nous revoyons le groupe à notre initiative au théâtre de Givors à l'automne 2014 pour évoquer et co-construire le midi-minuit. Les échanges sont riches. Début 2015, plusieurs personnes issues de l'atelier sont dans l'organisation du midi-minuit, localisé pour partie à la médiathèque, pour partie au théâtre et dans la ville. À Rive-de-Gier, nous rencontrons un groupe d'atelier autonome, constitué en association, qui se réunit chaque semaine à l'Imprimerie Théâtre. Dès la première rencontre, nous sommes sollicités, après notre présentation, pour animer immédiatement la suite de la soirée et faire écrire. Nous sommes assez surpris de la qualité relationnelle de cette première rencontre, et de la qualité des écritures produites ce soir là. Quelques mois plus tard, nous sommes sollicités pour animer le week-end annuel de l'association et leur proposer une sorte d'audit en écriture. Nous comprenons assez vite que ces deux lieux, l'un institutionnel, l'autre associatif et non-subventionné, participent chacun à un réseau des écritures dans la vallée. Dans ce réseau circulent des personnes qui souvent participent, parfois animent, d'autres fois encore cherchent un nouvel animateur-trice ou répondent à

une proposition, une commande, créent un événement ou travaillent avec des enseignants et leurs élèves. Ce réseau est petit, mais inscrit dans la durée, fortement relié au territoire, socialement et ethniquement animé par des personnes issues des classes moyennes inférieures et supérieures blanches, sans exclusive. La rencontre avec deux habitants d'origine algérienne, ayant été investis dans l'aide à l'écriture des adultes non alphabétisés et, finalement, avec leur propre écriture, nous a frappés pareillement. Il nous semble alors que ces réseaux sont invisibles aux yeux de l'institution culturelle et que c'est en les visitant que nous le voyons. Toutefois, le réseau des ateliers d'écriture fait l'objet d'une petite reconnaissance par certains établissements scolaires et services culturels des villes. Nous rencontrons aussi d'autres figures artistiques locales, un auteur-chanteur, un chanteur historique de la période rock de Givors, toujours actif sur la scène artistique.

Le détourisme, nous en parlons simplement, comme à Nantes : pas anti-tourisme, ni alter-tourisme, ni a-tourisme. Un projet, voire une pédagogie du détour, de la bifurcation, de la divagation, du marronnage loin des formatages intellectuels et esthétiques de l'économie touristique dominante ou émergente. Un inconnu à agir. Nous ne savons pas comment cela peut se produire, ni quel sera la production finale, mais nous sommes capables de le faire, ça, c'est affirmé et constitue même l'hypothèse fondatrice exposée aux interlocuteurs. Nous sommes capables. Le nous ici décrit la rencontre entre un groupe de chercheurs et des habitants interagissant pour des raisons d'intérêt diverses. Dans une société hyper-alphabétisée, et malgré même les effets castrateurs de la croyance littéraire et de certaines pratiques de dénigrement et d'auto-dénigrement scolaires, tous ensemble au sein de ce projet, nous avons les compétences de la chaîne éditoriale, même si celle-ci est fragile dans la vallée. Nous parlons aussi de ce mot redoutable de la langue française : indigène. Une lecture franche nous en est donnée lors d'une présentation au cinéma de Rive-de-Gier de la première comédie musicale algérienne, le film de Dahmane Ouzid, *La place*, (2012), au printemps 2015. Une habitante d'origine algérienne, partie travailler et vivre en région lyonnaise depuis plusieurs années, revenue récemment, interagit avec notre présentation. Quand nous parlons de l'histoire vénéneuse de ce mot et de sa réappropriation en renversement de stigmaté, elle reformule cela vivement à l'adresse de la salle : « indigène, ça voulait dire sous-homme. » Dans notre boîte à outils, ce mot est donc loin d'être inefficace, il porte une charge subversive de rupture avec le sens commun, ici le plus souvent le tabou colonial, et la nécessaire discussion des termes de l'arrangement social, qui est une construction et non un donné. Le guide est donc un objet inconnu, collectif, anonyme et sans subvention - farce,

forme d'autonomie et objet performatif. Le guide naît de provocations à l'action (notre recherche) et entend en créer d'autres par les conditions de sa diffusion et réception (une logique d'effervescence et de commun). Il est donc un objet participatif à plusieurs moments de son processus. Il est un outil de recherche-action. Il est un objet modeste qui parle de faire groupe et territoire, même si son titre, Guide indigène de la vallée du Gier, est depuis le début de nos échanges un problème : cette vallée existe-t-elle autrement qu'en tant que bassin-versant, espace de transit ou espace stratégique pour le jeu des acteurs extérieurs ? Le guide est aussi un objet lent. À la remise de ce rapport, même si un groupe éditorial est constitué et que de nombreux matériaux ont été collectés et stockés, un chapitrage validé, le processus du guide est toujours en cours et sera finalisé au printemps et édité en septembre 2016. Il n'y a pas que la science à réclamer de la lenteur et de la confiance, c'est-à-dire les conditions de possibilité d'un travail partagé. ■

### **Encadré**

**Un chapitrage du Guide indigène de détourisme de la vallée du Gier est proposé lors de la première session de travail éditorial (janvier 2016). Dans chaque chapitre, des matériaux déjà collectés ou entrevus sont listés. Tout est encore à construire dans un espace de production négocié et fragile. Ce chapitrage est validé par le groupe de production regroupant une douzaine d'habitants, « experts locaux » de leur territoire, avec un certain nombre d'aménagements intérieurs, de débats et de commandes à passer à d'autres habitants.**

*Chapitre 1 / Chemins, traverses, traboules et bandes d'arrêt d'urgence*

*Chapitre 2 / Arrivées et départs*

*Chapitre 3 / Foot-valley et gazons maudits*

*Chapitre 4 / Anthropocène-en-Gier*

*Chapitre 5 / Brocantoire, PME et système D*

*Chapitre 6 / Capitales de la vallée Ji-vore, une question d'énergie (étymologie décalée) ; Rêve-de-Gier, chaman urbain (idem) ; Cinq-Chats-Montent (mais où ?) (idem)*

*Chapitre 7 / Sorcelleries post-industrielles*

## 2.3 Les midi-minuit

**R**établissons partout où nous le pouvons le temps du récit, du partage de l'expérience sensible, de sa transmission, et du débat démocratique. *Roland Gori - Mesure et démesure, Revue du MAUSS, 2014/1 (n° 43)*

**L**a vie sociale n'est pas un moyen, elle ne répond pas seulement à une « utilité », c'est une fin en soi. *François Flahault, « La vie sociale comme fin en soi. Contribution théorique au convivialisme », Revue du MAUSS, 2014/1 (n° 43).*

**S'**égarer dans une ville comme on s'égare dans une forêt demande toute une éducation. *Walter Benjamin, Enfance berlinoise, 2012, L'Herne.*

---

Il est assez vite apparu que nous avions besoin de créer des temps de rencontres où nous pouvions en quelque sorte publiciser, ouvrir les multitudes de relations interpersonnelles qui se nouaient dans la vallée du Gier. Les interviews, les réunions, les activations de réseaux des uns et des autres, le bruissement, la rumeur de la présence de l'équipe de recherche sur le territoire devaient devenir événements, prendre forme. Nous devons provoquer des situations qui rendent possible les discussions, les paroles, les récits, en engageant des habitants, des participants et des structures, sans contraintes formelles ou bureaucratiques, dans une démarche collective. Nous voulions récolter les mots, les histoires et les images de la vallée du Gier, ville ordinaire.





Plusieurs idées ont émergé, circulé au gré des rencontres et des intérêts de chacun. Deux éléments étaient primordiaux : d'abord, créer un temps convivial, à l'image des premiers mois de terrain relationnel, garder la fragile humanité des entrevues ; puis, mettre en situation localement, jouer des lieux, charger les corps de l'exploration et de la découverte des espaces. Nous avons imaginé organiser une marche, peut-être sur plusieurs jours, le long du Gier, cours d'eau chimérique et structurant la vallée. Nous pouvions organiser aussi des barbecues, mobilisant le plein air, pour que se croisent la convivialité d'un repas partagé avec la richesse du lieu investi. Finalement, inspirés des nuits de l'écriture qui avaient été fertiles quand se façonnait le premier Guide indigène de (dé)tourisme de Nantes et Saint-Nazaire, nous proposons l'idée. Elle plut, mais dans une forme différente, il fallait être de journée pour permettre l'accès à tous. Le compromis fut vite trouvé, de midi à minuit, une large plage horaire de jour et de nuit, temps où les choses se vivent et se disent différemment. L'appellation s'est faite ainsi, les midi-minuit. S'organisaient donc, dès le mois d'octobre 2014, des espaces-temps de rencontres, d'exploration, d'expérimentation, d'émulation et d'ennui, d'excitation et de fatigue, de sons et d'images, de mémoires et d'utopies. Quatre étaient prévus pour varier les lieux et les saisons : Givors et Rive-de-Gier l'hiver ; Saint-Chamond et encore Rive-de-Gier au printemps.

Avec la modestie de notre organisation au regard des moyens déployés pour certains événements participatifs institutionnels, nous n'avons eu l'énergie et le temps que d'aller au bout de deux éditions : au théâtre et à la médiathèque de Givors le 30 janvier 2015, puis à l'Imprimerie Théâtre de Rive-de-Gier le 6 février 2015. Il est bien délicat maintenant de revenir sur ces deux fois douze heures en quelques pages de ce rapport. Il est aussi bien délicat d'en tirer bilan, de les évaluer, tant nos cadres et nos critères d'appréciation scientifique sont étrangers à ce qui s'est passé. Il y a eu quelque chose de l'acte artistique, de la création en situation, poétique, humaine. La récolte, les matériaux recueillis ont été abondants, une riche matière première pour enclencher la qualification, le récit diversifié des lieux dans le rapport scientifique, le labo numérique et le guide indigène - tous trois à statut différent. Les deux midi-minuit ont fait acte de coproduction. Sans en douter, mais sans aboutir évidemment. Un magma inachevé, des bribes, des textes, des photos, des vidéos, des mots, des pièces, des fragments appellent maintenant le travail de formalisation, de construction et de hiérarchisation. Ce travail est long et rigoureux et exige des choix et des appréciations d'un collectif plus restreint.

Construits pourtant avec une logique commune, les deux événements ont produit des résultats très différents. A Givors, une quarantaine

de personnes ont participé et cela a favorisé une ambiance intimiste, chaleureuse. A Rive-de-Gier, plus d'une centaine de personnes étaient là. La présence d'une classe de seconde du lycée Georges Brassens de la ville et des étudiants de l'Institut d'urbanisme de Grenoble ont sans conteste contribué à une ambiance plus bouillonnante et intergénérationnelle.

Nous étions à chaque fois accueillis dans des espaces culturels publics, théâtres et médiathèque où nous appelions à l'engagement des personnes intéressées pour qu'elles prennent part à l'organisation et aux choix des lieux et des thèmes à explorer de midi à minuit. Les deux événements ont été un ensemble de propositions pour parler, filmer, parcourir, écrire, lire, écouter, projeter des films ou des archives, cartographier. Cinq espaces dédiés sont créés. Un soin particulier a été donné à l'organisation de l'accueil-bar, conçu comme le centre névralgique, le point de ralliement, l'espace le plus propice à la rencontre, à la convivialité, au réchauffement et à la restauration, au repos. Chacun y apportait quelque chose, nous y avons en plus préparé des soupes, des boissons chaudes et des jus pressés, des livres y étaient déposés en consultation, des textes imprimés, des cartes postales accrochées pour y recevoir quelques mots, quelques pensées écrites à la volée, un casque audio pour écouter, pourquoi pas, une émission de radio « Odyssée dans la vallée ». A l'accueil-bar, les horaires des différents ateliers étaient affichés. De là, commençait un autre espace dédié, hors les murs cette fois, celui des parcours urbains. De petits groupes, chaudement habillés, bloc-notes, dictaphones et appareils photos, partaient sur des itinéraires définis ou à négocier en chemin. On commentait, on découvrait. Les plus enracinés racontaient l'histoire ou les anecdotes liées à tel statut, telle rue, telle boutique, telle traboule. D'autres proposaient des exercices, des contraintes d'observation pour sentir les lieux de manière inhabituelle. Il y a eu des parcours de jour, d'autres de nuit, tous ont eu une saveur différente. Dans le hangar de l'Imprimerie Théâtre de Rive-de-Gier et dans la médiathèque de Givors, s'est tenu l'atelier cartographique, organisé et animé principalement par les étudiants d'urbanisme. Ils avaient prévus des thèmes, des fonds de cartes vierges, des cartes IGN, des post-it, des couleurs, de grandes nappes de papier pour dessiner, spatialiser, griffonner. Ces séances, à l'image aussi des midi-minuit, ont été des coups d'essais où les cartes ont servi à l'évocation des lieux, où chacun racontait ses pratiques et ses usages de l'espace. La construction collective de cartes demande un temps de formalisation que le rythme des ateliers successifs ne permettait pas. Dans la salle multimédia de la médiathèque de Givors et à l'étage de l'Imprimerie Théâtre, nous trouvions le labo numérique, espace d'images et de sons. On pouvait déverser sur la plateforme en ligne les photos et vidéos prises pendant les parcours urbains,

une vidéaste projetait des rushs d'archives de l'histoire industrielle de la vallée. D'anciens ingénieurs et ouvriers les commentaient, chacun essayait de retrouver les lieux exacts, racontait avec précisions les procédés techniques et industriels que leur évoquait telle ou telle prise de vue. On y a projeté un film documentaire sur les auto-constructeurs Castors des années cinquante et soixante à Rive-de-Gier, en présence de personnes retraitées y ayant participé. Dans le labo numérique, il a été aussi organisé des conférences en multiplexe, expérimentation technique pour jouer des espaces, pour mettre en scène la parole produite depuis les lieux, de la métropole, de ses marges, renverser les hiérarchies et décentrer les propos. Nous parlions et débattions de Givors ou Rive-de-Gier avec deux personnes par skype, l'une à Lyon, l'autre à Saint-Étienne. Enfin, le cinquième espace était celui dédié aux ateliers d'écriture. Une table, des papiers et des stylos, rien de plus, à l'accueil-bar ou hors les murs à Givors, ainsi que dans la salle à manger du gîte attenant à l'Imprimerie Théâtre. Chacun, avec son degré d'habitude de l'écriture, participait aux discussions, aux lectures collectives et se pliait aux contraintes d'écritures énoncés.

Aujourd'hui, il reste beaucoup de notes prises chacun de son côté, celles prises dans les cahiers bleus que chaque référent d'ateliers remplissait, des photos et des vidéos mises sur le labo numérique, des textes, de grandes cartes sur nappes et papiers. Mais le bilan est malaisé. On peut constater les échecs et les fragilités : les consignes brumeuses d'une organisation collective, les objectifs évasifs à l'image de l'ensemble de la recherche, l'angoisse des étudiants à s'extraire des exigences programmatiques et opérationnelles, les limites et les problèmes techniques, logistiques et numériques, tenir dans la durée de douze heures d'événement. On sait aussi que nous n'avons pas complètement résolu le défi de l'ouverture vers certaines personnes. Si nous ne pouvons pas faire venir tout le monde au théâtre ou à la médiathèque, pourrions-nous installer nos ateliers dans l'accueil d'une crèche pour trouver les jeunes parents ? Dans une maison de retraite, pour y voir les plus anciens ? Dans une prison, pour y rencontrer les plus proscrits ?

Nous le savons, il y a d'autres résultats à cette expérience que la récolte des mots, des récits et des paroles. Il y a notamment la rencontre d'acteurs, en autonomie et à distance des institutions. Les deux midi-minuit sont restés des événements informels, non pas contre les institutions, mais seulement un peu avec. Nous étions hébergés dans des structures publiques ou en délégation de service public, les quelques centaines d'euros provenaient d'une lointaine subvention ministérielle et nous avons invité des élus et représentants politiques locaux. Les suites, les effets, les conséquences de ces temps ne sont pas simples à évaluer.

Certains disent qu'il y a eu des retentissements, que ça bruisse çà et là.  
Comment savoir ?

Ces deux midi-minuit ont été extra-ordinaires, principalement du fait de l'immatérialité de l'expérience. Au regard des formes classiques de la participation, ces deux midi-minuit auraient du échouer, s'effondrer, il n'en a rien été et l'autogestion s'est avérée efficace. Les midi-minuit ont créé une onde, une bulle, une atmosphère particulière d'une participation très humanisée. Ces situations ont provoqué des inédits, des à-côtés, des tout petits bouts d'humanité : le presse-agrume mexicain de l'accueil-bar qui deviendra comme un jeu, un objet fétiche qui produira les jus frais et une forte énergie collective ; un retraité ouvrier kabyle se trompe d'horaire, arrive et reste à une séance d'écriture sur « accoucher autrement à Givors » ; un torrent de larmes en parlant de l'attachement au territoire dans un atelier d'écriture ; l'excitation et les troubles perçus chez les participants des parcours urbains revenant du centre commercial de Givors, du MacDo ou du cimetière de Rive-de-Gier ; des étudiants et des lycéens qui s'éveillent, s'approprient des thèmes ou l'animation d'un atelier. ■

## 2.4 La foot-analyse

Trente-deux pays, de cinq continents, disputèrent soixante-quatre matchs dans douze stades imposants, beaux, fonctionnels, de l'Allemagne unifiée : onze stades de l'Ouest et à peine un de l'Est. Ce Mondial fut marqué par les slogans que les sélections arborèrent, au début des parties, contre le fléau universel du racisme. Le sujet était brûlant. À la veille du tournoi, le dirigeant politique français Jean-Marie Le Pen avait proclamé que la France ne se reconnaissait pas dans ses joueurs, parce qu'ils étaient presque tous noirs et que leur capitaine, Zinedine Zidane, plus algérien que français, ne chantait pas l'hymne national; le vice-président du Sénat italien, Roberto Calderoli, lui avait fait écho en proférant que les joueurs de la sélection française étaient des Noirs, des islamistes et des communistes qui préféreraient L'Internationale à La Marseillaise et La Mecque à Bethléem. Quelque temps plus tôt, l'entraîneur de la sélection espagnole, Luis Aragonés, avait traité le joueur français Thierry Henry de « nègre de merde », et le président perpétuel du football sud-américain, Nicolás Leoz, avait présenté son autobiographie en disant qu'il était né « dans un village où vivaient trente personnes et cent Indiens

» *Eduardo Galeano, Le football, ombre et lumière, 2014, Lux éditeur.*

---

---

Une autre façon de (par)courir le territoire, a été de se mettre en mouvement et en projet, d'aller à la rencontre d'anciens joueurs d'une institution locale : le COSC, le club de football de Saint-Chamond. Créé en 1908, le Club Olympique Saint-Chamond a longtemps évolué dans les championnats régionaux. Renommé pour sa politique de formation, il fusionne en 2010 avec deux clubs de quartier, Fonsala et Izieux pour donner naissance au Saint-Chamond Foot. Un chercheur du projet y a joué autrefois dans les catégories de jeunes et nous organisons avec les anciens de cette équipe un match suivi d'un repas et d'entretiens. La rencontre est organisée avec l'aide active d'un des anciens joueurs. Après avoir rencontré des difficultés à accéder à un terrain municipal en herbe, nous réservons ensemble un terrain indoor, avec, à suivre, un barbecue organisé par l'établissement. La rencontre a lieu le dimanche 24 mai 2015.

Les anciens joueurs ont répondu présents. La plupart habitent toujours la vallée, ils sont nombreux à s'être installés dans les hauteurs : « on est d'une génération qui est plus tentée d'habiter sur les hauteurs que de redescendre dans le creux... ». Au lieu de se retrouver au stade municipal de Saint-Chamond comme espéré initialement, la rencontre a lieu dans la ville d'à côté, à L'Horre, à l'arrière d'une friche industrielle bordant le Gier et l'A47. Dans une ancienne halle ayant échappé à la démolition, un segment a été reconverti en soccer-foot, un ensemble de terrains indoor/outdoor développé par un ancien Vert. L'expression désigne un ancien joueur professionnel de l'ASSE et constitue, grâce à ce fort capital symbolique, relationnel et financier, une garantie de notoriété, sinon de succès quand il s'agit de développer un projet économique, souvent avec l'entourage familial ou amical du joueur. Le match, malgré l'âge des joueurs, malgré l'absence de pratique sportive régulière de la majorité d'entre nous et même d'enjeu apparent, si ce n'est de se retrouver des années après, est marqué par un rythme enlevé. Le football est encore fluide, technique, léché. Les automatismes reviennent, rappelant que l'équipe a joué à un haut niveau régional. Un football fait de passes vers l'avant, de mouvements collectifs exécutés en silence, sans artifice et crânerie. Un football d'école, pas de quartier, qui rappelle que le COSC a été, pour cette génération, une structure très compétente d'accompagnement au sport mais aussi une ressource à talents pour les clubs de haut niveau de la région (ASSE, OL). Le rapport des clubs

amateurs avec le haut niveau n'est d'ailleurs pas sans difficulté, car, s'il offre des opportunités à certains joueurs, il ne facilite pas, par ailleurs, le travail d'éducation physique, sportif et social de long terme. Même si cela est peu relevé dans la suite de la journée, nous jouons par ailleurs bien au football dans une friche industrielle partiellement reconvertie (au sein d'un mini-projet urbain dont nous avons rencontré le promoteur quelques semaines auparavant), et, à l'évolution des jeunes joueurs devenus adultes et occupant, pour la plupart, d'autres fonctions que leurs pères répond la transformation physique des lieux de jeu.

Les entretiens ont eu lieu après la douche, en deux groupes, à l'écart du repas. Mais le repas (comme l'ont été le vestiaire et la douche) constitue à l'évidence un grand entretien collectif, dont la théâtralité ne fait aucun doute. Dans cet ensemble d'échanges de formalisme très variable, nous parlons et comparons Lyon et Saint-Etienne (en défaveur intégrale de la première), ainsi que de la rivalité Saint-Chamond/Rive-de-Gier ou de l'illusion totale d'attirer ici des Lyonnais. Manifestement, la vallée du Gier est un objet géographique que les joueurs ont du mal à cerner, à accepter. Ils le contestent, en rien, contestent sa beauté ou la moque parfois avec une ironie burlesque, qui évoque des attachements d'abord humains avant que d'être des attachements aux lieux. Paradoxalement, cette ironie ne semble pas décisive. S'ils sont nés à Saint-Chamond, Rive-de-Gier ou ailleurs dans la vallée, ils ne renient absolument pas leur appartenance aux lieux de leur enfance, et pas non plus à un territoire plus vaste et manifestement stéphanois dans lequel ils ont des relations, des échanges. La géographie locale n'est pas évidente à cerner. Tout au long de l'entretien, la question du périmètre de la vallée du Gier revient et reste indéterminée, un doute sur les limites plane en permanence, sans gravité sur les appartenances géographiques des uns et des autres. Ce flou, bien vécu, exprime, de manière assez convaincante, les multiples échelles de la vie sociale d'un trentenaire aujourd'hui dans la vallée du Gier. A l'extérieur, on est des stephs (stéphanois) et à l'intérieur de la vallée, on est saint-chamonais, ripagérien, etc. Il est aussi question, et abondamment, de migration (partout en France existerait une mafia stéphanoise, créant du lien, ouvrant des portes, générant de la fierté) et d'immigrations, celles de la vallée. L'impression est que tous les gens d'ici sont des immigrés intégrés progressivement au contact de la petite minorité des « Français populaires » et des immigrés précédents. Une forte nostalgie plane sur ce sentiment d'une communauté unie dans la pluralité des origines et dans laquelle on ne faisait pas de différences. Les joueurs d'origine non immigré revendiquent n'avoir fait à l'époque aucune différence : ils ne voyaient pas l'ethnicité, disent-ils. « Ce que nous avons vécu, nos enfants ne pourront pas le vivre » , disent-ils encore.

Il y a dans cette formulation, certes classique, d'un âge d'or disparu, quelque chose qui fait écho aux processus de divergence culturelle et de différenciation observables en général et dans la vallée également, et cités par d'autres interlocuteurs. Alors que la question du genre a imbibé de nombreux espaces de débat ou de vindicte, cette petite communauté éphémère et discontinue d'anciens jeunes joueurs amateurs, devenus maris, pères et travailleurs, dit aussi une forme de masculinité populaire : plusieurs retraités sont présents également, des pères de joueurs, anciens cadres associatifs ou entraîneurs d'équipes jeunes ; des mamans amènent au moment du dessert des gâteaux que plusieurs joueurs revendiquent pourtant d'avoir fabriqués eux-mêmes, elles saluent, font la bise et bavardent quelques instants avant de repartir chez elles. Les épouses ou compagnes sont absentes physiquement, quoique fréquemment évoquées. Le genre s'exhibe ici entre hommes, sans lien à la religion, ni aux querelles politiques. Une grande part de l'échange porte également sur le fait que tous avaient migré. A Lyon, Dijon, Lille, Montpellier, mais pour tous revenir. Ces trentenaires expriment sincèrement et sans détour l'importance du socle familial dans la construction du parcours résidentiel et, également, celles de l'amitié. Après un exil lié à l'entrée dans le monde du travail, on finit par revenir au pays. Ainsi sont les « partis-revenus » si nombreux dans la vallée du Gier.

Enfin qu'a signifié ici pour nous, chercheurs, la pratique du football amateur comme modalité paradoxale de la recherche ? C'est certainement d'avoir continué à élargir la relation entre recherche et société, à travers l'exploration de situations tenues pour secondaires en général. C'est dire toujours que les situations font sens la plupart du temps pour la recherche, autant les situations rencontrées que celles qui sont créées par les chercheurs. Certes, le champ des performance studies est très faible en France, mais nous revendiquons d'avoir expérimenté là une convergence entre des pratiques partagées et l'idée de produire ensemble des connaissances, idée que les joueurs ont accepté. L'extension de la recherche au domaine de la vie ordinaire en général ne nous a pas choqué et d'ailleurs, nous avons aussi joué et même gagné à une session de Questions pour un champion avec des retraités fortement engagés dans cette pratique et représentant ici une autre forme de la connaissance sous les registres de l'érudition et de l'émulation compétitive. Nous aurions aussi pu faire prospérer cette situation. Jouer au football a été pour les trois chercheurs hommes de ce projet une représentation possible de l'extension de la recherche à la vie ordinaire en général, de l'égale dignité des activités et des acteurs. Cette session de foot-analyse connaîtra un sort plus grand et certainement plus « verbatim style » dans le guide indigène de détourisme en cours de production. Elle est marquée à nos



yeux par la présence, l'importance et donc la possibilité de la confiance dans un processus de recherche incliné à tenir pour compétents les autres acteurs de la ville ordinaire. ■

## Chap. 3

# LES LANGUES ORDINAIRES DANS LA VILLE ORDINAIRE

### Introduction

La recherche s'expose par l'écrit. Elle se donne à lire essentiellement, avec les difficultés que l'on sait, et notamment le pacte de non-lecture, lié à la prolifération éditoriale aux nombreux ressorts (Sloterdijk, 2012 ; Bayard, 2007). L'enquête en sciences sociales se réalise pourtant souvent dans l'oralité. Il y a donc dans cette transmutation d'une recherche en train de se faire, largement oralisée, en une production de connaissance finale, massivement écrite, un grand mystère, au sens religieux du terme (qui relève de la séparation entre initiés et non-initiés). Certains courants de recherche ont voulu s'attaquer à une partie de ce problème en développant la lexicométrie d'entretiens ou de discours, notamment les sciences politiques, ou, en sociologie, des formes de restitution d'entretiens, dans lesquelles la parole de l'enquêté représente une part importante du texte final. Si *La misère du monde* (Bourdieu, 1993) en est un exemple très connu, la recherche épistolaire conduite par Stéphane Beaud avec Younes Amrani dans *Pays de malheur* (2005) traduit encore davantage le souci d'une parole directe, mais au travers de la messagerie électronique (qui serait peut-être un intermédiaire entre l'écriture classique et l'oralité spontanée). Enfin, le projet éditorial de Pierre Rosanvallon et des éditions du Seuil, *Raconter la vie* (2014) s'est clairement positionné sur ce créneau : « pour remédier à cette mal-représentation, il veut former, par le biais d'une collection de livres et d'un site internet participatif, l'équivalent d'un Parlement des invisibles. Il répond ainsi au besoin de voir les vies

ordinaires racontées, les voix de faible ampleur écoutées, la réalité quotidienne prise en compte. L'entreprise Raconter la vie ouvre un espace original d'expérimentation sociale et politique, autant qu'intellectuelle et littéraire. » (extrait du site). Bien sûr, à ce stade, la recherche semble alors avoir disparu au profit d'une action de promotion sociale et politique. Nous savons aussi les limites d'un tel projet, tant sur le plan des contenus acceptables et acceptés, que sur les hiérarchies des auteurs, connus et inconnus.

Dans le cadre de notre recherche, nous avons déjà présenté nos entrées par la littérature, mais il est certain que nous avons d'abord vécu, reçu et ressenti l'oralité. Et nous nous disons intéressés par cette matière relationnelle qu'est la langue orale - toujours un pluriel en réalité et particulièrement mal décrit dans l'espace linguistique légitime (Morante, 2009). Nous savons aussi que tout n'est pas dicible, ni bon à écrire et que cette distorsion devrait davantage attirer notre attention, par exemple, dans la formation de nos étudiants, entre les écritures de la confidence et les écritures publiques, par exemple. S'il existe des paroles toxiques ou inertes, censure et autocensure sont la plupart du temps au delà de ces caractérisations. Alors, comment socialiser les langues ordinaires dans l'espace commun ? D'abord en faisant droit à l'égale dignité de toutes ces langues, car c'est le système global qui permet le sens : langue commune et langues étrangères, mais aussi sociolectes, actes de langage particuliers, etc. C'est au fond le système des langues dans la vallée du Gier qui intéresse la cohérence des personnes et des groupes. La question des accents y constitue une de ces expériences. Si l'accent de fond stéphanois peut être joué à la demande par certains adultes et même surjoué, notre expérience répétée des lycéens de Rive-de-Gier montre qu'il ne s'agit pas de folklore ou de vieilleries pour linguistes nostalgiques. La puissance de l'accent local chez des enfants de familles issues de l'immigration maghrébine ou turque nous a frappé, comme les formes d'appartenance, clivées sans aucun doute (dénigrement vs valorisation), mais certaines. Si tout ce que nous venons d'énoncer constitue des répertoires de langue orale, nous n'avons pas oublié qu'il existe un répertoire ou plutôt des répertoires de textes écrits dans, depuis et à propos de la vallée du Gier. Cet ensemble constitue une bibliographie de la vallée, qui contredit l'idée de territoires non écrits et sous-documentés, mais questionne plutôt la cohérence de ces démarches en suggérant l'idée que le pacte de non-lecture s'applique peut-être d'abord aux territoires ordinaires tels que définis par l'appel d'offres du Puca. Ce n'est pas qu'il n'y a rien, ou qu'aucune recherche n'y est menée, bien au contraire, mais que la socialisation de ces écrits est défailante, engageant la responsabilité des politiques publiques. ■

## 3.1 Les langues institutionnelles

**A**u sens où nous l'entendons, le contexte d'une formule n'appartient pas à un ordre de la réalité mondaine dont la description par le chercheur fournirait la conjoncture éclairante de la formule : il appartient à l'ordre du réel discursif et symbolique dont la formule elle-même relève. Dans l'enquête que nous avons menée autour de « purification ethnique », l'analyse faisait apparaître des désignants, des événements, des petites phrases ou encore des slogans comme étant des contextes de la formule. Pour ce qui concerne la formule "développement durable", la documentation permet d'observer des contextes d'une grande richesse, dont nous ne faisons ici qu'évoquer quelques points. [...] En conclusion, c'est moins sur la formule "développement durable" elle-même que nous souhaitons insister que sur la façon dont celle-ci témoigne, plus généralement, de certains fonctionnements discursifs. Différents auteurs ont relevé les rapports étroits qu'entretiennent les discours institutionnels et diverses formes d'effacement. [...] Dans son analyse des discours humanitaires, Philippe Juhem (2001) met en avant l'absence d'opposition et de contre-argument que ces discours rencontrent, faisant d'eux des discours

sans adversaires. Au cours de leur travail sur la fabrique des discours institutionnels, Claire Oger et Caroline Ollivier-Yaniv (2006) s'intéressent pour leur part aux procédés de lissage qui visent à conjurer le désordre discursif. **Alice Krieg-Planque, « La formule "développement durable" : un opérateur de neutralisation de la conflictualité. », *Langage et société* 4/2010 (n° 134) , p. 5-29.**

---

---

Nous rencontrons dès le début de notre recherche différents termes et contextes discursifs institutionnels dans et à propos de la vallée du Gier. En premier lieu, nous retrouvons (car nous la connaissons dans nos métropoles respectives) la langue métropolitaine qui entre dans la vallée tant par l'amont, Saint-Chamond et Rive-de-Gier, que par l'aval et Givors. C'est la langue des éco-quartiers, de l'attractivité, des projets, de la combinaison d'échelles, celle des techniciens et des élus d'un certain niveau d'intégration au système métropolitain et régional. Il s'agit d'abord d'une langue d'initiés, celle qui sert à établir et valider des projets, à exprimer des stratégies, à dire l'avenir radieux, une langue enthousiaste, voire légèrement hystérique tant elle semble avoir vocation à s'étendre et à prendre (de) la place d'autres langues. D'apparence non restrictive, elle est invasive et publicitaire. Elle s'entend avant tout efficace en interne et convaincante à l'extérieur. Certains élus de la vallée la parlent particulièrement bien. Évidemment, la vallée du Gier est inégalement intégrée dans les dynamiques métropolitaines et nous observons plusieurs effets de ce gradient. Tout d'abord, certains acteurs semblent en réalité réfractaires à cette langue métropolitaine. Ils ne la parlent pas. Malgré les qualités propres que nous avons rencontrées chez ces acteurs modestes, ringards peut-être ou trop sensibles à un ethos populaire proche de la common decency (Michéa, 2011) et du refus de parvenir, ils ne sont pas reconnus, ni entendus. Ils ne sont même pas « parlés ». Il y a là un effet d'éviction dont la composante linguistique et politique paraît patente. Ils sont souvent des indigènes d'ici ou de là-bas (et souvent des deux à la fois). C'est, au fond, l'hypothèse que, contrairement aux annonces des langues métropolitaines, l'éloignement des centralités, donc de la langue institutionnelle, des fortes valeurs et du capital urbain, dévalorisent réellement les acteurs de ces espaces périphériques, qui, de fait, parlent une autre langue que la langue

métropolitaine. Il y a là un problème. Le suivi très lointain et la lecture proche d'un avis de la Conférence métropolitaine (une appellation déjà très marquée, entre géopolitique et savoir savant, qui regroupe quatre Conseils de développement dont celui de Lyon et Saint-étienne) sur l'avenir de la vallée du Gier, semble corroborer notre ressenti. Le Gier demain, stratégie de reconversion pour un territoire en devenir (2015) est un exemple remarquable d'écriture développementaliste métropolitaine. Il ne nous semble pas y lire, au delà de la liste d'un certain nombre d'atouts économiques et culturels, au delà de nouveaux mythes sociaux (L'usine du futur, l'imprimante 3D, la norme ISO 26000), autre chose qu'une approche instrumentale et verticale du développement local - « au service de ». Il s'agit de faire de la vallée du Gier un show-room d'une néo-industrialisation vertueuse dans un territoire stratégique à d'autres échelles et pour d'autres acteurs. A l'exception du point 33, paradoxalement dédié aux démarches ascendantes quand tout l'avis met en oeuvre des projets descendants, ce texte politico-administratif, ne fait nullement mention des acteurs locaux habitant le territoire, sauf en termes d'acceptabilité. Il nous semble illisible pour l'immense majorité des habitants et souvent d'une très grande ambiguïté sur les postures réellement choisies. De telles orientations proposées par les Conseils de développement expriment d'abord une conviction, celle de la potentialité féconde d'une plus-value métropolitaine à même de répondre sur plusieurs décennies aux enjeux exprimés par les citoyens. A cet égard, ils sont convaincus des avantages qu'apporterait la mise en oeuvre d'une gouvernance métropolitaine spécifique, associant toutes les parties prenantes et ouverte aux partenariats avec les autres collectivités locales concernées.

Un projet de cette ambition nécessite en outre une réelle approbation citoyenne via une démarche de concertation appropriée, qui doit prendre place dès la phase d'élaboration. Une initiative originale, associant citoyens, élus, acteurs économiques et autres parties prenantes est à cette fin proposée pour faire partie du rendu de la CMCD au même titre que le présent avis en forme d'argumentaire. L'expérience lilloise du quartier de l'Union montre des éléments de faisabilité. [Pôle métropolitain, 2015, Le Gier demain, stratégie de reconversion pour un territoire en devenir, page 7]. La démarche d'association des habitants fait référence dans le point 33 à de nombreux outils usuellement saisis par les métropoles : inventaire, parcours, questionnements et événements participatifs, cartographie subjective, mises en récit, site interactif, (re)nomination (Gier Renouveau).

Nous rencontrons ailleurs la langue de la participation, qui serait celle des médiations, y compris réputées alternatives (les nôtres ?), attrapées à

leur tour par la dynamique métropolitaine, celle des nombreux dispositifs participatifs et collaboratifs, arpentage, Fablab, Tiers-Lieu, co-working, voies douces : obsolescence programmée du langage, comme des mots évidés avant d'avoir pu donner une consistance réelle à des objets. Une langue du fantasme. Une langue du montage de dossier, nous en voyons passer quelques uns, pour lesquelles on nous demande de contribuer, où la liste des mots-clefs sans vraie relation au territoire vécu est attendue par des institutions qui disent souvent être à court d'idées et à l'écoute, mais refusent celles que des acteurs leur proposent parce qu'elles sortent de la langue et des cadres de pensée. Nous avons affaire là à une vraie situation de traduction interne à une société. Dans le contexte d'une refondation de l'échange entre la société locale et les institutions, les chercheurs peuvent-ils être passeurs et interprètes entre des langues devenues partiellement non inter-compréhensibles?

Nous avons aussi croisé la langue de notre métier (peut-être, ou en tout cas celle d'une voie professionnelle mâtinée de médias) telle que les étudiants en urbanisme la reproduisent - avec nous, avec les enquêtés et en restitution publique avec des élus et des associatifs. Cette langue semble être celle de la sûreté, des certitudes et des réponses maîtrisées, attendues, déjà-pensées, quand tout en réalité dit aujourd'hui les incertitudes, celles de la rencontre, de la mesure, de la décision, de la conséquence. Les étudiants, dans leurs retours des premiers séjours d'atelier dans la vallée, l'ont pourtant dit à leur manière : ce temps-là, les premiers temps, ont d'abord été celui de l'abandon des préjugés et des stéréotypes négatifs, laissant penser que tout terrain de recherche est d'abord une petite mort et une petite renaissance à un nouveau terrain. Une ouverture. De même, leur prise progressive de responsabilité dans l'organisation des ateliers des midi-minuit nous a montré le grand potentiel humain et technique de ces étudiants, capables d'animer des ateliers d'écriture, de conduire des parcours, d'écrire, d'aller vers les autres. Ils ont « assuré » et mis une humanité, parfois brouillonne, mais le plus souvent efficace et engagée dans leurs participations aux ateliers. Il s'est bien passé quelque chose échappant à la logique scolaire et disciplinaire. Pourtant, la restitution publique finale et certains travaux écrits qui l'accompagnent nous semblent à la peine. Nous croyons voir ici une contradiction entre une langue ordinaire qui est celle des expériences, bonnes ou mauvaises, mais toujours un peu émouvantes qui transforment l'individu et le groupe, et une langue désirée, la langue institutionnelle, disciplinaire, celle du métier et de l'employabilité, d'une forme d'urgence à en être, du monde professionnel. Un sésame, qui, pourtant, à nos oreilles, sonne un peu creux, et, parfois, nous déçoit, quand bien même des oreilles institutionnelles semblent attentives, et, à

notre sens, peu exigeantes, peut-être rassurées par la timidité étudiante, alors qu'elles devraient aussi l'interroger. Sans doute, nous n'avons pas la force d'aller plus loin dans la remise en cause de cette schizophrénie produite par la rencontre entre plusieurs institutions (l'université, les collectivités, les médias de masse) et des aspirations étudiantes à trouver une place rapidement, vivre, gagner sa vie et croire à ce qu'on fait, s'épanouir dans un métier, les deux vérités du travail selon Bourdieu (1996). ■



## 3.2 L'oralité

**B**ourdieu introduit cette notion de "marché linguistique" pour échapper, dit-il, "au mode de pensée dualiste qui oppose une langue étalon, mesure de toute langue, et une langue populaire". [...] Les échanges symboliques ne sont pas seulement des actes de communication, entre égaux, entre pairs, ce qui supposerait l'égalité de compétence linguistique des locuteurs-producteurs, mais ils sont "des rapports de pouvoir où s'actualisent des rapports de force entre les locuteurs et les groupes respectifs dont ils sont les agents" (les conflits de langue reproduisant dans leur logique spécifique, et non comme reflet, les conflits de classe) la communication verbale implique désaccord, conflit, violence, négociation, résistance. Elle est le lieu de l'interaction verbale, lieu où s'inscrivent dans et par la langue, des relations sociales. Ainsi l'acte de parole ne doit pas être défini seulement comme acte de communication, mais comme action, et si la grammaire doit lui définir un sens, la relation de cet acte langagier à un marché lui attribuera une valeur.

*Yasmine Chudzinski, « À propos de ce que parler veut dire. », Études de communication, 2 | 1983.*

***Nous voudrions écrire les qualités  
scientifiques de l'oralité alors  
même que ce qu'elles ont de puissant  
ne peut être écrit. Grenoble, inconnu,  
quartier Saint-Bruno, 2015***

---

---

Avant d'explorer davantage l'oralité de la vallée, nous souhaitons revenir sur les difficultés d'une recherche qui traite du sensible dans une société gouvernée par les nombres où, précisément, l'acte de parole est réduit à sa plus simple définition, c'est-à-dire communiquer, comme si la langue était un outil neutre et objectif. De plus, avec les big data (les mégadonnées) comme nouvel horizon, le nouveau système technicien numérique formalise toujours plus précisément l'idée d'un métalangage qui se loge de manière artificielle dans la parole, dans le langage : l'oralité comme action est exploitable sous forme de nombre. Les financeurs de la recherche prennent la mesure de ce nouvel usage du langage, orientent et subventionnent de plus en plus des projets et des programmes tournés vers la révolution numérique. La data science sociale et son système technicien apparaissent. Cette science questionne, inquiète ou réoriente les SHS. Elle promet de révéler les faits sociaux mieux que les autres. Le séminaire de la MSH-Alpes intitulé Recherche en SHS : Les méthodes évoluent et vous ? est un exemple d'un phénomène plus massif. Le sociologue deviendrait alors un data sociologue et le géographe un data géographe. C'est le signe contemporain de l'extension du domaine du dénombrement dans le gouvernement des sociétés. Ce mouvement tend à légitimer les méthodes comptables jugées plus fiables quand les méthodes d'observations d'entretiens ou de terrain semblent considérées comme trop subjectives (Beaud, 1996). A l'endroit de cette rationalité excessive du chiffre qui a pour effet de placer la loi sous l'autorité d'un calcul, nous avons préféré les mots, les bruits, ceux que l'on a entendu, sans parfois les écrire. Nous avons vécu et gardé l'oralité comme une richesse, presque comme un trésor.

L'oralité, c'est la parole située, dans son contexte, structurée. Dans le cadre d'une recherche en sciences sociales, la parole sort de la communauté et, selon des modalités différentes d'une discipline à l'autre, l'entretien sert de cadre à la collecte. Lors d'une retranscription, des éléments de l'oralité échappent : ce qui n'est pas écrit, la parole oubliée, celle qui relève de la rencontre de deux individus dans le court temps de la discussion. Cette rencontre occupe pourtant une place centrale dans

le déroulement de l'entretien, toujours spatialement inscrit. Nous disons que l'oralité, c'est plus qu'un entretien enregistré : l'oralité prend en compte les mouvements, la dynamique des séquences socio-spatiales. C'est ce que nous pourrions aussi nommer la recherche située, et le chercheur la connaît bien à travers l'observation participante ou, mieux, la participation observante. Dans ces situations, les paroles inédites, les anecdotes surgissent dans la langue ordinaire. Nous pouvons alors les saisir, tenter de les retranscrire. Ainsi l'oralité relève de la parole circulante dans le cadre d'une communauté de parole. Les gens se parlent parce qu'ils se connaissent et se reconnaissent. Ils peuvent se côtoyer quotidiennement, ils appartiennent aux mêmes structures d'organisation de la vie sociale (familles, quartiers, associations, syndicats, entreprises). Se rendre sensible à l'oralité de la vallée a été une de nos pratiques les plus nourrissantes, car nous y trouvons les différentes dimensions du don et de la décence commune. Plus qu'un nouveau dispositif, il s'agit de s'éloigner d'un certain cadre scientifique dans lequel parfois les paroles et la langue s'essoufflent et finissent par s'estomper.

C'est donc moins une retranscription stricte des situations orales qui nous a intéressés qu'une prise de recul sur la posture du chercheur ou, plutôt, une réduction de la distance entre le chercheur et le non-chercheur. C'est aussi tout ce qu'on est supposé ne pas écrire (nous qui écrivons tant). La directrice d'une médiathèque nous rapporte qu'à son arrivée, elle entreprend un désherbage. Le désherbage consiste à épurer les collections. Pour réponse, le maire lui envoie les jardiniers de la ville. Rapporté dans l'enceinte de la médiathèque, au milieu des rayonnages en cours de désherbage, ce récit de la distance socio-culturelle nous mènerait rapidement à une relecture des rapports complexes de la culture et de ses professionnels avec l'espace populaire. Le point de vue de cette directrice montre, selon nous sans guère d'ambiguïté, que le poste qu'elle occupe aujourd'hui dans cette petite médiathèque de la vallée n'est qu'un passage dans un parcours professionnel. Au-delà d'une certaine violence de classe, nous voyons qu'une partie de ces petites structures sont des tremplins pour des postes bien plus convoités ailleurs dans les territoires centraux. L'oralité permet d'approcher des parcours et des points de vue, elle permet aussi d'approcher des conflits davantage publics comme la relation à la grande littérature. Un directeur d'une des médiathèques de la vallée nous raconte incidemment qu'il n'invite plus d'auteurs littéraires, car personne ne venait. Il n'y avait pas de public pour cette oralité là. Parfois, cette parole souterraine et invisible de l'extérieur, cette parole de nos interlocuteurs parlant de la vallée à chier, du droit à l'immobilité, des clochards (pourtant inexistantes). ■

### 3.3 Des bibliographies de la vallée

---

Les bibliothèques dans les quartiers populaires sont perçues comme un lieu d'intégration, comme une ressource, et comme un lieu de projection de la vie personnelle. Il y a une vision majoritairement très positive avec tout de même une connotation d'âge et de genre : pour le dire vite, les bibliothèques sont plutôt considérées comme destinées aux enfants et aux femmes. Mais la bibliothèque peut basculer du côté de l'institution étrangère aux habitants qui se sentent dépossédés. La politique de lecture publique au niveau local joue un rôle fondamental : les habitants n'ont aucune prise sur le budget, ni sur les collections, ni sur le recrutement du personnel. La bibliothèque apparaît alors comme un lieu construit pour les habitants mais qui n'est pas à eux. Ils ont le sentiment d'entrer dans un espace contrôlé par un autre groupe social qui n'est pas le leur. Un autre modèle de bibliothèque existe : celui de la bibliothèque populaire qui se pense comme étant du côté du peuple et pour le servir. **Denis Merklen, entretien à propos de Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques, Archimag.com, mars 2014.**

---

---

Au début de notre travail, nous entrons dans une vallée que nous croyons naïvement, sous l'effet de nos préjugés de savants métropolitains, peu documentée, tous registres confondus. A l'usage, il n'en est rien. La vallée du Gier est très documentée par les sciences sociales, mais aussi par les institutions et par des habitants eux-mêmes, sur des modes formels et informels. Certes, la filière du livre y est incomplète et le milieu littéraire (au sens large si l'on y inclut la bohème littéraire), semblent au premier abord ne pas exister, voire y être des notions incongrues. C'est pourquoi nous n'allons pas produire ici de bibliographie détaillée au sens classique de la chose - il en existe déjà un certain nombre dans des travaux de synthèse, factuellement justes, mais essentiellement partiels et lacunaires. Nous allons plutôt essayer de convaincre le lecteur que la notion de bibliographie devra ici être déplacée, pour faire droit aux hypothèses de notre projet de recherche et à nos constats empiriques. En réalité, nous ne voulons pas parler d'une bibliographie extérieure (hétéronome) et qui se déroulerait, ligne après ligne, à propos de la vallée du Gier, mais d'une bibliographie intérieure (autonome) de la vallée du Gier, celle que sa société a produite et met à jour régulièrement. Malgré son histoire et sa géographie populaire, mixte de ruralité et d'immigration, souvent d'immigration rurale marquée par l'analphabétisme et un éloignement radical de la grande culture et de la langue officielle, la vallée du Gier génère sa propre bibliographie. Elle possède en outre des ressources habituelles et les outils devenus ordinaires de la lecture-écriture dans la société française : une figure littéraire du 19ème siècle, indigène et dissidente, Guillaume Roquille, qui a écrit en franco-provençal et positionné le multiculturalisme et le multilinguisme dans l'histoire littéraire locale, non comme une discussion à venir, mais comme un état de fait, ancien et persistant ; une tradition de lecture publique portée par les institutions cléricales et celles issues de la grande industrie, notamment les bibliothèques des grandes entreprises de la Coordination culturelle qui fournissaient, avant la décentralisation, une infrastructure lecture-écriture reprise et développée ensuite par les municipalités ; une mise en réseau des bibliothèques urbaines et rurales dans les 21 communes du Syndicat intercommunal du pays du Gier ; plusieurs services d'archives municipales riches et dynamiques ; quelques librairies modestes, mais reconnues à Rive-de-Gier et Saint-Chamond ; des auteurs individuels et collectifs, des ateliers d'écriture, quelques éditeurs à spectre étroit et production réduite, quelques imprimeurs, des ouvrages régionaux ou urbains réguliers, bien qu'issus de processus de production assez hétérogènes. La réalité de la littérature de la vallée du Gier n'est donc pas réductible à une bibliographie classique. Si elle échappe à la

valeur et à la croyance littéraires (« Librairie ? librairie, c'est quoi ? », réponse d'un homme occupé à décharger des matériaux d'un chantier de construction alors que nous cherchons la librairie de Rive-de-Gier, elle même construite sur une association peu classique dans la librairie littéraire : librairie et salon de bien-être), la vallée du Gier produit néanmoins du texte, d'une manière mal diffusée, mal documentée, mal archivée et éloignée des formes de reconnaissance institutionnelles.

### **Encadré**

***En citant un extrait d'une fiction de l'étude Territoires 2040 de la Datar (2013), L'antipole ou la métropole slow, nous attirons l'attention sur l'écart entre la perspective méthodologique qui était la nôtre et les méthodes actuelles de la prospective territoriale. L'existence de scénarios multiples et réputés non normatifs comme l'usage de la fiction masquent la médiocre prise en compte des ressources locales de faible intensité et souvent situées aux limites mouvante du populaire et du savant. Territoires 2040 nous semble particulièrement normatif parce qu'il parle et écrit les gens (alors que ceux-ci parlent et écrivent). En ce sens, il n'est guère innovant au regard des débats récents sur l'habiter et le partage de l'expertise.***

*12 juillet 2040, 8 heures. Manuel, jeune menuisier à Rive-de-Gier, quitte son appartement dans un immeuble délabré du centre-ville et frappe à la porte de son voisin, Nicolas : comme tous les jours, il prend son café chez lui avant de se rendre à son travail. Manuel travaille chez Meubles Pour Tous, une entreprise autogérée d'ameublement située au bord du Gier et organisée sur la base des circuits courts : le bois provient des scieries de Saint-Chamond, et les meubles créés, simples, robustes et bon marché, sont vendus exclusivement dans la vallée du Gier. Meubles Pour Tous ne renouvelle pas*

*ses collections, n'a pas de stratégie de marketing et n'emploie aucun commercial : sa réputation locale est suffisante, et l'entreprise offre une garantie à vie à ses clients. Depuis la fermeture du magasin de mobilier et de décoration de Saint-Étienne, vendu une quarantaine d'années auparavant comme l'« un des plus grands d'Europe », plusieurs coopératives d'ameublement ont ainsi vu le jour dans l'agglomération stéphanoise, la plupart initialement financées par la Banque Mondiale sur la base du microcrédit. Meubles Pour Tous emploient ainsi une cinquantaine de personnes, qui perçoivent tous le même salaire. Celui-ci est peu élevé, mais Manuel aime son travail et estime avoir d'autant moins de raison de chercher à accroître ses revenus que sa participation au Système d'Échange de l'Est Stéphanois lui permet d'obtenir gratuitement la plupart des biens et services dont il a besoin.*

*Alors que Nicolas lui ouvre la porte, Manuel remarque combien son voisin semble plus âgé qu'il ne l'est : la vie l'a fait vieillir prématurément. Nicolas est depuis longtemps retraité. Il a commencé sa vie active dans une usine de sous-traitance automobile, à Saint-Étienne, au début des années 1990. Doté d'une sensibilité artistique, et sensibilisé aux métiers de la création par les nombreuses expositions organisées à Saint-Étienne à la fin des années 2000, il a par la suite entrepris une formation tardive de designer industriel. Las, le district du design envisagé par la métropole stéphanoise afin d'assurer sa reconversion s'est retrouvé rapidement concurrencé par Stockholm et Milan, puis par Shanghai et Bombay. Les designers locaux à succès ont émigré et la Cité du Design, objet de tous les espoirs du gouvernement local, a fait faillite dès la fin des années 2010. La politique de réindustrialisation lancée en désespoir de cause n'a pas non plus porté ses fruits. Plombée par la hausse brutale des taux d'intérêt*

*des emprunts toxiques contractés avant la crise des subprimes, la communauté d'agglomération s'est vue contrainte de renoncer à ses grands projets de redéveloppement. Malgré la baisse des taxes locales, la plupart des villes de l'agglomération stéphanoise se sont rapidement paupérisées sous l'effet du déclin économique régional massif.*

*Père célibataire de trois enfants, Nicolas n'a pas osé effectuer le grand voyage que ses nouveaux amis l'enjoignaient de réaliser. Après avoir occupé plusieurs postes précaires et faiblement payés dans le tourisme, Nicolas a finalement accepté, à 47 ans, le plan de préretraite proposé par le gouvernement. Avec 400 € de revenus mensuels, les services sociaux de la métropole stéphanoise l'ont orienté vers cet appartement inoccupé de Rive-de-Gier, propriété du conseil métropolitain depuis l'exil de son précédent propriétaire. Nicolas se satisfait de son sort, d'autant plus que ses trois enfants ne s'en sont pas si mal sortis, comme il aime à le répéter : l'un de ses fils est agriculteur en Haute-Loire, son second fils est serveur à Moscou - où son accent français lui vaut des pourboires nettement au-dessus de la moyenne - et sa fille occupe un poste d'encadrement dans une usine sidérurgique chinoise située à Dakar.*

La vallée du Gier s'auto-documente dans la difficulté et la modicité des moyens à disposition. Les publications du CERPI et de l'ARRH, deux associations « patrimoine et histoire », ainsi que celles d'auteurs locaux (individus), sont très demandées en bibliothèque, comme le signalent certains professionnels, de manière déceptive (ce n'est pas vraiment leur littérature préférée, et souvent d'ailleurs ils n'habitent pas là). Les centres sociaux publient ponctuellement des ouvrages, comme les collectivités en inspirent d'autres, notamment via leurs services d'archives. Ils orientent puissamment le travail avec les enseignants et les associations. Ils contribuent ainsi à la formation d'une histoire locale partagée. Cette écriture grise, souvent à objectif scolaire ou micro-locale, respecte les normes de l'histoire-science et remplace ainsi la mythologie localiste ou conformiste,



non par l'absence et le déni, mais par un travail critique partagé (par exemple, à Saint-Chamond, le croisement de la commémoration de 14/18 et de la question de l'immigration pour l'industrie de guerre) et une mise en patrimoine collaborative (par exemple, à Givors, produire et porter l'histoire des maisons de la ville par leurs habitants actuels, plutôt que de faire classiquement de la maison d'illustre). Nous avons déjà évoqué des auteurs originaires ou résidants. Ils sont invités ici et là, discrètement, ils sont souvent passés ou ont été connus à travers des textes autobiographiques, d'histoire locale, voire de collectage, entendus souvent comme une littérature du pauvre. Ils sont pourtant le pendant côté auteurs de la relation positive des lecteurs au réseau de lecture publique, plutôt bien développé et auquel des habitants apportent beaucoup de choses (livres, archives familiales) selon les professionnels, en confiance. Au fond, ce que nous croyons avoir rencontré dans la société locale connue sous le nom de vallée du Gier, ce sont des processus à l'oeuvre dans les littératies dites secondaires ou dominées, qu'elles soient (post)industrielles ou (post)coloniales. La distance à l'écrit est forte, mais absolument non nulle et surtout, elle n'est pas négative au sens que Denis Merklen a pu donner en disant que la bibliothèque dans les milieux populaires est souvent à « nous », mais que parfois elle devient à « eux », signifiant alors l'échec de la politique publique de lecture-écriture. S'il n'existe guère d'illusion littéraire dans cette vallée populaire éloignée des institutions et des élites du livre (en réalité, elle est quand même là, notamment dans le réseau des ateliers d'écriture et des grands lecteurs des bibliothèques), il existe une pratique réelle, localisée, autonome de lecture-écriture en dépit des complexes culturels et des obstacles matériels et économiques. Parler ainsi de la bibliographie située et autonome de la vallée du Gier, de la société locale appelée vallée du Gier, c'est d'abord reconnaître et faire reconnaître les qualités culturelles quand elles ne sont pas dans l'excellence, mais dans l'ordinaire - et à les soutenir en dépit de l'ordinaire, parce que l'ordinaire de la littératie, c'est bien aussi. A ignorer cela, de bonne ou de mauvaise foi, les politiques publiques continueront longtemps de parler les gens et de les écrire, alors même qu'ils parlent et qu'ils écrivent. ■

## 3.4 Une grammaire urbaine

**A** notre émerveillement, le sens latin du mot lire, avant d'atteindre en second degré celui que nous lui accordons aujourd'hui, comprend celui de la traversée de l'espace, de la déambulation, de la navigation selon les contours et les détours de la côte. Il y aurait donc une lecture première, qui ne se contenterait pas du déchiffrement de signes composés dans un plan à deux dimensions, mais impliquerait l'exploration de l'espace à trois dimensions, exploration aux connotations aventureuses, puisque sur terre comme sur mer, la lecture de l'espace se ferait selon des chemins tortueux. Lire l'espace serait donc le recueillir en le marchant. Le rassembler en le parcourant. La forme spatiale ne serait donc être donnée d'un coup, mais conquise pas à pas ». Bruno Queysanne, L'architecture de participation, publication du Centre de Création Industrielle de Beaubourg, Paris, 1983.

---

---

Nous lisons une carte ou un paysage urbain, ce qui signifie que nous en décryptons les éléments constitutifs pour pouvoir les lier les uns aux autres afin d'en comprendre le sens général. Si la lecture des plans de ville est une démarche essentielle à l'analyse des formes urbaines, il convient de ne pas oublier la lecture de visu d'un terrain : aller sur place, arpenter et « prendre la mesure du site ». Le parcours doit

s'effectuer à plusieurs vitesses et selon plusieurs moyens de locomotion (à pied, en voiture, en bus, en vélo) afin d'appréhender toutes les échelles territoriales dans leurs complexités et subtilités. Parcourir à pied donne le temps de lire, parcourir en bus donne de la hauteur. On relit le texte différemment ; des détails apparaissent. Nous avons utilisé cette méthode de lecture de la vallée du Gier à de multiples occasions lors de cette recherche ; entre chercheurs mais aussi comme consigne d'investigation donnée aux étudiants de deux ateliers d'urbanisme de l'Institut d'urbanisme de Grenoble. Parcourir la vallée du Gier et chercher à la lire, c'est comme essayer de déchiffrer une très longue phrase sans ponctuation, un texte en latin devenu presque indéchiffrable par méconnaissance de la langue, par l'usage fréquent d'abréviations, par la confusion de certaines lettres et par son support, un palimpseste déjà gratté par un stylet moderniste. La vallée du Gier n'est pas un livre, c'est un rouleau ou un vélin, délité. Des fragments sont tombés qui rendent la lecture impossible ou malaisée. Comment comprendre les villes industrielles que furent Rive-de-Gier, Lorette ou Grand-croix quand il ne reste plus qu'une cheminée d'usine trônant sur un parking ou que le Gier, ordonnateur de la croissance, est aujourd'hui enterré ? Qui sait encore lire l'architecture d'une façade lépreuse d'un vieil immeuble et faire l'hypothèse que telles fenêtres superposées indiquent que l'immeuble avait été construit pour accueillir un métier « tambour » (métier à tisser les rubans en velours) Le texte fourni par la vallée est d'autant plus complexe à lire qu'il présente un sens caché. Rien de très ésotérique mais quand même... Du second degré. La lecture du paysage ne dit rien de la vie des gens. Nous faisons l'hypothèse que Rive-de-Gier est (devenue ?) une ville dans laquelle l'espace public semble délaissé, car le sens est à l'intérieur des maisons. Ce qu'on donne à voir de l'extérieur est médiocre : murs blafards, lépreux ou sans crépi mais qui cachent des intérieurs soignés. Ce serait une ville où les gens habitent peu l'espace public, sans hiérarchie. On est ici loin du bel espace à la française dont se gargarise Lyon ou que l'Epa de Saint-Etienne aimerait bien mettre en œuvre. C'est la ville ordinaire construite sans façon et sans manière par opposition à la ville classique à la française. La vallée du Gier n'a pas de ville centre mais une ribambelle de petites villes faiblement rayonnantes et sans hiérarchie entre elles. Des villes sans centre-ville. Des villes qui ne sont pas radioconcentriques ou en damier mais construites de manière linéaire. Un quelque chose de la citta per parte d'Aldo Rossi ou la citta diffusa de Bernardo Secchi, faite partie par partie, au coup-par-coup, comme ça vient.

La vallée du Gier est aussi centrifuge dans son rapport à sa campagne. Dès lors que l'on s'élève dans la vie, on s'élève dans le territoire.

Prendre son essor, c'est prendre de la hauteur, s'élever jusqu'aux villages alentours. Comme si cadre de vie et cadre de vue était intimement liés. Le Pilat fait sentir ses effets jusqu'aux portes des villes où l'on voit les lotissements populaires s'attaquer aux premières pentes. La vallée du Gier souffre de n'être pas la ville française classique évoquée plus haut. Elle aurait pu se rattraper avec le mouvement moderne en urbanisme. Elle s'y est essayée avec son autoroute précoce et ses quartiers emblématiques du Grand Pont (Rive-de-Gier) ou des Étoiles de Givors. La vallée du Gier a tout le réseau viaire dont parlait Le Corbusier dans son célèbre « schéma des 7 voies », depuis l'autoroute à vocation nationale jusqu'aux chemins de desserte des immeubles. Et pourtant, l'héritage d'une culture industrielle et d'une topographie semi-montagneuse font que le territoire s'est composé petit à petit, fragment par fragment, sans ordonnancement général, sans plan d'urbanisme. L'autoroute est arrivée après d'autres réseaux et l'urbanisme moderne n'a pas fonctionné, qui ne marche que sur la table rase. L'A47 n'a pas pu passer au large des villes comme le concevait l'architecte moderniste. Elle s'est parfois faufilée comme le serpent dans les vides laissés par les villes, le Gier, la voie ferrée. Souvent le territoire ne lui a laissé que la place pour passer, sans même une bande d'arrêt d'urgence. En retour elle a sectionné le territoire, créant une barrière infranchissable. L'A47 n'a pas eu la place d'implanter ses échangeurs de façon rationnelle et efficace. A tel ou tel endroit, il n'est possible de rejoindre l'A47 que pour aller dans une seule direction. A tel autre, il faut d'abord aller en direction de Saint-Etienne sur plusieurs kilomètres pour trouver l'accès à l'autoroute menant à Lyon. L'A47 est la « voie sacrée » reliant Saint-Etienne à Lyon. Les automobilistes ne s'y trompent pas qui ne sauraient dire pour la plupart le nom des localités qu'elle traverse... L'urbanisme moderne ne marche donc pas plus dans la vallée du Gier. Est-ce un mal ? Il est permis d'en douter. On peut légitimement douter que l'A45, prévue pour doubler l'A47 par les Monts du Lyonnais, change quoique ce soit. Pas plus que la vallée, les monts du Lyonnais ne sont une terre vierge. Ils sont densément bâtis, habités, vécus depuis des siècles.

Cette lecture, quelque peu positive, se heurte cependant à une autre lecture, plus crue, celle des étudiants, pour qui la terre de contraste est surtout une terre où s'érigent à toutes les échelles des barrières. Force est de constater que la ville industrielle a produit elle-même et en série contrastes et barrières : immeubles de rapport vs logements ouvriers, maison de maître sur les hauteurs vs cités ouvrières dans la vallée, etc. Ces contrastes ne choquaient pas grand monde tant que le récit de la ville industrielle était suffisamment fort, nourricier (le plein emploi) et partagé pour qu'il fasse sens dans toutes les parties de la société.

Dès lors que ce récit a eu besoin d'être écrit dans des livres, muséifié, labellisé, patrimonialisé, il a changé de sens et laisse alors un texte difficile à porter. Sans nouveau récit unificateur, les habitants multiplient les barrières parce que le contraste - qui était acceptable, si ce n'est désirable tant qu'on partageait un destin commun : l'industrie - devient invivable. Les habitants rentrent dans la phase d'éloignement des porcs-épics de Schopenhauer. On se met à distance de l'autre par des barrières protéiformes (digicode, murs, haies) et multiscalaires, depuis l'échelle de l'habitat jusqu'au territoire.

La vallée du Gier ne sera sans doute jamais une ville classiquement belle comme Lyon sauf à muer à coup de projets urbains, de fait économiquement inaccessibles. Elle a été industrielle mais force est de constater que cette ville là est morte et que la grande industrie telle qu'on l'a connue ne reviendra pas redonner du souffle à la vallée. Tant pis, tant mieux ? La vallée du Gier n'a peut-être pas besoin d'espace public léché, simplement de trottoirs ? Nous avons fait l'hypothèse dans cette recherche qu'une des façons de lire ce territoire et essayer de lui redonner du sens était de partir non plus d'un grand récit (l'industrie) ou de mises en récit étrangères au territoire par des projets urbains qui tous ne font que reproduire la grammaire figée de la ville classique, mais de repartir des récits de vie habitants. D'essayer de comprendre, par l'attention flottante, l'indigénisation, la relation, comment les habitants vivaient la vallée et se mettaient en projet, de vie, de famille, d'association, d'entreprise, d'école, etc. Les habitants nous ont souvent fait un même récit. Ce sont des fils et filles d'immigrés qui se demandent bien comment leur famille a fini par arriver ici. Ils évoquent cela avec un certain fatalisme. Ils évoquent ensuite une jeunesse passée à s'imaginer échapper à la vallée pour aller le plus loin possible (partir à Lyon, monter à Paris, revenir au bled). Certains le font, qui partent et puis reviennent un jour, lassés de la Côte ou de Lyon, les « partis-revenus » comme ils se nomment eux-mêmes. Ils évoquent le retour aux sources avant et surtout parce que la famille qui est restée, elle, leur manque. La vallée est alors cet endroit sans charme mais où la famille est si bien qu'elle s'est enracinée. La vallée ne devrait pas alors être comprise à travers de ses seules formes urbaines, ses espaces publics, ses infrastructures plus ou moins déficientes, mais à l'aune de ses histoires de famille fécondes. La Vallée du Gier n'existerait-elle pas d'abord par ses hommes et ses femmes ?

La Vallée du Gier serait ainsi une terre d'accueil où les hommes trouvent un refuge plus que centenaire et une forme d'intégration. Italiens au 19e siècle, Polonais, Grecs, Alsaciens-Lorrains et Kabyles de la Première Guerre, Arméniens de l'entre-deux et des années 70,

Maghrébins et Turcs des années 60, etc. C'est une terre malléable où il est possible de se recréer un peu de ce qu'on a quitté car le moindre ordonnancement de l'espace public permet de construire avec une certaine liberté son petit chez soi, depuis les maisons Castor jusqu'aux lotissements actuels. C'est aussi une terre de contraste, présentant sur un petit territoire des éléments contraires : étroitesse des rues de vallée vs largesse du paysage sur les hauteurs, flore locale (chêne, châtaignier) vs flore allogène (laurier rose, olivier, palmier), espace public tout en contrôle de soi (Lorette) vs espace public bricolé (Rive-de-Gier), rapports sociaux allant de l'amical à l'hostile, etc. Toutes ces caractéristiques historiques, culturelles, sociales, économiques, urbaines sont finalement inhérentes aux villes de la Méditerranée, et plus précisément aux villes de l'Est et du Sud de la Méditerranée : un monde de contraste, un territoire réduit et complexe où les transitions sont rapides, spontanées, brutales, invisibles, violentes... Rive-de-Gier ne serait-elle pas la plus septentrionale des villes de la Méditerranée ? ■

## Chap. 4

# FORMES LOCALES DE LA VILLE ORDINAIRE

## Introduction

Appeler à une recherche visant à décrire la ville ordinaire (mais comment la décrire ?) suppose que ces espaces inventent et créent l'urbain contemporain. Pourtant, même si les espaces ordinaires sont présentés comme résilients, l'appel nous semble dissimuler des arrières-pensées métropolitaines : la ville ordinaire comme marges, restes non encore exploités, hinterland métropolitain. La notion d'hinterland induit le lissage et ignore les singularités des territoires, parce que perçus et pensés comme marges, évacue leur autonomie. Des rapports dialectiques utiles font pourtant encore sens - centre/périphérie, urbain/rural, populaire/bourgeois, scientifique/profane - sur lesquels nous pouvons raisonner légitimement et scientifiquement en se tenant éloigner de la doxa métropolitaine. Les travaux de la dernière décennie sur le périurbain, par exemple celui du Puca « du périurbain à l'urbain », ont considéré l'espace ordinaire comme un territoire pris dans la métropole mais mal intégré. Ces travaux peinent à imaginer d'autres hypothèses, comme celles de la coexistence ou la coopération des gens et des lieux. Une métropole pour tous ou rien ! Notre travail de terrain ne corrobore pas cette vision. Il y a une vie ordinaire à côté de la métropole. La vallée chapelet, la vallée ordinaire, fait ville ordinaire sans ordre, sans centre, sans frontière, à la fois synchrone par opportunisme, mais profondément asynchrone de la métropole par autonomie. La géographie physique à son importance et délimite sans ambiguïté la vallée du Gier. Elle impose son humeur : le climat, les crues du Gier, une esthétique paysagère, elle a permis l'industrie l'épopée et la déchéance. Elle est la cause de beaucoup

et continue d'influer sur les projets des hommes : la vallée verte le long du Gier, un projet de piste cyclable, le retour du castor à Rive-de-Gier, sa protection, les balcons convoitées par la pression immobilière des nouveaux ménages, l'élévation, la recherche du grand air pour soi, pour les siens.

Ces espaces ordinaires et silencieux peuvent-ils être observés comme un modèle singulier en résistance locale, socialement autonome ? La vallée du Gier n'explique-t-elle pas cette dialectique toujours actuelle espace ordinaire vs métropole. Nous y avons vu des capacités relationnelles à fort potentiel, de nouvelles logiques d'organisation sociale situées et réticulaires. Entre Givors et Saint-Chamond, l'ordinaire, c'est un chapelet de ville dans une vallée contraignante, où les communes se tiennent par la main sans perdre complètement leur singularité. Les routes sillonnent à l'envers des centres, vers les périphéries habitées, la maison, et où la méconnue commission départementale d'aménagement commerciale (CDAC) dont le rôle, réguler l'extension des grandes surfaces, est, dans la vallée du Gier, un accélérateur de ville ordinaire. Mais nous avons aussi observé la montée des vies individuelles « métropolitaines », l'extension du système métropolitain pendulaire dans l'espace ordinaire. Dans la ville ordinaire, les pavillons sont requalifiés en crèches par les municipalités. Là, à 6 heures bien avant l'ouverture, les scènes modernes de la ville ordinaire passent. Des mères de familles font la queue et remettent leur bébé de quatre mois sans délais, rejoignent l'intimité du cockpit de leur automobile pour l'autoroute en direction de leur lieu de travail, à Lyon et : « Si les gens ne travaillent plus ici, ils ne vivent plus ici, ils ne peuvent alors plus s'investir dans la vie associative locale » raconte un ancien responsable de la Coordination. Cela déstructure la vie associative et municipale. Les associations vieillissent, les structures ne sont pas reprises. La vie métropolitaine n'arrive pas à recréer dans la vallée des outils performants comme l'étaient, par exemple, ceux issus de la grande industrie. Ainsi, la Coordination culturelle des entreprises industrielles, aujourd'hui disparue, nous a été présentée comme un réseau majeur et autonome de la vie sociale.

Dans cette dernière partie, nous pointons et développons quelques aspects de la dialectique ville ordinaire vs métropole. Ce qui frotte, ce qui couine, tout ce qui ne s'articule que peu naturellement entre les attendus métropolitains et les modes relationnels que nous avons réellement rencontrés dans les espaces ordinaires de la vallée du Gier. ■



## 4.1 Dénigrement, auto-dénigrement et attachements

« **S**aint-Etienne et sa banlieue. Un pareil spectacle est la condamnation de la civilisation qui l'a fait naître. Un monde où il n'y a plus de place pour l'être, pour la joie, pour le loisir actif, est un monde qui doit mourir. Aucun peuple ne peut vivre en dehors de la beauté. Il peut quelque temps se survivre et c'est tout. Et cette Europe qui offre ici un de ses visages les plus constants s'éloigne sans arrêt de la beauté. C'est pour cela qu'elle se convulse et c'est pour cela qu'elle mourra si la paix pour elle ne signifie pas le retour à la beauté et sa place à l'amour » **Albert Camus. Carnets (janvier 1942 - mars 1951), Éditions Gallimard, Paris 1964.**

---

Avant même de commencer cette recherche, nous recevions les échos du dénigrement généralisé de la vallée. De toute part, nous entendions les railleries, les mauvais souvenirs, les sombres qualificatifs qui racontent un espace qui ne semble pas devoir exister. « On rentrait de vacances, embouteillages sur l'autoroute, on descend manger une pizza à Rive-de-Gier. Y a rien à regarder. Faut tout détruire et tout reconstruire ». Des sentences lapidaires et définitives de ce type sont légion et circulent dans les conversations, même très loin de la vallée. Beaucoup ont emprunté le train ou l'autoroute qui la serpentent en son creux et ils en disent un mot. Passagers réguliers, occasionnels ou exceptionnels, tous semblent faire bruisser la rumeur irrévocable de la « vallée à chier ». A bien y réfléchir, la propagation de cette condamnation y a emmené cette recherche. Faut-il jeter ces territoires si proches de métropoles gagnantes où justement la bataille des mots charmeurs fait rage ? Que produisent réellement ces ambassadeurs intrépides qui diffusent de puissantes images urbaines de

beauté, de loisirs, de culture, de création ? Dans les deux cas, dans la métropole comme dans la ville ordinaire, les propos paraissent excessifs, démesurés : si bon, si mal, si beau, si laid. « La vallée du Gier, ça n'existe pas », entendons-nous. Le déni collectif est puissant et les mots sont assassins : sale, sinistrée, misérable. Sans que nous puissions bien juger si les habitants sont lucides ou catéchisés, ils sont eux-mêmes et en permanence dans l'évocation négative de la vallée. A Rive-de-Gier, nous avons fait réaliser des cartes mentales par une soixantaine d'habitants. Leurs compilation et synthèse analytique font apparaître une redondance marquante dans les dessins recueillis. La ville est un trou noir, elle est sombre, vide et ne doit son existence qu'en négatif, face à Saint-Etienne, Lyon, le massif du Pilat ou les Monts du Lyonnais. Ces dénigrement et auto-dénigrement sont récurrents, constants, gênants aussi parce que même s'ils expriment une forme d'humour et de distance sur soi, ils sont une excuse d'être ce qu'ils sont, là où ils sont. Mais en regardant de plus près, c'est comme un triste vernis, une façade, une vitrine sociale, une manière de se raconter d'abord, à priori.

Entre étonnement et banalité du constat, nous avons découvert dans la vallée du Gier un attachement très fort des habitants. La vallée n'est pas un endroit que l'on quitte ou alors temporairement. On y revient. On y « part-revient ». L'ancrage, l'attachement, les racines y sont fort solides. Rien de vraiment surprenant, les territoires sont le fruit de structures sociales implantées quelque part, la géographie sociale le dit depuis plusieurs décennies. Certes. Mais nous en témoignons encore une fois ici par un chapelet de paradoxes, une dualité d'amour et de haine. L'attachement des habitants pour la vallée s'est presque à chaque fois exprimé entre moquerie et tendre affection, entre enfermement et foyer douillet. Cette fidélité à la vallée se dit, selon nous, d'une manière un peu différente que dans d'autres endroits souvent cités pour leur régionalisme identitaire ou leur chauvinisme, la Bretagne, l'Alsace, le Pays Basque, les Savoies, qui savent vanter les charmes de leur territoire. Dans la vallée du Gier, on y voit plutôt l'identification totale de la chair au territoire, aux lieux. La vallée est comme un tissu de familles, celles qu'on ne peut quitter, celles qui se racontent dans la glorieuse mémoire industrielle et laborieuse mémoire ouvrière ou agricole, les récits de vie et les nombreuses biographies. Cette identification transcende les générations. On peut croire que les plus anciens étaient ceux qui étaient les plus arrimés à ces lignées familiales, ces réseaux, ces communautés qui structurent le territoire, mais nous avons découvert, qu'avec des mots différents, les plus jeunes exprimaient la même chose. Les lycéens ont dit par exemple leur désir de quitter la vallée, mais pour un temps seulement. Pour les études, pour voir un peu le « reste du monde », souvent pas plus

loin que Lyon ou Saint-Etienne et que leur retour dans la vallée était inévitable. Dans tous les discours entendus et recueillis, le fait de revenir n'a jamais été exprimé comme une triste malédiction. A chaque fois, c'est un désir assumé, une joie sage. Un fort ancrage transgénérationnel, donc, parce qu'on a vu aussi des adultes, entre trente et quarante ans, revenant vraiment s'installer dans la vallée. Le retour n'est donc pas un mythe. Ils ont un nom dans la vallée, les partis-revenus. « Ça y est, on est chez nous », nous ont-ils dit. Tous ces propos esquissent des géographies très personnelles de l'attachement à cette vallée. « Maintenant, je peux mourir », disait l'une chaque fois qu'en rentrant de voyage, elle passait sous le tunnel autoroutier de Rive-de-Gier. A chacun son point de repère, sa limite, sa frontière, sa porte entre l'ailleurs et chez soi : passer le hameau de la Chabure en arrivant à Saint-Chamond, passer le centre commercial des Deux Vallées à Givors. Les circulations, les entrées et les sorties se font dans le sens de la vallée, entre Lyon et Saint-Etienne, sur les tracés de la voie ferroviaire, de l'autoroute ou de la départementale D 88. Mais les limites se dessinent aussi de massif à massif, des Monts du Lyonnais au Pilat dans l'axe Nord-Ouest / Sud-Est. « La vue se perd pas. Le Pilat, j'y vais jamais, mais ça me rassure de le voir », raconte l'une de celles revenues au pays. Les deux massifs forment la vallée et ne se comprennent qu'avec elle, et inversement.

Les relations territoriales sont un jeu à géographie variable. Par exemple, l'attachement territorial des populations immigrées, nombreuses et structurantes ici, montre encore l'apparent paradoxe de leur ancrage. Il semble polytopique, où l'ici et l'ailleurs se mêlent fortement. Les revendications identitaires et les structurations communautaires paraissent paradoxalement renforcer la profondeur des racines dans la vallée, la solidité des attaches où les histoires familiales sont encore une fois au cœur de la relation aux lieux. « Je ne peux pas quitter Saint-Chamond », « Je suis chez moi ici, c'est ma famille, c'est l'histoire de l'arrivée de mon grand-père. Toute ma famille est là. Tout le village est maintenant dans la vallée » disent quelques filles et petites-filles d'immigrés kabyles. Mourir quelque part est une belle illustration de l'attachement polytopique : les multiples associations mutualistes communautaires de rapatriement des corps dans les terres d'origines dessinent des réseaux relationnels qui structurent la vallée par l'ailleurs et, en miroir, en contrepoint, la visite des cimetières sur les premières hauteurs montre à quel point ceux venus d'autre part prennent peu à peu racines ici. L'attachement s'est donc le plus souvent montré et raconté par l'histoire des liens et des familles. Nous y avons vu une sorte d'intimité territoriale, discrète et sans ambages, qui se spatialise par l'évocation de quelques lieux vécus comme secrets : le camp de base des

rencontres lycéennes au McDonald's de Rive-de-Gier ou les « traboules », les ruelles étroites qui serpentent derrière l'Imprimerie Théâtre jusque sous le viaduc de l'autoroute, visitées comme des lieux dissimulés et confidentiels.

La coexistence de l'(auto)-dénigrement et de l'attachement ne sont pas sans conséquences territoriales. Certains sentent bien à quel point cette dualité paradoxale peut être un frein à l'ambition collective, aux desseins, à la mise en œuvre de politiques cohérentes et émancipatrices. Quelques-uns ont bien l'intuition que les mots, les récits, les rumeurs qui circulent peuvent valoriser tout comme elles peuvent achever. En fonction de leur rôle ou de leur intérêt, des acteurs tentent une réinvention programmatique de l'attachement, se désolant que la vallée soit peuplée de « gens ordinaires qui ne savent pas se raconter, ni se vendre ». Les stratégies sont différentes : changer la fable « au début, je suis obligé d'en rajouter des caisses, je surjoue tout, mais maintenant j'ai suffisamment d'anecdotes pour y aller, au début, il faut créer la légende urbaine. J'ai compris » ; ou encore nier les stigmates de l'industrie et envisager la poudre aux yeux d'équipements surdimensionnés de loisirs « et pourquoi pas un Center Parcs ? Ça attirerait... » se demande un élu. Comment faire venir à eux des gens, des investissements ? Comment donner envie ? La question en taraude plus d'un. A juste titre évidemment, tant les politiques peinent à être structurantes. Si l'attachement est fort pour les gens de la vallée, la dévaluation territoriale sert parfois de tremplin pour les parcours professionnels individuels. On note par exemple une rotation importante des cadres territoriaux ou des responsables de structures publiques ou parapubliques qui prennent un poste dans la vallée pour quelques années, le temps de justifier d'une expérience valorisable pour ensuite accéder à quelques fonctions importantes, à Lyon ou Paris. C'est sans nul doute l'un des multiples facteurs des effets de la dévalorisation territoriale. ■

## 4.2 Autonomies

Ce que je vois est au cœur de l'ambivalence existentielle et économiques des petits commerçants de proximité en Corée, en ce qui concerne la reproduction de leurs affaires, qui ne font pas partie des propriétés sociales que la valeur de marché peut étendre et convertir, bien qu'elles soient des fabrications culturelles politiquement et socialement appréciées. La vie de quartier et le quotidien des petits commerçants - la vraie vie du capitalisme de proximité - sont un ensemble de pratiques économiques laborieuses et précaires, et, au mieux, des pratiques de réciprocité conviviale et de vie communautaire basées sur une coréanité positive et chaleureuse. Mais dans la société coréenne, ces idées ne vont pas plus loin que la reproduction familiale ne peut les mener. Pour la plupart d'entre eux, l'aspiration à une mobilité ascendante des enfants vers les cols-blancs signifie que des pratiques et des idées autrefois incarnées deviennent obsolètes, et même pour ceux qui semblent avoir totalement adhéré aux pratiques et aux idées d'une telle vie, cela reste une stratégie de leur génération, qui ne sera pas transmise à la suivante. Même, si, dans leurs mondes de vie, les petits commerçants continuent de donner un sens

profond à leur condition actuelle et leur manière de mener leur vie - de gagner de l'argent - dans le quartier et la société coréenne. ***Antti Leppänen, Neighborhood Shopkeepers in Contemporary South Korea : Household, Work, and Locality, 2009, Research Series in Anthropology University of Helsinki, page 246.***

---

Il existe toutes sortes d'autonomie et de styles sociaux se référant à l'autonomie. Ces constructions anthropologiques évoluent et s'adaptent aux différents contextes géographiques et historiques. Nous voyons ici, dans cette vallée, la figure du petit, le petit commerce au sens large, en tension avec le grand, issu probablement de la figure, pourtant désormais éteinte, de la grande industrie. Il nous faut d'abord accepter l'idée que le petit commerce a rarement provoqué l'enthousiasme des élus et des aménageurs-urbanistes, sa disparition pouvant même être considérée historiquement comme le signe tout autant que le prix à payer pour la rationalisation du pays. Les partis de gouvernement ne l'ont guère défendu, leur préférant les formes plus concentrées spatialement et économiquement du grand commerce. Les élus locaux ont eux-mêmes utilisé ces grands opérateurs commerciaux pour financer leurs campagnes électorales ou des aménagements urbains. Le petit commerce n'a été reconnu que très tardivement comme un élément possible et désirable d'une modernité réflexive et relocalisée, alors que le réarrangement commercial capitaliste et urbain était, en certains lieux, déjà totalement terminé et la forme commerciale devenue mono- ou oligopolistique. De fait, il n'a guère été défendu et il a fortement régressé. Souvent, comme à Saint-Etienne ou dans les rues du centre-ville de Givors, le petit commerce a d'abord l'apparence d'un grand cimetière, d'un grand vide qu'on ne sait trop comment combler, mais qu'on n'aime pas non plus laisser à des catégories populaires ou issues de l'immigration. Le fantasme du grand remplacement et de la perte du contrôle des centre-villes secondaires est aussi une histoire de commerce et de choix économiques.

Si Givors illustre à l'excès la destruction du tissu commercial d'un centre-ville au profit d'un complexe commercial périphérique de bord d'autoroute, à 17 minutes de train de l'énorme centre-ville lyonnais, la situation de Rive-de-Gier et de Saint-Chamond est tout autre. Il nous

semble même qu'à Rive-de-Gier, le tissu commercial, au delà de son marché, peut-être affaibli, mais toujours attractif et réputé, est dense, hétérogène, en rotation importante, animé par une démarche collective de l'Union des commerçants. Ce souci d'un certain nombre de petits commerçants de faire société et d'être acteur de la reproduction de leur ville est manifeste. Il n'est pas si éloignée de la démarche de l'Imprimerie Théâtre de mise en réseau d'artisans et de producteurs, tous certainement pensés comme également contemporains : forge, vignoble, transhumance, coworking, éco-tourisme, culture, petit tissu industriel sauvé de la débandade des fermetures. Il nous semble que les chercheurs ont été instrumentalisés au sein même de cette démarche d'autonomies entrepreneuriales d'une petite économie mixte située et reliée, qui résiste à l'endormissement comme à la mort du territoire. Dans le Pilat, historiquement relié à la vallée industrielle qui l'a envahi partiellement, les acteurs de l'association Braire nous affirment « qu'on ne prend pas en compte ni les races, ni les couleurs. Le plus bel âne, c'est toujours le nôtre ; on est pas des pleurnichards dans l'association, il n'y a pas de course à la subvention. » Les retraités du CERPI, la principale association de valorisation du patrimoine industriel, très faiblement subventionnée malgré la qualité de leur travail, sont pour la plupart d'anciens techniciens, voire issus de la maîtrise. Mais leur conversation, effectivement très riche de culture territoriale et technique, voire capitalistique (certains connaissent parfaitement l'histoire des rachats, fusions, faillites des industries de la vallée, et nous la content à la manière d'un chroniqueur de BFM) nous emmène très vite vers l'évocation d'un conservatoire de fruitiers de la vallée, ou le souvenir d'un instituteur Freinet. Nous pourrions interroger la relation entre le système D, la perruque, le bricolage, le jardin et le petit commerce. Un jour, on nous rappelle « qu'il y avait l'échange, le système D, on faisait cuire nos gâteaux dans le four de la boulangerie » et certes, c'est du passé. Mais un autre jour, nous croisons une connaissance qui monte chez sa grand-mère installer une cuisine aménagée avec des matériaux récupérés ici et là. L'investissement locatif dans l'ancien, dans des zones urbaines complexes et économiquement fragilisées, voire en déprise, relève d'un même bricolage entre mirage et principe de réalité.

Pourtant, les obstacles ou fermetures locales, grevant les autonomies, sont tout aussi certaines. L'expérience associative En Rue Libre, entre 2003 et 2011, principalement à Rive-de-Gier et Lorette illustre ce qui peut sembler au visiteur un ratage fondé sur des malentendus. Les objectifs de cette association créée par de jeunes Ripagériens apparaissent assez classiques dans les dernières décennies : « créer des espaces de rencontre à l'occasion d'événements culturels très divers, de favoriser l'expression

pour tisser et re-tisser des liens sociaux entre les gens de la vallée du Gier et d'ailleurs. » Ils apportent aussi une idée peut-être neuve à cet instant de l'histoire de la vallée, celle de créer « un lieu-ressource pour nourrir nos imaginaires et [l'ouvrir] à tous ceux qui passent, aux initiatives qui nous stimulent, dans la vie locale ou ailleurs ». En associant les termes de compétences et de savoir-faire à ceux d'invention et de mélange, de musique, de vidéo, de photo, d'urbanisme, d'arts plastiques et graphiques, de bricolage, de récupération, de bons petits plats et de convivialité, de pot commun bien épicé, l'association introduit formellement (même si elle pense justement une certaine informalité) une proposition inédite qui accompagne la désindustrialisation de manière dynamique. Elle est d'ailleurs logée dans la friche Mavilor en 2007-2008, avant de rejoindre la friche des Ateliers de mécanique de la Madeleine. Peut-être est-elle pourtant davantage reconnue pour sa Gorlanchia, une dérive urbaine dans Rive-de-Gier inspirée par la geste poétique de Guillaume Roquille, ce poète franco-provençal (1804-1860) ferblantier et contestataire originaire de la ville, alors en pleine révolution industrielle. « Une des rares occasions où les associations ont réussi à la fois à se réunir et à travailler ensemble, et c'est Roquille qui a permis ça. » Mais, l'association n'est pas entendue et finit par se disloquer, par le départ de la vallée d'un certain nombre de ces jeunes gens. « Ils n'ont pas été patients, ils attendaient trop de reconnaissance ; ils ont été mal reçus, c'est vrai. » Nous entendons une certaine critique du monde associatif à leur égard. Quelque chose a été possible, un devenir qui a échoué. Du coup, nous avons aussi rencontré de la rancœur : « [je peux] vous dire que nous en avons soupé des Experts et du fallacieux projet de participation citoyenne. Il m'est difficile de ne pas garder rancœur contre toute cette technocratisation au bulldozer... Il me semble donc trop loin de mes projets actuels de vouloir continuer à Participer ! » C'est en somme la chronique d'une expérience, qui a vécu son cycle de vie, sans essaimer autant qu'on aurait pu l'espérer. De ces regrets naît aussi l'idée pour les chercheurs, que c'est la fédération de ces autonomies qui est problématique, et pas chaque autonomie pour elle-même. Et selon nous, c'est au niveau de ce changement d'échelle dans les autonomies que les politiques publiques locales ont fait fausse route ou se sont mises en route fort tard. Il y a (eu) une impasse relationnelle entre ces autonomies et les institutions.

Si les autonomies, informelles ou plus formelles, sont bien là, que nous en avons rencontrées un certain nombre et qu'en somme, il y a de la ressource et de l'énergie humaines localement, dans les différents secteurs de la vallée, sans que celle-ci apparaisse pourtant comme un lieu vivant ou que sa mauvaise réputation interne et externe ne se dissipe guère, c'est alors que l'articulation entre autonomies, représentation



politique et politiques publiques fonctionne mal. Au delà de la fascination « Faire venir les Lyonnais » et de la critique du discours métropolitain, « ces métropoles, c'est le royaume des études sans actions derrière ... perte d'initiatives dans les villages » (un arboriculteur), au delà des représentations politiques tronquées (mauvaise représentation des rurbains, « les parachutés », dans les conseils municipaux des villages des coteaux ; mauvaise représentation des immigrés et des générations suivantes françaises dans ceux des communes du fond de vallée); quels sont les chaînons manquants dans cette vallée, et cela dans les différents mondes de l'art ? Nous voyons les choses un peu à la manière du patron du café l'AS Chaumière. En septembre 2014, nous discutons avec lui au moment de payer, nous avons connu le bar avant l'été, nous sommes étonnés du changement (tout a été refait). Lui aussi. En nous racontant l'avant, il devient vite nostalgique du temps où les lycéens venaient davantage. Un âge d'or, dit-il, où le proviseur l'appelait à propos d'un élève qui manquait ou n'allait pas bien, où le CPE lui téléphonait quand un prof en retard arrivait pour que les élèves remontent vite fait. Le baby, le sirop, le panaché, la drague adolescente, la bière pour les plus grands. Maintenant les élèves ont leur foyer dans le lycée avec une cafétéria, un parking devant l'établissement, où tout se passe, ils ont des téléphones portables et les plus âgés des voitures pour descendre en ville. C'est autre chose. En réalité, le patron nous dit, et il faut l'entendre (au delà du « c'est pour la tune » d'un élève qui réagit à notre récit, le commerce, c'est le fric, mais c'est aussi la relation et le lieu de sociabilité), qu'il était à sa manière un élément du service public d'éducation et qu'il regrette ce changement.

Que de malentendus face à tant de ressources.

En quoi la recherche peut-elle réellement agir comme un échange articulé de ressources et un espace-temps de valorisation des dynamiques socio-spatiales si elle ne prend pas en compte elle-même les autonomies.

■

## 4.3 Modélisation sauvage : figures de l'espace et du temps

Chaque ville est unique et n'est semblable à aucune autre. [...] Et pourtant, si l'on désigne toutes les agglomérations ayant un grand nombre d'habitants et de bâtiments par le même mot « ville », c'est que l'on suppose que toutes ont un commun dénominateur, de Jéricho à Mexico, quelles que soient leurs variations temporelles et spatiales. Rien de surprenant à employer des adjectifs pour qualifier les types de villes — balnéaire, militaire, industrielle, minière, capitale ... — et à décomposer ainsi ce vaste ensemble en catégories regroupant elles-mêmes beaucoup de cas. Prendre au mot le commun dénominateur général et les dénominateurs typologiques est le pari fondateur de la modélisation. Si toute ville a une chose commune à n'importe quelle autre, on doit alors pouvoir rendre compte de cette dimension géographique minimale. Si un ensemble de villes est regroupé sous une même qualification, c'est supposer que le trait commun mis en avant peut être représenté.

**Géraldine Djament-Tran et Christian Grataloup, E pluribus urbibus una: Modéliser les trajectoires de villes, revue Mappemonde 100, 2011**

Le débat sur l'existence d'une société locale appelée la vallée du Gier évoluant sur le bassin hydrographique du Gier ne sera pas clos ici. Les experts locaux du territoire, ceux-là même que nous avons peut-être « capturés » dans notre dispositif de recherche collaborative, malgré et à cause de la grande masse de faits et de théories locales qu'ils manipulent, ne sont pas tout à fait d'accord entre eux et cela n'est pas pour déplaire aux chercheurs. Cette indétermination et ces porosités en rabattent un peu sur le génie du lieu et les déterminismes étroits, qu'ils soient humains ou géomorphologiques. Elles attirent l'attention sur la complexité de la construction historique des limites et des frontières dans le territoire étudié, mais aussi sur la capacité des acteurs à modifier le cours du territoire, la place et la formes des parois et des murs (pour reprendre le vocabulaire d'Abraham Moles), enfin à admettre des chevauchements, des redondances, des contradictions, des gradients et des mouvements. Toutefois, cela ne veut pas dire que les habitants n'ont pas d'intérêt à se représenter le territoire, ni de mots pour le dire, ensemble. Nous l'entendons de façon spectaculaire lors de la première session éditoriale du guide indigène de détourisme début janvier 2016 : les habitants experts y manipulent avec plaisir des figures analogiques du territoire. Celles-ci s'expérimentent comme une représentation du réel (certainement performative, accompagnant et guidant des comportements), à mi-chemin de la carte mentale oralisée (nous parlons, ensemble, sans écrire, d'organisation de l'espace dans un territoire) et du chorème situé ou éponyme (des chorèmes vernaculaires et, d'une certaine manière, identitaires). Créée dans les années 80, la table des chorèmes de Roger Brunet prétend dessiner un inventaire des formes élémentaires d'organisation de l'espace et une combinatoire de celles-ci. Cette prétention quelques années plus tard, en fonction notamment du succès médiatique, commercial et professionnel de ces objets, l'objet d'une critique radicale et véhémement de la part d'Yves Lacoste, alors référent reconnu de l'école géopolitique française. Il nous semble que les habitants experts utilisent ce jour là des figures géographiques issues d'objets historiquement connus dans la vallée pour donner un sens et une forme au territoire, en se jouant des conflits universitaires. « Chapelet » (et son accessoire clochers) et « passementerie » (croisement du fil de trame et du fil de chaîne) nous ont particulièrement intéressés. A leur manière, ils mélangent, sans trop s'en faire, géopolitique et modélisation.

Le territoire a connu une profonde influence catholique, ancienne et renouvelée par une phase missionnaire pendant la révolution industrielle, et plus tardivement encore lors du développement de la gauche chrétienne et du mouvement chrétien ouvrier pendant les Trente Glorieuses. Cette influence est toujours visible : un réseau de communautés paroissiales et

d'associations confessionnelles, une radio, un calendrier d'événements, mais aussi un ensemble de bâtiments, principalement des églises, fonctionnellement trop nombreuses, mais parfois revendiquée comme lieu identitaire par des habitants qui ne la fréquentent guère. Cela étant, c'est pour nous une certaine surprise d'entendre le mot chapelet désigner l'organisation fragmentée, quoique reliée des villes et villages de la vallée. C'est manifestement l'usage d'un mot qui ordonne et sacralise une organisation certainement bien plus confuse que la belle régularité d'un chapelet. Outre les aspects mnémotechniques (la vallée pourrait se dire et se réciter comme une liste de toponymes hiérarchisés et ordonnés le long du chapelet), nous voyons aussi la fragilité du chapelet : courbure, nœud, brisure et éparpillement des billes. Si la figure du « clocher » est venue accessoirement (un chapelet composé de clochers), elle nous a semblé recouvrir davantage la figure de la dispersion et de l'incohérence, comme dans l'expression « guerre de clochers ». Une correspondance a été établie par nos habitants partenaires avec la fragmentation spécifique des lieux de culte musulman dans la vallée, qu'ils soient reconnus et inscrits dans des réseaux institutionnels ou qu'il s'agisse de salles de prière plus discrètes et mal connues. Chapelet s'entend donc certainement oecuménique (chrétien ou musulman).

Mais la dimension industrielle des identités de la vallée est aussi mobilisée pour une seconde modélisation sauvage. Cette marque industrielle constitue aujourd'hui une réalité maintenue dans une histoire discrète, des lieux mémoires et un réseau de petites entreprises, aujourd'hui renommée par l'institution métropolitaine sous le concept d'usine du futur, laquelle serait d'une certaine manière une sorte de grande industrie dispersée (comme le Voyage à Nantes parle de monument dispersé dans une région mal dotée en grand patrimoine). Dans ce contexte, la figure de la passementerie a été utilisée par plusieurs des habitants experts, soumise à discussion et validée collectivement. La passementerie est un mot devenu rare, obsolète à sa manière. Il désigne les productions en fil de toute nature utilisées en décoration vestimentaire ou architecture intérieure, une des spécialités de la vallée du Gier et de la grande région elle-même. Il est ici utilisé pour signifier, au travers d'une forme technique issue de l'autochtonie industrielle, le double sens des circulations humaines : le fil de chaîne représente l'axe économique et logistique principal de la vallée, l'axe des transits, tandis que le fil de trame représente les circulations perpendiculaires, peut-être davantage fondées sur l'habiter, les sociabilités articulées, le récit social de la vallée. La société locale appelée la vallée du Gier serait dans cette hypothèse un tissage de deux logiques inséparables, déclinée dans le chapelet urbain. L'hybridation de la figure de la passementerie avec celle du chapelet

ne pose en effet aucune difficulté. Nous voyons peu à peu comment la connaissance intime des lieux et le caractère extrêmement situé de tous les récits que nous avons croisés n'exclue nullement de percevoir l'espace et les territoires avec des catégories données à la fois pour plus savantes et plus abstraites, celles de la modélisation.

D'autres généralisations ont pu être proposées, notamment concernant la perception du temps social et historique dans le récit biographique des habitants. C'est ainsi que trois discussions collectives (avec les footballeurs amateurs, avec les spectateurs au cinéma Chaplin, avec l'association Braire) ont évoqué une forme de parenthèse enchantée et/ou de montée du désordre : il a existé un temps plus partagé dans la vallée, celui d'une certaine cohésion populaire et d'une ascension sociale possible. Ce temps partagé où les distances culturelles et ethniques, loin d'être absentes, étaient vécues au contraire dans la proximité, voire la promiscuité, est close. Ce que nous avons vécu, disent les footballeurs amateurs, nos enfants ne pourront pas le vivre, c'est fini. La ségrégation, dit une spectatrice du cinéma Chaplin, s'était un peu réduite, elle s'est reformée, elle explose. La vallée était plus polluée, c'est vrai, nous dit la secrétaire de l'association Braire, mais les choses étaient en ordre, c'était mieux. Ainsi, la crise dans la vallée nous est-elle contée sur un mode fin. Dans ces morceaux de ville ordinaire, la question de l'interculturalité est prise en charge et reliées aux autres sphères de la vie en société. De même, nous avons relevé régulièrement des indices d'une sensibilité écologique populaire dans cette vallée industrielle proche de la nature, une sensibilité paradoxale qui n'a guère de place aujourd'hui ni dans la technicisation croissante des dispositifs réglementaires ni dans la représentation politique instituée. Une forme d'écologie silencieuse ou invisible nous semble ainsi présente dans la vallée, et même dotée d'un fort potentiel.

Temps et espace sont bien modélisés dans l'espace ordinaire, tandis que les concepts réputés appartenir aux classes moyennes y sont déjà présents, peu visibles, sauvagement. ■



L'ordinaire et l'institutionnel sont les deux niveaux par lesquels l'espace relationnel s'invente. L'asymétrie des modes relationnels dans ces deux espaces est très perceptible sur le terrain et le corps joue un rôle central pour détecter cette dichotomie entre les deux types d'espace. Cette dichotomie pourrait, voire devrait, justifier à elle seule la possibilité et l'existence de démarches autonomes aux mondes institués. Dans l'espace ordinaire, la relation est simplement une marge franchissable où les activités d'écoute et de parole sont essentielles pour la dynamique relationnelle. C'est aussi l'espace des corps, là où les individus se confrontent à une présence intime avec l'autre. Cette situation construit un espace relationnel qui va se baser très spécifiquement sur la création de « zones de rencontre » qui impliquent les individus dans leur intimité et va potentiellement questionner leur identité quotidienne.

À l'inverse, dans l'espace institutionnel, le corps est dangereux, car il peut créer le lien et la relation « sans le vouloir ». L'espace institutionnel se présente donc comme une limitation normative dans laquelle les individus participent à contenir l'expression des corps et des paroles ordinaires à travers des règles fixes et stables. Les corps, le langage, les expressions sont dans des postures plus froides, les possibilités de la rencontre sont strictement conditionnées à un périmètre prédéfini où il est difficile d'intervenir et d'interagir, de bousculer, de se bousculer, de dialoguer, in fine de débattre. Ces deux espaces s'opposent et sont le produit d'une société organisée sur des stratégies d'évitement entre l'ordinaire et l'institutionnel. Observer la notion de territoire ou de métropolisation à travers cette lecture nous aide à percevoir les enjeux d'une démocratie profonde (Appadurai, 2013) capable de renouveler les impasses actuelles du faire société. Les notions de prospective, de stratégie ou de métropolisation relèvent d'un langage institutionnel. Le sens unificateur donné à ces mots, infléchissent nos représentations symboliques des géographies ordinaires. Le processus de production de la localité est ainsi capturé par la sphère politico-technicienne. Cet



effet de lissage des questions locales fait disparaître les aspérités et les trajectoires individuelles, produit une forte réduction de la diversité ressentie mais aussi des possibles, eux qui naissent de la convergence régulée et frictionnelle des autonomies des acteurs ordinaires. S'ouvrir aux géographies de l'ordinaire, c'est permettre, au delà d'une simple reconnaissance de l'humilité des disciplines, de (re)trouver des conditions d'échange fructueuses entre des acteurs également dotés en dignité, quoique tous différents.

Les effets de la recherche au delà du temps de la recherche sont difficilement mesurables, même si nous avons des bribes, des échos, des suites de projets çà et là. La matière essentielle de la recherche se constitue pour grande partie de l'impalpable, du moins des rencontres, des temps de partage, de réflexions collectives, conviviales qui auront été le cœur de notre expérimentation méthodologique : comment produire le savoir ? Qui peut en être le détenteur ? Comment faire acte ou projet (extra)-ordinaire ? Pourtant, au-delà des deux ans de recherche, nous laissons le labo numérique « voyage-s dans la vallée » dont l'existence Internet est encore assurée pour quatre ans. Il est encore parfois saisi, par les uns et les autres, pour être le support de diffusion d'une photo, d'une mémoire, d'une archive. Les étudiants, par exemple, ont pour commande de continuer à eux aussi « géolocaliser le sensible » en l'alimentant de leurs retours de terrain. L'autre promesse de départ sera tenue : la rédaction collective du guide indigène de détourisme se poursuit au-delà du temps imparti par le contrat de recherche. La parution est attendue pour le printemps 2016. D'ici là les temps collectifs d'écriture et de chapitrage s'égraineront, le premier a eu lieu le 9 janvier 2016 à l'Imprimerie Théâtre de Rive-de-Gier. La sortie du livre est prévue en septembre 2016. De ce ralentissement du rythme, nous dirions qu'il est slow science et que cette science lente à advenir n'est pas contradictoire avec des processus discontinus.

De cela nous sommes sûrs.

Comment peut-on évaluer une action territoriale qui accepte le temps long, qui s'aventure à mettre en récit les sensibilités spatiales et qui engage la parole comme vecteur d'émergence des savoirs et des projets ? Mais est-ce seulement possible ? Le nœud, la contradiction est peut-être justement là. Notre proposition méthodologique n'est pas compatible avec les dispositifs, les jauges, les mesures, les modèles que nécessite l'évaluation. Notre proposition méthodologique demande de reconnaître l'expérience pour elle-même, de se libérer des jugements imposés par les référentiels, ici métropolitains, pour à l'inverse accepter de cheminer dans l'égalité de dignité des gens dans la ville ordinaire ou dite remarquable.

■

## Bibliographie

- Appadurai Arjun, 2013, Condition de l'homme global, Payot, 432 p.
- Babadzan Alain, 2009, « L'indigénisation de la modernité. La permanence culturelle selon Marshall Sahlins », L'Homme 2/2009, n° 190
- Badiou Alain, 2015, A la recherche du réel perdu, Fayard, 64 p.
- Bailly Jean-Christophe, 2011, Le dépaysement, voyages en France, Le Seuil, 432 p.
- Barbe Frédéric, Géographie de la bibliothèque mondiale, les échelles de la littérature, 2012, doctorat de géographie, Rennes 2, en ligne sur HAL-SHS,
- Bayard Pierre, 2007, Comment parler des livres que l'on n'a pas lus ?, Éditions de Minuit, 162 p.
- Belkacem Hadjadj (Producteur), Ouzid Dahmane (réalisateur) et Salim Aïssa (scénariste), 2010, La place [film cinématographique], Algérie, Machaho production.
- Beaud Stéphane. L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique». Revue Politix. Vol.9, N°35. Troisième trimestre 1996. pp. 226-257.  
doi : 10.3406/polix.1996.1966. [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polix\\_0295-2319\\_1996\\_num\\_9\\_35\\_1966](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polix_0295-2319_1996_num_9_35_1966)
- Beaud Stéphane et Amrani Younès, 2005, Pays de malheur, La Découverte, 266 p.
- Benjamin Walter, 2012, Enfance berlinoise, L'Hern, 144 p.
- Biau Véronique (dir.), Fenker Michael (dir.), Macaire Élise (dir.) 2013, L'implication des habitants dans la fabrication de la ville, métiers et pratiques en question, Éditions de la Villette, Cahier Ramau n°6, 362 p.
- Bourdieu Pierre (dir.), 1993, La misère du monde, Seuil, 947 p.
- Bourdieu Pierre, 1996, « La double vérité du travail », Actes de la Recherche en Sciences Sociales, vol. 114/1, p. 89-90
- Bourdieu Pierre, 1998, Contre-feux I, Liber-Raisons d'Agir, 123 p.
- Bourdieu Pierre, 1998, La domination masculine, Seuil, 142 p.



Boubeker Ahmed, 2012, Les carrefours de la mémoire dans la ville habitée. Travail d'anamnèse, commémoration, remémoration : Rive de Gier ou les revenants d'une mémoire ouvrière, Programme de recherche interministériel : Cultures, villes et dynamiques sociales, Culture / Jeunesse et Sport / CDC/ DIV / FASILD/ PUCA, 110 p.

Repéré à : [http://www4.culture.gouv.fr/actions/recherche/sdx/api-url/getatt?app=fr.culture.mrt.cultures\\_en\\_ville&base=refbiblio&db=refbiblio&id=attach/boubeker\\_carrefours.pdf&doc=refbiblio\\_4e92fbd57c06](http://www4.culture.gouv.fr/actions/recherche/sdx/api-url/getatt?app=fr.culture.mrt.cultures_en_ville&base=refbiblio&db=refbiblio&id=attach/boubeker_carrefours.pdf&doc=refbiblio_4e92fbd57c06)

Camus Albert, 1964, Carnets (janvier 1942 - mars 1951), Gallimard, 650 p.

Careri Francesco, Walkscapes, la marche comme pratique de esthétique, 2013, Editions Jacqueline Chambon, 217p.

Cartier Marie et al., 2008, La France des petits moyens, La découverte, 324 p.

Champailler Adèlie, 2014, Portrait en Odyssee : un voyage dans la vallée du Gier, [enregistrement radiophonique], première diffusion le 17 octobre 2014, radio Panik.

Citton Yves, 2014, entretien Les Inrocks, 25 septembre 2014.

Citton Yves, 2014, Pour une écologie de l'attention, Le Seuil, 304 p.

Corouge Christian, Pialoux Michel. Chronique Peugeot. In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 57-58, juin 1985. Stratégies de reproduction. pp. 108-128.

doi : 10.3406/arss.1985.2265 [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/arss\\_0335-5322\\_1985\\_num\\_57\\_1\\_2265](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/arss_0335-5322_1985_num_57_1_2265)

Dubet François, 1987, La galère, jeunes en survie, Fayard, 502 p.

Ellul Jacques, 1988, Le bluff technologique, Hachette, 485 p.

Flahaut François, 2014, « La vie sociale comme fin en soi. Contribution théorique au convivialisme », Revue du MAUSS 2014/1, n°43 Du convivialisme comme volonté et comme espérance, p. 221-225

Galeano Eduardo, Le football, ombre et lumière, 2014, Lux éditeur, 320 p.

Gori Roland, 2014, « Mesure et démesure », Revue du MAUSS 2014/1, n°43, Du convivialisme comme volonté et comme espérance pp. 44-46

Gonzales Viros Itziar, (2014, le 19 nov.). "Cartographie politique du changement", [enregistrement audio, festival mode d'emploi], Lyon. Sur le site soundcloud.com. <https://soundcloud.com/villa-gillet/19-11-cartographie-politique?in=villa-gillet/sets/festival-mode-demploi-2014>.

Illich Ivan, 1983, *Le genre vernaculaire*, Seuil, 252 p.

Jacomy Mathieu, (2015, 15 juin). "L'analyse visuelle de réseaux", [enregistrement vidéo], sur le site [live3.univ-lille3.fr](http://live3.univ-lille3.fr), Consulté le 19 juin 2015. <http://live3.univ-lille3.fr/video-recherche/lanalyse-visuelle-de-reseaux.html>

Jacomy Mathieu, Guitalla Franck, (ss. dir. Diminescu Dana), 2007, *Méthodologie d'analyse de corpus à l'aide de naivicrawler*. Sur le site [webatlas.fr](http://webatlas.fr). <http://webatlas.fr/wp/share/navicrawler/Guide%20m%e9thodo%20NC%202007.pdf>

Krieg-Planque Alice, 2010, « La formule "développement durable" : un opérateur de neutralisation de la conflictualité. », *Langage et société*, n° 134, p. 5-29

La Cecla Franco, 2002, *Le malentendu*, Balland, 163 p.

"Les statistiques font-elle la loi ?", (2015 14 mai), [émission radiophonique, france culture, programme Esprit de Justice ]. Entretien avec Supiot Alain, Professeur au Collège de France, Directeur de l'Institut d'études avancées de Nantes. Propos recueilli par Antoine Garapon, sur le site [franceculture.fr](http://www.franceculture.fr).

<http://www.franceculture.fr/emissions/esprit-de-justice/les-statistiques-font-elles-la-loi>

*Le Gier demain, stratégie de reconversion pour un territoire en devenir*, 2015, Pôle Métropolitain Grand Lyon, Saint-Etienne, Viennagglo, capi Porte de l'Isère, 53 p. Disponible sur [www.cd-sem.fr](http://www.cd-sem.fr)

Matin Emily, 2013, *Voyage en terres bipolaires. Manie et dépression dans la culture américaine*, Éditions Rue d'Ulm, 416 p.

Marc Guillaume, « Michel de Certeau, La culture de l'ordinaire », *Médium* 2005/2 (N°3), pp. 142-153. DOI 10.3917/mediu.003.0142.

Merklen Denis, 2013, *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?*, Presses de l'Enssib, 349 p.

Michéa Jean-Claude, 2011, *Le complexe d'Orphée : la Gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès*, Flammarion, 366 p.

Michon Bernard, Koebel Michel, 2009, *Pour une définition sociale de l'espace*. Sur le site [koebel.pagesperso-orange.fr/pdf/Michon-Koebel.pdf](http://koebel.pagesperso-orange.fr/pdf/Michon-Koebel.pdf)

Migon Patrick, 1982, *Rock la galère*. On revient toujours à Givors, *Revue esprit*, pp. 168-173. Repéré à <http://esprit.presse.fr/archive/review/article.php?code=17451&folder=0>

Moles Abraham, 1998, *Les sciences de l'imprécis*, Le Seuil, 388 p.

Morante Daniele, 2009, *Le champ gravitationnel linguistique*. Avec un essai d'application étatique - Mali, L'Harmattan, 546 p.

Ruzé Emmanuelle, 2012, *Des réseaux sociaux à l'occupation de terrain*. *Revue multitudes*, (N°50), 96-102.

Roquille Guillaume, 1996, *Le Carnaval des gueux : conscience ouvrière et poésie burlesque*, édition critique avec traduction et glossaire des œuvres complètes de Guillaume Roquille (1804-1860) en patois de Rive-de-Gier, Loire, Lyon : Presses universitaires de Lyon, édition établie et présentée par Anne-Marie Vurpas, 481 p.

Segaud Marion, 2006. *L'ordinaire des espaces quotidiens*. *Revue urbanisme*, (N°351), 60-62.

Serry Hervé, 2001, « La littérature pour faire et défaire les groupes », *Sociétés contemporaines*, n°44, Presses de Sciences Po, pages 6 et 7.

Sloterdijk Peter, 2012, « Plagiat universitaire : le pacte de non-lecture », *Le Monde*, publié le 28 janvier.

*Usines : ouvriers, militants, intellectuels*, 2013, *Actes de la recherche en sciences sociales*, Le Seuil, n° 196-197, 2013/1, 160 p.

« On devrait traiter la Silicon Valley avec la même suspicion que Wall Street » (2014, 16 oct.). Entretien avec Evgeny Morozof, intellectuel américain. Propos recueillis par Martin Untersinger. *Le monde* [article numérique], sur le site [Le Monde.fr](http://www.lemonde.fr). Consulté le 17 octobre 2014.

[http://www.lemonde.fr/pixels/article/2014/10/16/on-devrait-traiter-la-silicon-valley-avec-la-meme-suspicion-que-wall-street\\_4507321\\_4408996.html](http://www.lemonde.fr/pixels/article/2014/10/16/on-devrait-traiter-la-silicon-valley-avec-la-meme-suspicion-que-wall-street_4507321_4408996.html)

Vincent Guy et al., 1984, *Identités givordines, processus d'identification et de différenciation culturels : autour des joutes et du rock, emblèmes et dérives*, (convention n° 676 du 23 juin 1983), Lyon, ministère de la culture, mission du patrimoine ethnologique.

# VOLUME 1

## *Table des matières*

*INTRODUCTION, 7*

### *CHAPITRE 1 - FAÇONS ET CONTREFAÇONS*

*Introduction, 11*

*1.1 Indigénisation, 14*

*1.2 Valeurs de l'attention flottante, 18*

*1.3 A propos des modes relationnels, 22*

*1.4 Ce que nous apprennent les contre-entretiens, 26*

### *CHAPITRE 2 - SITUATIONS PROVOQUÉES*

*Introduction, 30*

*2.1 Le labo numérique, 32*

*2.2 Le guide indigène de détourisme, 35*

*2.3 Les midi-minuit, 40*

*2.4 La foot-analyse, 45*

### *CHAPITRE 3 - LES LANGUES ORDINAIRES DANS LA VILLE ORDINAIRE*

*Introduction, 50*

*3.1 Les langues institutionnelles, 52*

*3.2 L'oralité, 57*

*3.3 Des bibliographies de la vallée, 60*

*3.4 Une grammaire urbaine, 66*

### *CHAPITRE 4 - FORMES LOCALES DE LA VILLE ORDINAIRE*

*Introduction, 71*

*4.1 Dénigrement, auto-dénigrement et attachements, 73*

*4.2 Autonomies, 77*

*4.3 Modélisation sauvage, figures de l'espace et du temps, 82*

*CONCLUSION GÉNÉRALE, 86*

*BIBLIOGRAPHIE, 88*

# VOLUME 2

## LES CONDITIONS DE LA RECHERCHE

CHRONOLOGIE, RÉSEAU D'ACTEURS,  
JOURNAL DE BORD, CARNET PHOTOGRAPHIQUE.

JANVIER 2016

# Équipe recherche

**BARBE FREDERIC**

GÉOGRAPHE

**KALI AZIZ**

GÉOGRAPHE

**VUAILLAT FANNY**

GÉOGRAPHE

LA PARTICIPATION DE **ROUX JEAN-MICHEL** URBANISTE

# Soutien technique et logistique

**LEFORT CORINNE**

URBANISTE

**MA ZHINING**

URBANISTE, ÉTUDIANTE APPRENTIE

**VERROUX CHARLÈNE**

URBANISTE, ÉTUDIANTE STAGIAIRE

**REVERDY RAPHAËL**

INFORMATICIEN

LES ÉTUDIANTS **UHCI, URBANO** DE L'INSTITUT D'URBANISME DE GRENOBLE

# Introduction

La recherche s'est déroulée du premier janvier 2014 au 31 décembre 2015. Nous présentons dans ce volume 2, des matériaux qui permettent de visualiser ce que représente la notion d'espace relationnel dans les conditions de la recherche. Cette dernière a donné lieu à environ 110 « situations relationnelles ». Ces 110 situations sont des entretiens, des rencontres, des réunions publiques, des réunions de recherches, des séminaires, des événements politiques, scientifiques, participatifs.

Deux cartographies du réseau relationnel donnent à voir l'exploration des liens relationnels de cette recherche. Dans les connexions apparaissent des relations. Nous voyons ici le potentiel politique de ce type de perception et de visualisation de l'espace géographique. La carte 1 montre l'espace relationnel des acteurs de la recherche reconstitué à partir d'une exploration numérique des « liens » numériques des acteurs. La carte 2 s'appuie sur les relations en face à face des chercheurs part le terrain, les liens ont été patiemment retranscrit à la main. Ces deux cartographies se combinent à une chronologie qui représente

autant le facteur de présence de la recherche sur le terrain que le déploiement logistique de la recherche. L'intensité (fréquence et durée) et la qualité des présences sur le terrain sont centrales dans la notion d'espace relationnel. Cartographie et chronologie sont à la fois anticipées et post-synchronisées par des chroniques de terrain, écrites et mises en ligne tout au long de la recherche, dans les jours qui suivaient chaque temps en vallée, via un blog ouvert sur le site [hypotheses.org](http://vdg.hypotheses.org/). [<http://vdg.hypotheses.org/>]

En s'éloignant de l'écriture textuelle, le carnet photographique, une sélection d'environ 5 % de nos séries photographiques, permet de visualiser et de ré-interroger des formes et des situations. Ce carnet photographique collectif s'appuie sur les contributions de tous les participants de Voyage-s dans la vallée (plus de 100 personnes) des habitants de la vallée du Gier, des étudiants de l'Institut d'urbanisme et des chercheurs.

Dans le contexte méthodologique de notre démarche, il est important pour nous de restituer - au delà des livrables académiques de notre recherche, ici recensés - ce qui a permis, ce qu'a été et ce qu'a permis une résidence scientifique et



pédagogique, c'est-à-dire de questionner la place des étudiants et du processus de formation dans la recherche, comme de la recherche chez les étudiants et dans le processus de formation, au sein de l'échange recherche-habitants. Il s'agit, selon nous, d'un des outils à venir d'une véritable recherche relationnelle, qui a essayé de digérer la critique de la participation et de la contre-expertise. Enfin, nous produisons un tableau comparatif des deux co-productions habitants/chercheurs issues du projet de recherche, (le Labo numérique et le Guide indigène de détourisme). Il s'agit notamment de justifier de la slow science, avec un outil nu-

mérique construit en continu et pour une durée totale en ligne de 5 ans et un autre outil, texte/papier, construit principalement après la fin officielle de la recherche, c'est-à-dire en 2016, tous deux s'inscrivant dans la bibliographie, non à propos de la vallée du Gier, mais de la vallée du Gier..

Nous tenons, pour finir, en anticipant ici notre conclusion sur les effets de la recherche au-delà de la recherche, à remercier également - en égale dignité des acteurs - habitants, étudiants et chercheurs, tous et toutes acteurs de ce projet Puca et sans qui nous aurions naufragé plus que de coutume. ■



# Cartographies relationnelles

## Une tentative de représentation et visualisation des liens relationnels

Les relations des acteurs d'un lieu construisent une image mentale qui peut prendre la forme d'une cartographie et d'un langage sémiologique propre. Cette approche cartographique des relations permet de mettre une distance, nécessaire, avec un environnement social fait de liaisons, de liens, de centres, de périphéries, d'embranchements et de densité relationnelle variable. Une géographie relationnelle. Nous avons utilisé deux outils (Navicrawler, Gephi) pour construire ces cartographies relationnelles. Ils sont utilisés dans des travaux (SciencesPo (Paris), MediaLab) et par des métiers qui s'intéressent aux liens entre des choses (actant) dans un univers social, notamment numérique.

Le Navicrawler est un outil d'analyse, d'exploration et de construction de corpus sur le web. Le champ de l'exploration et de l'analyse du web est d'une actualité importante du fait de la profusion des relations numériques. Il s'appuie sur la théorie des agrégats, celle-ci définit que les relations sur le web sont d'autant plus structurées qu'elles traitent du même sujet (qui se ressemble se connecte). Les relations dans cette théorie s'assemblent donc par agrégat autour d'une thématique. Mais le web n'est pas toujours structuré en agrégats. Malgré cela, leur existence permet une étude sémantique du web grâce à l'exploration des relations et des liens, et, pour ce qui nous concerne, c'est suffisant. L'intérêt de Navicrawler est qu'il permet d'analyser « manuellement » le web, c'est-à-dire d'explorer un domaine (un espace social), dans notre cas un territoire géographique et ces domaines. Notre approche est transversale et géographique. C'est l'une des approches les plus complexes selon Mathieu Jacomy, le concepteur de ces deux logiciels, car il faut pouvoir circuler dans plusieurs domaines à la fois sans se perdre et confondre les domaines.

Une fois notre corpus construit et stabilisé, en mobilisant les outils de la sémiologie (taille, densité, centralité, périphérie), nos cartes, créées avec le logiciel Gephi, apportent un regard nouveau sur les interactions relationnelles dans un territoire. Cet outil est assimilable à un logiciel de cartographie dédié à la visualisation des liens entre agrégats. Le logiciel met à disposition de nombreux algorithmes d'agrégation de liens entre des noeuds à des fins d'analyse relationnelle. Nous utilisons l'algorithme AtlasForce2 (Mathieu Jacomy).



Nous avons produit deux cartographies sur Gephi. La première a été conçue à partir d'un ensemble de liens collectés sur le web et construit avec le Navicrawler. Nous avons construit la seconde à la main à partir de notre expérience en face à face, de notre expérience directe. Dans ces cartographies, il ne s'agissait pas d'étudier un domaine particulier du territoire de la vallée du Gier mais plutôt les relations entre les acteurs rencontrés, leurs interactions, qui sont autant de critères centraux d'organisation sociale et politique d'un territoire, de distinction, de pouvoir. La mise en perspective de ces deux cartes permet de regarder ce que chacune des deux démarches cartographiques (analogique, numérique) peut nous dire de la vallée du Gier.

La cartographie en face à face (carte 1) nous montre à la fois les réussites et les échecs du processus de terrain et d'interaction avec les acteurs. Nous visualisons très distinctement trois grands pôles en périphérie, qui pour ainsi dire ferment l'espace sur la carte. Cette image est une représentation réaliste des relations effectives sur le terrain. Elle montre trois groupes très structurés, les ateliers d'étudiants, les deux ateliers d'écriture de la vallée du Gier avec lesquels nous avons travaillé. La forte structuration de ces deux groupes décrit effectivement le fonctionnement de deux domaines (les étudiants, les groupes d'écriture de la vallée) bien organisés, en capacité de se mobiliser, de coproduire dans un projet, de s'engager et d'agir. On retrouve aussi des acteurs centraux, certainement les plus singuliers mais aussi très importants pour la circulation des idées dans le territoire. On retrouve le directeur du Théâtre de l'Imprimerie, mais aussi un écrivain plus engagé localement à travers les ateliers d'écriture, un chercheur en retraite à la fois relecteur, co-auteur, préfaceur de production littéraire aussi bien local que national. Une autre idée importante que la carte nous aide à révéler concerne la perception visuelle des circulations des acteurs dans l'espace relationnel d'un domaine, ou plus simplement dit, l'ouverture, la curiosité (domaine ouvert vs domaine fermé). Sur la carte, le secteur culturel (en bleu) se situe au centre des circulations et, sur le terrain, effectivement, la culture (les acteurs) nous ont aidés à mailler la recherche. Les acteurs du monde culturel étaient dans l'accueil, l'écoute. Très disponibles, ils ont su (car c'est un savoir) accueillir la démarche là ou d'autres l'ont refusée.

C'est notre dernier point. Si nous voyons émerger des structures relationnelles qui ont fonctionné, nous avons échoué à d'autres endroits. C'est le cas avec les centres socio-culturels de la vallée (cf volume 1), avec les différents cultes, avec les techniciens des services jeunesse. Nous abordons certaines de ces raisons dans le volume 1, car ce qui nous intéresse ici, c'est de voir comment la visualisation nous aide à prendre du recul sur ce qui c'est déroulé. Au-delà de l'échec, nous remarquons,

comme le suppose la théorie des agrégats, que des groupes qui se ressemblent se connectent. Nous faisons donc l'hypothèse qu'il existe bien un domaine socio-culturel (arcs en rouge sur la carte), mais la carte 1 nous montre que le réseau est peu structuré et peu circulant dans les autres domaines. Cette visualisation se rapproche de ce que nous avons perçu en étant sur place. Le domaine des cultes pose des questions équivalentes. Pourtant, éloignée du centre de la carte, nous voyons émerger la paroisse Sainte-Madeleine de Rive-de-Gier, nous les avons rencontrés et observé une forte structuration de la paroisse, mais elle nous est toujours resté difficile d'accès. Les techniciens des collectivités se sont montrés, eux, très contraints par la hiérarchie, générant des dynamiques structurées mais très fermées autour leur mission. Tous ces domaines existent donc bien, mais ils sont fortement régulés par des codes et des normes difficiles à pénétrer.

En regard de la cartographie relationnelle en face à face, la cartographie de l'espace relationnel du web (carte 2) apporte de nouveaux éléments. Très vite, dans l'exploration avec Navicrawler, on remarque que notre cœur de domaine (les acteurs de terrain/entrée du corpus) ne se structure plus dans le corpus et même ils s'éloignent du centre de la carte pour disparaître en périphérie. Nous voyons émerger des acteurs que nous avons peu ou pas approché, les couches hautes et intermédiaires du web souvent les plus visibles et les plus connectées. Bien que cela rende l'analyse extrêmement complexe, nous n'avons pas nettoyé le corpus de ces couches hautes, c'est-à-dire les sites les plus connus et très visibles sur le web. Dans notre perspective, ces sites nous fournissent des renseignements que nous ne croyons pas inutiles à décrire ici.

La cartographie de ce corpus montre un espace sur la carte délimité par deux pôles, les deux principales collectivités (Saint-Chamond et Rive-de-Gier) de la vallée. Un acteur important de la vallée apparaît sur la carte, nous ne les connaissons pas directement, il s'agit du club Gier (groupe de pression des entreprises du Gier), il n'est pas central mais son domaine (économie locale) est très visible. En périphérie, mais assez proche de la commune de Rive-de-Gier, la paroisse Sainte-Madeleine (entrée du corpus) apparaît et montre une bonne structuration dont nous avons déjà émis l'hypothèse dans la carte 1. Au centre, nous retrouvons des petits pôles : ce sont les petites collectivités de la vallée (La Grand-Croix, Lorette) ; deux acteurs culturels (le Théâtre de Givors, Rhin jazz) ; le domaine éducatif (le lycée Georges Brassens). Ces différents pôles réaffirment l'idée d'un secteur culturel assez présent, circulant et structuré dans la vallée, à l'inverse, malgré son importance sur le terrain, le secteur socio-culturel reste peu visible.

Sur cette carte, les collectivités sont centrales. L'analyse des sites nous montrent que cette centralité est essentiellement dû à leur statut de guichet du service public. La carte montre une activité intense des collectivités dans ce rôle, elles semblent se cantonner à ce rôle de guichet de l'État et rend encore plus prégnante leurs hétéronomie vis à vis d'acteurs extérieurs. Ces constatations questionnent sur les capacités des collectivités de la vallée du Gier à être des espaces circulants, de dynamiques relationnelles locales ouverts, d'initiatives.

L'observation des arcs qui relient les nœuds nous indiquent que les services publics (en vert) est un secteur de circulation d'idées. Malgré les politiques de décentralisation, l'analyse de ce corpus et sa visualisation laisse penser que l'État régional joue un rôle important pour relier les acteurs de la vallée du Gier et porter des réflexions globales. Ces sites internet parlent d'économie d'énergie, d'éducation jeunesse, de questions environnementales, etc.. Le secteur culturel (orange) montre un niveau intéressant de circulation dans l'espace relationnel. Ces liens fondent l'hypothèse d'un secteur capable de générer des dynamiques collectives dans la vallée du Gier. Le phénomène des couches hautes, les grands acteurs de l'internet (axes en violet), impacte cette carte notamment dans l'analyse des acteurs circulants. Les services qu'ils rendent sont massivement répandus chez les acteurs du corpus, mais cela ne veut pas dire réellement qu'ils structurent ces acteurs entre eux, certainement pas d'ailleurs. Cette forte présence est significative de la forte dépendance technique dans l'espace numérique et suggère l'hypothèse que les « petits acteurs » n'ont pas les moyens financiers d'élaborer une stratégie d'occupation de l'espace numérique autonome et performante. De ce point de vue, le poids du réel est en tout point du globe équivalent, dans l'espace numérique comme dans l'espace physique.

■

# CARTE 1, CARTOGRAPHIE RELATIONNELLE

## réseau construit en face à face

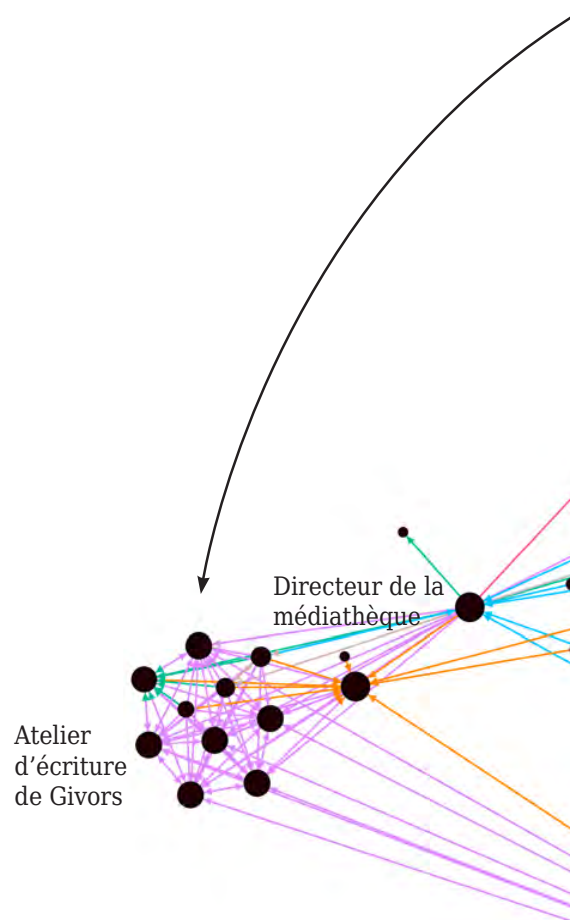
**En bleu** : réseau de la culture, structuré mais pas d'organisation réel, au coeur de la carte, réseau ouvert, forte capacité de circulation, fort potentiel;

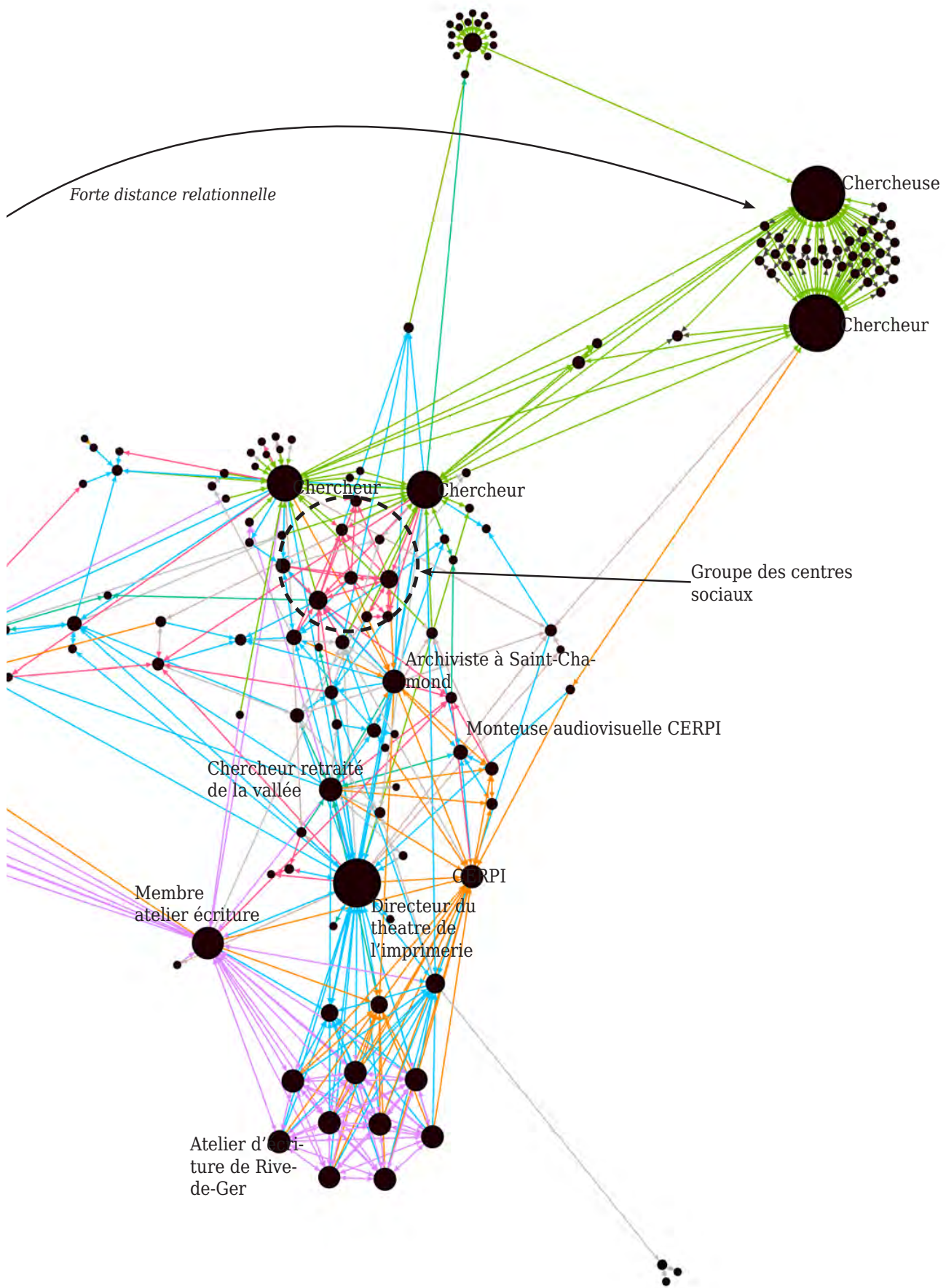
**En violet** : réseau des ateliers d'écriture; fortement structuré mais peu ouvert, bonne capacité de circulation, bon potentiel;

**En orange** : réseau associatif (histoire, patrimoine), très structuré, faiblement ouvert, réseau installé et reconnu, peu de capacité de circulation, potentiel;

**En vert** : La recherche, l'université, les étudiants, réseau porteur de la recherche;

**En rouge** : les centres sociaux, peu ou pas structuré, réseau en apparence fermé, pas de circulation visible, faible potentiel.





## CARTE 2, CARTOGRAPHIE RELATIONNELLE

### réseau construit sur le web

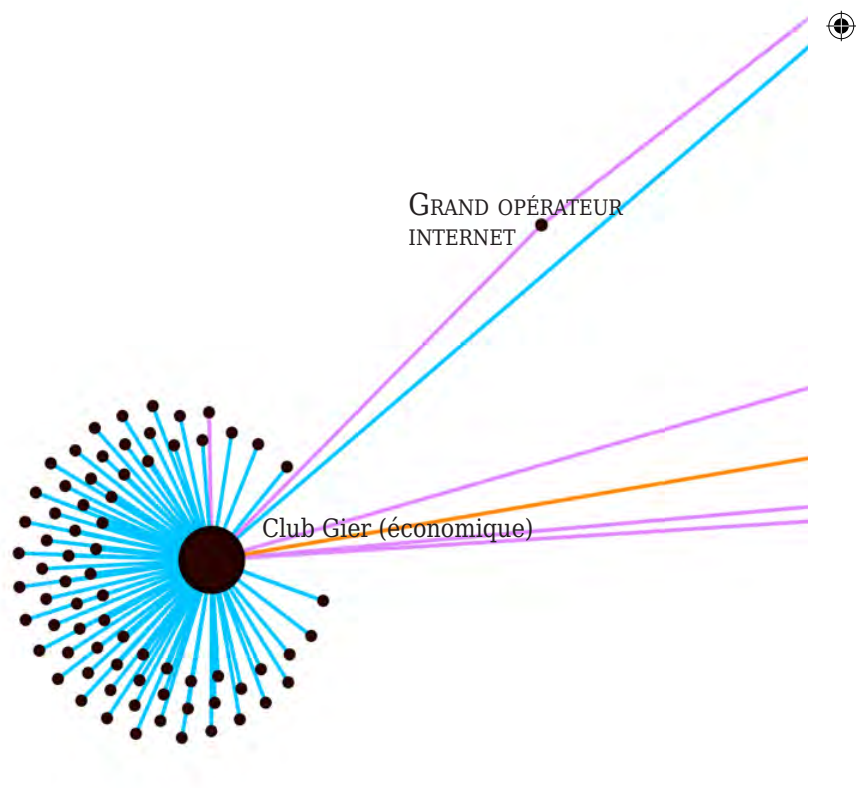
**En bleu** : réseau de la l'économie locale, domaine existant, structure fermée;

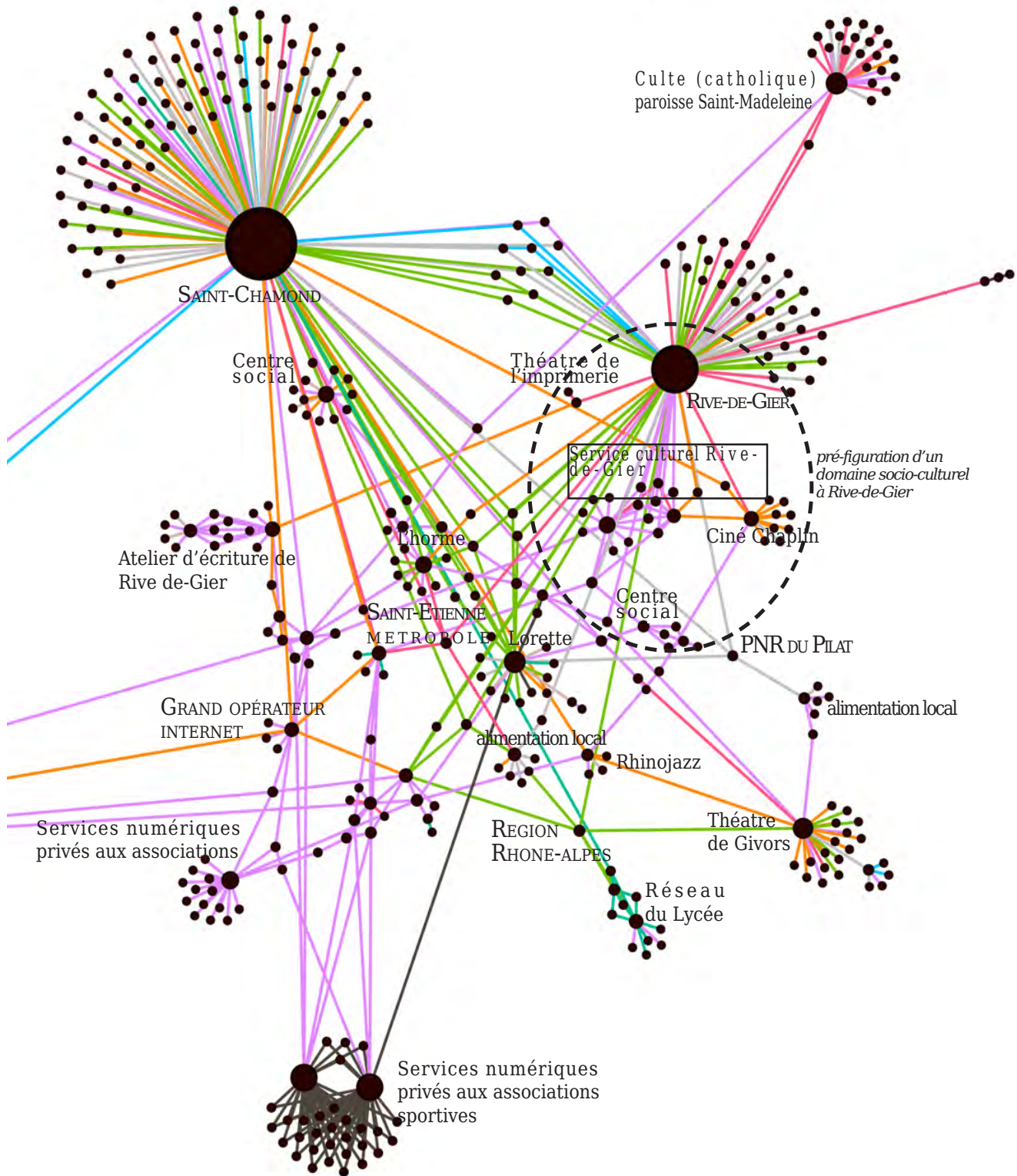
**En violet** : réseau service internet; très visible, services hétéronomes pour les acteurs locaux;

**En orange** : réseau culturel visible, structuré, préfiguration d'un domaine, circulation dans les domaines;

**En vert** : service public, l'Etat, forte visibilité, structure en réseau les collectivités, collectivité guichet;

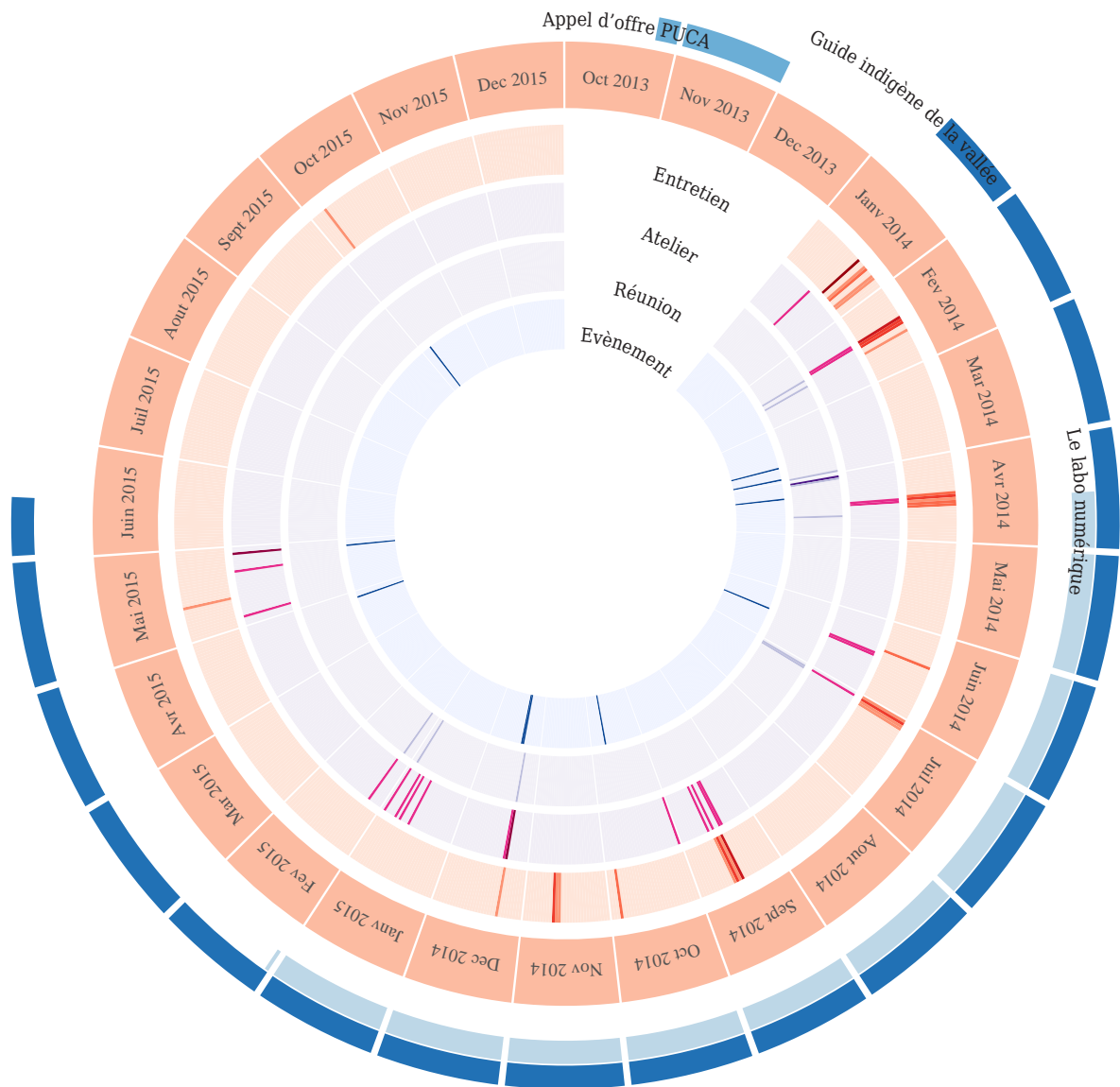
**En rouge** : les collectivités, très visible mais rôle de guichet des services publics; institution très verticale







# Chronologie de la recherche



première visite dans la vallée terrain  
 cycle entretiens (15) : connexion, réseau local,  
 rencontre théâtre de givors, yves ness  
 atelier d'écriture rive de gier  
 andre micoud, sociologue ordinaire  
 réunion amap de fonsala  
 visite librairie rive de gier  
 entretien aux archives , bouteille - ravat  
 entretien mjc de rive de gier  
 marche dans le gier avec le dir du théâtre de l'imprimerie  
 réunion publique  
 entretien directeur médiathèque  
 théâtre de rive de gier 1 er rendez-vous  
 service participation saint-chamond  
 debriefing grenoble terrain  
 second tour election municipale  
 réunion puca  
 recitoire v.1  
 communication puca  
 locast écriture projet  
 séminaire locast mit-mel-pacte-fabter  
 antoine ravat chez papa

entretien  
 entretien  
 atelier  
 entretien  
 entretien  
 réunion acteur  
 entretien  
 réunion acteur  
 terrain  
 réunion acteur  
 entretien  
 entretien  
 réunion recherche  
 évènement  
 réunion recherche  
 réunion recherche  
 réunion recherche  
 réunion recherche  
 évènement  
 entretien

réunion projet (publique) au theatre de l'imprimerie	réunion acteur
lycee geogre brassens, claire villemagne	entretien
atelier ecriture givors médiathèque	atelier
provisieur lycee st marie	entretien
ville d'art et d'histoire	entretien
seconde rencontre yves neff théâtre de givors	réunion acteur
atelier ecriture bricoleur	atelier
françoise vincent, animatrice atelier d'écriture au centre commercial des 2 vallées	entretien
monsieur pascal promoteur de la vallée notamment friche de l'orme	entretien
entretien habitante	entretien
mise en place du serveur test locast	réunion recherche
agnès duvernois , service jeunesse	entretien
antoine ravat rencontre	réunion acteur
descente du gier	terrain
stalker walking school	évènement
antoine ravat	réunion acteur
rencontre à la cartonnerie de saint-etienne	réunion acteur
preparation atelier iug	réunion recherche
claire villemagne préparation atelier lycéens	réunion recherche
entretien curé de rive de gier	entretien
remi quesada, jeunesse numerique	entretien
bricoleur de mot audit atelier d'écriture rdg	atelier
rencontre conseil administration ciné chaplin	entretien
rencontre centre sociaux lavieux, Izieux, Pablo Neruda,	entretien
st marie lycée rencontre proviseur	entretien
agnes duversnois service culture st-chamond	rencontre acteur
association braire	entretien
élu régional à la participation, leila bencharif	réunion acteur
conseil de dev lyon st-etienne	réunion acteur
atelier d'écriture bricoleur de mot	atelier
médiathèque grand croix marianne mathieu	entretien
atelier lycéens rdg	atelier
début ateliers iug	atelier
colloque opde	évènement
kader zenaf	entretien
muriel kayser, sociologue rencontre au theatre de l'imprimerie	entretien
rencontre yves matra	entretien
atelier d'écriture théâtre de givors	entretien
emmanuelle force entretien	entretien
kader zenaf	entretien
stefano moscatto	entretien
entretien cerpi - emmanuel force	entretien
visite traboule avec roland comte	terrain
mise en production de la version v2 de locast	réunion recherche
atelier d'écriture	atelier
atelier croisé étudiant-chercheurs	atelier
séminaire puca iug	évènement
début semaine résidence scientifique et pédagogique au theatre de l'imprimerie	atelier
fin semaine résidence scientifique et pédagogique au theatre de l'imprimerie	atelier
fin etudiants urbano mundo et uhci	atelier
preparation atelier iug midi _ minuit à givors	réunion recherche
midi - minuit à givors	atelier
preparation atelier iug midi _ minuit à givors	réunion recherche
midi - minuit à rive de gier	atelier
colloque aag	évènement
organisation de «tables de concertation» à rive de gier par les étudiants	atelier
réalisation de 5 contre-entretiens	entretien
restitution finale de l'atelier de projet des étudiants de l'iug au théâtre de l'imprimerie	atelier
soirée débat au ciné chaplin autour du film : «la place»	évènement
séminaire / atelier préparatoire rapport final & guide indigène - grenoble	atelier
fin atelier etudiants uhci	atelier
rencontre débat « le gier demain, stratégie de reconversion pour un territoire en devenir »	évènement
rencontre conseil développement au theatre de l'imprimerie	réunion acteur
comité éditorial du guide indigène - non visible sur la chronologie	évènement

# Chroniques de terrain

## « FRAGMENTS 2014-2015 », UN RÉCIT DE RECHERCHE EN VALLÉE DU GIER

La tenue d'un cahier d'entretiens et d'observations propre à chaque chercheur est une activité commune et même prescrite. Dans les premiers temps de la recherche, je décide de compléter ce protocole par un texte discontinu offrant des sortes de synthèses intermédiaires et sensibles. Je nomme aujourd'hui ce travail « Fragments 2014-2015 ». C'est un récit constitué d'une somme de huit petits récits brefs de février 2014 à juin 2015. À chaque retour de mission, je rédige sans délai, souvent dans le train, une à deux pages, parfois illustrées de photographies. Chacun des huit récits est mis rapidement en ligne sur le blog « Hypotheses.org » de l'équipe. On conviendra que la contrainte d'écriture est particulièrement simple. Elle sera tenue sauf pour les Midi-Minuit de janvier et février 2015 traduisant leur caractère proliférant et productif de matériaux et de sentiments difficiles à maîtriser. Nous en dirons néanmoins, plusieurs mois après, quelques mots. L'écriture est arrêtée lors de notre séminaire final de juin 2015 et n'inclut donc pas la phase éditoriale du Guide indigène de détourisme de la vallée du Gier. Plusieurs habitants ont pu faire des remarques attestant qu'ils ont lu tout ou partie de ce récit. « Fragments 2014-2015 » fonctionne ainsi comme un registre de la preuve pour les habitants plus curieux que la moyenne, mais aussi comme une vitrine de la fragilité méthodologique nécessaire de toute recherche [non dissimulée] qui a besoin d'être socialisée et inquiétée pour se déployer sérieusement. Le texte n'est pas retouché, exception faite des coquilles typographiques.

### **Le 20 février 2014, Tentative d'immersion**

Février 2014, c'est mon troisième passage en vallée du Gier, quelques jours entre Givors et Saint-Chamond. Le territoire n'est pas construit comme un espace touristique, il n'offre pas ou marginalement de cadre standardisé pour être saisi positivement par le visiteur. Construit partiellement comme espace de transit entre deux métropoles, voire entre Ouest et Est de la France [l'A47, le TER], le territoire est néanmoins mis en scène depuis ces circulations que l'on sait importantes et même saturées. De là vient sans doute la mauvaise image souvent véhiculée par des personnes extérieures à la vallée et l'ayant traversée en voiture : un urbanisme calamiteux, un trafic dense, un enfermement, des traces

industrielles et rurales déjà à l'abandon, la déréliction d'un territoire. Celui-ci s'apprécie donc autrement. D'abord par des circulations à d'autres échelles et qui s'éloignent du simple transit, et par la parole, c'est-à-dire les gens qui font, qui sont du territoire.

Mon troisième passage, le plus bavard, est donc le plus riche et il donne accès des segments de la société, des morceaux du territoire qu'il est impossible de reconnaître autrement. La qualité du territoire, ce n'est donc pas seulement la qualité du bâti, d'infrastructures, de lignes paysagères, ni même de mesures techniques de la biodiversité, du potentiel fiscal ou du bruit, c'est la relation des habitants entre eux et avec le territoire, seule à même de [ré]organiser la perception du territoire par ceux qui en usent principalement et par les visiteurs. C'est l'objet même de notre recherche, l'expertise habitante, un mot bien méchant pour dire que les premiers concernés ont un savoir géographique, indigène, localisé, mais aussi multiscalaire et relié à l'extérieur du territoire par de nombreux liens que les migrations voisines ou lointaines, anciennes ou récentes, nourrissent dans la durée. La diversité est un trait du territoire, comme cette tension entre les échelles d'action : être un espace de vie et à la fois un espace de transit. Se poser les questions de son devenir, rester/quitter/venir en vallée du Gier.

Pas de photographies cette fois-ci. Charlène, la jeune urbaniste en stage en janvier, a de son côté choisi de photographier toutes les personnes qu'elle avait rencontrées en entretien. C'est un beau retour, un autre mode paysager, une signature ethnographique habile de l'habitant, maintenant utilisée abondamment par les compagnies artistiques qui investissent la question du territoire. Une partie de la parole de mes entretiens est donc stockée dans un cahier à spirales. Feuilles détachables, reclassables, souplesse du support et modestie de l'emprise sur la personne interviewée. C'est en regardant ce carnet que j'écris ce court texte. Cette fois-ci, nous rencontrons beaucoup de gens liés à l'action publique, urbaine, culturelle, sociale. Certains diraient que c'est une des couches de la vallée, un peu comme dans un système d'informations géographiques, la couche de l'action publique et des acteurs semi-publics. Mais, de Givors à Saint-Chamond, nous voyons autant la fonction publique territoriale, souvent fortement diplômée et résidant peu dans le fond de la vallée, qu'un ensemble de gens aux nombreuses porosités avec le territoire, leurs voisins, leurs « usagers », les gens pour qui ils travaillent. Ils portent des discours sur le territoire et ceux-ci ne sont pas la copie de la littérature réglementaire de l'aménagement du territoire et des politiques publiques.

Nous essayons de remonter-descendre des carnets d'adresse

comme nous remontons-descendons le Gier. La question de la crise est assez vite retraduite en qualités du territoire, c'est-à-dire à la fois en l'expérience de la qualité des lieux et de ceux qui y vivent. À la liste des non-qualités servie comme une soupe à la grimace post-industrielle s'ajoute l'inventaire de qualités, désordonnées à ce stade pour le visiteur, tant elles partent des différents secteurs de la vallée et qu'elles viennent frotter les tensions et conflits que nous apercevons au même moment. La vallée est un espace de frontières, de concurrence, de rapports de force, qui lui appartiennent et qu'elle partage aussi avec de grosses entités extérieures, bien plus grosses qu'elle. Personnalisation ou « géographisme » comme nous disons : je commence à parler de la vallée du Gier comme d'une personne. Cela se peut-il autrement que sous la forme d'une métaphore, d'une image ? Nous questionnons ici l'identité dans un espace que nous avons, par hypothèse, choisi comme un espace de « ville ordinaire » dans la « métropolisation ». Nombreux sont nos interlocuteurs qui, par une connaissance intime de la vallée théorisent ce qu'elle est ou n'est pas. Ce point est intéressant, car il est un des ressorts de l'intérêt pour notre propre projet. Car, comment s'intéresser à son espace de vie, s'il n'est qu'un pur élément matériel soumis à la simple loi des marchés immobilier et du travail. La vie, c'est cela, mais c'est aussi autre chose.

■

### **Le 19 avril 2014, Retour critique**

Avril 2014, quatrième passage en vallée du Gier : revoir des personnes déjà rencontrées, approfondir l'échange et le soumettre à un retour critique collectif d'habitants, aller où nous ne nous sommes pas encore allés et parler avec qui nous n'avons pas encore parlé. Identifier les biais de toutes les sortes pour les réduire. Laver notre ligne sale de chercheurs en groupe de recherche [cette semaine, Aziz, Jean-Michel, Fanny et moi-même sur place, au loin un informaticien], écouter, se montrer, dire, observer, imaginer, énoncer, renoncer, reformuler, stabiliser, tester, accepter la pluralité tout en fabriquant un outil commun lisible pour nos interlocuteurs. Donner des ordres de grandeur plausibles et des lignes de désir suffisantes pour conduire une action partagée sur l'année qui vient [septembre 2014 à juin 2015]. Nous donner comme ressources aux gens que nous rencontrons, comme ils acceptent de se donner eux-mêmes comme ressources à ce qu'on appelle « la recherche ». De cet échange peut naître cette pratique de « l'expertise partagée » que nous avons inventée et mobilisée pour répondre à l'appel d'offres du ministère de l'Écologie [anciennement de l'Équipement]. Peut-être. Du moins, en l'absence de cet échange authentique, l'idée seule aura existé. Le fait



qu'il s'agisse d'une recherche financée par l'État [le bureau d'études d'un Ministère], nous semble être reçu positivement, gage de sérieux et d'utilité sociale. De fait, même parmi les quelques interlocuteurs critiques ou sceptiques de la vallée [et/ou étonnés des raisons de notre choix de terrain], personne ne vient mettre en cause cet aspect d'une recherche publique, au contraire.

Dimanche 13 avril, nous descendons la haute vallée du Gier avec Sara, une collègue géographe de l'Université de Saint-Étienne. Montés en stop tôt le matin depuis la métropole du design, nous gagnons à pied la Jasserie, dans les hauts du Pilat, et la source du Gier, pour arriver vers 19 h au centre-ville de Saint-Chamond, et y reprendre le bus pour Châteaureux. Envisagée pour elle-même [l'exploration, le diagnostic en marchant, la divagation, le sensible, le direct, la beauté du geste dans le territoire], cette randonnée est aussi un repérage pour une possible descente partagée du Gier à l'automne, habitants et chercheurs. La richesse paysagère de la haute vallée est impressionnante. Des archéologies improbables [micro-centrale ou remonte-pente repris par la rouille, barrage désaffecté] ou temporaires [la retenue du barrage de la Valla-en-Gier vidée pour réparation livrant une spectaculaire géomorphologie sub-désertique] aux formes mixtes ou suspendues, alternances de confluences et de biefs plus ou moins entretenus, enfermement progressif du torrent dans l'urbain jusqu'à son effacement dans l'ancienne commune d'Izieux, à l'entrée dans les premiers châteaux industriels du fond de la vallée. S'intéresser au haut Gier, c'est aussi questionner à nouveau l'identité de cette vallée et l'échelle de notre recherche. Certainement, c'est élargir notre terrain d'étude vers les hauts et, notamment ceux du Pilat, mais aussi les coteaux plus accueillants du Jarez et des Monts du Lyonnais. Cette vallée est-elle dissymétrique, l'a-t-elle été, l'est-elle encore ? L'IGN en obligeant à l'achat de trois cartes 1/25000 [2933 ET Massif du Pilat-Saint-Étienne-Saint-Chamond, 2932 ET Monts du Lyonnais et 3032 O Oullins Givors] rajoute la fragmentation à la dissymétrie : avec des ciseaux et du scotch seulement, nous pouvons créer une carte IGN de la vallée du Gier [c'est aussi possible sur Géoportail]. Cet acte d'identité territoriale est à notre portée. Il sera fait.

Le prochain texte évoquera la construction de l'outil de recherche permettant d'articuler « guide indigène » et « web-documentaire ». Mais, ce lundi 14 avril, nous tenons une première réunion pour échanger collectivement avec une douzaine de nos interlocuteurs rencontrés lors de nos précédents passages. Il s'agit certes de parler des outils, mais d'abord des contenus échangés. De quoi une recherche est-elle constituée, si ce n'est largement d'informations porteuses de sens pour les acteurs concernés, informations elles-mêmes constituées en systèmes reliés.

C'est donc à une sorte de cartographie confrontée et partagée que nous procédons progressivement, et notamment ce lundi soir. À ce moment du travail [la cartographie initiale, celle qui permettra d'ouvrir en grand la recherche], il nous apparaît que le patrimoine, l'histoire et la mémoire occupent dans la culture de la vallée une place très importante, que nous vérifierons encore en fin de semaine avec les « mémoires immigrées » de Saint-Chamond. Il n'est pas lieu, ni de notre rôle, d'incriminer les professionnels du patrimoine légitime, ni les artisans d'une mémoire ouvrière et immigrée de la « route sans joie » [la RN 88], mais plutôt de questionner les usages qui sont faits de ces matières et de ces actes. C'est notamment ici, que nous pouvons répondre à ceux qui nous demandent quel est exactement l'objectif de la recherche : se servir des rétroviseurs certainement, mais donner à la délibération contemporaine de la société locale dans son territoire et toutes ses externalités, toute sa force. Faire géographie commune. ■

### **Le 19 avril 2014, bis, Esquisse d'un outil**

Nous connaissons « l'artiste en résidence », beaucoup de territoires se sont emparés de cet outil né du croisement de la grande culture et de l'éducation populaire dans des politiques culturelles territorialisées, avec des optiques et des effets variables. Nous connaissons le chercheur immergé en observation participante et mode ethnographique, pratiquant cet art de la disparition qu'on se meut de plus en plus relocalisé, indigénisé et slow-science [un acte qui serait peut-être aujourd'hui une prise de risque pour une carrière ultérieure]. Nous connaissons aussi les parachutages, les « descentes », la « recherche-commando » et même hors-sol, souvent mieux rémunérée et s'appuyant sur d'autres registres. Et toutes les figures intermédiaires, celle, indigène, du chercheur de/ dans son propre territoire, comme celle de la commande publique locale cherchant à certifier un processus, un projet de territoire. « Marie-Antoinette » en est une autre, qui joue à la paysanne à Versailles. Cette figure du chercheur qui voudrait en être plus qu'il n'en est réellement vaut bien dans l'imposture celle du chercheur qui ne salit ni ses mains, ni ses chaussures. Notre projet est aussi de dépasser « Marie-Antoinette » par un compagnonnage associant présentiel discontinu et relation numérique à distance potentiellement plus continue, avec des acteurs locaux prenant la recherche comme une ressource mobilisable par eux et pour leurs propres objectifs. Penser la recherche et la nébuleuse universitaire comme des ressources pour les habitants est peut-être novateur, mais oblige aussi à l'invention des outils qui la rendraient praticable, à différentes échelles.



Cette semaine dans la vallée a permis d'avancer sur l'outil commun permettant d'articuler des gestes [les gestes du web, de l'atelier d'écriture, des parcours, etc] et des formes [le web-documentaire, le livre papier, le débat public] rarement associées. Il y a au centre de notre proposition une base de données LoCast modifiée [création du MIT réutilisée dans de nombreux projets dans le monde] appelée provisoirement Vallée du Gier, expertise partagée dans la ville ordinaire et accessible en ligne. Cette base de données publique en accès libre regroupe les administrateurs [chercheurs et quelques habitants fortement investis gérant l'outil], modérateurs [autres habitants pouvant valider de nouveaux contenus], contributeurs [habitants déposant des contenus] et utilisateurs [habitants consultant des contenus]. Les contenus numériques sont des images fixes ou animées, sons, textes et autres données, plutôt dans des formats courts ou intermédiaires facilitant des mises en relation et des consultations en ligne. Tous sont accompagnés d'une notice détaillée explicitant l'insertion du document dans le corpus commun et les liens à créer. Les documents vont du repérage brut [captations, traces, etc] aux formes élaborées [montage, construction, extraction] incluant tous les registres de l'humain : récit, fiction, poésie, essai, etc. Taggés à partir de notre cartographie initiale des identités, territoires, mobilités et controverses, les documents sont chapitrés au fur et à mesure et peuvent être appelés, reliés, scénarisés. Les « chapitres » sont régulièrement actualisés par les administrateurs.

Une carte, un axe chronologique, un nuage de mots permettent la découverte simple de l'outil par de nouveaux usagers. Une attention est portée à l'amorçage de l'outil, lors des premiers dépôts, tant en diversité des contenus, qu'en technicité d'accès [facilitation] et perspectives d'intéressement sur la durée. Les conditions juridiques de dépôt et de consultation sont précisées et conformes aux recommandations recherche de la CNIL, les droits d'auteur sont gérés explicitement. À aucun moment, l'outil numérique ne supprime le face-à-face et l'échange analogique, il le complète, il l'augmente.

C'est le début d'une archive territoriale commune, organisée et co-gérée. Pour qu'elle vive, il faut que les chercheurs acceptent d'en perdre un peu [mais pas complètement] le contrôle. Il faut qu'elle existe dans la pluralité et que des formes de contradictions internes soient possibles. De ce laboratoire, de cette fabrique numérique du territoire [FabTer], de cette ressourcerie, de ce tiers-lieu, et dans le temps de notre projet, nous pouvons espérer faire naître trois « formes brèves » : un guide indigène de détourisme de la vallée du Gier, un web-documentaire conçu dans les mêmes termes, c'est-à-dire élaboré et signé collectivement, et enfin, les temps de restitution et de débat public liés à ces deux



premiers objets. Mais le Tiers-Lieu de la vallée du Gier, comme les objets produits grâce à lui, peuvent continuer à vivre dans la société locale et à représenter une socialisation commune du territoire, au delà du temps de la recherche. Peut-être. Faire géographie ensemble. Faire société dans le territoire.

### **Le 6 juillet 2014, Le « travail » comme interaction**

Préambule : la relecture continue de ces notes « chemin faisant » amènera sans doute d'autres doutes sur nos répétitions ou enfermements, mais écrire sensiblement et immédiatement est ici et pour le moment privilégié. Le « chemin faisant », c'est un retour immédiat et subjectif sur une semaine passée dans la vallée.

Qu'est-ce qui fait « travail » dans un projet de recherche en sciences sociales ? Ici, nous mesurons combien le travail entre les chercheurs est nécessaire à l'avancement du travail avec les habitants, lesquels permettent simultanément aux chercheurs d'avancer. Les [des] habitants parlent au même moment entre eux des chercheurs, de ce qu'ils sont et du sens de leur présence. De fait, la recherche est bien une interaction et non une action surplombante de « l'extériorité scientifique ». L'interaction [faible et forte], c'est la forme principale du processus, c'est ce qui fait « travail » sans nul doute et qui, certainement occupe la majeure partie du temps de cette recherche. Le programme de cette semaine est de finaliser l'offre publique de la recherche-action qui sera publicisée à partir de septembre prochain. La finaliser entre nous, chercheurs, et par des rencontres avec quelques acteurs locaux déjà rencontrés et fortement investis sur le territoire. La question des ressources échangées dans ces interactions paraît fondamentale : ressources contre ressources ? Cela répond peut-être humblement à la crise de confiance envers la recherche, voire envers l'action publique extérieure, relevée et argumentée par Jean Peneff dans *Le goût de l'observation*, par Guillaume Faburel dans *La place des habitants dans la fabrique de la ville*, par Marie Cartier et consorts dans *La France des « petits-moyens, enquête sur la banlieue pavillonnaire* ou par Fanny lorsqu'elle évoque avec nous les rencontres récentes entre les mondes de l'université de Grenoble et du quartier d'habitat social de Villeneuve séparés par une simple rue, dans un contexte « post-événements urbains ».

Quelle est l'utilité de la recherche ?

C'est une question qui revient chez des « enquêtés » de Villeneuve présents dans cette rencontre, habitants parfois devenus eux-mêmes experts de l'interaction avec les chercheurs ou les médiateurs de l'urbain.



Il faudrait ici administrer à « l'habitant » la preuve d'une utilité sociale, dont nous savons, notamment par le « pacte de non-lecture » qui sourd du monde de la recherche et de l'aménagement, que celle-ci est à voir au cas par cas. La perte en ligne des productions de la recherche faute de lecteurs, de débats, de transgressions du champ initial de production vers d'autres champs de la société, la faible lisibilité, la faible socialisation, la faible contribution à la délibération commune, le déficit d'engagement ou les phénomènes de ritualisation et de fictionnalisation sont énormes. Si société de la connaissance il y a, celle-ci est soumise à des tensions, des fractures, brisures, absences, frilosités, évaporations, redondances, bégaiements, euphémisations, saturations. Nous rencontrons certaines de ces réactions de défiance et d'évitement : responsables publics ou para-publics, militants associatifs, habitants « ordinaires ». Nos collègues de la Cartonnerie de Saint-Étienne nous la rapportent dans leur propre contexte professionnel métropolitain : une très faible reconnaissance institutionnelle de la recherche-action habitante qui échappe, sans doute par définition, aux évaluations quantitatives des opérateurs et ne convainc que les professionnels issus du territoire parce que leur propre registre d'évaluation est différent. Un déni de cet apport collaboratif au projet urbain ou comment dire et faire la ville sans ses habitants.

Dans l'échange de ressources entre chercheurs et habitants, en vrac, dans notre bagage : la mobilisation d'un atelier d'urbanisme de master [étudiants français et étrangers] auprès de la municipalité de Rive-de-Gier, l'apport d'autres expériences urbaines à même de nourrir la réflexivité d'acteurs locaux investis, la reconnaissance des qualités de la société locale à travers une forme d'épistémologie de terrain, le nourrissage de formes scolaires et associatives. Et toujours la modestie et l'humilité de notre petite entreprise. Voilà en tous cas ce que nous projetons d'adresser aux habitants dans une systématique de lieux collectifs à informer à la rentrée [bibliothèques, centres socio-culturels, cafés, associations, etc] ainsi que dans les interactions directes d'individu à individu. L'idée est de [re]mettre la technique à l'arrière-plan et le sens de l'action devant, tout en nommant clairement nos objets.

### **« Voyage-s dans la vallée »**

« Voyage-s dans la vallée » est une recherche collective sur la vallée du Gier, la ville ordinaire et la vie quotidienne entre deux métropoles, Saint-Étienne et Lyon, ce territoire entre Saint-Chamond et Givors, du fond de vallée aux coteaux ... Notre idée est simple : si les habitants sont les meilleurs connaisseurs de leur territoire, les chercheurs, géographes et sociologues, doivent travailler avec eux.

## **Habiter la vallée du Gier en 2014, ça veut dire quoi ?**

Nous proposons de documenter ensemble la vallée et de poser les questions importantes aujourd'hui dans notre territoire, dans une vraie démarche d'intelligence collective indépendante. Nous pouvons utiliser des formes que nous connaissons tous : photographie, vidéo, carte, croquis, récit, histoire, essai, fiction, anticipation, poésie, etc.

« Voyage-s dans la vallée » est un projet collectif, basé sur des rencontres régulières, des activités partagées et une plate-forme numérique - entre septembre 2014 et juillet 2015.

Au terme de la recherche, en septembre 2015, nous produirons un livre papier, le guide indigène de détourisme de la vallée du Gier et un documentaire collaboratif en ligne.

Au dos, une cartographie [subjective au sens où elle est éloignée des codes dits objectifs de la cartographie et cherche aussi à provoquer l'intérêt et le questionnement du territoire et des méthodologies], peut être simplement composée de la nomenclature communale placée et de quelques signes supplémentaires ou de questions déjà repérées. Nous commençons à réfléchir à l'agenda 2014-2015, à la création sinon d'événements, du moins de situations d'interaction forte : Nuit de l'écriture, marche vidéo, barbecue géographique, atelier d'édition, etc. Une manière de multiplier les formes, les modalités d'une participation tout en s'adossant aux gens qui déjà « font » pour en rencontrer d'autres qui découvrirait une possibilité de participation à ce projet. L'interaction faible, c'est le passage par la presse, le mail, c'est la petite annonce, la bouteille à la mer. L'interaction forte, c'est le faire ensemble.

En notre absence, une marche le long de la RN 88 a eu lieu de Firminy à Lyon. Pendant une dizaine de jours, le groupe de marcheurs, des chercheurs et militants locaux et des marcheurs italiens du groupe d'artistes radicaux italiens Stalker ont dessiné la figure de la passementerie le long de cette « route sans joie » [une appellation qui fait débat]. Avec l'apparence d'une ligne droite, cette marche s'est en réalité constamment déplacée d'un côté à l'autre de la route des usines souvent devenues friches, voire dents creuses, pour des visites et rencontres, préparées ou impromptues. Ici, la navette des marcheurs a circulé sur le fil routier de la forme industrielle. L'image de la machine à tisser n'est donc pas qu'une métaphore du temps, de l'histoire comme dans la fantasy d'Alvin le Faiseur [l'histoire comme tissage], elle est aussi ici une analogie géographique, socio-spatiale, du rapport aux lieux. Cette marche, par ses qualités de mise en jeu et de rencontre, interroge aussi notre principe de précaution : parler de la vie maintenant et demain, plutôt que celle du

passé patrimonialisé. Faire société plutôt que musée. Le faire-ensemble un autre aspect de ce qui fera [nous l'espérons] « travail » dans la suite de notre recherche. ■

### Le 19 septembre 2014, L'ouverture de la saison

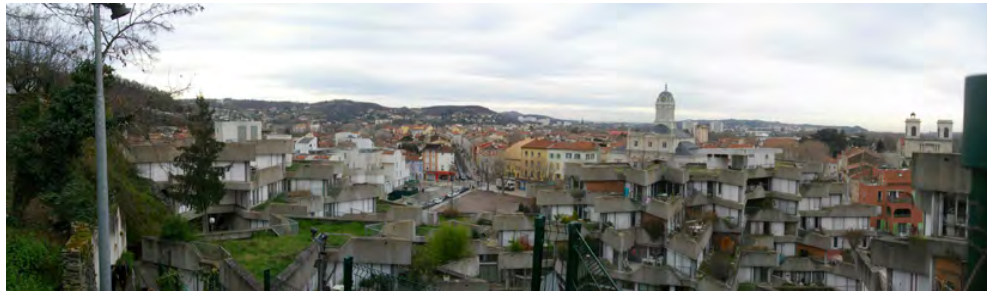
S e p t e m b r e 2 0 1 4 , n o u s o u v r o n s formellement la partie publique du projet de recherche. Un flyer tiré à 3000 exemplaires est dans nos bagages. L'agenda des événements se remplit peu à peu. Le labo, notre plate-forme numérique d'intégration des données est opérationnelle, malgré des derniers bugs que nous corrigeons.

Vendredi 12 septembre, arrivée solitaire du chercheur, géographe et animateur d'atelier d'écriture [notamment] à la gare de Givors, après le transfert de charge TGV/TER à Lyon Part-Dieu, un moment qui reste systématiquement de cohue [la gare lyonnaise devenue surchargée ou sous-dimensionnée, selon le point de vue et dont j'éprouve la saturation sécuritaire à chaque trajet], mais aussi de grande incertitude paysagère. Depuis les quais, la tour Part-Dieu [« le crayon »] semble exemplaire de la fragilité de l'architecture iconique, projetant dans les airs de 2014 une skyline très dégradée d'aire d'autoroute, entre le resto-grill et l'entrepôt, au cœur de la seconde agglomération française. Les immeubles les plus proches confirment ce sentiment à forte subjectivité. Comment



**image 1** Ci-dessus, vue de la boulangerie-café de la place, la cité des étoiles est un peu terne. [archives du 9 janvier 2014, pour les deux photos]

la modernité se conserve-t-elle ? Je loge ce soir là à la Cité des étoiles, dans le centre-ville de Givors. Le travail de Jean Renaudie, que j'ai pu **image 2**, ci-dessous, vue du haut de la cité, l'insertion paysagère est bien plus convaincante.



aussi parcourir à Ivry est étonnant. Adossé à la colline qui domine le vieux centre de Givors, l'ensemble apparaît labyrinthique et visuellement confus, mais c'est l'habiter et même la disparition [au sens de Perec] dans ce micro-quartier qui enthousiasment le visiteur.

Quoiqu'il en soit, c'est bien « l'habiter » que nous pratiquons et cherchons. Nous ne vivons pas dans des cartes postales, mais dans des lieux réels, appropriés, expérimentés, incorporés.

Le logement occupé cette nuit là me semble plein de qualités urbaines : il ouvre par ses larges vitrages et ses nombreuses terrasses un échange entre les espaces public et privé devenu inhabituel dans le logement collectif. Bref, il me séduit. Ce micro-quartier provoque l'intérêt. Nous rencontrons deux habitantes cette semaine-là et nos partenaires [médiathèque, théâtre, et peut-être journal régional] sont dans les rez-de-chaussée. D'autres quartiers dans la vallée provoquent de tels intérêts, c'est la question des qualités urbaines, des qualités du territoire et du comment s'en saisir, les questionner, reconnaître, et pour en faire quoi ? À l'instar de quartiers urbains centraux ou périphériques des villes de la vallée, la Chartreuse de Sainte-Croix-en-Jarez en fait partie. Un documentaire diffusé sur Arte quelques jours plus tard renforce mon intérêt : ce village qui occupe un ancien établissement monastique créé au 13ème siècle présente des caractéristiques qui pourraient l'apparenter aux écoquartiers et le relier aux labels de l'urbanisme durable. Pouvons-nous explorer ces pistes d'un urbanisme soutenable par anticipation en soumettant la Chartreuse à un échantillon de labels et de certifications contemporains ? C'est peut-être là une commande bien moins farfelue qu'il n'y paraît pour les étudiants urbanistes qui arrivent bientôt dans la vallée.

Cette semaine, nous continuons à monter notre agenda « nuits de l'écriture », dans les trois grandes villes de la vallée et, via la

médiathèque de la Grand-Croix, nous tentons également de toucher les petites communes du Syndicat intercommunal du pays du Gier. Cela nous oblige à recadrer sans cesse entre nous et avec nos interlocuteurs, ce qui peut faire sens dans un événement public lié à la recherche, et plus précisément à la recherche-action. Il ne s'agit pas de classique vulgarisation, ni d'une pure activité documentaire, ni encore d'une démonstration de puissance, même si ces aspects sont présents qu'on le veuille ou non. Il y aurait plutôt désir d'élaboration, questionnement, investigation, délibération au sens de notre intérêt pour la géographie et l'urbanisme, attention flottante aux nouvelles questions de l'habiter. Le désir de surgissement d'une géographie partagée entre habitants, professionnels et chercheurs - un fantasme diront les apôtres de la pensée ingénieure et représentative. La tâche n'est pas aisée : convaincre, sans faire peur, sans brider, co-construire. Nous nous engageons à élaborer un document-cadre pour la préparation de ces événements. On nous fait remarquer que le nocturne exclusif privera certaines personnes de participation : nous acquiesçons à ce « retour du terrain » [tout simplement, un dialogue suivi d'effet] et allons plus sûrement vers un « Midi-Minuit », plus riche de diversité d'ambiances humaine et urbaine. Le processus de création des événements nous intéresse d'abord : quelles questions, quelles activités proposer, avec quels partenaires sur place. Si nous amenons des propositions d'outils, nous ne sommes pas des animateurs et voulons d'abord provoquer la création d'un réseau temporaire, éphémère peut-être [ou pas, au mieux] qui permet la réalisation partagée, dans chaque lieu, et peut-être entre les différents lieux d'événements. C'est ici que le concept d'expertise habitante peut commencer d'apparaître. Encore faut-il provoquer son attention [que des gens se mobilisent] et ne pas le brider en reproduisant des grilles déjà figées.

Cette semaine, nous nous rendons compte aussi que nos perceptions, attentes et expériences agissent différemment sur notre vécu du projet. Nous partageons ou plutôt déclinons chacun des inquiétudes différentes : trop d'engagements, trop d'affects [mais chacun voit d'abord l'affect chez l'autre], peur d'exploser le cadre de travail de notre budget PUCA et d'oublier nos objectifs et le caractère modeste de toute recherche [ainsi que le caractère déceptif de la plupart des recherches], conditions de vie sur place fatigantes [non hôtelières, logement dans notre réseau amical ou familial, avec ses qualités et ses contraintes] qui ne sont pas sans effet sur notre immersion, mais aussi absorption par le local. Bref, il y a de la fatigue et nous revenons épuisés de ces semaines dans la vallée du Gier. Nous avons très logiquement pendant et à la suite de cette semaine des échanges approfondis entre nous : rapport excessif au terrain selon des

axes personnels : proximité indigène, proximité thématique, trajectoires et contextes personnels différents, modes d'organisation personnels du travail. La vie n'est que réglages. Sur place, l'accueil plutôt ouvert dans l'ensemble a connu aussi quelques pointements hostiles : soupçon adressé au chercheur, qui vient, collecte et disparaît, syndrome de l'escroc ou simple expression d'un auto-suffisance localiste [désolé, nous n'avons besoin de rien]. Il n'est pas toujours simple d'agir en ces circonstances et différentes stratégies sont utilisées. Sentiment aussi bien sûr que nous sommes usés, utilisés quand on veut bien de nous, et, c'est là un juste retour des choses que nous devons prendre en compte. Dans l'échange de ressources entre chercheurs, professionnels et habitants, nous ne disons pas autre chose, encore faut-il l'explicitier comme un élément déterminant des conditions de la recherche-action, voire comme son objet même. Car quand l'échange de ressources est réussi pour toutes les parties, qui donc irait se plaindre ?

Je retiens aussi de cette semaine que dans chaque rencontre ou entretien, il y a toujours la titraille d'un chapitre [ou plus] que nous adressent nos interlocuteurs. Pourrions-nous ouvrir dans le labo numérique un grand chapitre de tous les chapitres potentiels ? Donnons quelques exemples, un peu provocants parfois, glanés pendant cette semaine : « Ici, y a rien / rien de général / rien de réputé » [des lycéens à propos du post-bac] ; « vivre en vase clos », « la fossilisation des structures » [des professionnels] ; « la mise en banlieue de la vallée » [des élus] ; « expertise d'usage », « marges de manœuvre » [des professionnels] ; « y a des secrets dans la vallée », « on existe » [des élus issus du territoire] ; « ne pas être technicien, être animalier », « mais ça bataille, je pensais que cela irait plus vite », « avant la vallée était sale, mais c'était pas pareil, y avait du travail » [des associatifs] ; « la colline, c'est tous les mêmes » [des professionnels citant des habitants] ; « des tableaux de la vallée en mobylette » [des professionnels] ; « c'est pour la tune », « nous on est allé directement voir le maire pour l'interviewer » [des lycéens] ; « la clim' Allah, elle est gratuite, celle-là, c'est pour tout le monde » [des habitants] ; « on se plaint, mais bon, on est de Givors, on est chez nous » [des habitants] ; « la théorie, tu l'aimes ou tu la quittes » [des chercheurs]. Etc. La journée au lycée Brassens de Rive-de-Gier a été étonnante : malgré la lourdeur des effectifs et le caractère inhabituel de la démarche, les groupes de lycéen-ne-s réagissent avec vivacité et documentent le dehors et le dedans du lycée. Nous rencontrons bien sûr des difficultés techniques [modèles de téléphones, batteries, connections, etc], mais l'humain est là, qu'il faudrait faire prospérer : il nous a semblé qu'existait là un « Laboratoire Mobile Adolescent » prometteur. Comment lui donner une possibilité de réalisation ?

Bref, la prochaine fois, ne devrions-nous tout simplement pas alléger notre agenda ? D'une part en nous concentrant de manière collaborative et pragmatique sur la préparation des « Midi-Minuit » [nouvelle dénomination des « Nuits de l'écriture » modifiées], axe central de notre dispositif permettant de mobiliser toutes sortes d'acteurs, professionnels et habitants, tous les outils proposés et le questionnement géographique incrémental, tout en recevant/acceptant les usages, les propositions et les inventions de nos partenaires, et d'autre part en nous ré-alimentant ordinairement d'activités ordinaires, déambulatoires, sportives, amicales, gratuites, fantaisistes, poétiques afin de nous nourrir également de ce territoire d'une façon autre que l'aliénation par le travail, fût-il passionnant. ■

## **LE 24 NOVEMBRE 2014, LE VIF DU SUJET**

Novembre 2014, je suis à nouveau dans la vallée pour quelques jours. Le prétexte utile est une réunion de préparation du « Midi-Minuit », anciennement appelée « Nuit de l'écriture » de Givors, prévu le 30 janvier 2015. Dans ce cadre collectif, comme dans quelques rencontres individuelles, le vif du sujet, c'est bien sûr ce qui fait que nous acceptons de faire des choses ensemble, une curiosité, une trajectoire, une envie, une mémoire, un avenir, une singularité, un devenir partagé, un pas de côté.

Mardi 18 novembre 2014, je retrouve Yves à la gare de Rive-de-Gier. Mon train a rencontré un chevreuil et je suis un peu en retard. Nous cherchons une gargote, quelques kilomètres d'errance automobile nous amènent à Tartaras : « La petite voûte », un restaurant d'obédience lyonnaise vient d'ouvrir. Yves ne sait pas exactement ce que j'attends de lui, et c'est dans cette incertitude partagée [car je ne le sais pas non plus à ce moment, je n'attends rien de prédéfini, je suis disponible à un échange lié à un projet en cours] que quelque chose peut se passer de l'ordre d'une coproduction. Nous mangeons ensemble, pas de notes sur le cahier, pas d'enregistrement. Yves donne à voir sa trajectoire entre une fidélité non démentie au territoire, aux Bans, à Givors, à la maison familiale et de fréquentes expéditions loin de la vallée. Je lui raconte cette anecdote, au téléphone, avec une interlocutrice d'un lycée professionnel de la vallée à qui je parle du droit à la mobilité des lycéens et qui me demande de confirmer si elle m'a bien compris : « le droit à l'immobilité » ? Nous voyons que les oppositions infernales sont souvent détournées, que l'attachement, ce n'est pas ne rien connaître du monde. Figure historique du rock givordin des années 70 et 80, Yves parle avec plaisir et précision de ce changement culturel, d'une sorte d'ambiance seventies



dans la vallée, du populaire, des difficultés de la mairie communiste d'alors à entendre ces nouvelles formes de culture, du changement radical du paysage. Aujourd'hui, il chante en acoustique du Ferré et des compositions personnelles. Il aime dire ses textes et montrer des lieux. Il questionne et se questionne sur la culture contemporaine.

Le soir, je suis au théâtre de Givors. C'est la première réunion de préparation d'un « Midi-Minuit ». Nous sommes une dizaine, tous liés par une pratique personnelle de quelque chose, écriture, théâtre, etc. et surtout, une attention, une intimité aux lieux et aux gens. Je mesure, sans avoir encore réécouté l'enregistrement, la très grande qualité géographique de cet échange. Nous travaillons sur trois activités de conception de la soirée. Tout d'abord, l'observation de quelques photographies amenés par les habitants nous amène à discuter de ce qui est touristique, patrimonial, de ce qui ne l'est pas et des décalages possibles. Les points d'observation sont repérés, la Cité des étoiles vue d'en haut ou d'en bas, ce n'est pas la même chose. Un cabanon de jardin dans une terrasse végétalisée, œuvre d'un habitant, est, pour le visiteur nantais que je suis, un écho aux œuvres dûment signées du Voyage à Nantes et de la Biennale Estuaire. Un simple agrandissement d'un morceau de photographie nous emmène dans une autre réalité, bouscule les catégories. Une autre image donne à voir un hommage aux verriers. Loin de figer la scène de la prise de parole, la photographie



**image 3**, ci-dessus : circuler en train dans la vallée du Gier, facile et même agréable en dehors des heures de pointe, mais pas très bon marché [novembre 214].

dit qu'on y avait posé une photographie d'un ouvrier mort de maladie professionnelle et que sa femme avait porté l'image sur la scène quelques instants auparavant. Nous lisons et discutons un extrait de Jean-Christophe Bailly [Le dépaysement, voyages en France, 2011]. Le

montre les participants, la plupart debout, dans des vêtements plutôt sombres. Mais la composition est forte, quelques personnes en rouge, une autre en bleu, un sac blanc bouscule le sombre de l'hommage et le ciel hollandais au dessus d'une barre HLM entourée de peupliers. Une chaise vide devant, de couleur marron, datée et typique du mobilier de collectivité, on ne voit qu'elle. Alain, le photographe nous

chapitre consacré à Saint-Étienne et ses jardins ouvriers commence par une évocation poétique et mélangée de la montée dans la vallée depuis Givors-Canal par le train, comme une impossible [c'est pourtant notre projet] invitation à descendre à chaque gare pour annuler les préjugés, notamment visuels. Enfin, le travail sur la carte permet d'évoquer la marchabilité, et même le vélo, amené par les habitants. Une utilisation détournée de sculptures de Georges Salandre nous fait envisager un parcours oulipien dans la ville de l'ordre de la contrainte créatrice. Des lieux qui font débat, d'autres consensus, comme un parcours vers le centre commercial des deux vallées. J'apprends aussi qu'il existe un journal lycéen continu depuis dix-sept ans au lycée Aragon, l'Autruche. Anecdote ?

Le lendemain matin, je suis avec des lycéens de Rive-de-Gier et leurs deux enseignants, Claire et Louis. Dans le cadre d'une option « littérature et société », les deux enseignants du lycée Brassens ont construit une programmation annuelle sur l'urbanisme. Ils visitent avec leurs élèves l'immeuble Corbusier à Firminy, la cité Renaudie à Givors, participent à des conférences sur l'urbanisme à la villa Gillet de Lyon. Pouvons-nous les embarquer dans notre Midi-Minuit à l'Imprimerie-théâtre de Rive-de-Gier le 6 février, et pour quoi faire ? Nous discutons de la possibilité de deux ateliers que les lycéens animeraient, l'un sur leur programmation d'urbanisme, autour de la qualité des lieux, de la ville, des bâtiments, leur propre travail offert aux autres participants, un autre atelier pourrait être celui des lieux adolescents dans la vallée. Les lycéens se contentent immédiatement. Un premier dit qu'il n'y en a pas =, des lieux adolescents, qu'il faut aller ailleurs. Une autre lui répond aussitôt en énumérant et nommant un certain nombre de ces lieux. Ces contradictions



**image 4**, ci-dessus, Jean-Christophe Bailly, l'écriture contre les experts ? [extrait de *Télérama*], mais aussi la « provenance » contre « l'appartenance ».

d'un [apparement] improbable, mais [certainement] utile. Laboratoire Mobile Adolescent semble porter un riche potentiel de confrontation intergénérationnelle. Le midi, je mange avec deux enseignants d'histoire-géographie au lycée Aragon de Givors. J'arrive un peu en avance et descend à la modeste gare de Givors Canal, encore

desservie par quelques TER. La gare de l'endroit est sur l'autre quai, je sors par la gare de l'envers, un peu miséreuse et délaissée. Je rejoins le lycée par ces quartiers de pavillons et de petits collectifs, un peu anciens, puis me laisse happer par le quartier des Vernes. Nous y avons prévu un Midi-Minuit en avril. Le brouillard n'est pas vraiment levé, le quartier est calme, quelques habitants, jeunes et moins jeunes, discutent devant le petit centre commercial. À l'arrière, une démolition est en cours. Cette figure de la démolition de bâtiments relativement récents [au regard de l'histoire urbaine et de leur état physique] dans les quartiers d'habitat social commence à être bien renseignée. Ici, un parking semi-enterré

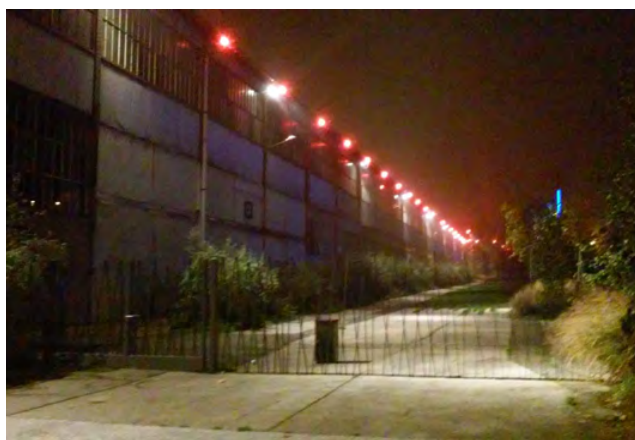


**image 5**, ci-contre, démolition du parking souterrain derrière le centre commercial de la cité des Vernes, Givors, novembre 2014.

est en train d'être grignoté au bulldozer. Deux hommes qui discutent en regardant le chantier me donnent quelques informations et jugent que c'est mieux, puisque les parkings n'étaient plus utilisés. Je remonte vers le haut du quartier dans la direction du lycée Aragon.

Alain et Sylvain, les deux collègues du lycée Aragon sont d'une grande écoute et utilisent les registres de la langue universitaire. C'est d'ailleurs l'un des éléments de nos échanges, en quoi cette langue fait-elle sens pour les lycéens, comment s'incarne-t-elle dans un faire-ensemble ? Nous voyons quel parcours urbain pourrait être envisagé avec les élèves, la question de l'écriture lycéenne des lieux, peut-être une proposition peut-être pour le Midi-Minuit d'avril. L'accueil est assez chaleureux et la proviseure me remercie de l'intérêt des chercheurs porté au lycée. C'est à la fois compréhensible, parce que le lycée de Givors est victime d'une labellisation dévalorisante, et en même temps, étonnant que ce qui paraît l'évidence - un grand lycée public est une ressource majeure du territoire - semble devoir être démontré, affirmé. Comment se dire qu'il se passe ici des choses importantes et que le débat éducatif, de l'apport du système éducatif, est une question politique et d'aménagement première. D'une certaine manière, Stefano, l'auteur du très beau texte

Le cantonnement publié par le Musée de la Mine de Saint-Étienne, 2008 et de concerts-lectures ne dit pas autre chose. Accepter les émotions, la perte, l'exil, en faire autre chose, une présence, grandir, circuler, habiter. Il intervient en écriture à la prison de femmes de La Talaudière. Né en Sicile, grandi à Lorette, Stéphanois ayant travaillé en Angleterre et en Zambie, Stefano comme Kader, avec qui je déjeune le midi même à Saint-Chamond, son engagement associatif et culturel, son expérience et ses projections, son regard précis et distancié sur la micro-politique locale, son enracinement, tous deux sont des activistes ordinaires des lieux et même un peu plus. Ils sont le centre des mondes qu'ils habitent. J'espère les revoir lors de mes prochains passages. Au moment même où j'écris ce récit, France-Culture reçoit Itziar Gonzales Viros, l'architecte et urbaniste barcelonaise, qui dans son serment d'Hippocrate singulier s'est engagée « à ne pas construire, mais à réparer ». En dialogue avec Patrick Bouchain, ils explorent la fabrique de l'urbain dans ses liens avec les êtres humains qui l'habitent, en offrant à la démocratie participative un cadre critique et imaginaire. « Seul le lieu permet le lien, sinon il y a juste le marché. » Je suis curieux de savoir comment les lycéens de Rive-de-Gier ont pu interagir avec cette architecte lorsqu'ils sont allés la rencontrer à Lyon avec leurs enseignants, le soir même de mon passage dans la classe. ■



**image 6** ci-contre, un bout de l'écoquartier en construction à Saint-Chamond sur le site de Novaciéries. Les jardins et la nef qui abrite dans ses premiers mètres une modeste Maison des projets et un petit Office de tourisme. [novembre 2014]



**image 7**, ci-contre, un arrangement urbanistique à côté du quartier des Vernes à Givors [novembre 2014].

## LE 11 DÉCEMBRE 2014, C'EST QUOI, LA GÉOGRAPHIE PARTICIPATIVE ?

Décembre 2014, le passage dans la vallée est plus bref, à nouveau une réunion de préparation, cette fois-ci à Rive-de-Gier. Un grand et riche entretien avec Emmanuelle et quelques personnes du CERPI, un nouveau passage chez les lycéens de Georges Brassens. Deux nuits chez l'habitant à Saint-Chamond. Le jeudi, un séminaire « expérimentions territoriales » à l'université de Grenoble. Oui, c'est quoi, la géographie participative et d'abord est-ce que ça existe vraiment ?

---

---

Les Midi-Minuit arrivent à grande vitesse.

Le même jour, j'apprends par des affichettes dans les gares que le TER entre Lyon et Saint-Étienne connaîtra des ralentissements en 2015, car les voies de la vallée vont être reprises et rénovées. Slow mood [quelque chose comme « soyons lents »]. Nous avons en fait à la fois besoin d'ouvrir et de coopérer avec ceux et celles que nous avons rencontrés, mais aussi d'organiser et de poser un cadre de fonctionnement, car nous sommes ceux qui faisons la proposition de cette recherche partagée et de cet événement collaboratif singulier. C'est l'objet d'une réunion de préparation à l'Imprimerie-théâtre de Rive-de-Gier le mardi soir : préparer le Midi-Minuit du 6 février. Roland, le directeur, n'est pas là, Aziz et moi accueillons le petit groupe et nommons les excusés et les absents par position ou distance [élèves, étudiants, collègues]. Une personne de Givors arrive de manière inattendue et c'est très bien : à la fois, elle nous dit l'intérêt du Moulin Madiba de Givors [le nouveau lieu socio-culturel de la ville] et montre qu'il y a de la porosité entre les villes de la vallée. Le matin même, un quasi-Givordin était à L'Herme parmi les gens du CERPI.

Le tour de table est riche, la discussion à peine polluée par un article à charge du journal Le Monde sur la pauvreté à Saint-Étienne. Le lendemain, le journal local propose plusieurs réponses assez courroucées. Nous repartons avec les photocopies de cette « attaque » et des « ripostes ». Ainsi, la presse a-t-elle toujours cette capacité à faire débat, théâtre. Le vendredi, avec Aziz et Fanny [l'enseignante-chercheuse coordinatrice de l'atelier étudiant auquel nous avons passé une commande, voir à la fin de ce texte], nous produisons une version zéro de la programmation du MM.

Jongler avec les lieux à occuper, construire des parcours, questionner les postures d'animation, être dans l'hospitalité [qui vient certes de la common decency, le bon sens populaire du don et contre-don, du refus de parvenir, cher à George Orwell, mais qui se développe, s'entretient, s'organise aussi], mais aussi la construction d'une parole ainsi partagée, à archiver. Proposer un cadre compréhensible que les autres puissent ensuite modifier, attraper. Vérifier la faisabilité de tout. Sacré travail. Nous devons le partager absolument avec les étudiants comme un élément important de leur formation. C'est une proposition zéro. Elle vaut pour cela aussi. Je m'en sers pour activer la préparation de Givors.

J'ai dormi deux nuits à Saint-Chamond, accueil simple, efficace et chaleureux. Charmant. Les gens au travail aussi, le rythme. Le lundi soir, 8 décembre, c'est la fête des Lumières, aux discrètes bougies sur les fenêtres du centre-ville de Saint-Chamond, ce n'est plus comme avant dit-on. Peut-être. Un feu d'artifice est tiré sur la place de l'Église, nous entendons le bruit, la musique et voyons ces illuminations depuis un balcon près de la gare. Le lendemain, nous saurons que d'autres personnes ont fait le déplacement à Lyon pour l'événement. Le mercredi matin, nous revoyons le sport matinal des couples avec enfants en bas-âge, puis nous filons au lycée. Une heure et demi d'échanges avec les lycéens de seconde en deux groupes. Un enthousiasme pour la question de l'accueil dans le MM, est-ce le désir d'hospitalité et de parade, de tchatche, le dynamisme de la jeunesse, allié peut-être à l'évitement de fonctions plus scolaires dans le MM ? Nous le saurons plus tard, le jour même. J'éclaircis en tous cas le statut a-scolaire de l'événement, sa mixité, son incertitude, sa liberté d'inventer quelque chose. De fait, des propositions émergent de parcours : le jardin des plantes, le marché, le MacDo. Je leur pose aussi la question de confiance : à entendre dire qu'ils sont en difficulté avec l'écriture, je leur demande s'ils se sentent capable d'écrire un texte sur un lieu qu'ils auraient choisi. Une bonne moitié du groupe lève la main. Par expérience ou optimisme raisonné, je me dis que ceux-ci [plutôt celles-là] sont effectivement capables de le faire, car elles s'y sont engagées publiquement et pourront ainsi faire advenir cette

action. J'entends quelques lycéen-ne-s faire part de leur statut d'habitant-e-s, de leur statut de lycéen-ne « situé-e ». Aziz, dans l'autre salle, explore d'autres aspects, on est déjà dans la salle des cartes du MM.

Il me faut aussi parler de la rencontre avec le CERPI, au 17 de la rue Langard à L'Horre, le mardi matin, grâce et avec Emmanuelle. J'ai un peu d'avance, de très fines particules de neige arrivent jusqu'à moi, seuls les commutants du Pilat arrivent avec des voitures enneigées. Je traîne sur le parking de l'Église, quelques personnes attendent des covoiturages, quelques parents sortent de l'école. Un policier municipal me demande par la vitre ouverte de son véhicule si je suis perdu. La liste des thèmes qui sont évoqués est bien trop longue pour être restituées, puisque nous dérivons même jusqu'aux « croqueurs de pomme », une association pour la conservation et la promotion de variétés anciennes de pommiers. Celle-ci a trois vergers conservatoires et organise des cours de taille, entretien, greffe. C'est le « FabLab » des pommes du Jarez, c'est aussi la marque de cette proximité entre campagne et industrie, qui est revenue plusieurs fois dans les échanges. Le Centre d'Études et de Recherches sur le Patrimoine Industriel [CERPI] : valorisation de la mémoire industrielle de la vallée du Gier, du Dorlay et du Janon en s'appuyant sur quelques sites témoins d'une activité passée et ayant échappé à leur disparition. La multiplicité des ressources que le CERPI peut mobiliser le fait apparaître dans presque tous les dossiers : crise, mais maintien de la culture industrielle [atomisée en ces entreprises], formation des jeunes, urbanisme et dépollution des sites, mise en tourisme, mémoire de la vallée, écriture et édition indigènes, tissu associatif industriel et post-industriel [les bibliothèques des entreprises avant les médiathèques], vie syndicale et politique, etc. Une quarantaine de cotisants, le double en AG, des personnes-ressources précises et outillées, nous nous en rendons compte immédiatement, des subventions particulièrement modestes et loin des actions et de l'ambition d'une telle association. ■

image 8, ci-dessus : la programmation zéro du Midi-Minuit de Rive-de-Gier

# MIDI - MINUIT

## Ateliers participatifs

Faites nous voyager dans votre vallée !

12 H Midi-Minuit est un atelier participatif du projet «Voyage-s dans la vallée»...

14 H ... une recherche collective sur la vallée du Gier,

16 H la ville ordinaire et la vie quotidienne entre deux métropoles, St-Etienne et Lyon.

18 H Notre idée est simple:

20 H les habitants sont les meilleurs connaisseurs de leur territoire,

22 H nous souhaitons donc vous inviter à partager votre perception de la vie quotidienne dans la vallée à travers ce programme.

24 H Ou bien tout simplement, venez partager

# Balades urbaines dans la vallée #

# Atelier de texte #

# Carte des émotions #

# Laboratoire image #

# Café chaud continu #

# une soupe # !

Rdv au 6 Février 2015  
22 Rue Claude Drivon  
42800 Rive-de-Gier

Partenaires:



Organisateurs:



Gratuit pour tous !

A partir de 12 H !



Alors, c'est quoi la géographie participative et est-ce que ça existe ?

Notre commande PUCA aux étudiants du master d'urbanisme à reformuler et articuler aux autres commandes par les étudiants eux-mêmes

Cinq groupes d'étudiants, cinq propositions

**dimension vallée et articulation PNR;** [structure politico-administrative, morphologies, mobilités, réseaux, ville-porte PNR, ...]

**transition socio-écologique, signes publicitaires, signes ordinaires**[dépollution, bimby informel, OPAH, écoquartier]

**« communautés », sentiments, lieux, places, réseaux, représentations;** [autour du mot lui même dans toutes ses acceptions]

**démarches participatives;** [état des dispositifs participatifs obligatoires et volontaires à RDG, étude critique et thématisation de la plate-forme numérique]

**« fond de métropole »** [un processus en cours, des éléments de métropolisation à RDG, Givors]

### LE 30 MAI 2015, INATTENDUS DE RECHERCHE

Mai 2015, l'âne sent l'écurie et le projet de recherche le sapin. Les Midi-Minuit ont eu lieu en janvier et février, denses, surprenants, lents à décrypter, à apprécier, à digérer. Une belle chose improbable, éphémère, mais reproductible certainement. Sont-ce là ces sortes de façons de faire que nous cherchions ? Nous passons une semaine de séminaire à Grenoble pour construire la structure de notre rapport final et explorer la faisabilité du Guide indigène de la vallée du Gier, notamment sa réticularité, sa temporalité, sa dynamique de récit et sa logistique de production-diffusion. De part et d'autre de cette « semaine à la table », nous organisons le dimanche 24 mai une « foot-analyse » au soccer-vallée de L'Horme, match en salle suivi d'entretiens avec les joueurs, tandis que le jeudi soir de la semaine suivante, une invitation a été lancée au cinéma le Chaplin de Rive-de-Gier. Autour du film La place, la première comédie musicale algérienne sur fond d'urbanisme low-cost et de société bloquée, nous échangeons avec une trentaine de spectateurs.

Mais le vendredi 23 mai en soirée, c'est d'abord la restitution publique de l'atelier des étudiants de master 1 de l'Institut d'Urbanisme de Grenoble à l'Imprimerie-théâtre de Rive-de-Gier, leur commanditaire

[car la Ville n'a pas réussi à s'engager en direct sur l'atelier]. La salle est pleine : les trois principaux adjoints du maire, le DGS, des associatifs, des habitants, des gens rencontrés au fil de la recherche, les étudiants eux-mêmes [tous ne seront pas sur l'estrade]. Ces restitutions ne sont pas un moment facile des formations en aménagement et urbanisme. Il m'a été donné d'en voir à Nantes et Paris. Les modalités sont variables, souvent encombrées, trop d'étudiants, trop peu de temps, trop peu de diversité, trop peu de relations de recherche. Parfois réduites à un exercice scolaire, sans commanditaires extérieurs, mais aussi sans retour aux acteurs sollicités en cours d'atelier, elles se révèlent rugueuses, abstraites, conformes, sinon fortement déficitaires. Elles inquiètent sur ce que les formations longues font aux étudiants qui les parcourent, leur bureaucratisation progressive par l'allongement des cursus toujours massivement scolaires. À Rive-de-Gier, il se passe en tous cas quelque chose dans la salle, car les acteurs de la « ville ordinaire » sont là. Ils sont venus et c'est suffisamment rare pour que cela soit signalé plusieurs fois dans le débat. Nous partageons une soirée de restitution extra-ordinaire dans la ville ordinaire. Il se passe quelque chose plutôt que rien et, à l'évidence, tous les présents y sont pour quelque chose. Pourtant, la présentation des étudiants souffre dès son introduction d'une inclination trop forte au formalisme : traces réduites de leur activité pourtant significative de géographie sensible, de leur infiltration ponctuelle, mais réelle dans le tissu social de la ville, des belles expérimentations menées dans les deux Midi-minuit qu'ils ont co-animés activement avec nous, de leur propre acculturation à RDG [perdre ses préjugés et son sentiment d'extériorité, un vrai travail]. Après un diagnostic assez classique, et qui élude aussi la question de populaire et du multiculturel dans Rive-de-Gier, à la manière de la plupart de acteurs présents dans la salle ce soir là [nous inclus], trois propositions viennent nourrir le « projet urbain » de la commune. D'abord une circulation douce sur l'axe fond de vallée, puis un aménagement récréatif de la gare et des berges du Gier, enfin la création d'un événementiel urbain lié au tissu associatif. À ma façon, je trouve les acteurs dans la salle très indulgents et il faut se demander, comme Inès, l'une des encadrantes, si le rôle des étudiants ne doit pas être totalement autre chose. Il ne suffit pas de « retrouver » les axes de travail de la collectivité, ses dossiers en cours. Les ateliers d'étudiants doivent-ils eux aussi être dans un moment de rupture avec le sens commun de la collectivité [son projet urbain], voire de l'ensemble des acteurs ? Nous observons aussi, au delà des convenances d'une petite ville, que les acteurs présents sont en interaction manifeste et qu'il s'agit d'une interaction globale, bien au delà des éléments de la présentation des étudiants. Le buffet partagé après la réunion en apporte de nombreuses illustrations par la multiplicité des conversations, la longueur des

échanges, la satisfaction du commanditaire qui veut bousculer la ville ordinaire et dit que ce soir, c'est un peu ce qui s'est passé. En tirerions-nous une leçon avec lui, que l'important n'était pas ici l'exhibition d'un projet étudiant sur la scène, mais la mise en réseau des acteurs dans le débat et ses suites, coulisses, ciments pour fumeurs, tables et buffets. Disons que tous les acteurs ont « refait le match » pendant le buffet, et, qu'au fond, bien plus de parole semble avoir été échangée après que pendant la restitution étudiante.

Dimanche 24 mai, 10 heures du matin, arrivant de Saint-Étienne par l'un des très rares bus dominicaux de la ligne 5, celle qui descend la vallée du Gier [Châteaucreux-La Madeleine], je suis l'un des premiers joueurs à me présenter au Soccer-vallée de L'Horme, nouveau lieu sportif privé installé dans une friche industrielle entre la rue principale et le Gier. Le soccer possède deux terrains couverts, un terrain en extérieur, des vestiaires, un grand comptoir, une salle couverte et une terrasse. Chacun d'entre nous paye 20 € pour jouer une heure trente, boire et manger un barbecue en terrasse. Significativement, il a été plus facile d'aller dans cette salle privée que de trouver un terrain de football public en extérieur. Nous verrons plus loin d'autres exemples de la complexité du monde sportif d'en-bas. Pourtant, tous les joueurs présents sont d'anciens footeux qui connaissent bien la ressource « football » locale, c'est d'ailleurs la raison d'être de ce match : une tentative de « foot-analyse ». Aziz, chercheur issu de la vallée et ancien joueur, a organisé ce match avec la complicité active d'autres anciens joueurs du même club. Tous ont vieilli, enfanté, trouvé des occupations diverses, en réussite ou moins en réussite - comme les trois chercheurs qui jouent ce dimanche-là. Nous sommes une quinzaine à jouer. Femmes et enfants n'ont pas été invités volontairement [il n'y pas d'horaire de fin]. C'est une même génération, qui, à l'heure du repas, est doublé par quelques anciens, entraîneurs d'alors, souvent liés de famille avec les joueurs. Quelques mamans de joueurs feront également un bref passage pour amener des desserts préparés par les joueurs [affirment-ils] et saluer notre troupe. Au terme du match et de la séance de penaltys, une grande discussion décousue s'engage autour de la table. On refait plus que le match, on refait la vie. C'est un groupe d'âge lié par une pratique intensive d'un sport qui se retrouve. De précédents matchs ont existé, le dernier, il y a quatre ans. L'enregistreur tourne sur la table. Puis Jean-Michel et moi réalisons des entretiens par trois, au calme. Parler de jactance ici n'est pas un vain mot. C'est une matière énorme qui est échangée. Nous quittons les lieux vers 18 heures pour retourner à Grenoble, le groupe est encore conséquent. Pour l'étranger que je suis, ce qui me frappe le plus, c'est l'éloge d'une certaine forme d'enfance et de socialisation [avec son endroit et son envers], dont plusieurs

joueurs estiment qu'elle a disparu et qu'ils sont au fond une « dernière » génération de quelque chose.

Une des spectatrices au cinéma de RDG ne dit pas autre chose. Évoquant son enfance très communautaire, dans une période où les cantonnements sont encore présents, cette femme d'une quarantaine d'années raconte comment elle a vu peu à peu le mélange se faire dans la vallée, à travers des stratégies résidentielles d'ascension socio-spatiale et de désenclavement. De retour à RDG après une longue période à Oullins, ville bourgeoise de la banlieue lyonnaise, elle décrit une forme de re-ghettoïsation, notamment à travers une description très déficitaire des établissements publics d'éducation de la ville [elle sera sur ce point contredite]. Croisant d'autres éléments issus des entretiens, nous pouvons peut-être ici faire l'hypothèse de la parenthèse enchantée, c'est-à-dire d'un moment historique relativement court, dans lequel le plein emploi et les formes diverses de l'État social dans un territoire bon marché et plein d'opportunités d'accession à la propriété, ont permis à des familles ouvrières issues de l'immigration de se déségréguer. Cette parenthèse enchantée serait close aujourd'hui, à la fois par les effets pernicioeux de sa propre logique d'évaporation des familles en réussite des quartiers les plus pauvres, mais aussi par le profond changement de contexte socio-économique. Dans le cinéma, après un film que je qualifie, pour mon plus grand plaisir [celui des spectateurs a été audible tout au long de la projection], de « farfelu », je présente le Guide indigène de détourisme de la vallée du Gier, un autre projet « farfelu ». Épelant et disséquant ce titre à rallonge, je suis doublé par la même spectatrice, qui donne une définition brutale et sèche du mot « indigène ». Ça voulait dire « sous-homme ». Oui, c'était cette novlangue coloniale, où « indigène » voulait dire, en théorie et en pratique, « sous-homme ». L'arrivée en retard d'un petit groupe de spectateurs, jouant bruyamment son rôle de spectateurs justement, provoque de petits remous, trahissant aussi les différentiels d'usage des lieux dans la vallée et reposant la question du populaire et de l'entre-soi. Nouveau retour à Grenoble pour une dernière journée de séminaire. La deuxième partie de la descente du Gier, du Gier « utile » des géographies statistiques, prévue le week-end suivant a été ajournée et reportée à l'automne pour un possible vernissage itinérant du Guide indigène.

Pour clore ces fragments qui s'arrêtent brutalement à la manière d'une sortie de route, nous reproduisons cette note de lecture qui avait été incluse dans le blog avec les récits. ■

## **Le 20 mai 2014, De l'intervention sociologique à la démocratie dite participative en passant par le goût de l'observation [ou inversement]**

Il s'agit de présenter ici rapidement des livres issus de la recherche en sciences sociales qui nous ont inspiré et aidé à répondre à l'appel d'offres du Ministère de l'écologie [PUCA] fin 2013. Il s'agit aussi de lectures ultérieures en cours de projet, qui peuvent nourrir les chercheurs ou les habitants qui ont bien voulu s'intéresser à notre travail.

Couramment, la recherche en sciences sociales ou les sciences appliquées [urbanisme, aménagement du territoire] ne font pas des habitants des partenaires inscrits dans une relation égalitaire ou équilibrée avec les professionnels et les élus. De même, professionnels et élus n'ont pas la même culture, ni les mêmes intérêts. Dans l'ouvrage collectif *L'implication des habitants dans la fabrication de la ville : métiers et pratiques en question* [Biau, Fenker et Macaire, Ramau 6 novembre 2013, éditions de la Villette], les auteurs dressent un constat sévère des procédures participatives, quelles soient obligatoires ou volontaires. La très forte résistance des cultures professionnelles à un échange avec les habitants interroge notamment les modes de formation et de reproduction des différentes spécialités. Les dispositifs étudiés montrent que l'échelle temporelle et spatiale des dispositifs et la compression des sujets de délibération empêchent toute coproduction et jettent le soupçon sur la plupart de ces dispositifs. En contrepoint, la première partie intitulée « la montée de l'expertise habitante » montre comment la dépolitisation et l'incompétence habitantes ne peuvent être tenues pour vraies et que le maintien du « grand partage » entre « savoir profane » et « savoir savant » [l'expertise] est largement responsable de cette dérive occupationnelle de la démocratie dite participative. Les habitants et leur habiter sont disqualifiés et découpés en morceaux : riverains, usagers, profanes, électeurs, etc. Le livre *L'intervention sociologique, histoire[s] et actualités d'une méthode* [Cousin et Rui, 2010, PUR] revient sur une méthodologie née dans les années 70 pour étudier les mouvements sociaux puis transformée progressivement pour pouvoir étudier des situations marquées par l'incertitude, la précarité, les conflits sociaux. Le livre *La galère, jeunes en survie* [Dubet et al., 1987, Fayard] est un exemple de ces recherches très ambitieuses et en même temps marquées par la fragilité des dispositifs, le doute permanent, mais la réalité d'une coproduction d'une connaissance par des chercheurs et des groupes hétérogènes d'habitants. Par la difficulté à grouper des habitants pour délibérer sur la société [angoisse permanente des chercheurs], les auteurs montrent qu'il ne s'agit pas que de désintérêt, mais de phénomènes complexes, affinités locales, manque de crédibilité des chercheurs, manque de disponibilités



ou d'intérêts [au sens fort] des habitants, voire risque d'augmenter l'anxiété sociale en développant une analyse objectivante de situations difficiles sans outils pour les modifier. Nous ne faisons bien sûr aucun usage de cette méthodologie très particulière, cependant nous avons quelques affinités - nous-mêmes bricolons.

La question de l'observation, à la fois du côté des chercheurs, Le sens de l'observation, comprendre et pratiquer l'observation participante en sciences sociales [Peneff, 2009, La Découverte] comme du côté des habitants, La ville est à nous, manuel pour une lecture de l'espace urbain [Ne Pas Plier, De Bary, 2010, Ne Pas Plier] apparaît centrale. Il est facile de constater que les pratiques des chercheurs, inspirés notamment de l'empirisme radical d'Howard Becker, et celles de associatifs et des intervenants en milieu scolaire, se ressemblent beaucoup, mais ne se citent pas et semblent s'ignorer. Que penser alors du rôle de l'Université à ce moment dans la société ? L'abondance des propositions, des postures, des contraintes créatrices se retrouve aussi dans les ressources mobilisées dans les ateliers d'écriture [au sens large]. Ce goût de l'observation semble bien partagé, alors nous pouvons en faire quelque chose assurément. En déconstruisant quelques pères fondateurs de l'ethnologie [Malinowski, Leiris, Lévi-Strauss], le livre L'expérience de terrain, pour une approche relationnelle dans les sciences sociales [Mohia, 2008, La Découverte] revient sur la mise en objet des sujets habitants étudiés par le chercheur, sur « l'objectivisme tenace » qui évacue « la relation à l'autre ». Or, « il n'existe pas de réel humain en dehors de la relation à l'autre. L'expérience relationnelle de terrain précède nécessairement l'enquête sur un objet donné. » Comme Peneff, Mohia montre les ravages que produit l'usage excessif de la théorie, elle-même pré-définie, contre l'expérience relationnelle du terrain. L'ouvrage Les sciences de l'imprécis [† Moles, 1990, Le Seuil] aux trouvailles extraordinaires malgré l'insouciance technophile de son auteur, ouvrent à la psychogéographie, cette intégration des subjectivités dans des procédures scientifiques. Augustin Berque, dans Poétique de la Terre, Histoire naturelle et histoire humaine, essai de mésologie [2014, Belin] revient sur le sens de la relation d'une société à son environnement. Le projet de « renaturer la culture, reculturer la nature par l'histoire » invite à faire retour sur le mythe du sujet individuel libre de tout environnement, de tout cosmos et à regarder le territoire comme une construction relationnelle. De même, Une autre histoire des « trente glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre [Pessis, Topçu et Bonneuil, 2013, La Découverte] invite à revisiter non classiquement le récit national, mais le récit du progrès comme récit national autoritaire. Acceptons-nous encore aujourd'hui aussi facilement

cette expression de « Trente glorieuses » [Fourastié, 1979] comme nous acceptons le mot de crise ?

Dans tous ces textes de gens plus ou moins connus [mais plus connus que nous certainement], nous nous voyons aussi en miroir, chercheurs modestes, à l'œuvre dans un territoire, la vallée du Gier, avec des habitants, ceux que nous avons pu solliciter et qui ont accepté de nous rencontrer. Habités par le doute, nous cherchons à produire avec ceux qui acceptent de le faire un état de « l'habiter » de cette vallée, forcément lacunaire, mais pouvant, par son existence même, produire des interactions actuelles et à venir. ■







# Carnet photographique



1. Porte d'entrée de la piscine intercommunale de la CC du Pays du Gier, atelier numérique « Voyage-s dans la vallée », photographie d'un lycéen, Genilac, septembre 2014 ;

*Sur la vitre, figuré des noms des dix-sept communes porteuses du projet. On note l'absence des communes de Saint-Chamond et de Lorette*

2. Affiche de la campagne pour l'engagement : Les Extraordinaires d'EMMAÛS Rhone-Alpes sur la devanture du magasin EMMAÛS à Saint-Etienne, Novembre 2015;

*Connexion et circulation des idées entre les mondes de la recherche ordinaire et de l'engagement ordinaire*



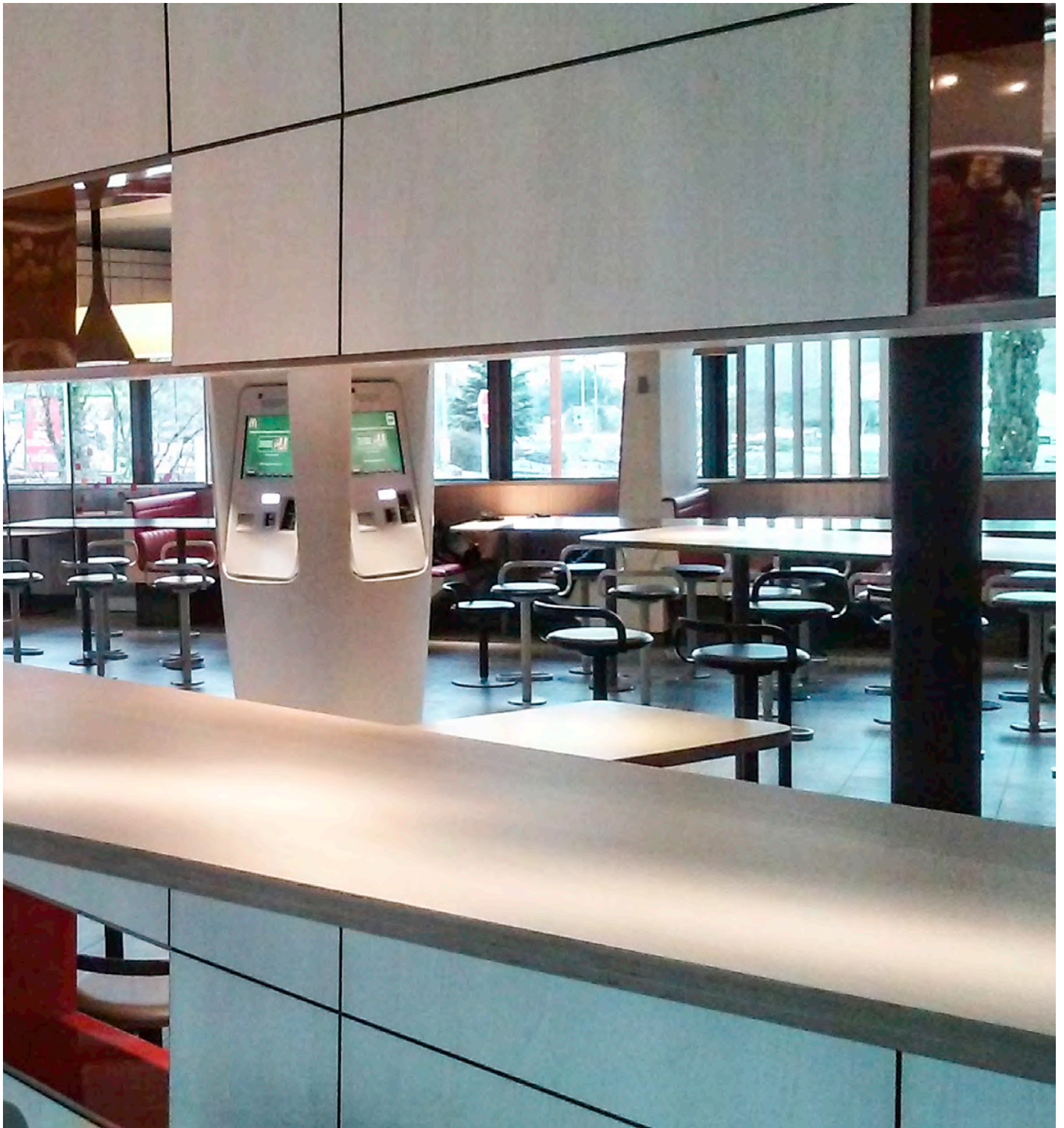
3. Groupe de retraité-e-s de la vallée du Gier lors d'un circuit de visite du patrimoine industriel de la vallée par le Centre d'Étude et de Recherche du Patrimoine Industriel du Pays du Gier (CERPI), avril 2015 ; *Vallée industrielle, mémoire ouvrière, résurgence du passé, inventaire et transmission d'un héritage social lourd mais puissant, dans le champ des techniques industriels*

4. Les contre-entretiens, le regard de l'acteur sur une démarche de recherche ordinaire, mai 2015; *Au sujet de la posture et de l'attitude du chercheur face à son objet : Venir, prendre, partir ...*



5. Restaurant MacDonald, détail intérieur, Rive-de-Gier, février 2015, avec un groupe de lycéennes ; *un lieu de convergence, un lieu attractif, un lieu d'inter-connaissance, la huitième merveille de la vallée, une vision idéalisée et performative de la restauration rapide comme sociabilité contemporaine*





6. Série « devanture de la vallée » ; snack et bar AS Chaumière, proche du lycée George-Brassens, hauteur de Rive-de-Gier, septembre 2014 ; *la vie locale et lycéenne, une image du quotidien aux portes du lycée dans un quartier périphérique*

7. Série « devanture de la vallée » ; friche commerciale, centre-ville de Rive-de-Gier, de nuit, février 2015 ; *effet et lenteur des mutations locales*

8. Série « devanture de la vallée » ; devanture fermée dans maison sur rue, mai 2015 ; *réplique d'une imagerie de façade sur rue de la vallée, possible réaménagement du commerce, destination incertaine*



9. Série « devanture de la vallée » ; boulangerie, friche commerciale, février 2015 ; *effet et lenteur des mutations locales,*

10. Série « devanture de la vallée » ; charcuterie « au cochon brûlée », friche commerciale, février 2015 ; *effet et lenteur des mutations locales*

11. Série « devanture de la vallée » ; boucherie Aziz, centre-ville de Saint-Chamond, avril 2014 ; *le petit commerce, le petit commerce maghrébin, croisements de formes économiques et ascension sociale, une modernité périphérique*





**12.** Itinéraire documenté à Rive-de-Gier, vue depuis les faubourgs de la ville, sur les balcons nord de la ville : le tissu urbain vieillissant de la période industrielle, le viaduc de Rive-de-Gier, les coteaux fruitiers du Jarez, février 2015 ; *exploration sensible, s'appropriier un territoire en marchant, sur le chemin du cimetière*



**13.** Atelier de cartographie, midi-minuit à l'Imprimerie théâtre, Rive-de-Gier, février 2015 ; si « la géographie, ça sert d'abord à faire la guerre », alors exigeons de l'IGN une carte unitaire de la vallée du Gier et non cet assemblage biscornu de trois feuilles

**14.** La station-service Total de l'A45, voie montante, commune de Saint-Romain-en-Gier, mai 2015 ; de l'autre côté des voies, on devine, derrière les grillages, le chantier de démolition de la station-service Total jumelle, voie descendante, fermée il y a quelques mois.



**15.** Atelier de cartographie, midi-minuit à l'Imprimerie Théâtre, Rive-de-Gier, février 2015, scène de recherche participative, des lycéens localisent leur lieu de résidence en présence d'une sociologue, en arrière-plan des étudiants en urbanisme, *attention, culture commune, modes relationnels, situations, attitudes*

**16.** Atelier d'écriture, midi-minuit au théâtre municipal de Givors, délocalisation de l'atelier dans le café magrébin, centre-ville de Givors, janvier 2015 ; *quelques objets personnels, description de l'intimité du café magrébin où se déroule l'atelier d'écriture au milieu des hommes jamais repartis du foyer Sonacotra, modes relationnels, situations et attitudes...*



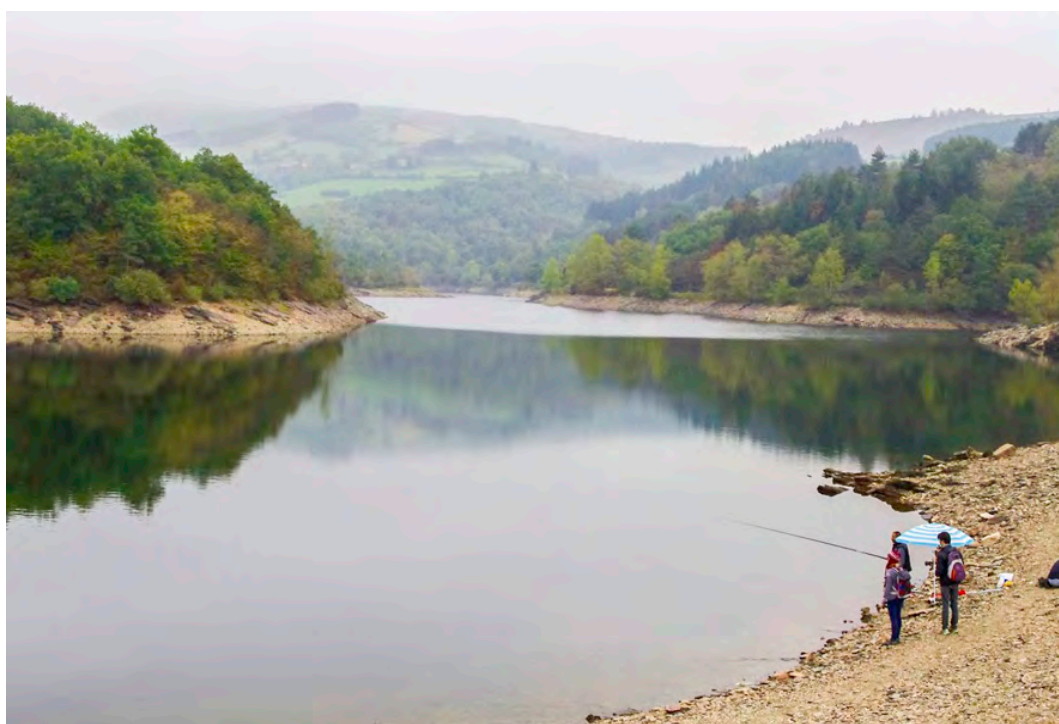
17. Série « paysage de la vallée », l'industrie. Antropocène, la cheminée de la verrerie à Givors, octobre 2015 ; *allégorie du désenchantement, la cheminée comme conservatoire anthropocène dans la vallée au milieu d'un site déserté le long du quai Eugène Souchon cofondateur des verreries, des entrepôts, le brouillard*

18. Série « paysage de la vallée », la campagne. Poney dans un champ aux arbres calcinés, pas d'abri, agriculture dérivée, décembre 2015 ; *sur les hauteurs dans les coteaux, loin des enjeux de l'héritage industriel de la vallée du Gier, deux systèmes étrangers l'un à l'autre.*



**19.** Série « paysage de la vallée », la campagne agricole. Un chemin d'accès à la ferme, aux terres, maison et murs de pierre, hangar plus moderne ; paysage collinaire et plaine, janvier 2015 ; *vision contemporaine d'une certaine France rurale*

**20.** Série « paysage de la vallée », la campagne, Antropocène, barrage du Couzon, un pêcheur, des étudiants en urbanisme, décembre 2015 ; *énergie hydroélectrique, réserve de pêche artificielle, espace social*



**21.** Lotissement Castor stéphanois, chantier de 1950, circulation des savoirs ; Jules Barbaroux ancien des Castors, entretien réalisé par Georges Ville CERPI, retranscription Emmanuelle Force, monteuse d'images, CERPI, avril 2015, Saint-Etienne

*« Nous avons fabriqué nos moellons. L'entreprise de maçonnerie Adami qui travaillait sur le chantier nous a prêté une machine à confectionner les moellons. À l'entrée du chantier, sous un petit abri, chaque soir après le travail, à tour de rôle, une équipe de deux à trois personnes fabriquait des parpaing (qui étaient pleins) avec du ciment et du scorie de mine*







**22.** Roger Rocher,  
président de l'ASSE de  
1961 à 1982 ;  
*Allégorie figurative dans  
un café de la vallée,  
distinction culturelle,  
géographie populaire*

23. **Série** « autonomie dans la ville ordinaire, pulsation, temps et rythme » ; jeu gonflable sur la rue, centre-ville de Rive-de-Gier, octobre 2014 ; *jour de marché*

24. **Série** « autonomie dans la ville ordinaire, pulsation, temps et rythme » ; glacier ambulant parfois nommé camion-glacier, centre-ville de Rive-de-Gier, avril 2015 ; *jour de glace*



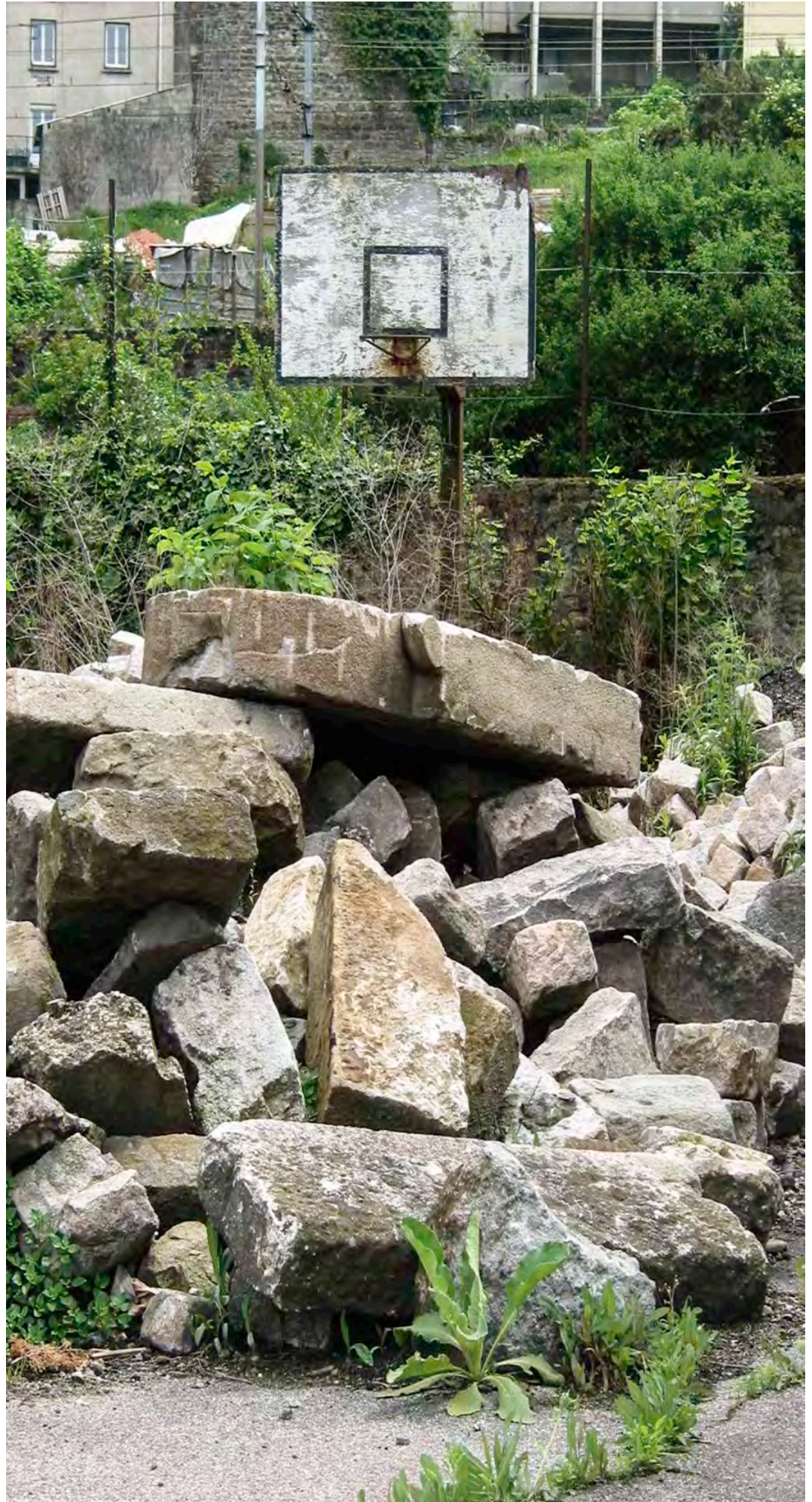


25. Un parking d'un immeuble HLM, à l'arrière-plan, un parking commercial et l'église Saint-Jean Baptiste, Rive-de-Gier, février 2014 ; un ensemble d'objets urbains (voiries, véhicules, bâtiments, patrimoine) plutôt modestes et populaires dans une ville paupérisée, ordinaire.

26. Grands jardins cultivés et hameaux anciens coincés entre l'auto-route et le Gier, Rive-de-Gier, février 2015 ; traces actives de la mixité « agro-industrielle » au contact de la grande industrie et de la ruralité, d'avant les grands aménagements et l'intervention urbaine des municipalités.



27. Le cinéma «Paradiso», surgissement de l'enfance, Lorette, avril 2014 ; la friche est un élément du paysage de la vallée comme ce terrain de basket, repère historique dans l'histoire particulière d'un habitant de Lorette



**Série** « midi-minuit, une expérience politique et scientifique moderne, théâtre de l'imprimerie, Rive-de-Gier, février 2015 »

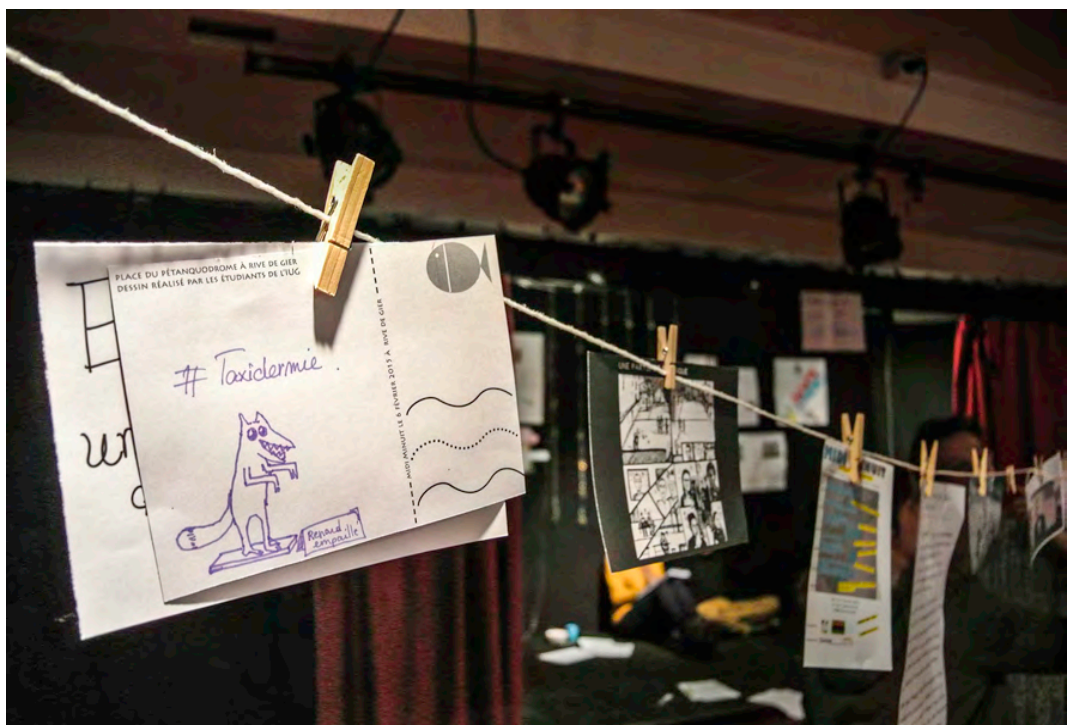
- 28. Collage 1
- 29. Collage 2
- 30. Collage 3

- 31. Vue intérieure de la salle de cartographie depuis la cour
- 32. La cour, le soir avant minuit
- 33. Vue de la cour depuis la salle de cartographie



**34.** Remise des travaux de la conférence métropolitaine, Rive-de-Gier, octobre 2015 ; *seconde table ronde ; néo-industrialisation, écho de l'ère industrielle du 19ème, une projection, une exploration en miroir d'un passé incertain, des conséquences sociales du progrès avant à l'extinction du tissu industriel de la vallée*

**35. Série** « midi-minuit, une expérience politique et scientifique moderne », théâtre de l'Imprimerie, Rive-de-Gier, février 2015 ; *taxidermie dans la vallée*



**36.** Centre commercial des deux vallées, Givors, novembre 2015; Les voitures patientent paisiblement stationnées sur le vaste parking. A l'arrière plan, les contres-forts du Pilat rhodanien. Derrière le centre commercial, le Gier et devant le parking non visible, la ligne TER Lyon-Saint-Etienne et l'A47.





**Série**, autonomie dans la ville ordinaire : pulsation, temps et rythme, avril 2015;

**37.** Le pétanquodrome en plein centre-ville; Rive-de-Gier, *un réseau relationnel particulier, autonome.*

**Série**, midi-minuit, «une expérience politique et scientifique moderne», Imprimerie Théâtre de Rive-de-Gier, février 2015,

**38.** *le presse agrume mexicain...une approche relationnelle avec les lycéens , merci héri !*



**39.** Rue pavillonnaire montant au lycée Georges Brassens, « fouilles géographiques » des lycéens, Rive-de-Gier, septembre 2014 ; *Une esthétique populaire fréquemment animalière, un tissu de petits commerces liés à la proximité du lycée, l'effet structurant d'un lycée péri-urbain.*

**40.** Démolition d'un parking inutilisé, quartier des Vernes, Givors, novembre 2014 ; *Quelques rares spectateurs, qui justifient la démolition par le devenir inutile et anxigène du parking inutilisé et vide.*







**41.** Vieux cimetière, tombeaux des frères Marrel, forgerons et fondateur de l'industrie métallurgique à Rive-de-Gier, visible de loin, Rive-de-Gier, février 2015, *la mort comme enquête sociale, lire les structures et hiérarchies sociales d'un territoire*

**Série**, architecture, typo-morphologie, vallée du Gier, le fond de vallée industriel et ces coteaux

**42.** petit collectif, centre-ville de Rive-de-Gier, février 2015

**44.** maisons sur rue, maisons ouvrières, Rive-de-Gier, octobre 2014.

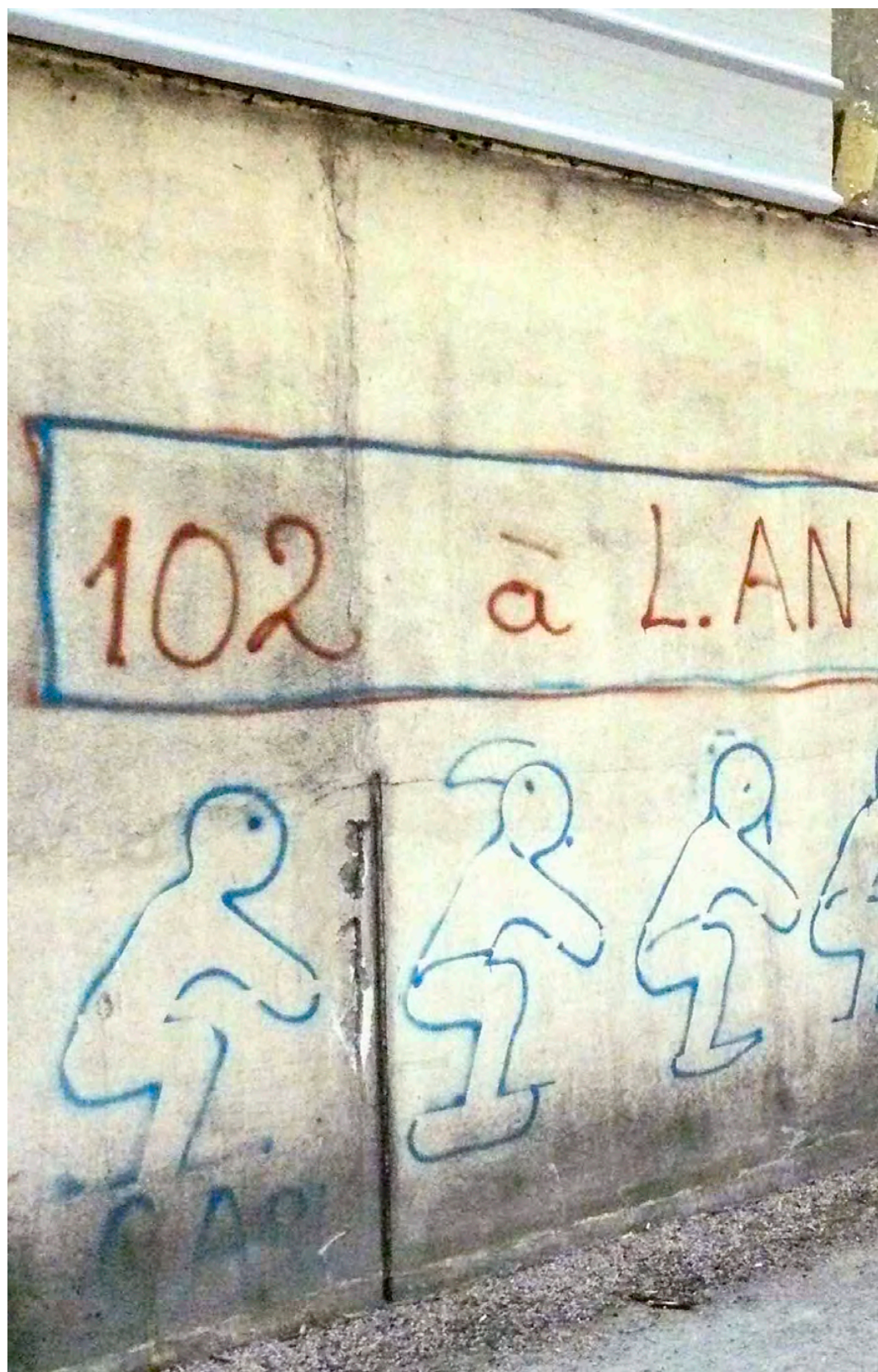
**45.** mutation, Pilat, février 2015

**43.** ancienne passementerie réhabilitée en musée du patrimoine industriel, Pilat, février 2015

**46.** maison de ville, chemins et directions, Rive-de-Gier, février 2015.



47. Graffitis, la fermeture de la verrerie de Rive-de-Gier, cent-quatre vingt ans après l'installation de la première verrerie, le 6 octobre 2015 la conférence métropolitaine a remis son rapport sur la néo-industrie dans la vallée intitulée «l'usine du futur»







**48.** Anniversaire pour les 50 ans de l'union des communes du «Grand-Chamond», avril 2015  
*communication sur les paroles ordinaires, paroles légitimes.*

**49.** Gaza, Beyrouth, Rive-de-Gier 1, le viaduc la nuit, Rive-de-Gier, février 2015; *la nuit dans la traboule, le viaduc, le bruit de l'A7, impression méditerranéenne.*

**50.** Un pavillon à la mode BIMBY, orée du quartier des Vernes, Givors, novembre 2014 ; *beau mobile-home en très bon état, posé derrière le grillage du jardin, beaucoup de véhicules garés, forme ordinaire.*



**Série : linéaire périphérique**

**51.** Un vélo accroché dans le TER, matin de semaine, montée à Saint-Etienne-Châteaucreux, descente (au-delà de Rive-de-Gier) non connue, septembre 2014. *le re-développement du vélo dans la vallée semble lent et difficile. La fermeture de plusieurs gares rend les arrêts du train très distants.*

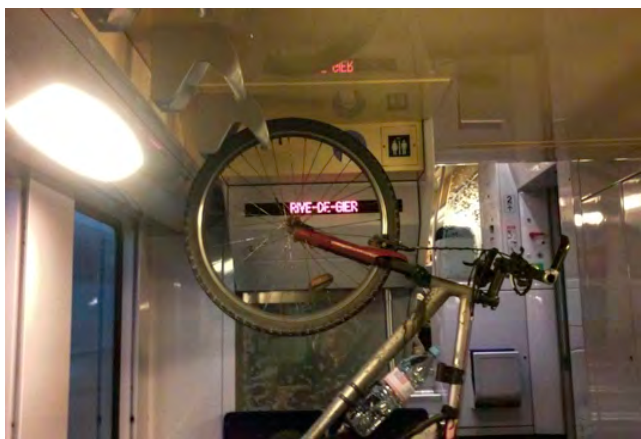
**52.** Ligne TER Lyon-Saint-Etienne, une bande de terre, un canal, une ancienne ferme, à droite sur la butte, le mur de soutènement à l'emplacement du Mc Donald, Rive-de-Gier, février 2015; *ordre et désordre périphérique de la vallée du Gier.*

**53.** La gare, à l'arrière la passerelle piétonne, Rive-de-Gier, novembre 2014 ; *un espace de fort potentiel, peu valorisé, à tous points de vue, quel devenir-train pour la vallée?*

**54.** un arrêt de bus peu fréquenté, Rive-de-Gier, octobre 2015, *une marge métropolitaine et à l'arrière l'A47.*

**55.** Route, trottoir, à l'arrière le viaduc, vieille 205 Peugeot stationné en travers, Rive-de-Gier, novembre 2015; *tout est calme et ensoleillé, la vie ordinaire à Rive-de-Gier.*

**56.** Pont Brunon Valette sur le Gier dit Bowstring, dédiée à l'industrie, actuellement fermé, quartier de la gare, Rive-de-Gier, avril 2015; *rare point de contact avec le Gier sur un linéaire peu fréquenté.*



57. Friche industrielle en reconversion en plein centre-ville, hall de construction mécanique devenu office de tourisme et salle d'exposition, Saint-Chamond, mars 2015; *l'actualité flottante d'un territoire en transition*





58. dérushage d'images  
d'archives des usines de  
la vallée pour comprendre,  
midi-minuit, Givors, janvier  
2015, *Situations sensibles, une  
expérience politique et scienti-  
fique moderne,*





59. habitat pavillonnaire sur les coteaux, octobre 2014; *customisation périurbaine radicale.*

60. Affichette sur la devanture d'un coiffeur, centre-ville de Rive-de-Gier, février 2015 ; *traces de petits « incidents » locaux dans une ville marquée par une forte présence commerciale, langue soignée et fautive.*



## AVIS POUR NOTRE CHERE CLIENTELE

NOUS PRIONS NOTRE AIMABLE CLIENTELE DE NOUS EXCUSER SUITE A PLUSIEURS INCIDENT DE FERMETURE INNOPINER DE NOTRE ETABLISSEMENT ET DU DESAGREMENT QUE CELA A PUT PRODUIRE CHEZ CERTAINS :

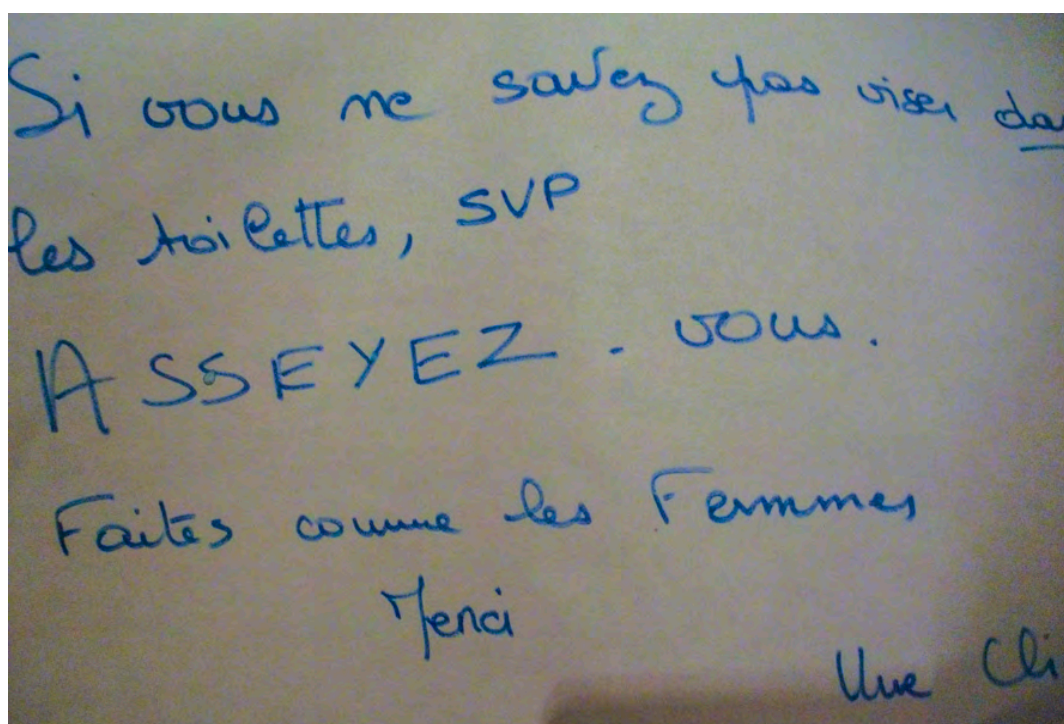
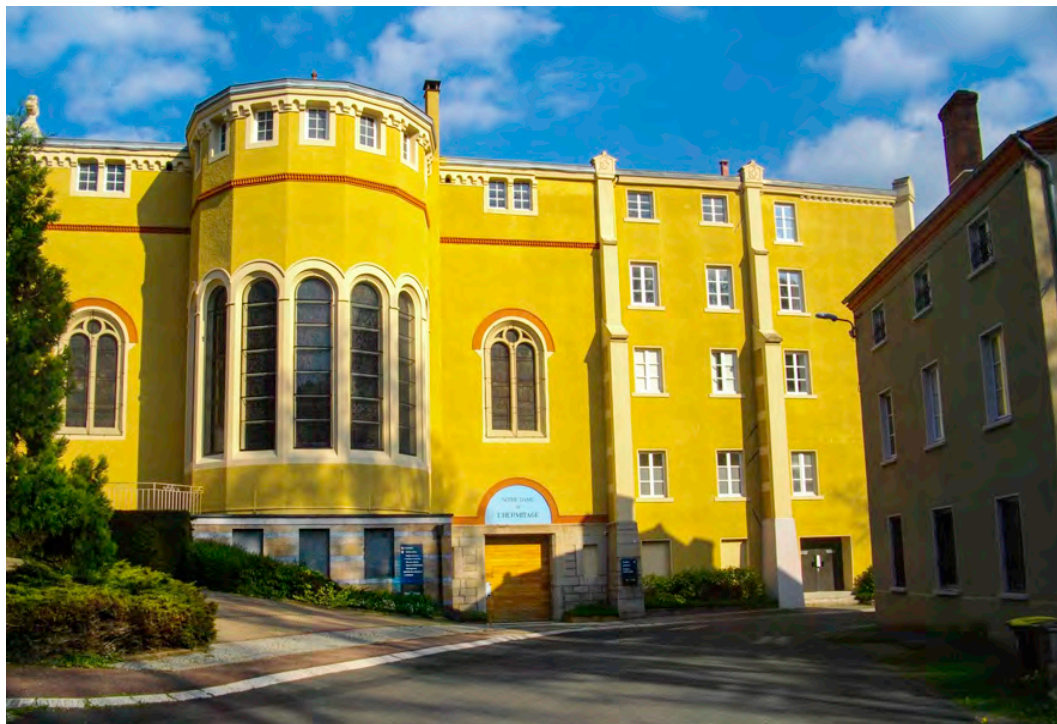
NOUS FAISONS DE NOTRE MIEUX POUR REMEDIER A CE GENRE D'INCIDENT ET PRENONS TOUT NOS DISPOSITIONS AFIN QUE CELA NE SE REPRODUISE PLUS ET QUE NOS SERVICES SOIT TOUJOURS A LA HAUTEUR DE VOS EXIGANCES.

-ESPERANT VOUS COMPTER TOUJOURS PARMIS NOTRE FIDELE CLIENTELE NOUS VOUS RENOUVELLONS NOS EXCUSES ET A TRES BIENTOS DANS VOTRE SALON.

L'EQUIPE FREESTYLE.

**61.** Communauté mariste de Notre-Dame de l'Hermitage, Saint-Chamond, avril 2014 ; *Créée à la Valla-en-Gier au 19ème, cette congrégation a formé une des identités de la vallée, tout en essaimant outre-Gier - L'allure de ce centre d'accueil récemment rénové contraste avec le faible entretien de nombreux bâtiments de même époque.*

**62.** Affichette manuscrite dans les toilettes de la boulangerie-salon de thé maghrébine de la place du marché, centre-ville de Givors, février 2014 ; *travail de fond sur l'effet de genre dans la ville ordinaire.*



PROGRAMME FETE A L'AUTOPONT  
MERCREDI 4 MARS 1992 DE 12 H À 22 H

*Clons  
Camarat*

- 12 H 15 : INAUGURATION "FETE A L'AUTOPONT"
- APÉRITIF SUR L'AUTOPONT
  - POSSIBILITE, DE MANGER SUR L'AUTOPONT.
  - PARCOURS PIETONNIER ET EXPOSITION
- DE 14 H À 17 H : ANIMATIONS
- ATELIER D'ESCALADE, DESCENTE EN RAPPEL
  - ATELIER DE PEINTURE, GRANDE FRESQUE SUR LE THÈME : "LA VILLE SANS L'AUTOPONT"
  - DESCENTE DE L'AUTOPONT EN OBJETS INSOLITES ; SKATE BOARD, SKI À ROULETTES, GYMkana, V.T.T...
  - TOURNOI DE PING PONG
  - RELAIS INTER-QUATIER
- ESPACES JEUX, KERMESSE
- BAL COSTUME AU CENTRE SOCIAL DE LAVIEU POUR LES 3 À 6 ANS
- DE 16 H 30 À 18 H : SCENE OUVERTE AUX GROUPES LOCAUX
- 18 H : ANIMATION CONCERT
- 19 H - 20 H : SPECTACLE PYROTECHNIQUE "NUIT MAGIQUE" PAR LA COMPAGNIE XARXA
- 20 H - 20 H 15 : INTERMEDE MUSICAL
- 20 H 15 : EMBRASEMENT AUTOPONT SUIVI D'UN BAL CONCERT SUR L'AUTOPONT

FIN DE L'ANIMATION AUTOUR DE 22 H

EN PERMANENCE DE 12 H À 22 H :

- STAND MAQUILLAGE
- DÉCORATION DE L'AUTOPONT
- BUFFET, BUVETTE, DEGUSTATION DE BUGNES.

ATTENTION : POUR DES RAISONS DE SÉCURITÉ, LES PÉTARDS SERONT INTERDITS DANS L'ENCEINTE DE LA FÊTE. UNE "ZONE PÉTARDS" SERA RÉSERVÉE AUX INCONDITIONNELS.

63. Programme de la fête du démantèlement de l'autopont, Saint-Chamond, mars 1992

*rassemblement populaire locale, rareté et singularité de l'évènement*

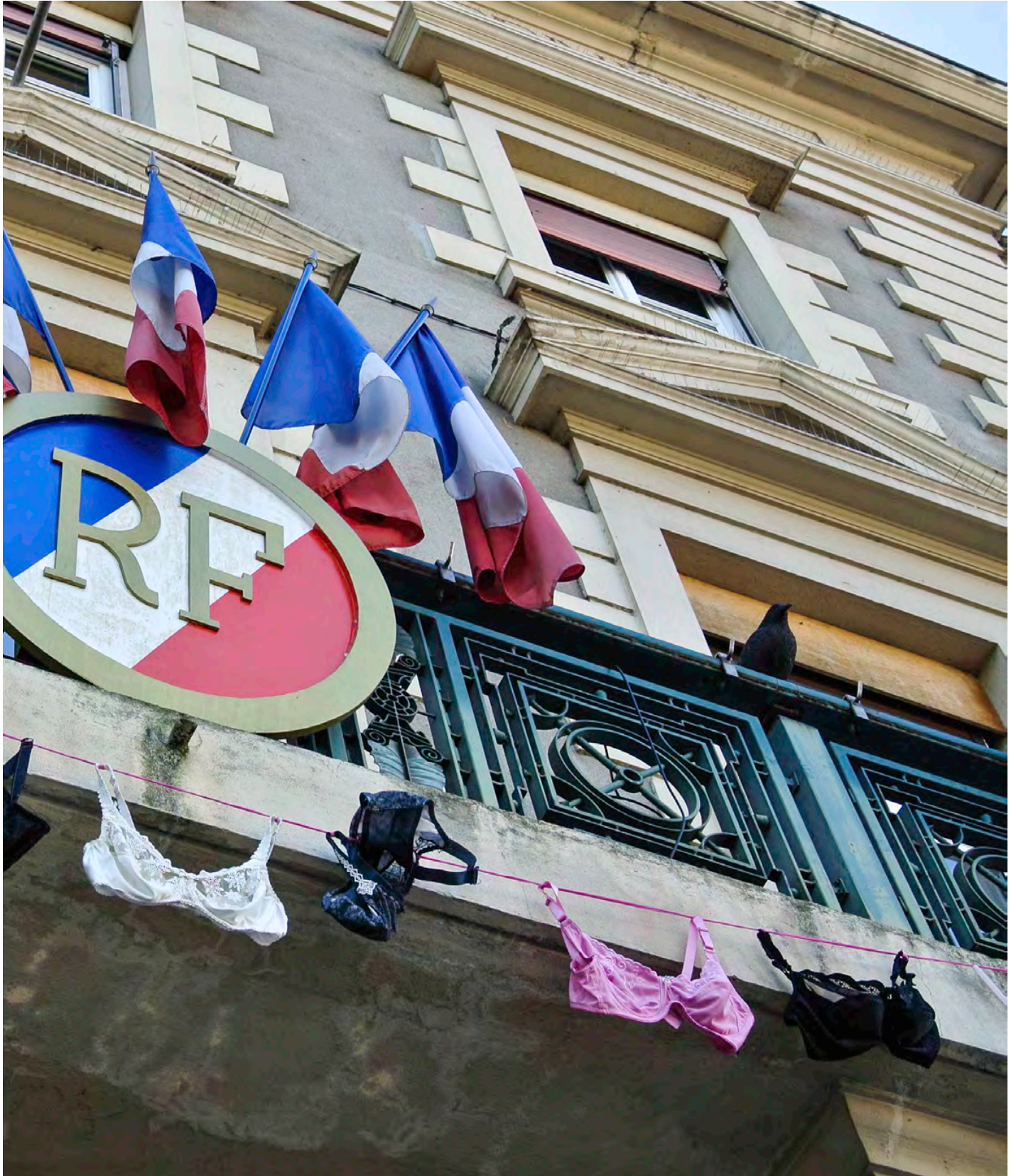
64. anecdote, Rive-de-Gier, avril 2015

65. Série, autonomie dans la ville ordinaire : pulsation, temps et rythme suite, avril 2015; *Le marché de Rive-de-Gier.*



66. Fronton de la mairie,  
Rive-de-Gier, avril 2015; ru-  
meur coquine



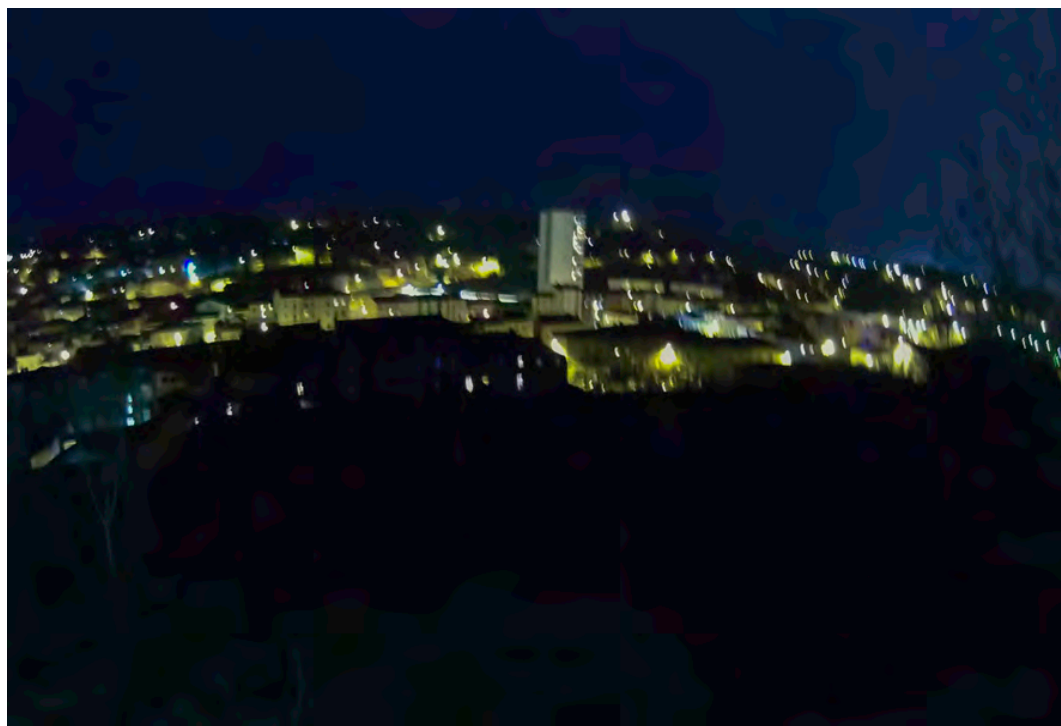




**Série**, midi-minuit, «une expérience politique et scientifique moderne», Imprimerie Théâtre, Rive-de-Gier, février 2015,

**67.** *Itinéraire commenté, la nuit avec Roland, prise de vue unique sous le viaduc à 23h00; une exploration nocturne pour apprécier les qualités d'ambiances sonores et visuelles d'un espace faiblement documenté*

**68.** *Cartes postales*



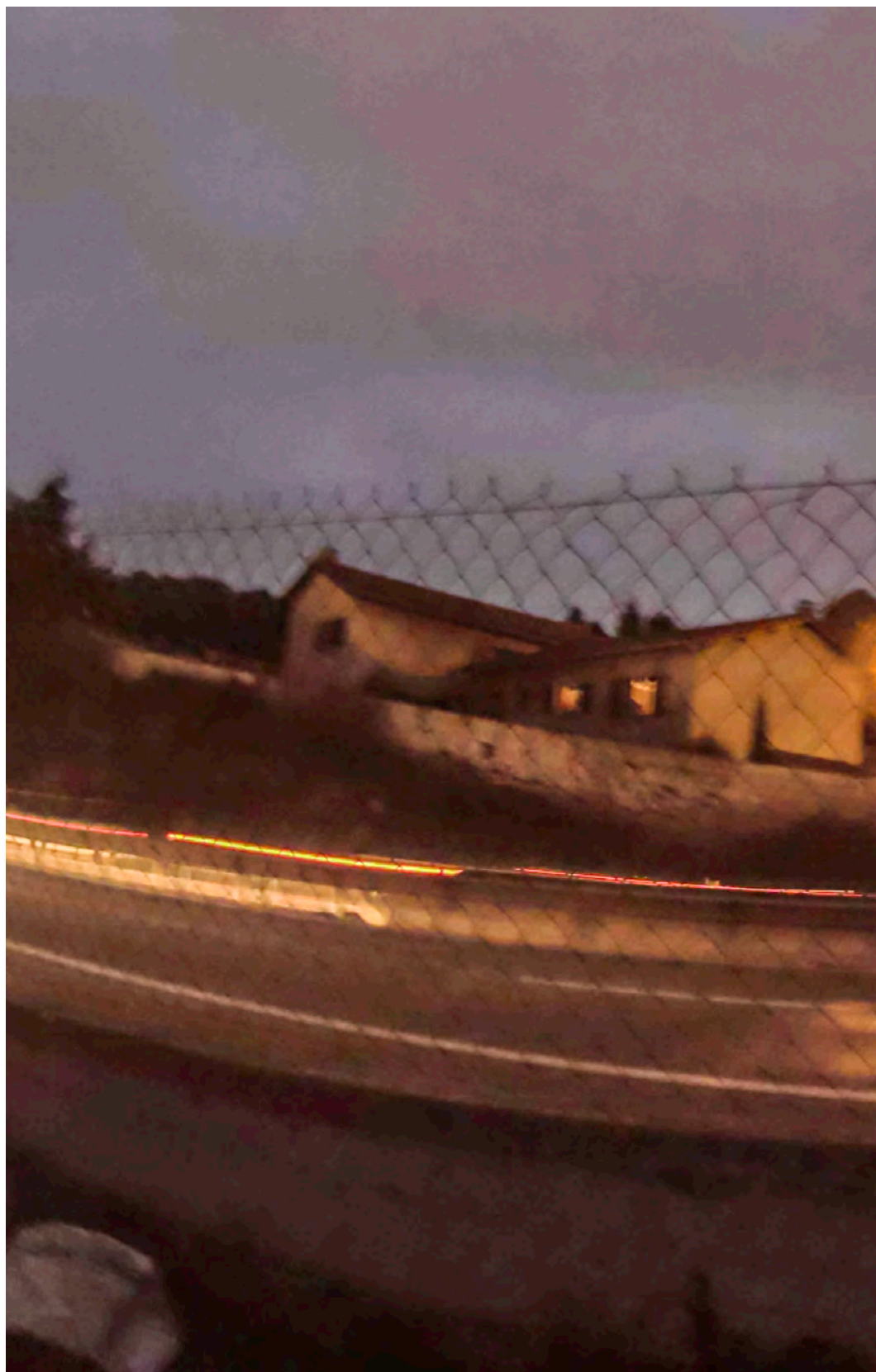
69. Gaza, Beyrouth, Rive-de-Gier 2, trouble la nuit; Rive-de-Gier, février 2015; *barbelés, bruit de l'A47, impressions méditerranéennes.*

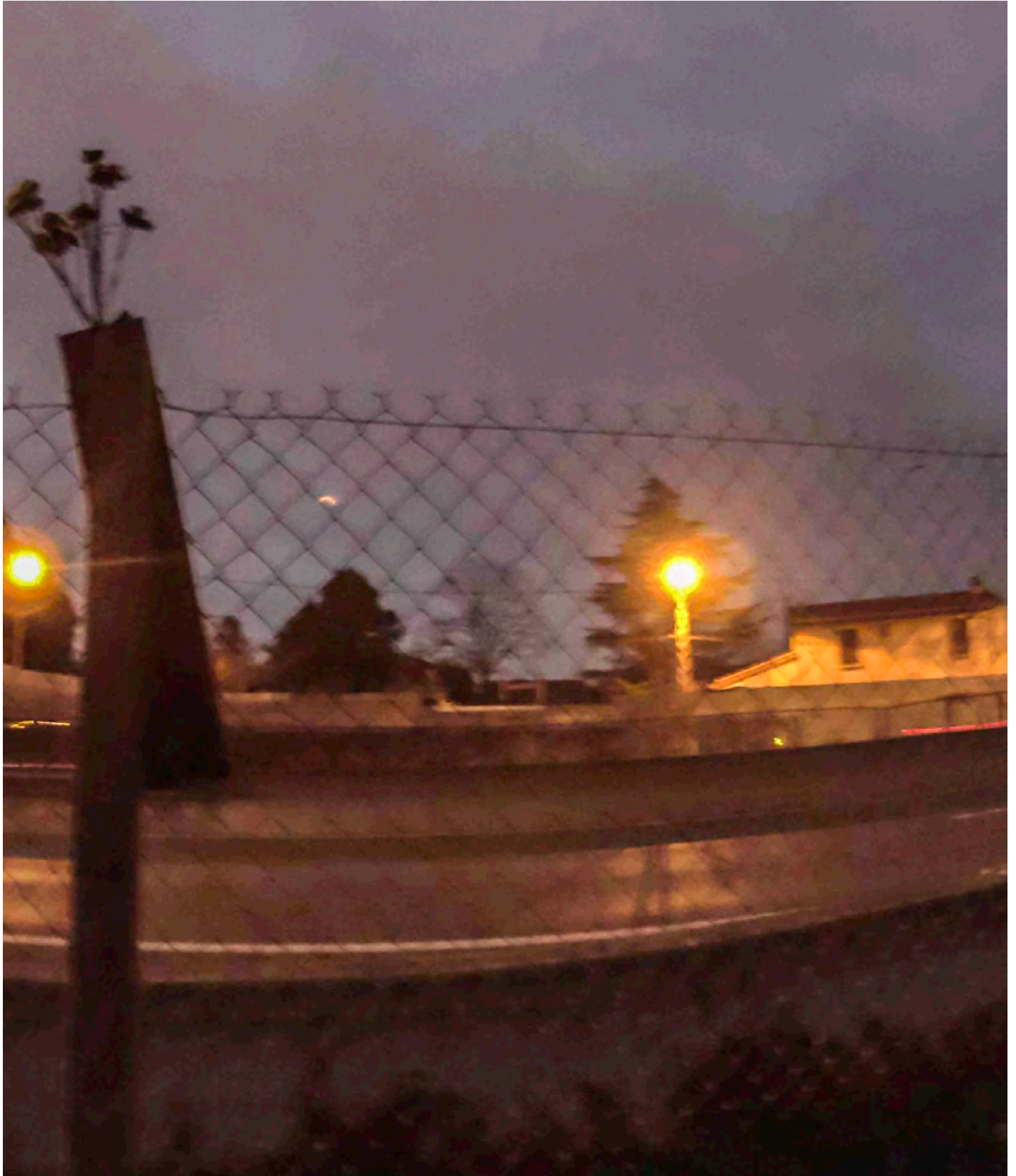
70. Atelier lycéen du labo numérique, Rive-de-Gier, septembre 2014; *malgré les difficultés techniques le labo numérique joue extrêmement bien le rôle d'infrastructure de médiation, les lycéens s'approprient l'outil très rapidement, aisance, collaboration, loin des clichés.*



71. Gaza, Beyrouth, Rive-de-Gier la nuit suite, Rive-de-Gier, février 2015;

*des barbelés, deux pavillons, un bouquet de fleurs. Une frontière, un lien.*





72. Passerelle piétonne au dessus du Gier couvert par un boulevard urbain, entre Saint-Ennemond et le centre-ville, Saint-Chamond, novembre 2014 ; un graffiti parmi d'autres, souvent des prénoms, seuls ou accolés, le « shit squad », élément de la ville ordinaire.

73. Graffiti dans la vallée, juin 2015, expression du supporterisme ultra dans le milieu du football

74. Tableau d'honneur des équipes locales de football, salle de restauration du café AS Chaumière, Rive-de-Gier, septembre 2014; un lieu multiple, à la fois nostalgique et actualisé.

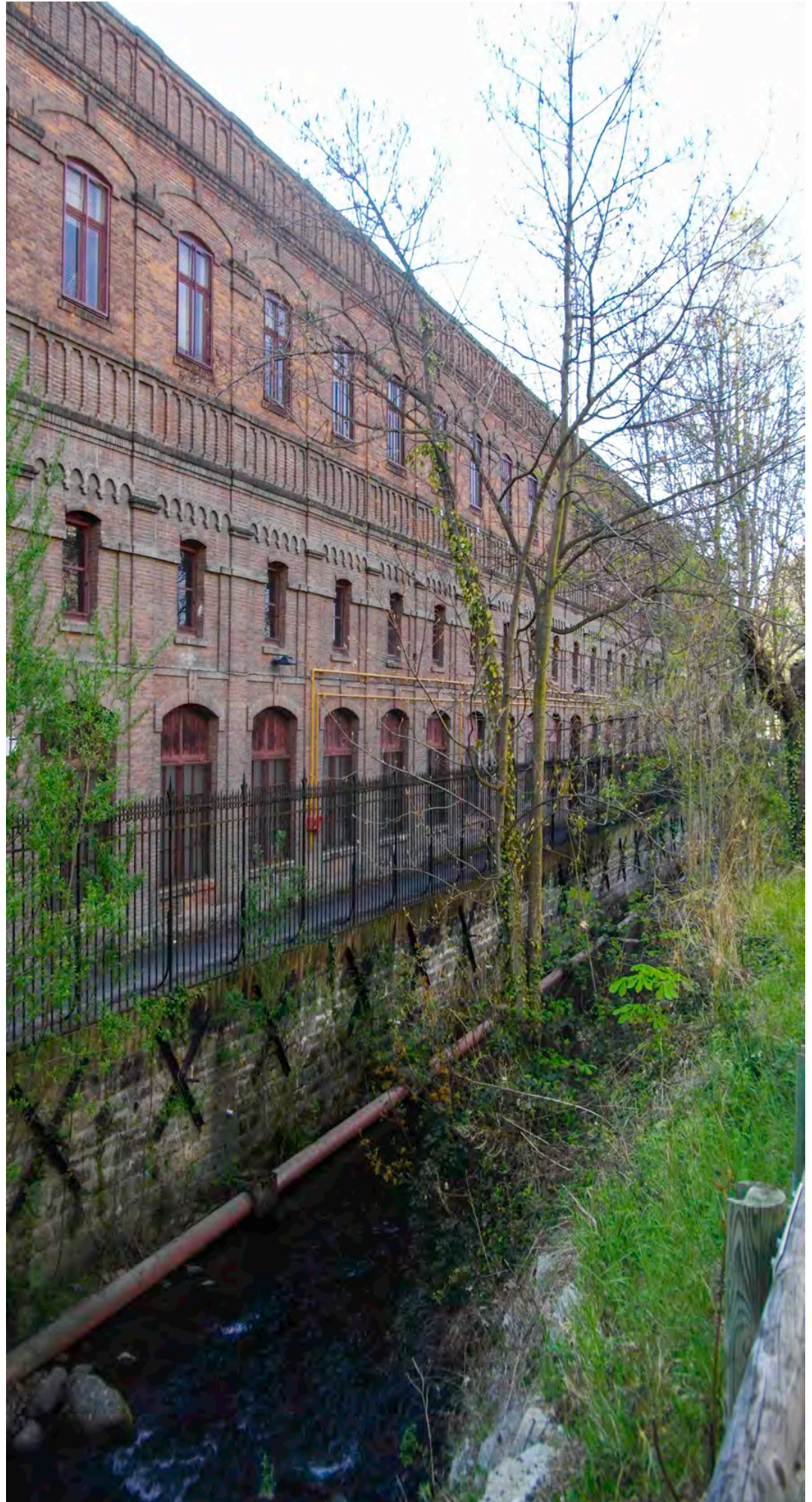
75. Barrage à sec de la Valla-en-Gier, route temporaire pour les travaux d'entretien, avril 2014 ; traces multiples de l'hydro-électricité et de l'eau industrielle dans la haute vallée du Gier, paysage temporaire de la modernité classique.

76. Un groupe de lycéennes, au bord de l'autoroute A47, voie descendante, midi-minuit, Rive-de-Gier, février 2015 ; la proximité de l'autoroute est fréquemment déconcertante, une véritable promiscuité autoroutière.

77. Enorme trou dans le barrage de la Valla-en-Gier, avril 2014; Monument percé de la modernité classique, comment en parler, sinon d'anthropocène.



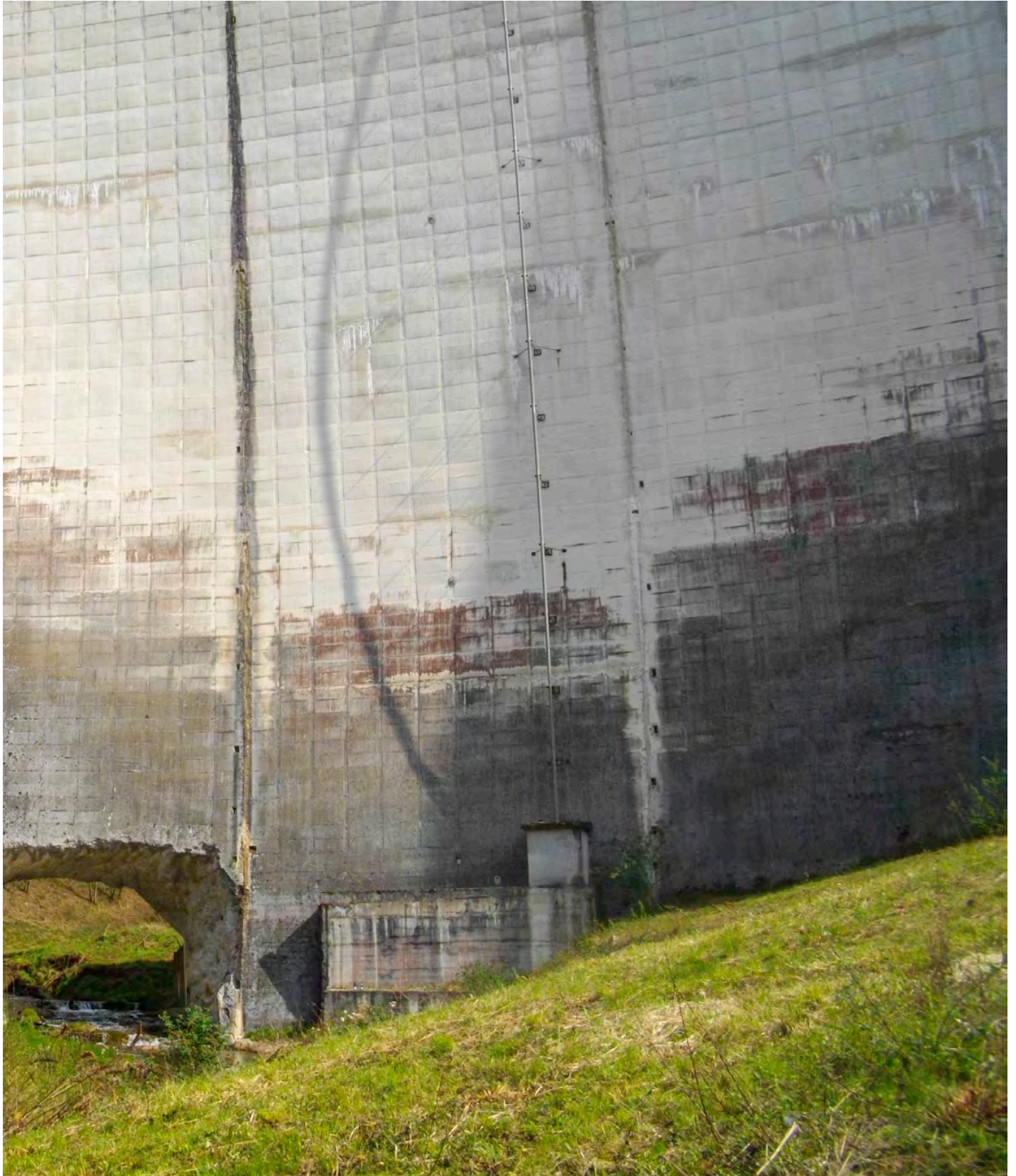
78. Friche industrielle monumentale et partiellement ré-investie, le long du Gier, Saint-Chamond, avril 2014 ; beauté de l'industrialisation classique, disproportion entre l'usage passé et l'usage actuel, lieu du vide et d'imagination encore bridée.



79. Barrage d'amont abandonné et percé, plan large, la Valla-en-Gier, avril 2014 ;

*Monument percé de la modernité classique, il est invisible et pourtant magnifique, comment en parler, sinon d'anthropocène.*







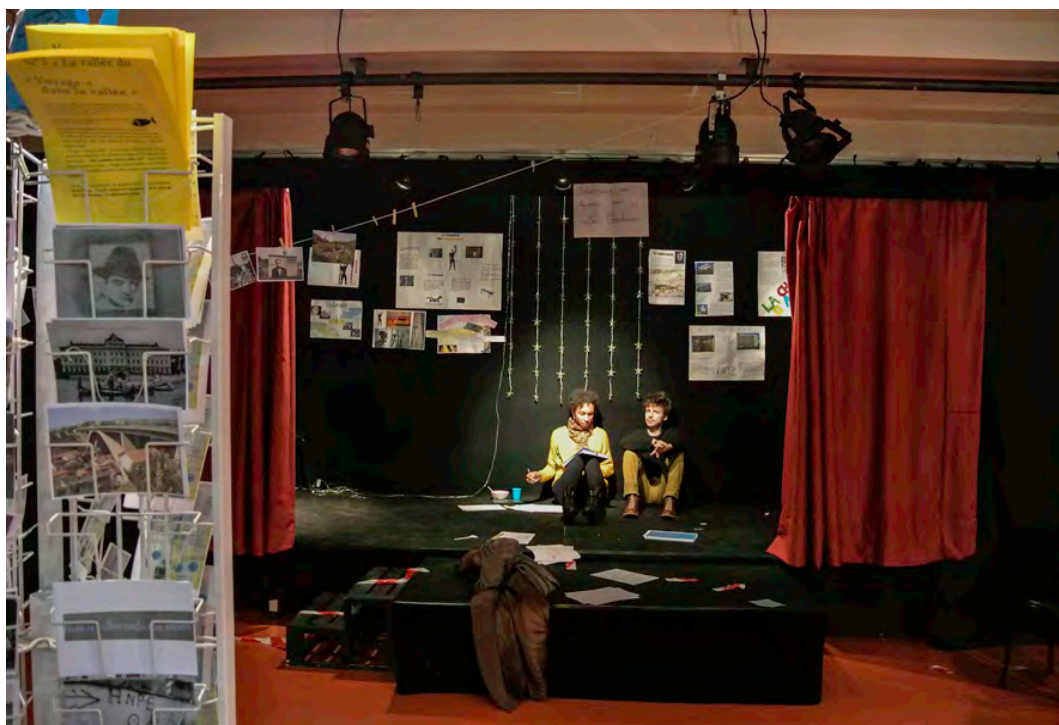
80. Grands jardins cultivés et hameaux anciens coincés entre l'autoroute et le Gier, Rive-de-Gier, février 2015 ; vue surplombante de l'image 26, centrée sur le Gier.

81. Graffiti sur un bloc technique, parking secondaire en zone pavillonnaire, Saint-Chamond, novembre 2014 ; rareté de la forme dans la vallée, provocation, absence de nettoyage, ville ordinaire.



82. Passage du TER, en contrebas du MacDonald, Rive-de-Gier, février 2015 ; *vraie promiscuité ferroviaire en espace et en temps.*

83. **Série**, midi-minuit, «une expérience politique et scientifique moderne», Imprimerie Théâtre, Rive-de-Gier, février 2015, *étudiants sur scène, retranscription à chaud d'un atelier.*



**84.** Signalétique de rivière, Rive-de-Gier, le Gier une voie verte ?

**85.** Graffiti, Rive-de-Gier, juin 2015; emboîtement, supportérisme, syndicalisme dans la vallée du Gier

**86.** Façade d'une friche industrielle en reconversion par Saint-Étienne Métropole, Saint-Chamond, mai 2015 ; élément de métropolisation sur ville ordinaire, temporalité longue.

**87.** Plaque commémorative aux victimes du monde ouvrier à Rive-de-Gier, juin 2015; visibilité parcellaire de la mémoire des luttes ouvrières et faible publicisation d'un héritage en cours d'effacement.

**88.** Barrage à sec de la Valla-en-Gier, bois flotté, avril 2014 ; traces multiples de l'hydro-électricité et de l'eau industrielle dans la haute vallée du Gier, paysage temporaire de la modernité classique.

**89.** Au bord du Gier, pont, autoroute, équipement public, voie ferrée, route, Lorette, avril 2014; foisonnement des infrastructures sur le Gier, une vallée largement occupée.



**Série**, midi-minuit, «une expérience politique et scientifique moderne».

**90.** *le multiplexe : dispositif numérique débat à distance, Givors, janvier 2015.*

**91.** *Vers minuit, à l'arrière et au premier plan à gauche les chercheurs, à droite le directeur de l'Imprimerie Théâtre, Rive-de-Gier, février 2015.*



**92.** Typo-morphologie à Rive-de-Gier, météo clémante, ciel bleu, février 2015;

*150 ans d'évolution de l'habitat populaire*





# Les livrables académiques

Deux thématiques ont été développées dans les livrables académiques produits à ce jour (articles, conférences, séminaires).

Ceux qui relèvent de la réflexion dans le cadre du collectif FabTer (Fablab Territoire - DéTour, UMR CNRS PACTE, Laboratoire d'Informatique de Grenoble, Institut d'Urbanisme de Grenoble) sur la création de dispositifs numériques pour la recherche et les projets territoriaux :

*1. Organisation d'une conférence à l'Institut d'Urbanisme de Grenoble d'Omar Boghani du Massachusetts Institute of Technology - Mobile Experience Lab : « Open Locast. Exploring the potential of location-based media platforms in urban spaces ». 10 Avril 2014. Grenoble*

*2. David Noël, Marlène Villanova-Oliver, Jérôme Gensel. Recitoire: a tool for qualitative surveys involving citizens in urban planning projects. 17th AGILE International Conference on Geographic Information Science, Jun 2014, Castellón, Spain. <hal-01005469>*

*3. David Noël, Marlène Villanova-Oliver, Jérôme Gensel, Aziz Kali. Contributions citoyennes qualitatives sur le vécu urbain : l'application Récitoire. Symposium International EIDOLON, Jul 2014, Québec, Canada. <hal-01005486>*

Ceux qui questionnent les méthodologies de projets et d'exploration territoriale participative :

*4. Barbe Frédéric, Kali Aziz, Roux Jean-Michel et Vuaillet Fanny, 2014, In Situ & On Line. Dispositifs présentsiels et numériques pour une expertise partagée dans la ville ordinaire. 5ème Colloque du réseau OPDE. 23 et 24 octobre. Yverdon-les-bains, Suisse.*

*5. Organisation et animation du séminaire « Expérimentations Territoriales. Données et Représentations. Méthodes et Connaissances ». Clémence Lehec, Inès Ramirez Cobo, Fanny Vuaillet. Cité des Territoires. 11 Décembre 2014. Grenoble.*

*6. Kali Aziz, Roux Jean-Michel, Inès Ramirez Cobo et Vuaillet Fanny, 2015, Experimentation situation: an alternative mode of action for territorial intervention. Session: Experimental Developments. Association of American Geographers AAG Annual Meeting. Apr. 2015, Chicago, USA. ■*

# Résidence scientifique et pédagogique

« *Cette année l'Imprimerie deviendra une annexe du CNRS suite à une collaboration avec les étudiants, chercheurs.* » *Extrait du site Internet de l'Imprimerie Théâtre - [www.limprimerie.org](http://www.limprimerie.org)*

En janvier 2014, lors des premières prises de contact tout azimut auprès de différents acteurs socio-culturels du territoire, Roland Comte, directeur de l'Imprimerie Théâtre en délégation de service public avec la mairie de Rive-de-Gier, reçoit un mail d'informations sur la recherche que nous commençons. Il dira plus tard qu'à ce moment-là il ne comprend pas bien ni l'objet, ni le sujet du projet. Mais plusieurs mots, termes et sigles vont éveiller sa curiosité : ville ordinaire, chercheurs, CNRS, Ministère de l'Écologie, recherche participative, etc. Il verra dans cette demande de contact une opportunité potentielle pour la visibilité de son théâtre et éventuellement pour une mise en dynamique de la ville et de la vallée. Roland Comte est un homme de réseaux, de partenariats et de projets. Il nous rencontre rapidement. Le théâtre se situe en plein cœur de Rive-de-Gier, rue Claude Drivon, dans une ancienne imprimerie. Deux grandes salles, des tables, des chaises, une connexion Internet, un gîte attenant, le lieu devient vite un point de ralliement, un espace de travail et de débriefing adéquat lorsque nous sillonnons la vallée. Le 14 avril 2014, nous organisons une première réunion publique pour discuter collectivement avec les personnes rencontrées pendant les premiers mois de la recherche. L'Imprimerie Théâtre paraît être le lieu le plus approprié pour notre invitation. Préparant sa programmation suivante, 2014-2015, nous proposons au directeur de créer une « résidence scientifique » à l'Imprimerie Théâtre. Pourquoi ne pas publiciser nos passages réguliers dans la vallée du Gier par la diffusion de notre présence dans la programmation du Théâtre ? Équipé et chaleureux, le Théâtre devient



le quartier général de la recherche, espace de création scientifique localisé, ancré dans un équipement culturel. L'intérêt est réciproque, ressources contre ressources, Roland Comte met en avant notre présence, nos labels et logos institutionnels, les événements que nous organisons dans sa programmation culturelle, sur son site Internet. L'hébergement du projet de recherche devient aussi un argument non négligeable dans ses négociations partenariales locales et dans sa posture stratégique pour le renouvellement de sa délégation de service public (négociée en 2015).

Outre la présence régulière, les rencontres et réunions au sein du Théâtre, l'intégration aux réseaux de partenaires, quatre événements principaux ont jalonné la « résidence scientifique » :

Une réunion publique de présentation et de discussion du projet de recherche le 4 avril 2014;

Une demande collective de subvention à la Région Rhône-Alpes pour mener l'organisation de recherches, de productions et d'actions participatives

L'organisation des ateliers participatifs, dits « Midi-Minuit », pendant 12 heures le 6 février 2015;

L'animation et la mise en débat d'une soirée Cinéma, en partenariat avec Le Chaplin de Rive-de-Gier, avec la projection de la comédie musicale « La Place » (Essaha) de Dahmane Ouzid (2009).

Dès l'été 2014, une autre discussion s'enclenche. Si certains membres de l'équipe du projet sont aussi enseignants, pourquoi ne pas organiser à Rive-de-Gier un atelier pédagogique en parallèle de la recherche en cours ? Une fois encore, l'intérêt est partagé. La présence étudiante est un moteur dynamique remédiant un peu à notre éloignement régulier de la vallée. Leurs réflexions suscitent débat à une autre échelle que celle de la recherche. Le Théâtre et Rive-de-Gier s'animent régulièrement avec une trentaine d'étudiants parcourant et questionnant les espaces publics de la ville, travaillant dans les salles du Théâtre. Explorer et éventuellement mettre en projets Rive-de-Gier dans le cadre d'un atelier multi-partenarial est un exercice complet pour des étudiants de master de l'Institut d'Urbanisme de Grenoble (Université Grenoble Alpes).

Créé en 1970, l'Institut d'Urbanisme développe des activités de formation et de recherche dans les domaines de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de la gestion urbaine. Attachés à l'apprentissage du métier par les savoir-faire et la mise en pratique, les enseignants organisent chaque année une vingtaine d'ateliers en partenariat avec les collectivités locales, et ce depuis plus de quinze

ans. L'atelier est un exercice en situation. Il se construit entre une équipe d'enseignants et une collectivité qui a envie de réfléchir à une problématique urbaine pour laquelle elle souhaite avoir un regard extérieur. Idéalement il s'agit d'une question pas encore complètement aboutie pour travailler avec les étudiants sur la formulation et la reformulation d'une commande. La gestion d'un atelier implique donc une véritable collaboration avec une municipalité et des acteurs locaux. Lorsque les ateliers sont exploratoires et complexes dans leur manière de penser les projets nous travaillons avec une multiplicité d'acteurs issus du tissu local ou du monde de la recherche.

Nous avons donc cherché à contractualiser avec la mairie de Rive-de-Gier. Le 2 juillet 2014, nous rencontrons Mrs Octroy et Rousset, Adjointes à la Culture et l'Urbanisme qui montrent un intérêt certain pour notre proposition tout en soulevant quelques craintes. Ils promettent malgré tout de répondre positivement à notre demande, assurant que le vote en conseil municipal sera une formalité dans le courant de l'été. Évidemment, les choses ne sont pas si simples. L'équipe technique du service de l'urbanisme de la ville, qui avait fait blocage dans nos tentatives de prises de contact avec les élus, est le frein (ou l'alibi à une frilosité politique) à la signature de la convention entre la ville et l'Institut d'Urbanisme.

C'est alors le Théâtre de l'Imprimerie qui sera le commanditaire principal de l'atelier étudiant, transformant la « résidence scientifique » en « résidence scientifique et pédagogique ». La concrétisation de l'atelier est permise par le financement du Labex ITEM « Laboratoire d'Excellence sur l'Innovation et Territoires de Montagne » de l'Université Grenoble Alpes et l'aide logistique (mise à disposition gratuite d'hébergement à la Maison du Barrage) de la ville de Rive-de-Gier.

Deux promotions sont impliquées :

20 étudiants du Master 1 Urbanisme Habitat et Coopération Internationale (d'octobre 2014 à mai 2015)

10 étudiants du Master 2 Erasmus Mundus Urbano - International Cooperation and Urban Development (d'octobre 2014 à janvier 2015)

À l'automne et l'hiver 2014, les étudiants se déplacent à plusieurs reprises sur le terrain par leurs propres moyens, à l'exception de l'organisation de deux fois quatre jours (en octobre et novembre) pour les étudiants d'Urbano. Du 19 au 23 janvier 2015, les deux promotions tiennent résidence à l'Imprimerie Théâtre pour une semaine d'exploration intensive du territoire se terminant par une restitution intermédiaire en présence de Gérard Octroy (adjoint à la culture) l'après-midi du vendredi 23 janvier. Le 4 mai 2015, les étudiants invitent plusieurs acteurs

techniques, associatifs et socio-culturels à une table de concertation pour discuter en amont de la finalisation de leurs préconisations. La restitution finale a eue lieu le 22 mai 2015 devant une trentaine d'acteurs locaux.

À l'heure actuelle, La nouvelle promotion 2015-2016 poursuit l'atelier de projet pour cette année encore. ■

# Tableau comparatif des co-productions habitants/chercheurs

Voyage-s dans la vallée		
	<b>Le labo numérique</b>	<b>Le guide indigène</b>
définition	une plateforme multimédia, indépendante, ouverte	un guide de voyage détourné, collaboratif et collectif
contenu	majoritairement images (photos, vidéos) sur fond cartographiques dynamique	textes et images (importance accordée au texte inédit)
mode de rencontre	au fil de la recherche en continue	au fil de la recherche, et par paliers
mode de travail	construction initial par nos soins, construction publique progressive	construction finale en groupe restreint, construction publique finale (réception)
durée de fabrication	1 ans	1 ans
durée de mise à disposition	5 ans (prépaiement)	livre papier
coûts	gratuit à l'usager final, nécessite maintenance	prix modique 5-8 euros
tirages-vues et audience	audience évolutive	1000 à 2000 exemplaires
barrières	risque technique, mise à jour	centré lecture-écriture, réseau de diffusion faible
qualités remarquables	inédit dans le territoire, facile à s'approprier	inédit dans le territoire
reproductibilité et empouvoirement	adossé au guide, indigénisation et appropriation possible	adossé au labo numérique, appropriation en plusieurs temps



## VOLUME 2

### *Table des matières*

*INTRODUCTION, 98*

*CARTOGRAPHIE RELATIONNELLE, 100*

*CHRONOLOGIE DE LA RECHERCHE, 108*

*CHRONIQUES DE TERRAIN, 110*

*CARNET PHOTOGRAPHIQUE, 140*

*LES LIBRABLES ACADÉMIQUES, 194*

*RÉSIDENCE SCIENTIFIQUE ET PÉDAGOGIQUE, 195*

*TABLEAU COMPARATIF DES CO-PRODUCTIONS HABITANTS/CHERCHEURS, 199*

# Dans la friche urbaine, fleurissent les paroles de l'envers

FRÉDÉRIC BARBE > GÉOGRAPHE



**RÉSUMÉ** > De jeunes étudiants mis au travail de terrain dans une friche commerciale, à Rezé, dans l'agglomération nantaise. Au-delà des observations et des relevés physiques, techniques, ils y rencontrent des « paroles de l'envers », celles des squatters, celles des retraitées familières des lieux qui, sans nostalgie, nous disent combien leur ville a changé.



FRÉDÉRIC BARBE est géographe, auteur et éditeur. Il travaille sur les questions de lecture et d'écriture, mais aussi sur l'écologie urbaine et la précarité dans leurs rapports aux politiques publiques.

« Les retraités se permettent souvent, comme me l'ont plusieurs fois démontré mes enquêtes, une critique plus libre des situations. »

Tristram Stuart, *Global gâchis*, p. 187, 2009/2013.

Les friches des espaces urbains, le plus souvent injustement réduites aux friches industrielles, paraissent au marcheur ou à l'indigène bien plus diverses que ne le laissent penser les grandes figures des délaissés médiatisés et bientôt recyclés par l'urbanisme iconique ou la touristification. Les friches sont aussi ferroviaires, portuaires, automobiles, agricoles, commerciales, résidentielles... Le plus souvent mixtes, elles offrent à qui veut les saisir une forte diversité biologique et morphologique, mais également culturelle et politique.

Elle se transforment souvent en patrimoine matériel et idéal d'un certain nombre d'habitants. Elles deviennent un espace interstitiel de ressources pour des usages le plus souvent non-marchands, marginaux ou à la limite de la légalité : auto-hébergement, dépôt ou tri de déchets, jardi-

nage sans titre, convivialité souvent avec produits, licites ou non, activités de démolition, pratiques graphiques et artistiques, jeux de guerre, activités amoureuses et sexuelles, cueillette, parcours, mémoire, invention et réflexivité, événementiel alternatif, etc.

## La friche comme espace relationnel de l'inachèvement

La friche est aussi une ressource stratégique pour les grands acteurs métropolitains qui pensent pourtant la ville comme déjà pleine et entièrement attribuée, et veulent en obturer les derniers interstices, réputés non-productifs, au nom de la lutte contre l'étalement urbain. Dans la dernière décennie, l'accès à ces espaces a fait très souvent l'objet d'une mise en défense contre les habitants illégaux. On a bouleversé le paysage pour le rendre inhabitable : c'était le cas à Rêv'Orient. La très forte dynamique des non-humains, animaux et végétaux, dans les friches justifie le concept de *Tiers-paysage* proposé par Gilles Clément et met également en scène leurs capacités de résilience dans des espaces parfois très pollués (métaux lourds, hydrocarbures) ou arides.

Dans son magistral *Marseille, ville sauvage* (Actes

Sud, 2012), Baptiste Lanaspèze montre que l'écologie urbaine, c'est d'abord prendre la ville tout entière dans sa naturalité, comme un vrai système culturel indissociablement enchevêtré dans sa dimension de nature, de nature urbaine. C'est donc bien envisager le système urbain comme un vrai système sensible, physiquement, intimement, socialement et politiquement.

La friche *Rêv'Orient* à Rezé était située dans une entrée de ville complexe, qui a été fortement modifiée tout au long des cent dernières années: une zone humide de confluence remblayée avec des sables parfois pollués, une pénétrante (avec son passage souterrain et son auto-pont) devenue boulevard urbain, l'éradication puis le retour du tramway, la crise du commerce de proximité, des abattoirs remplacés par une grande clinique privée et son immense parking enterré, un mémorial encore tout neuf dédié aux soldats morts en Afrique du Nord (et qui sert parfois de skate-park), un peu loin deux immenses zones commerciales qui n'ont cessé d'être agrandies encore tout récemment...

Aujourd'hui, un îlot urbain de hauteur y est en construction, à proximité d'une de ces gares intra-urbaines dont le « potentiel transitionnel », c'est-à-dire la capacité de telles gares réinventées à « refaire de la ville » et à réduire l'empreinte automobile, semble encore si dramatiquement ignoré dans l'urbanisme français. De nombreux signes de la friche demeurent néanmoins visibles et ne disparaîtront que progressivement. L'achèvement apparent de la ville à cet endroit passe donc par une clôture de la friche et de son petit théâtre urbain, d'où cette idée de « l'inventaire avant décès » emprunté aux historiens.

### La friche *Rêv'Orient* à Rezé, un inventaire avant décès

Ce texte relate une recherche menée à l'automne 2011 avec une soixantaine d'étudiants d'histoire de première année. Cette démarche a été imaginée et animée par un enseignant seul, dans le cadre d'une option de géographie<sup>1</sup>, sans budget, à l'intérieur du cadre fortement contraint d'un rythme et d'un *habitus* universitaires hostiles à ces démarches. Ces étudiants débutants ont naturellement éprouvé des doutes à l'égard d'une proposition qui ne se présente pas immédiatement comme un savoir légitime, répétable, mesurable et exigible.

Pourtant, un travail, ou plutôt une relation de cette sorte, présente de nombreuses qualités sociales. L'activité

d'étudiants en sciences sociales au « dehors », dans des lieux et avec des acteurs ordinaires, est une ressource pour la société et non un acte autosuffisant. Et d'abord que faisons-nous vraiment? Nous marchons autour de la friche et à l'intérieur. Nous collectons (objets, listes, photographies, vidéos, notations...) tout en échangeant sur les représentations de ces lieux, peu légitimes aux yeux d'une majorité d'étudiants (le sale, le vieux, le cassé), mais que d'autres connaissent beaucoup mieux, nous le verrons.

Les travaux de dépollution étant imminents, notre entrée sur le site devenu chantier est elle-même illégale et nous rappelle que la vie est aussi constituée d'arrangements et de transgressions utiles. Nos documents complètent diverses pièces d'urbanisme réglementaire ou prospectif, l'image cadastrale actuelle, les photos aériennes, plans, articles de presse et dossiers administratifs fournis par les archives de la ville. Une partie de la collecte est mise en ligne (et est toujours accessible<sup>2</sup>) et l'intégralité de nos apports transmise aux archives municipales. Nous nous intéressons peu au nouveau chantier lui-même: un projet d'entrée de ville autorisé par une modification du Plan local d'urbanisme et qu'un cabinet d'architecte (l'agence In Situ) a déjà esquissé. Nous cherchons autre chose.

### La géographie comme lieu d'une relation de recherche

Automne 2014, soit près de quinze ans après la fermeture du magasin *Rêv'Orient*, les travaux de construction du nouvel îlot commencent enfin – une fois les coûts de dépollution pris en charge par la collectivité. C'est le moment d'un retour sur ce qui s'est passé lors de notre intervention de 2011. L'auteur (le géographe) ayant ici un statut plus ou moins indigène comme une partie de ses étudiants (historiens), il peut jouer la belle posture du « maître ignorant » chère à Jacques Rancière, mais affecté par la proximité, l'intérêt proxémique, aurait dit Abraham Moles, l'intimité avec les lieux.

En effet, sur cet objet de détail (une friche de quelques hectares et d'une dizaine d'années) au regard de l'histoire urbaine ou de l'urbanisme, la connaissance centralisée préalable n'existe pas et l'expertise est locale: usagers de

La ville est un système sensible, physiquement, intimement, socialement, politiquement.

1. Sur le planning, 12 cours de 2 heures, 65 étudiants en 2 groupes de travaux dirigés.

2. <http://friche-revorient-reze.tumblr.com>







Les étudiants rencontrent l'adjoint à l'Urbanisme, devenu depuis maire de Rezé.

Pont-Rousseau, ce quartier central accueille un certain nombre de personnes plus ou moins précaires.

la friche, anciens occupants de droit (salariés, clients), élus, techniciens, archivistes et riverains. Il faut donc les rencontrer. C'est cela que j'organise.

Les étudiants rencontrent Gérard Allard, l'adjoint à l'Urbanisme, devenu entre-temps maire de Rezé et un groupe d'habitants retraités qui ont répondu à deux appels à témoignage passés dans les journaux locaux. Je rencontre de mon côté une personne-ressource en situation de précarité au lieu d'accueil La Maison. J'ai déjà des éléments concernant les occupants roumains ayant séjourné à plusieurs reprises sur ce site depuis 2009, la mairie de Rezé fournissant par ailleurs le relevé des occupations irrégulières entre 2002 et 2010<sup>3</sup> – une douzaine concernent des groupes de voyageurs français et les deux derniers des immigrés roumains.

D'emblée, cette simple énumération valide l'approche relationnelle, l'expertise est ici collective et partagée. C'est cette relation<sup>4</sup> qui provoque de l'inattendu, qualifiant là un processus de recherche réel, quoique modeste : une parole de l'envers.

### Une parole de l'envers : précaires et étudiants

Pont-Rousseau, le quartier central de Rezé, accueille un certain nombre de personnes plus ou moins précaires<sup>5</sup>. Plusieurs lieux concourent à leur visibilité, l'arrière du Lidl, la place Sépard, le tram...

Je rencontre Jean-François à La Maison, un accueil de jour associatif en cœur de quartier. L'échange est fourni et révèle une distanciation importante de mon interlocuteur, lui-même *traveller*<sup>6</sup> sédentarisé à Rezé. Il exprime une position complexe à l'égard de la friche. Il déplore l'échec d'un vrai squat organisé fin 1999 ou début 2000, à la fermeture du magasin de tapis, tout en approuvant la destruction physique du bâtiment alors en cours. Ce squat initial n'a tenu que deux mois : trop peu de personnes motivées, des tentatives d'atelier ouverts sur le quartier qui n'ont pas duré, un lieu de passage<sup>7</sup> qui n'a pas réussi à se réguler. Le bâtiment a vite été dégradé par une arrivée de squatters peu formés et peu soigneux. Jean-François évoque avec envie des squats en Espagne et en Hollande et regrette un certain je-m'en-foutisme, une manière « à la française » de mal user des lieux alternatifs. Il signale également la pollution importante du site, la remontée d'hydrocarbures et d'huiles lors des

fortes pluies, les vieilles peintures abandonnées qui fuient, les carreaux amiantés qui se délitent à l'étage, puis un amoncellement progressif de déchets de toutes sortes, la récupération de tous les métaux disponibles et, enfin, un incendie criminel.

Cela explique que la fin de la friche ne l'émeuve pas particulièrement. Il décrit la concurrence entre pauvres, et, sans agressivité, dit que les Roms ont occupé des espaces que d'autres précaires utilisaient auparavant à Rezé. Le groupe de Roumains rencontrés sur place en amont de la recherche le confirme, tout en actant la cohabitation en bons pères de famille.

Lors d'une de nos visites, des étudiants (de ceux que la friche n'effraient pas) rencontrent des usagers français du bâtiment, des hommes d'un certain âge, qui leur font visiter les étages, très sommairement aménagés, et avec humour comme s'ils en étaient les propriétaires.

Plus tard, une étudiante écrit un texte qui synthétise cette idée de cohabitation, découverte en accompagnant une maraude du Samu social de passage sur le site. « Hiver 2007, température entre - 5 et - 10 °. En entrant dans la friche, vers 2 ou 3 heures du matin, on découvre au fond du bâtiment (protégé des courants d'air) un groupe de personnes, ni agressif, ni alcoolisé (sans-abris, personnes âgées, une femme enceinte et une maman avec son enfant). Les plus âgés et les deux mamans sont installés à l'étage dans une grande pièce aménagée sommairement, en bas, un feu. À l'étage, un groupe de femmes roumaines roms avec leurs enfants dans une autre des pièces et qui ne doivent pas descendre ».

Les immigrés roumains en bidonville ont rarement la parole<sup>8</sup> sur l'usage des lieux qu'ils occupent sans titre,

3. <http://habitants-friche.tumblr.com>

4. dont de nombreux extraits sont écoutables sur le blog de la recherche <http://entretiens-habitants-reze.tumblr.com>

5. La ville de Rezé a connu deux morts à la rue ces dernières années.

6. Une des appellations pour les personnes vivant en camion, tout ou partie de l'année. Jusqu'à la dernière mise à jour de GoogleStreetView, il était possible de voir Jean-François avec un groupe d'amis prendre l'apéro autour du camion sur une friche de la Basse-Île.

7. Les *travellers* pouvaient même dans les premiers temps rentrer leurs camions dans le rez-de-chaussée du magasin, le lieu n'avait pas été sécurisé et il n'y avait qu'à pousser la porte.

8. Des textes ont toutefois été collectés, axés principalement sur les parcours migratoires familiaux et la demande d'intégration urbaine et de respect de leur humanité (en roumain et en français) <https://collectifromeuropenantes.wordpress.com/2010/07/17/paroles-dhabitants-roms-nantais-a-propos-de-la-vie-ici>

qu'ils dégradent certainement (déchets, feux, excréments) et certainement en fonction inverse de leur intégration urbaine et de leur accès aux services de base de la collectivité (adresse, eau, déchets, électricité) qui leur sont le plus souvent déniés. Mais des observations régulières montrent au contraire qu'ils apprécient, arrangent et améliorent le bidonville lorsque cela leur est possible.

### La parole retraitée, une autre parole de l'envers

Mais ce qui au fond nous surprend le plus dans cette recherche, c'est la parole des retraités, et bien plus encore celle des retraitées que nous rencontrons. Le jour même de la parution des annonces dans les deux quotidiens régionaux, je reçois un premier texto à 5 h 30 du matin, puis dans la journée une rafale de mails, de quoi relativiser la fracture numérique (nous sommes fin 2011). Je rappelle toutes ces personnes qui acceptent très facilement de rencontrer les étudiants.

Nous les invitons un après-midi salle Jean-Jaurès : les entretiens avec nos deux groupes de retraités sont enregistrés et leur consacrer quelques minutes d'écoute thématifiée<sup>9</sup> est la suite logique de la lecture de cet article. Ils se révèlent bien plus à l'aise que les étudiants. Faire se rencontrer ainsi des personnes qui ont un demi-siècle d'écart apporte un décalage curieux, au rebours des représentations dégradées de la vieillesse : ces femmes, bien davantage encore que les hommes, parlent d'un âge d'or des relations humaines (dans le quartier, la famille, mais aussi au travail). De ce constat féminin partagé, on restera étonné par le refus argumenté de ces femmes, d'anciennes employées de commerce, de parler de *nostalgie*, mais aussi par leur refus non moins argumenté de reconnaître des valeurs positives à la modernité technique et économique, vue par elles comme la mort de la ville et l'amplification de la solitude.

Ce message fait écho à la « ville des courtes distance » (dont l'élu à l'Urbanisme a parlé aux étudiants) et à l'évocation répétée, au travers de leurs expériences professionnelles, de la chaîne de régression multiple qui va, selon elles, des petits commerces aux énormes hypermarchés. Cette parole habitante, féminine, populaire, revendique un art de vivre et une histoire sociale située. Elle évoque les émancipations féminines ordinaires des milieux populaires, mais aussi le Mai 68 rampant en Basse-Loire durant les années 1970, ou encore le

livre collectif *Une autre histoire des Trente Glorieuses, modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre* (Pessis, Topçu et Bonneuil, 2013).

La ville de Rezé, leur propre ville, est devenue, selon elles, une « ville-dortoir » ; « y a pu d'ambiance, c'est mort » ; « c'est mort, mort, mort ». « La municipalité essaie de relancer des trucs, les Couleurs, les choses comme ça pour donner de la vie, un peu », mais ces efforts montrés comme dérisoires sont balayés par le pessimisme du constat. La ville est morte, gentrifiée et tuée par les hypermarchés, la désindustrialisation et les nouvelles formes du travail individualisé et concurrentiel. Décidément, pas de positif et pourtant, pas de nostalgie, « on a tourné la page ».

### La parole ordinaire dans la participation et la transition socio-écologique

La vigoureuse parole de ces retraitées ne saurait dire, à elle seule, le réel de la ville passée et présente. Mais elle exprime, peut-être sans en mesurer toute la puissance, une position critique radicale. Leur parole est politique, comme celle des usagers précaires de la friche ou celle de l'élu à l'Urbanisme. Ou celle des deux étudiants qui interpellent ce dernier<sup>10</sup> et sa vision d'une ville réduisant fortement son empreinte automobile, sans, disent-ils, que les transports collectifs, notamment, pour les banlieusards à horaires décalés, soient à la hauteur de l'annonce.

Ces paroles d'habitants de l'envers, précaires ou retraitées, mettent en scène des questions de base de la participation. Celle-ci, inscrite dans une possible transition socio-écologique et condition même de celle-ci, doit se fonder sur l'égalité des acteurs et leurs paroles. La participation est pleine d'embûches, mais aussi de ressources : dans tous les groupes, la présence de personnes plus motivées, plus collectives (bénévoles, militants, personnes désireuses de bien faire) ; l'écart entre le réel et sa représentation (les effets médiatiques) ; l'existence d'une expertise partagée et d'une intelligence collective des acteurs ordinaires ; la vision non réglementaire et non compétitive de la vie quotidienne ; l'existence d'une forte sensibilité aux lieux ; l'arrangement, le pragmatisme, voire l'illégalisme, le bricolage du réel... ■

Les retraités, et surtout les retraitées, se révèlent bien plus à l'aise que les étudiants.

Leur parole vigoureuse exprime une position critique radicale.

9. <http://entretiens-habitants-reze.tumblr.com>

10. <http://entretien-elu-urbanisme.tumblr.com>

# contributions



# Vélo urbain et « populaire » font-ils bon ménage ?

PAR FRÉDÉRIC BARBE ET LES ÉTUDIANTS DE LICENCE 3 DE L'ÉCOLE D'ARCHITECTURE DE NANTES

**Le renouveau du vélo urbain gagne-t-il également les quartiers d'habitat social nantais ? Avec « une petite commande de recherche subreptice » glissée dans leur sacoche fin 2016 par leur enseignant Frédéric Barbe, un peloton d'étudiants de licence 3 de l'École d'architecture de Nantes a investi différents quartiers de l'agglomération. Envoyés pour collecter des témoignages, des « récits vélo », une étape dans leur unité d'enseignement dédiée au logement social – comprenant des « cours magistraux » d'histoire et d'anthropologie, ainsi que des « travaux dirigés » dans des quartiers. Retour sur cette cueillette et les questions qu'elle ouvre.**

## VÉLO ET LOGEMENT SOCIAL, UN ANGLE MORT DU PROJET URBAIN ?

Cet intérêt pour le vélo s'inscrit dans la question transitionnelle présente au sein du laboratoire Crenau [Centre de recherche nantais architectures urbanités] et l'École d'architecture compte elle-même beaucoup de cyclistes sans toutefois que la culture vélo y soit particulièrement visible dans les enseignements et l'organisation des lieux – hors son parking et la visibilité du phénomène aux abords. Cette commande a donc été passée et réalisée en « périphérie », pourrait-on dire, comme souvent pour ce qui concerne le vélo. En milieu de semestre, je demande donc aux étudiants de « documenter des situations “vélo” dans le logement social dans les quartiers ou îlots qu'ils parcourent en travaux dirigés ». Ils doivent produire un texte personnel et inédit de 1 500 à 3 000 signes, accompagné d'une image personnelle et inédite (photo, dessin, carte, croquis, etc.). Les travaux sont regroupés par quartier et livrés fin décembre. Dans cette brève exploration, une grande part de la qualité vient du grand nombre et de la diversité des propositions qui aboutit à une petite géographie inachevée du vélo dans quelques quartiers d'habitat social de l'agglomération nantaise. Textes et images sont mis en ligne dans un blog de l'École d'architecture<sup>1</sup>,

assortis de ce texte qui les accompagne.

Les questions soulevées par ces textes et ces images sont de différents ordres. D'abord, le manque d'habitude d'écriture libre du récit a amené un certain nombre d'étudiants à produire des textes largement fictionnels (un vélo parle, un enfant parle, etc.) ou à glisser vers le mini-essai qui veut clore une situation alors qu'elle vient à peine d'être découverte – et redoubler ainsi les limites liées à la brièveté de l'enquête. Les récits offrent des qualités plus grandes par la précision de l'écriture, par le souci de croiser des registres d'attention usuellement séparés, par la collecte de paroles, de portraits, par la faculté d'étonnement bien mobilisée, par la réflexivité sur la posture de l'enquêteur, quelquefois lui-même à vélo. Occupons-nous alors des questions ouvertes par les étudiants et (re)lisons leurs textes.

D'abord acceptons, au regard du nombre et de la diversité de la centaine de leurs contributions, la figure multiple du vélo, à la manière ample et systémique de Frédéric Héran dans son *Retour de la bicyclette*<sup>2</sup> : cet objet dépourvu de conscience, mais fortement investi comme soumis à de multiples démembrements et sévices (du temps, des conditions bio-climatiques ou des acteurs eux-mêmes), nous intéresse. « Non-humain » qu'on va questionner dans des quartiers dits populaires où il semble peu présent (c'était du moins l'un des éléments de l'hypothèse proposée aux étudiants), alors qu'il a été longtemps un outil de déplacement majoritaire des classes populaires, pour les hommes mais également pour

de nombreuses femmes, et, qu'au même moment, le vélo semble incarner un mode désirable, voire injonctif, pour les classes moyennes diplômées des espaces urbains centraux des métropoles. D'ailleurs, les quartiers de l'enquête (Bottière, Sillon de Bretagne, Rezé-Château, Clos-Toreau, Malakoff) ne sont pas desservis, sauf un, par le dispositif métropolitain de vélo en libre-service payant, bicloo.

## LE VÉLO, CET ENCOMBRANT DOMESTIQUE

Le vélo, réputé pour sa discrétion et sa faible emprise à l'échelle du plan de déplacement urbain, est un encombrant une fois rendu dans les lieux de vie de ceux et celles qui l'utilisent. La question de son stockage dans l'espace public, les parties communes ou le logement – et ses annexes – sont donc particulièrement bien documentées. Le vol en est une régulation majeure (dans la disparition, mais suggère-t-on, parfois aussi dans l'apparition) dans l'ancien comme dans le neuf, et les récits montrent d'abord la diversité des situations par quartier, par bâtiment, par bailleur, par foyer. À la diversité des contraintes, chacun s'adapte : relative indifférence aux rares aménagements (accroche-vélo, casiers) relevés, mais solutions effectives, dans de rares locaux vélo encore en activité, dans des halls ou des paliers (parties communes donc), dans la cave, dans une entrée, une chambre et un balcon. Nulle stratégie de bailleur n'est évoquée, le local vélo, quand il existe encore, semble mal accessible, de mauvaise qualité, voire anxiogène, les caves peu sûres ou saturées. Des locaux vélos pourtant tout récents sont aussi à l'abandon (Pré-Gauchet). Le vélo apparaît donc comme un encombrant domestique que chaque situation locale arrange plus ou moins facilement (tolérance, insécurité, gêne, évitement, impossibilité). Comment alors repenser cette première entrée, en tant qu'architecte, en tant que bailleur, élu ou habitant, si ce n'est par l'ouverture à la variété des expériences locales et extérieures, par l'évocation nécessaire à la fois du retour de la confiance sociale, mais aussi de la prévention des vols de vélo et de l'inaction des services de police en ce domaine – que tout cycliste volé pourra vérifier lors de ses démarches. Dès la question du stockage, nous voyons bien qu'il s'agit d'une question globale, une exigence pratique de culture vélo et d'écosystème urbain chez tous les acteurs. Entre l'invisibilité du vélo et son démembrement, il y a du travail pour tout le monde,

pour les architectes aussi, et d'abord les architectes de l'existant, les architectes qui réparent, améliorent et participent à l'actualisation socialement utile des bâtiments et des espaces publics. L'évolution de la réglementation (arrêtés<sup>3</sup> portant sur le stationnement des vélos dans les bâtiments de 2011 et 2012, issus de la loi Engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010) invite à agir, mais certainement à ne pas se contenter de notices techniques purement mathématisées, mais à penser l'habiter des lieux avec vélo.

## LE LIEU DE VIE, PIVOT DE L'(IN)UTILITÉ DU VÉLO

Des échanges (plus que de véritables entretiens qui dépassaient la commande) ont complété les observations. « C'est plus pratique avec les transports en commun », dit une habitante du Clos-Toreau, cité réputée enclavée avant l'arrivée du busway. Pour l'accès à la ville-centre, au centre-ville, dans l'agglomération nantaise, les transports en commun, même s'ils sont parmi les plus chers de France, sont plutôt efficaces, proches, souvent traversants. « Tout est aussi trop près dans le quartier » : trop près pour y aller à vélo, c'est la marche qui est le mode quotidien dans l'espace proche bien valorisé par les habitants (au rebours des stigmates extérieurs), même pour l'école (peu de parents à vélo avec des sièges enfants) ou faire des courses (peu de gens à vélo, à fortiori avec des sacoches). Nous voyons avec ces deux citations combien « les parts modales » des différents moyens de déplacement doivent être contextualisées, situées et souvent relocalisées. Elles se construisent à différentes échelles et l'échelle du lieu de vie n'est pas la moindre. Par contre, le développement d'horaires atypiques comme la diffusion de l'emploi ouvrier et employé loin du centre suggère – même si les étudiants l'ont peu montré – que la voiture peut apparaître comme l'unique solution pour un certain nombre d'habitants, la marche comme les transports en commun s'avérant alors inopérants. Dans un registre proche, celui de la croissance métropolitaine, un certain nombre de ces quartiers situés le long des axes lourds de transport en commun voient se développer des parking-relais « sauvages » – pour reprendre un terme qui est, le plus souvent opposé aux pratiques populaires, comme la « mécanique sauvage ». Cela amène une nouvelle problématique de concurrence avec des banlieusards pour le stationnement des véhicules devant chez soi. La collectivité répond actuellement aux

collectifs d'habitants par la création de parkings payants réservés aux locataires du parc social qui, souvent, ne louent pas les garages quand ils existent. Nous voyons là des entrées intéressantes pour discuter des mobilités et faire du participatif depuis les problèmes, mais aussi le type de réponse institutionnelle. Le vélo est donc une parmi ces mobilités, chaque habitant ayant au fond une double allocation de mobilité, celle que la collectivité et le marché lui « offrent » (lui facturent), et celle qu'il fabrique lui-même.

## LES DIFFÉRENTS ÂGES DU VÉLO DANS LE QUARTIER

À la figure du vélo radicalement absent des quartiers populaires, une absence née du croisement du tout-automobile et du renouveau des transports publics, mais aussi du maintien d'un important niveau de services accessibles à pied allié à une culture habitante de la proximité, les étudiants ont opposé le vélo de l'enfance et questionné à la fois la transmission, l'initiation et l'entrée dans l'âge adulte. Ils ont d'abord croisé des affairements inattendus de vélos, sous la forme d'ateliers vélo. Le premier au Clos-Toreau prend la forme d'une camionnette-atelier présente certains mercredis, animée par des éducateurs de la protection judiciaire de l'enfance. Malgré son déficit en pièces détachées, son caractère très discontinu et « parachuté », l'atelier est bien suivi et génère interactions et diffusion de bonnes pratiques d'entretien. Il met en visibilité le vélo et les cyclistes dans le quartier, il les socialise. L'atelier vélo associatif de la Botière, le 60B, est lui fixe, inscrit, ancré dans le quartier. Il est certainement plus « à nous » (les habitants du quartier) quand d'autres dispositifs sont plus « à eux » (par exemple, les casiers vélo orange ou le lointain bicloo). Les étudiants décrivent le 60B comme un des petits centres de la vie sociale du quartier. Tout cela mériterait attention, enquête et imagination, car la carte des ateliers vélo dans l'agglomération reste insuffisante et lacunaire et nous voyons dans ces deux exemples des objets « qui marchent », justement ce genre d'objets que tout le monde dit rechercher.

Les étudiants croisent également de nombreux cyclistes, d'abord sous la forme d'enfants et d'adolescents engagés dans différents usages. Ils pratiquent le détournement ludique d'aménagement au profit du vélo : des anneaux de pataugeoire servent de vélodrome informel, des bosses et autres aménagements deviennent des lieux de perfor-



mance, la voirie elle-même, d'utilitaire, devient un espace de monstration pour des roues arrière non motorisées, des dérapages, rodéos et acrobaties à l'huile de cuisse et de mollet. La dimension genrée y est présente, dans la sur-présentation des garçons, leurs compétitions informelles plus soutenues, mais aussi dans la dégradation plus rapide des vélos des garçons rapportée par les filles, dans l'usage du vélo comme une situation de socialisation juvénile, d'exploration et d'appropriation des lieux, de mise en scène de soi – avant d'être un moyen de transport. Le vélo valorise ici l'engagement corporel des enfants (et rejoint la balance des bénéfices sociaux du vélo évoqués par Frédéric Héran), dans le quartier même où il structure une partie de leur temps et de leur espace. Les vélos circulent eux-mêmes (hors le vol) dans la fratrie, la famille étendue, la bande d'enfants. La question posée devient alors celle de la réduction de la pratique et/ou de l'absence de son extension tout au long du passage à l'âge adulte.

Bien sûr, on pense alors que la séduisante culture de la motorisation écrase certainement le vélo en le réduisant à une forme d'initiation qui bascule à l'adolescence vers la vitesse motorisée (scooters, quads, automobiles et même transports en commun), des situations rapportées aussi par les étudiants, ses avantages et ses risques (on pense à la surmortalité routière des catégories populaires juvéniles), mais aussi la désapprobation par de nombreux habitants-parents de ce risque motorisé. On se gardera ici de généraliser et de penser, comme on l'a vu, que seule cette dimension explique la moindre pratique adulte du vélo dans les quartiers d'habitat social.

D'autant que les étudiants rencontrent aussi un certain nombre d'adultes à vélo, exprimant davantage la pluralité des conditions et des expériences de vie dans le logement

social concentré, les anciennes « cités », qui n'est absolument pas une expérience homogène, mais un ensemble de territoires situés comme l'ont montré de nombreux travaux, comme, par exemple, *Le logement social : des représentations aux réalités* de Karine Meslin et Loïc Rousselot<sup>1</sup>, à partir du cas nazairien. Les étudiants notent aussi la cohabitation des cyclistes venus de territoires voisins pour utiliser des espaces ou des équipements repris ou produits par la rénovation urbaine (le parc du Sillon, une médiathèque, des maisons de « quartier » ayant brusquement changé d'échelle, une école rénovée, une nouvelle salle de spectacle, etc.) avec les (jeunes) cyclistes du quartier. Cette cohabitation semble procéder des mêmes limites que la mixité sociale descendante des projets urbains. Des habitants rencontrés décrivent ainsi les aménagements vélo récents comme de simples décors urbains (une forme de prévention situationnelle) et le vélo peut ainsi rejouer le « nous » et le « eux », tel que le décrit, par exemple, Denis Merklen dans son *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques*<sup>5</sup> à propos notamment de l'évolution de la lecture publique dans le cadre du projet urbain.

## SOCIALISER LES ACTEURS AU VÉLO

À Rezé, des étudiants croisent deux policiers nationaux à vélo, un « précaire » qui circule sur un ancien vélo de postier, une femme qui fait du vélo dans la campagne ou pendant ses vacances, qui fait du vélo « occasionnel », des échos participatifs qui éloignent la question du vélo en réunion publique (« C'est pas le problème du quartier ! »). Au Sillon, un club de cyclistes officieux, des passionnés issus de l'immigration qui affirment que beaucoup de gens se mettent au vélo. À Malakoff, des habitants s'approprient le bicloo pour sortir du quartier quand d'autres tiennent les murs à vélo. Ici et là, l'aménagement cyclable des lieux – signalétique, largeur des voies, revêtements, comportement des autres usagers – est montré comme inexistant ou inapproprié, et l'expérience cyclable des étudiants pendant leur enquête de terrain n'a pas toujours été confortable. Des habitants plus âgés évoquent le vélo d'avant, qui permettait d'aller au travail, de pallier aussi l'absence de voiture. Les récits des étudiants, les conditions de l'enquête ne permettent qu'un effleurement de toute cette diversité discrète. D'autres données apparaissent dans nos rencontres. Nantes Métropole recense les rez-de-chaussée vides chez les bailleurs sociaux. Place au Vélo organise l'apprentissage adulte du vélo avec sa « vélo-école adulte<sup>6</sup> »,

pour un public qui s'est révélé essentiellement féminin et largement issue des cultures de l'immigration. L'association s'engage dans le programme Alvéole<sup>7</sup> qui propose « d'accélérer la création de locaux vélos équipés et sécurisés dans le parc locatif social d'habitat collectif existant via l'accès à un financement dédié et d'accompagner les ménages bénéficiant de ce local vers une mobilité autonome », pour environ 150 locaux vélos sécurisés d'ici fin 2017, en France, et l'accompagnement de 2 250 ménages en situation de précarité énergétique par des vélo-écoles. Bien sûr, la modestie de cette initiative, son financement bureaucratique par des calculs de bonus-malus fiscaux des fournisseurs d'énergie bien difficiles à comprendre nous éloignent des meilleurs récits des étudiants – l'habiter du vélo quand on habite un appartement dans le logement social concentré. Ils nous en rapprochent néanmoins parce que c'est un outil de mobilisation des acteurs institutionnels, notamment les bailleurs, dont la culture vélo reste peu documentée et qui concentrent une part importante de la (re)production urbaine. À prendre au sérieux les dimensions multiples du vélo urbain – le lieu dans l'espace urbain, la culture, l'âge, le genre, l'aménité des lieux bâtis et de leurs espaces publics et leur praticité, la confiance sociale et la reconnaissance des avantages sociaux du vélo, la maîtrise corporelle, la maîtrise mécanique, la diversité des pratiques et des machines – on reconnaîtra plus facilement que le vélo n'est pas « naturellement » le mode de déplacement de certaines catégories socio-professionnelles ou socio-culturelles, mais qu'il est une expérience commune en devenir. ■

1. Consulter le lien suivant : <https://transition-socioecologique.nantes.archi.fr>.

2. *Le retour de la bicyclette. Une histoire des déplacements urbains en Europe, de 1817 à 2050*, éditions La Découverte, 2014.

3. Voir [www.velo-et-logement.info/Reglementation-sur-le-stationnement-des-velos-dans-les-batiments.html](http://www.velo-et-logement.info/Reglementation-sur-le-stationnement-des-velos-dans-les-batiments.html) et [www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/referentiel\\_stationnement\\_des\\_velos\\_12\\_decembre\\_2013.pdf](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/referentiel_stationnement_des_velos_12_decembre_2013.pdf)

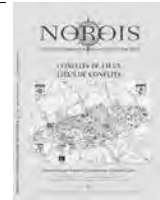
4. Publié en 2016 par le Groupe d'étude et de recherches sociales et répondant à une commande la Carene, l'agglomération de Saint-Nazaire.

5. Presses de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, 2013.

6. Voir [www.placeauvelo-nantes.fr/index.php/nos-actions/velo-ecole-adulte](http://www.placeauvelo-nantes.fr/index.php/nos-actions/velo-ecole-adulte).

7. Voir [www.fub.fr/alveole](http://www.fub.fr/alveole).





## La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique

*The "Area to Be Defended" at Notre-Dame-des-Landes,  
or the Art of Inhabiting Places as Political Strategy*

Frédéric BARBE

géographe, Centre de Recherche Nantais Architectures Urbanités, UMR Architectures Ambiances Urbanités 1563,  
Ensa Nantes – 6 quai François-Mitterrand, BP16202, 44 262 NANTES cedex 2. ([frederic.barbe@crenau.archi.fr](mailto:frederic.barbe@crenau.archi.fr))

**Résumé :** Le conflit socio-environnemental de Notre-Dame-des-Landes est actuellement l'un des plus importants conflits de ce type en Europe. Malgré sa longévité et sa complexité, malgré les coûts politiques et financiers qu'il engendre, malgré les formes d'innovation que l'on peut y trouver et les questions de gouvernance qu'il adresse à tous, ce haut lieu est peu enquêté par les sciences sociales. Dans la première partie, nous examinons le lieu du conflit et les conditions de la recherche dans ce lieu. Dans la deuxième partie, nous proposons d'élargir le périmètre habituellement considéré et d'offrir un récit réaliste de l'expérience de la « zone à défendre ». Ainsi, nous voulons montrer comment s'articulent la figure du haut lieu politique et des mises en réseau plurielles et à des échelles variées. Au travers de ces trois entrées, nous suggérons la réalité d'un « habiter en conscience d'habiter » comme ressource politique construite et partagée par des acteurs hétérogènes.

**Abstract:** *The socio-environmental conflict at Notre-Dame-des-Landes is currently one of the most important eco-conflicts in Europe. Despite its unique characteristics – its long duration, its complexity, the high political and financial costs involved, the forms of political innovation generated, the questions of governance raised – the social sciences seem to have ignored this important place. First, we consider the place of conflict itself and the possibilities for honest social-science research that it offers. Second, we propose to go beyond the usual limits of the conflict area and describe how local arts of resistance combine different means of inhabiting the conflict area and generating counter-expertise. In this way, we wish to show how its status as a key political battleground and the associated multi-scale networks are interconnected. Through these three entry points, we hope to shed light on the day-to-day reality of "conscious inhabitation" of places as a political resource and strategy shared by heterogeneous actors.*

**Mots clés :** habiter – contre-expertise – réseau – illégalisme – participation – ZAD

**Keywords:** *sense of place – counter-expertise – network – illegalism – participation – ZAD (area to be defended)*

Depuis l'automne 2012, la « zone d'aménagement différé » de Notre-Dame-des-Landes créée en 1974 est devenue la « zone à défendre », un territoire de 1650 hectares, singulier dans ses formes de résistance et de sécession, surmédiatisé et pourtant fai-

blement étudié par les sciences sociales. Imaginé à la fin des années 1960 (Oream, 1971), le projet de construction d'un second aéroport international d'intérêt régional à proximité de Nantes est réactivé en 2000 sous le gouvernement Jospin et la déclaration

d'utilité publique est actée en 2008. La construction de l'opposition à ce projet est inscrite dans cette longue durée et dans un espace multi-échelles. Trois générations d'habitants sont concernées. Ce que ses acteurs nomment « le mouvement » se réfère à de nombreux conflits proches ou lointains, actifs ou patrimonialisés : deux projets de centrales nucléaires en Basse-Loire, l'aménagement du bassin de la Loire, Donges-Est, Plogoff, le Larzac, et des conflits plus récents comme celui de Sivens, de Bure ou du Val di Susa, etc. Un premier livre de critique de l'aménagement et de la croissance, *Dégage!... on aménage* (Jean De Legge et Roger Leguen) est publié en 1976. Il cite Lacoste, édité la même année chez Maspéro, qui réinscrit la culture du conflit et du rapport de force dans la géographie. Le conflit d'aménagement de la décennie 1970 est devenu, quarante ans plus tard, un conflit socio-environnemental complexe.

La réactivation du projet en 2000 s'accompagne d'une montée progressive des oppositions et de la formation d'un haut lieu politique déjà habité (ruraux et péri-urbains) et bientôt occupé (appel international à occupation par les premiers occupants, lors du Camp Climat de 2009). Depuis 2000 et surtout 2012, les interventions variables de l'État et des grands exécutifs territoriaux comme la dilution du temps participatif ou judiciaire ont permis le développement d'une coalition marquée par la convergence de formes d'action diverses et la porosité entre groupes d'opposants très variés. Cette coalition hétérogène est large et efficace : à la date de finalisation de cet article, elle empêche toujours le démarrage des travaux et génère des alternatives pratiques et théoriques. Nous souhaitons ici contribuer à une connaissance objectivée de cette « zone à défendre ». Dans la première partie du texte, nous examinons les conditions de la recherche dans ce conflit. Dans la deuxième partie, nous montrons la nécessité d'élargir le périmètre d'étude habituellement considéré (celui de la ZAD) pour offrir un récit réaliste de l'expérience de la « zone à défendre ». Ainsi, nous montrons comment s'articulent un haut lieu politique et des mises en réseau plurielles et à des échelles variées. Dans ces trois propositions, nous proposons au lecteur de mobiliser le concept de « l'habiter » pour

expliquer le comportement politique, relationnel et quotidien de très nombreux acteurs. Le mouvement contre ce projet d'aéroport est devenu un mouvement « contre l'aéroport et son monde », mais il est aussi un conflit de lieu, inscrit dans la matérialité des relations à des territoires singuliers.

L'habiter est un concept qui apparaît régulièrement en philosophie et dans les sciences sociales, adaptatif et pluriel (Stock, 2004), très sensible aux modes intellectuelles et éditoriales. Il existe aussi sous d'autres appellations dans les mondes vernaculaires (Bonnemaison, 1986). Concept peu dense, mais très englobant, il est entendu dans cet article comme la relation sociale aux lieux. C'est un truisme de dire qu'il existe un très grand nombre de régimes d'habiter. Pour l'étude de ce conflit, nous proposons d'inventer et de mobiliser un « habiter en conscience d'habiter » comme un régime critique spécifique de l'habiter. Il engage la personne et le groupe dans le faire ensemble et le faire avec ce qu'on a et qui est là – ici et maintenant. En effet, « habiter » la ZAD et le « mouvement » pose des questions existentielles en permanence. On s'y déploie en tant que personne devant exercer sa souveraineté et membre de collectifs s'affirmant autonomes au milieu de tensions et de rapports de force variés et forts, dans une problématique géographique et environnementale quasi-permanente. Le danger (physique ou socio-professionnel), la mise en danger de soi, le sentiment euphorique de l'inconnu, le plaisir parfois douloureux de la découverte de soi et de la libération de la puissance personnelle et collective par l'abandon des servitudes volontaires (La Boétie, 1547 ; Reich, 1933), la transgression individuelle et le multiplicateur transgressif de l'esprit de groupe excitent cette expérience de l'habiter. Nous proposons au lecteur de vérifier par lui-même cette hypothèse d'une contestation par « l'habiter en conscience d'habiter ». Ce régime critique de l'habiter serait une méta-ressource de nature politique, un habiter engagé, permettant de mobiliser l'ensemble des autres ressources des acteurs concernés. Loin de la croire réservée aux sociétés riches, je pense notamment la voir à l'œuvre chez les plus pauvres dans la théorie de la « démocratie profonde » (Appadurai, 2013), comme une forme politique élémentaire accessible à tous.

## **UNE PARTICIPATION OBSERVANTE ÉMANCIPÉE DANS UN CONFLIT SOCIO-ENVIRONNEMENTAL**

À partir de 2009 (premières résistances physiques aux forages menés par le concessionnaire), la « zone d'aménagement différé » est progressivement militarisée. La présence policière devient permanente en 2012-2013 pendant l'opération César et ses suites, paroxysme du conflit, début de destruction des lieux et tentative d'expulser les occupants par la force. La répression et la surveillance policières, mais aussi les pressions de toutes sortes touchent au même moment la métropole nantaise. Dans cette ambiance anxiogène, les conditions même de la recherche sont affectées par la tournure des événements.

### **Historique d'une absence des sciences sociales**

Peu de travaux scientifiques ont été publiés sur ce conflit. Deux articles tardifs y sont consacrés (Renard et Rialland-Juin, février 2013 ; Pailloux, janvier 2015), quelques mémoires de master, des segments de thèse ou d'articles, notamment liés au bruit aéroportuaire, à la création de la Commission Nationale du Débat Public et aux chantiers participatifs. Un enseignant-chercheur nantais retraité nous signale en 2013 qu'un projet de Groupement d'Intérêt Public avait été évoqué dans les années 1980, puis abandonné en même temps que le projet. Je suis contacté par quelques doctorants ou collègues éloignés souhaitant venir sur la ZAD pour un terrain ou un atelier collectif. Cette atonie surprend, les seuls chercheurs rencontrés sur le terrain sont des étudiants de master, souvent géographiquement éloignés, engagés dans l'expérience même de la « zone à défendre », eux-mêmes en participation observante. Au regard de l'énorme production politique et contre-experte des différents acteurs de la coalition anti-aéroport, comme des massives « propagandes nécessaires » (De Legge, 2013) des grandes collectivités territoriales, les sciences sociales apparaissent invisibles. Même le grand colloque international de géographie rurale tenu à Nantes en 2014, intitulé « Les campagnes : espaces d'innovation dans un monde urbain » ne se déplace pas sur les lieux. Si nous voyons quelques collègues

et aussi de nombreux étudiants nantais sur les lieux, ce ne sera jamais dans le cadre d'une recherche, mais dans celui d'un habiter des lieux.

Faute d'entretiens menés sur cette question, il est difficile d'expliquer cette absence autrement que par un ensemble d'hypothèses ainsi résumées : d'une part, l'idéologie de la compétition et de la métropolisation comme l'économie et la réorganisation de la recherche ne sont pas sans effet sur les objets que celle-ci se choisit ; loin d'être neutre axiologiquement, le choix des sujets et des terrains de recherche est contrôlé par ses conditions politiques et financières. D'autre part, les modalités les plus courantes de la recherche, sans restitution intermédiaire, sans médiation, sans retour final aux acteurs et dont les produits ne sont pas librement accessibles, n'incitent pas à entrer dans des scènes conflictuelles revendiquant l'autonomie. En miroir de cette absence, de nombreux acteurs de la coalition anti-aéroport (et la zone à défendre ne diffère aucunement en cela de nombreux autres espaces sociaux) portent un regard premier distant, sinon hostile à l'enquête en sciences sociales. Dans ce conflit, en raison des tensions et de la surveillance policière, cette suspicion à l'encontre d'une recherche mal connue et jugée peut-être peu honnête, sinon complice d'une expertise aux ordres, nous a semblé particulièrement forte. Mais elle apparaît aussi paradoxale, puisque des chercheurs sont régulièrement invités dans les réunions publiques et les fêtes annuelles du mouvement. Le Collectif des naturalistes en lutte a pris cette question à bras-le-corps en expérimentant une recherche plus relationnelle. Selon nos observations, la participation observante que l'on pourrait décrire comme un régime d'habiter spécifique de la recherche, mais aussi la médiation du travail scientifique permettent de réduire la suspicion à son encounter.

### **Une relation de recherche, la participation observante**

J'ai construit une situation de recherche, en partie rétrospective, depuis ce constat progressif de carence des sciences sociales et en me plaçant peu à peu dans une posture de « participation observante émancipée » (Soulé, 2007). Il s'agit d'abord pour moi de prendre en charge un travail que personne ne semble faire et cela se limite initialement au

projet de construire une archive de cette lutte avec laquelle j'interagis. S'il faut témoigner ici, et plus que dans une recherche classique, des conditions de la recherche, c'est aussi parce que la participation observante reste encore aujourd'hui suspecte. Dans mon cas, ce mode de recherche exigeant combine des temps d'action et de distanciation, au sein de la coalition des opposants. Son biais principal semble être ici l'absence d'enquête régulière auprès des porteurs du projet. Ce travail suppose à un certain moment d'afficher clairement auprès de certains interlocuteurs le projet d'écrire sur la ZAD sur un registre académique, notamment en vue des entretiens et des relectures de versions successives de cet article par des acteurs de la coalition. Mon entrée dans le conflit date de 2009, lors de la préparation du Camp Climat (premières réunions à la Vache Rit, le hangar agricole lieu de réunion historique du mouvement) et du Camp Climat lui-même, où je suis présent avec une association nantaise, des livres, une tente, des ami-e-s. Habitant Rezé, une des trois communes du Sud-Loire riveraines de l'aéroport international Nantes-Atlantique, j'ai longtemps travaillé dans le collège de Bouguenais, dernier bâtiment de hauteur dans le couloir d'atterrissage de l'aéroport. Je connais et utilise avec mes élèves d'alors le premier document de contre-expertise contre le transfert, édité et diffusé par la mairie de Bouguenais aux habitants de la commune en 1997, *De Bouguenais à Notre-Dame-des-Landes, un transfert à haut risque*. En 2000, nous manifestons, chantons et tapons même sur des casseroles en compagnie d'élèves et de parents d'élèves dans le hall de Nantes Atlantique, mais c'est contre Claude Allègre, alors ministre de l'Éducation nationale.

D'emblée, et je montrerai plus loin la nécessité de cet élargissement du périmètre d'intérêt, mon « habiter » du conflit comme géographe et habitant se déploie tout autant au Sud-Loire qu'à la ZAD. Les actions-observations se déroulent sur les deux terrains : libres divagations, réunions du mouvement, inter-collectifs régionaux ou nationaux, ateliers, fêtes et manifestations sur la ZAD, mais aussi à Nantes, dans les trois communes riveraines de l'aéroport et dans le pays de Retz, en général plus près de la dynamique organisatrice. En 2011, je participe à l'écriture et l'édition du second livre sur le conflit, *C'est quoi c'tarmac, profits, men-songes et résistances* (Collectif Sudav, 2011) écrit

depuis les deux territoires, ZAD et Sud-Loire, puis en 2014-2015 à l'émergence du groupe CartoZ. L'engagement dans une telle démarche scientifique vient d'abord d'un attrait certain pour « l'empirisme radical » porté notamment par Becker ou Peneff, son passeur français. La lecture de *L'expérience de terrain* (Mohia, 2008) ou d'Arjun Appadurai (2013), de sa « démocratie profonde » et de son « droit à la recherche » m'ont aidé à penser une recherche relationnelle, éloignée de toute colonialité. Biau et al. (2013) ont montré à contrario combien la plupart des formations disciplinaires présupposent, enseignent et s'autojustifient par l'incompétence présumée des personnes ordinaires. Le travail de recherche et d'édition du Centre d'Histoire du Travail de Nantes sur l'histoire sociale du département m'a également nourri, sur le fond, mais aussi sur la manière habile et souvent touchante dont de nombreux acteurs engagés géraient leurs archives et passaient à la recherche et à l'écriture. La participation observante est ce qui me paraît nommer le mode de recherche utilisé ici. En la qualifiant d'émancipée (Soulé, 2007 ; Rancière, 1987 et 2008), je dis qu'elle s'est constamment accompagnée d'un processus d'objectivation des situations, mais aussi d'une très grande tolérance personnelle à la diversité des acteurs et des expériences, qu'elle est une forme maîtrisée de « passion cognitive » (Roux et al., 2009). Elle conjugue ainsi « la pensée par cas » (Passeron et Revel, 2005) et « la reprise de l'affectivité », du contradictoire et du sensible dans la recherche (Desprest, 2009).

### L'habiter d'une lutte

En important les concepts de *topos* et de *chôra* (Berque, 2000) dans le contexte d'un conflit d'aménagement ayant changé de nature, nous souhaitons rappeler que la relation au lieu (la relation d'un groupe dans et à une portion d'étendue terrestre) est une composante difficilement contestable de ce conflit. Au lieu mathématisé de l'aménageur (*topos*) et de l'élu visionnaire, est substitué, articulé, arrangé, opposé par une grande partie du mouvement, le lieu existentiel et relationnel (*chôra*), souvent figuré dans la littérature des occupants comme « zone d'autonomie temporaire » (Bey, 1997) et de plus en plus « Commune ». L'habiter ainsi tourné est l'art d'être habitant d'un lieu, indigène. Mais cet habiter du

mouvement décrit aussi la manière de circuler et de s'approprier de nouveaux lieux, inconnus, et la sensibilité de « la ZAD<sup>1</sup> » au fait urbain et au fait migratoire, à l'internationalisme, en témoigne : « la ZAD » fournit régulièrement de la nourriture aux deux squats de sans-papiers de Nantes et à des habitants d'origine roumaine des bidonvilles de l'agglomération ; en mars 2016, « des zadistes » sont présents lors de l'expulsion d'un grand bidonville et participent au déplacement des caravanes délabrées des expulsés. L'habiter du mouvement contre l'aéroport et son monde semble alors relever d'une synthèse de figures souvent opposées, celles de l'indigène et du migrant, du rural et de l'urbain : une combinatoire psycho-géographique (Moles, 1992) datée et située, glocalisée. En effet, cet habiter s'inscrit aussi dans l'histoire sociale paysanne et ouvrière (et celle de l'économie sociale) de la Basse-Loire, vécue directement par de nombreux acteurs âgés et retraités qui constituent une part active du mouvement. Transmise aux plus jeunes par des récits d'imprégnation lors des moments collectifs, elle est explorée et mise en scène par certains groupes d'occupants (comme le Collectif Mauvaise troupe). Cette intégration de l'expérience de la zone à défendre dans l'histoire socio-spatiale régionale (Lambert, 1970 ; Le Madec, 1988 ; Bourrigaud, 1994 ; Barbe, 2008) explique aussi la prise de position de la CGT (CGT, 2015) contre le projet d'aéroport, qui était loin d'être acquise en raison de sa tradition productiviste. Enfin, les liens noués avec d'autres luttes ici et ailleurs (THT, Sivens, Bure, Val di Susa, Rosia Montana, différents États du Mexique, Ferme des milles vaches, etc.) reprennent un répertoire de solidarité et de formation mutuelle des années 1970 et 80 (Plogoff, le Larzac, le Nicaragua sont alors reliés à la Loire-Atlantique) et mobilisent ensemble différentes catégories d'opposants.

Cet habiter de résistance collective nourrit et se nourrit d'une critique de la modernité occidentale et des modes d'aménager issus notamment de la modernité stato-nationale et coloniale, puis de la mondialisation néo-libérale structurant une nouvelle compétition territoriale. Il nous semble

constituer la ressource principale et bon marché des habitants et occupants. Habiter en conscience d'habiter, c'est faire de la politique avec son corps, avec sa vie. C'est être un, relié aux autres et aux lieux. En tant que ressource relationnelle, l'habiter en conscience d'habiter (qui nous semble une forme de conscience politique particulière investissant la relation aux lieux) permet de mobiliser de nombreuses autres ressources de toutes natures. Dans certaines sensibilités habitantes, nous voyons des formes discrètes d'autochtonie associées dans la lutte à un grand internationalisme : des paysans nés sur place refusent le concept étroit de propriété et se disent « passeurs de terre » de génération en génération, engagés dans des luttes sociales depuis les années 1970 et choqués par la catégorisation de « mauvaises terres » véhiculée par les porteurs du projet. Des occupants très jeunes, venant parfois de pays étrangers, très mobiles, fonctionnant en réseau étendu, disent leur attachement au nouveau lieu. La mobilité paysanne est également forte, chaque manifestation en rend compte. Cet habiter spécifique offre des ressources pour échapper au syndrome et au stigmatisme « Nimby » décrivant l'enfermement égoïste des riverains s'opposant à l'intérêt général. Habiter politique usant de références très hétérogènes, croisant et expérimentant des formes d'organisation diverses, il échappe également au risque populiste d'une souveraineté critique réduite à l'empêchement (Rosanvallon, 2006). Démentant le mythe du citoyen passif, ce mouvement « contre l'aéroport et son monde » porte aussi des propositions et des alternatives. L'habitant n'est manifestement pas le riverain, terme de plus en plus accaparé par la pensée de l'exclusion (Fassin et al., 2014). Localement, la catégorie « riverains » (les habitants des communes impactées par le projet ou les automobilistes les traversant régulièrement) est mobilisée par les porteurs du projet pour les décrire comme victimes quotidiennes des occupants dits radicaux de la ZAD et appeler à une action répressive, elle-même annoncée explicitement radicale.

L'intensité et la singularité de ce conflit faiblement étudié mettent en lumière les relations complexes entre la recherche et l'habiter des terrains de la recherche. Nous voyons aussi dans cet évitement académique la trace d'un nœud épistémologique et éthique au sein même du tournant participatif initié par l'État et les collectivités (Mohia, 2007 ; Peneff,

1. L'emploi de ce géographisme ou sociologisme (selon les cas) est signalé ici volontairement pour rappeler au lecteur un usage courant mais contextuel du terme : « on va à la ZAD », « la ZAD peut amener des légumes et des plants à repiquer ». On comprendra qu'il s'agit parfois du lieu, d'autres fois des occupants dans le lieu ou ailleurs, le plus souvent d'un mot à large spectre, que seul le contexte d'énonciation précise.

2009 ; Collignon, 2010 ; Volvey *et al.*, 2012 ; Biau *et al.*, 2013). L'habiter en conscience d'habiter porte une dynamique de recherche, un véritable « droit à la recherche » des habitants (Appadurai, 2013).

## L'HABITER ET LA CONTRE-EXPERTISE

La perception commune des échelles du conflit a fortement évolué au cours du temps. Plutôt enfermé entre 2000 et 2012 dans l'étroit périmètre administratif de la ZAD, le conflit a connu une série d'extensions : à la métropole nantaise, à l'Europe, puis à la France entière lors de la phase « ZAD PARTOUT », puis plus spécifiquement à la partie de l'agglomération riveraine de l'aéroport international Nantes Atlantique et, à nouveau, à l'international, etc. L'existence préalable d'un aéroport international reconnu par le monde professionnel, sûr, profitable (aujourd'hui privatisé et géré par le concessionnaire du projet de nouvel aéroport) et modulable, ne peut être ignoré dans l'analyse de ce conflit. Il s'agit donc d'abord de relier ces deux territoires par l'enquête.

### L'endroit et l'envers d'un conflit : relier deux « habiter »

L'endroit, c'est la zone à défendre. Aller sur la ZAD, à pied, à vélo, en stop, en voiture. Y dormir parfois, dans une tente en plein été, dans une chambre de ferme surpeuplée pendant la garde hivernale d'un lieu menacé de destruction. Divaguer encore, parcourir les chemins, éviter les check-points de la gendarmerie mobile en traversant des prairies et des champs détrempés, être accueilli dans un lieu, puis un autre, travailler, lever les suspicions, rencontrer des gens et des métiers que l'on ne rencontrerait pas, amener des livres, de l'argent, de la nourriture, en ramener de la ZAD à d'autres moments vers la ville. Lire. Y lire Erri de Luca sous un chapiteau. Reconnaître des acteurs peu à peu médiatisés et pourtant discrets, voire anonymés pendant la phase des « Camille ». Écouter. Prendre l'apéro. Faire des inventaires naturalistes en bande organisée, accoucher d'un débat sur l'avenir de la ZAD après l'abandon du projet malgré les craintes de certains acteurs que cela démobilise, faire des cartes, les éditer, les vendre par milliers en un seul jour sur une quatre-voies piétonnisée par force, faire une conférence au Festival International de

Géographie de Saint-Dié-des-Vosges, participer aux ateliers d'écriture du *Journal Intime Collectif*. Être contrôlé par la gendarmerie, à pied, en vélo, en voiture, en stop. Manifester. Être photographié depuis le sol ou depuis un hélicoptère, en train de manifester, de se réunir, de ramasser des pommes de terre ou de semer du sarrasin. Rencontrer des autochtones et leurs petites-grandes histoires, faire « visiter » la ZAD à des Maliens, des Lyonnais, des timides, des inquiets (« la ZAD » est fréquemment décrite par les pro-aéroports et les médias comme une zone de non-droit, une organisation terroriste, un mouvement armé avec sa vitrine légale), à ceux qui finalement demandent à voir. Être un indigène au pluriel. Croiser des journalistes dissidents, des étudiants qui nous demandent pourquoi on n'en parle pas à la fac, des sans-papiers africains réfugiés sur la zone et qui colorent d'un coup cet univers très blanc de peau.

Cet endroit singulier, ce « Las Vegas » paysan, squatter, péri-urbain, communaliste et indigéniste, a un envers, c'est le Sud-Loire, son aéroport international, ses nuisances sonores, ses zones d'activités et ses emplois liés, ses habitants qui font moins parler d'eux. À Bouguenais et Rezé, j'observe également la différence entre la catégorie « habitant » et la catégorie « riverain ». L'absence d'associations consistantes d'habitants luttant contre le bruit aéroportuaire et l'activité des plus réduites<sup>2</sup> de la Commission consultative d'environnement de Nantes Atlantique confirme « l'influence du sentiment d'appartenance territoriale dans la délimitation du périmètre géographique de gêne sonore » en montrant également comment « le vécu du bruit des avions [peut], en forgeant des pratiques et représentations spatialisées, alimenter l'identité locale dès lors en tension avec la symbolique d'altérité spatiale, sociale et politique que l'objet « bruit des avions » véhicule » (Faburel, 2003a et b). Si les habitants du Sud-Loire avaient réclamé activement la fermeture de l'actuel aéroport, le nouveau serait certainement déjà construit. La figure de l'habitant plutôt populaire et pragmatique, conscient des externalités positives de la zone aéroportuaire actuelle et des risques que le transfert fait courir aux stratégies familiales (perte d'emplois, majoration des temps et des coûts de transport, déstructuration et gentrifi-

2. [<http://www.acnusa.fr/fr/les-aeroports/aeroports-acnusa/nantes-atlantique/31>].

cation des espaces de vie) semble alors très éloignée de celle, étroite, du riverain réduit à une seule donnée mesurable (la distance ou le bruit « objectif »). L'actuelle zone aéroportuaire est aussi un bassin de vie et d'emploi. L'encadré ci-dessous rend compte de l'activité du Collectif de Rezé contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, un collectif d'habitants créé fin 2012.

Cet inventaire dit mal le fait que l'action du collectif rezéen s'est toujours liée dans l'action à la dynamique de la ZAD et que ses membres ont toujours défendu « l'expérience de la ZAD » lors des rencontres avec les habitants, les élus, les journalistes, y compris dans les moments de tension et de pression politique extrêmes, et notamment autour de la grande manifestation du 22 février 2014, lorsque les élus porteurs du projet et le préfet recourent de manière récurrente et sans nuances aux catégories du terrorisme pour intimider, trier et diviser les opposants au projet. C'est ce lien entre un endroit, la ZAD « extra-ordinaire » et un envers, le Sud-Loire « ordinaire », qui relocalise à mon sens le conflit. Ce lien n'a été reconnu que progressivement au sein du mouvement et c'est la pluralité de celui-ci qui a permis notamment que se

réalise en 2014-2015 le travail de l'Atelier citoyen, un « bureau d'études » éphémère et collaboratif pour l'optimisation et la bonne gestion de l'actuel aéroport, aujourd'hui concédé au groupe Vinci. Incarnant les liens humains, politiques et quotidiens entre les deux territoires, l'ancienne maire et conseillère générale socialiste de Bouguenais est devenue l'une des figures publiques du mouvement contre l'aéroport et son monde (Verchère, 2016). Les nouvelles oppositions municipales de gauche à Rezé et Bouguenais comme les prises de position de la CGT locale, départementale, régionale, enfin nationale et du groupe Vinci lui-même (au terme d'un long processus 2011-2015) sont également fondées sur ce lien entre les deux territoires – des territoires « circulants ».

### **L'expérience de la zone à défendre de Notre-Dame-des-Landes**

La zone était habitée avant 2009. L'opposition au projet datant du début du projet (1972-1974), ce sont ces habitants à la fois ruraux et péri-urbains qui détiennent l'historicité et la légitimité de la lutte. Mais c'est aussi grâce à l'occupation et aux occu-

- Réunions hebdomadaires 2012-2015, puis mensuelles, dans un café.
- Discussions, auto-formation, délibérations.
- Participations à de nombreuses actions de soutien, manifestations, inauguration de gare, hommages.
- Accueil et hébergement de la marche de Nice en 2013 et autres événements de même type.
- Tractage et collage sur Rezé et Nantes (à pied, en voiture et à vélo).
- Interpellations des élus (candidats aux municipales, député Raimbourg) (2013-2014).
- Communiqués de presse (une dizaine) rarement diffusés.
- Participation aux réunions inter-collectifs nationale et Sud-Loire, aux réunions de préparation de la manifestation du 22 février à NDDL et à Nantes (2014).
- Organisation d'une réunion publique sur les grands projets dans l'agglomération nantaise (2014).
- Organisation d'un forum « Quel devenir pour la ZAD en cas d'abandon du projet ? » lors du rassemblement anti-aéroport de juillet 2014.
- Organisation de « l'Assemblée de Rezé » le 20 septembre 2014 autour de l'appel pour les libertés publiques lancé à l'initiative du Collectif, participation à ses suites nombreuses pour la convergence et la pluralité des luttes, contre la répression.
- Participation de plusieurs personnes du Collectif à l'Atelier citoyen Nantes Atlantique.
- Organisation d'une grande réunion publique (400 participants, novembre 2015) sur les propositions de l'Atelier citoyen à Saint-Aignan-de-Grandlieu.

Inventaire des principales actions du Collectif de Rezé contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes (une association de fait, sans bureau, ni président, ni compte bancaire), extrait de la mailing-list du collectif – printemps 2015, complété printemps 2016 (deux dernières lignes)

*List of the main actions undertaken by the Collectif de Rezé Contre le Projet d'Aéroport à Notre-Dame-des-Landes ("Rezé Collective Against the Notre-Dame-des-Landes Airport Project", an informal association with no office, board, chairperson or bank account), taken from the Collective's mailing list – spring 2015 (spring 2016 for the last two lines)*

pants, à leur interposition physique face à la police, que le projet est arrêté et la zone toujours habitée : ils ont aussi acquis leur propre légitimité. Cette expérience ne saurait donc être réduite à la seule présence des occupants, mais bien à une interaction entre des habitants dits « historiques » et des occupants néo-ruraux. Ceux-ci sont souvent nommés « zadistes » à partir de 2012, une appellation commode, mais jugée souvent réductrice et inappropriée, voire malveillante par ceux et celles qu'elle désigne. L'usage de ce terme semble de fait avoir décliné dans le mouvement au profit des appellations « occupants », « jeunes » ou encore « gens de la ZAD ». Au-delà de certaines tendances (jeunesse, sur-masculinité, peu de personnes issues de la diversité, des histoires familiales souvent engagées), je rapporte un sentiment d'hétérogénéité. La diversité des occupants est pourtant quelquefois réduite au sein même de la ZAD à quelques figures d'opposition non superposables : « historiques » et « arrivants », « politiques » et « arrachés » (au sens de punks, routards et autres dénominations associées), ceux qui ont des projets agricoles et les autres. Pour un visiteur, il me semble que c'est la jeunesse et le sentiment de rupture volontaire avec l'ordre du travail capitaliste et bureaucratique (relation au temps, au projet, à l'ambition) qui est le plus frappant. Des occupants parmi les plus anciens (certains ont déjà quitté la zone pour des raisons de fatigue ou de menaces judiciaires) présentent la ZAD comme un lieu de vie et d'auto-formation par le collectif, sans aucun romantisme et quelquefois en se moquant sévèrement des projections fantasmagoriques des personnes ne vivant pas sur la ZAD. De fait, c'est un lieu circulant, poreux. La ZAD vit avec et de l'extérieur, cet extérieur qui lui assure les conditions de sa survie (circulation des occupants, afflux de militants témoins ou actifs à chaque intervention policière, nombreux coups de main et dons de toutes sortes) et qu'il nourrit en retour de quelque chose. En cela, la ZAD ne diffère guère d'autres expériences alternatives telles les territoires zapatistes (Marie, 2011) soutenues de l'extérieur et procurant à ceux de l'extérieur une référence politique et géographique. La lutte a généré un paysage et un style relationnel. La D281, une départementale fermée et sortie du réseau routier par le Conseil départemental, rouverte par les opposants et encombrée de chicanes, constructions et traces de lutte (épaves, feux, fossés, graffitis) est à la fois un paysage post-apocalyptique

et la piétonisation informelle d'une partie de la ZAD, aujourd'hui très habitée. Les réunions mensuelles ou hebdomadaires du mouvement à la Vache Rit, le long de l'autre départementale, permettent de mieux comprendre comment les acteurs arrivent à coopérer dans la lutte. Malgré leur longueur, leur lenteur, leurs imbroglios parfois, ces réunions bien régulées ont « marché » contre toute attente, produisant de la décision en contexte de crise et, pourrait-on dire, en contexte interculturel, tant les acteurs semblent parfois éloignés les uns des autres. Cette culture de la délibération, lente, chaotique, non sans coups de colère et manœuvres, est très éloignée de la culture faiblement délibérative inculquée par l'École, l'État et les institutions. Ces méthodes alternatives, en partie transmises sur la ZAD<sup>3</sup> semblent donc porteuses d'une certaine efficacité. La présence régulière de « petits élus » (eux-mêmes regroupés dans une association spécifique d'un millier d'élus, le Cédpa<sup>4</sup>, créé en 2009) a également permis que la représentation politique y reste constamment présente, sans toutefois réussir une médiation politique du type de celle de Toulouse<sup>5</sup>. La dynamique croisée de résistance et de sécession produit alors une culture de la contre-expertise, de l'action directe et de l'illégalisme, culture négociée, fragile, mais performative.

## Deux « habiter » paradoxaux : celui de l'ingénieur, celui du naturaliste

Mais l'expérience de la ZAD, c'est aussi des approches plus inattendues, loin du cliché zadiste ou paysan, comme celle de l'association Nexus ou des Naturalistes en lutte. Nexus est une association créée en 2010 pour « informer les citoyens et les acteurs économiques de l'Ouest Atlantique des enjeux du transport régional à moyen et long terme ». Politiquement, elle est proche du Modem<sup>6</sup> (parti

3. Voir, par exemple, le texte « Débat sur les débats » (anonyme) [<https://infokiosques.net/spip.php?article87>].

4. [<http://aeroportnddl.fr/>].

5. Le projet de transfert de l'aéroport de Toulouse-Blagnac, lancé en 2001 après la catastrophe d'AZF, est officiellement abandonné par l'État en mars 2013. Si le préfet de région utilise les mêmes types d'arguments et d'alternatives que les opposants à NDDL pour justifier l'abandon du projet, c'est d'abord l'existence d'une forte opposition politique pendant le temps des études (2001-2006), entre la métropole toulousaine porteuse du projet, alors à droite (jusqu'en 2008) et les autres exécutifs à gauche, qui empêche la formation d'un consensus des exécutifs locaux.

6. Leur leader national, venu sur la ZAD lors de la campagne des régionales de 2010, rencontre les élus opposés au projet, prend le café chez un exploitant historique en lutte et s'exprime contre les excès de la métropolisation en demandant que tout le processus soit repris.



politique membre de la Coordination anti-aéroport) dont des militants et des élus constituent le conseil d'administration, mais elle est aussi appuyée sur une compétence transport singulière, celle d'un ingénieur transport à la retraite<sup>7</sup>, habitant à proximité de la ZAD. Nous voudrions montrer comment cette double affiliation au centrisme le plus légaliste et au monde productiviste de l'ingénieur n'empêche pas Nexus d'être également proche du régime d'habiter de la ZAD. Sa tentative indépendante de reformuler l'intérêt général semble esquisser une forme de « décence ordinaire » (Michéa, 2011) appliquée aux politiques publiques. Ici, l'habiter en conscience d'habiter nous apparaît comme une transversalité susceptible d'être activée partout, même au sein de la rationalité mathématisée de l'ingénieur et au-delà des contradictions propres à chaque posture. Nexus « habite » bien le conflit, au sens où celui-ci est effectivement un ensemble de lieux et de relations (visites, réunions et démonstrations). En y mobilisant une parole contre-experte appuyée sur une carrière d'expert (entretien, 2012), Nexus est un contradicteur important et théâtral qui a ridiculisé à plusieurs reprises l'action publique en matière de transports collectifs<sup>8</sup> et montré une grande inventivité. Le conflit de Notre-Dame-des-Landes prend souvent la forme d'une scène ou d'un ensemble de scènes reliées, dans lesquelles la confrontation des modes d'expression met les questions de créativité et d'art au centre — où les dimensions subjectives du vécu dépassent le plus souvent les données dites objectives. Certains occupants en font profession de foi (Collectif ZAD Partout, 2013). À sa manière conforme et légaliste, l'association Nexus participe à cette scène et retourne, à travers un effet miroir, une vision critique et politique de l'aménagement du territoire. Elle ouvre également un espace de création, celui de l'ingénieur libéré du commanditaire, redevable du seul intérêt général et de sa « folie » créatrice d'habitant souverain et outillé.

Le Collectif des naturalistes en lutte<sup>9</sup> est composé d'universitaires, de professionnels et d'asso-

ciatifs du Grand Ouest. Même si certaines figures sont connues, comme l'ancien directeur de la réserve naturelle de Grandlieu, l'expression collective est la règle. La question de la nature évolue et les Naturalistes en lutte tentent d'adapter leurs pratiques et leurs représentations (entretien, 2014). Il s'agit d'étendre une méthodologie testée dès 2009 par l'association Bretagne Vivante lors de « défis pour la biodiversité » et documentée ailleurs (Manceron, 2015). Ces opérations permettent de réaliser l'inventaire de la biodiversité d'un territoire par un maximum de spécialistes, professionnels ou non, en dehors du temps de travail et dans une ambiance de démonstration plutôt conviviale. À Notre-Dame-des-Landes, l'idée d'approfondir cette méthodologie se cristallise fin 2012 après l'opération César. La première sortie collective a lieu en janvier 2013, la participation est totalement inespérée et demeure forte tout au long du processus. C'est le premier usage d'une telle méthodologie en contre-expertise en vue d'une étude complète (espèces, habitats naturels, sols et sous-sols, classement des talus et hydrologie) dans un paysage non métropolitain peu transformé depuis les années 1970. Les objectifs poursuivis sont nombreux : refaire l'inventaire réalisé par le bureau d'études mandaté ; faire évoluer les connaissances sur un type de paysage rural autrefois ordinaire et devenu exceptionnel ; nourrir de possibles actions de recours juridique ; alimenter le débat interne de la profession sur la compensation, nouveau levier de l'aménagement et dont le projet de nouvel aéroport constitue un laboratoire ; enfin, mettre en valeur la biodiversité dans la société, dans une nouvelle forme d'éducation populaire au sein même d'un conflit environnemental. « Il y a eu ce désir de passionner les gens, même si c'est plus long avec les gens », le Collectif « a fait de la politique sans le savoir » (entretien, 2014). Le bilan tiré est « une heureuse surprise ». Le territoire du projet apparaît d'une richesse exceptionnelle à l'échelle du département. Il constitue un carrefour biologique à la croisée sommitale de trois bassins-versants, non compensable car assurant des fonctions de connectivité contre les dynamiques d'extinction. Dans ce désir de populariser la nature, l'interaction en réunion a été parfois rugueuse avec d'autres acteurs, mais a favorisé l'acceptation partagée d'une « nature » secondarisée (ce paysage rural date de la révolution agricole du XIX<sup>e</sup> siècle) digne

7. Il tient un site à partir de 2008 « ESG INFRA, consultant énergies renouvelables transport de masse », qui préfigure l'action de l'association Nexus [<http://www.esginfra.fr>].

8. Par exemple, en attaquant au tribunal administratif la commande par la Région Pays de la Loire des rames de tram-train pour la réouverture de la ligne Nantes-Chateaubriand dix-huit mois avant le début de l'enquête publique, rendant caduque le nécessaire débat public sur la préférence accordée au tram-train aux dépens du Ter.

9. [<https://naturalistesenlutte.wordpress.com>].

d'intérêt (Godet, 2012). L'habiter est ainsi étendu à une critique et à une ré-invention de la méthodologie environnementaliste, davantage relationnelle et reliée aux enjeux politiques. Il vient également questionner la frontière entre humains et non-humains dans une nouvelle perception de la naturalité des paysages fortement anthropisés. « La sensibilité écologique » ou « sensibilité aux non-humains » ici détachée de la sphère électorale (les groupes politiques écologistes sont une composante parmi d'autres du mouvement) nous semble évoluer vers une perspective de bien commun à construire et négocier.

En reliant la ZAD et la zone de l'aéroport Nantes Atlantique, nous rappelons naïvement au lecteur qu'une situation ne s'explique pas uniquement dans le lieu même où elle se produit. Différents lieux et habitats sont concernés, les formes de lutte sont proliférantes, les circulations importantes, les excroissances inédites. Cette dynamique véritablement darwinienne (Moretti, 2008) traduit le très large spectre de la coalition. Il y a de la place pour tout le monde. Il n'y pas de chef et la contradiction est intégrée. Les nombreuses productions artistiques, politiques et contre-expertes du mouvement (Kempf, 2014) occupent l'espace vide des sciences sociales. Le régime d'habiter en conscience d'habiter réunit les acteurs du mouvement dans l'expérience commune des rapports de force construits ensemble contre les autorités.

## LE HAUT LIEU ET LE RÉSEAU

Nous espérons amener le lecteur à appréhender l'habiter de la ZAD comme un faire ensemble dans les lieux, mais aussi un faire avec (ce qu'on a, qui est là) dans un lieu devenu extra-ordinaire, un haut lieu relié et circulant. Nous y observons notamment la figure du chantier collectif, geste de l'habiter ouvert aux coups de mains extérieurs, de « l'appel d'offres » de la ZAD (Pruvost, 2015). Nous observons la création de Sème ta ZAD, collectif d'exploitants et d'occupants désireux de mettre en pratique une agriculture humaniste et l'autonomie alimentaire de la lutte. Des terres expropriées d'exploitants ayant accepté l'indemnisation sont remises en culture dans une pratique collective de mobilisation, d'apprentissage et de production bien cartographiée. Sème ta ZAD naît aussi des occu-

pations et défenses communes de certains lieux emblématiques sous menace policière et donc dans un habiter qui est celui du faire ensemble en urgence, expériences à très forte empreinte relationnelle (nuits de veille partagées, menaces physiques). L'habiter en conscience d'habiter est un habiter de l'interconnaissance active et de l'action directe que le retrait de l'État en 2013 a laissé prospérer : il faut gérer ensemble l'état des routes, des fossés, les déchets, reconnecter la ZAD fragmentée pendant l'occupation policière, (piétonisation, (re)construction, réparation de vélos, radio, journal interne, boulangerie, maraîchage, « non-marché », épicerie, etc.). Mais la ZAD, c'est aussi la grande association de la lutte, l'Acipa, créée en 2000, avec ses réseaux militants bien organisés, sa « force de frappe », ses figures expérimentées et son formalisme loi 1901. C'est aussi l'association historique des exploitants impactés, l'Adeca, beaucoup plus ancienne<sup>10</sup>, dans laquelle l'agriculture paysanne est incarnée par des hommes et des femmes nés ou installés adultes sur la zone. Ces deux associations ont accepté la venue des occupants et les ont soutenus. L'observation directe montre que des liens interpersonnels se sont noués au fil du temps et que les acteurs se sont apprivoisés mutuellement, au-delà de leurs contradictions et des déceptions croisées qui persistent. Ces processus ont transformé la zone dans un habiter fortement et obligatoirement partagé au regard des conditions de la lutte. Devenue un haut lieu, la zone à défendre voit sa géographie évoluer.

## Le haut lieu, une figure géographique

Depuis les premiers jours de l'occupation de la ZAD, des cartes de toutes sortes ont été produites<sup>11</sup>, tantôt manuscrites, tantôt sous forme d'extraits annotés de cartes Ign. Une carte est utile pour circuler et s'appropriier rapidement le territoire. Quelquefois aussi pour se perdre. Depuis deux ans, un groupe informel réunissant des occupants et des habitants de la métropole nantaise développe un système d'information géographique portant notamment sur la question foncière. Cette approche par la carte pose concrètement la question du devenir de la ZAD après l'annulation éventuelle du projet :

10. Certains de ces exploitants ont toujours connu le projet, lancé lorsque leurs pères étaient exploitants des mêmes terres.

11. Un certain nombre sont disponibles sur le site internet des occupants.

devenir des terres expropriées, devenir des occupants, devenir de l'habiter en conscience d'habiter, devenir de l'expérience. La cartographie outille ainsi l'engagement en six points<sup>12</sup> pris en novembre 2015 par le mouvement quant au devenir de la ZAD en cas d'abandon du projet (Collectif Mauvaise Troupe, 2016). Le groupe CartoZ montre les limites de la technophobie des occupants : un Sig est utile au projet de « communs » qui pourraient naître de l'abandon du projet, il est mis en œuvre. Nous proposons au lecteur de parcourir la ZAD en cinq cartes qui éclairent la complexité du territoire et du conflit.

Nous observons d'abord (figure 1) que la ZAD est située hors de la métropole, à une trentaine de kilomètres de la ville, bien que le projet soit principalement soutenu par l'exécutif métropolitain. Les travaux projetés (figure 2 – **planche IV**) mettent en évidence un dimensionnement de l'équipement à deux pistes, une zone économique à l'ouest, une zone de compensation à l'est et des infrastructures d'accès. La carte des lieux de vie des occupants (figure 3 – **planche V**) évoque une ZAD de l'Ouest et une ZAD de l'Est, longtemps dissociées par l'occupation policière. La carte agricole (figure 4 – **planche VI**) montre qu'une majorité des terres agricoles sont aujourd'hui exploitées soit par les paysans en lutte, soit par les occupants, soit par le collectif paysans/occupants Sème ta ZAD. Enfin, la carte sensible de la ZAD (figure 5 – **planche VII**), éditée en février 2016 à 5 000 exemplaires, vendue en quelques semaines et rapidement rééditée, se range dans les cartes subjectives (Barbe, 2015). Faite pour se perdre dans la ZAD, elle est aussi un récit cartographique. L'attachement mêle ici poésie, beauté et expérience intime des lieux.

J'ai travaillé précédemment (Barbe, 2014) sur les figures multiples du haut lieu apparu contre toute attente, c'est-à-dire du haut lieu statistiquement dérisoire et périphérique. Nous avons notamment comparé les îles Aran avec le pays dogon et le Chiapas. Nous retrouvons dans la ZAD les grands principes structurant le haut lieu périphérique : une alliance variable entre indigènes et visiteurs, une série de points d'intérêts politiques (incluant parfois la conflictualité), une série de styles et de médias

possibles et accessibles, une dimension multiscale, une spirale de notoriété et d'attractivité grandissantes. Le Chiapas est l'exemple qui nous semble le plus proche de la ZAD : une alliance entre des groupes indigènes et des néo-ruraux très politisés, une politique de développement néo-capitaliste en contexte autoritaire et mafieux, l'anonymat, un accès aux nouvelles technologies et à des formes d'écritures mondialisées, des revendications locales et internationales à l'intérieur du cadre national mexicain, des circulations et un « tourisme » militant protecteurs et profitables. Toutes choses égales par ailleurs (et notamment la taille, l'historicité, l'interculturalité et les degrés très différents de violence de l'environnement), le processus semble identique sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, y compris dans les effets d'échelles, de réseau et de diffusion.

### Comment le haut lieu résonne dans les territoires proches

Nous observons deux formes de mise en réseau, celle d'agriculteurs habitant dans un vaste périmètre autour de la ZAD d'abord, celle de listes citoyennes dans la métropole nantaise ensuite. Précédé d'Assemblées paysannes, le *Collectif des Organisations Professionnelles Agricoles Indignées par le projet d'aéroport (Copain)* est véritablement créé en 2011. Décliné par département, il est proche de la Confédération paysanne sans être soumis à la logique électorale du syndicat paysan, né pour partie en Loire-Atlantique et qui en a administré la Chambre d'Agriculture jusqu'en 2007. L'objectif du Copain est « d'exprimer publiquement la position commune des six structures (Civam44, Terroir 44, Accueil Paysan, Gab44, Confédération Paysanne, Manger Bio 44) en pointant les incohérences du projet dans la perspective d'un développement de territoire à long terme respectueux de l'Homme, de la terre nourricière et de l'Environnement, privilégiant la relocalisation de la production et l'anticipation de la transition énergétique<sup>13</sup> ». Ce n'est ni sur le papier ni sur l'internet que se manifeste principalement le Copain, mais sur le terrain, sous la double forme de l'action directe et de la réflexion collective sur le devenir de la ZAD. Les paysans du Copain se comportent un peu comme les Naturalistes en lutte,

12. Droit à rester sur place, continuité des exploitations agricoles, maintien des expérimentations des occupants, création d'un commun des terres expropriées, résolution collective des conflits nés de la mise en œuvre des points précédents.

13. Communiqué juillet 2013 sur le site du GAB 44, [[http://www.gab44.org/html/index.php?id\\_repertoire=88&pere=29](http://www.gab44.org/html/index.php?id_repertoire=88&pere=29)].

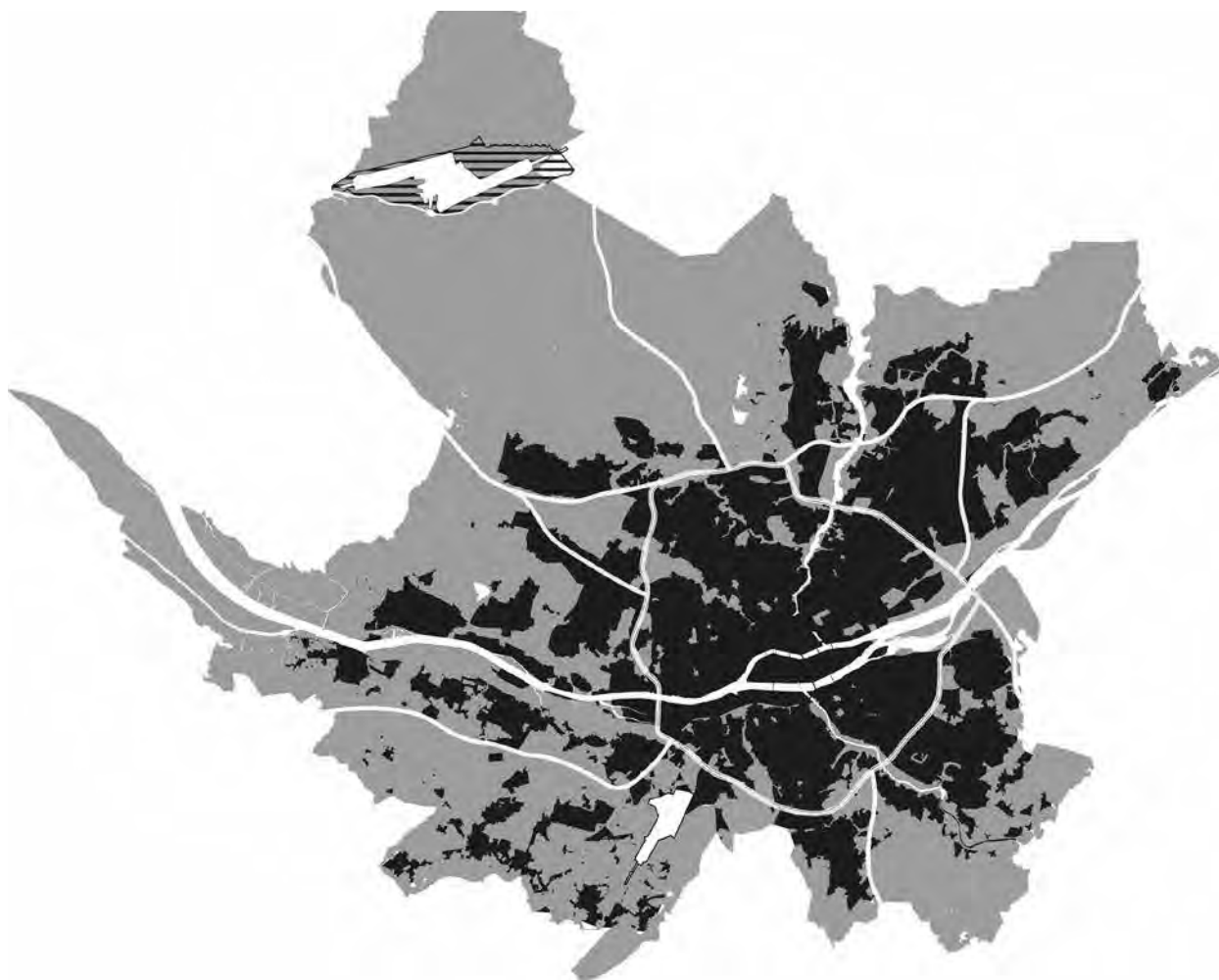


Figure 1 : Carte des ordres de grandeur métropolitains ; aéroport Nantes Atlantique, agglomération nantaise et ZAD (Mcmarco, Guide indigène de détourisme de Nantes et Saint-Nazaire, 2016, à la criée)

En noir, les zones urbanisées de la métropole ; en blanc, les deux zones de controverse : au sud, l'aéroport Nantes Atlantique, intra-métropolitain (l'aérogare est à 8 km du centre-ville), au nord, le périmètre du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, hors métropole (l'aérogare est à 22 km du centre-ville).

*Map showing metropolitan orders of magnitude: Nantes Atlantique airport, Nantes urban area, and the ZAD (Mcmarco, Guide indigène de détourisme de Nantes et Saint-Nazaire, 2016, À La Criée).*

c'est-à-dire qu'ils agissent à la fois dans la perspective d'utilité sociale qui est la leur, mais également dans une façon engagée de requalifier symboliquement et politiquement la profession agricole, c'est-à-dire de se requalifier eux-mêmes. En ayant un style propre qui combine toutes les formes d'action des plus légalistes à l'action directe, voire clandestine, ils se placent au centre de la coalition. La description qu'en font des occupants dans un des nombreux reportages sonores produits par des médias alternatifs en ligne (encadré ci-dessous) me semble exprimer cela.

À la réécriture de cet article, en revisitant à nouveau souvenirs et archives, la part agricole de l'enjeu comme du mouvement me paraît bien plus forte que ce que je pensais en dire. La ferme occupée de Bellevue est devenue le principal lieu d'accueil des visiteurs de la ZAD, un lieu partagé, ouvert, habité par des occupants et visité quotidiennement par des paysans du Copain. Hors métropole, mais en lien avec des urbains, les luttes paysannes de Loire-Atlantique, actualisées, incarnées ici par l'Adéca et le Copain, continuent.

L'opposition au projet d'aéroport dans la métropole nantaise semble plus fragile. Elle est notam-

« Pour moi, c'est Copain qu'a la force du mouvement en ce moment ; c'est un mouvement plus ou moins uni, mais le corps, c'est le côté agricole et notamment via Copain ; les paysans, comme les citoyens, y a eu l'émoi créé par l'intervention policière déjà et puis, vite, y se sont mobilisés pour que les lieux soient pas détruits, je sais pas si y faut le dire, mais en montant des barricades avec les tracteurs ; le point de départ, si on peut en mettre un, c'est quand les tracteurs sont arrivés sur la ZAD [...] y avait l'envie de certains paysans de ramener des tracteurs [...] c'était le jour où y avait un rassemblement au Sabot, y avait une manif qui partait de Notre-Dame et qui devait aller au Sabot et les tracteurs sont un peu arrivés ce jour-là. [...] y a eu des paysans et des tracteurs qui se sont retrouvés à vouloir aller au Sabot et à être confrontés à des rangs de CRS et des gendarmes mobiles cons comme leurs pieds là [...] c'était pas n'importe quel lieu, y avait une histoire, un passif (agricole) [...] C'était le bordel, d'être confronté à un truc, ça fait naître un peu de solidarité et de complicité. [...] Le soir même, quand y a plus eu de flics, certains se sont organisés pour revenir et faire des barricades énormes, les premières, les plus grosses [...] Bon, moi je me disais, y va mettre trois rounds et trois arbres sur la barricade et c'est plié, ça va durer une demi-heure, en fait, non, il s'est appliqué, t'as l'impression qu'il kiffait de faire ça, il est resté des heures à organiser une barricade compliquée à bouger, t'as l'impression qu'il jouait, je sais pas ce qu'il faisait... »

Verbatim d'un extrait de l'émission « Les paysans et paysannes dans la lutte des classes » du 6 novembre 2014, Radio Canut, Lyon  
*Transcript of an audio excerpt from the radio program "Les paysans et paysannes dans la lutte des classes" ("Men and women of the land in the class struggle"), November 6, 2014, Radio Canut, Lyon*

ment davantage fragmentée entre opposants institutionnels (élus divers gauche ou des listes à gauche de la gauche, élus verts des coalitions municipales Verts-PS dont c'est le principal marqueur distinctif, élus centristes, voire élus FN réclamant en même temps l'évacuation de la ZAD) et les groupes plus proches des occupants. Un ensemble de groupes variés (collectifs anti-aéroports, associations thématiques, collectifs spécialisés) évolue entre ces deux tendances. Le groupe le plus proche des occupants a organisé de très nombreuses manifestations, publié plusieurs numéros d'un journal papier intitulé « Nantes Nécropole », fait vivre le réseau anti-répression de soutien aux personnes blessées, prévenues ou incarcérées. Ce groupe a été mis en cause, avec les occupants, dans le débat autour de la violence dans la lutte, un débat interminable et certainement insoluble au regard de l'histoire sociale locale<sup>14</sup>, et que nous ne pouvons que mentionner brièvement ici. La grande manifestation nantaise du samedi 22 février 2014 (40 000 à 50 000 manifestants), quasi-interdite<sup>15</sup>, puis celles, plus modestes

et parfois nocturnes, liées à la mort de Rémi Fraisse le 26 octobre 2014, tué à Sivens par une grenade de la gendarmerie mobile, ont été des moments de très grande tension entre les parties de la coalition rendant possible son éclatement – dans le contexte d'un contrôle social extrême, à la fois dans la rue et dans les médias. En 2012 et 2013, la présence policière dans la métropole et autour de la ZAD est devenue très importante. Pendant des mois, des centaines de gendarmes et de policiers stationnent dans les hôtels du département, de nombreux bâtiments sont gardés, la police développe une surveillance à caractère politique et les dispositifs de maintien de l'ordre lors des manifestations sont de plus en plus importants. Des condamnations tombent (interdictions de séjour, amendes, prison ferme). Le 22 février 2014, le dispositif policier, bloquant hermétiquement la plus grande partie du centre-ville dès le matin, apparaît véritablement impressionnant et disproportionné. Plusieurs jeunes manifestants sont blessés à l'œil par des tirs de flashball. Ils seront entendus, avec une des médecins intervenus sur la ZAD lors de l'opération César, par la Commission d'enquête sur les missions et modalités du maintien de l'ordre républicain dans un contexte de respect des libertés publiques et du droit de manifestation, le 19 mars 2015<sup>16</sup>.

14. L'action directe du monde ouvrier et paysan y est patente (les grèves de la métallurgie de 1955, puis les grèves de la fin de la Navale, les conflits paysans avec les propriétaires fonciers des années 60 et 70, les actions unitaires de mai 68) et elle infuse les premiers conflits environnementaux (notamment la lutte contre le projet de centrale nucléaire au Pellerin, 1976-1983, qui a connu d'importants épisodes d'action directe, à l'époque soutenus par les élus socialistes alors minoritaires et devenus depuis décisionnaires). De cette histoire sociale, reste une tradition nantaise, respectée par les grandes organisations syndicales, de ne jamais déposer de demande d'autorisation de manifestation.

15. Le parcours finalement laissé libre à la manifestation est beaucoup trop court pour en permettre l'écoulement normal.

16. [<http://www2.assemblee-nationale.fr/14/commissions-d-enquete/missions-et-modalites-du-maintien-de-l-ordre-republicain-dans-un-contexte-de-respect-des-libertes-publiques-et-du-droit-de-manifestation>].

Malgré ce fort contrôle social métropolitain, qui prend plus souvent la forme de la communication et de la pression, la critique s'est développée également dans l'agglomération à travers les formes de la contre-expertise. Plusieurs collectifs ou associations ont contribué à recentrer le débat sur l'aéroport Nantes Atlantique à travers un slogan simple : « l'aéroport existe » et il est possible de le « reconstruire sur lui-même » (« de l'optimiser et de le réaménager »). Le Cédpa, l'association Nexus, le Collectif des pilotes, puis en 2015, un Atelier citoyen participatif pour l'optimisation de Nantes Atlantique<sup>17</sup>, coordonné par deux architectes, ainsi que la CGT ont chacun produit des analyses, des rapports et des propositions, obligeant peu à peu l'expertise officielle à évoluer. D'autre part, cinq grands projets d'ingénierie urbaine connaissent un début de mise en débat contre-expert : la rénovation de la gare de Nantes (Nexus), les transferts associés du MIN et du CHU (CFDT), le projet immobilier du marché de la Petite-Hollande (associations), la nouvelle ZAC Doulon-Gohards (un collectif de jardiniers). Enfin, dans plusieurs communes très à gauche, notamment les deux grandes communes riveraines de l'actuel aéroport, des listes situées à gauche de la gauche, clairement opposées au projet de Notre-Dame-des-Landes, ont mis en difficulté les listes Verts/PS (elles-mêmes partagées sur ce projet) : à Rezé, la liste PS est mise en ballottage historique (premier second tour depuis 1959), la liste Rezé à Gauche Toute réalise 16,08 % et la liste d'union Écologistes/PS du premier tour, 47,39 % ; à Bouguenais, la liste Bouguenais Agir Solidaire réalise un score de 27,13 % et la liste Verts<sup>18</sup>/PS (fusionnée au second tour) 37,41 %, la liste de droite ratant de 145 voix l'élection dans un bastion de la gauche (l'un des totaux « voix de gauche » les plus élevés des municipales 2014 en France). Cette complexité nantaise révèle à la fois l'efficacité de la politique métropolitaine, mais également le développement de pratiques et de discours critiques de la métropolisation depuis l'intérieur même de la métropole.

## « ZAD PARTOUT » ou la mise en réseau à l'échelle nationale et européenne

Les conflits socio-environnementaux ne sont pas une nouveauté (Dumont, 1973 ; Pessis *et al.*, 2013). Les historiens de l'environnement montrent qu'ils existent dès les premières pollutions de l'ère industrielle et que la création de la législation environnementale peut même être interprétée comme une manière de protéger les pollueurs de leurs voisins en colère (Bonneuil et Fressoz, 2013 ; Fureix et Jarrige, 2015) et plus récemment ses propres activités d'État aménageur et pollueur (Ost, 2003). La notion de Grand Projet Inutile Imposé (Camille, 2015) apparaît dans la Charte d'Hendaye anti-Lgv de 2010<sup>19</sup>, signée par une trentaine d'associations françaises, italiennes et espagnoles. La Charte réclame « la régénération, l'entretien et l'optimisation des voies existantes [...] la décroissance des transports, liée à une transformation profonde du modèle économique et social, en faisant notamment de la proximité et de la relocalisation de l'économie une priorité et la restitution en dernier recours de la capacité de décision aux populations directement concernées, fondement d'une authentique démocratie et autonomie locale face à un modèle de développement imposé. » Cette Charte sera suivie de cinq forums contre les Gpii – Val di Susa (Italie) août 2011, No TAV (ligne Lyon-Turin) ; Nddl, juillet 2012, aéroport Vinci ; Stuttgart, juillet 2013, « Stuttgart 21 » ; Forum mondial de Tunis (et Charte de Tunis<sup>20</sup> internationalisant la liste des signataires), mars 2013 ; Rosia Montana (Roumanie), mai 2014, mine d'or Gabriel Resources. À partir de 2013, des ZAD apparaissent un peu partout en France. Elles connaissent des devenir très divers. La destruction par la police des deux ZAD emblématiques de Décines (Grand stade de Lyon/ OL-Land ; Binctin, 2014) et de Sivens (projet de barrage du Testet ; Collectif sans retenue, 2014) dans des contextes très différents (la deuxième agglomération française, la France des faibles densités) montre que le type de projet, son échelle, les contextes géohistoriques locaux sont déterminants (taille et qualité de la coalition opposante, enjeux réels et positions de pouvoir des porteurs de projet et de leurs alliés) au sein même de l'actualité et des rapports de force poli-

17. [<http://www.atelierecitoyen.org/>].

18. Eux-mêmes opposés au projet de nouvel aéroport, alliance qui va entraîner une inflexion de la position de la maire, demandant à son tour que le réaménagement de Nantes Atlantique soit étudié par l'expertise officielle.

19. [<http://lgpe.fr/Charte-d-Hendaye-Declaration>].

20. [<http://cadtm.org/CHARTRE-de-TUNIS-adoptee-au-FSM-de>].

tiques nationaux. Des ZAD apparaissent à mesure que d'autres disparaissent, parce qu'elles réussissent à bloquer le processus d'un grand projet en créant les conditions d'un habiter spécifique, d'une large mise en réseau et d'une bonne médiatisation de la lutte, ainsi que d'un activisme judiciaire efficace (Center Parc de Roybon ; Mora, 2011). Ce mouvement des ZAD apparaît fortement stigmatisé par les élus décisionnaires ou cautionnaires. Le député socialiste de Rezé-Bouguenais (rencontre, 2014) dit ainsi ne pas bien connaître le dossier du transfert de l'aéroport situé dans sa circonscription, faire confiance aux experts et aux élus en charge du dossier. Il ne souhaite pas non plus se rendre sur la ZAD<sup>21</sup>, même accompagné de militants du Sud-Loire : sa crainte, commune et rapportée ailleurs (Subra, 2003) est qu'avec les ZAD, « on ne puisse plus faire d'aménagement en France ». Nous voyons dans cette posture une position politique qui réfute la factualité des dossiers et l'habiter des lieux au profit d'intérêts jugés supérieurs, ici nommés abstraitement l'aménagement. C'est donc bien dans le cadre général d'une critique longue de la « religion du progrès » (Michéa, 2011), de la transition socio-écologique et de la réalité ou non de son existence qu'il faut replacer tous ces conflits socio-environnementaux. Certes, cet engagement ne semble concerner que peu d'individus au regard de la population générale, toutefois ce caractère minoritaire n'est pas original et la capacité de coalitions d'opposants consistantes, diverses et expérimentées, à créer ou modifier les représentations majoritaires est réelle – ce qu'un sondage de février 2014 semble montrer<sup>22</sup>. L'usage massif de la police comme mode d'extinction des ZAD (surveillance, harcèlement, expulsion, destruction) montre que le pur rapport de force demeure le paramètre caché du moment participatif aux dépens de la délibération et de la médiation. C'est aussi l'habiter en conscience d'habiter que la police défait.

21. Dont il propose une lecture extrêmement déficitaire.

22. « 56 % de Français se disent opposés au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, 24% étant favorables au projet et 20 % ne se prononcent pas, selon un sondage Ifop publié samedi. Le sondage a été réalisé pour le compte d'Agir pour l'environnement, d'Attac et de l'Acipa, association d'opposants au projet. Il a consisté en une seule question : "En considérant les incidences économiques, écologiques et climatiques d'un tel projet, estimez-vous que la construction du nouvel aéroport Notre-Dames-des-Landes doit être maintenue ou non?" » [<http://www.presseocean.fr/actualite/notre-dame-des-landes-sondage-plus-de-la-moitie-des-francais-contre-laeroport-22-02-2014-9>] [<http://www.agirpourenvironnement.org/sondage-notre-dame-des-landes>].

Avec sa géographie en permanence remaniée par les effets de son statut de haut lieu, la ZAD est une coproduction entre habitants, occupants et visiteurs. Le haut lieu n'est pas sans effet dans les campagnes et la métropole voisines. Il inspire aussi une dynamique de passage à l'acte plus distante, en faisant du lieu éponyme un concept en accès libre, un commun du mouvement social permettant l'appropriation d'un espace (Ripoll, 2005) ou d'un territoire, à distance du haut lieu. En ce sens, la ZAD a permis la diffusion d'un habiter en conscience d'habiter en tant que ressource politique. Comme Plogoff, la ZAD est un lieu « d'apprentissage de la mobilisation sociale » (Simon, 2010).

### CONCLUSION : L'HABITER D'UN MOUVEMENT, L'HABITER EN MOUVEMENT

L'habiter en conscience d'habiter que nous disons avoir observé sur la zone à défendre et dans le Sud-Loire dans le cadre de cette recherche semble constituer une critique en actes et en corps du tournant participatif entamé il y a vingtaine d'années par les pouvoirs publics. Loin de neutraliser la conflictualité (Krieg-Planque, 2010), ces dispositifs publics d'enquête ou de débat<sup>23</sup> cadencés (la décision est prise, le site choisi, les terrains achetés, les matériels commandés, la parole experte mensongère ou manipulatrice) l'ont ici certainement nourrie (Verchère, 2016). La communication publique saturée de mythologie aménageuse et d'images de synthèse performatives affirme le contraire de ce que l'appareil réglementaire de l'aménagement et de la démocratie participative<sup>24</sup> annonce par ailleurs : incertitude, acceptation des limites, nécessaire réflexivité, ouverture au débat, difficulté à dire l'intérêt général, nécessité d'articuler cultures professionnelles, politiques et habitantes – et qui fait dire à certains chercheurs de manière très provocante que « le bon aménagement, c'est en fait celui qu'on a réussi à construire » (Subra, 2013). Cette contradiction nourrit largement les « systèmes sorciers »

23. [<http://cpdp.debatpublic.fr/cdp-aeroport-ndl>] pour les archives du débat public. Hiver-printemps 2003 pour la commission particulière du débat public ; octobre-novembre 2006 pour l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ; juin-août 2012 pour l'enquête publique au titre de la loi sur l'Eau.

24. Une étude sérieuse des grands dispositifs participatifs prospectifs, hors procédures d'aménagements situés, du type « Nantes 2030 » ou « Pays de la Loire 2040 », reste encore à faire.

du monde contemporain (Stengers et Pignarre, 2005) qui disqualifient les savoirs non officiels et placent les individus dans des « alternatives infernales ». De fait, selon l'aphorisme qui circule dans ce « monde de l'art » (Becker, 1988) qu'est l'aménagement français, « une enquête publique qui dysfonctionne, c'est quand les habitants participent ». En février 2016, la décision gouvernementale soudaine d'organiser une consultation à valeur d'avis, le 26 juin suivant, dans le seul département de la Loire-Atlantique, portant sur une seule question (« *Etes-vous favorable au projet de transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique sur la commune de Notre-Dame-des-Landes ?* ») rejoue l'instrumentalisation des dispositifs dits participatifs. Cet objet juridique fragile ignore, par le simplisme de la question posée, la doctrine actuelle de l'aménagement français (« éviter, réduire, compenser ») comme la contre-expertise issue du conflit. La consultation apparaît comme une tentative de relégitimation électorale de l'État fragilisé pour réutiliser la force sur la ZAD et en expulser les occupants (Boudic, 2016).

Nous avons tenté de décrire et d'interpréter la contestation persistante de ce projet d'aménagement par une coalition d'acteurs hétérogènes, localement et à distance. Cette contestation est devenue celle d'un modèle de développement et du développement lui-même, entendu comme l'extension du capitalisme à de nouvelles sphères (Illich, 1973 ; Rist, 1996 ; Harvey, 2011) et dont la métropolisation et la compensation constitueraient des formes nouvelles aux échelles concernées. C'est par la mise en jeu de soi dans les lieux et les dangers que cela comporte que l'acteur social échappe à sa condition de logé, d'aménagé, de décidé, de touristifié, etc. L'habiter en conscience d'habiter définit selon nous un haut degré de mobilisation de soi au sein d'un mouvement collectif et s'accompagne d'une relation aux lieux stratégique, parfois enracinée, parfois mobile. Il s'agit de « payer de sa personne ». La rencontre de deux cultures critiques, l'une libertaire et radicale, l'autre héritière de la gauche organisationnelle y semble articulée par la tradition d'action directe paysanne et le territoire lui-même (périphérique, agricole, naturel, habité, occupé) ainsi que par la généralisation d'une sensibilité environnementale détachée de la stricte écologie politique. En concluant que l'habiter en conscience d'habiter peut aussi certainement apaiser la conflic-

tualité, nous relierons ce régime d'habiter à l'émergence d'une écologie urbaine à forte valeur culturelle (Lanaspèze, 2012) qui s'empare de la question du droit à la ville (Lefebvre, 1968 ; Harvey, 2011) et de de l'habitabilité (Blanc, 2010), ainsi qu'à la reconnaissance nécessaire des imaginaires individuel et collectif dans la reproduction de la localité (Appadurai, 2013).

## Bibliographie

- APPADURAI A., 2013. *La condition de l'homme global*, Paris, Payot, 432 p.
- BARBE F., 2014. La montée des îles Aran dans la bibliothèque mondiale, une glocalisation littéraire, *Cybergeo*, [<http://cybergeo.revues.org/26542>].
- BARBE F., 2008. *Interstices*, Rezé, À la criée, 47 p.
- BARBE F., 2014. *Existe-t-il une cartographie subjective*, 303, n° 133, p. 44-47.
- BIAU V., FENKER M., MACAIRE É., 2013. *L'implication des habitants dans la fabrication de la ville. Métiers et pratiques en question*, éditions de la Villette, Cahiers Ramau n° 6, Paris, 359 p.
- BINCTIN B., 2014. Quand le foot-business fait son grand projet inutile et imposé : le cas d'OL Land, *Mouvements*, n° 78, p. 43-54.
- BLANC N., 2010. L'habitabilité urbaine, in COUTARD O., LÉVY J.-P. (dir.), *Écologies urbaines*, Paris, Economica-Anthropos, p. 169-183.
- BONNEMAISON J., 1986. *La dernière île*, Paris, Aréla et Orstom, 408 p.
- BOUDIC G., 2016. Le référendum au risque de l'instrumentalisation, *Place Publique*, n° 57, p. 28-33.
- BOURRIGAUD R., 1994. *Le développement agricole au 19<sup>e</sup> siècle en Loire-Atlantique*, Nantes, Éditions du CHT, 496 p.
- BERQUE A., 2000. *Écoumène- Introduction à l'étude des milieux humains*, Paris, Belin, 272 p.
- BEY H., 1997. *TAZ. Zone d'autonomie temporaire*, Éditions de l'Éclat, Paris, [<http://www.lyber-eclat.net/lyber/taz.html>].
- BONNEUIL C., FRESSOZ J.-B., 2013. *L'Événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Le Seuil, 320 p.
- BUREAU INDIGÈNE DE LA MAIN D'ŒUVRE (collectif), 2016. *Guide indigène de détournement de Nantes et Saint-Nazaire*, Rezé, À la criée, 170 p.
- CAMILLE, 2015. *Le petit livre noir des grands projets inutiles*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 124 p.
- CGT 44 ET PAYS DE LA LOIRE, 2015, *Dossier NDDL : la démarche CGT*, Nantes, communiqué, 12 p, [[http://www.cgtnantes-metropole.fr/attachements/article/695/AvisNDDL-valideUDCGT44\\_comitéPDL.pdf](http://www.cgtnantes-metropole.fr/attachements/article/695/AvisNDDL-valideUDCGT44_comitéPDL.pdf)].
- COLLECTIF MAUVAISE TROUPE, 2014. *Constellations, trajectoires révolutionnaires du jeune 21<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Éclat, 702 p.
- COLLECTIF MAUVAISE TROUPE, 2016. *Défendre la ZAD*, Paris, L'Éclat, 46 p.



- COLLECTIF SANS RETENUE, 2014. *Sivens sans retenue, feuilles d'automne 2014*, La Lenteur, 158 p.
- COLLECTIF SUDAV, 2011. *C'est quoi c'tarmac ? Profits, mensonges et résistances*, Paris, No Pasaran, 168 p.
- COLLECTIF Z, 2010. Nantes, écologie de marché, *Z revue itinérante de critique sociale*, numéro thématique, Montreuil, 176 p.
- COLLECTIF ZAD PARTOUT, 2013. *ZAD Partout, zone à défendre à Notre-Dame-des-Landes – textes et images de la ZAD*, Montreuil, L'insomniaque, 142 p.
- DE LEGGE J., LEGUEN R., 1976. *Dégage!... on aménage*, les Sables-d'Olonne, Le Cercle-d'Or, 147 p.
- DE LEGGE J., 2013. *Les propagandes nécessaires, éloge critique de la communication locale*, Paris, Le Cherche Midi, 214 p.
- DESPREST V., 2009. D'un dualisme bien utile, *Revue d'anthropologie des connaissances*, 2009/3, p. 386-405.
- DUMONT R., 1973. *L'utopie ou la mort*, Paris, Le Seuil, 189 p.
- FABUREL G., 2003a. Le bruit des avions, facteur de révélation et de construction de territoires, *L'espace géographique*, n° 3, Paris, Belin, p. 205-233.
- FABUREL G., 2003b. Les conflits liés au bruit des avions aux USA et en Europe, repenser la place des territoires locaux dans l'environnement des aéroports, *Cahiers Nantais*, n° 60, p 19-29.
- FASSIN É., FOUTEAU C., GUICHARD S., WINDELS A., 2014. *Roms & riverains. Une politique municipale de la race*, Paris, La Fabrique, 240 p.
- FUREIX E., JARRIGE F., 2015. *La modernité désenchantée, relire l'histoire du 19e siècle français*, Paris, La Découverte, 389 p.
- GODET L., 2012. Conserver une nature ordinaire : une aspiration commune, des motivations différentes, *Cahiers Nantais*, n° 2, p 81-85.
- HARVEY D., 2011. *Le capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Amsterdam, 96 p.
- ILLICH I., 1973. *La convivialité*, Paris, Le Seuil, 160 p.
- KEMPF H., 2014. *Notre-Dame-des-Landes : le soulèvement*, Paris, Le Seuil, 160 p.
- KRIEG-PLANQUE A., 2010. La formule « développement durable » : un opérateur de neutralisation de la conflictualité, *Langage et société*, Paris, 4/2010, p 5-29.
- LA BOÉTIE E. de, 1547. *Discours de la servitude volontaire ou le Contr'un*, édition préfacée par Benasayag M., 2010, Neuvyen-Champagne, Le passager clandestin, 96 p.
- LACOSTE Y., 1976. *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, Paris, Maspéro, 187 p.
- LAMBERT B., 1970. *Les paysans dans la lutte des classes*, Paris, Le Seuil, 187 p.
- LANASPÈZE B., 2012. *Marseille, ville sauvage, essai d'écologie urbaine*, Arles, Actes Sud, 303p.
- LEFEBVRE H., 1968. *Le droit à la ville*, Paris, Éditions Anthropos, 164 p.
- LE MADEC F., 1988. *L'aubépine de mai : chronique d'une usine occupée*, *Sud-Aviation*, Nantes, 1968, Nantes, CDMOT, 144 p.
- MANCERON V., 2015. « Avant que nature meure »... inventorier, le cas des naturalistes amateurs en Angleterre, *Ethnologie française*, 2015/1 (Vol. 45), p. 31-43.
- MAIRIE DE BOUGUENAI, 1997. *Aéroport international de Nantes Atlantique de Bouguenais à Notre-Dame des Landes, un transfert à haut risque*, Bouguenais, Mairie de Bouguenais, 24 p.
- MARIE C. dit CHIROT, 2011. De la confrontation sociale à l'attrait touristique, et réciproquement, *EspacesTemps.net*, Lausanne, octobre, [<http://www.espacestemp.net/articles/de-la-confrontation-sociale-a-attrait-touristique>].
- MICHÉA J.-C., 2011. *Le complexe d'Orphée : la Gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès*, Paris, Flammarion, 366 p.
- MOHIA N., 2008. *L'expérience de terrain, pour une approche relationnelle dans les sciences sociales*, Paris, La Découverte, 304 p.
- MORA H., 2011. *Chambard dans les Chambarans, s'opposer à Center Parcs et à la marchandisation du monde*, Grenoble, Le monde à l'envers, 240 p.
- MORETTI F., 2008. *Graphes, cartes et arbres. Modèles abstraits pour une autre histoire de la littérature*, Paris, Les prairies ordinaires, 139 p.
- OREAM, 1971. *Schéma d'aménagement de l'aire métropolitaine Nantes/Saint-Nazaire*, Nantes, 8 volumes, 778 p.
- OST F., 2003. *La nature hors la loi, l'écologie à l'épreuve du droit*, Paris, La Découverte, 346 p.
- PAILLOUX A.-L., 2015. Zone d'aménagement différé contre « zone à défendre ». Analyse d'une lutte pour l'autonomie dans/de l'espace rural, *justice spatiale/spatial justice*, Nanterre, n° 7, [<http://www.jsj.org>].
- PASSERON J.-C., REVEL J., 2005. *Penser par cas*, Paris, Éditions de l'EHESS, 292 p.
- PESSIS C., TOPÇU S., BONNEUIL C., 2013. *Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La Découverte, 320 p.
- PLACE PUBLIQUE, 2010. L'aéroport, le savoir et la croyance, *Place Publique*, n° 21, p 2-51.
- PLACE PUBLIQUE, 2016. Notre-Dame-des-Landes, pourquoi tant de bruit?, *Place Publique*, n° 57, mai-juin 2016.
- PRUVOST G., 2015. Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste, *Sociologie du travail*, Paris, 57 (2015), p. 81-103.
- RADIO CANUT, 2014. *Sème ta ZAD à Notre-Dame-des-Landes*, émission du 6 novembre 2014, « Les paysans et paysannes dans la lutte des classes », Lyon, [<http://blogs.radiocanut.org/luttespaysannes/2014/11/06/sem-ta-zad-a-notre-dame-des-landes>].
- RANCIÈRE J., 1987. *Le maître ignorant ; cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, Fayard, 234 p.
- RANCIÈRE J., 2008. *Le spectateur émancipé*, Paris, La Fabrique éditions, 145 p.
- REICH W., 1933 (1998). *La psychologie de masse du fascisme*, Paris, Payot, 528 p.
- RENARD J., RIALLAND-JUIN C., 2013. Le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes : les rebonds d'un aménagement conflictuel, *Géoconfluences*, ENS Lyon, [<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/territ/FranceMut/FranceMutDoc17.htm>].

- RIPOLL F., 2005. S'approprier l'espace... ou contester son appropriation ?, *Noroi*, n° 195, p 29-42, [<http://noroi.revues.org/489>]; DOI : 10.4000/noroi.489.
- RIST G., 1996. *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 512 p.
- ROSANVALLON P., 2006. *La contre-démocratie, la politique à l'âge de la défiance*, Paris, Le Seuil, 345 p.
- ROUX J., CHARVOLIN F., DUMAIN A., 2009. Les « passions cognitives » ou la dimension rebelle du connaître en régime de passion, premiers résultats d'un programme en cours, *Revue d'anthropologie des connaissances*, n° 2009/3, p. 369 à 385.
- SIMON G., 2010. *Plogoff. L'apprentissage de la mobilisation sociale*, Rennes, PUR, 408 p.
- SOULÉ B., 2007. Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales, *Recherches qualitatives*, Trois Rivières (Canada), n° 27, 127-140 p.
- STENGERS I., PIGNARRE P., 2007. *La sorcellerie capitaliste. Pratiques de désenvoûtement*, Paris, La Découverte, 238 p.
- STOCK M., 2004. L'habiter comme pratique des lieux géographiques, *EspacesTemps.net*, Travaux, 18.12.2004, [<http://www.espacestems.net/articles/habiter-comme-pratique-des-lieux-geographiques/>].
- SUBRA P., 2003. À quoi et à qui sert le débat public ?, *Hérodote*, n°110, [<http://www.cairn.info/revue-herodote-2003-3-p-149.htm>].
- SUBRA P., 2006. Ce que le débat public nous dit du territoire et de son aménagement, revue *Géocarrefour*, n° 81, [<http://geocarrefour.revues.org/1659>].
- SUBRA P., 2007. *Géopolitique de l'aménagement du territoire*, Paris, Armand Colin, 327 p.
- SUBRA P., 2013. Intervention au café géo de Nantes avec Jean Renard, 27 mars 2013.
- VERCHÈRE F., 2016. *Notre-Dame-des-Landes : la fabrication d'un mensonge d'État*, La Colle-sur-Loup, Tim Buctu éditions, [<http://etatsetempiresdelalune.blogspot.fr/2016/01/un-document-evenement-sur-notre-dame.html>]
- VOLVEY A., CALBÉRAC Y., HOUSSAY-HOLZSCHUCH M., 2012. Terrains de je. (du) sujet (au) géographique, *Annales de géographie*, n° 687-688, p. 441-461.

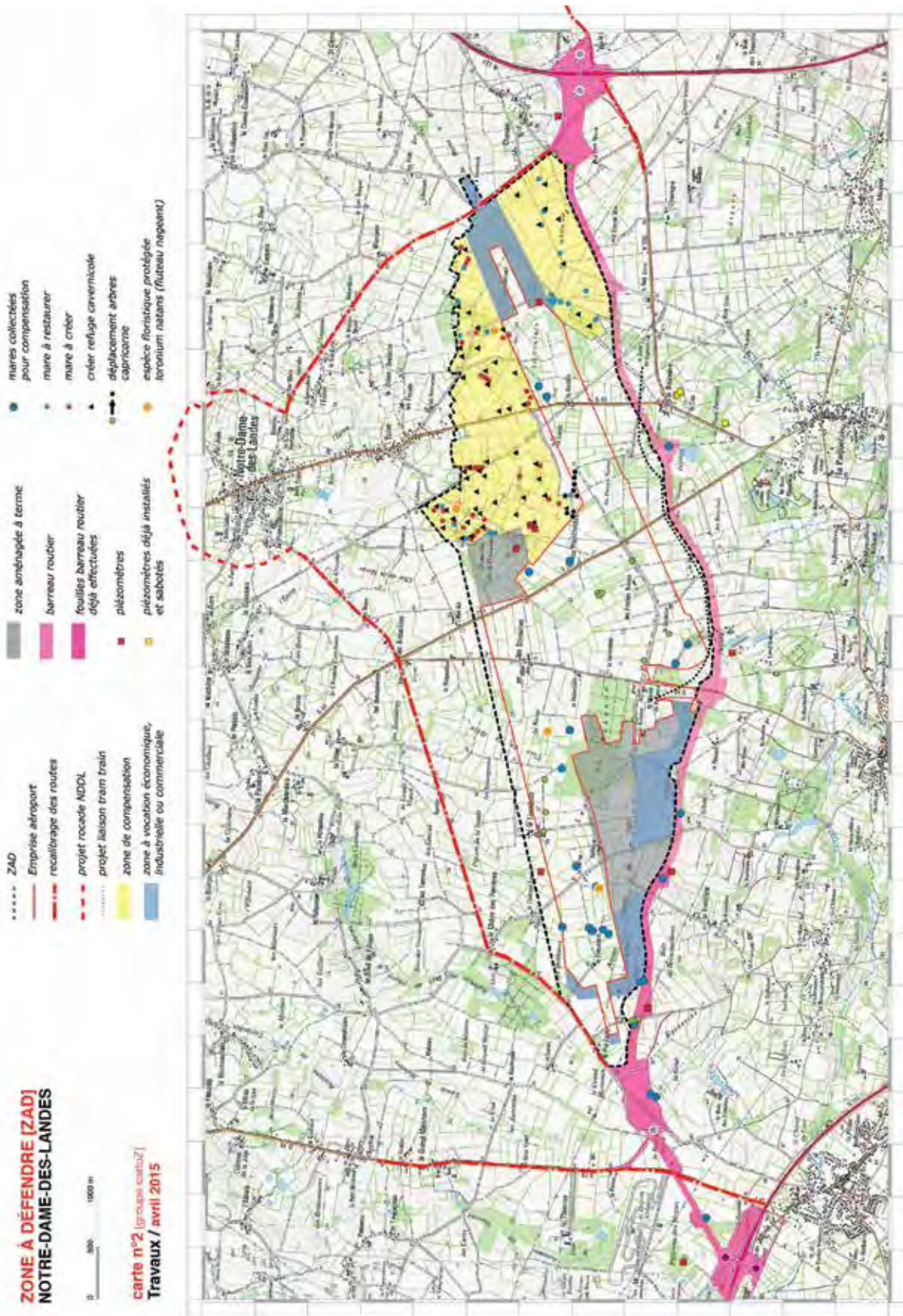


Figure 2 : Carte des travaux (groupe CartoZ, dernier état 2016)  
Airport project map (CartoZ group, latest status as of spring 2016)

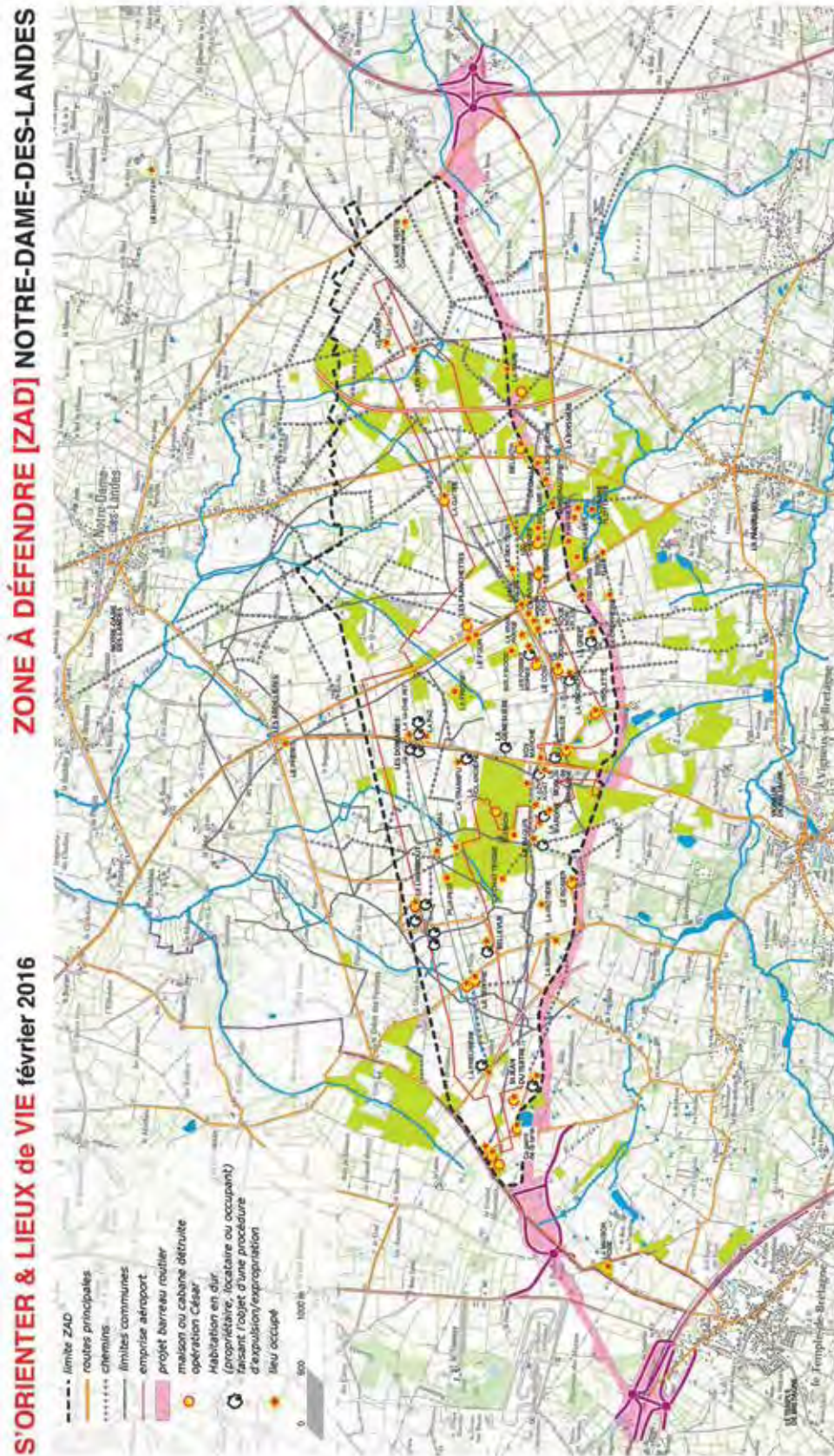


Figure 3: Carte des lieux de vie (groupe CartoZ, dernier état, 2016)  
Map of inhabited (occupied) areas (CartoZ group, latest status as of spring 2016)

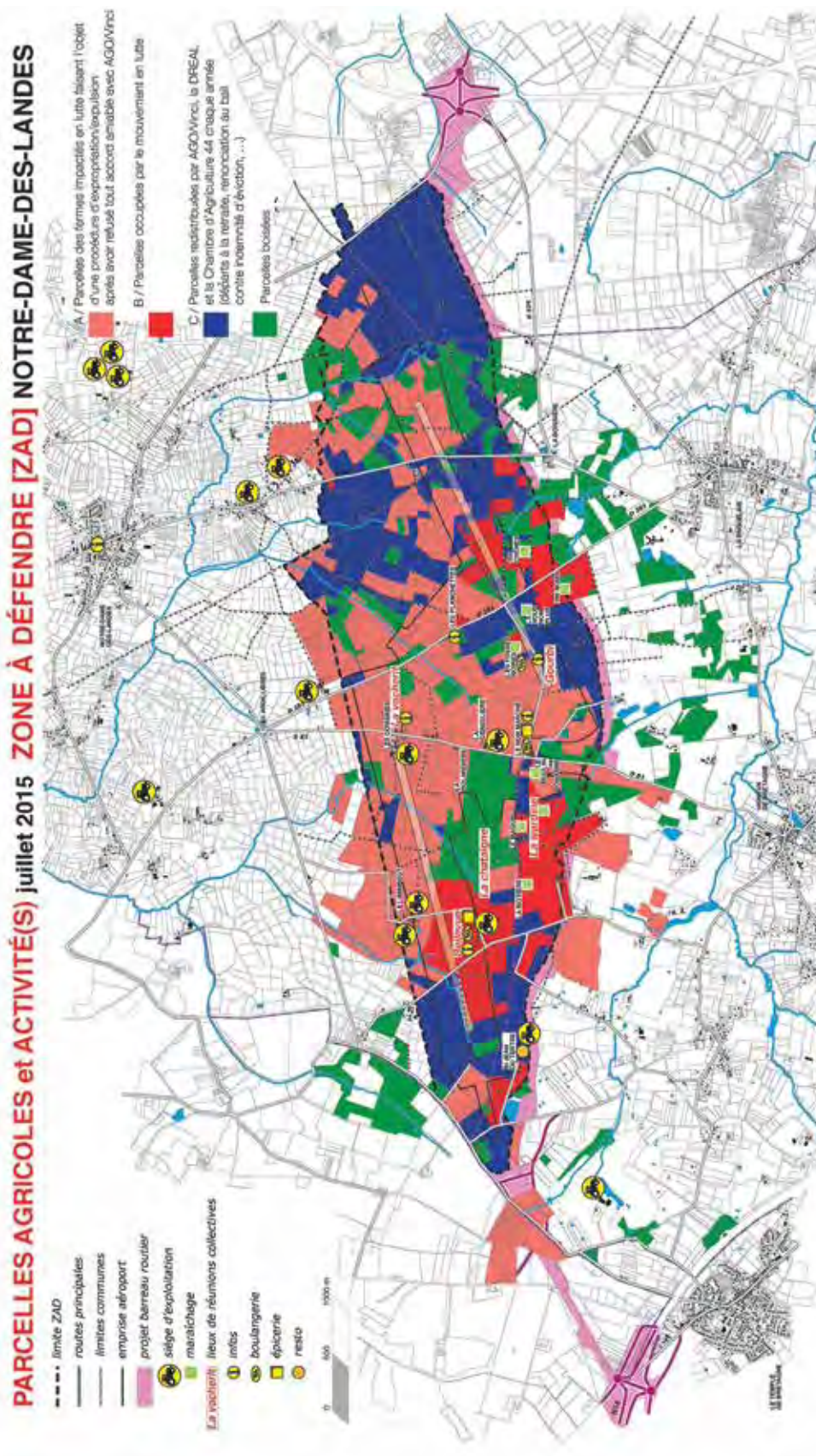


Figure 4 : Carte agricole (groupe CartoZ, dernier état 2016)  
Agricultural map (CartoZ group, latest status as of spring 2016)

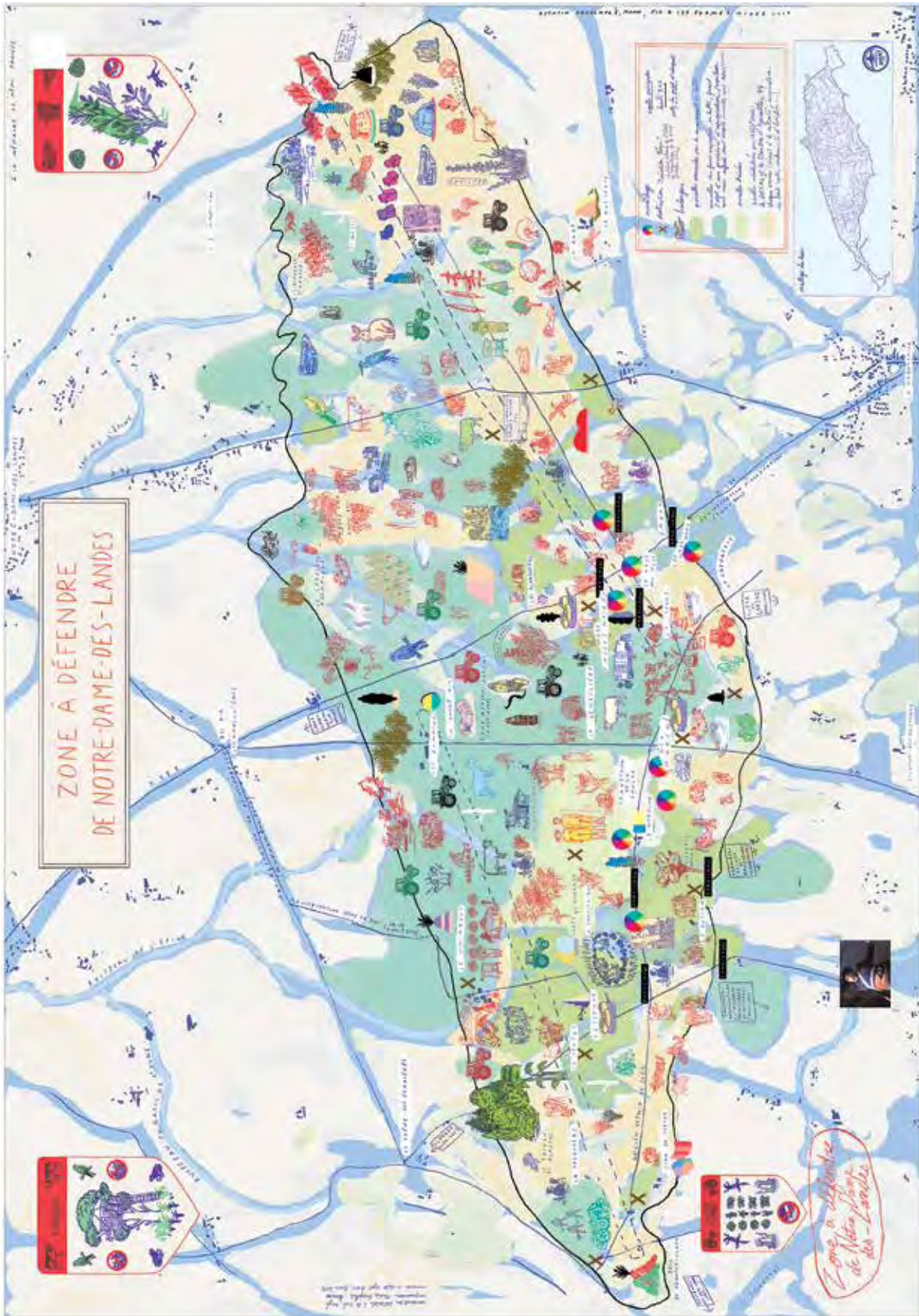


Figure 5 : Carte sensible de la ZAD (Faucompré et Formes vives, février 2016, première édition, à la critee) / Geopoetic map of the ZAD (Faucompré et Formes Vives, February 2016, 1st edition, À La Critee)

See discussions, stats, and author profiles for this publication at: <https://www.researchgate.net/publication/327969611>

# Environmental forms, from a theoretical perspective to concrete case studies in urban planning

Article · June 2018

DOI: 10.22501/ruu.371052

---

CITATIONS

2

READS

77

2 authors, including:



**Nathalie Blanc**

French National Centre for Scientific Research

231 PUBLICATIONS 670 CITATIONS

SEE PROFILE

Some of the authors of this publication are also working on these related projects:



Changement climatique et trames vertes (2) (GIS Climat-société, 2011-2013) [View project](#)



Quels paysages pour vivre la ville de demain ? Programme "Politiques publiques et paysages : analyse, évaluation et comparaisons", Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Direction générale de l'administration et du développement [View project](#)

## **Title – Environmental forms, from a theoretical perspective to concrete case studies in urban planning**

**Authors – Nathalie Blanc Director of Research, UMR LADYSS 7533[1],  
Frédéric Barbe, Assistant Professor, School of Architecture, Nantes[2]**

**Abstract** – Intersecting Environmental Humanities (HE) and the New Materialism (NM), this article proposes a specific approach to **forms**, **metamorphoses**, and **uncertain futures**. We favour an approach incorporating aesthetic dimensions, as well as theories from the NM, to propose the expression of “**environmental forms**”, in order to renew the often techno-centric environmental analysis and research in the field of humanities and social sciences. We intend to focus on the process of “**environmentalization**”, considered distinct from a usual definition of humanity as ontologically separate from other living beings, and ascribed in a traditional opposition between nature and culture. This process of creating environments means to build a system that unites the stakeholders with variations in time and space.

In a first section, we will discuss **the question of forms**, whose history is strongly associated with the history of art and aesthetics (Goethe, Kant, etc.). Secondly, we will try to highlight the contributions of authors referring to New Materialism literature regarding the issue of environmental forms. In a last section, we will highlight how spontaneous **environmental forms** such as community gardens, or animals in cities, as well as contemporary “green” urban planning is a way to co-produce “natureculture” in cities.

## **Environmental forms, from a theoretical perspective to concrete case studies in urban planning**

This article spans the Environmental Humanities (EH) and the New materialism (NM) to offer an approach to forms, metamorphoses and uncertain futures. It favours an approach to forms that incorporate aesthetic dimensions and reflections and ideas from NM to come up with the expression of "environmental forms" that seeks to renew environmental analyses and research in the fields of the humanities and social sciences that are all too frequently techno-centred.

Today, we see that the notion of form can be confused, blurred by the **multiplicity of definitions**. Dominique Raynaud, in an article on forms, writes: "There are no less than eleven different roots for the Indo-European languages alone, three of them for Greek (*eidōs*, *skhēma*, *morphē*) and three for Latin (*forma*, *figura*, *species*). The semantic analysis of these families reveals the diversity of approaches to the notion of form. " Briefly, he concludes that form is both the result of a manufacturing process, and is inseparable from a sensible act, from which both classificatory requirements



and normative axiological judgments proceed. In this article, we mean, by "form", any momentary (event) or lasting (entity) crystallization of a proposal of meaning and/or organized life. The forms thus conceived take shape via several processes: **creation**, **reception** (perception and appreciation) and **interpretation**.

Rich in its notional multiplicity, it is possible to think that the notion of form applied to the natural and constructed environment, subsumed by the expression of environmental forms, opens on the capture of phenomena as a co-production nature-culture, dynamic before being static and frozen, at the crossroads of meaning and meaning, theory and practice. The use of the expression of environmental forms (Blanc, Benish, 2016) opens up the metamorphoses of materials, collectives and individuals beyond bodies, as well as their plurality and diversity. Instead of returning to the oppositions inherent in modernity – nature versus culture for example, or local versus global – this reflection focuses on **social structures**, the "workaday" forms that turn inhabitants into genuine stakeholders in the political arena. This pragmatic approach focuses on what constitutes form, landscape, narrative, ambiance, when and how, in the sphere of an environment to be developed – what may be termed a "possibilisation of the world", or a policy set out in terms of creating life possibilities (Stengers, 2005 ).

The environment therefore takes on a new meaning. This alternative path **rejects a social constructivism** that confers a sort of pure power to conspire against the environment. **It also rejects a sort of naturalism** or realism that tends to entrust greater power on scientific objectivation to depict reality. This alternative approach borrows from research into agency and intra-agency. Therefore, the past and present relations of human beings to their environments lead them to co-design a world to which they can refer.

In a first section, we will discuss **the question of forms**, whose history is strongly associated with the history of art and aesthetics (Goethe, Kant, etc.). Secondly, we will try to highlight the contributions of authors referring to New Materialism literature regarding the issue of environmental forms. In a third section, we will highlight how spontaneous **environmental forms** such as community gardens, or animals in cities, as well as contemporary "green" urban planning is a way to co-produce "natureculture" in cities.

## **Part 1 A brief history of forms**

Let us start with a few historical pointers. Although Aristotle and many others philosophers before him had tackled both natural and built forms from a philosophical angle, Goethe still remains a key philosopher of form. In particular, he dealt with this question in his key work, *Metamorphosis of Plants* in 1790. Goethean morphology relates to the way in which a plant is what it appears to be. This theory links the concept of phenomenal form (Gestalt) with formation (Bildung), formative force (Bildende kraft), drive (Trieb) and structures in the sense of relations between the whole and the parts (Petitot, 2010). The crux of Goethean morphology is that of an internal principle and

dynamic linking the whole and the parts in accordance with an unknown purpose. The problem is that the idea of connection between the whole and the parts still has to be shown and Goethe attempted to highlight internal principles that guide how plant forms. The idea of the spatio-temporal deployment of a basis of construction that obeyed both external and internal forces gradually took hold thanks to his work. Goethean metamorphosis therefore combined the regular and the singular, the generic and the specific, the collective and the individual, unity and diversity. In particular, metamorphosis helped explain the laws of variation between forms based on context.

The emergence of an analysis of forms also accompanies the thought of the autonomy of art and matters of the senses more generally. This conquest played on an aesthetic philosophy that had been partially thematised by Kant (*Critique of Judgment*, 1790). Traditional metaphysics considers that the sensitive is subordinated to the order of the intelligible. Works of art depict intelligible significations that give them all of their meaning. By contrast to this tradition, in his critical work *Laokoon, oder über die Grenzen der Malerie und Poesie*,<sup>[3]</sup> Gotthold Ephraim Lessing highlighted the **autonomy** of the graphic arts and asserted that they themselves were "arts of sensitive, spatially extended forms and qualities". The sensitive beauty of a work of art is in itself a metaphysical value just like good or evil.

## 1.1 Form and meaning

The argument goes as follows: all art, regardless of its underlying characteristics, harks back to a demonstrative form of the object concerned. The natural characteristics of the different arts, i.e., their perceptible and sensitive rather than their conceptual and intelligible qualities, cannot express general ideas as they have their own qualities - spatially extended in the case of the graphic arts and temporally constituted in the narrative and musical arts. This theory of **the immanence of art**, whereby art is endowed with meaning based on constraints imposed by transcendental aesthetics, results in a question that stands this approach on its head. How can we get from empirical (and perceived) forms to aesthetic forms rather than vice versa ?

Aside from the emotion and pleasure experienced from a work or situation, Goethe indicates that aesthetic feeling arises from the functional correlations that operate between the whole and the parts. Nature and aesthetics come together in a completed form to combine the rule and absolute freedom. Like Kant's third Critique, *Critique of Judgment*, Goethe establishes a deep-rooted identity between the living being and work of nature, and the work of art – product of human nature and therefore of nature itself. Moreover, he made form and its internal dynamics a force for organisation and an "intuitive concept" (whereas in physics for example, the concept is abstracted from the sensitive world). Form became nature's main subjective and objective principle of organisation, obliging us to describe what appears. Forms, their structures and the meaning attributed are **intermediaries between something**

bio-physico-chemical and the subject they express. For Goethe, beauty was even a manifestation of secret laws of nature, however, such beauty needs subjects that are willing to host it.

We should remember that, for the first time in the history of aesthetic thought, an immanent and systematic analysis of the functional relations of the whole and the parts forged the link with artistic and natural forms. This analysis was based on the relationships identified by Goethe: differences, oppositions, contrasts, symmetries and gradations... a *schema* was needed [4]. This intelligence inherent in the work was the key, or rather the meaning. This aesthetic theory went against the opposition to a nature that was objectified and nature as perceived by the human being-subject. Goethe enlarged the notion of nature to the point of introducing the world of organization and forms that culminate in the sphere of the senses via *processes of semiotization* [5]. This representation of the interiority of nature eventually culminates in the depoliticizing of all things social as power should be wielded by those likely to be able to decipher natural forms, i.e., scholars.

## 1. 2 Critique of Judgment

Kant's *Critique of Judgement*, which was also published in 1790, made forms its guiding principle. Because the forms of nature are produced by causes that cannot be reduced to either a pure mechanism or a teleology of nature, we have to be able to see in forms, a discrete and non-generic means of appearance, a principle of understanding whereby the spirit manages to subsume the individual within the general. We therefore need to be able to think about the contingency of these forms. The key challenge consists of defining *the possible conditions for phenomenality* depicted in physical objects of natural mechanics.

Now, even if Kant is deeply involved in an objectifying reading of nature, he makes of it a real manifest, a sensible spatiality. For Baumgarten also, author of the founding text of *Aesthetica* [6], beauty is a perfection of autonomous sensible knowledge relative to conceptual knowledge. This manifest reality, spatially extended, is formed and gives to feel feelings of pleasure or pain. The aesthetic nature of the object is the relation to the subject. In other words, the aesthetic nature of the object allows the subject to become acquainted with it. Beauty is the meaning or the signifying value that gives to experience the object. The perceived finality of the artistic or natural object, by its structure or its organization, allows the sensible relation to the affecting feeling. This structure and organization which appears as morphology, in the absence of any possible conceptual knowledge, is converted into aesthetic knowledge. Feeling of pleasure is an expression of the pertinence of the form with regard to the subject. This is reflective judgment. In fact, the form of the object is experienced twice: in its immediate perception as well as in the appropriateness experienced in terms of its vision. Beauty from a Kantian perspective is indeed bound up with the perceived purpose of forms

of the object. Aesthetic judgement relates not to sociology but is freely exercised by the senses and bound up with subjective purposes.

To take things further, we need to stress the fact that form constitutes a threshold between the objective and the subjective, **between the order of causes and purposes**, between theory and practice. Kant treats this key question as part of a theory of different cognitive faculties and different types of judgement. In **art**, it is human genius considered in terms of human nature that is depicted. In **natural beauty**, it is self-determined nature that transcends its own mechanisms that plays its role. This phenomenality of form is crucial for solidarity between a biological organisation and semiotic structuring. As such, forms create their own space and temporality, i.e., the time needed to become aware – via other non-visual senses as well (vision lies at the heart of Kant's aesthetic judgement; it is unlikely that the question of beauty for blind people occurred to him). Basically, we could say that from the 18th century on, aesthetics became an autonomous realm of knowledge, a scientific field of exploration of forms of the environment that developed independently of the history of art. Jacques Rancière highlights this change of regime from the consideration of the sensible: *"By borrowing the name aesthetics from Baumgarten to talk about the theory of forms of sensitivity, Kant essentially rejects what gave meaning to his whole theory, i.e., the idea of the sensitive as confusing intelligibility. And Critique of Judgment does not accept "aesthetics" as a theory. It only accepts "aesthetic" as an adjective that designates a type of judgement and not a realm of objects. It is only in the Post-Kantian context of romanticism and idealism, through the writings of Schelling, Schlegel or Hegel, that aesthetics have come to discuss ideas about art... [...] it raises "confused knowledge" up from a lesser knowledge to thought that is not thought about... In other words, aesthetics is not a new domain for designating the realm of art [...] it marks a transformation in the order of thinking about art and this new order is the arena in which a specific idea of thought is forged..."*, Rancière, 2000, p. 13[7].

How does this morphological theory inherited from natural history and aesthetic philosophy enable us to conceive of **a theory of environmental forms**? We wish to advance three main arguments.

**First**, "by countering a reductionist approach, morphological theories tackle forms at the organisational level at which they appear (Boutot 1993)[8]." Adopting a morphological approach amounts to embracing a qualitative theory that opposes techno-scientific approaches more focused on problem solving than on understanding phenomena.

**Second**, the morphological approach combines social and natural dynamics that are far removed from nature-culture distinctions. Geographic, discipline-based approaches are notably defined by "naturalness" / spatiality interactions that may be broken down into different processes and in line with processes of humanisation. In terms of spatialities, the *Anthropocene* forces us to consider both horizontals, according to geographers (Pinchemel, 1988),

and verticals, i.e. the bio-geophysical dimensions. We will analyse this process of posthumanisations (non-anthropocentric) via the environmental forms created.

**Third**, the morphological approach empowers the idea of structuring arising from art as well as the invention of the everyday [9]; "formativity" or "operative power" may be defined as follows: "Human activities may only be carried out by taking concrete form in operations, i.e., in movements intended to culminate in works; however, it is only by assuming form that the work becomes a work *per se*, in its individual and unique reality, detached from its author with a life of its own, contained in the endoconsistency, open to recognition of its value and capable of demanding and obtaining this [10]." Forming means doing but in a way that involves inventing a way of doing. This formula does not just concern aesthetic activity, but also various different domains of human and non-human activity. In art, this "formativity" is an end in itself [11]. This theory of "formativity" explains that it is not so much a matter of copying form but revealing the operational effectiveness of the rule, coupled with the dynamic production of the work. The true invention is underpinned by new rules and their possible reproduction. The rules for creating forms must also include an ethical as well as an aesthetic relationship as they are inseparable (Blanc, 2013 ; Guattari, 1995) .

Thus environmental forms open up possibilities for rehabilitating qualitative and aesthetic understanding of environmental problems.

## Part 2 New Materialism and Environmental Forms

The New Materialisms are a theoretical current associating researchers with diverse interests (theory of the actor-network, artificial intelligence, biophilosophy, evolutionary theory, feminism, neuroscience, post-humanism, queer theory, quantum physics and Spinozist momism...) preoccupied by relationships of matter and capacities for action shared or not by a multitude of humans and non-humans. The authors (Braidotti, 2002, van der Tuin & Dolphijn, 2010) refer to new ways of dealing with the issues of power and the structure of matter associated with socio-ecological dynamics and all kinds of ongoing hybridizations (Harraway, 2003).

### 2.1 From historical materialism on

Historical materialism has focused on the structured quality of materiality - its ability to freeze into economic classes, stratified work patterns, and practices of domination rather than exchange. Its political strength lies in its ability to expose hidden class wounds, global economic inequality and other unfair flows and sedimentation of capital. Thus, researchers working on the issue of the territorialization of individual and collective action and processes of environmental transformation have much to say about the scale and power relations as well as the deterritorialization processes associated with capitalism (Deleuze, Guattari, 1972).

A second phase of materialism concerns the taking into account of the human and non-human body and collective practices (Ingold, 2013, Abrahams, 2013). These works highlight the sensitivity of nature and biology to culture and expose how cultural notions and ideals are themselves incorporated entities and therefore materialities that can be reshaped through politics. In this sense, many artistic projects, involving the bodies, invite to reconstruct the idea of the subject and the relations subject-object and nature-culture, thus transforming the situated and incarnated experience into a reflexive process. In line with this evolution, research in the humanities and social sciences gives a more important place to artistic methods and techniques with renewed interdisciplinarity and in situ practices that take the name of research-creations (Blanc, Legrand, in prep).

As a result of historical materialism, the New Materialisms inscribe the elucidation of material collectives, of environmental forms, as new topos of action. Louis Althusser in the book "Ideology and ideological apparatuses of State (Notes to an investigation)" written in the 1960s (Cheah, 2010) that the ideology is not a false consciousness, but develops a material existence renewed daily in the practice of social practices and the existence of institutions. Ideology is a sum of ideas that structures the existences in society and governs the relations of the people to their environments. In this sense, materialism does not concern only the economic bases of the structures of production, nor even a sensual or material relation, but constantly renewed relations that we maintain with the materials that we produce and that produce us. Researchers committed to the redefinition of new materialities want to understand how landscapes, objects, objects, atoms, etc. (all material elements) are inextricably linked to lifestyles, sometimes without the actors themselves becoming aware of them.

## **2.2 Three major preoccupations**

For us, concerned with the question of the environmental forms and the metamorphoses, the meeting with the works resulting from this current was made around three major preoccupations.

First, our main concern is no longer about things and their definition, but about the environmental forms that will be considered in their sensitive and dynamic dimensions. Secondly, the place given to agencies and intra-agencies also refers to the preoccupations at the origin of a reflection on the environmental forms. In this sense of agency, ie of an ability to act that takes into account all living beings (and not only human beings), but also things and events according to the powers that the we recognize that agency is a conceptual expression defined in particular by Gell (1998) who explains (p.13) that "the material part, the material index (the visible, physical thing) authorizes a singular operation of knowledge". This operation of knowledge makes it possible to produce causal inferences, or an inference concerning the person or the thing at the origin of it, as well as deductions on the events linked or

caused and explanatory reasoning. The study of these phenomena makes it possible to analyze individual and collective relational configurations.

Prolonging the reflection on agency, and transforming this idea into the conceptual expression of intra-agency Karen Barad in *Meeting the Universe Halfway: quantum physics and the entanglement of matter and meaning* (2007) criticizes the tradition of metaphysical individualism, in favour of the exteriority of relations. The author considers that objects, on the contrary, emerge from intra-actions :...*the primary ontological unity to be phenomena, rather than independent objects with inherent boundaries and properties (...) Phenomena are the ontological inseparability of intra-acting agencies. That is, phenomena are ontological entanglements.* (p. 333)

The question of forms thus evoked refers to a conceptual vision of the unprecedented environment: the taking into account of the sensitive, and the intra-acting evolution of environmental forms, temporarily updated and perpetually renewed. This is why environmental forms are not apolitical assemblages of humans and non-humans (as in the Actor-Network Theory including its recent developments, Jacobs, 2011), but the material-discursive virtualities of political individuals and collectives, ie the result of a choice in terms of organizational forms : « object and subject **emerge** through and as part of the specific nature of material practices that are enacted. (p. 359)» In this sense, environmental forms refer to knowledge and know-how, as well as to intentions and natural process. They proceed from the thought of the sensible and the manifest, which leads to rethinking what is to be shared from the natural and constructed environment and the modalities of this sharing.

The result of intra-action - as opposed to interaction - is not merely to qualify in terms of materiality, but also forms with potentialities, crossings of meaning and senses (Massumi, 2008[12]). Consequently, environmental forms inevitably refer to both the material-discursive intertwinings at their origin, and to the potentialities and evolutions, even metamorphoses.

Thirdly, these environmental forms must be analyzed in their multi-scalar and multidimensional, geographical, sociological, biological, economic and political complexity. It is a question of echoing the work of K. Barad on "diffraction", an example of a methodology which consists of reading the phenomena through each other, and reading the entanglements of scales more than a reading. wisely spatialized according to a metric that has become insignificant. Authorizing a multiplicity of entries and scales in the analysis of the phenomena, it is a question of giving an account of the way the current practices, that of the mushroom gatherers who think themselves free while they are subordinated to a capitalism (Tsing, 2017), as well as pests and farmers who continue to spread pesticides, knowing they are dangerous to their health, are part of multidirectional stories, and their emerging qualities. These stories are those of these people and their reasoning, but also those of logics of exploitation, alienation and economic accumulation in which they are inscribed. The dynamic nature of these stories undermines any conception of a decisive socio-economic structure that shapes bodies or subjectivities. The

ways of exercising power must be examined from a variety of situations and contexts that stress time and space (Fox, Alldred, 2015).

The expression of environmental forms is therefore the heir of many theoretical and empirical traditions. In this case, it is necessary to understand the forms as bio-physico-chemical arrangements borrowed from local history and policies, but also from the intentions and know-how of actors and local residents. Whether one speaks of the pack ice or of the earth, of a shared garden or a landscape, a story about nature or an ode in the sight of a flower, all of these environmental forms make sense of what the environment means, in the sense of non-linguistic semiotics, i.e. significance, and its relational character.

### **Part 3 Two case studies: bottom-up and top-down environmental forms**

We now wish to present two case studies intended to illustrate this question of forms. The first is located in Montreuil, one of Paris' inner suburbs, and the environmental forms **resulting from popular mobilisation**, a bottom-up movement, while the second focuses on greenways and wetlands, an environmental form that **emerged from the heart of a top-down public policy**. **The following case studies have tested these theoretical remarks**. Our work to evaluate the environmental forms of the city of Montreuil inscribes the latter in a **co-production** from which emerge environmental forms of all kinds, spatialized, but also narrative, cultural from which proceed know-how and visions of the world. The latter, green and blue, are **the result of public policies** and are part of an expansion of the register of connectivity.

#### **3.1 Montreuil, a suburban city**

Montreuil is currently the second-largest city in Seine-Saint-Denis *département* with over 100,000 people living in nearly 900 hectares. It is an inner suburb with a strong horticultural and industrial past that has densified and been radically transformed since the deindustrialisation of the 1970s. The different names for Montreuil are a testimony to this multi-faceted construction of an extensive and complex social and urban fabric in Eastern Paris straddling major motorways and lying at the end of Line 9 of the Paris metro. Montreuil-sous-Bois, Montreuil-aux-Pêches, a traditional "red" communist bastion, the 21st *arrondissement* of Paris (there are only actually 20!), the second capital of Mali, as well as Bas-Montreuil and Haut-Montreuil, just Montreuil or, at various other scales a slew of local neighbourhood names (Morillons, Croix-de-Chavaux, Lanoue-Clos Français, Bel-Air, Murs à pêches, La Boissière) and street names (rue de Paris, rue de la Montagne Pierreuse, rue Saint-Antoine, etc). So it is definitely a very distinct city suburb in terms of certain socio-economic features: working class, creeping gentrification, multi-



cultural, young, precarious and strongly linked to artistic and cultural professions.

This city has developed a strong environmental policy that has allowed the recent landscaping developments of its urban space in its horticultural history. Apart from language (a vocabulary and its own expressions) and street names or neighborhoods (inspired by the names of gardeners or sites), the landscape of the city is strongly marked by this past, notably by its fragmentation of the plot in length, as well as by its multiple paths and walls. Under strong land pressure because of its proximity to Paris, the city nevertheless managed to obtain an urban landscape charter during public workshops from 2011 onwards, and has put in place various tools for protecting ordinary natural in particular, through the call for citizen consultation and participation. Thus, the city of Montreuil has set up a **photographic observatory** of the landscape with the help of the Ministry of the Environment which aims to constitute a background of photographic series allowing to analyse the mechanisms of transformation of the spaces since 1997. This a photographic game that invites you to take a step back from everyday life has enjoyed great public success and was published by the Musée d'Histoire Vivante in Montreuil under the title "Consciousness of a landscape". Landscape immersion through sometimes naturalist photographic walks or school trips has made it possible to highlight the sensitive dimension of the urban space. The views were marked, as were the green public spaces. The greening program has been broken down into two types of proposals: the creation of shared gardens (collective gardens supported by an association, a charter signed with the town, which commits to gardening that respects the environment and a regular opening of the land) for fallow land and open spaces of more than 150 m<sup>2</sup>, or allow inhabitants to maintain so-called "residual" spaces (small spaces awaiting development, unmanaged planters, foot of trees) by planting seeds, flowers... The city can, depending on the case, dig bleeds in the pavement macadam.

These approaches and this municipal voluntarism explain, in part, **the idea of analysing the environmental forms of this territory to understand the mechanisms of valorisation of the environments**. The contemporary policies of ecological urbanism give an increasing place to the idea of **participation** of the inhabitants, **consultation**, but also **co-production**. The aim of the study was to devise a more comprehensive approach to cultural ecosystem services based around environmental forms and their contribution to territorial "habitability" – i.e., removed from a purely pecuniary approach – in all the geo-historical richness of a diverse, changing Parisian suburb. The questions initially put in the field and to stakeholders (inhabitants, elected representatives and professionals, but also to non-humans) can be written as: **how does nature make culture in Montreuil?** How does nature make Montreuil inhabitable? We have considered the environmental forms observed on the ground, which have evolved in recent years under the pressure of ecology, as constituting moments and landmarks in the fabric of an ecological urbanism. We will examine, in succession, the wastelands transformed into communal gardens,

the pots of plants deposited here and there in the public space, the fruit and vegetable stalls often ignored as forms of nature in the city, and the forms of intermediation that are the living animal species in the urban area of Montreuil.

These comprise primarily wasteland transformed into communal gardens. A significant quantity of "pending" wasteland (awaiting designation) is dotted around the landscape of Bas-Montreuil. Many built plots have been demolished because they were insalubrious or dangerous or to prevent squatting pending a development project – Montreuil is and was prime squatting territory. These surplus spaces worry residents and are a blot on the overall appearance of well-planned neighbourhoods. The city "unravels" in such places. Certain derelict plots look like islands inserted into an expanding urban fabric. Plots with no design whatsoever emerge in the heart of built developments. Hybrid fringes – somewhere between nature and a built environment – create rural spaces that straddle land that has been colonised by major urban projects. Wasteland with their novel species, old stonework and waste are sometimes forgotten objects in the middle of patrimonial or renovated developments. Abandoned wasteland scattered throughout the national territory is often legally invisible. Consequently, tens of thousands of hectares disappear from the maps and coffers of institutions as a result of the powerlessness of a system that is a prisoner of its own abstraction (Degeorge, Nochy, 2009).

Some of this wasteland is used for communal gardens at the initiative of the City or inhabitants themselves but many plots lie idle to be recolonized by uncontrolled vegetation. The temporary communal garden solution appears to have been considered as a means of participative management as well as a social demand for nature in the locality and outdoor sociability in a place that is **neither public** (fenced off and usually locked) **nor really private** (access may be obtained and is usually organised by the City), but which is "outside". We may imagine that one or the other of these actors (i.e., the City and its inhabitants) leads the other in a joint initiative that is at least temporarily in the interests of both.

This dynamic interacts with other lesser forms of greenery present in Bas-Montreuil, mainly comprising: potted plants on footpaths and the terraces of cafés and restaurants, flower beds and vegetable plots ("amazing edible" type<sup>[13]</sup>), creation of collective composting initiatives by associations, planting flowerbeds along sidewalks by taking out 20 cms along garden walls (with the City's permission), performative / educational use of wooden fences to regenerate a large number of small natural spaces, sometimes created by road improvement schemes ("PEPA", a French acronym standing for alternative small public spaces), road closure and green pedestrianisation. These environmental forms of social mix in Bas-Montreuil have been driven by the sociological transformation of the neighbourhood.

Referring to street hawkers' fruit and vegetable stands both restores the place of a certain form of little-observed "nature in the city", albeit a moribund nature on the verge of being devoured or decaying (or a new life). It also refers to nature dealt in by small business (or even very small informal vegetable selling businesses that are far less popular with the authorities). In order to treat our small businesses seriously, we asked them the appropriate series of questions. **Do these tradespeople make Montreuil a more liveable place by giving such prominence to fruit and vegetables in public spaces? Is this nature turned into culture by virtue of a professional activity?** When asked (very brief) questions about their stalls, street-sellers talk about tradition and something obvious that does not have to be justified. It's their job: "this is what we have always done". Does public health awareness threaten these ways of presenting natural produce?

We must also take into account the numerous living species present in the urban spaces which constitute intermediary environmental forms from a relational standpoint, somewhere **between "wild" and "domestic"** (parks, squares and gardens, pets and farm animals). These are common species in their commensal and well-accepted form: cats and pigeons as well as "wild grass" in its maximum extension, i.e., the *tiers-paysage* (third-landscape) seen as a combination of spaces comprising free nature and its movements bounded by anthropocenic constraints. The "free" animal is a "mongrel" category, meaning the accepted animal, frequently tamed (or tameable), but neither completely domesticated nor returned to a "wild" state. In other words "free" but possibly "alienated" from man (commensal, vaccinated, tattooed, sterilised, ringed, fed, housed, arrested, released and sometimes violently eradicated, etc.). Wild animals in the city, wild grasses, so-called "invasive species", an autonomous biodiversity, etc. conflict with modern standards of management, particularly all forms of public health awareness, cleanliness and order together with **mineralization and waterproofing of contemporary urbanism**. Indeed, these products of modernity are always visible. For example, in contrast to trends observed elsewhere with regard to Montreuil's urban policy, renovation of the town centre has resulted in a new Place Aimé-Césaire that is highly mineralized and "nature-poor", surrounded by store franchises that contain much more artificial plants (in the pizzeria for example) than natural ones. Rue Lumières the nearby pedestrianised shopping street has been developed in a similar manner.

The work carried out by associations focusing on "stray cats" which have now become "free cats" under the law (Article L211-27 of the French Rural Code rural, 1999) and due to changes in representation and practices, as well as on pigeons is more diverse and creates less of a fuss. But it is still just as important, given the role of pigeons and cats within the city. Part of this experience with associations is based on a long-standing professional investment in animal shelters backed by the strong grass-roots practice (measured pleasure during a long trajectory) of people and of animals. Native

involvement appears strong in terms of spatial grounding, Bas-Montreuil, a *Montreuil* childhood, a neighbourhood; and social in terms of commitment to voluntary activities, political outlook and enthusiasm for equal dignity for all stakeholders. The two associations are renowned throughout part of the Paris suburbs (a population centre of around 500,000 people) for providing local authorities with a range of services for "well accepted" and "well organised" animal populations to facilitate emotional ties instead of gung-ho hygienist initiatives (eradication, "cat disinfection"). For example, for cats, they offer actions to regulate populations (sterilisations) and track spatial redistribution (tattoos, animals released near the place of capture, network of feeders, cat shelters, welfare surveillance, awareness initiatives).

For pigeons, the task involves first becoming more familiar with and promoting awareness of populations and their living conditions, before coming up with solutions adapted to each territory along with local stakeholders (building nesting boxes and dovecotes, sterilisation, pigeon spikes, organisation of feeding). The terms "ecology reconciliation" and "**urban ecology**" are used in flyers. In Montreuil, we took a trip around the cat shelters: first an "invisible" and no doubt illegal shelter and then another that has been negotiated with great difficulty with the local council. Conventional relations with Montreuil Council fell victim to the arrival of the administration of Mayoress Dominique Voynet which has resumed traditional eradication practices according to the association. From the outside, these two associations along with *la bergerie de Bagnolet* would appear to point up conflicts between the quality of certain local initiatives and the difficulty in gaining recognition *in situ* from the institutional stakeholders of the commune in question, which for us is a contributing factor in the whole question of "lack of social trust". The question posed could be, in our opinion, cats and pigeons are they too popular for biodiversity? The latter sheds interesting light on the positions of the two associations – "**elitist** biodiversity vs. **popular** biodiversity" – and the necessary blurring of the hygienist/harmful versus useful dichotomy. The association notes that it works much more with the hygiene service than with the environment department of the various communes. The experience also shows that these animals are helped especially by people from modest social backgrounds, particularly elderly working class and immigrant people. This example appears to highlight a cultural ecosystem service that has been rendered invisible by the socio-spatial conditions of its reproduction. The bonds with animals go back to duration (time) and to journey (space and distance), harking back to categories of **ethno-psychiatry**.

On the side of species reintroduced into urban space under environmental pressure in particular, there are sheepfolds and herds of domestic animals intended either for consumption or for new forms of maintenance of urban spaces. The urban sheepfold of *bergerie urbaine des Malassis de Bagnolet* and the two associations, Chats des Rues (street cats) and *Association Espaces de Rencontres entre les Hommes et les Oiseaux* (association that provides a forum where people and birds can meet) based in Montreuil, sponsor local, immediate initiatives in each commune, but

they also intervene elsewhere in accordance with joint ventures and conventions signed with private or public partners. It appeared that these associations worked mostly in working class neighbourhoods and advocated a coherent approach to popular ecology through the importance they accord to inhabitants, while standing up for values that are not always dominant in these places. They offer a very useful and involved mediation service in order to create change and convergence.

*Bergerie urbaine de Bagnolet* is firstly urban entertainment in terms of the effect of surprise on the person discovering the spaces and relations for the first time. Located in the heart of the "physical" city where it was built without a permit during a period in which the municipal authorities were not really on top of things (the end of the previous political-legal administration), it is adjacent to a nursery school which gives it a lawn and access to water. A little further away, the grass lawns of the low-cost housing office (HLM) have been fenced off with its permission and a number of paths lead to and from the sheepfold. This phantom space in the shadow of a demolished tower block was in full use when we pay our second visit. The sheepfold is open during the day and lots of people come by, particularly after school.

All parts of *Bergerie de Bagnolet* appear to be places of great sociability, respected by people living around (no reported incidents of injuries to the animals) and, according to the shepherd, people see him working every day which helps forge respect. The shepherd also explains that certain inhabitants come from places with a much greater animal presence in the street or in the family than in French suburbs. Therefore, there is both a mental and a technical closeness that mean for example that, rather than making cheese, he is more interested in selling goats milk to women who want to transform it in their own homes.

Faced with all these processes, we could tend to believe that "appropriating nature (or "serving" or defending or even "messing it up" because this is our place) is an ordinary act of indigenisation that has put down strong roots in everyday Montreuil life. The head of one environmental association declares in an interview, in relation to the annual festive closure of the A83 Motorway, that "each ethnic group in Montreuil could have its own garden" as part of a big communal garden. Students are often presented with the example of the garden run by Malian women in Bas-Montreuil. Another association uses the vegetable garden (a "farm") in Murs-à-pêches to support the installation of a halting site for Rom immigrants (Écodrome).

Occupying a garden and having the keys based on permission accorded by the Council is possibly the same thing as squatting and working plots, acts that consume a huge amount of time and energy, (e.g., discarding and piling up waste), a singular means of appropriating nature indeed, much like smashing up a footpath in front of your house or feeding colonies of pigeons. In the working class areas visited, a municipal cleaning agent (off duty and looking just then like one of those "inner city youths) told us they had been working that same morning in a particularly clean street in a smart terraced

neighbourhood and that he had felt uneasy. He had felt as if he was suddenly in Paris. Everything was too clean, it wasn't right, it wasn't like here, it wasn't like Montreuil. Several times, better off respondents, expressing a mixture of doubt and pride, told us to go and take a look at the state of the streets at the juncture of Vincennes/Montreuil. This relatively less well-kept appearance and this abundant vegetation running free could also be part of Montreuil's identity. Is it possible to lay claim to this while giving out about the municipality's failure to "look after" things?

The attention paid to these different forms of nature in the city draws attention to the division between learned and acceptable environmental forms in terms of public policies and other more informal ones referring to a qualified population of marginalized. Thus, it is true that one can not analyze the status of these environmental forms without wondering about the city as a human space and a crucible of one's own species and spaces desired, even controlled, at the expense of other forms. described as unwanted.

After these few examples of environmental forms arising from popular ecology and a territory undergoing transformation under the influence of environmental policies, we now wish to briefly examine a public policy that involves creating environmental forms in order to effect socio-cultural urban transformations.

### 3.2 Greenways, a public policy

The green and blue ways are examples of new spatial planning policies under pressure from environmentalists. Although they have been part of the urban planning tradition for more than a century for a variety of reasons (Arrif et al., 2011), such as their aesthetics or public health qualities (Ahern, 1995) they are still to become an integral part of urban policies in many countries. Environmental forms aim to organise the reproduction of genetic, specific and ecosystemic diversity, i.e., biodiversity, by means of a territorial grid (Forman, Godron, 1986). Aside from their professed contribution to citizen welfare in numerous different ways, they can also help to balance temperatures and greenhouse gas emissions and/or pollutants by cooling the atmosphere and trapping polluted particles. This is why EU countries have published rules and directives to encourage public policy to integrate Greenways at European level (Strategy for a European-wide Green Infrastructure in the context of post-2010 biodiversity European Commission Policy). French deployment of Green Infrastructure is reflected in the policy of creating greenways and it is one of the key points of the French Government's Grenelle round table on the environment: a national debate that took place in late 2007, culminating in the Grenelle I and Grenelle 2 laws (Law 2009-967 of 08-03-2009, and Law 2010-788 of 07-12-2010). These laws oblige each local government – from administrative region to urban municipality – to reflect on ways of integrating greenways into their local urban planning (*PLU*<sup>[14]</sup>) and metropolitan (*SCoT*<sup>[15]</sup>) in order to respect/create corridors that preserve links between natural spaces and help put a stop to biodiversity erosion.

Do blue and green ways comprise the "meta-form" of a social shift towards a **generalised connectivity**? We need to break out the components of green ways and wetlands that tend to support an ecological connectivity in a broad sense. First, developing blue and greenways relays a landscape ecology that nurtures a "landscape-type vision" of biodiversity. Second, blue and greenways benefit from a natural link forged between human communities in space and time by means of the protection of nature. Third, from a visual perspective, mapping blue and greenways imposes a policy of relations between natural beings over and above administrative and national boundaries. Maps, drawings and diagrams that visually define greenways contain colour schemes linked by coloured lines. Indeed, deploying networks of natural spaces in the name of biodiversity preservation requires preliminary formalisation by means of an image. **Generalised connectivity is contingent on the drawing of a form of a specifically defined network that transforms the concrete landscape and sets out the ordinary natural and built environment.**

Consequently, the blue and greenway landscape, which appears diagrammatic at first, plays on abstraction in order to participate in a policy of forms. The call for papers for the March 2013 multi-disciplinary conference, "Greenways: The interconnected Pathways of Communication and the Environment"[\[16\]](#) at the University of Tennessee-Knoxville, that brought together planners, writers and ecologists, highlighted the metamorphic aspect of this new policy:

*Following the natural contours of the landscape, greenways are man-made paths that work to link human communities to the surrounding environment. In the same way, this conference seeks to promote connectivity between various disciplines and their approaches to the environment.*

But what is **the relationship between a politically orchestrated planning policy and the reality of this form on the ground?**

The French research programme "Urban Greenways" (50 researchers, 11 social science and ecology research teams) conducted an evaluation of green urban infrastructures and proposed the development of a policy framework to guide the deployment of green infrastructure policy at local level. As well as other case studies, three French cities with very different urban cultures and environmental contexts were studied: Paris (Northern France), Marseille (Southern France) and Strasbourg (Eastern France). We examined three spheres of stakeholders involved in green infrastructure building: **planners/inhabitants/scientists**. We sought to ascertain which greenways citizens really dreamed of. Citizen discussion groups were organized [\[17\]](#). The debates between participants showed us what they see as being part of an environmental aesthetic and point up a relationship to nature that is different from one city to another. Moreover, the opinions of inhabitants show that the green infrastructure they project (as natural networks within the urban fabric) are part of a particular ethic and hark back to the specific values of situations and urban forms, stories and cultures.

Parisians are preoccupied with fauna and refer primarily to undesirable animals with strong links to humans (doves, rats). They demand that building managers limit their spatial development because they consider fauna as a potential parasite. Next, they speak of desirable animals such as squirrels, fish and rabbits. Even though Parisians would like more greenways, they cannot see how there could be place for these corridors or developments in a compact city. One Parisian remarked, "I guess that urban greenways are supposed to form grids and something that links the country to the city, but I cannot visualise that. I don't know what form that could take in a city like Paris."

In Marseille, the issues are different and revolve primarily around public health problems. Green spaces mainly evoke questions relating to the treatment of waste (waste and animal excrement removal) and keeping dogs on a lead. Environmental projects are not yet a priority for the inhabitants of Marseille who first need to deal with anti-social behaviour. Urban greenways refer mainly to the tramway built. Next, it is a potential link between the neighbouring hills and the town centre.

In Strasbourg, people are familiar with the concepts related to urban greenways (corridor, biodiversity). The Strasbourg environmental groups explicitly refer to the expression 'greenway' (sometimes spontaneously, at the beginning of discussions). For non-ecologists, although the term itself is not specifically cited, the description of natural spaces clearly demonstrates this strong idea of continuity for the movement of plants and animals. However, it is when city dwellers use greenways in their day-to-day lives that they are best known, usually for "human" uses. Moreover, nature is a necessity and fulfills a key objective of urban living as revealed in the following comment: "I see nature in two ways: first in terms of observation – look at that space! Second in terms of "health". To observe and contemplate nature and by making everyone part of this observation, it creates an urban fabric. The return of city to life." As regards Strasbourg, urbanisation is not incompatible with the preservation of nature. Inhabitants are willing to change their transport mode and rethink the design of their city.

In these three cases, the environmental forms comprising greenways and wetlands show that they are more or less capable of transforming human lives.

## Conclusions

Environmental forms highlight the **meaning assigned to places**, i.e., the **values incorporated into determined forms**. Regardless of whether we are talking about ordinary environmental forms (e.g., a communal garden), or extraordinary ones (e.g., the Earth, greenways and wetlands, remarkable mountains and valleys), the representations place the parties and the entire environmental form within an important relationship for given individuals or groups.



Therefore, the aesthetic experience constitutes a mode of intermediation between the requalification of the environment by the individuals or the civil society and the construction /reconstruction processes of collectives or local communities, whereas the exogenous forms of revalorisation (redevelopment, transformation of the image of the neighborhood, social support, etc.) do not generally recognize the universes of meaning and relationships that citizens connect with their environment (Blanc, Emelianoff, 2008). Civil society organizations mobilize relational universes to environments that are likely to set in motion territorial transformation. They make possible a circular production between the territory and the collective, and generate an engagement that makes sense as much in the transformative actions of the milieus as in the collective itself. However, this commitment can have a democratic scope by increasing the competence and legitimacy of the actors, the taking into account of the experience, the inclusion of local residents in the direction given to the action. The forms of the environment in this sense offer a complex, socio-natural take on these transformations.

Hence, some environmental forms give rise to an ethical-aesthetic value that produces a specific configuration on which many agree, or disagree, producing temporary consensus as well as dissensus or dynamic conflicts [18]. Landscape and heritage, for example, comprise these environmental forms that give rise to social and legal conventions. **Environmental forms are intermediaries in the governance of social and environmental relationships.** Forms convey complexity as they integrate, organize and coordinate whole and parts within their surroundings (Kwinter, 1998).

Lastly, talking about forms means introducing the ingredients of a rebellion against contemporary approaches that favour techno-centric processes and a productive approach to nature. Nature could therefore be defined, in terms of tradition and from the perspective of its acceptance and definition, as being all of what unintentionally or not produces environmental forms in overlapping material-discursive practices (Dolphijn & Van der Tuin, 2012, p. 50), i.e., a crucible of metamorphoses and exchanges between practice and representation, matter and image, perception and concept.

### **Bibliographical References**

Arrif T., Blanc N. & Clergeau P. (2011) Trame verte urbaine, un rapport Nature- Urbain entre géographie et écologie, Cybergeog : European Journal of Geography [En ligne], document 574, [ref. du 16 août 2013].

Ahern, J., (1995), «Greenways As a Planning strategy», Landscape and Urban Planning, vol. 33, p. 131-155.

Barad, K., (2007), Meeting the Universe Halfway: Quantum Physics and the Entanglement of Matter and Meaning, Durham (nc), Duke University Press.

Blanc, Nathalie et Emelianoff, Cyria (2008), *L'investissement habitant des lieux et milieux de vie : une condition du renouvellement urbain ? Étude européenne prospective (France, Pays-Bas, Allemagne, Russie)*, Rapport de

- recherche pour le PUCA (en ligne sur Urbamet).
- Blanc, N., 2013, « Le face-à-face citoyens/nature », *Multitudes* 54, 3, 129-139, <http://www.cairn.info/revue-multitudes-2013-3-page-129.htm>.
- Blanc, N., Benish, B., (2016), *Form, art, and environment: engaging in sustainability*, London, Routledge.
- Blanc, N., Legrand, M., (in prep.), Vers une recherche création : textes, corps, environnements, *ACME*.
- Boutot, A., (1993), *L'invention des formes*, Paris, Odile Jacob.
- de Certeau, M., (1990), *L'invention du quotidien. Arts de faire*, t. i [1980], Paris Gallimard; de Certeau, M., Giard, L. et Mayol, P., (1994), *L'invention du quotidien. Habiter et cuisiner*, t. ii [1990], Paris, Gallimard.
- Degeorges P., Nochy A. (2009) *L'impensé de la ville*, sous la direction de Patrick Bouchain, [Lieux Communs](http://lieuxcommuns.net/fr/node/285), Site indépendant et ordinaire pour une auto-transformation radicale de la société, <https://collectiflieuxcommuns.fr/285-l-impense-de-la-ville>.
- Dolphijn, R., van der Tuin, I. (2012) *New Materialism : Interviews and Cartographies*, Ann Arbor, MI : Open Humanities.
- Fox, N. J., Alldred, P. (2015) *New materialist social inquiry: designs, methods and the research-assemblage*, *International Journal of Social Research Methodology*, 18:4, 399-414, DOI: 10.1080/13645579.2014.921458
- Guattari, F. (1995), *Chaosmosis: An Ethico-aesthetic Paradigm*, Bloomington, Indiana University Press.
- Jacobs, J.M. (2011) *Urban geographies I: Still thinking cities relationally*. *Progress in Human Geography* 36, 412–422.
- Kant, I., (1986), *Œuvres philosophiques. Les derniers écrits (Métaphysique des mœurs ii: doctrine du droit)*, T.III, sous la direction de Ferdinand Alquié, Paris, Gallimard.
- (2000) [1787], *Critique de la faculté de juger*, traduction, présentation, bibliographie et chronologie d'Alain Renaut, Paris, Garnier-Flammarion.
- Massumi, B., 2008, "The Thinking-Feeling of What Happens" *4 Inflexions* 1.1 "How is Research-Creation?" (May 2008) [www.inflexions.org](http://www.inflexions.org), p. 4)
- Pareyson, L.i, (2007), *Esthétique. Théorie de la formativité*, trad. de Rita di Lorenzo, éd. de Gilles A. Tiberghien, Paris, Éditions rue d'Ulm-Presses de l'École normale supérieure.
- Petitot, J., (2004), *Morphologie et esthétique*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- Pinchemel, G. et P., (1988), *La face de la terre. Éléments de géographie*, Paris, Armand Colin.
- Rancière, J., (2000), *Le partage du sensible. Esthétique et politique*, Paris, Fabrique.
- (2004), *Malaise dans l'esthétique*, Paris, Galilée.
- (2008), *Le spectateur émancipé*, Paris, La Fabrique.

Raynaud, D., (1999), «Forme urbaine. Une notion exemplaire du point de vue de l'épistémologie des sciences sociales», In : Boudon, Philippe (éd.), *Langages singuliers et partagés de l'urbain*, Actes du Colloque Louest, CNRS UMR 7544, Paris, L'Harmattan, p. 93-120.

Stengers, I., (2005), Introductory Notes on an Ecology of Practices, *Cultural Studies Review*, Volume11, N°1, 183-196.

---

**[1] Biography - Nathalie Blanc works as a Research Director at the French National Center for Scientific Research (CNRS). She is the Managing Director of the CNRS-related LADYSS laboratory and is based in University Paris Diderot 7 in the Geography, History & Social Sciences Department. A pioneer of ecocriticism in France, she has published and coordinated research programs on areas including habitability, environmental aesthetics, literature & environment and nature in the city. A founding member of the French Environmental Humanities Portal, she has also been from 2011 to 2015, the French delegate of the European COST research project *Investigating cultural sustainability*, and is now the delegate of the European COST program on New Materialism '*How Matter Comes to Matter*'. She has recently published the book *Form, art, and environment: engaging in sustainability*, by Routledge in 2016. Other selected publications include : *Litterature and ecology. Towards an eco-poetry* with T. Pughe and D. Chartier, in *Écologie et politique. Ecoplasties. Art and Environment*. with Julie Ramos, 2010, Manuella. *Towards environmental aesthetics*, 2008, Quae. She is also an artist and an art commissioner, currently working on the theme of ecological fragility.**

**[2] Biography - Frédéric Barbe is an artist and doctor of geography, researcher-associate at UMR 1563, Ambiances Architectures Urbanités. His doctoral research (2012) focuses on the geography of the world library and the scales of literacy in globalization. It also works on issues of ecology and socio-ecological transition, precariousness and urban development in their relations with actors and public policies.**

**[3] Lessing, Gotthold Ephraim, (1990) [1766-1768], *Laocoon or The respective limits of poetry and painting*, French translation by De Courtin, preface by Hubert Damisch, Paris, Hermann.**

**[4] Thanks to Andrej Radman who most interestingly reviewed this paper we can add two references. See Kwinter, Sanford, (1998) 'The Genealogy of Models: The Hammer and the Song': "Goethe, it may be argued, was the first to have rejected the( apodictic) Kantian-Newtonian model in favour of the modern genetic interpretation of form. With respect to the form problem, in other words, Goethe placed his wager on the side of development, lodging**

the explanatory device in the space of abstract interactions taking place over time, so that form was always moving and represented only a visible, frozen section through a more fundamental organizing logic that itself could be intuited, analytically de scribed, but never actually held in the hands. Goethe is the father of the modern concept of diagram insofar as he insisted on formation as the locus of explanation, not simple appearance. This ecological approach can be found in all of Goethe's work on Natural Philosophy and on intuition, but it is most explicitly elaborated in his scientific writings, especially those on botanical subjects. (...) Goethe is also rightly credited with having invented the term morphology." See also: Who's Afraid of Formalism? Sanford Kwinter from *Phylogenesis: FOA's Ark*, ed. Michael Kubo and Albert Ferré with FOA (Barcelona: Actar, 2003), pp. 96-99. "Ernst Cassirer once said of Goethe that his work completed the transition from the generic view to the genetic view of organic nature. He was referring to the break from the tabular space of the genera of the Linnaean classifications with their emphasis on what is constant and fixed to a generative space where the processes of coming-to-be are given shape. Goethe's formalism, like all rigorous and interesting ones, actually marks a turning away from the simple structure of end-products and toward the active, ever-changing processes that bring them into being. With any luck, twenty years from now, one will be able to make the same claim for certain architects that Cassirer made for Goethe's science. And should this in fact not come to be, it will be far more the fault of the one dimensional semioticians and ideologists who propagates the cliché of the "social construction of meaning" than of second-rate poor formalists who merely trivialize a powerful method and inadvertently lend credence to the airless arguments of the former group."

[5] See Serpil Oppermann, « Sites of Narrativity: Storied Matter and Narrative Agencies », présentation donnée à la 7ème conférence annuelle sur les nouveaux matérialismes, « Performing Situated Knowledges: Space, Time, Vulnerability », Varsovie, Institute of Philosophy and Sociology, Polish Academy of Sciences, organisée du 21 au 23 septembre 2016 par Networking European Scholarship on 'How Matter Comes to Matter', European Cooperation in Science and Technology (COST), Action IS 1307, p. 6 : « If 'all things have the capacity of speech', as David Abram claims, then there must be a creative materiality around us with an incipient tendency to be a narrative agency dense with stories. Narrative agency is a nonlinguistic performance inherent in every material formation from bodies to their atoms making them telling or storied».

[6] "Baumgarten, 1988, §533, cited in Jimenez, Marc, (2004), *What is Aesthetics?*, Paris, Gallimard). The 18th century also witnessed the first key contributions to an aesthetic of nature. In *Observations on the Feeling of the Beautiful and Sublime* (1764) and *Critique of Judgment* (1790), Kant developed a subjective approach to aesthetic satisfaction as a free exercise of learning faculties and possibilities and developed a new perspective on nature.

[7] "This system of sensitive proof that simultaneously depicts the existence of something in common and the boundaries that circumscribe the respective places and parts," Rancière, Jacques, (2000), *Sharing sensitive experience. Aesthetics and politics*, Paris, La Fabrique, p.12.

[8] Boutot, Alain, (1993), *L'invention des formes*, Paris, Odile Jacob, p. 69.

[9] de Certeau, Michel, (1990), *The Practice of Everyday Life (L'invention du quotidien)*. *Arts de faire*, t. i [1980], Paris Gallimard; de Certeau, Michel, Giard, Luce et Mayol, Pierre, (1994), *L'invention du quotidien. Habiter et cuisiner*, t. ii [1990], Paris, Gallimard.

[10] Pareyson, Luigi, (2007), *Esthétique. Théorie de la formativité*, trad. de Rita di Lorenzo, éd. de Gilles A. Tiberghien, Paris, Éditions rue d'Ulm-Presses de l'École normale supérieure, p. 32.

[11] This theory of "formativity" goes back to Goethe and Schelling, but also to Paul Valéry to whom Luigi Pareyson would devote two articles on the virtue of rules.

[12] Form is full of all sorts of things that it actually isn't - and that actually aren't visible. Basically, it's full of potential. When we see an object's shape we are not seeing around to the other side, but what we are seeing, in a real way, is our capacity to see the other side. We're seeing, in the form of the object, the potential our body holds to walk around, take another look, extend a hand and touch. The form of the object is the way a whole set of active, embodied, potentials appear in present experience: how vision can relay into kinesthesia or the sense of movement, and how kinesthesia can relay into touch. The potential we see in the object is a way our body has of being able to relate to the part of the world it happens to find itself in at this particular life's moment (Massumi, 2008, p. 4).

[13] Nine plots of the 15 installed in 2013 are currently managed by the inhabitants and aid from the City is limited to providing mulch/mash.

[14] PLU (*plan local d'urbanisme*, in French) = urban planning map

[15] SCot: (*schéma de cohérence territoriale*, in French) = metropolitan plan

[16] 2 Greenways: The interconnected Pathways of Communication and the Environment. A nexus interdisciplinary Conference <http://web.utk.edu/nexus/cfp.php>. Consulted online on 22 May 2014

[17] In the three cities, 24 "discussion groups" comprising between 6 and 9 people each were set up. The discussion method group did not highlight the diversity of representations but the significant number of citizen participants (total of 160), the sampling technique and a certain redundancy in the comments encourage us to think that, despite the lack of representativeness, our findings may still be significant.

[18] Thanks to Andrej Radman who most interestingly reviewed this paper and added some comment referring to the work of Chantal Mouffe : <http://www.artandresearch.org.uk/v1n2/mouffe.html> : "What is at a given moment considered as the 'natural' order - jointly with the 'common sense' which accompanies it - is the result of sedimented hegemonic practices; (...) An agonistic conception of democracy acknowledges the contingent character of the hegemonic politicoeconomic articulations which determine the specific configuration of a society at a given moment. (...) According to the agonistic approach, public spaces are always plural and the agonistic confrontation takes place in a multiplicity of discursive surfaces. (...) My approach is therefore clearly very different from the one defended by Jürgen Habermas, who when he envisages the political public space (which he calls the 'public sphere') presents it as the place where deliberation aiming at a rational consensus takes place. (...) according to the perspective that I am advocating, the impediments to the Habermasian ideal speech situation are not empirical but ontological and the rational consensus that he presents as a regulative idea is in fact a conceptual impossibility. Indeed it would require the availability of a consensus without exclusion which is precisely what the agonistic approach reveals to be impossible."

# PRÉFACE QU'EST-CE QU'IL Y A AU-DELÀ DU LOW COST ?

Au delà de ses régularités, de son mode de production normé et de ses professionnels dédiés (élus, architectes, street-level agents, urbanistes, constructeurs, juristes, policiers, commerçants, etc.), l'espace public est souvent remanié à notre surprise même car il se reconstruit aussi à tout instant et possiblement partout dans les agencements instables de la vie sociale. En cette fin d'année, le rond-point et plus spécifiquement le rond-point de « la France moche » péri-centrale devient ainsi pour quelques semaines un espace de délibération et d'apprentissage de la mobilisation sociale, une tentative inattendue et bottom-up de refondation anthropologique — avec des feux de palettes et les gliets synthétiques fabriqués en Chine que la loi nous impose de posséder dans nos véhicules. Est-ce cela une « offrande du territoire », pour reprendre les termes mêmes de ce studio de projet ? Ce rond-point soudainement

habité, avec ses constructions éphémères qui font écho à nos propres pratiques déco et de collectifs étudiants, avec ses tensions et ses apories sécessionnistes, avec son complotisme même, est-ce là la matérialité soudaine d'un improbable espace public suintant du motor fascim à la française, des contradictions de la grande métropole automobile mondialisée ? Et que font les apôtres de la transition socio-écologique de cette curieuse rencontre entre système carbone, crise de la représentation et exploration brouillonne d'un espace de parole dans l'espace public ?

A l'évidence, la question des mobilités collisionne celle des espaces publics en général. Tout cela est difficilement détachable, contestable et produit ces inédits qui nous surprennent. Ainsi les espaces temporaires du covoiturage marchand figurent-ils une autre catégorie d'espaces publics non standards brutalement reconfigurés par les évolutions de la mobilité choisie ou subie. Un certain nombre de mémoires de master soutenus ou préparés dans cette école témoignent de tout cela. Et on se demande alors comment « produire » de l'espace public dans des territoires où le devenir semble tout à la fois ultra-normé et presque déjà entièrement pré-défini (bureaucratie, surmodérné) quoi qu'incertain, conflictuel et fragile (catastrophe, transition). Le transect, la table longue ont servi peut-être à travailler cette tension fondatrice de l'action. Nous sommes à la fois normés, terriblement prévisibles et en même temps indéterminés, capables de résilience et plus encore doués du pouvoir d'imaginer. Nous voyons les petites et les grandes contradictions et nous nous devons de jouer avec — du moins cela nous honorerait-il. Alors peut-on envisager les nouveaux aménagements cyclables en rapport avec les objectifs de forte croissance de part modale plutôt

que de livrer des segments éparés et indurés, dimensionnés en deçà même des usages déjà observables ? Le vélo urbain reconfigure-t-il positivement nos espaces publics ou y rajoute-t-il de la confusion ? Peut-on même parler d'aménagements vélo ou de politique vélo fonctionnaliste sans se soucier de la qualité des espaces publics et des habitats qui s'y développent ?

Je parle de vélo, mais en vérité, ce transect, cette table longue démarre ou s'achève dans un aéroport où il est peu question de vélo. Un rugissement sonore ou une thrombose vrombissante selon le sens du vent. C'est l'un des plus gros projets urbains de la métropole nantaise dans les prochaines années. Le débat est confus, clivé, il y a du ressentiment, des données non partagées, des imaginaires qui ne se parlent pas. Le mot même est celui de « réaménagement ». On est sur « l'existant ». C'est moins noble mais c'est comme ça et ce n'est pas plus facile que d'aménager. La Commission nationale du débat public elle-même, sollicitée, renonce à organiser un débat public et semble fuir la scène. Le Plan climat de la métropole voté à l'instant et à l'unanimité exclue de son périmètre « gaz à effet de serre » le transport aérien. Le bruit aéroportuaire fait partie de ces acteurs qui nous font bouger le long de la table et du transect ainsi sonorisés. 6, 9, 15 millions de passagers, plus peut-être, nous pouvons tenter d'imaginer les formes que prend ici le « choc métropolitain » (Simmel, Krakauer, Benjamin) dans notre ville et ce que nous appelons la transition écologique. Un choc qui fait vibrer tous nos espaces publics.

**Frédéric BARBE,**  
décembre 2018

MAIS QU'EST-CE QUE DONC QU'UN ESPACE PUBLIC ?  
UE 51 / ENSA MANTES 2018-2019

PROJET UE-51 2018

2018

**7 310 100M**  
d'espaces publics  
LES LANDES  
STE LUCE



# Les déchets nantais : exportations et flux cachés du métabolisme urbain

Jean-Baptiste Bahers, Christophe Batardy, Frédéric Barbe,

---

## Éditeur



Université de Nantes  
Laboratoire Espaces et Sociétés  
UMR 6590 - CNRS  
Campus du Tertre - Chemin de la Censive du Tertre  
BP 81227  
44 312 Nantes Cedex 3

## Édition scientifique

URL : <https://asmn.univ-nantes.fr/index.php?id=289>

DOI : <https://doi.org/10.48649/asmn.289>

## Référence numérique

Jean-Baptiste Bahers, Christophe Batardy, Frédéric Barbe, 2019 : « Les déchets nantais : exportations et flux cachés du métabolisme urbain », in Madoré, F., Rivière, J. (dirs), *Atlas social de la métropole nantaise*, ISSN : 2779-5772, planche mise en ligne le mercredi 18 décembre 2019, consultée le lundi 31 janvier 2022 URL : <https://asmn.univ-nantes.fr/index.php?id=289>, DOI : <https://doi.org/10.48649/asmn.289>



**À l'heure où la production de déchets et leur recyclage deviennent une préoccupation de plus en plus importante, quel bilan faire à ce sujet à l'échelle d'un-e habitant-e de la Métropole ? Au-delà des déchets ménagers, cette planche s'intéresse à l'exportation de toutes les catégories de déchets, et à l'empreinte matérielle de la consommation de biens. Si le cas nantais ne fait pas figure d'exception en France, il est révélateur des fausses croyances concernant la gestion urbaine des rejets.**

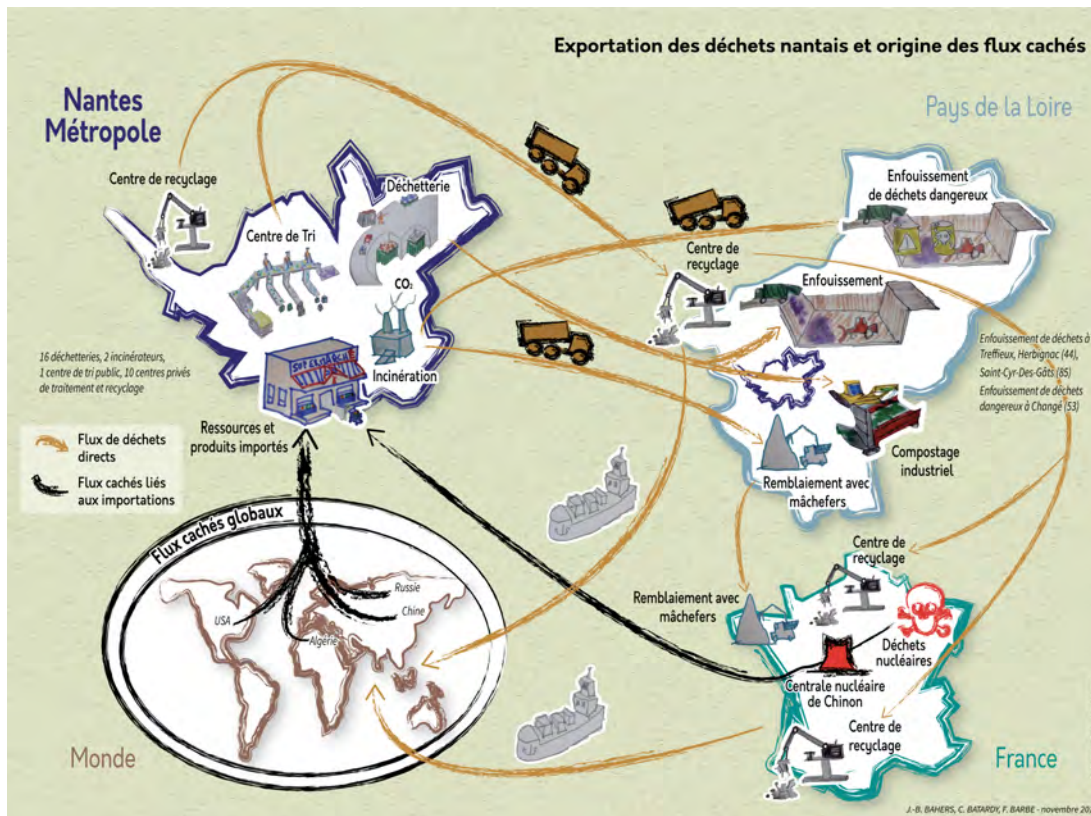
Contrairement aux idées reçues et véhiculées par les omniprésentes campagnes nationales et locales de sensibilisation, les déchets des ménages ne représentent qu'une part tout à fait minoritaire (14 %) du total des déchets produits dans Nantes Métropole en 2017, avec 475 kg/hab, c'est-à-dire 309 kt (1kt = 1 000 tonnes) en légère baisse de 6 % depuis 2010, ce qui est inférieur aux déchets des activités économiques (366 kt) et surtout du seul secteur du BTP (1 535 kt).

Même si les discours des institutions publiques et des entreprises glorifient l'ère du recyclage, les déchets restent un des symboles du capitalocène (ce terme, contrairement à celui d'anthropocène, entend rappeler que c'est bien l'activité humaine structurée par le mode de production capitaliste qui est la principale cause des déséquilibres environnementaux), tant ce système économique produit aussi des rejets qui rentrent à leur tour dans un « échange écologique inégal », ces résidus devenant même un nouveau marché à conquérir. Ce sont les recherches sur le métabolisme des sociétés, en matérialisant les échanges économiques mondiaux, qui permettent de mesurer et suivre la trajectoire de ces déchets, à partir de l'ensemble des flux d'énergie et de matière qui permet le fonctionnement des territoires. Qu'en est-il du métabolisme urbain de Nantes Métropole ?

## Des déchets qui voyagent loin

Autre fausse croyance lorsqu'on pense aux déchets urbains : leur cycle de vie ne s'arrête pas à la première infrastructure de traitement comme le montre le cas nantais (figure 1). Un réseau complexe d'infrastructures les exporte en effet au-delà des frontières administratives de la Métropole. C'est le cas par exemple des résidus solides produits par les incinérateurs nantais (les mâchefers) qui sont enfouis ou servent de sous-couche routière dans les départements limitrophes, ou encore des résidus des fumées d'incinération hautement toxiques qui sont traités dans un centre d'enfouissement de déchets dangereux à 130 km en Mayenne, sans compter les émissions de dioxyde de carbone... Même les déchets verts participent faiblement d'un « retour à la terre » à proximité, car contrairement aux idées reçues, les agriculteurs-rices sont de plus en plus réticents pour accepter le compost urbain. Il faut par ailleurs trouver des carrières à remblayer pour les gravats. Les centres de tri des déchets dans la Métropole nantaise, qu'ils soient publics ou privés, fournissent des centres de recyclage qui alimentent des usines françaises et européennes, ou par porte-containers les circuits mondiaux des matières secondaires, notamment les métaux non ferreux, la ferraille, les papiers-cartons et plastiques. Cette stratégie basée sur l'exportation des flux de déchets est d'ailleurs en difficulté du fait des réticences récentes des pays comme la Chine ou les Philippines à recevoir ces résidus.

**Figure 1 - Exportation des déchets nantais à quatre échelles géographiques (urbaines, régionales, nationales et mondiales) et origine des flux cachés**



De plus, le recyclage de tous ces déchets reste faible (600 kt) et majoritairement exporté, ce qui participe donc peu à la réduction des impacts environnementaux de la Métropole malgré les nombreux efforts qui sont fournis par les habitant-e-s pour mieux trier leurs déchets. Les actions de sensibilisation au tri ont en partie pour conséquence de déresponsabiliser des effets négatifs de la consommation, en ne remettant pas en cause la logique sous-jacente. D'ailleurs, les actions de prévention ne comptent que pour 1,5 % du budget de la Métropole en matière de déchet ménager, la majorité des coûts de gestion étant imputables à l'incinération des ordures (sac bleu).

## Les flux cachés de la production des objets

S'agissant des produits et objets consommés sur le territoire nantais, ils cachent la part des ressources utilisées sur d'autres territoires. Ce sont les « flux cachés » liés aux importations de marchandises, c'est-à-dire toute l'énergie et les matériaux nécessaires tout au long de la chaîne d'approvisionnement pour produire les biens consommés *in fine* sur le territoire. C'est le cas des déchets nucléaires qui sont produits pour l'importation d'électricité. Pour Nantes Métropole, ces flux cachés ont même augmenté de 46 % par habitant depuis 2000 et « pèsent » vingt fois plus que la production de déchets directs nantais, soit 22 000 kg/hab pour l'importation des appareils manufacturés, 7 000 kg/hab pour les produits métallurgiques et 1 100 kg/hab pour les combustibles fossiles. Pour ces trois catégories de flux, les impacts cachés sont majoritairement localisés en Chine, Russie, Algérie, USA, Moyen-Orient, Inde, Allemagne et Brésil (par ordre hiérarchique).

Pour les flux agroalimentaires et de construction, la majorité des flux cachés provient des départements limitrophes, véritables territoires d'extraction et de rejet, « stigmates » du capitalocène urbain avec ses carrières et ses décharges. Finalement, le cas de la Métropole nantaise illustre l'incapacité des territoires, comme d'autres à Rennes ou Le Mans, à faire face à leur empreinte matérielle, malgré les discours et les efforts réels.

## Bibliographie

Une grande partie des données utilisées dans ce texte est issue du rapport d'un groupe étudiant de l'*Ecole des Métiers de l'Environnement (EME)* : Cornu G., Dawid B., Le Priellec S., Morvan H. (encadrement Bahers J.-B.), 2017, *Le métabolisme de Nantes Métropole ? données 2012, ou comment inscrire le territoire dans une démarche d'économie circulaire*, Rapport d'étude de la formation mastère de l'EME.

Bahers J.-B., Barles S., Durand M., « Urban Metabolism of Intermediate Cities: The Material Flow Analysis, Hinterlands and the Logistics-Hub Function of Rennes and Le Mans (France) », *Journal of Industrial Ecology*, vol. 23, n° 3, 2019, p. 686-698.

Bonneuil C., « Capitalocène ». *EcoRev'*, n° 44 (1), 2017, p. 52-60.

Durand M., Bahers J.-B., Beraud H., « Vers une économie circulaire... de proximité ? Une spatialité à géométrie variable ». *Déchets, Sciences et Techniques*, 2016, no 71.

Krausmann F., Lauk C., Haas W, Wiedenhofer D. « From resource extraction to outflows of wastes and emissions: The socioeconomic metabolism of the global economy, 1900?2015 ». *Global Environmental Change*, vol. 52, 2018, p. 131-140.

Monsaingeon B. *Homo detritus - Critique de la société du déchet*, Paris Le Seuil, 2017.

---

### **Jean-Baptiste Bahers**

Géographe, Chargé de recherche CNRS, Université de Nantes - IGARUN, UMR 6590 Espaces et Sociétés (ESO)  
jeanbaptiste.bahers@univ-nantes.fr

### **Christophe Batardy**

Géographe et historien, Ingénieur d'études Ministère de la Culture - CNRS, Université de Nantes - IGARUN,  
UMR 6590 Espaces et Sociétés (ESO)  
christophe.batardy@univ-nantes.fr

### **Frédéric Barbe**

Géographe, Maître de conférences associé, ENSA Nantes, chercheur associé au Centre de Recherche Nantais  
Architectures Urbanités (CRENAU)  
frederic.barbe@crenau.archi.fr

2019.

© Creative Commons - 4.0 BY-NC-SA



# YelloPark, un projet urbain comme s'il n'avait jamais existé

Frédéric Barbe

---

## Éditeur



Université de Nantes  
Laboratoire Espaces et Sociétés  
UMR 6590 - CNRS  
Campus du Tertre - Chemin de la Censive du Tertre  
BP 81227  
44 312 Nantes Cedex 3

## Édition scientifique

URL : <http://asmn.univ-nantes.fr/index.php?id=360>

DOI : en attente

## Référence numérique

Frédéric Barbe 2020 : « YelloPark, un projet urbain comme s'il n'avait jamais existé », in Madoré, F., Rivière, J. (dirs), *Atlas social de la métropole nantaise*, planche mise en ligne le jeudi 05 mars 2020, consultée le mercredi 10 février 2021 URL : <http://asmn.univ-nantes.fr/index.php?id=360>

**Détruire le stade public de la Beaujoire, en construire un autre au milieu d'un vaste programme de logements et de bureaux, voici YelloPark « 100 % privé ». Tel un étrange météore de football, d'urbanisme et de rapports de force mêlés, ce projet révélé en septembre 2017 a disparu comme il était venu. Cette controverse singulière autour de la fabrique urbaine, de la participation et des imaginaires du futur désirable invite à explorer ce qu'a produit l'abandon d'un tel projet au croisement de l'histoire ouvrière nantaise et du second stade du FC Nantes, le quartier et le stade de la Beaujoire. Que reste-t-il de YelloPark ?**

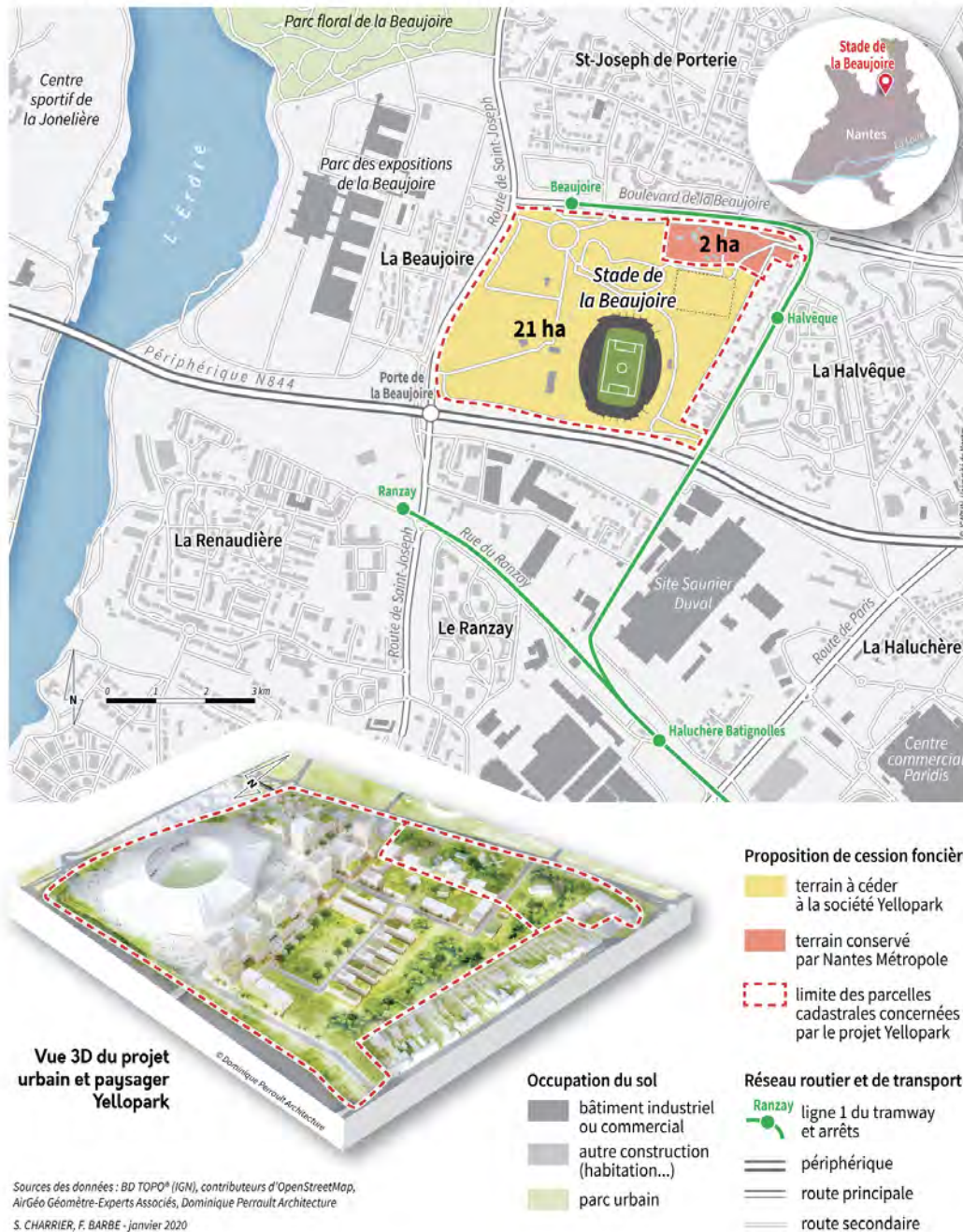
Conçu dans la clandestinité en 2016-2017, le projet YelloPark est rendu public le 19 septembre 2017 lors d'une conférence de presse associant le promoteur Réalités, le propriétaire du FC Nantes et l'exécutif métropolitain : un projet urbain majeur, expérimental, indiscutable, un nouveau quartier (un stade, 1 500 à 2 000 logements, un immeuble de grande hauteur, 50 000 m<sup>2</sup> de bureaux, une clinique, des équipements, une école) sur une parcelle exceptionnelle de 23 hectares (voir annexe), entièrement porté par le consortium YelloPark et décrit comme une aubaine par le slogan « zéro argent public » de la maire-présidente de Nantes Métropole (figure 1).

## **Tentative de coup d'état et surmodernité**

Cette opération de privatisation-destruction de valeur publique, typique d'un néo-capitalisme urbain de dépossession, se situe loin de « l'urbanisme à la nantaise » marqué par la forte présence des ZAC et des orientations programmatiques. Elle s'appuie également sur un dénigrement du stade de la Beaujoire, présenté comme vétuste, dépassé, coûteux et sans valeur, alors qu'il a été inauguré en 1984 et qu'il a bénéficié d'une rénovation lors des Coupes du monde de football de 1998 et de rugby de 2007, ainsi que sur le refus de discuter de sa rénovation.

**Figure 1 - La parcelle de la Beaujoire : un stade au milieu d'une réserve foncière intra-urbaine où tout semble possible**

## La parcelle de la Beaujoire : un stade au milieu d'une réserve foncière intra-urbaine où tout semble possible



Une première concertation totalement privée est engagée fin novembre 2017. Elle est abandonnée après la saisine de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) qui garantit une seconde concertation privée début 2018. En juillet 2018, la présidente de la CNDP pointe les nombreuses failles du projet et décrit la métropole comme « maître d'ouvrage caché ». Appuyé sur un imaginaire de la surmodernité et un favoritisme maladroite (soutien politique agressif dans les médias, absence remarquable dans la concertation, prix de cession dérisoire de la parcelle), le projet se délite peu à peu : réduction, puis abandon du projet urbain transformé ultimement en un projet baroque de « double stade ». Le 25 février 2019, suite aux perquisitions du Parquet national financier chez le propriétaire du FC Nantes, la maire-présidente met un terme final à l'aventure.

## Imaginaires et pratiques de la mobilisation

La conférence de presse initiale du 19 septembre 2017 est remarquable par sa performativité : les médias annoncent que Nantes aura en 2022 un nouveau stade au sein d'un nouveau quartier urbain architecturalement et écologiquement exemplaire, cela en l'absence de tout vote et de tout débat. Passée la phase de sidération, des habitant-e-s du quartier et des supporters/trices du FC Nantes commencent à exprimer une double revendication : discuter la densification du quartier pour les un-e-s, étudier la rénovation du stade pour les autres. Dans le cadre de la concertation, puis, en raison des modalités asymétriques de celle-ci, par l'organisation de réunions de contre-concertation, une petite coalition hétéroclite se met au travail. Une grosse association de quartier se constitue et réalise un travail de mobilisation en porte à porte, mais aussi juridique, argumentant sur le fond mais aussi sur la méthode depuis leur croyance à la démocratie participative. Le collectif de supporters Brigade Loire multiplie les actions (tifos, chants, tracts, manifestations) et apporte son expertise d'usage et sa connaissance documentée de l'évolution des stades français et étrangers (figure 2). À La Nantaise, association porteuse depuis une dizaine d'années d'une demande d'actionnariat populaire et de gouvernance partagée du club, assure en novembre 2018 la finalisation d'un projet de stade rénové, « [La Beaujoire demain](#) » signé par huit associations d'habitant-e-s et de supporters/trices, produit de cette contre-concertation à laquelle ont contribué un certain nombre de professionnels, dont des juristes et l'architecte du stade lui-même.

### Photos 1 et 2 - A quel moment des groupes souvent présentés comme marginaux voire aliénés font-ils en réalité de la politique ?



Une manifestation joyeuse et revendicative de la Brigade Loire devant le stade de la Beaujoire lors du dernier match de la saison 2017-2018 (à gauche) ; Un clin d'oeil d'Emiliano Sala aux ultra nantais à la fin du même match, geste rare dans le monde du football professionnel français où les joueurs sont formatés apolitiques (à droite)

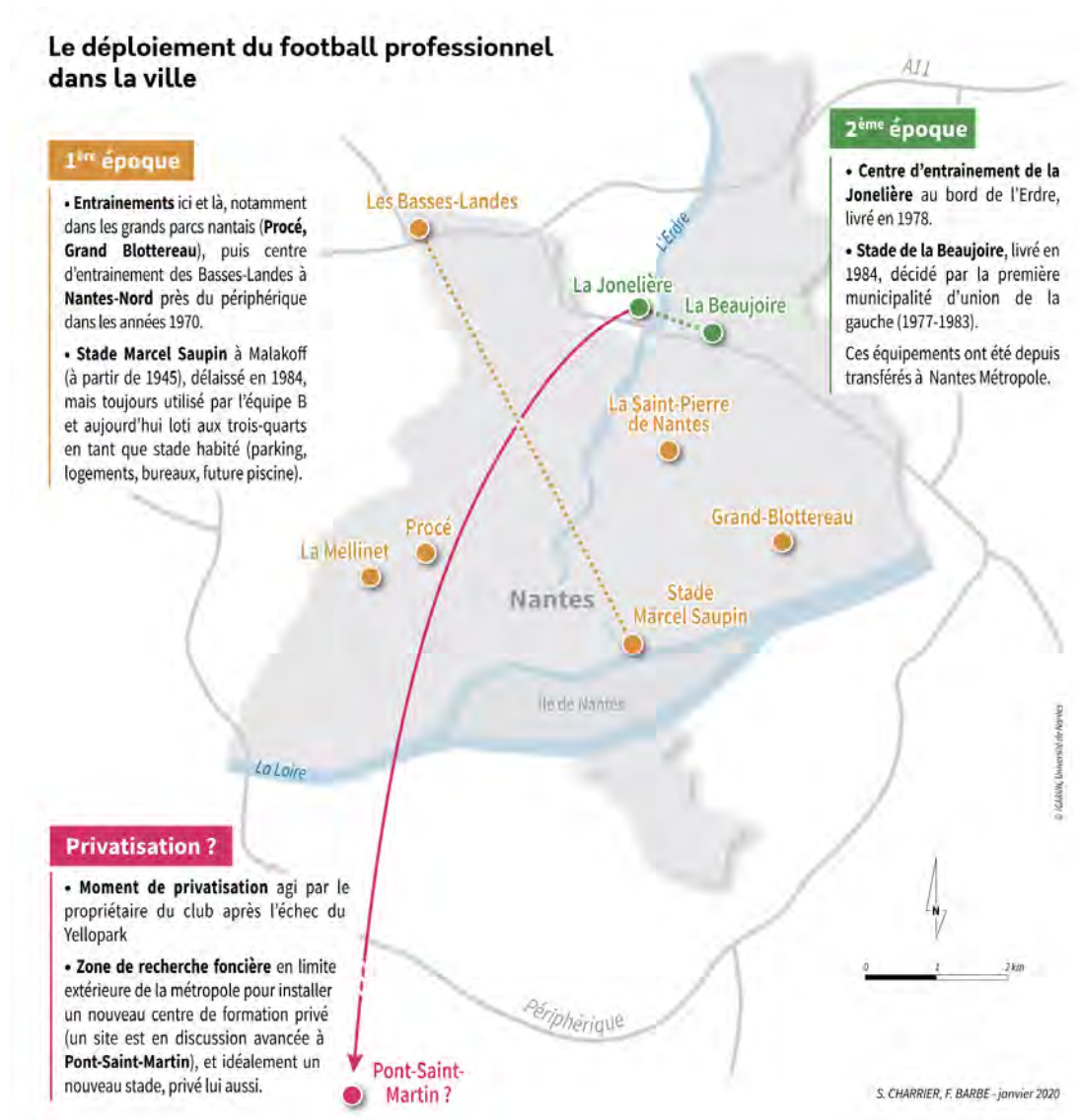
Crédits photos : Frédéric Barbe, 19 mai 2018 (à gauche) ; Legio, 19 mai 2018 (à droite)

## Au-delà de l'abandon de YelloPark : réparer la ville, habiter le stade

Cette coalition s'est appuyée sur des imaginaires alternatifs à la surmodernité : valorisation de l'existant contre la table rase, transparence contre favoritisme politico-financier, connaissance intime du territoire contre images de synthèse, action collective contre dévoiement du dialogue citoyen, sens de la communauté contre spectacularisation, etc. Le conflit YelloPark est certes un exemple de mobilisation sociale située, au large répertoire d'actions, mais il apparaît aussi comme une entrée inattendue dans un processus d'écologisation urbaine. Traversé par le périphérique, marqué par une ancienne relégation puis l'effacement progressif de la culture ouvrière et une très forte intensification urbaine, avec, en son milieu un stade et son club à la gestion contestée, des habitant-e-s et des usagers/ères ont posé la question d'un quartier et d'un stade écologisés, au sens d'une action urbaine cohérente, relationnelle et économe, véritablement habitée. Aujourd'hui, le programme de travaux en vue de la prochaine Coupe du monde de rugby a repris. En 2021, le contrat de mise à disposition du

stade, dont la Cour régionale des comptes avait signalé, dès 2014, le loyer dérisoire et la mauvaise gestion par la métropole, arrive à échéance. Ainsi, l'inattendu du conflit YelloPark permet-il de tenir dans de meilleures conditions le débat public sur un équipement singulier, un grand stade public, et de revisiter le déploiement du football professionnel dans une grande ville (Figure 2). Ce conflit constitue aussi un moment exceptionnel dans le débat sur la densification d'un quartier qui n'est plus périphérique.

Figure 2 - Le déploiement du football professionnel dans la ville



## Bibliographie

Barbe F., La Beaujoire, enquête sur un coup d'État urbain, Rezé, À la criée, 2018.

Commission Nationale du Débat Public, Archives en ligne du dossier YelloPark, novembre 2017-avril 2019.  
URL : <https://www.debatpublic.fr/projet-yellopark-construction-dun-nouveau-stade-football-club-nantes>



Delpirou A., Rivière C., « Le football en rénovation : quels stades pour quelles villes ? », *Métropolitiques*, 13 juin 2016. URL : <https://www.metropolitiques.eu/Le-football-en-renovation-quels-stades-pour-queles-villes.html>

---

**Frédéric Barbe**

Géographe, Maître de conférences associé, ENSA Nantes, chercheur associé au Centre de Recherche Nantais Architectures Urbanités (CRENAU)  
frederic.barbe@crenau.archi.fr  
<https://aau.archi.fr/equipe/barbe-frederic/>

2020.

© Creative Commons - 4.0 BY-NC-ND



# **Bidonvilles, précarité et antitsiganisme dans l'agglomération nantaise (1/2).**

## **Vivre et habiter en bidonvilles**

Frédéric Barbe, Jade Maillard,

---

### **Éditeur**



Université de Nantes  
Laboratoire Espaces et Sociétés  
UMR 6590 - CNRS  
Campus du Tertre - Chemin de la Censive du Tertre  
BP 81227  
44 312 Nantes Cedex 3

### **Édition scientifique**

URL : <https://asmn.univ-nantes.fr/index.php?id=647>

DOI : <https://doi.org/10.48649/asmn.647>

### **Référence numérique**

Frédéric Barbe, Jade Maillard, 2021 : « Bidonvilles, précarité et antitsiganisme dans l'agglomération nantaise (1/2).

Vivre et habiter en bidonvilles », in Madoré, F., Rivière, J. (dirs), *Atlas social de la métropole nantaise*, ISSN : 2779-5772, planche mise en ligne le lundi 25 octobre 2021, consultée le lundi 25 octobre 2021 URL : <https://asmn.univ-nantes.fr/index.php?id=647>, DOI : <https://doi.org/10.48649/asmn.647>

**Produit d'une enquête longue et d'un stage de recherche centré sur la cartographie des bidonvilles, cette planche documente l'installation durable d'une vie communautaire racisée en habitat précaire, sans droit ni titre, dans une agglomération en forte croissance dirigée par une majorité de gauche. Ce premier volet décrit les modes d'habiter de leurs habitant-es, dont la précarité matérielle et sociale tranche avec les standards d'une métropole revendiquant l'inclusion et la réussite.**

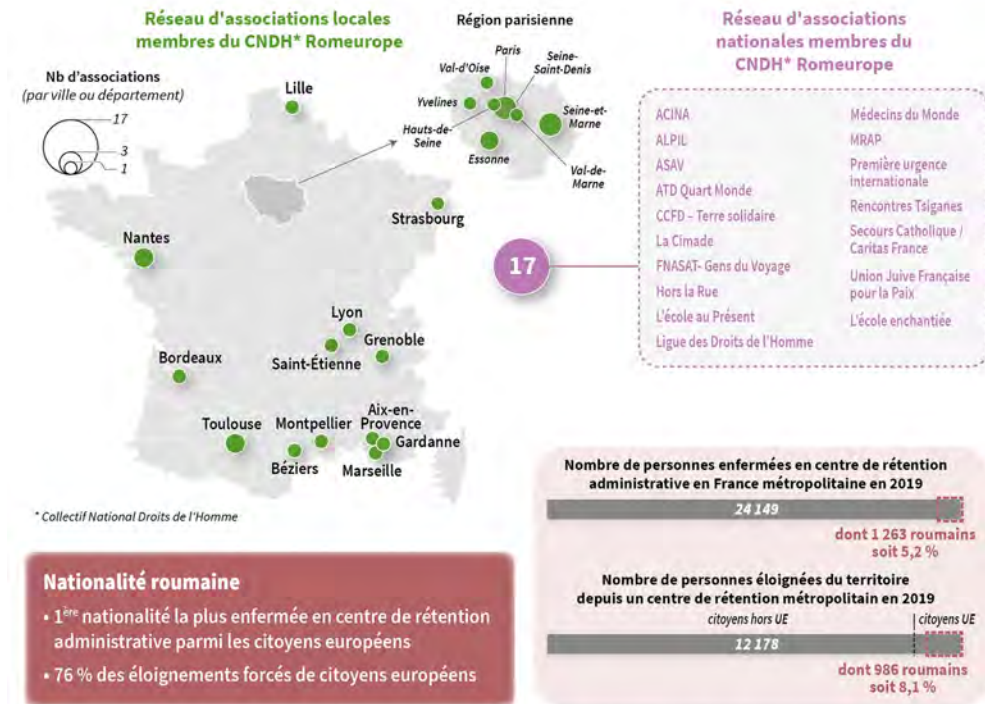
Depuis 2005, Nantes, métropole attractive, attire aussi une population pauvre vivant en bidonville. Une politique d'expulsion systémique et quasi-systématique, ré-affirmant sans cesse le droit de propriété aux dépens d'autres droits, a rendu ce retour des bidonvilles extrêmement spectaculaire. En effet, ceux-ci ont été et sont toujours régulièrement expulsés et déplacés dans l'agglomération, à l'initiative des maires et de la Préfecture, avec le concours des services de justice et de police. Ce contentieux de masse aux effets récurrents de mise en spectacle d'une misère racisée rend ces bidonvilles particulièrement visibles tant dans le paysage urbain que dans les médias locaux. Leurs habitant-es développent en réalité des parcours hétérogènes au sein de réseaux d'entraide familiaux ou associatifs, de dispositifs publics. Caractérisé-es par leur précarité, avec des emplois peu qualifiés ou des activités informelles parfois illégales, et une culture souvent jugée exceptionnellement particulière, elles et ils sont rapidement devenu-es des « indésirables ».

## **Le retour des bidonvilles à Nantes, leurs habitant-e-s stigmatisé-e-s**

2 500 à 3 000 personnes habitent aujourd'hui ces bidonvilles et beaucoup sont des enfants scolarisés dans des conditions difficiles. Ce sont essentiellement des ressortissant-es roumain-es vivant en famille, issu-es de régions rurales pauvres, nommé-es communément « Roms » et se nommant parfois « Tsiganes ». Ils parlent le plus souvent roumain et romani, parfois d'autres langues apprises pendant leur émigration, puis apprennent le français ici. Ces familles viennent d'un nombre réduit de villages ou de villes. Les adultes ont souvent fait un ou plusieurs voyages d'exploration chez des proches, avant de s'installer selon les opportunités puis de faire venir l'ensemble de leur famille. Ce sont des citoyen-nes européen-nes disposant du droit de circulation et de travail au sein de l'Union européenne (figure 1).

**Figure 1 - Bidonvilles et action associative, Nantes comme ailleurs**

## Bidonvilles et action associative, Nantes comme ailleurs



Sources : Collectif National Droits de l'Homme Romeurop (CNDH), <https://www.romeurope.org>, données 2019 ; La Cimade, rapport national 2019 sur les centres et locaux de rétention F. BARBE, S. CHARRIER - septembre 2021

Le « Collectif national droits de l'homme Romeurope » regroupe la plupart des associations et collectif d'associations d'intermédiation entre habitant-es des bidonvilles et pouvoirs publics. Les grandes associations nationales basées à Paris travaillent avec les services de l'État et mènent une activité régulière de documentation, de plaidoyer et d'intervention ciblée. Les associations ou collectifs d'associations locales agissent de manière plus polyvalente dans des territoires plus petits, un département, une agglomération, une commune, voire un quartier. *Si l'intégration européenne de la Roumanie et l'effondrement de l'ancien modèle de société étatisée qui l'a accompagnée ont produit une très forte précarisation des populations les plus pauvres, notamment des groupes dits Roms, l'émigration massive concerne en réalité toute la population roumaine : 15 à 20 % des Roumains vivent aujourd'hui dans un autre pays que le leur. L'extraordinaire sur-représentation des personnes roumaines, en réalité de personnes dites roms, dans les éloignements du territoire française illustre de manière spectaculaire la construction publique d'un « problème rom », socialement et culturellement discriminatoire, un racisme d'État.*

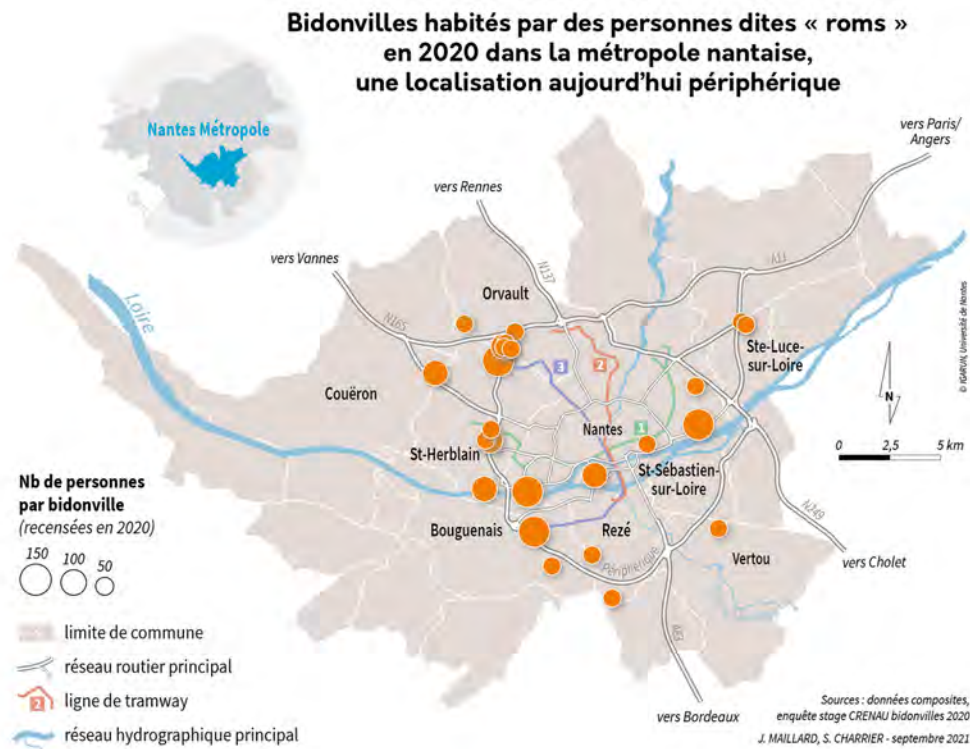
Cette histoire migratoire est à la fois ordinaire par ses modes de circulation, ses liens avec le pays d'origine, ses formes d'acculturation et de bricolages, mais aussi exceptionnelle dans sa singularité socio-spatiale. Dans une agglomération nantaise puissamment organisée par le pouvoir municipal et métropolitain, les bidonvilles semblent traduire un certain échec de l'action publique alors même que leur mise en visibilité et leur reproduction sont plutôt le produit de celle-ci. Les politiques publiques, marquées par la récurrence et la diversité d'une approche racisée spécifique, suggèrent l'existence d'un antitsiganisme qui désigne ce groupe comme minorité délinquante.

## La vie des bidonvilles et dans les bidonvilles

Ces bidonvilles sont situés dans des friches urbaines ou des espaces délaissés (figure 2). Souvent en position centrale ou péri-centrale et proches des lignes de transports collectifs dans les premières années (Île de Nantes,

Bas-Chantenay, Pont-Rousseau, etc.), ils ont été éloignés, expulsion après expulsion, et se trouvent aujourd'hui dans les confins des communes périphériques : terrains humides, boueux, bruyants, enclavés, non viabilisés, isolés, dangereux, dans des zones industrielles. Ils présentent des formes reconnaissables (figure 3), mêlant caravanes déglinguées et cabanes en matériaux de récupération, du petit lieu familial recherchant la discrétion au gros bidonville de plusieurs centaines de personnes particulièrement peu apprécié des autorités, avec sa benne à déchets, ses carcasses de véhicules, sa viabilisation sauvage et défallante, son ambiance, etc.

**Figure 2 - Bidonvilles habités par des personnes dites « roms » en 2020 dans la métropole nantaise, une localisation aujourd'hui périphérique**



La carte traduit une situation maintenant bien ancrée, la présence très visible de bidonvilles de toutes dimensions, dans des secteurs du territoire nantais et des communes de première couronne plutôt populaires disposant de friches agricoles mais surtout industrielles ou commerciales. Leur caractère aujourd'hui très périphérique aggrave les difficultés d'insertion, scolaire notamment, mais aussi de voisinage et d'accès aux services.

**Figure 3 - Les bidonvilles, une morphologie répétitive et évolutive**

Pont-Rousseau - 2010

-



Trentemoult - 2011



Trentemoult - 2012



Sablères - 2013





Sablières - 2014



Beguin-Say incendie - 2019



Sablières - 2014



Crédits photos : F. Barbe

Ces bidonvilles ne peuvent être confondus avec les terrains, officiels ou non, des Voyageurs, citoyens français. Ceux-ci, désignés via cette catégorie administrative hexagonale, sont considérés à l'échelle européenne comme Roms, mais ils ont ici une histoire, un ancrage, un habitat, des conditions de vie et de travail sans rapport avec la précarité des bidonvilles. En roumain, le terme « platz » décrit l'ensemble familial et affinitaire du bidonville souvent administré par un ou des habitants référents qui organisent la vie interne et les relations avec les autorités. Côté français, c'est suite au violent discours de Nicolas Sarkozy en juillet 2010 à Grenoble que les associations imposent peu à peu aux acteurs publics l'appellation de « bidonvilles » au lieu de « campement illégal » et une pratique un peu plus conforme aux stratégies inclusives de l'Union européenne. Au-delà des approches misérabilistes et de la sous-intégration parfois dramatique, le bidonville/platz est un lieu véritablement habité où fonctions et réseaux se croisent. Le terme n'implique ni la passivité de ses habitant-es, ni des stratégies de vie stéréotypées. L'inventaire des bidonvilles montre les effets de taille, les recompositions régulières liées aux expulsions, les choix affinitaires qui en découlent, mais aussi des inscriptions territoriales spécifiques et des persistance face à cette mobilité forcée et chaotique. En ce sens, ces habitant-es montrent, par leur capacité à s'inscrire durablement dans l'agglomération nantaise, un véritable art de résistance. De nombreuses familles ont accédé à un logement ordinaire, le plus souvent social, après leur passage dans le bidonville auquel elles restent liées.

## Bibliographie

Clavé-Mercier A., Oliveira M., « Une résistance non résistante ? Ethnographie du malentendu dans les dispositifs d'intégration pour des migrants roms », *L'Homme*, n° 219-220, 2016, p. 175-216. [DOI : 10.4000/lhomme.29093](https://doi.org/10.4000/lhomme.29093)

Cousin G., « Le platz des Roms », *Projet*,  
2015. <https://www.revue-projet.com/articles/2015-09-cousin-le-platz-des-roms>

Cousin G., Loiseau G., Viala L. Crozat D., Lièvre M. (dir.), *Actualité de l'habitat temporaire. De l'habitat rêvé à l'habitat contraint*, Marseille, Terra HN éditions,  
2016. <http://shs.terra-hn-editions.org/Collection/?-Actualite-de-l-habitat-temporaire-1->

Delépine S., *Atlas des Tsiganes, les dessous de la question rom*, Paris, Autrement, 2016.

Thierry S. (dir), *Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir, sur l'art municipal de détruire un bidonville*, Post-éditions, 2014.

---

**Frédéric Barbe**

Géographe, Maître de conférences associé, ENSA Nantes, chercheur associé au Centre de Recherche Nantais Architectures Urbanités (CRENAU)  
frederic.barbe@crenau.archi.fr  
<https://aau.archi.fr/equipe/barbe-frederic/>

**Jade Maillard**

Étudiante en Master 2, École Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes (ENSA)  
maillard.jade@yahoo.fr

2021.

© Creative Commons - 4.0 BY-NC-SA



**Atlas social de la métropole nantaise**

Laboratoire Espaces et Sociétés - UMR 6590 - CNRS

# **Bidonvilles, précarité et antitsiganisme dans l'agglomération nantaise (2/2)**

## **Politiques publiques et habiter de résistance**

Frédéric Barbe, Jade Maillard,

---

### **Éditeur**



Université de Nantes  
Laboratoire Espaces et Sociétés  
UMR 6590 - CNRS  
Campus du Tertre - Chemin de la Censive du Tertre  
BP 81227  
44 312 Nantes Cedex 3

### **Édition scientifique**

URL : <https://asmn.univ-nantes.fr/index.php?id=654>

DOI : <https://doi.org/10.48649/asmn.654>

### **Référence numérique**

Frédéric Barbe, Jade Maillard, 2021 : « Bidonvilles, précarité et antitsiganisme dans l'agglomération nantaise (2/2)

Politiques publiques et habiter de résistance », in Madoré, F., Rivière, J. (dirs), *Atlas social de la métropole nantaise*, ISSN : 2779-5772, planche mise en ligne le lundi 08 novembre 2021, consultée

le lundi 08 novembre 2021 URL : <https://asmn.univ-nantes.fr/index.php?id=654>, DOI :  
<https://doi.org/10.48649/asmn.654>

Après une première planche qui documente [les modes d'habiter dans les bidonvilles](#), rendant visible une précarité qui contraste singulièrement avec les standards d'une métropole revendiquant l'inclusion et la réussite, ce second volet décrit les politiques publiques et les habitants de résistance dans et hors le bidonville. Comment, contre les préjugés, le bidonville « fait politique » dans la métropole nantaise ?

2 500 à 3 000 ressortissant-es roumain-es habitent aujourd'hui dans [des bidonvilles de l'agglomération nantaise](#). L'expérience des nombreuses associations d'intermédiation regroupées dans le collectif Romeurope de l'agglomération montre que la reconnaissance de ces groupes pionniers disposant de très peu de ressources ne s'est pas faite sans mal : difficultés d'inscription des enfants dans les écoles, refus de domiciliation, d'accès à divers guichets, à l'eau potable, à l'électricité, à la médecine de ville, refus de dialogue, de médiation judiciaire, maintien des expulsions lors de l'épidémie de rougeole en 2019 ou pendant la crise du Covid-19.

## Contradiction et racisation de l'action publique

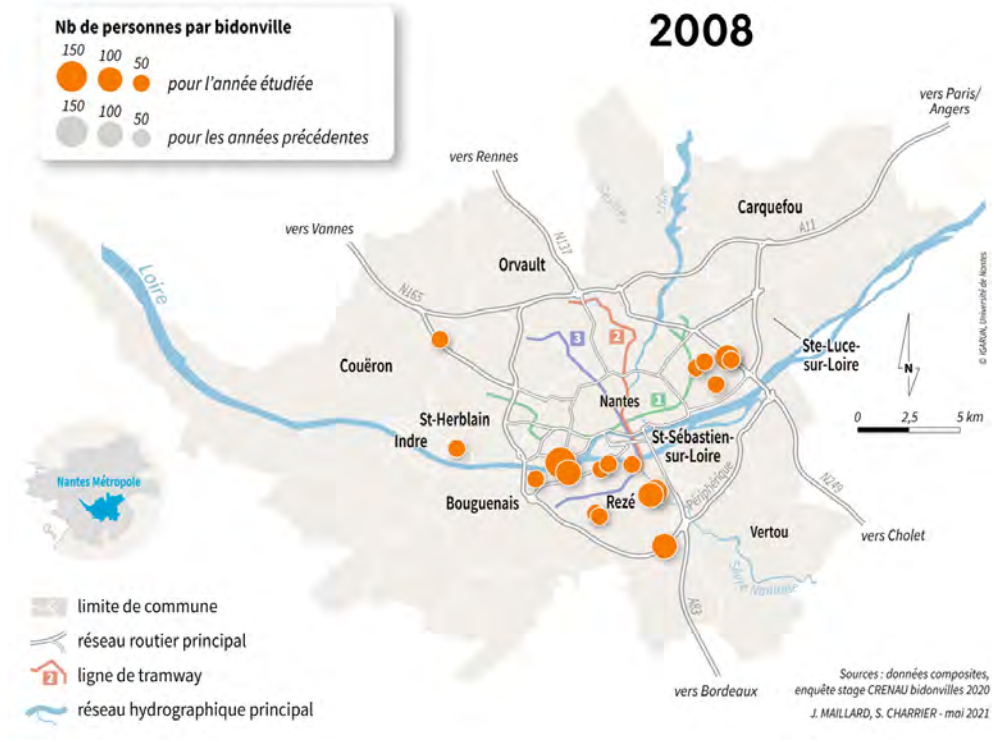
Aux rares papiers romantiques et compassionnels parus dans des magazines publics locaux au tournant des années 2010, succèdent un silence gêné des élus locaux et/ou une parole usant de l'expression « fermeté et humanité », rappelant que ces populations ont « vocation à retourner dans leur pays d'origine » et sommant l'État de s'occuper de cette question puisqu'il en a la compétence. C'est dans ce contexte hostile que le travail d'intermédiation, de plaidoyer et de rapport de force a produit une certaine reconnaissance de ces habitant-es. Il est aujourd'hui difficile de faire un bilan objectif de l'action publique locale : les dépenses engagées dans les différents programmes d'insertion, comme les coûts complexes de la politique d'expulsion systémique, sont peu ou pas documentés. La politique publique défait d'une main ce qu'elle fait de l'autre et ne pratique aucune transparence. Si localement l'antitsiganisme médiatique est restreint, les politiques publiques, dominées par la déstabilisation du logement en bidonville, produisent une ambiance ambivalente. Quand les programmes internationaux du type ONU-Habitat appuient aujourd'hui la stabilisation et l'amélioration des bidonvilles via la participation habitante, la politique publique présume ici l'incompétence et l'absence de fiabilité de ces habitant-es, et priorise le droit de propriété sur les droits humains fondamentaux. L'antitsiganisme prend alors une forme discrète, à la fois celle de la pensée magique (expulser un bidonville, c'est faire disparaître le problème) et du déni de souveraineté (ces habitant-es sont soit des assisté-es, soit des délinquant-es).

## Le déplacement et l'institutionnalisation du bidonville éphémère

Plusieurs collectivités locales, à différentes périodes, ont créé des dispositifs d'accueil viabilisés et accompagné certains groupes : la commune de Nantes et celle des Sorinières à la fin des années 2000, un ensemble de petites communes autour d'Indre (elle-même confrontée à un très grand bidonville qu'elle accompagne pendant deux ans), Sainte-Luce, et Rezé suite à une conférence citoyenne unique en son genre dans la métropole au début des années 2010. À travers ces dispositifs, des familles ont trouvé une stabilité et souvent quitté le bidonville pour accéder à un logement ordinaire. Aujourd'hui, un dispositif public de lutte contre la précarité, une MOUS (Maîtrise d'Oeuvre Urbaine et Sociale), est en place à l'échelle métropolitaine. Mais ces dispositifs exceptionnels et temporaires ne concernent à chaque fois qu'une part limitée des familles en bidonville et sont fondés sur un tri social ou spatial que les familles perçoivent comme arbitraire. La réalité statistique que les cartes mettent en évidence est donc d'abord celle du très grand nombre de bidonvilles existant ou ayant existé, tendant à faire du bidonville un objet éphémère toujours déplacé et recomposé (figure 1), que les ONG suivent à la trace (figure 2).

**Figure 1 - Les bidonvilles roumains dans l'agglomération nantaise (2008-2020)**





Les expulsions quasi-systématiques des bidonvilles roumains de la métropole ont formé au fil du temps une politique publique visant à déstabiliser ces groupes indésirables et à les chasser du territoire. Cette politique malveillante a généré un contentieux de masse de centaines de procédures souvent non contradictoires devant le tribunal correctionnel. Elles ont aussi provoqué un changement paysager certain dans la fin du libre accès à de nombreuses friches urbaines, neutralisées par des dispositifs anti-intrusion eux-mêmes très intrusifs.

**Figure 2 - La déstabilisation des bidonvilles**





Locaux de N. Métropole - 2015



Locaux de N. Métropole - 2015



Préparatifs à Rezé - 2015



Quelques manifestations et préparatifs mêlant associatifs français et habitants roumains vivant en bidonvilles à Nantes et Rezé (2010, 2015). La persistance à habiter malgré les obstacles constitue elle-même un art de résistance avec lequel beaucoup de politiques n'ont pas su composer.

Crédits photos : F. Barbe

## Bibliographie

Clavé -Mercier A., Oliveira M., « Une résistance non résistante ? Ethnographie du malentendu dans les dispositifs d'intégration pour des migrants roms », *L'Homme*, n° 219-220, 2016, p. 175-216. [DOI: 10.4000/lhomme.29093](https://doi.org/10.4000/lhomme.29093)

Cousin G., « Le platz des Roms », *Projet*, 2015. <https://www.revue-projet.com/articles/2015-09-cousin-le-platz-des-roms> .

Cousin G., Loiseau G., Viala L. Crozat D., Lièvre M. (dir.), *Actualité de l'habitat temporaire. De l'habitat rêvé à l'habitat contraint*, Marseille, Terra HN éditions, 2016. <http://shs.terra-hn-editions.org/Collection/?-Actualite-de-l-habitat-temporaire-l->

Delépine S., *Atlas des Tsiganes, les dessous de la question rom*, Paris, Autrement, 2016.

Thiéry S. (dir), *Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir, sur l'art municipal de détruire un bidonville*, Post-éditions, 2014.

---

**Frédéric Barbe**

Géographe, Maître de conférences associé, ENSA Nantes, chercheur associé au Centre de Recherche Nantais Architectures Urbanités (CRENAU)

frederic.barbe@crenau.archi.fr

<https://aau.archi.fr/equipe/barbe-frederic/>

**Jade Maillard**

Étudiante en Master 2, École Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes (ENSA)

maillard.jade@yahoo.fr

2021.

© Creative Commons - 4.0 BY-NC-SA



# Nantes Métropole et la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, un couple ouvert à deux battants

Frédéric Barbe

---

## Éditeur



Université de Nantes  
Laboratoire Espaces et Sociétés  
UMR 6590 - CNRS  
Campus du Tertre - Chemin de la Gensive du Tertre  
BP 81227  
44 312 Nantes Cedex 3

## Édition scientifique

URL : <https://asmn.univ-nantes.fr/index.php?id=689>

DOI : <https://doi.org/10.48649/asmn.689>

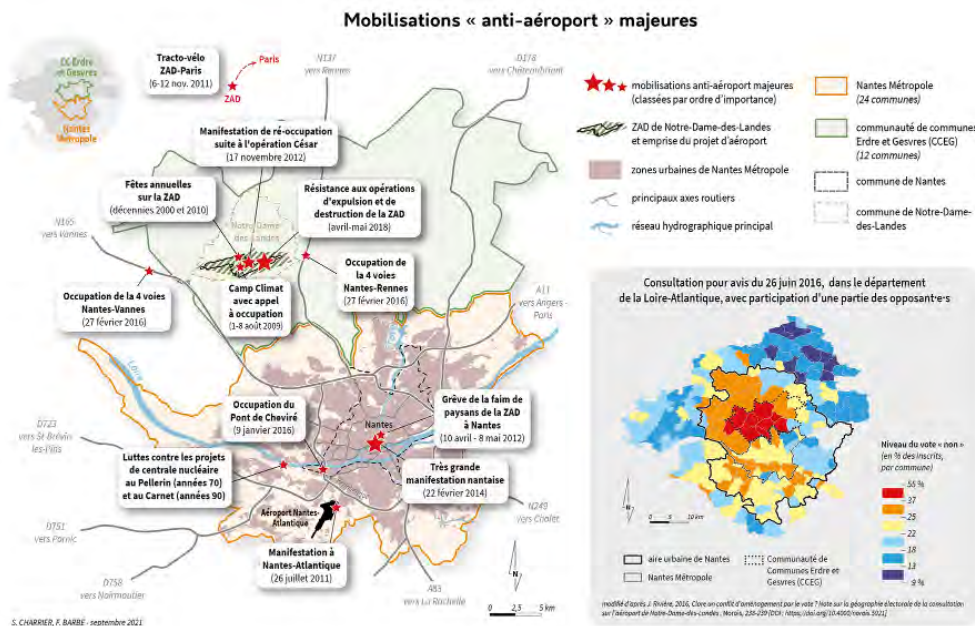
## Référence numérique

Frédéric Barbe 2022 : « Nantes Métropole et la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, un couple ouvert à deux battants », in Madoré, F., Rivière, J. (dirs), *Atlas social de la métropole nantaise*, ISSN : 2779-5772, planche mise en ligne le jeudi 06 janvier 2022, consultée le vendredi 07 janvier 2022  
URL : <https://asmn.univ-nantes.fr/index.php?id=689>, DOI : <https://doi.org/10.48649/asmn.689>

**Au premier abord, la métropole attractive et le haut-lieu de résistance à la métropolisation semblent se tenir loin l'une de l'autre. Les regarder ensemble, c'est penser la conflictualité comme constitutive du monde réel et créatrice des devenirs possibles d'une société. La théâtralité de ces relations incite à regarder l'intimité et la proximité de toute composition, émancipation ou régulation. Une (belle) histoire.**

En 2000, l'exécutif de Nantes Métropole relance le projet de nouvel aéroport international imaginé par l'État dans les années 1960 à Notre-Dame-des-Landes. Il s'agit maintenant de transférer l'aéroport existant, situé à Bouguenais, [dont le trafic croît régulièrement à mesure du succès de la politique d'attractivité](#). Au terme de dix ans de résistances redoublant celles des années 1970, une convergence des luttes permet la constitution d'un haut-lieu habité sur le site de la Zone d'Aménagement Différé, transformée en Zone À Défendre. La ZAD naît de cette confrontation avec Nantes Métropole et y acquiert une notoriété supérieure par certains égards à celle de sa voisine, permettant la diffusion de son acronyme dans bien d'autres lieux et l'abandon même du projet d'aéroport (figure 1).

**Figure 1 - Mobilisations « anti-aéroport » majeures**



Deux infrastructures aéroportuaires, l'existante et la projetée, ont cohabité pendant cinquante ans, dans et hors la métropole, une entité constituée elle-même à mi-parcours de cette controverse fortement territorialisée. Le récit de cette lutte est marqué par des événements majeurs, les échecs de la participation institutionnelle (2003, 2008 et 2016), les deux interventions policières massives sur la zone (2012 et 2018) mais aussi les manifestations nombreuses et variées (appel à occupation, manifestation de ré-occupation, occupations des 4-voies et du pont de Cheviré, manifestations régulières et parfois massives sur la zone et à Nantes, etc.) La consultation pour avis du 26 juin 2016 a été controversée : choix du périmètre le plus favorable au oui, campagne officielle dématérialisée et partielle, question unique et absence d'alternatives. Les données de la carte sont exprimées sur les inscrits pour montrer ce que produit aujourd'hui l'abstention (49 %), une abstention plus forte loin des deux sites, mais aussi classiquement dans les quartiers populaires. Le vote NON est plutôt corrélé à l'ensemble des votes de gauche et montre une population métropolitaine en très fort doute sur le projet. Aujourd'hui, le projet de transfert est abandonné et la ZAD, amputée par les destructions policières du printemps 2018, existe toujours sous une forme différente et dans un rapport de force et d'innovation tendu et paradoxal avec l'État et le département de Loire-Atlantique.



## Autochtonies

Réinscrire ce conflit dans la longue durée et différentes échelles permet d'abord d'expliquer l'inexplicable. Ce qui n'était au départ qu'un modeste mouvement contre un grand projet est devenu une coalition « contre l'aéroport et son monde » et a réussi dans un jeu complexe à obtenir de l'État l'abandon de ce projet le 17 janvier 2018, scandalisant les grands élus du territoire. Le périmètre du projet est un ancien commun de landes transformé lors de la révolution agricole du XIX<sup>e</sup> siècle. Devenu bassin laitier dans l'après-guerre, il est mis à l'abri de la dernière modernisation agricole issue de la politique agricole commune par les acquisitions foncières de l'État après 1972. C'est un bocage secondaire relique qui offre soudainement une nouvelle prise sociale et environnementale. Un certain nombre de paysan-nes de la zone sont relié-es au mouvement de la gauche paysanne de l'Ouest, active pour son compte (occupations de fermes, action directe contre le productivisme agro-industriel) mais aussi complice des luttes urbaines (Mai 68 à Nantes) ou d'autres luttes elles-mêmes victorieuses (Larzac, Plogoff, Le Pellerin). C'est dans ce cadre de très forte autochtonie et de transmission d'une culture de luttes victorieuses qu'une occupation, démarrée dès 2007 par des jeunes issu-es du pays nantais, a pu se nationaliser et même s'internationaliser (figures 1 et 2).

Figure 3 - Extraits des chroniques dessinées de McMarco

1 - Face à face



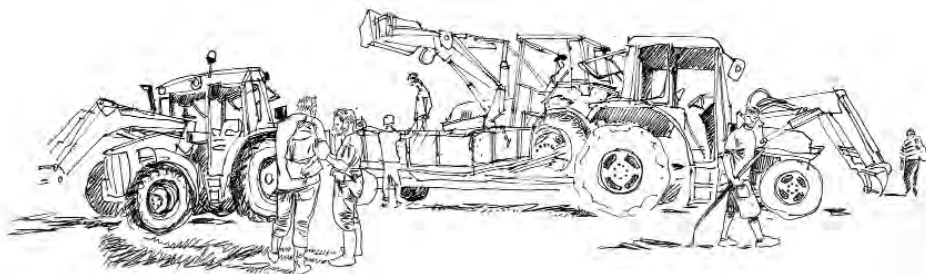
2 - Barricade



3 - Grève de la faim



4 - Sème ta zad



5- Lama faché



6 - Assemblée Rezé



7 - Assemblée Vacherie



8 - Hangar de l'avenir



9 - La Rolandière



10 - La Sécherie



Montrer par une série la diversité de la confrontation et de l'inédit du conflit, toutes images 2012 à 2018 sur la Zad, sauf grève de la faim 2012 à Nantes et collectif de soutien à Rezé, 2014.

Dans l'ordre d'apparition :

- 1 - face à face occupant-e-s/gendarmerie ;
- 2 - barricade occupant-e-s et paysan-ne-s ;
- 3 - grève de la faim à Nantes, paysans et élue ;
- 4 - sème ta Zad, paysan-ne-s et occupant-e-s ;
- 5 - lama Fâché, Zad de l'Est ;
- 6 - assemblée à Rezé, collectif de soutien ;
- 7 - assemblée à la Vacherie, lieu historique du mouvement ;
- 8 - hangar de l'Avenir, scierie collective, occupant-e-s et collectifs de soutien ;
- 9 - phare de la Rolandière et bibliothèque du Taslu, Zad de l'Ouest ;
- 10 - la Sécherie, Zad de l'Est.

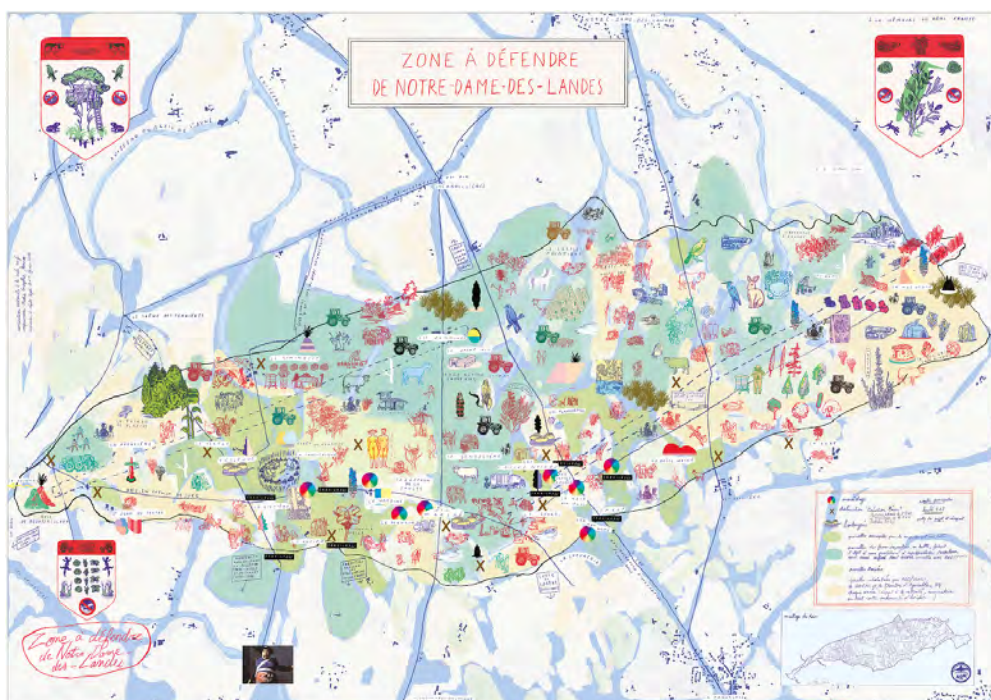
Crédit dessins : McMarco

## Un couple dysfonctionnel

Nantes Métropole est une entité politique issue de la seconde décentralisation. Son exécutif, élu de manière indirecte, prend peu à peu le pouvoir sur la galaxie des maires et devient l'un des principaux acteurs du territoire face à l'État. Ce que l'on appelle ici métropolisation est un néocapitalisme urbain guidé par des politiques publiques très structurantes, adossé à diverses formes de clientélisme, à des propagandes publiques puissantes, à un usage instrumental de la participation elle-même très développée et un recours aux labels extérieurs. En 2013, quelques mois après l'évacuation ratée de la ZAD, puis son occupation partielle par la gendarmerie mobile, Nantes devient « Capitale Verte Européenne ».

Les affirmations d'écologisation de la métropole butent sur ce « grand projet inutile et imposé », fracturant la majorité municipale et métropolitaine, créant un double récit contradictoire de résistance à l'abus de pouvoir et de radicalisation des opposant-es. Un puissant tabou est imposé dans la métropole, sur les élu-es, les journalistes, les cadres, les prestataires et les bénéficiaires de l'action publique, faussant la juste perception de la controverse au sein de la population. Pourtant, le haut-lieu dissident, hybride et marqué par l'illégalisme (squat, action directe, horizontalité), mais aussi par les autres savoir-faire d'une vaste coordination légale, a déjà entamé le récit métropolitain et s'est incrusté dans la ville même et au-delà (figure 3). Le 22 février 2014, la grande manifestation contre l'aéroport et son monde tenue dans un centre-ville placé en état de siège est un point d'orgue de cette tension montrant en son centre le visage autoritaire de la métropolisation.

**Figure 3 - Carte de la zone à défendre de Notre-Dame-des-Landes**



Carte sensible éditée par l'association à la criée, 1<sup>ère</sup> édition printemps 2016 (5 tirages et 25 000 exemplaires diffusés entre 2016 et 2018), visible dans de très nombreux domiciles et lieux collectifs du grand Ouest.

## Transfert et contre-transfert

Cette lutte contre la surmodernité s'est certes jouée entre deux ensembles idéologiques et sociaux éloignés, mais aussi dans une longue liste de personnes et de groupes « jouant sur les deux tableaux » : professionnel·les de Nantes Métropole, salarié·e-s de la plate-forme aéroportuaire, leurs syndicats (CGT, SUD), élu·e-s et militant·e-s écologistes, le Modem, la gauche de la gauche métropolitaine, des notables retraités du Conseil de développement, des étudiant·e-s et leurs lieux de formation, des naturalistes, des jardiniers/ières, etc.

Pour ces personnes « entre-deux », la montée sur la ZAD comme expérience du faire avec son corps et la perception positive de l'habiter en conscience d'habiter viennent hybrider et incarner la contre-expertise intellectuelle. Les résultats inattendus de la consultation pour avis de juin 2016 (figure 1) montrent le très fort ancrage social et territorial de l'opposition au projet. La ZAD constitue ainsi, au-delà d'elle-même, une régulation critique de la métropolisation, la réinvention d'une gauche écologisée et l'expérimentation de formes d'autonomie instituant.

## Bibliographie

Barbe F., « La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique », *Noroi*, n° 238-239, 2016, p. 109-130. [DOI : 10.4000/noroi.5898](https://doi.org/10.4000/noroi.5898)

Collectif Sudav, *C'est quoi c'tarmac ? Profits, mensonges et résistances*, No Pasaran, 2011. [http://www.reseau-nopasaran.org/catalogue/product\\_info.php?products\\_id=952](http://www.reseau-nopasaran.org/catalogue/product_info.php?products_id=952)

Collectif Z, « Nantes, écologie de marché », *Z revue itinérante de critique sociale*, n° 4,

2010. <https://www.ladermierelettre.fr/parutions/z4/>

De Legge J., Leguen R., *Dégage ! On aménage*, Les Sables-d'Olonne, Le Cercle d'Or, 1976.

Rivière J., « Clore un conflit d'aménagement par le vote ? Note sur la géographie électorale de la consultation sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes », *Norois*, n°238-239 ? 2016, p. 147-159. [DOI : 10.4000/norois.5921](https://doi.org/10.4000/norois.5921)

---

**Frédéric Barbe**

Géographe, Maître de conférences associé, ENSA Nantes, chercheur associé au Centre de Recherche Nantais Architectures Urbanités (CRENAU)  
frederic.barbe@crenau.archi.fr  
<https://aau.archi.fr/equipe/barbe-frederic/>

2022.

© Creative Commons - 4.0 BY-NC-SA



Frédéric BARBE

**Haut lieu de l’habiter en conscience d’habiter,  
coalition hétérogène et fondatrice,  
monstre métropolitain, etc.,  
peut-on apprendre de la Zad  
et de ses mondes ?**

Le projet de nouvel aéroport du Grand Ouest à 30 km au nord de Nantes est un projet d’aménagement imaginé à la fin de la période gaullienne. Mis en chantier politique et administratif au début des années 1970 (choix de l’aménagement, du lieu, de la modalité technique et la création de la zone d’aménagement différé – ZAD – en 1974), il est suspendu et quasiment oublié pendant plus de deux décennies. Le projet est ensuite réactivé au début des années 2000 sous le double effet de la montée en puissance métropolitaine et d’un nouvel axe de développement attractivité/tourisme, dont l’autorité politique nantaise mais aussi le département et la région vont faire l’un des piliers de leur politique et de leur imaginaire. Les grands élus du territoire, qu’ils soient de gauche ou de droite, hors les écologistes, sont alors quasi unanimes dans leur soutien au nouvel aéroport. Ce grand projet s’inscrit en effet idéologiquement dans la pensée du développement français de l’après-guerre, modifiée dans sa dernière version par le tournant participatif (débat public de 2002-2003) et les formes nouvelles de privatisation de l’action

publique (l'aéroport sera une concession de très longue durée) et la modernisation écologique (le nouvel aéroport sera « vert »). Entre les années 1970 et 2000, le marché du transport aérien, la législation environnementale, le contrôle juridique européen, mais aussi l'état de l'opinion relativement aux questions socio-écologiques et à l'idée émergente d'une crise globale se sont également grandement modifiés. Le 17 janvier 2018, dans un contexte de très forte tension et au terme d'une ultime médiation, le Premier ministre annonce l'abandon définitif du projet.

D'où la Zad – zone à défendre – est-elle « parlée » ? Que font les sciences sociales à l'échelle locale ?

Une fois ce cadre général posé, c'est bien le conflit qui prend le pas sur l'aménagement : conflit initial dans les années 1970 avec la mobilisation locale d'agriculteurs alors bien plus nombreux et, dans ce département, assez fortement organisés par un syndicalisme de critique sociale et d'action directe issu notamment de la mutation des organisations de jeunesse chrétienne qui produira ultérieurement la Confédération paysanne. Dans les années 2000, une fois la surprise passée, c'est une coalition oppositionnelle très hétérogène qui va se développer en plusieurs phases qui sont aussi les phases de mise en œuvre politique, administrative, physique et policière du projet.

Dans ce contexte assez singulier, la neutralité axiologique est comme souvent particulièrement peu convaincante, surtout quand la recherche académique elle-même est introuvable ou défaillante. Et c'est d'abord ce qui m'a amené à mener une enquête et à écrire sur ce conflit.

En disant d'où je parle, je dis d'abord que je vis et travaille à Rezé dans la région nantaise, dans la zone de bruit de l'aéroport actuel, Nantes-Atlantique, situé en limite sud du périphérique, sur la commune de Bouguenais. Ces deux communes sont des bastions électoraux de la gauche (avec les représentations écologistes) et figurent jusqu'à aujourd'hui parmi leurs premiers scores

agglomérés au niveau national. L'aéroport y constitue le cœur d'un bassin d'emploi transport/aéronautique dans un Sud-Loire sous-doté en emplois.

Pour ces raisons biographiques, j'ai été amené à m'intéresser au conflit et à m'imprégner des deux lieux, lieu de l'aéroport existant, lieu du projet, et d'abord en tant qu'habitant. Ceci me permet de faire le constat que jusqu'en 2013-2014, il n'y a pas trace visible de recherche académique sérieuse, localisée à travers des enquêtes, sur un conflit qui est pourtant vieux de plus de dix ans et est déjà devenu, en 2012, une arène nationalisée de débat suite à la première opération policière d'expulsion. Cette absence de la recherche s'est résolue plus tard.

J'ai, pour ma part, commencé progressivement (et donc en partie avec des matériaux rétrospectifs) à travailler une enquête prenant en compte les deux lieux, dans une posture de participation observante émancipée.

Je parle donc de la Zad, vue du Sud-Loire et de Nantes-Atlantique, entre 2008 et 2018, coauteur en 2011, du deuxième livre<sup>1</sup> (non académique) paru sur le conflit (le premier<sup>2</sup> date de 1976), livre imaginé et réalisé depuis NDDL, Nantes et le Sud-Loire.

J'écris donc ici d'un double point de vue indigène (si nous voulons bien explorer les qualités de ce mot issu de la pensée coloniale et depuis retourné) : peut-il y avoir une autochtonie en régime moderne qui renouvelle l'idée du riverain d'une part, d'autre part, dans une approche pragmatiste, quel est le rôle des sciences sociales à l'échelle locale ?

Je réponds à ces questions en proposant trois temps d'exploration : d'abord en livrant un récit réaliste (ni romantique, ni

---

1. Collectif Sudav, *C'est quoi c'tarmac ? Profits, mensonges et résistances*, Paris, No Pasaran, 2011.

2. DE LEGGE J. et LEGUEN R., *Dégage !... on aménage*, Les Sables-d'Olonne, Le Cercle d'Or, 1976.

anxiogène) mais qui s'appuie largement sur la question des médiations et des imaginaires ; ensuite, dans une approche peut-être attendue mais qui demande toujours, dans notre contexte de dépolitisation apparente, à être rappelée, montrant la ZAD, devenue Zad – zone à défendre –, comme un lieu d'apprentissage de la mobilisation sociale ; enfin, dans une extension moins attendue mais non moins convaincante, je montre la Zad comme un lieu d'apprentissage de l'action publique en vue de l'intérêt général – une extension dans le domaine de la lutte dont l'intervention du représentant de la préfecture dans ce colloque<sup>3</sup> donne une illustration paradoxale, celle de l'État à la fois clivé, autoritaire et apprenant. Je finirai sur une définition de la Zad comme espace de travail, de délibération, d'invention et de rapports de force, analogique, dans le cadre de mes recherches, à l'idée de transition socio-écologique dans une acception elle-même réaliste, c'est-à-dire non romantique et non anxio-gène – une transition individuelle et collective se développant dans un habiter en conscience d'habiter.

## **UN RÉCIT RÉALISTE, DES IMAGINAIRES**

Ce qui me saisit au début de mon enquête, c'est d'abord la perspective de l'archive. Le projet semble modeste, et c'est ce que je réalise dans ma première intervention, au Festival de géographie de Saint-Dié en octobre 2014, intervention rendue possible grâce à l'intérêt des deux codirecteurs scientifiques de l'époque. Ici produire l'archive, à la fois dans la collecte et la sollicitation des matériaux, comme dans la publicité de cette matière peu à peu organisée, non seulement produit un effet de réalité (dans une variante du « dire, c'est faire » ; dire, ici, en 2014, c'est faire exister

---

3. La contribution du représentant de la préfecture ne fera pas l'objet d'une retranscription.

à la lumière la chose dite) mais aussi une forme de soulagement et de levée du tabou. Il est possible d'en parler librement. Car la neutralité axiologique et la pensée non académique souffrent des effets de pouvoir : il n'y a pas des faits sociaux dont la connaissance s'organise librement, cela n'est pas vrai, et la circulation des faits sociaux est elle-même socialement organisée.

La constitution de ce projet d'aménagement et de son envers, la Zad, comme problème public, s'est déroulée dans un moment de transformation forte des médias. Je relève trois phénomènes encastés : le maintien, localement, d'une presse régionale puissante, qui quoique légitimiste, a toujours permis que la coalition oppositionnelle accède régulièrement à la parole (ce n'est pas ou plus le cas dans de nombreuses régions françaises), l'intervention de la journaliste du quotidien *Ouest-France* dans le colloque, l'ouvrage qu'elle a coécrit, en témoignent ; l'expansion parfois extravagante des « propagandes nécessaires », la publicité des puissances publiques à travers toutes sortes de médias exclusifs ou leur pression constante sur les médias locaux et nationaux ; l'explosion des automédias transformant assez rapidement la ZAD en une résidence d'écriture informelle insurgée caractérisée par une production abondante, diverse et circulante, relayée tardivement, pendant et après l'abandon du projet, par une série de textes et de parutions convoquant de très nombreux intellectuels.

Le conflit de NDDL s'est inscrit également dans le tournant participatif français et, fortement quoique de manière décevante, dans l'histoire de la Commission nationale du débat public (CNDP), créée en 1995 et devenue autorité indépendante en 2002. Malgré le caractère assez fictionnel et déjà très conflictuel du débat public organisé en 2002-2003<sup>4</sup> (l'un des premiers grands débats publics de la CNDP, sur saisine d'une association environnemen-

---

4. Toutes les pièces de ce débat public sont accessibles *via* le moteur de recherche du site de la CNDP, [<https://www.debatpublic.fr>].

tales, pendant des évolutions juridiques confuses, avec de très nombreux actes programmatiques, administratifs et fonciers déjà réalisés par la puissance publique organisatrice de l'aménagement), le président de l'époque de la CNDP déclarait dans sa conclusion à la fois satisfaite et terriblement performative :

« Faut-il aller plus loin et considérer qu'un "véritable débat public" suppose une présentation exhaustive de toutes les options possibles ? Dans l'absolu et pour l'avenir, il est certain que les débats publics devront avoir lieu en amont des projets, à un moment où les études sont suffisamment avancées pour que l'on ait un dossier précis, mais où en même temps les options restent ouvertes et où rien d'irréversible n'a été décidé. Mais aujourd'hui, et pour quelque temps encore, nous sommes dans une phase de transition : la Commission nationale du débat public est saisie de projets dont les "caractéristiques essentielles" n'ont pas fait l'objet d'une publication, mais qui ont néanmoins déjà quelques années de vie et il est donc inconcevable de faire comme si certaines options n'avaient pas déjà été prises<sup>5</sup>. »

Il est notable que la CNDP, à la peine dans l'honnêteté d'un de ses premiers débats publics, s'est retrouvée confrontée à nouveau en 2016 à ce conflit. La CNDP accepte en effet de produire et garantir les documents d'information des électeurs (disponibles uniquement en ligne) servant de documentation officielle à la première consultation pour avis jamais organisée en France. Cette consultation consiste alors en un vote par oui ou non sur la question unique : « Êtes-vous favorable au projet de transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique sur la commune de Notre-Dame-des-Landes ? »

---

5. MANSILLON Y., *Débat public sur le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes*, 15 décembre 2002, 28 mai 2003, bilan dressé par le président de la CNDP, juillet 2003.

Balancée entre l'abstention active et la participation, la coalition oppositionnelle participe finalement assez massivement au processus dont l'analyse des résultats, au-delà d'un score assez inattendu (participation pour le seul département de la Loire-Atlantique convoqué, 51,08 ; oui : 55,17 ; non : 44,83) révèle une géographie territoriale et sociale significative. Le non est majoritaire autour de l'aéroport actuel et de la zone du projet, l'agglomération nantaise est très partagée, il n'y a que 100 voix d'écart sur les 100 000 bulletins nantais. Une analyse comparée de ce vote avec celui des dernières régionales menée par J. Rivière<sup>6</sup> montre que le vote contre le projet de NDDL est fortement corrélé à l'ensemble des votes de gauche aux régionales de 2015, toutes composantes, Parti socialiste inclus. Ce « non » de gauche suggère sur ce dossier aussi médiatisé et clivé un décalage important entre une base électorale et sa représentation politique.

À l'échelle du grand territoire nantais, c'est le tabou du débat qui a caractérisé le conflit. En effet, une fois le débat public de 2002-2003 clôturé sur une divergence de forme et de fond, les positions des uns et des autres se sont radicalisées par étapes. Les porteurs politiques du projet ont engagé un processus progressif de disqualification et de division de la coalition empêchant la constitution d'une arène de débat partagée et constructive.

Ce processus de disqualification a pris deux formes principales : d'une part la montée d'un tabou politique dans l'agglomération nantaise réduisant peu à peu le droit à l'expression publique des opinions et la possibilité même du débat, notamment pour les agents publics et tous les partenaires de l'action publique ; d'autre part, la description des différentes composantes de la coalition sans rapport avec la réalité, et notamment accusations récurrentes de « terrorisme » et de « vitrine légale d'un mouvement

---

6. RIVIÈRE J., « Clore un conflit d'aménagement par le vote ? Note sur la géographie électorale de la consultation sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes », *Norois*, n° 238-239, 2016, [<http://journals.openedition.org/norois/5921>].

armé », *fake news* parfois totalement baroques. Toutes les formes d'enquête sur l'expérience en train d'advenir sur la Zad ou les violences policières ou même le simple déplacement sur les lieux sont rejetées. Refusant toute attention aux nombreux travaux de la partie adverse, critiquant vertement l'action de l'État jugée irrésolue, les porteurs politiques du projet se sont ainsi volontairement coupés de toute possibilité d'évolution et d'échange. La montée en puissance de la coalition et de la Zad constitue une réponse à cette manière de faire et montre comment la réalité déficitaire du tournant participatif français a renforcé constamment le mouvement oppositionnel.

Pendant ce temps, constituée progressivement en haut lieu politique, la Zad est explorée, visitée, investie, habitée, exportée, discutée par un nombre considérable de personnes. Cette réponse par les pieds (la « montée » sur la Zad) constitue le point de départ de ce régime d'habiter politique que j'ai décrit en 2016<sup>7</sup> sous le terme « d'habiter en conscience d'habiter ».

Contre le dénigrement, l'absence de dialogue et d'intérêt, les menaces et les violences, ce que j'appelle le récit anxiogène, mais aussi contre les illusions de toutes sortes, cachant les prises de pouvoir et les mythologies douteuses, ce que j'ai appelé le récit romantique, il faut préférer un récit réaliste qui ne cache rien des expériences vécues réellement autour de ce conflit, ses hauts et ses bas. Il faut en montrer l'exceptionnalité (en tant que faible probabilité), la longue durée, la diversité de ses composantes, le laboratoire d'invention sociale qu'il a constitué, le processus de refondation d'une partie de la pensée politique française qui s'y est engagé, l'invention même d'un territoire, d'un haut lieu qui survit à l'abandon du projet et à l'opération policière qui l'a suivi. Il faut aussi faire place à la prophétie autoréalisatrice victorieuse,

---

7. BARBE F., « La "zone à défendre" de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique », *ibid.*, [<http://journals.openedition.org/norois/5898>].



sensible dès 2014, quand les premiers débats s'organisent sur le devenir de la zone après l'abandon du projet. Le nom même du lieu de la lutte, NDDL, offrant des prises considérables à l'imaginaire transitionnel contemporain – collectif, féminin, naturel, humble et territorial.

### **LA ZAD COMME LIEU D'APPRENTISSAGE DE LA MOBILISATION SOCIALE**

Cet intertitre est une référence au travail de G. Simon sur Plogoff<sup>8</sup>. La Zad apparaît de fait reliée à une galaxie de conflits, notamment ceux des années 1970 (Plogoff, Le Pellerin, Larzac, etc.) et la coalition s'inscrit très fortement dans la géohistoire du pays nantais et des campagnes de l'Ouest : mouvements de convergence des luttes ville-campagne qui émergent en mai 68 à Nantes, nombreux grands projets abandonnés (deux centrales nucléaires, la marina de Guérande, une extension du port autonome à Donges-Est, l'aménagement de la Loire, etc.) suite à des luttes victorieuses. Cette histoire socio-environnementale est porteuse d'une croyance forte en la possibilité de victoire, d'un récit et d'un outillage qui neutralisent notamment les accusations de violences nouvelles ou exceptionnelles et qui montrent également les formes d'associations dans ces luttes entre des courants, des positions sociales ou des métiers différents.

La Zad se présente ainsi comme un haut lieu, une plate-forme, un démonstrateur, une résidence d'écriture habitée, un laboratoire des communs, parce qu'elle s'appuie d'abord sur et transmet d'autres histoires de mobilisation sociale, du passé ou d'autres lieux, ailleurs. En ce sens, le haut lieu n'existe que parce qu'il est inscrit dans un réseau, qu'il est circulant. Il n'est ni une forteresse,

---

8. SIMON G., *Plogoff. L'apprentissage de la mobilisation sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

ni un isolat, bien au contraire. La résidence d'écriture habitée propose une littérature proliférante, multi-supports, multi-réseaux qui démultiplie l'investissement direct dans le lieu.

La Zad est alors le territoire d'une enquête à la fois individuelle et collective, à la manière de Deleuze et Guattari dans *Mille plateaux*<sup>9</sup>, un « devenir-enquête » qui nous transforme (et j'ai été transformé). Ce devenir-enquête incarne une mise en pratique du « droit inconditionnel à la recherche » défendu<sup>10</sup> par A. Appadurai à propos des bidonvilles géants de Mumbai et met en évidence les faiblesses du droit à la participation dans le rapport très distendu qu'il entretient entre les procédures et les potentiels des habitants. Un style social en découle, « l'habiter en conscience d'habiter ». C'est un habiter fort. Il s'agit là des manières d'être en relation dans et avec les lieux, mais en conscientisant l'ensemble des formes relationnelles d'un point de vue transitionnel, du point de vue de la transition socio-écologique. Il s'agit aussi d'une tentative incarnée de combiner et de mettre en dialogue de nombreuses situations ou courants qui en expriment tout ou partie des potentiels, conflits situés, mais aussi justice spatiale, environnementale, indigénisme, communalisme, bio-régionalisme, relation aux non-humains, etc. Le triptyque relation-diversité-communs est à l'œuvre. La transition socio-écologique, dans une acception robuste mais aussi vécue, ne peut être réduite à la seule approche environnementale fonctionnaliste. L'écologie environnementale, l'écologie sociale et l'écologie de la subjectivité<sup>11</sup> sont au travail dans ce conflit quasiment dès le débat public de 2002-2003. Le conflit d'aménagement localisé des années 1970 est devenu trente ans plus tard un conflit socio-écologique majeur.

---

9. DELEUZE G. et GUATTARI F., *Capitalisme et schizophrénie 2 : Mille plateaux*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1980.

10. APPADURAI A., *La condition de l'homme global*, Paris, Payot, 2013.

11. GUATTARI F., *Les trois écologies*, Paris, Galilée, 1989.

La diversité des habiter en conscience d'habiter visibles dans la coalition, dans le commun oppositionnel, dans la Zad, doit inciter à n'oublier personne et à éviter de hiérarchiser les contributions des uns et des autres dans une lutte qui s'est pensée systémique et égalitaire, au-delà de ses désordres et de ses conflits internes. Cette revue des habiter montrerait de nombreux exemples de limites, de contradictions, d'égarements et permettrait de finaliser ce grand récit réaliste, sans pudeur ni cachotteries. C'est un travail de longue haleine qui dépasse le format de cette contribution et qui sera, il faut l'espérer, mené à la manière de Gilles Simon sur la lutte de Plogoff. Deux exemples significatifs peuvent néanmoins éclairer la diversité du mouvement. Le premier est l'habiter des Naturalistes en lutte<sup>12</sup>, ces professionnels ou amateurs experts des milieux et des espèces non humaines. Imaginé en 2012, mis en œuvre début 2013, l'habiter des Naturalistes en lutte procède de diverses tendances : le souci d'utilité et de visibilité sociales de l'activité ; le mouvement de la science participative (qui lui est étroitement lié), mais aussi une implication progressive dans le débat dès 2002 ; les doutes sur les inventaires et les enquêtes officielles ; l'intérêt de plus en plus vif pour la défense d'une zone-relique de bocages humides issus de la révolution agricole du XIX<sup>e</sup> siècle, protégés par le temps long du projet, une zone qu'ils vont construire, au regard de 2019, en zone d'intérêt écologique majeur ; le travail de déconstruction de la compensation environnementale, dont le projet devait être un laboratoire, etc. Les Naturalistes en lutte, par l'ampleur de leurs problématiques, ont hybridé l'ensemble des acteurs présents, hybridation en actes lors des inventaires collectifs et des restitutions, hybridation politique et intellectuelle sur la perception des catégories naturelles et les représentations du vivant sauvage, dans une nature pour le moins secondarisée. Les paysans du réseau Copain n'ont

---

12. [<https://naturalistesenlutte.wordpress.com/>].

pas procédé très différemment : importance de l'action collective ouverte aux autres composantes, importance de l'action directe mais aussi des régulations constructives à l'intérieur du mouvement, affirmation de l'autonomie et l'honnêteté de leur métier, etc., construisant l'importance symbolique forte et renouvelée de cette composante au sein du mouvement. Ce conflit a été, en plus d'une défense locale, un moyen de réhabiliter l'agriculture, à leurs yeux comme aux nôtres. Ces différents habitants travaillent autant les subjectivités que les aspects socio-écologiques.

### **LA ZAD COMME LIEU D'APPRENTISSAGE DE L'ACTION PUBLIQUE EN VUE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL**

Si nous croyons à la réalité de la Zad et de ce mouvement oppositionnel comme espace de questionnements sur la modernité, zone d'innombrables débats à caractère socio-écologique, ensemble de chantiers participatifs, zone d'expérimentation des communs, de mise en partage d'une qualité relationnelle inhabituelle et promotion de la diversité sous ses multiples formes – et nier cette réalité, quoi qu'on en pense, est quand même très difficile. Si nous croyons à la réalité de cette effervescence, de la critique d'un monde dominant (celui du projet d'aéroport) à la pluralité des mondes alternatifs discutés, mais aussi à la porosité avec l'extérieur, la métropole voisine, la France, des échos plus lointains et hétéroclites (des « Zad » aux États-Unis, au Mexique, en Corée du Sud, en Colombie, etc.). Alors nous pouvons tenter d'observer comment les parties prenantes du projet d'aéroport ont elles-mêmes évolué suite à la décision d'abandon il y a un an et demi.

Nous avons déjà évoqué le cas de la CNDP qui y a dégradé son crédit et ses dispositifs et que l'État, à sa façon, a désavoué par deux fois. Les millions d'heures de travail militant/bénévole, du commun oppositionnel ont dépassé les conditions étroites, accélérées et formatées du tournant participatif à la française.

En contraste avec la très faible efficacité de la CNDP dans ce conflit, la Zad constitue un exemple réussi de participation à un débat public ouvert à l'échelle française : prolifération, concentration et diversité des expertises, dans le cadre d'un rapport de force le plus protecteur possible qui a pris la forme de l'occupation, de l'autonomie, du retardement, de l'action directe et de la combinaison du maximum de formes d'action.

La CNDP a-t-elle tiré ses propres enseignements du naufrage participatif constaté dans ce projet ? Elle intervient à nouveau en 2018 à Nantes en organisant une concertation garantie pour le projet de destruction-privatisation du stade de la Beaujoire, un projet annoncé dans des conditions inacceptables du point de vue du droit de la participation et même plus contestables encore, toutes choses égales par ailleurs, que la situation observée en 2002-2003 : projet public-privé préparé clandestinement, annoncé acté en conférence de presse, en l'absence de tout vote, sans alternatives négociables, avec un calendrier inhabituellement accéléré. Elle intervient à nouveau en 2019 pour la concertation préalable avec garants du réaménagement de Nantes-Atlantique après l'abandon, scène dont elle a contesté elle-même publiquement le périmètre beaucoup trop restreint, le nombre trop limité d'acteurs publics demandeurs et le climat d'organisation, débat qui s'est déroulé dans une très grande précipitation et confusion.

Cette usure des outils de la CNDP n'est pas sans analogie avec l'usure des outils participatifs nantais qui connaissent aujourd'hui une mise en cause assez similaire par de nombreux acteurs locaux.

Enfin, l'usage répété, intrusif et spectaculaire de la police et de la gendarmerie dans le conflit a marqué les esprits tant dans les différentes phases d'occupation militaire de la zone que lors des deux grandes opérations d'expulsion (2012 et 2018) ou encore dans le maintien de l'ordre à Nantes, notamment la manifestation

du 22 février 2014<sup>13</sup>, dans une ville placée en état de siège. Le très grand nombre de blessés sur la zone ou à Nantes, mais aussi de personnes condamnées par le tribunal correctionnel de Nantes ou de Saint-Nazaire, à de la prison, à des amendes ou des interdictions de séjour indique par ailleurs la réalité du rapport de force qui a été tenu pendant toutes ces années. De ce point de vue, la répression policière du mouvement contre le projet d'aéroport annonce la répression du mouvement des Gilets jaunes ou celle de Bure.

Si le tournant participatif officiel semble avoir échoué sur la durée à NDDL, peut-on néanmoins voir l'État comme un « État apprenant » ? Après son *Où atterrir*<sup>14</sup> (2017), titre repris par les trois médiateurs pour leur rapport au gouvernement Philippe, B. Latour l'explique dans *Où la ZAD donne à l'État une bonne leçon*<sup>15</sup> (2018). Il faut aider, dit-il, l'État à travailler, car celui-ci est par définition peu agile et en retard. L'État est multiple, clivé. Il faut nouer des alliances avec les parties de l'État qui veulent apprendre.

À ce jour, on observe que l'État a décidé de conserver une certaine trace de la bifurcation que cette lutte et cet abandon représentent. De nombreux acteurs étatiques ont clairement dit que la Zad ne devait pas être éradiquée. L'État s'est opposé *in fine* à la poursuite d'un projet qui n'était pas vraiment le sien et a organisé une médiation *ad hoc* dont la méthodologie a concurrencé directement celle de la CNDP. Il s'est opposé aux grands exécutifs territoriaux en fondant sa décision sur le haut et anormal degré de conflictualité ainsi que sur un nouveau bilan coûts/bénéfices (mais n'a pas du tout sollicité le motif environnemental). La Zad n'a pas été éradiquée mais l'État a détruit (et empêche la reconstruction) de la partie de la Zad la moins dotée en capitaux légitimes. La métropole nantaise a-t-elle été aussi « apprenante » de cet

---

13. [<https://mauvaisetroupe.org/spip.php?article174>].

14. LATOUR B., *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte, 2017.

15. LINDGAARD J. (coord.), *Éloge des mauvaises herbes : ce que nous devons à la ZAD*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2018.

échec ? C'est manifeste, l'abandon produit clairement un effet sur le processus et l'idéologie locale de la métropolisation dont il était l'un des piliers. Le tabou s'est en partie dissipé, les langues se sont déliées. Le projet YelloPark à la Beaujoire, qui semblait être un coup de force aménageur et une fuite en avant, a été abandonné au bout d'un an et demi, devant une contestation vive. Les projets de l'Arbre aux Hérons ou du nouveau CHU font l'objet d'une montée en controverse. L'attention s'est aussi tournée peu à peu vers l'aéroport existant, dont enfin il faut organiser les conditions du renouvellement après des années de désintérêt et de gestion concédée, quoique financièrement très bénéficiaire. Le conseil départemental, très en pointe sur le projet d'aéroport, a renversé sa position, obtenant de l'État la rétrocession des terres acquises, et annonçant vouloir faire de ce territoire un périmètre protégé, laboratoire d'une agriculture repensée, avec des clauses environnementales et une ouverture relative aux projets et à l'habitat hors-norme qui s'y sont développés. L'existence sur la Zad d'une démarche actualisée d'autodéfense administrative après l'abandon, relayée dans des espaces politiques et professionnels étendus, parfois nouveaux (réseau Défendre et habiter<sup>16</sup>), se manifeste à la fois dans la production d'une riche contribution au Plan local d'urbanisme intercommunal Erdre et Gesvres<sup>17</sup>, le suivi vivement proactif de la contractualisation avec l'État et le département, mais aussi par le maintien d'objectifs dépassant la perspective institutionnelle et renouvelant ainsi la conflictualité située et collective (reconstruction du bâti détruit lors de l'intervention policière de 2012, appel au renforcement de la Zad postabandon, Prise de terres<sup>18</sup> à l'été 2019). La Zad survit alors à la disparition de sa cause initiale pour apparaître comme une zone d'invention et de ré-invention

---

16. [<https://zad.nadir.org/spip.php?article6463>].

17. [<https://zad.nadir.org/spip.php?article6156>].

18. [<https://zad.nadir.org/spip.php?article6658>].

durablement auto-instituée (normes, jurisprudences, imaginaires, jeux d'acteurs), capable de modifier l'action publique.

Dans ce conflit, il a fallu vingt ans de dialogue de sourds pour revenir à l'existant, à la réalité fonctionnelle de l'aéroport réellement existant, mais aussi pour prendre au sérieux le droit de l'environnement et de la participation, ses nouvelles modalités qui émergent dès la fin des années 1970, notamment la séquence dite « éviter-réduire-compenser ». Ce qui a manqué et n'a pas été possible : tenir un débat sérieux et contradictoire sur l'avenir d'une infrastructure déjà existante, efficace et nuisible, sur la place d'une activité structurante, le transport aérien dans une grande ville et un territoire régional, sur le partage des externalités négatives et des bénéfiques, sur la gouvernance des choses. Vingt ans plus tard, la houleuse « concertation préalable avec garants » issue de l'abandon du projet et portant sur le réaménagement de Nantes-Atlantique, tenue pour partie sur la période estivale (du 27 mai au 31 juillet 2019), se termine au moment de la relecture de cet article. Les dix recommandations du bilan<sup>19</sup> réalisé par la CNDP apparaissent bien modestes au regard des nombreuses questions posées par le long conflit qui a précédé cette concertation et celles que pose aujourd'hui cet aéroport en forte croissance. Pourtant il faut déjà imaginer reprendre d'autres documents à peine votés, comme le plan climat de Nantes Métropole qui exclut de son périmètre de travail le transport aérien, au prétexte que tout le monde fait comme cela et que ce n'est pas une compétence métropolitaine.

Ainsi il apparaît que l'abandon du projet de nouvel aéroport constitue une régulation à la fois locale, une régulation de la surmodernité métropolitaine nantaise qui atteint ici une limite, et un rappel à l'ordre plus général sur la réalité du tournant participatif français, et le décalage parfois vertigineux entre sa mise en

---

19. [<https://www.reamenagement-nantes-atlantique.fr>].



œuvre et le potentiel habitant mobilisé. Ce conflit, exceptionnel par son intensité et les formes expérimentales qu'il a su créer, a dépassé, pour ces raisons, le stade oppositionnel et s'est développé en tant qu'une des expériences politiques majeures de la France contemporaine. Pour cela, il a consommé une énergie habitante considérable et d'une certaine manière incommensurable. Il reste donc exceptionnel par la réunion située de conditions exceptionnellement réunies – le sort des autres Zad le montre assez. Pour ces raisons, sa fonction de haut lieu et de laboratoire n'entraîne pas d'effets directs de transfert, mais offre plutôt des prises pour d'autres situations, tout en permettant que notre ontologie évolue vers une modernité plus alternative et plus soutenable. La question de l'habiter en conscience d'habiter a permis de ré-explore une forme d'autochtonie en régime moderne, mobilisant à la fois l'engagement situé d'habitants et le rôle des sciences dans leur interaction avec la société locale. Le conflit de NDDL nourrit ainsi une interprétation habitée de la transition socio-écologique comme espace d'enquête, de délibération, d'invention et de rapport de force, à propos de la durabilité et de l'habitabilité des milieux de vie. Dans la surmodernité contemporaine, le conflit apparaît consubstantiel de la transition, même s'il ne s'y réduit pas. Penser qu'on peut transitionner sans conflit, c'est s'exposer apparemment à une certaine désillusion.

## **UN CAHIER DESSINÉ : MCMARCO À NDDL**

Illustrant une des modalités sociotechniques de l'automédia sur la Zad, les reportages dessinés de MCMarco, produits à partir de 2013, présentent des qualités écologiques dans le domaine de la lecture-écriture : travail sur place, lent, direct, manuel, relationnel, en noir et blanc, dans le cours de marches et d'actions, le plus souvent en échange avec les personnes dessinées, en protégeant leur anonymat de lutte, mais aussi reprise dessinée de photogra-





2013, barricade.



2013, carrefour de la Saulce.



2013, grève de la faim (Nantes).



2013, Mandragore.

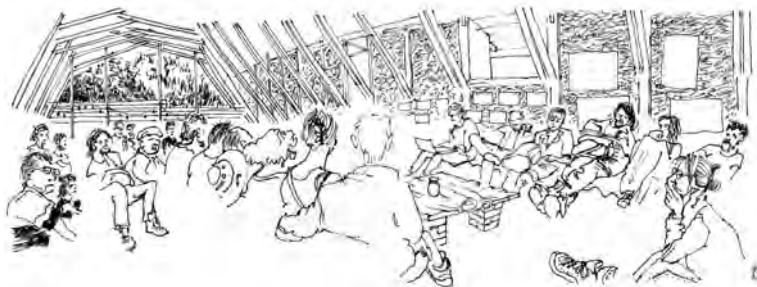


2013, Kerterre.



2013, Sème ta Zad.

*Haut lieu de l'habiter en conscience d'habiter...*



2018, Assemblée à l'Ambazada.



2018, Assemblée à l'Ambazada.



2018, Baraka.

*Frédéric Barbe*



2018, Hangar de l'Avenir.

# PÉDAGOGIES DES LIGNES

FRÉDÉRIC BARBE

## ÉCRIRE DANS LE TERRITOIRE, EN CONTROVERSE, EN INVENTION SOCIALE Explorer une politique transitionnelle de la lecture-écriture

Dans le contexte culturel français, la lecture-écriture, souvent réduite à la littérature, voire à la grande littérature et au canon littéraire, demeure une pratique sociale sectorisée, distinctive, peu située, marquée à la fois par la mission et le génie, et par l'expérience scolaire des personnes, elle-même facteur de classement social et de contentieux biographique. Il en ressort que la pluralité des usages y est souvent problématique, que la perception de la littératie<sup>1</sup> (mot dérivé via le Québec du mot *literacy*, lui-même amplifié et diversifié par les *literacy studies*) comme transversalité de la société, outil, plaisir, enjeu, trajectoire, lien, rugosité, etc., mais aussi sociodicée<sup>2</sup> des territoires et travail des ontologies, fait débat et même chantier. En décrivant ici quelques aspects d'une approche transitionnelle des usages et des politiques publiques de lecture-écriture, nous proposons à la fois un décentrement et des débordements.

Il s'agit d'abord de montrer aujourd'hui la littératie engagée dans un processus d'écologisation qui ne concerne bien sûr pas simplement la pâte à papier, l'eau ou le pilon, mais l'ensemble des gestes, pensées, langues, matières, territoires et processus qui font que nous sommes des personnes alphabétisées dans des sociétés hautement lettrées et situées, et qu'il est

- 
- 1 Traduction d'un terme d'origine anglophone émergeant lui-même dans le renouveau urbain anglo-américain de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle relancé dans les années 1980, *littératie* reste peu connu et peu usité. Francisé en 2002 au Québec, il désigne selon le *Grand dictionnaire terminologique québécois* « l'ensemble des connaissances en lecture et en écriture permettant à une personne d'être fonctionnelle en société ». Dans un usage redéfini pour notre discipline (par transfert et élargissement) et en accord avec le champ anglophone des *literacy studies* au très large spectre d'objets et de terrains, nous suggérons de comprendre et d'enquêter la littératie comme l'ensemble des pratiques, usages et politiques publiques de lecture-écriture, ces deux mots entendus dans leur acception la plus large (incluant le gradient écrit/oralité et l'ensemble des écritures disponibles) et ouverte aux nouveaux usages (numérique, interculturalité, prolifération de l'offre, etc.).
  - 2 La sociodicée est ici l'ensemble des registres explicatifs, explicites ou implicites, qui font exister et tenir l'identité d'une société locale et d'un territoire.



temps de prendre au sérieux ces aspects dans leur systémique, leur dispersion, leur invisibilisation. Puis nous montrons que des dynamiques réelles dotées d'une certaine forme d'efficacité dans le travail ontologique dessinent des contours possibles de pratiques transitionnelles de lecture-écriture : un conflit socio-écologique de longue durée et de grande notoriété, victorieux dans son motif, celui de la Zad de Notre-Dame-des-Landes, peut être ainsi décrit comme une résidence d'écriture informelle et insurgée, une résidence d'écriture hautement productive et diverse qui a exploré son propre biorégionalisme. Ici et là, des expériences éditoriales alternatives articulent différentes échelles et matérialisent une échelle humaine située caractérisée par le retour de la puissance d'agir dans une dimension terrestre réaliste, incluant la lecture-écriture. Ce n'est bien sûr ni une révolution soudaine ni une invention venant de nulle part, mais un renouvellement à la fois interstitiel et réticulaire qui se réalise au travers de multiples convocations, de nouveaux/elles auteurs/trices dans le cadre de nouveaux processus d'écriture ouverts et enrichis, de nouveaux protocoles, sujets d'enquête, invisibles, contre-anthropocènes, nouveaux espaces d'échanges et de circulation, etc.

Ces convocations (ce terme ambivalent est choisi à dessein) s'inscrivent dans un devenir-enquête qui peut difficilement exister sans les outils de la littératie, incluant logistique robuste et institution même de ces outils, et un habiter en conscience d'habiter qui n'est pas sans exigences, un véritable habiter politique instituant. Cette dynamique vient ainsi nourrir une politique transitionnelle et possiblement biorégionale dans un champ, la lecture-écriture, tenu ordinairement loin des questions écologiques.

### *Écologiser la littératie*

Dans une pensée systémique ordinaire, un tel programme (écologiser la littératie) signifie enrichir notre cosmos et nos intelligibilités, et passer à l'action. Cette démarche est exemplifiée dans une dimension particulière de l'humain, la lecture-écriture (c'est-à-dire le nom vulgaire du mot savant de littératie). Comme le numérique ou n'importe quel objet, la lecture-écriture a sa propre matérialité, son métabolisme, elle ressort ainsi de l'écologie environnementaliste institutionnelle, celle du développement durable qui se soucie d'éco-labels, de compensations ou de bassins de rétention. Mais écologiser la littératie est à entendre dans une pensée d'écologie politique intégrale, au sens des « trois écologies » de Félix Guattari<sup>3</sup>. Prendre

3 Félix Guattari, *Les Trois écologies*, Paris, Galilée, 1989.

en compte et articuler ces trois qualités de l'approche écologique, environnementale, sociale et subjective, c'est replacer les sciences de l'ingénieur ou du naturaliste dans la plénitude de l'agir humain sur la Terre, de son sens des limites, de ses voisinages, de ses régulations, de ses imaginaires, de ses inédits et de ses agentivités.

Cela peut être mené partout à tout moment et la lecture-écriture s'y prête à merveille. Cette écologisation peut être décrite également à partir du triptyque relation-diversité-commun<sup>4</sup> qui permet de discuter des trois écologies sous d'autres angles. Là encore, la bibliothèque mondiale<sup>5</sup>, autre nom possible de la littératie comme ensemble dynamique et vivant de nos bibliothèques à travers le monde, n'apparaît plus comme un bien, un segment économique ou un isolat culturel, mais au contraire comme un double anthropologique d'un système-monde réincorporé dans le système-terre. La géographie de la bibliothèque mondiale est véritablement terrestre. Une partie du monde professionnel, mû également par la place que prend aujourd'hui la littérature écologique dans les librairies, est entrée en réflexion. Cela a commencé par repenser la fabrication des livres, plus tard l'hospitalité et la relationnalité des bibliothèques publiques, il s'agit aujourd'hui de penser, enquêter et ré-arranger un système tout entier. C'est le projet de l'Association pour l'écologie du livre<sup>6</sup> créée en juin 2019 et d'un certain nombre d'expériences et de réflexions. Voici quelques exemples de cette transition écologique en littératie.

### *Travailler notre ontologie des langues*

L'État français moderne s'est construit sur une mystique linguistique d'unification nationale nourrissant à la fois la méritocratie républicaine et un universalisme colonial. Ce processus a abouti à l'éradication des langues régionales dont le sort résiduel demeure aujourd'hui encore conflictuel mais aussi à la promotion post-coloniale d'une francophonie autoritaire qui doit être constamment requestionnée dans ses enjeux de pouvoir. Ce monolinguisme français caricatural est pourtant contredit quotidiennement par l'expérience ordinaire d'une France multilingue. Ce malaise

- 
- 4 Frédéric Barbe, *Écologies habitées, diversité, relation et commun au temps de l'utopie transitionnelle*, 2020 (habilitation à diriger des recherches en cours d'écriture).
  - 5 Frédéric Barbe, *Géographie de la bibliothèque mondiale, les échelles de la littératie*, doctorat de géographie et aménagement, 510 p., Université Rennes 2.
  - 6 <http://ecologiedulivre.org>

linguistique, dont Achille Mbembé fait une critique radicale en 2010<sup>7</sup>, a été signalé très tôt. Jean Jaurès, dans ses chroniques de *La Dépêche* au début du vingtième siècle, recombine ainsi laïcité, plurilinguisme et progrès social<sup>8</sup> contre le centralisme républicain et le régionalisme conservateur du Félibrige. Aujourd'hui, les préconisations aux parents allophones ou exogames ont changé. La stigmatisation des langues maternelles est devenue rare même si de nombreux personnels éducatifs, de la crèche à l'université, continuent de véhiculer divers stéréotypes contre le plurilinguisme<sup>9</sup>. De manière inespérée, le plurilinguisme apparaît même comme un des rares critères positifs pouvant équilibrer la batterie d'indicateurs « toujours déficitaires » d'un quartier populaire.

En nommant la glottophobie (la discrimination par les langues), le sociolinguiste Philippe Blanchet<sup>10</sup> a donné un éclairage efficace et accessible de ces questions. Il ne s'agit pas simplement d'observer et de constater, il est possible de modifier des pratiques collectives mais aussi de faire évoluer nos comportements individuels pour réduire ce type de discriminations. Et ce n'est pas rien car nous sommes imbibé·e·s de glottophobie. C'est à cet endroit que ce concept apporte le plus à une écologisation de la littératie. L'idéologie glottophobe caractéristique de la modernité structure les mécanismes sociaux dominants et la plupart des subjectivités. Elle conditionne par le contrôle de la langue toutes les formes du contrôle social moderne. Le mythe du locuteur natif monolingue et de la langue figée structure l'enseignement des langues, disqualifie les autres types de locuteurs/trices et produit rentes et exclusions.

Il est possible, selon Blanchet, et pour tout le monde, de concilier en tension le respect sous contrainte de formes dominantes et le jeu de variation, de créativité et d'interpolation des langues (orthographe rectifiée, écriture inclusive, accent, créativité lexicale, syntaxique, etc.) et qui peut permettre aux langues de parler plus justement de nos réalités et de nos écologies. Ainsi, respecter la diversité, accepter la variabilité, réduire les

7 Achille Mbembé, *Sortir de la grande nuit, essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La Découverte, 2010.

8 Jòrdi Blanc, *Jaurès et l'enseignement des langues régionales à l'école de la république*, in Hervé Lieutard et Marie-Jeanne Verny (dir.), *L'école française et les langues régionales*, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, pp. 105-120.

9 Cf. Isabelle Nocus, Jacques Vernaudo et Mirose Paia (dir.), *L'école plurilingue en outre-mer, apprendre plusieurs langues, plusieurs langues pour apprendre*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

10 Philippe Blanchet, *Discriminations : combattre la glottophobie*, Paris, Éditions Textuel, 2016.

stigmatisations portées par les cultures linguistiques institutionnelles, ouvrent une perspective transitionnelle depuis les langues, des langues toutes vivantes.

### *Enquêter la physique capitalistique du livre*

Les questions gênantes portent plus souvent sur la physique de l'économie de l'écrit : surproduction, gaspillage des ressources et de l'énergie. Cela commence par l'invisibilisation des milliards de stylos et de feutres que nous jetons chaque année, des millions d'ordinateurs « irréparables », de la pâte à papier, des arbres, des encres. Mais les questions portent aussi sur la construction sociale et économique d'ensemble du champ, marquée en France par un oligopole à franges éditorial qui surproduit. Elles portent également sur notre position (de chacun de nous) dans ce champ et sur la manière d'y circuler et d'y faire relation. L'imprimerie, c'est une industrie bruyante, numérique, sur un marché devenu au moins d'échelle européenne. Si les auteurs/trices devaient fabriquer elles.eux-mêmes leurs livres, les tirages seraient plus réduits. Si le transport routier coûtait plus cher, l'impression en proximité demeurerait une règle commune. On n'a jamais produit autant de livres, autant déplacé de livres sur les routes, autant pilonné de livres aux durées de vie infimes. Cette physique de l'édition du marché fondée sur la surproduction est aussi une stratégie d'éviction des plus petits éditeurs en librairie. Le pilon des éditeurs représente 20 à 25 % des livres fabriqués en France, soit 142 millions d'ouvrages invendus détruits<sup>11</sup>. Ce pilon est régulièrement défendu par les représentants de la profession parce qu'il serait le garant de la diversité.

*Un livre français, évolutions et impacts de l'édition en France* (rapport réalisé en 2017 par le BASIC, Bureau d'Analyse Sociétale pour une Information Citoyenne) brosse un portrait sévère de cette filière : concentrée, non durable, non conscientisée et se fourrissant de plus en plus sur un marché international à bas coût et baissier. Les filières françaises du livre et du papier comme matière première sont désintégrées par la concurrence aux nombreuses externalités négatives. La forte réduction des parts locales de l'impression allonge les circuits de transport. Des « forêts fantômes » lointaines (en référence

11 BASIC (Bureau d'Analyse Sociétale pour une Information Citoyenne), *Un livre français, évolutions et impacts de l'édition en France*, avec le soutien des éditions Charles Léopold Mayer, [https://lebasic.com/wp-content/uploads/2017/08/Rapport-Edition\\_20170912.pdf](https://lebasic.com/wp-content/uploads/2017/08/Rapport-Edition_20170912.pdf)

aux hectares fantômes de Marx<sup>12</sup>) fournissent depuis les pays émergents les imprimeurs de moins en moins locaux des éditeurs français :

L'aval de la filière en France capte l'essentiel de la valeur économique générée par la vente de livres. En amont, les activités liées à la fabrication du papier ne représentent qu'environ 9 % du prix final du livre, alors qu'elles génèrent la moitié des coûts sociétaux, en particulier en Amérique latine où se concentrent de plus en plus les approvisionnements français. Il semblerait donc que les échelons qui subissent les plus fortes pressions économiques (fabricants de pâte à papier, papetiers, imprimeurs) et dont la marge diminue soient ceux qui génèrent le plus de coûts sociétaux<sup>13</sup>.

Au printemps 2019, la liquidation de l'unique usine de papier recyclé en France, Arjowiggings, à Bessé-sur-Braye dans la Sarthe (580 salariés), productrice du fameux papier recyclé Cyclus, s'effectue dans l'indifférence générale : de très nombreux acteurs publics veulent pourtant du papier recyclé (le moins cher possible) pour faire signe écologique et la seule usine du pays est délocalisée dans un contexte capitalistique caricatural.

### *Visualiser bibliodiversité et hubris de l'écriture*

Dans ce travail entre enquêtes réalistes et imaginaires désirables, l'entrée peut être positive et neuve dans son expression – c'est le cas de la bibliodiversité – ou ambiguë et négative dans la reprise d'un terme issu du monde antique, l'*hubris*, adapté à l'écriture. L'Alliance internationale des éditeurs<sup>14</sup> est un réseau international d'éducation populaire qui agit pour une culture de la littérature démocratique et de la diversité éditoriale articulée dans le concept de bibliodiversité. C'est, de ce point de vue, l'antithèse de l'idéologie du Syndicat National des Éditeurs français. Le terme bibliodiversité est inventé par des éditeurs chiliens à la fin des années 1990 et l'Alliance internationale des éditeurs indépendants le promeut dans une série de déclarations (Dakar, 2003 ; Guadalajara, 2005 ; Paris, 2000 ; Le Cap, 2014, puis dans une journée internationale tous les 21 septembre). Le concept de bibliodiversité (que j'ai étendu : bibliomasse, bibliotope, bibliocontinuité) suggère que l'on peut transitionner la littérature. Il s'appuie

12 Cf. John Bellamy Foster [2000], trad. fr. d'Aurélien Blanchard, *Marx écologiste*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011.

13 BASIC, *Un livre français, évolutions et impacts de l'édition en France*, op. cit., p. 37.

14 <https://www.alliance-editeurs.org>

également sur le recyclage des idées darwiniennes en matière de construction de la diversité<sup>15</sup>. C'est l'extension du concept de diversité écosystémique au monde culturel et social, un processus de modernité alternative qui vise la réduction des échelles et des pouvoirs concentrés (monopoles, oligopoles), la recherche d'échelles humaines dans la littérature.

L'*hubris* de l'écriture, c'est-à-dire la démesure d'une pratique d'écriture, est peut-être d'abord celle de l'écrivain, tant la féminisation de la lecture-écriture ordinaire<sup>16</sup> se déploie en tension avec une dominante masculine persistante dans les rayons des librairies. Mais il faut aller plus loin. L'écologie questionne l'intimité de l'être-en-littérature : pourquoi lire, écrire, pourquoi publier, comment juger de la pertinence d'écrire ou de ne pas écrire, de se connecter, de se déconnecter, d'alimenter, de télécharger, d'effacer, de disparaître, de choisir les échelles d'édition de ses textes et celles de ses engagements, d'éditer, de corriger, de *rewriter*, qu'est-ce que « faire écrire », « faire parler », « lire » et « faire lire », comment penser la notoriété, la spécialisation, etc. C'est un champ entier de questions qu'il faut mettre au travail. C'est en tous cas ne pas se contenter d'une littérature organisée conjointement par le capital, le patriarcat et l'État. Écrire de manière transitionnelle serait ici prendre soin de la relation dans l'écriture et discuter les questions qui se posent à cet endroit de la vague d'écriture qui nous emmène quand elle arrive. L'écriture transitionnelle serait-elle comme le surf ? Beaucoup d'attente et de nage, peu de vagues. Alors, dans ce contexte, la position (en fait une relation) d'éditeur/trice apparaît centrale et pourtant bien souvent réduite à des postures techniques ou commerciales, voire totalement évi-dée<sup>17</sup>. Cette feuille de route de l'éditeur/trice qui prend au sérieux l'idée d'écologisation de son champ n'est pas écrite, elle est à co-construire.

### *Une politique transitionnelle de la lecture-écriture*

La lecture-écriture est indissolublement liée à tout projet transitionnel ou biorégionaliste. À la suite d'Hélène Merlin-Kajman<sup>18</sup>, observons la lecture loin de sa réduction scolaire ou littéraire comme relation collective

15 Cf. Franco Moretti, *Graphes, cartes et arbres, modèles abstraits pour une autre histoire de la littérature*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2008.

16 Denis Merklen, *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?*, Villeurbanne, Presses de l'Enssib, 2013.

17 Cf. André Schiffrin, *L'édition sans éditeurs*, Paris, La Fabrique Éditions, 1999.

18 Hélène Merlin-Kajman, *Lire dans la gueule du loup, essai sur une zone à défendre, la littérature*, Paris, Gallimard, 2016.

entre pairs ou dépendants, transmissions, espaces inattendus de travail et d'enquête, terrains vagues, interstices et horizons de subjectivités en mouvement, zones à défendre et à conquérir. En renouvelant l'axiologie d'une égalité des intelligences<sup>19</sup>, Hélène Merlin-Kajman fait de la littérature une aire transitionnelle au sens de Donald Winnicott. Elle ne raccorde jamais cela directement à la transition écologique. Sa démonstration par l'habiter de la littérature est pourtant si puissante que le lecteur averti des deux choses ne peut faire autrement que de marier ces deux transitions en une. De même, si elle n'utilise que le terme « littérature », ses élargissements constants autour de la littérature comme relation sociale renvoient de fait à la littératie. Cette double aire transitionnelle est la condition d'enquêtes elles-mêmes vécues comme des enquêtes relationnelles.

Quel usage, quel partage de la littérature est-il important non seulement de défendre mais de promouvoir, sinon d'inventer dans des sociétés démocratiques, c'est-à-dire fondées sur le respect de l'individu, la valorisation de son autonomie et de sa liberté (de conscience, de sentiment), non moins que sur les valeurs de la solidarité sociale et de la citoyenneté ? Quel rôle la littérature tient-elle dans cette affaire ? Pour quelles valeurs non seulement cognitives, mais aussi esthétiques voire thérapeutiques requises par le citoyens en démocratie faut-il restaurer le partage transitionnel de la littérature – afin que les textes littéraires, aujourd'hui observés par les sciences humaines ou tenus à distance par l'univers des images comme s'ils n'existaient qu'en dehors, tissent à nouveau des liens pour nous<sup>20</sup> ?

Si une alphabétisation écologique est une composante de la transition, alors elle mobilise la littératie comme aire transitionnelle et en actualise les formes. La Zad de Notre-Dame-des-Landes en est un démonstrateur. Nous verrons ensuite ce qu'alphabétisation écologique veut dire et en quoi cela résonne avec diverses expériences éditoriales alternatives.

### *Une résidence d'écriture habitée, informelle et insurgée*

Observons donc une situation d'écologisation décrite habituellement à travers une matérialité faiblement littératique : des hectares de bocage, des manifestations de rue, des interventions policières, des tracteurs, des hélicoptères, des squats. Explorons la Zone à défendre de Notre-Dame-des-Landes non du

19 Jacques Rancière, *Le maître ignorant : cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, Fayard, 1987.

20 Extrait de la quatrième de couverture de *Lire dans la gueule du loup*, op. cit.

point de vue de la police, des aménageurs ou de la coalition anti-aéroport mais du point de vue de la littératie. Dans mon expérience de la Zad (2016), l'écriture s'articule de manière ordinaire à d'autres activités telles que marche, réunion, débat, manifestation, fête, ateliers divers, plantation, divagation, amitiés, etc. Il y a continuité des actes dans l'expérience et cela réduit les oppositions entre les activités réputées intellectuelles et celles réputées manuelles. La littératie apparaît pourtant au fil du temps comme une composante majeure de l'habiter de la Zad, réputé rustique, oral et teinté d'anti-intellectualisme.

Dans ce contexte paradoxal, j'interprète la Zad comme un ensemble littératique proliférant caractéristique des hauts lieux : constellations d'auteurs/trices (vernaculaires, établi·e·s dans la zone, voisin·e·s ou visiteur·e·s), ensemble varié de pratiques observables et d'écritures incluant formes habituelles (ateliers de production, bibliographies, bibliothèques, mise en scène, mise en réseau, mise en centralité) mais aussi écritures *in situ* comme les graffitis, panneaux, pancartes ou encore la départementale 281 saisie comme écriture. Dispositif manifeste *in situ* et centre important de tensions pendant le conflit, la « route des chicanes » a polarisé les violences et les destructions du printemps 2018 lors du processus d'abandon gouvernemental. L'expression technique bien connue de résidence d'écriture, issue de la médiation culturelle et de la patrimonialisation du monde littéraire, devient ici un concept incarné et susceptible d'éclairer les littératies subalternes ou « du contre » : une résidence d'écriture informelle et non subventionnée, une résidence d'écriture insurgée, une résidence d'écriture habitée.

Je relie ce concept à la question des communs, invité en cela par la pratique de la réunion, de l'atelier d'écriture et de la bibliothèque qui définissent, en dehors de leurs captures institutionnelles, des communs d'écriture et de lecture assez classiques dans les sociétés alphabétisées. De cette résidence d'écriture collective dans le haut lieu politique naît une bibliographie située. Elle est appuyée sur un répertoire cumulatif et situé qui fait transmission et une inscription dans des réseaux pré-existants suffisamment puissante pour les modifier. Cette bibliographie inédite et fortement écologisée est certes mal dénombrable et répétitive, mais aussi diverse, peuplée de formes qui échappent peu ou prou à l'enregistrement officiel (photocopies, auto-éditions ou éditions directes, petites éditions, écriture *in situ*, textes en ligne, livres d'occasion, etc.) comme aux influences dominantes de l'édition parisienne.

La résidence d'écriture informelle, non subventionnée et finalement insurgée contribue à la repolitisation de la langue et de l'habiter. Elle met la lecture-écriture et le fait littéraire au cœur du mouvement et caractérise ainsi une *political ecology* ordinaire et extra-académique sous la forme de l'alphabétisation écologique. Enfin, cette résidence d'écriture porte un



nom, celui de la principale commune impactée par le projet d'aéroport, Notre-Dame-des-Landes. La très forte charge symbolique d'une telle nomination dans la société française contemporaine, urbaine, laïcisée, individualisée et marchandisée peut-elle avoir eu des effets significatifs ? Si cette hypothèse se prête difficilement à une construction scientifique réfutable, nous dirons simplement qu'un certain nombre de mes interlocuteurs/trices ont, comme je l'ai, l'intime conviction que Notre-Dame-des-Landes est l'une des acteurs/trices pluriel·le·s, humain·e·s et non-humain·e·s qui ont amené la question du sacré dans le dispositif intellectuel, l'expérience et la littératie de la Zad, en nourrissant l'autochtonie, la naturalité et un sentiment de puissance collective et individuelle, dont l'abandon du projet et les conditions mêmes de cet abandon peuvent témoigner.

Enfin, qualifier cette résidence d'écriture informelle, non subventionnée et insurgée directement comme espace d'apprentissage de la mobilisation sociale et écologique<sup>21</sup>, comme commun de lutte<sup>22</sup> ou commun oppositionnel<sup>23</sup> ou même simplement comme commun de lecture-écriture, élément fonctionnel de ceux-ci, c'est bien rendre justice à la littératie, à sa plasticité, à sa performativité, à sa poésie. Elle a doté le collectif qui l'a créée, expérimentée et administrée de manière décentralisée, d'une efficacité décuplée – d'une capacité renouvelée de s'affranchir de la peur. Ici, sans résidence d'écriture habitée, pas de commun(s), pas de Zad, pas de coalition, pas de mouvement, mais une infrastructure capitaliste déraisonnable dans une zone rurale relique. Ce concept de résidence d'écriture habitée définit une prolifération littéraire non dirigée dans un haut lieu qu'elle co-construit, théâtre multi-échelles d'une lutte située et d'un habiter politique dominant. La résidence d'écriture habitée coproduit ici son écologisation.

### *L'alphabétisation écologique : quelques perspectives*

Dans son livre sur l'écodesign<sup>24</sup>, Joanna Boehnert propose d'imaginer, dans la suite des trois écologies de Guattari, un écocène, qui est devant

21 Cf. Gilles Simon, *Plogoff, l'apprentissage de la mobilisation sociale*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010.

22 Pierre Dardot et Christian Laval, *Commun, essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 2014.

23 Pascal Nicolas-Le Strat, *Le travail du commun*, Rennes, Éditions du commun, 2016.

24 Joanna Boehnert *Design, Ecology, Politics : Towards the Ecocene* (non traduit), Londres, Bloomsbury Academic, 2018.

nous mais n'existe pas et nulle part : « *The transformative Ecocene describes a curative catalyst for cultural change necessary to survive the Anthropocene. The emergence of Ecocene depends entirely on what we do now* ». L'écodesign, au delà de son caractère immédiatement irréel et irréaliste, apparaît comme une tâche ontologique appliquée. À la suite des précurseur·e·s, Boehnert liste un certain nombre de prises : la critique aisée de la violence symbolique du design, de ses effets ravageurs, les expériences déjà réalisées, notamment « désigner la résistance » (l'expérience des Camps climat<sup>25</sup> par exemple), qui permettent de bien séparer le design de l'industrie du design. Elle développe un vocabulaire dont la traduction exprime toutes les difficultés du passage d'une langue à une autre : *ecological literacy* (alphabétisation écologique), *ecoliterate design* (design écologique, design écologisé, convivial), *ecopedagogy* (pédagogie relationnelle, écologique, écologisée), *ecological rationality* (raison, rationalité écologique, écologisée), *socially responsive design* (design convivial, socialement efficace, sensible à la demande sociale), *energy literacy* (alphabétisation énergétique, culture de l'énergie, sens des énergies).

Bertrand Guest, dans *Révolution dans le cosmos ; essai de libération géographique : Humboldt, Thoreau, Reclus*<sup>26</sup>, parle de la littérature comme médiation écologique.

L'écologie politique n'a de sens que si elle se pense, s'écrit et se pratique par et pour un collectif de non-spécialistes. La capacité médiane du littéraire lui est indispensable [...] pour donner lieu aux débats nouveaux lorsqu'ils engagent des sphères de discours qui ne s'écourent plus, comme la politique et la nature, rendues imperméables l'une à l'autre avec la spécialisation disciplinaire du 19<sup>ème</sup> siècle. Or, la puissance démocratique du littéraire n'existe que s'il se détourne des Belles-Lettres pour être « le nouveau régime de l'art d'écrire où l'écrivain est n'importe qui et le lecteur n'importe qui » (citant Rancière). Les sciences ne peuvent être démocratiquement pratiquées et moralisées (c'est-à-dire accompagnées d'une conscience et d'une éthique) qui si tout le monde accède au langage où elles se font<sup>27</sup>.

25 Nés en Angleterre dans le courant des années 2000, les Camps climat sont des dispositifs habités temporaires de mobilisation écologique. Souvent tenus à proximité d'un projet contesté ou d'un grand événement institutionnel, ils affirment, comme fin et moyen, l'écologisation des pratiques : alphabétisation écologique, alternatives concrètes et immédiates, gouvernance de type communaliste, etc.

26 Bertrand Guest, *Révolution dans le cosmos ; essai de libération géographique : Humboldt, Thoreau, Reclus*, Paris, éditions Classiques-Garnier.

27 *Ibidem*.

La transition recèle dans cette perspective un autre régime de l'art : « Absents des Belles-Lettres, des critères essentiels de la littérarité sont l'adresse à un lectorat pluriel et disparate ainsi que la conscience, qui y est liée, de travailler entre plusieurs langues<sup>28</sup> ». Nous nous trouvons là devant l'hypothèse paradoxale qu'une majorité des acteurs/trices expert-e-s de la littérarité sont proches de ces questionnements transitionnels et qu'elles constituent une part significative et structurante de la niche socio-culturelle des politiques transitionnelles en France, et, pour autant, que ce même groupe expert ne s'applique pas encore à lui-même en tant que tel ou partiellement les processus réflexifs et les démarches dérivées que peuvent générer sensibilité, sensibilisation et mobilisation socio-écologiques. Il ne s'agit pas alors de questionner la morale du groupe, mais plutôt de montrer comment les agencements face à des questions complexes peuvent se construire dans un certain désordre, des indifférences et des refus, mais aussi dans des expérimentations variées et des politiques publiques.

### *Des expériences éditoriales alternatives*

Des expériences éditoriales centrées sur une approche sociale et écologique fortement située sont en cours. « Située » ici peut vouloir dire qu'en réalité elles ne sont pas situées dans le centre hégémonique de la production éditoriale française, Paris, et qu'elles le théorisent. Ainsi, la maison d'édition associative grenobloise Le monde à l'envers qui

édite des livres dans la mesure du possible. [...] car nous croyons au pouvoir des idées plus qu'à l'idée de pouvoir. [...] Pour changer le monde, il faut savoir que c'est possible. Le monde à l'envers documente, enrichit et critique les luttes contre le capitalisme, le patriarcat, la technologie, la police. [...] La conscience de la situation, aussi laide soit-elle, est nécessaire à sa transformation. Le monde à l'envers documente l'état du monde et de ses infrastructures en vue de sa subversion. Le possible, dans ces temps de globalisation, semble de plus en plus imposé. Ça se passe chez nous, c'est à dire partout. Le monde à l'envers met en avant les aspects locaux d'une critique sociale globale car un ancrage territorial permet une emprise sur le monde<sup>29</sup>.

Cette présentation de la maison d'édition par elle-même se déploie dans un catalogue double, local et national, et une zone de diffusion également double.

28 *Ibidem.*

29 <http://www.lemondealensvers.lautre.net/catalogue.html>

La relocalisation ici n'est pas exclusive au sens d'un bassin éditorial strictement (bio)régional, les échelles sont multiples mais l'échelle habitée structure le projet.

Inventé en 2008 par l'association nantaise À la criée<sup>30</sup>, le *Guide indigène de (dé)tourisme de Nantes et Saint-Nazaire* (2009, 2016) est une écriture collective et anonymée (« Le bureau de la main d'œuvre indigène ») qui travaille la géohistoire du pays nantais dans une sensibilité biorégionale et communaliste, celles des écologies habitées. C'est aussi une collection non propriétaire en licence libre : un *Guide indigène de la vallée du Gier* a été publié en 2016 par une association voisine. Né d'ateliers d'écriture sur l'urbain et dans un contexte de métropolisation instrumentalisant la littérature et la culture, le *Guide indigène de (dé)tourisme* détourne et subvertit le guide touristique pour répondre au paradoxe que, si l'on aime un lieu (par exemple celui où nous habitons), il ne faut pas en parler afin qu'il ne soit pas capturé. Il lutte aussi contre les accaparements de la langue, des lieux, des récits, des imaginaires typiques à la fois du marché et des bureaucraties territorialisées de la surmodernité. Il s'inscrit dans un espace de conflit dont le nom est celui de transition écologique pris au sérieux. Ce type de travail se déploie également dans des cartes habitées produites dans des contextes de mobilisation (carte de la Zad, 2016 ; carte de la Beaujoire, 2020). Il explore l'habiter et les catégories commensales d'autochtonie (au sens de l'inscription dans un réseau de relations situées<sup>31</sup>), d'indigénité (au sens de l'articulation des attachements transmis et choisis dans un monde alternatif donné<sup>32</sup>) et d'éthique du passant ou du passage (au sens du cosmopolite ancré, c'est-à-dire d'un habiter qui prend la mesure des circulations et de notre naissance accidentelle<sup>33</sup>).

Écrire dans le territoire, en controverse, en invention sociale, c'est ici explorer une politique transitionnelle de la lecture-écriture. L'idée de modernité alternative, principal imaginaire réaliste non catastrophiste, est dépendante de cette exploration transformatrice de nos littératies que l'on peut nommer l'alphabétisation écologique dans nos territoires de vie, ou encore le devenir-enquête et l'habiter en conscience d'habiter. Habiter nos écologies nécessite de prendre soin de nos langues et de nos littératies et d'y retrouver de la puissance. Nous n'en avons pas beaucoup à ce stade. Toute chose ici est un parlement de mots.

30 [www.alacriee.org](http://www.alacriee.org)

31 Cf. Jean-Noël Retière, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, vol. 16, n° 63, pp. 121-143, 2003.

32 Cf. Clifford James, « Articulations indigènes / Futurs traditionnels », *Multitudes*, n° 30, pp. 37-47 et Arturo Escobar, *Sentir-penser avec la Terre, l'écologie au-delà de l'Occident*, Paris, Seuil, 2018.

33 Achille Mbembé, *Politiques de l'inimitié*, Paris, La Découverte, 2016.

# LA ZAD DE NOTRE-DAME-DES-LANDES, HAUT LIEU ET RÉSIDENCE D'ÉCRITURE DES COMMUNS

Frédéric Barbe

Laboratoire AAU, Ambiances architectures urbanités

Courriel : frederic.barbe@free.fr

**Résumé:** La Zone d'aménagement différé (ZAD) de Notre-Dame-des-Landes est devenue un haut lieu politique: le conflit d'aménagement des années 1970 s'est transformé étape par étape en un conflit socio-écologique majeur. Le 17 janvier 2018, la coalition d'opposants a « gagné »: l'État, contre l'avis des grands élus locaux, a abandonné le projet contesté de nouvel aéroport. C'est à cette date que la question des communs et du collectif, pourtant ancienne, a surgi dans le débat public. La ZAD, en effet, c'est une géo-histoire singulière inscrite dans un commun de lutte, un commun oppositionnel, au sein duquel de nombreux communs d'usage ont été créés par différentes composantes du mouvement anti-aéroport. Un inventaire en est proposé ici. Depuis le 9 avril 2018, l'État y met en œuvre une intervention policière de grande ampleur, détruisant de nombreux lieux de vie, et fait injonction aux acteurs de ses communs de se régulariser individuellement.

**Abstract:** The ZAD (Future Development Zone) of Notre-Dame-des-Landes is now a political hot spot in France: the planning conflict of the 1970s has gradually become a major socio-environmental conflict. On 17 January 2018, the anti-airport coalition 'won': against the advice of local politicians, the French government abandoned the controversial project for a new airport. At that point the longstanding question of commons and collectivity, rose to the surface of public debate. The geo-history of the ZAD is a remarkable one: it was born of a common struggle and confrontation, where many common practices were developed by different elements of the anti-airport movement. describe them. Since 9 April 2018 the government has instituted a wide-ranging police operation, obliging local people using the commons to clarify their legal status as individuals.

**Mots-clés:** zone d'aménagement différé, conflit, haut lieu, habiter.

**Keywords:** future development zone, conflict, high place, dwelling.

La Zone d'aménagement différé (ZAD) de Notre-Dame-des-Landes est un territoire de 1650 hectares principalement agricoles situé à 25 km au nord de l'agglomération nantaise. Outil d'aménagement de l'État français, la Zone d'aménagement différé sert à constituer par achat ou expropriation l'assise foncière d'un aménagement, ici le projet d'un nouvel aéroport international d'échelle inter-régionale, imaginé dans les années 1960 et fixé à l'intersection de quatre communes rurales, dont la commune éponyme, dans les années 1970.

### **UNE GÉO-HISTOIRE SINGULIÈRE (NE FAIT PAS ZAD OU COMMUNS QUI VEUT)**

Créée en 1974, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes évolue au gré des vicissitudes économiques et des oppositions. Le second redémarrage du projet à la fin des années 1990 s'inscrit dans le mouvement de croissance politique et économique d'un petit nombre de grandes agglomérations hexagonales, produisant une recentralisation d'échelle régionale. Le porteur principal du projet est alors le député-maire socialiste de Nantes, Jean-Marc Ayrault (1986 à 2012 pour la députation, 1989-2012 pour la mairie et l'intercommunalité), futur Premier ministre (2012-2014). Issu de l'aménagement gaulliste du territoire et d'un idéal modernisateur dénigrant la ruralité, le projet d'aéroport devient celui des grands exécutifs locaux, métropole, conseil départemental et conseil régional, tous trois administrés par des coalitions locales dominées par le parti socialiste. La décennie 2000 est celle de la mise en place politique et administrative du projet : commission particulière du débat public (2002-2003), syndicat mixte, enquête publique et déclaration d'utilité publique (2008), appel d'offres, enquêtes complémentaires, etc. C'est aussi la montée des oppositions qui convergent au fur et à mesure des décisions, des dispositifs participatifs et des premières confrontations physiques sur le terrain, progressivement soumis à une contrainte policière forte. L'appel international à occuper la ZAD lancé par les premiers occupants squattant des maisons expropriées date du Camp climat d'août 2009, adossé à la fête annuelle anti-aéroport des opposants locaux dits historiques.

Le conflit d'aménagement des années 1970 devient peu à peu un conflit socio-écologique majeur. La ZAD se transforme en une « Zone à défendre » : une situation, un territoire, un outil, une mythologie, qu'alimente et propage viralement l'opération César, une spectaculaire et violente intervention

policière fin 2012 qui échoue pourtant à expulser les occupants. La ZAD devient alors un haut lieu politique et une résidence d'écriture collective informelle, ces deux dimensions décrivant assez bien ce commun de lutte (DARDOT et LAVAL 2014), commun oppositionnel (NICOLAS-LE STRAT 2016), c'est-à-dire le mouvement anti-aéroport lui-même, la ZAD et ses porosités. Dans ce territoire provisoirement abandonné par l'État et les collectivités, auto-administré, le commun de lutte, en raison même de sa sur-politisation et du contrôle territorial progressif qu'il a institué depuis le début de cette décennie crée d'autres communs, d'usage et parfois de lutte, pour s'occuper d'aspects de la vie quotidienne et moins quotidienne qui échappent au droit et aux usages dominants. Il s'agit donc de proposer ici un récit réaliste de cette invention de quelque chose – la ZAD comme articulation de communs – autour d'un « habiter fort, d'un habiter comme politique » (BARBE 2016) extrêmement engageant.

### **LA ZAD, TENTATIVE DE RÉCIT RÉALISTE D'UN COMMUN DE LUTTE**

Notre hypothèse réaliste dit qu'il est possible, à propos de la ZAD, de résister au romantisme révolutionnaire comme au dénigrement institutionnel pour produire des récits articulés faisant système – ici, autour des communs – depuis une participation observante émancipée (SOULÉ 2007). Celle-ci, longuement explicitée ailleurs (BARBE 2016; 2017), est inscrite géographiquement depuis l'ensemble métropolitain proche de l'aéroport Nantes-Atlantique et dans les formes contemporaines de l'autochtonie.

#### ENTRE HAUT LIEU ET ORDINAIRE

L'hypothèse réaliste n'évacue nullement les affects. Il s'agit au contraire de montrer comment, dans le haut lieu et ses réseaux affinitaires, l'extra-ordinaire qui surgit dans l'action cohabite avec l'ordinaire d'une vie sociale en partie auto-organisée, mais aussi avec les phases de déréliction, conflit, retrait, vacuité. La figure du haut lieu est la promesse de qualités relevant de la rupture avec l'ordre ordinaire des choses et d'une forme d'élévation. La ZAD est en ce sens un lieu « magique » aux connotations politiques, philosophiques, religieuses, un lieu attractif, un lieu d'initiation, d'apprentissage et d'émancipation. Le nom même de la zone ne semble pas sans effet dans cette logique de (ré)enchantement et d'une dynamique du sacré caché dans un contexte culturel déchristianisé et laïcisé. L'intérêt porté à l'histoire sociale (celles des paysans émancipés des campagnes de l'Ouest, aux

sources de la Confédération paysanne), mais aussi environnementale de la zone (des communs de landes privatisés et transformés lors de la révolution agricole du XIX<sup>e</sup> siècle, des bocages peu remembrés, biodivers et familiaux encore proches de leur état des années 1970) le montre constamment. L'usage dynamique de la langue, les récits, les nominations de lutte, les inventions langagières concourent à diffuser de manière performative cette « magie » de la zone temporaire d'autonomie bien au-delà de ses limites, que la « montée » (en chair et en os) sur la ZAD vient performer. Pourtant l'ordinaire de la vie quotidienne dans la ZAD représente, même en l'absence de tensions policières, des épreuves matérielles, sociales et relationnelles (confort, froid, humidité, alimentation, hygiène, mobilité, isolement, pauvreté monétaire, autonomie, prise de responsabilité, etc.). Les conflits entre différents types d'habitants sont réels. La fréquentation des réunions montre sans fards les tensions, les exigences, les méfiances, les différentiels de capitaux de toutes sortes, la cohabitation parfois difficile. Mais décrire en positif ou négatif l'expérience de la ZAD est un exercice qui semble vain. L'expérience en effet se saucissonne difficilement. Et c'est aussi cela qui fait commun, l'acceptation de l'expérience commune, c'est le sens de notre texte. Notre hypothèse est que le commun de lutte articule ici idéalement le haut lieu et la vie quotidienne, le plaisir et le déplaisir, la conscience et l'inconscience.

#### LES CATALYSEURS PARTICIPATIF, POLICIER ET MÉTROPOLITAIN DE L'HABITER COMME POLITIQUE

Bien sûr, croire à l'illusion d'un auto-engendrement miraculeux du commun de lutte est douteux. L'inscription géo-historique et la transmission générationnelle de la lutte sont fortes. La durée exceptionnelle du projet, son abandon puis sa relance tardive liée à la grande bifurcation métropolitaine y concourent très fortement, « inventant » des habitants intimement liés au projet sur plusieurs générations. L'apprentissage de la mobilisation sociale des années 1970 (SIMON 2010) a montré les figures d'une victoire toujours possible du mouvement social (Plogoff, Le Pellerin, le Larzac). Ainsi, ce que nous appelons la résidence d'écriture de Notre-Dame-des-Landes a déjà sa bibliothèque, sa mythologie et son répertoire d'actions, il ne sera qu'élargi et amplifié, notamment à travers l'irruption des outils numériques et la durée. Il faut accorder aux errements des politiques participatives étatiques un grand pouvoir de mobilisation des opposants au projet (VERCHÈRE 2016). Cette mobilisation des habitants et des réseaux de



lutte, tenue et parfois minimaliste au début (la vigie quotidienne et quasi-monacale devant le Conseil général) s'est également constituée à travers les épreuves policières.

*C'est quoi c'tarmac? Profits, mensonges et résistances*, second grand livre sur le mouvement (COLLECTIF SUDAV 2011) témoigne longuement de cette première militarisation du conflit (2009-2011). L'opération policière César (2012) et les mois de contrôle des routes et des carrefours par la gendarmerie mobile qui l'ont suivie, ont été les moteurs les plus efficaces d'une extension scalaire des mobilisations et des soutiens, comme de la durcification du commun de lutte. Celui-ci articule alors des traditions, des idéologies et des formes d'action dont la compatibilité paraît parfois difficile au premier abord. Il met en place concrètement ses outils et notamment la réunion ouverte du mouvement le mardi soir à la Vache Rit, hangar agricole devenu l'un des hauts lieux du haut lieu. Accompagnées de violences policières et de condamnations fréquentes, les accusations renouvelées de terrorisme adressées par les grands élus et les représentants de l'État échouent à séparer les acteurs du mouvement, malgré les temps de très forte tension interne, tels les suites de la grande manifestation du 22 février 2014 dans le centre-ville de Nantes placé en état de siège. Il les a plutôt mis à l'épreuve et permis que le commun de lutte de la ZAD, renommé progressivement « contre l'aéroport et son monde » ne devienne l'un des principaux leviers de déconstruction du récit métropolitain et de reconstruction d'une pensée et d'une gauche indépendante dans la métropole nantaise. Ces catalyseurs ont fortement activé l'habiter fort, l'habiter comme politique, seule figure de l'habiter susceptible, de manière réaliste, d'ouvrir une logique de communs, forte consommatrice de temps, de relations et d'énergie – articulant ainsi dans l'expérience même de la lutte, réforme individuelle et action collective.

#### IMPACTS, TÂCHES, RHIZOMES, ARCHIPELS, DISTANCE ET REFONDATION

Nous décrivons plus loin comment le commun de lutte à mesure de ses succès territoriaux et de ses coups de force politiques est devenu un commun instituant d'autres communs, mais le haut lieu ne vit pas en autarcie démographique et matérielle, la résidence d'écriture n'est pas un isolat intellectuel (BARBE 2014). Le commun de lutte relève d'une alliance circonstanciée et historicisée entre des indigènes (ici, les paysans natifs ou installés, les habitants non paysans, natifs ou péri-urbains) et des visiteurs (ici,

les « occupants », « zadistes », « jeunes », bientôt habitants eux aussi, mais aussi les visiteurs temporaires, les riverains de la zone, paysans ou non, les touristes de ZAD, les journalistes, les chercheurs, etc.), d'un croisement de capitaux et d'histoires, d'un encastrement de liens de toutes sortes. Ce qui circule vers la ZAD et depuis la ZAD relève donc d'un échange à toutes les échelles : personnes, denrées et biens (souvent d'occasion), argent, littératures (au sens large), concepts, expériences, savoir-faire. La ZAD est assurément un commun de lutte sur un territoire donné, dans les frontières précises d'une inscription administrative (celle de la ZAD préfectorale), mais il n'échappe pas au haut lieu, à son exceptionnalité, il en est même indissociable.

On peut venir vivre le commun, le tester et le quitter, la ZAD s'apparente ainsi à un commun de démonstration, un showroom péri-métropolitain expérientiel, si l'on peut dire. Cela s'accompagne d'une assez forte rotation des personnes sur le temps de la lutte, comme sur l'agenda d'une année, et d'une grande variété de postures. Le commun de lutte ressemble ainsi à un méta-chantier collectif (PRUVOST 2017) qui se serait doté de ses propres règles. Il reprend ainsi le registre des alternatives éducatives – les premiers enfants conçus et nés dans ce commun de lutte amenant aujourd'hui la question éducative, longtemps absente. C'est aussi dans ce commun qu'un certain nombre de militants extérieurs, souvent issus de la gauche organisationnelle, trouvent des matériaux et des espérances pour ouvrir un espace de refondation d'une gauche plausible. Les premiers succès des listes à gauche de la gauche aux élections municipales de mars 2014, notamment dans les communes proches de l'aéroport Nantes-Atlantique, en témoignent. Le basculement progressif de la CGT (2015) dans l'opposition au projet montre l'évolution du monde syndical. Enfin, le commun de lutte a résisté de manière paradoxale à la consultation pour avis lancée par l'État en 2016. Fracturé entre désir de boycott et participation active, le non au projet a révélé ses zones de forces électorales, près de l'aéroport Nantes-Atlantique, autour de la ZAD, à Nantes même. Les recherches de corrélations de la consultation avec les dernières élections régionales (RIVIÈRE 2016) montrent que le non au projet est fortement lié à l'ensemble des votes de gauche, y compris le vote socialiste.

## LA ZAD, LES LIMITES D'UN COMMUN SURENGAGÉ

De cette histoire brièvement résumée, nous voyons que la construction du commun de lutte sur-détermine la vie de nombreux acteurs, qu'elle est engageante, nourrissante et épuisante, fortement (s)élective. De fait, malgré ses fluidités, la ZAD se structure et structure ceux qui y participent. C'est peut-être ce qui lui permet d'instituer à tour de bras des communs d'usage et de lutte et l'oblige à penser dès l'été 2014 le devenir de la ZAD et de ses communs après l'abandon espéré du projet.

### **DES COMMUNS D'USAGE ET DE LUTTE SUR LA ZAD, UN INVENTAIRE**

Le commun de lutte de Notre-Dame-des-Landes est vaste, variable, sensible aux rythmes bioclimatiques, sociaux et politiques comme à sa propre géo-historicité. Au-delà des frictions et de quelques évictions, il est porteur d'une véritable pluralité de situations, d'idéologies et de formes d'action – et des niveaux de coopération et de tolérance qui se sont adaptés bon gré mal gré à cette pluralité. Sa biographie, son corpus, son répertoire se construisent à travers l'histoire partagée de son institution en tant que commun, puis de sa capacité à instituer d'autres communs.

LIEUX DE VIE, RÉUNIONS, ASSEMBLÉES, CHANTIERS, TERRES :  
DÉCIDER, VIVRE LES COMMUNS

Dans un espace où la propriété privée est neutralisée à la fois par l'État (expropriations), par la suspension indéfinie de son projet (vacances de bâtiments et de terres, horizon d'attente), par la revendication de l'action directe et de l'illégalisme (occupations et prises de maisons, de parcelles, barricades, constructions sans titres), la création régulière de lieux de vie peut être décrite comme l'ouverture de petits communs par des collectifs de taille limitée, l'architecture domestique des communs. L'exemple de la ferme de Bellevue, sauvée de la destruction en janvier 2013 par le mouvement (paysans du réseau Copain, occupants et collectifs de soutien) et devenue l'un des principaux lieux d'accueil de la ZAD en montrerait une des formes les plus collectives.

Mais la diversité des lieux de vie (une soixantaine) suppose aussi des dynamiques diverses, incluant la défense de l'intimité, la privatisation domestique des lieux, l'expression du chez soi ou la dénonciation de la

touristification de la ZAD. L'organisation d'une vie matérielle autonome et non marchande pour deux à trois cents occupants passe par la création d'outils gérés en commun par des groupes : des salles pour se réunir, des caisses collectives, deux boulangeries, une meunerie, une fromagerie, le non-marché (le vendredi en fin d'après-midi, un lieu d'échange et de vente à prix libre de denrées), une bibliothèque, une pharmacie, un site Internet, une radio, du matériel agricole, des ateliers de réparation, des ateliers d'écriture, des groupes de parole, la marchabilité de la route départementale 281 (dite « route des chicanes », aux rives très habitées et qui ne figure même plus dans le réseau routier officiel), une gestion forestière raisonnée, une menuiserie, etc.

Dès lors, les occupants sont les principaux tenanciers de ces communs et participent à de très nombreuses réunions pour les créer et les stabiliser. Le rythme social est élevé et peut paraître épuisant, mais la durée est là. Le *Zadnews*, journal papier photocopié, gratuit, interne à la zone, produit et distribué en direct, sans censure (on peut même y publier anonymement), fait chronique de ces activités, des agendas et des débats. Ces communs organisés par les occupants sont aussi poreux avec les organisations d'autres acteurs du mouvement. La gestion des terres agricoles occupées (environ 220 hectares sur les 800 hectares expropriés effectivement vacants) est ainsi coordonnée par une organisation initialement mixte paysans/occupants, Sème ta Zad. Créée en 2013, celle-ci est toujours active, mais s'est resserrée autour des occupants. Une nouvelle prise de terres vient d'être réalisée à l'automne 2017. Elle a fait l'objet de repérages, de discussions, de précautions qui rappellent que le commun se construit ici sur de l'interconnaissance, sur de l'histoire partagée, du voisinage, du singulier, et non sur des coups de force irréflechis. L'engagement agricole est un axe fort qui semble tenir à la fois le grand commun de lutte et différents communs d'usage et de lutte liés à l'autonomie alimentaire, à l'exemplarité politique de la solidarité (envois de nourriture pour les migrants et les luttes à Nantes), à l'articulation du travail et de la réflexion sur la production et l'usage du milieu. Mais tous les occupants ne sont pas engagés dans la forme agricole, même s'ils peuvent tous en bénéficier à travers différents outils communs (non-marché, boulangerie). Bon nombre de ces outils utilisent le chantier collectif comme lien avec l'extérieur et aide réelle pour pallier le manque de ressources humaines, témoignant dans la logique du commun de la « politisation du moindre geste » (PRUVOST 2015).

## UN PROCESSUS CARTOGRAPHIQUE : SE VOIR, VISUALISER LES COMMUNS, LES RESSOURCES ET LES ENJEUX

La production de connaissances s'appuie localement sur des communs organisés dans une logique d'autonomie et d'automédias : site, radio, journal, bibliothèque, conférences, débats, propagande extérieure. Il ne faut pas imaginer que tous contribuent à chacun de ces communs, c'est impossible matériellement, mais plutôt qu'ils pourraient le faire. La limitation pratique ou affinitaire des contributions de chacun apparaît comme l'une des contraintes et conditions d'une nouvelle division du travail quand les communs se multiplient. Celle-ci renouvelle la sociologie des contributions, mais ne l'annule pas. Une certaine fracture socio-culturelle est souvent dénoncée par une partie des occupants. L'idée mobilisée ici de résidence d'écriture décrit métaphoriquement l'écriture dans le paysage et dans l'histoire. Elle inclut également au sens strict la bibliothèque, l'atelier d'écriture et le processus de passage à l'écriture ainsi que l'édition. Celui-ci est à l'œuvre dans la ZAD, c'est l'évidence. Le haut lieu produit et fait produire une quantité assez incroyable de textes et d'images, beaucoup circulent gratuitement ou à prix libre. Des textes de plus en plus nombreux font référence à l'idée de communs, à leur ré-historicisation. Le sujet a été débattu dans des réunions locales comme dans les forums des rassemblements annuels organisés par l'Acipa (Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes), la grande association d'opposants au projet. Le Collectif Mauvaise Troupe (2014 ; 2016) publie chez L'Éclat, éditeur historiquement positionné sur les communs et le libre.

Les communs sont proposés dès 2014 comme une piste possible pour que continue à vivre la ZAD une fois le projet abandonné. *Les Six points pour l'avenir de la ZAD*, texte collectif issu en 2015 du grand commun de la lutte ne mentionne pas le terme lui-même, mais il en explicite le projet dans son point 6 : « Que les terres redistribuées chaque année par la chambre d'agriculture pour le compte d'AGO-VINCI sous la forme de baux précaires soient prises en charge par une entité issue du mouvement de lutte qui rassemblera toutes ses composantes. Que ce soit donc le mouvement anti-aéroport et non les institutions habituelles qui détermine l'usage de ces terres. » Le groupe Carto Z, imaginé pour produire les cartes dont le mouvement a besoin, s'est élaboré entre soutiens issus de la métropole nantaise et occupants. Ce projet cartographique, discret et contesté à ses débuts

(par désir d'obscurcissement) s'est peu à peu élargi : l'idée même « d'être » sur la carte a été discutée, travaillée et davantage acceptée, de nombreuses cartes sont diffusées en version papier et en ligne (cartes du projet et des travaux, des lieux de vie, des communs d'usage, des occupations de terres, des zones sensibles, des chemins de randonnée, une matrice adaptable sur des logiciels libres, etc.). Ce projet de commun cartographique s'est aussi développé parallèlement à l'inventaire du collectif des Naturalistes en lutte, constituant véritablement en France la notion d'inventaire participatif et une forme de commun scientifique (MANCERON 2015 ; BARBE 2016). Insister sur l'institution d'un commun cartographique horizontal, respectueux des avis des personnes représentées sur la carte, n'est pas indifférent à l'importance de ce savoir stratégique pour la création d'un rapport de force favorable au maintien de communs lors de l'abandon du projet. Il n'est pas sans rappeler le droit à la recherche décrit par Appadurai dans les grands bidonvilles indiens contribuant à la création de rapports de force positifs et efficaces (Appadurai 2013).

Un ressort de l'habiter fort : se gérer, gérer la conflictualité en commun et ouvrir des voies. Dans la ZAD même, la tenue des nombreuses réunions induite par le fonctionnement en commun(s) n'a rien à voir avec la majorité des réunions de travail d'un milieu professionnel hiérarchisé. Des postes sont distribués en début de réunion pour assurer un fonctionnement démocratique et efficace (distributeur de parole, facilitateur, compte rendu). Le vote apparaît inexistant au profit de recherche de solutions acceptées par tous, de nouvelles réunions à ordre du jour dédié sont créées lorsqu'il y a blocage. Les tensions se règlent aussi par des discussions *in situ*, en général avec un groupe tiers facilitateur. La conflictualité fait l'objet d'expérimentations juridiques, tel le Cycle des douze (2016) inspiré de formes de justice traditionnelle : douze habitants de douze lieux de vie différents tirés au sort chaque mois pour gérer les conflits interpersonnels, recherchant, en l'absence de police et de justice sur la zone, la réparation plutôt que la punition. Le grand commun réinvente un réseau de ravitaillement des luttes du pays nantais, adossé à la ZAD, aux réseaux paysans et à des collectifs urbains, « pour approvisionner les luttes, nourrir la grève et renforcer les liens entre luttes urbaines et rurales » (tract du réseau Cagette des terres 44, été 2017). Ce processus aboutit courant 2017 à la création d'une Assemblée des usages qui explore les formes juridiques d'un devenir post-abandon et gère dès maintenant le foncier, le bois, l'habitat, la voirie, etc. – les « communs que nous gérons », selon les termes mêmes du *Texte commun de l'assemblée du*

*mouvement du 18 janvier 2018*, publié le lendemain de l'annonce de l'abandon du projet par le Premier ministre Édouard Philippe.

#### EFFICACITÉ ET PUBLICITÉ DES COMMUNS D'USAGE ET DE LUTTE

Ce texte pourrait être accusé de faire du commun l'outil principal de l'organisation de la ZAD, alors que d'autres formes (associations, partis, syndicats, professionnels affinitaires, experts, individus, etc.) y contribuent très fortement. C'est qu'il faudrait davantage voir le développement de la dynamique des communs, leur publicité, leur reconnaissance comme une espérance pratique et théorique, efficace et mobilisatrice dans les deux cas, alors même que beaucoup d'acteurs pensent vivre une période de désarroi, de régression sociale et environnementale. La dynamique des communs suppose un habiter fort, exigeant dans différents registres. Les deux choses semblent liées, il faut (le) faire en somme, pour résister à la forme de tristesse de l'époque.

#### **CONCLUSION : DE LA ZAD AUX COMMUNS, DES PARCOURS BIOGRAPHIQUES AU COLLECTIF**

Cet inventaire de la diversité des communs d'usage au sein du commun de lutte interroge la capacité d'un tel mouvement à conserver et à faire partager son pouvoir d'agir. Certes, la pluralité des formes observées dans la ZAD s'inscrit dans un mouvement de réappropriation du travail et d'émancipation qui n'est pas sans rapport avec la possibilité d'un esprit d'entreprise libéré de la « sorcellerie capitaliste » (STENGERS et PIGNARRE 2007) ouvrant des interstices (BARBE 2008) – dont l'autre nom est l'habiter fort. Mais l'agir occupationnel de ce haut lieu n'est pas facilement généralisable. La disparition rapide de la plupart des autres ZAD, trop fragiles, trop isolées, trop dénigrées, comme la précarité d'un certain nombre d'occupant(e)s observée à Notre-Dame ou ailleurs (DECHEZELLES 2017) montrent que les conditions politiques du passage aux communs (de lutte, d'usage) dans la durée s'inscrivent elles-mêmes dans une perspective de lutte contre la précarité, mais aussi dans la survenue d'une situation politique précise, intégratrice. Ainsi, l'institution collective d'objets sociaux partagés non marchands exige temps, relations et énergie, par là même rapports familiers et tolérants à la diversité des territoires et de celles et ceux qui les habitent.

Le 17 janvier 2018, dans la suite de la médiation qu'il avait commandée, le Premier ministre annonce l'abandon définitif du projet de nouvel aéroport

et fixe un délai d'évacuation de la ZAD au 30 mars 2018 (fin de la trêve hivernale) qui s'apparente dans la pratique à un délai de négociation entre les différents acteurs concernés. Le 25 janvier, la route des chicanes est dégagée par le mouvement mais cette réouverture clivante et confuse est considérée comme insuffisante par l'État négociateur. De plus, celui-ci n'entend accepter que des projets individuels face à une demande d'usage collectif des terres sous la forme d'un commun. Dans ces conditions, l'intervention militaire débute le 9 avril 2018 avec des moyens considérables. Elle vise à la fois la destruction d'un très grand nombre de lieux de vie, la dislocation de la coalition et la démonstration théâtralisée du retour à l'ordre. Ces trois objectifs sont atteints en quelques semaines au prix d'un très grand usage de la violence (2 500 gendarmes mobilisés, engins blindés, hélicoptère permanent, 12 000 grenades tirées, 300 blessés, une cinquantaine de lieux de vie détruits, la dissolution de l'Acipa, une couverture médiatique exceptionnelle). Néanmoins, l'État en organisant en parallèle un processus de régularisation de projets entendus comme agricoles et individuels adopte une position bien différente de celle des grands exécutifs locaux souhaitant l'éradication de la ZAD. Dans ce cadre de négociation fragile, des conventions d'occupation précaire portant sur des projets individuels référés à un projet collectif intégré sont signées pour 170 hectares (contre une demande initiale de 270 hectares). Cette « autodéfense administrative » de ce qu'il reste de la coalition s'est également manifestée dans une longue contribution au nouveau PLU de l'intercommunalité Erdre et Gesvres portant notamment sur l'habitat collectif et l'usage écologique des lieux, ainsi que dans la création d'outils d'acquisition du foncier. L'habiter des lieux de cette fin d'année 2018 révèle à la fois la continuité de la ZAD comme haut lieu politique et la disparition d'une ZAD très vivante et animée dont les habitants les moins dotés de capitaux formels ne sont plus là. L'État les a chassés sans éradiquer pour autant la ZAD ni l'idée même de commun qui ont toutes deux résisté.



**BIBLIOGRAPHIE**

- APPADURAI A., 2013, *La condition de l'homme global*, Paris, Payot.
- BARBE F., 2008, *Interstices*, Rezé, éditions à la criée.
- BARBE F., 2014, « La montée des îles Aran dans la bibliothèque mondiale, une glocalisation littéraire », *Cybergeo* (<http://cybergeo.revues.org/26542>).
- BARBE F., 2016, « La “zone à défendre” de Notre-Dame-des-Landes ou l’habiter comme politique », *Noroi*, 238-239, p. 109-130.
- BARBE F., 2017, « Nantes Métropole et la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, un couple ouvert à deux battants », in Actes du colloque « Les expérimentations démocratiques aujourd’hui. Convergences, fragmentations, portées politiques » (<http://www.participation-et-democratie.fr/fr/node/2237>).
- CGT 44 ET PAYS DE LA LOIRE, 2015, *Dossier NDDL : la démarche CGT*, Nantes, communiqué ([http://www.cgtnantesmetropole.fr/attachments/article/695/AvisNDDL-valideUDCGT44\\_comitéPDL.pdf](http://www.cgtnantesmetropole.fr/attachments/article/695/AvisNDDL-valideUDCGT44_comitéPDL.pdf)).
- COLLECTIF MAUVAISE TROUPE, 2014, *Constellations, trajectoires révolutionnaires du jeune XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, L’Éclat.
- COLLECTIF MAUVAISE TROUPE, 2016, *Contrées, histoires croisées de la zad de Notre-Dame-des-Landes et de la lutte No TAV dans le Val Susa*, Paris, L’Éclat.
- COLLECTIF SUDAV, 2011, *C’est quoi c’tarmac ? Profits, mensonges et résistances*, Paris, No Pasaran.
- DARDOT P. et LAVAL C., 2014, *Commun, essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte.
- DECHEZELLES S., 2017, « Une ZAD peut en cacher d’autres. De la fragilité du mode d’action occupationnel », *Politix*, 117(1), p. 91-116.
- MANCERON V., 2015, « “Avant que nature meure”... inventorier, le cas des naturalistes amateurs en Angleterre », *Ethnologie française*, 45(1), p. 31-43.
- NICOLAS-LE STRAT P., 2016, « Le commun oppositionnel », *Variations*, 19 (<http://variations.revues.org/753>).
- PRUVOST G., 2015, « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste », *Sociologie du travail*, 57, p. 81-103.
- PRUVOST G., 2017, « Critique en acte de la vie quotidienne à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (2013-2014) », *Politix*, 117(1), p. 35-62.

RIVIÈRE J., 2016, « Clore un conflit d'aménagement par le vote? Note sur la géographie électorale de la consultation sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes », *Norois*, 238-239, p. 147-159.

SIMON G., 2010, *Plogoff. L'apprentissage de la mobilisation sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

SOULÉ B., 2007, « Observation participante ou participation observante? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales », *Recherches qualitatives*, 27, p. 127-140.

STENGERS I. et PIGNARRE P., 2007, *La sorcellerie capitaliste. Pratiques de désenvoûtement*, Paris, La Découverte.

VERCHÈRE F., 2016, *Notre Dame des Landes: la fabrication d'un mensonge d'État*, La Colle sur Loup, Tim Buctu éditions.



**L'alphabétisation écologique — relation, diversité et commun au temps de l'utopie transitionnelle**  
**volume bibliographique | textes, cartes et atlas de textes et de cartes**

L'alphabétisation écologique est une hypothèse émergente au croisement des literacy studies et des trois écologies. Elle signifie la possibilité de sciences sociales transformatives depuis la crise et la possibilité socialement diverse de bifurcations réalistes des ontologies surmodernes. Elle est tout à la fois descripteur adisciplinaire, distancié, et opérateur indisciplinaire, conflictuel, de transformation permettant le maintien de l'habitabilité au sein de la perspective exponentielle des ruines déjà là dont l'autre nom est la surmodernité. L'expression saisit la langue comme matière vivante performative contrôlant la possibilité d'un écocène. L'alphabétisation écologique, tant descriptive qu'opérative, valorise le conflit comme observatoire agissant. Adossée au droit incondicional à la recherche, mon égo-écologie, épistémologie d'une écologisation personnelle, s'inscrit dans la culture du récit de vie transformatif. Dans ces expériences plurielles, j'ai pratiqué des méthodologies fondées sur l'égalité des intelligences et la construction de collectifs de recherche et de production comme expression des sciences sociales publiques et de la politisation du moindre geste. Les trois concepts structurant cette habilitation, relation, diversité et commun, par leur riche agentivité, sont les analyseurs de ce travail et contribuent à l'émergence possible de modernités alternatives. L'alphabétisation écologique apparaît à la fois suspensive et engagée. Nous pouvons douter de l'alphabétisation écologique comme nous doutons de l'utopie transitionnelle. C'est un pari scientifique que de la montrer comme descripteur et opérateur de la totalité des objets et terrains.

**Ecological Literacy — Relationship, Diversity, and Communing in the Age of Transitional Utopia**  
**scientific volume | to dwell in consciousness of dwelling or the becoming-inquiry**

Ecological literacy is an emerging hypothesis at the intersection of literacy studies and the three ecologies. It signifies the possibility of transformative social sciences from the crisis and the socially diverse possibility of realistic bifurcations of supermodern ontologies. It is both an adisciplinary, distanced descriptor and an indisciplinatory, conflictual operator of transformation allowing the maintenance of habitability within the exponential perspective of the ruins already there whose other name is supermodernity. The expression captures language as performative living matter controlling the possibility of an ecocene. Ecological literacy, simultaneously descriptive and operative, values conflict as an active observatory. Backed by the unconditional right to research, my ego-ecology, an epistemology of personal ecologization, is part of the culture of the transformative life story. In these plural experiences, I practiced methodologies based on the equal dignity of intelligences and the construction of research and production collectives as an expression of public social sciences and the politicization of the slightest gesture. The three concepts structuring this empowerment, relationship, diversity and communing, through their rich agency, are the analyzers of this work and contribute to the possible emergence of alternative modernities. Ecological literacy appears both suspenseful and engaged. We can doubt ecological literacy as we doubt the transitional utopia. It is a scientific challenge to show it as a descriptor and operator of all objects and fields.

**Mots-clefs**

Alphabétisation - Écologie - Géographie - Conflit - Habiter - Ontologie - Transition - Littérature - Zad - Corée du Sud - Mali - Participation - Colonialité - Cartographie - Football - Bidonvilles - Recherche - Surmodernité - Modernités alternatives

**Keywords**

Literacy - Ecology - Geography - Conflict - Dwelling - Ontology - Transition - Literacy - Zad - South Korea - Mali - Participation - Coloniality - Cartography - Football - Slums - Research - Surmodernity - Alternative modernities